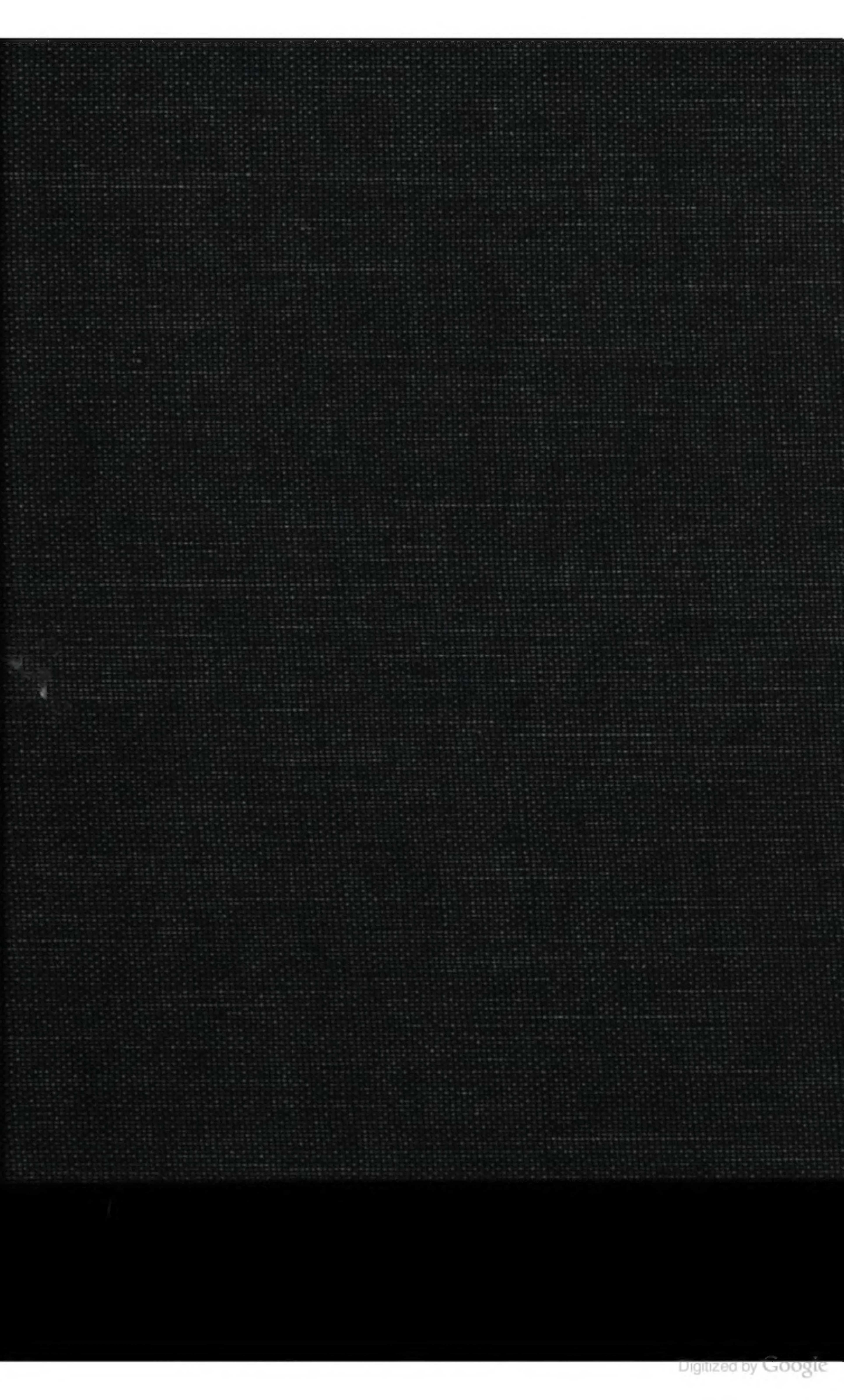


HISTOIRE

D'ANGLETERRE

PARIS

IMPRIMERIE DE J. CLAYE ET Cie

RUE SAINT-BENOIT

HISTOIRE

D'ANGLETERRE

DEPUIS

L'AVÉNEMENT DE JACQUES II

PAR

T. B. MACAULAY

TRADUIT DE L'ANGLAIS

PAR LE BARON JULES DE PEYRONNET

TOME PREMIER



PARIS

PERROTIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR

41, RUE FONTAINE-MOLIÈRE

1853

HISTOIRE D'ANGLETERRE

DEPUIS

L'AVÉNEMENT DE JACQUES II

CHAPITRE PREMIER

J'entreprends d'écrire l'histoire d'Angleterre depuis l'avénement de Jacques II jusqu'à une époque dont le souvenir est encore vivant dans la mémoire de quelques contemporains. Je raconterai les fautes qui firent perdre, en peu de mois, à la maison des Stuarts, l'appui jusqu'alors loyal des classes moyennes et du clergé. Je retracerai le cours de cette révolution qui mit fin aux longues luttes de nos souverains avec leurs parlements, et réunit, comme en un faisceau, les droits du peuple et les droits de la dynastie régnante. Je dirai comment, pendant des années d'agitation, le nouvel état de choses se défendit avec succès contre ses ennemis intérieurs et extérieurs; comment, sous ce gouvernement, l'autorité de la loi et la sécurité de la propriété devinrent compatibles avec une liberté de discussion et d'action jusqu'alors inconnue; comment cette heureuse union de l'ordre et de la liberté donna naissance à une prospérité dont les annales de l'espèce humaine ne présentaient jusqu'alors aucun exemple; comment notre pays s'éleva rapidement d'un état humiliant de vasselage au rang d'arbitre des puissances européennes; comment s'accrurent ensemble et ses richesses et sa gloire militaire; comment, par une bonne foi prudente et invariable, s'établit graduellement le crédit public, source de merveilles que les hommes d'État des siècles passés eussent jugées impossibles; comment un commerce gigantesque fonda une puissance maritime telle que tout

autre pouvoir maritime des temps anciens et modernes n'en approcha jamais; comment, après des années d'inimitié, l'Écosse fut réunie à l'Angleterre, non pas seulement par les liens de la légalité, mais par les liens indissolubles de l'intérêt et de l'affection; comment, en Amérique, les colonies anglaises devinrent rapidement plus puissantes et plus riches que ces royaumes que Cortez et Pizarre avaient ajoutés aux États de Charles-Quint; et comment, enfin, quelques aventuriers anglais fondèrent en Asie un empire non moins splendide et plus durable que celui d'Alexandre. Il sera de mon devoir aussi d'enregistrer fidèlement les désastres mêlés à ces triomphes, et les égarements et les grands crimes nationaux, bien plus humiliants que les désastres. On verra ainsi que ce que nous considérons avec raison comme les plus grands bienfaits ne furent pas sans alliage, et que le système qui assura définitivement nos libertés contre les envahissements du pouvoir royal donna naissance à une nouvelle espèce d'abus dont les monarchies absolues sont exemptes. On verra que, par suite d'une intervention ou d'une négligence également imprudente de la part du gouvernement, l'augmentation des richesses et l'extension du commerce produisirent, avec d'immenses bienfaits, quelques malheurs auxquels ne sont pas soumises les sociétés pauvres et grossières. On verra comment, dans deux pays dépendants de l'Angleterre, les fautes furent justement punies; comment une folle obstination brisa les liens qui attachaient les colonies de l'Amérique du Nord à la mère-patrie; comment l'Irlande, avilie par la domination d'une race sur une race, d'une religion sur une religion, sans cesser, il est vrai, d'être un membre de l'empire, n'en fut qu'un membre desséché, atrophié, n'ajoutant aucune force au corps politique, et devint enfin comme un stigmate toujours montré au doigt par ceux qui enviaient ou redoutaient la grandeur de l'Angleterre. Cependant, ou je me trompe fort, ou l'effet général de cette narration variée sera d'exciter la reconnaissance dans les esprits religieux et l'espérance dans les cœurs patriotiques; car l'histoire de notre pays, pendant les cent soixante dernières années, est surtout l'histoire des améliorations physiques, morales et intellectuelles. L'homme qui compare son époque avec un âge d'or qui n'existe que dans son imagination peut parler de dégénération et de décadence; mais celui qui a étudié consciencieusement le passé ne se sentira pas disposé à regarder le présent d'un œil chagrin et désespéré.

Ce serait bien imparfaitement remplir la tâche que j'entreprends, si je racontais seulement les siéges et les batailles, les origines et les chutes des administrations, les intrigues de palais et les débats des

parlements. Ce que je veux écrire, c'est l'histoire du peuple aussi bien que l'histoire du gouvernement, je veux aussi dire les progrès des arts d'utilité et d'agrément, la naissance des sectes religieuses, les variations du goût littéraire, faire la peinture des mœurs des générations successives, et ne pas même passer sous silence, comme indigne de l'histoire, les changements dans les costumes, les ameublements, la nourriture et les amusements publics. J'accepterai de grand cœur le reproche d'avoir fait descendre l'histoire au-dessous de sa dignité, si je réussis à mettre sous les yeux de l'Anglais du XIXe siècle une peinture vraie de la vie de ses ancêtres.

Les faits que je me propose de raconter ne forment qu'un acte d'un grand drame qui comprend les événements de plusieurs siècles, et ils ne seraient que très-imparfaitement appréciés si le plan des actes précédents n'était pas bien connu; je commencerai donc par une courte esquisse de l'histoire de notre pays depuis les temps les plus reculés. Je passerai rapidement sur plusieurs siècles; mais je m'appesantirai davantage pour expliquer les vicissitudes et les conflits que le règne du roi Jacques II amena à une crise décisive[1].

Rien dans l'existence première de la Bretagne n'indiquait la grandeur à laquelle elle devait atteindre, et quand les marins de Tyr connurent pour la première fois ses habitants, ils étaient peu supérieurs aux naturels des îles Sandwich. Subjuguée par les armes romaines, elle ne reçut de Rome qu'une bien faible teinture des arts et des lettres; de toutes les provinces occidentales soumises à la domination des Césars, elle fut la dernière conquise et la première abandonnée; nous n'y trouvons aucun reste grandiose d'aqueduc ou de portique romain; nous ne comptons aucun écrivain breton parmi les maîtres de la poésie et de l'éloquence latines, et il n'est pas probable que la langue des dominateurs italiens fut à aucune époque familière à ces insulaires. Des bords de l'Atlantique jusqu'aux rives du Rhin, la langue latine prédomina pendant plusieurs siècles; le celtique disparut devant elle, et les langues germaniques ne parvinrent pas à la détrôner; jusqu'à ce jour même, elle est restée la base du français, de l'espagnol et du portugais : dans notre île, au contraire, le latin ne paraît pas avoir jamais remplacé le vieux gallique, ni résisté avec succès à l'anglo-saxon.

1. Dans ce chapitre et le suivant, j'ai cru rarement nécessaire de citer des autorités; car n'entrant pas minutieusement dans le détail des événements, et ne puisant qu'à des sources connues, les faits que je mentionne sont tels, pour la plupart, que les lecteurs, pour peu qu'ils aient étudié l'histoire d'Angleterre, les connaissent déjà, ou du moins sauront où en retrouver les preuves. Dans les chapitres suivants, je ne manquerai pas d'indiquer la source de mes recherches.

Les calamités du ve siècle effacèrent bientôt la chétive et superficielle civilisation que les Bretons tenaient de leurs maîtres méridionaux; alors, les races conquises des États du continent formés par la dissolution de l'empire romain avaient appris quelque chose à leurs vainqueurs. Chez nous, au contraire, la race vaincue devint bientôt aussi barbare que ses maîtres. Tous les chefs qui fondèrent les dynasties teutoniques des provinces continentales de l'empire romain, Alaric, Théodoric, Clovis, Alboin, étaient de zélés chrétiens; les soldats, au contraire, d'Ida et de Cerdic, rapportèrent dans leurs établissements en Bretagne toutes les superstitions des bords de l'Elbe. Pendant que les princes germains qui régnaient à Paris, Tolède, Arles et Ravenne, écoutaient avec respect les instructions des évêques, vénéraient les reliques des saints martyrs et prenaient une part ardente aux discussions de la théologie Nicéenne, les dominateurs de Wessex et de Mercie célébraient encore de sauvages cérémonies dans les temples de Thor et de Woden.

Ces États continentaux, élevés sur les ruines de l'empire d'Occident, conservèrent encore des relations avec les provinces de l'est, où l'ancienne civilisation, quoique s'effaçant graduellement sous l'influence d'une mauvaise administration, pouvait encore étonner et instruire des Barbares; les cours y montraient encore la splendeur des Dioclétien et des Constantin; les monuments y étaient encore embellis des sculptures de Polyclète et des peintures d'Apelles; quelques pédants, il est vrai, sans goût, sans jugement, sans génie, mais laborieux, y pouvaient lire encore et expliquer les chefs-d'œuvre de Sophocle, de Démosthène et de Platon. Ces relations n'existèrent pas pour la Bretagne : objets d'une mystérieuse horreur pour les hommes civilisés des bords du Bosphore, nos rivages étaient redoutés par eux, comme du temps d'Homère le passage de Scylla et la cité cannibale des Lœstrigoniens l'étaient des peuples de l'Ionie. Notre île n'avait-elle pas, comme on le rapporta à Procope, de vastes espaces couverts de serpents, et où l'air était si corrompu que l'homme ne pouvait le respirer sans mourir! C'est dans ces champs désolés que les âmes des morts étaient transportées dans un bac, à minuit, de la rive des Francs. Ce lugubre office était rempli par une race étrange de pêcheurs; la voix des morts frappait distinctement l'oreille du nautonier, le bateau s'enfonçait dans l'eau sous leur poids, mais leur forme était invisible à l'œil des mortels. Telles étaient les merveilles qu'un historien intelligent, contemporain de Bélisaire, de Simplicius et de Tribonius, racontait gravement dans la riche et civilisée Constantinople, sur un pays où le fondateur de Constantinople

s'était paré de la pourpre impériale. Les documents relatifs aux autres provinces occidentales de l'empire ne manquent pas pour cette époque; ce n'est qu'en Bretagne que ces années forment une période fabuleuse, perdue entre des siècles de vérité historique. Odoacre et Totila, Euric et Trasimund, Clovis, Fredegonde et Brunehilde, sont des personnages historiques; mais Hengist et Horsa, Vortigern et Rowena, Arthur et Mordred, sont presque des mythes dont l'existence peut être mise en doute, et dont les aventures peuvent être classées avec celles d'Hercule et de Romulus.

Enfin les ténèbres se dissipent, et notre pays, éclipsé sous le nom de Bretagne, reparaît sous celui d'Angleterre. La conversion des Anglo-Saxons à la religion chrétienne fut la première révolution d'une longue série de révolutions salutaires. L'Église, il est vrai, avait été profondément corrompue et par la superstition et par le philosophisme, contre lesquels elle eut à se défendre, et dont enfin elle triompha. Elle avait trop facilement admis quelques doctrines empruntées aux anciennes écoles, quelques rites des anciens temples; la politique romaine, l'ignorance gothique, la subtilité grecque et l'ascétisme syrien, avaient altéré son essence. Cependant elle conservait encore assez de la sublime théologie, de la bienfaisante moralité de ses premiers jours, pour élever l'intelligence et purifier le cœur. Quelques-uns des abus mêmes qui, plus tard, lui furent justement reprochés comme de coupables erreurs, ne furent, au VIIe siècle et longtemps après, que de salutaires coutumes. Dans les temps actuels, c'est un grand malheur quand le pouvoir sacerdotal envahit les fonctions de la magistrature civile; mais ce qui est un malheur à une époque de sage gouvernement pouvait être un bienfait à une époque de barbarie. Mieux vaut sans doute que l'humanité soit gouvernée par l'opinion éclairée, par de sages lois, sagement appliquées, que par les ruses pieuses du clergé; mais ces ruses pieuses valent encore mieux que la violence brutale, et nous préférons un prélat comme Dunstan à un guerrier tel que Penda. Une société plongée dans l'ignorance, et contenue seulement par la force physique, a lieu de se réjouir quand une classe intellectuelle et morale acquiert un pouvoir influent; elle pourra bien abuser de sa force, mais cette force encore tout intellectuelle, même dans son abus, est supérieure et préférable à celle qui ne consiste que dans des avantages corporels. Les chroniques anglo-saxonnes nous parlent de tyrans qui, parvenus au sommet de la grandeur, se sentaient frappés de remords, prenaient en horreur les plaisirs et les honneurs qu'ils avaient achetés au prix de leurs crimes, abdiquaient leur cou-

ronne et cherchaient à expier leurs offenses par des pénitences sévères et des prières incessantes. Ces histoires ont provoqué quelques amères expressions de mépris de la part de certains écrivains, grands paradeurs de libéralisme, mais dont l'esprit, tout aussi étroit, en réalité, que celui d'un moine du moyen âge, s'évertue à juger les événements historiques du monde avec les idées reçues dans la société parisienne du XVIII[e] siècle. Il semble cependant qu'un système, entaché, il est vrai, de superstition, mais qui introduisait une puissante contrainte morale dans une société jusqu'alors gouvernée uniquement par l'audace et la force, qui apprenait aux plus fiers potentats que, comme leurs derniers vassaux, ils étaient hommes et responsables, méritait, de la part de philosophes et de philanthropes, une mention plus respectueuse.

Ces mêmes réflexions s'appliquent encore à cette mode de la fin du dernier siècle, qui voulait que l'on ne parlât qu'avec mépris des pèlerinages, des lieux saints, des croisades et des institutions monastiques du moyen âge. Mais ne valait-il pas mieux, à une époque où le sentiment de la curiosité, et même la soif du gain, étaient trop faibles encore pour engager l'homme à voyager, ne valait-il pas mieux que le rude habitant du Nord visitât en pèlerin l'Italie et l'Orient, plutôt que de rester confiné dans sa hutte sauvage, au milieu des forêts vierges qui l'avaient vu naître? Quand l'honneur des femmes, quand la vie de chacun étaient, pour ainsi dire, à la merci des maraudeurs ou des despotes, n'était-ce pas chose heureuse que ce saint, quoique illogique respect, inspiré par une châsse de reliques, et qui étendait sa protection sur le faible? Eût-il été préférable qu'il n'y eût aucun refuge contre la cruauté et la licence? Alors que les hommes d'État étaient incapables de former de vastes combinaisons politiques, ce fut sagesse que ce soulèvement et cette union de toutes les nations chrétiennes marchant à la conquête du Saint Sépulcre, pour éviter d'être conquises séparément par les armes mahométanes. Quelque justes qu'aient été plus tard les reproches d'indolence et de luxe adressés aux ordres monastiques, ce fut néanmoins heureux qu'au milieu de l'ignorance et de la barbarie, il y ait eu de calmes asiles où les arts pouvaient être cultivés en paix, où les natures délicates et contemplatives trouvaient un refuge, où l'un copiait l'Énéide de Virgile, tandis que l'autre méditait les Analytiques d'Aristote, où celui qui avait le goût des arts enluminait un martyrologe et sculptait un crucifix, où des expériences sur les propriétés des plantes et des minéraux pouvaient être faites par ceux dont l'esprit inclinait vers la physique. Ah! si de semblables retraites ne s'étaient pas disséminées çà et là entre les huttes d'un vasselage

misérable et les châteaux d'une féodalité féroce, la société européenne n'eût été qu'une réunion de bêtes de proie et de bêtes de somme. On a souvent comparé l'Église à cette arche dont nous lisons la description dans la Genèse ; jamais cette comparaison ne fut plus parfaite qu'à cette époque funeste où seule, au milieu des ténèbres et de la tempête, elle surnagea dans ce déluge où tous les grands travaux de la puissante et sage antiquité avaient été engloutis, portant en elle le faible germe dont devait naître un jour une nouvelle et plus glorieuse civilisation.

Même la suprématie spirituelle, que la papauté s'arrogea dans les âges barbares, produisit assurément plus de bien que de mal ; car elle eut pour résultat une grande fédération de tous les peuples de l'Europe occidentale. Ce que les jeux Olympiques et l'oracle Pythien avaient fait pour les cités de la Grèce, depuis Trébizonde jusqu'à Marseille, Rome, avec son évêque, le fit pour tous les chrétiens de la communion latine, depuis la Calabre jusqu'aux Hébrides. Ainsi se propagèrent les sentiments d'une fraternité plus étendue ; des nations séparées les unes des autres par de vastes mers, par de hautes montagnes, reconnurent enfin un lien fraternel et un code commun. Dans les guerres même, la cruauté des vainqueurs fut adoucie par cette idée chrétienne, qu'eux et leurs ennemis vaincus étaient frères de la même grande communauté.

C'est dans cette communauté que furent enfin admis les Anglo-Saxons. Des communications régulières s'ouvrirent entre nos rivages et cette portion du continent où étaient encore visibles les traces de l'ancien pouvoir politique. Plusieurs nobles monuments, détruits depuis ou dégradés, conservaient encore leur magnificence première, et le voyageur qui ne comprenait ni Tite-Live, ni Salluste, s'initiait par l'œil, pour ainsi dire, à l'histoire romaine, en visitant un aqueduc ou un temple. Le bronze tout brillant encore du dôme d'Agrippa, le mausolée d'Adrien, qu'ornaient encore ses colonnes et ses statues, l'amphithéâtre Flavien, qu'on n'avait pas encore changé en carrière, tous ces monuments racontaient alors aux pèlerins northumbriens et merciens quelque chose de cette grande histoire d'un monde civilisé qui n'était plus.

Ces insulaires, dont l'esprit s'entr'ouvrait à la lumière, racontaient, saisis de stupeur, aux habitants des masures de Londres et d'York, qu'auprès du tombeau de saint Pierre s'élevaient des monuments gigantesques qui devaient durer jusqu'à la fin des siècles, derniers témoins d'une puissante génération passée. Le savoir suivit ainsi comme à la trace le christianisme ; la poésie et l'éloquence du siècle

d'Auguste trouvèrent de studieux admirateurs chez les moines anglo-saxons ; et les noms de Bède, d'Alcuin et de Jean Érigène devinrent justement célèbres dans toute l'Europe. Telle était, au IXe siècle, la situation de notre pays, quand commença la grande et la dernière irruption des barbares du Nord.

Durant plusieurs générations, le Danemark et la Scandinavie ne cessèrent de vomir d'innombrables pirates, fameux par leur force, leur courage, leur férocité impitoyable et surtout par leur haine du nom chrétien. Nul pays n'en souffrit autant que l'Angleterre : ses côtes étaient voisines des points d'où ils partaient, et même les terres de l'intérieur n'étaient pas assez éloignées de la mer pour être à l'abri de leurs attaques. Les mêmes atrocités qui suivirent jadis la victoire des Saxons sur les Celtes se renouvelaient maintenant, après des siècles, par la main des Danois contre les Saxons. La civilisation prête à naître ne résista pas au coup et céda. De nombreuses colonies d'aventuriers venus de la Baltique s'établirent sur la côte orientale, s'avancèrent graduellement vers l'occident, et soutenus par de fréquents renforts d'outre mer, aspiraient à la domination de tout le territoire. La lutte, entre ces deux farouches races Teutoniques tour à tour triomphantes et vaincues, dura pendant six générations. L'histoire de ces jours de malédiction se résume en massacres suivis de cruelles représailles, en provinces dévastées, en couvents pillés, en cités rasées. Enfin le Nord cessa de jeter sur nos rivages de nouveaux pillards, et dès lors commença à s'apaiser la haine mutuelle des deux races ; de fréquents mariages les unirent. Les Danois s'instruisirent dans la religion des Saxons, et ainsi disparut l'une des causes principales de leur mortelle animosité ; leurs langages, qui n'étaient que des dialectes différents, issus d'une même langue, se confondirent bientôt. Cependant les différences entre les deux peuples étaient bien loin d'être effacées, lorsque survint la catastrophe qui devait les précipiter dans un commun esclavage, aux pieds d'une troisième nation.

Les Normands étaient alors à la tête de la chrétienté. Leur farouche courage les avait rendus fameux parmi les pirates que la Scandinavie avait envoyés ravager l'ouest de l'Europe ; leur marine était depuis longtemps la terreur des deux côtes de la Manche, et souvent leurs armes avaient pénétré jusqu'au cœur de l'empire carlovingien, et avaient été victorieuses sous les murs de Maestricht et de Paris. Un des faibles descendants de Charlemagne avait fini par leur céder une province fertile arrosée par une belle rivière, et contiguë à la mer, leur élément favori ; c'est là qu'ils fondèrent un puissant État, qui éten-

dit graduellement son influence sur les principautés voisines, la Bretagne et le Maine. Sans rien abandonner de leur bravoure indomptable, dont les terribles traces pouvaient se voir de l'Elbe jusqu'aux Pyrénées, les Normands s'approprièrent bientôt toutes les connaissances et les mœurs plus civilisées du pays où ils s'étaient établis, et où leur courage les assurait contre l'invasion. Après avoir fondé un ordre intérieur inconnu jusqu'alors dans l'empire des Francs, ils embrassèrent le christianisme, en apprenant du clergé à peu près tout ce qu'il était en état d'enseigner; leur langue même fit place à la langue française, où l'élément latin dominait; et dès lors elle prit une dignité et une importance qu'elle n'avait pas eue jusque-là : ils n'avaient trouvé qu'un jargon barbare, ils en firent une langue écrite, noble interprète de leurs lois, de leur poésie et de leurs légendes. Renonçant à l'intempérance brutale à laquelle n'étaient que trop adonnées toutes les autres branches de la grande famille germanique, le luxe raffiné des Normands offrait un frappant contraste avec l'ivrognerie et la voracité grossière de leurs voisins les Saxons et les Danois. Leur magnificence, qu'ils aimaient à faire briller, ne consistait point en un amas de mets grossiers, en flots de liqueurs enivrantes, mais en édifices vastes et somptueux, en riches armures, en vaillants coursiers, en faucons de choix, en brillants tournois, en banquets délicats plutôt qu'abondants, en vins plutôt remarquables par leur bouquet que par leur force. Cet esprit chevaleresque, qui avait exercé une influence si puissante sur la politique, les mœurs, les habitudes de toutes les nations de l'Europe, se retrouvait au plus haut degré d'exaltation dans la noblesse normande. Le noble normand, distingué par une tournure gracieuse et des manières engageantes, l'était encore plus par sa finesse dans les négociations, et par une éloquence naturelle et constamment exercée; ce qui faisait dire avec orgueil à l'un de leurs historiens, qu'un gentilhomme normand était orateur dès le berceau. Mais c'est par leurs exploits militaires surtout qu'ils brillèrent. De l'Océan Atlantique jusqu'à la mer Morte, tous les peuples avaient été témoins des prodiges de leur vaillance et de leur discipline. A la tête d'une poignée de combattants, un chevalier normand avait mis en déroute les Celtes du Connaught. Un autre avait fondé la monarchie des Deux-Siciles, et avait vu fuir devant ses armes les empereurs d'Orient et d'Occident. Un troisième, l'Ulysse de la première croisade, fut placé par ses compagnons d'armes à la tête de la souveraineté d'Antioche. Un quatrième enfin, ce Tancrède que le Tasse a chanté dans son immortel poëme, fut célébré dans toute la chré-

tienté comme le plus vaillant et le plus généreux des champions du Saint Sépulcre.

Le voisinage d'un peuple aussi remarquable ne tarda pas à produire de l'effet sur l'esprit de notre nation. Dès avant la conquête, les princes anglais étaient élevés en Normandie ; des terres et des évêchés anglais étaient concédés à des Normands ; la langue franco-normande était la langue familière au palais de Westminster ; la cour de Rouen enfin semble avoir été pour la cour d'Édouard le Confesseur ce que plus tard fut la cour de Versailles pour la cour de Charles II.

La bataille de Hastings et les événements qui la suivirent ne placèrent pas seulement le duc de Normandie sur le trône d'Angleterre, ils livrèrent en outre toute la population anglaise à la tyrannie de la race normande. Jamais, même en Asie, nation ne fut plus complétement subjuguée par une autre. La terre fut divisée entre les capitaines des envahisseurs ; de fortes institutions militaires, étroitement liées à l'organisation de la propriété, permirent aux usurpateurs étrangers d'opprimer les enfants du sol. Un code pénal cruel, et toujours cruellement appliqué, garantissait les priviléges et même les passe-temps des tyrans d'outre-mer. Et cependant cette race sujette, maltraitée et foulée aux pieds, se faisait encore craindre. Des hommes hardis, les héros favoris de nos vieilles ballades, réfugiés dans les bois, faisaient, en dépit des lois forestières et de police, une guerre de rapines à leurs oppresseurs. Les assassinats étaient fréquents ; des Normands disparaissaient tout à coup, sans laisser aucune trace ; d'autres étaient trouvés portant sur leur cadavre des marques de violence. Les meurtriers étaient condamnés à mourir dans les tortures, mais on n'en découvrait qu'un petit nombre : toute la nation conspirait pour les tenir à l'abri. Il devint enfin nécessaire d'imposer une forte amende sur chaque district où un meurtre avait été commis sur un Normand, et l'on y ajouta bientôt le corollaire que toute victime serait supposée normande, à moins qu'il ne fût prouvé judiciairement qu'elle était saxonne.

Pendant le siècle et demi qui suivit la conquête, il n'y a pas, à proprement parler, d'histoire d'Angleterre ; les rois français de l'Angleterre portèrent, il est vrai, ce pays à une élévation qui fut l'étonnement et l'effroi de ses voisins : ils conquirent l'Irlande et reçurent l'hommage de l'Écosse ; par leur courage, par leur politique, par leurs alliances de famille, ils devinrent bientôt plus puissants sur le continent que les rois de France, leurs seigneurs suzerains ; leur pouvoir et leur gloire éblouirent l'Asie comme l'Europe ; les chroniqueurs

arabes mentionnent comme à regret, avec admiration, la prise d'Acre, la défense de Joppa, la marche victorieuse vers Ascalon, et longtemps le nom du Plantagenet au cœur de lion servit à la mère arabe pour frapper de crainte son enfant. Il sembla un instant que la dynastie de Hugues Capet allait disparaître comme celle des Mérovingiens et des Carlovingiens, et qu'une seule grande monarchie s'étendrait bientôt des Orcades aux Pyrénées. On confond si généralement la grandeur du prince qui gouverne avec la grandeur des peuples gouvernés, que la plupart des historiens anglais se sont étendus avec complaisance sur la glorieuse renommée de leurs maîtres étrangers, et ont déploré comme un malheur pour le pays la chute de leur puissance usurpée. N'est-ce pas aussi absurde que si nous voyions de nos jours le nègre de Haïti se complaire, avec un orgueil national, dans la grandeur de Louis XIV, et parler avec un patriotique regret de Blenheim et de Ramillies? Guillaume le Conquérant et ses descendants, jusqu'à la quatrième génération, ne furent pas Anglais; la plupart étaient nés en France, et y vécurent une grande partie de leur vie; c'était le français qu'ils parlaient; presque toutes les grandes charges de la couronne étaient remplies par des Français; enfin, chaque conquête qu'ils faisaient sur le continent les rendait de plus en plus étrangers à notre territoire. L'un de ces princes, cependant, le plus capable de tous, essaya de gagner le cœur de ses sujets anglais en épousant une princesse saxonne; mais ce mariage fut regardé par un grand nombre de ses barons, du même œil qu'on verrait aujourd'hui en Virginie le mariage d'un blanc avec une fille de couleur. L'histoire l'a doté, il est vrai, du glorieux surnom de Beau-Clerc; mais, de son temps, ses compatriotes ne le désignaient que par un sobriquet saxon qui faisait allusion à son alliance.

Si, comme cela eût pu arriver à une certaine époque, les Plantagenets avaient réussi à unir la France et l'Angleterre sous un même gouvernement, il est probable que cette dernière n'eût jamais joui d'une existence indépendante; ses princes, ses seigneurs, ses prélats eussent été d'une autre race, eussent parlé une autre langue que les artisans et les laboureurs de la terre saxonne; sur les bords de la Seine se seraient dépensés en fêtes et en plaisirs les revenus des grands propriétaires; la noble langue de Milton et de Burke serait restée un patois grossier, sans littérature, sans grammaire, sans orthographe, et dédaigneusement abandonnée aux rustres des campagnes; et, pour parvenir à une situation élevée, tout Anglais eût dû se faire Français dans ses mœurs, dans ses habitudes, dans sa langue.

Une telle calamité fut épargnée à l'Angleterre par un événement que les historiens, pour la plupart, représentent cependant comme désastreux. Ses intérêts étaient si opposés aux intérêts de ses dominateurs, qu'elle n'avait plus d'espoir que dans leurs fautes et dans leur mauvaise fortune : les talents et même les vertus des six premiers rois français d'Angleterre avaient contribué à sa perte ; les folies et les vices du septième furent son salut. Si le roi Jean avait hérité des grandes qualités de son père, ou de Henri Beau-Clerc, ou de Guillaume ; si même il eût eu le courage martial d'Étienne ou de Richard, et que le roi de France, en même temps, eût été aussi incapable qu'avaient été les autres successeurs de Hugues Capet, la maison des Plantagenets eût été sans rivale en Europe ; mais heureusement la France alors, pour la première fois depuis Charlemagne, était gouvernée par un prince d'une grande habileté et d'une grande fermeté ; heureusement aussi l'Angleterre, qui depuis la bataille de Hastings avait presque toujours eu à sa tête des hommes d'État distingués par leur sagesse et des guerriers remarquables par leur bravoure, se trouvait, dans ces conjonctures, au pouvoir d'un lâche étourdi. C'est à partir de ce moment que sa destinée s'éclaircit. Le roi Jean chassé de Normandie, ses nobles barons furent forcés de choisir entre notre île et le continent. Enfermés avec ce peuple que jusque-là ils avaient oppressé et méprisé, ils en vinrent peu à peu à regarder l'Angleterre comme une patrie et les Anglais comme des concitoyens ; les deux races, si longtemps hostiles, finirent par voir qu'intérêts et ennemis leur étaient communs, et qu'elles souffraient également de la tyrannie d'un mauvais roi ; toutes les deux aussi s'indignaient des faveurs que la cour faisait pleuvoir sur les Aquitains et les Poitevins ; les arrière-petits-fils des compagnons de Guillaume et de Harold se rapprochèrent les uns des autres, une alliance s'ensuivit, et le premier gage de cette réconciliation fut la Grande Charte, arrachée par leurs efforts réunis pour leur avantage commun.

Ici commence l'histoire de la nation anglaise ; celle qui précède n'est que le récit d'injustices infligées et supportées par diverses races vivant, il est vrai, sur le sol anglais, mais se portant une haine telle qu'il n'en exista jamais de pareille, peut-être, entre peuples que séparent des barrières physiques ; car l'animosité entre deux pays guerroyants est bien faible, comparée à la haine de deux nations divisées de mœurs et d'intérêts, et réunies par la force au même foyer. Nulle part une telle inimitié de races ne fut poussée plus loin, nulle part aussi elle ne fut plus complétement effacée. Les progrès de ce travail social qui réunit

les éléments hostiles en un tout homogène ne nous sont qu'imparfaitement connus; mais il est certain qu'à l'avénement du roi Jean il existait une distinction marquée entre Saxons et Normands, et qu'avant la fin du règne de son petit-fils elle était pour ainsi dire effacée. Sous Richard Ier, l'imprécation ordinaire d'un gentilhomme normand était « que je sois plutôt Anglais; » son indignation se formulait par « me prenez-vous pour un Anglais? » et cent ans plus tard les descendants de ce gentilhomme se glorifiaient du nom d'Anglais.

Les sources des plus grands fleuves qui fertilisent les continents et portent jusqu'à la mer des flottes richement chargées, se trouvent dans des contrées sauvages et montagneuses, incorrectement marquées sur les cartes et rarement explorées par les voyageurs; l'histoire de notre pays, pendant le XIIIe siècle, peut avec raison se comparer à ces contrées. Tout obscure et stérile que soit cette portion de nos annales, c'est là que nous devons chercher l'origine de notre liberté, de notre prospérité et de notre gloire; c'est alors que le grand peuple anglais se forma, que le caractère national commença à montrer cette originalité qu'il a conservée depuis, que nos pères devinrent réellement insulaires, insulaires par leur position géographique, insulaires par leur politique, par leurs sentiments, par leurs mœurs. Alors apparaît distinctement pour la première fois cette constitution qui, à travers tant de changements, a conservé son identité, cette constitution dont toutes les constitutions libres du globe ne sont que des copies, et qui, malgré quelques défauts, doit être regardée comme la meilleure sous laquelle une grande société ait pu prospérer pendant plusieurs siècles. C'est alors que la chambre des Communes, ce type de toutes les assemblées représentatives des deux mondes, tint ses premières séances; c'est alors que la loi civile s'éleva à la dignité d'une science, et devint la digne émule de la jurisprudence impériale; c'est alors que le courage des matelots qui montaient les grossières barques des cinq ports rendit redoutable, pour la première fois, le pavillon anglais sur les mers. Alors furent fondées nos deux universités, foyers brillants encore de toutes nos connaissances nationales; alors se forma cette langue moins harmonieuse, j'en conviens, que celles du Midi, mais dont la force, la richesse, suffisent amplement aux besoins du poëte, du philosophe, de l'orateur, et qui ne le cède qu'à la langue grecque; alors apparut un pâle rayon de notre aurore littéraire, devenue la plus splendide et la plus durable des gloires de l'Angleterre.

Au commencement du XIVe siècle, la fusion des deux races était à

peu près complète, et des signes certains annoncèrent au monde qu'un peuple, l'égal des plus grands peuples, venait de naître de l'union des trois branches de la grande famille Teutonique avec les anciens Bretons. Rien de commun, pour ainsi dire, entre l'Angleterre où Philippe-Auguste avait relégué le roi Jean, et l'Angleterre d'où Édouard III s'élançait à la tête de ses armées à la conquête de la France.

Une période de plus de cent années s'écoula pendant laquelle le but principal des Anglais fut d'établir par les armes un grand empire sur le continent. Les droits d'Édouard au trône occupé par la maison de Valois pouvaient n'intéresser que faiblement ses sujets; mais la passion des conquêtes gagna bientôt la nation entière, et cette guerre mémorable fut loin de ressembler à celle que les Plantagenets du XIIe siècle avaient faite aux descendants de Hugues Capet. Le succès de Henri II ou de Richard Ier eût fait de l'Angleterre une province française; au contraire, le succès d'Édouard III ou de Henri V eût fait momentanément de la France une province de l'Angleterre. Les insulaires rendirent alors au continent le dédain dont le continent les avait abreuvés: tout Anglais, du Kent au Northumberland, se regardant comme membre d'une race née pour la victoire et la domination, n'avait que mépris pour la nation devant laquelle ses ancêtres avaient tremblé. Même ces vaillants chevaliers de Gascogne ou de Guienne, qui avaient combattu avec le Prince Noir, semblaient aux Anglais des hommes d'une race inférieure, indignes de commandements importants et lucratifs. Il ne fallut pas longtemps à nos ancêtres pour perdre de vue la cause première de leurs vieilles querelles. Ils finirent par considérer la couronne de France comme un simple apanage du trône d'Angleterre, et lorsque, en violation des droits ordinaires de succession, ils donnèrent le sceptre anglais à la maison de Lancastre, ils semblent avoir cru par là lui transférer en même temps les droits que Richard II et la maison d'York pouvaient avoir à la couronne de France. Le zèle et la vigueur qu'ils déployèrent dans cette lutte présente un contraste remarquable avec la torpeur des Français, bien plus intéressés qu'eux dans le résultat. Malgré les chances défavorables, les armées anglaises remportèrent alors les plus grandes victoires dont fassent mention les historiens du moyen âge, victoires dont peut à bon droit se glorifier une nation, car elles étaient le fruit de la supériorité morale des vainqueurs. Cette supériorité était remarquable surtout dans les rangs inférieurs; les chevaliers anglais trouvaient des rivaux dignes d'eux dans les chevaliers français: Duguesclin pouvait se mesurer avec Chandos, mais la France n'avait pas d'infanterie à opposer aux archers et arbalétriers anglais. L'Angle-

terre eut pour prisonnier un roi de France, un roi d'Angleterre fut couronné à Paris, et sa bannière se promena triomphante au delà des Alpes et des Pyrénées. Au sud de l'Èbre, enfin, nous remportions une victoire qui, pour un temps, décida du sort des royaumes de Léon et de Castille. Les compagnies anglaises se faisaient toujours remarquer au premier rang de ces troupes mercenaires que les princes et les républiques d'Italie prenaient à leur solde.

Les beaux-arts ne furent pas non plus négligés par nos ancêtres, durant cette époque agitée. Tandis que la France, ravagée par la guerre, était réduite à ce point de désolation, que sa misère même lui servait de défense contre l'invasion, l'Angleterre cultivait ses champs, embellissait ses villes, commerçait, discutait, étudiait en sécurité. Bon nombre de nos chefs-d'œuvre d'architecture appartiennent à cette période : les chapelles de New-College et de Saint-George, la nef de Winchester, le chœur d'York, le clocher de Salisbury et les majestueuses tours de Lincoln. Une langue riche et puissante, mélange d'allemand et de franco-normand, était parlée à la fois par l'aristocratie et le peuple, et ne tarda pas à servir d'instrument à notre génie littéraire. Pendant que nos bataillons vainqueurs, laissant derrière eux les provinces dévastées de la France, entraient en triomphe dans Valladolid, et répandaient la terreur jusqu'aux portes de Florence, des poëtes anglais peignaient en vives couleurs le grand tableau des révolutions et des mœurs du monde; des penseurs anglais aspiraient à connaître et osaient douter, alors que les bigots se contentaient d'admirer et de croire. Le même siècle, enfin, qui produisit le Prince Noir et Derby, Chandos et Hawkwood, produisit aussi Geoffrey Chaucer et Jean Wycliffe.

Voilà de quelle manière brillante et souveraine le peuple anglais proprement dit prit sa place parmi les nations. Et cependant, tout en contemplant avec orgueil les hautes et imposantes qualités que déployèrent nos pères, nous ne pouvons nous empêcher d'avouer que le but qu'ils voulaient atteindre était également réprouvé par l'humanité et par une saine politique. Bien loin de regretter les revers, qui, après une lutte longue et sanglante, les forcèrent à abandonner tout espoir d'un grand établissement sur le continent, nous les acceptons comme un bonheur. Les Français reprirent enfin courage, et opposèrent aux étrangers une vigoureuse résistance nationale. De ce moment, l'habileté de nos chefs, le courage de nos soldats s'exercèrent, heureusement pour l'humanité, en pure perte, et, après plusieurs combats désespérés et des regrets bien amers, il fallut renoncer à la lutte. Depuis lors, le gouverne-

ment anglais n'a jamais sérieusement et avec suite essayé aucune grande conquête sur le continent. Le peuple n'en continua pas moins de caresser avec orgueil les souvenirs de Crécy, de Poitiers et d'Azincourt; et, pendant bien des années, il fut facile d'exalter son imagination et de lui arracher des subsides en lui promettant une expédition pour la conquête de la France. Par bonheur, l'énergique instinct du pays prit une direction meilleure, et maintenant l'Angleterre occupe dans l'histoire de l'humanité une place bien plus glorieuse que celle qu'elle aurait eue, si, comme c'était probable à une certaine époque, elle eût acquis par l'épée un ascendant analogue à celui de l'ancienne république romaine.

Enfermé donc une fois encore dans les limites de son île, ce peuple belliqueux mit au service de ses dissensions intestines les armes qui avaient fait trembler l'Europe. Longtemps les provinces soumises de la France fournirent aux barons anglais les moyens de couvrir de prodigues dépenses; cette source était tarie, mais le goût et les habitudes d'un luxe engendré par la prospérité vivaient encore, et, dans l'impossibilité de satisfaire leur passion en pillant les Français, les seigneurs s'entre-pillaient à qui mieux mieux. Mais, comme le dit Comines, le plus judicieux observateur de cette époque, le royaume où ils étaient confinés ne pouvait suffire à tous. Deux partis se formèrent dans l'aristocratie, à la tête desquels se posèrent deux branches de la famille royale. La lutte fut longue et sanglante; n'ayant pas réellement pour origine un droit contesté à la succession au trône, elle dura plus longtemps que cette cause apparente. Le parti de la Rose rouge survécut au dernier prince qui prétendait à la couronne, du chef de Henri IV; le mariage de Richmond et d'Élisabeth laissa debout le parti de la Rose blanche. Sans chefs qui pussent faire valoir l'apparence d'un droit, les adhérents de Lancastre se rallièrent à une branche bâtarde, tandis que les partisans d'York mettaient en avant une succession d'imposteurs. Ce ne fut que lorsque bon nombre de nobles ambitieux eurent péri sur le champ de bataille ou de la main du bourreau, que mainte illustre famille eut disparu, et que l'épuisement eut calmé celles qui restaient encore, qu'on convint enfin unanimement que les droits de tous les prétendants Plantagenets s'étaient réunis dans la maison des Tudors.

Mais un changement s'opérait à la même époque, plus important que la perte ou le gain d'une province, que l'élévation ou la chute d'une dynastie : le servage avec tous les maux qu'il entraîne à sa suite disparaissait rapidement.

Il est digne de remarque que les deux plus grandes et plus salutaires révolutions sociales qui eurent lieu en Angleterre, la première au XIIIe siècle, qui abolit la tyrannie de nation à nation, la seconde, quelques générations plus tard, qui abolit la possession de l'homme par l'homme, se firent silencieusement et imperceptiblement. Elles ne frappèrent pas de surprise les observateurs contemporains, et attirèrent à peine l'attention de l'historien; elles ne furent pas l'œuvre de la force, ni le sujet de règlements législatifs. Des raisons toutes morales effacèrent, sans bruit d'abord, la distinction entre Normands et Saxons, puis l'autorité du maître sur l'esclave; mais personne ne pourrait se hasarder à fixer le moment précis du changement. Peut-être retrouverait-on encore quelques traces de la vieille animosité normande jusque vers la fin du XIVe siècle; même dans les derniers jours des Stuarts, les curieux citaient l'existence cachée de quelques vestiges du servage; du reste, jusqu'à ce jour, il n'a pas été légalement aboli.

Il serait injuste de ne pas reconnaître que la religion fut le grand mobile de ces deux affranchissements, et il est permis de douter qu'une religion plus pure eût été un agent plus actif. L'esprit charitable de la morale chrétienne est sans contredit opposé aux distinctions de caste; elles sont surtout odieuses aux membres de l'église de Rome, comme incompatibles avec d'autres distinctions inhérentes à ses propres doctrines. Cette église attribue à ses prêtres une sorte de dignité mystérieuse, donnant droit au respect de tout laïque, et elle les recrute indistinctement parmi toutes les nations, dans toutes les classes de la société. Ces doctrines, quelque erronées qu'elles puissent paraître, furent à plusieurs reprises le remède à bien des maux. Une superstition n'est pas, à nos yeux, complétement pernicieuse, qui, dans un pays accablé sous la tyrannie d'une race sur une autre, parvient à créer une aristocratie indépendante de ces races, change les rapports entre l'oppresseur et l'opprimé, et force le maître héréditaire à fléchir le genou devant le tribunal spirituel du serf héréditaire. Même de nos jours, le papisme contraste avantageusement avec toute autre forme de religion chrétienne, dans les pays où existe encore l'esclavage des noirs. Il est notoire que l'antipathie entre l'Européen et l'Africain n'est pas aussi forte à Rio-Janeiro qu'à Washington. Dans notre pays, au moyen âge, les doctrines de l'église catholique produisirent de salutaires effets. Il est vrai, peu de temps après la bataille de Hastings, des abbés et des prélats saxons furent violemment déposés; un grand nombre des meilleurs bénéfices ecclésiastiques devint la proie d'aventuriers venus du continent; mais même alors, la voix pieuse des prêtres de la race nor-

mande s'éleva contre cette violation de la constitution de l'Église; plusieurs d'entre eux ne voulurent pas accepter la mitre des mains du Conquérant, et rappelèrent à Guillaume que s'il tenait au salut de son âme, il ne devait pas oublier que les vaincus étaient ses frères en Jésus-Christ. C'est ainsi que les Anglais eurent pour premier protecteur, dans la caste dominante, l'archevêque Anselme. Alors que le nom anglais était une injure, alors que toutes les dignités civiles et militaires du royaume étaient censées exclusivement réservées aux compagnons de Guillaume, ce fut avec des transports de joie que la race méprisée apprit qu'un des siens, Nicholas Breakspear, avait été élevé au trône pontifical et avait tendu son pied à baiser à des ambassadeurs, fils des plus nobles maisons de Normandie. Ce fut un sentiment tout aussi national que religieux qui attira les multitudes autour de la châsse de Becket, le premier Anglais, depuis la conquête, qui se fût montré terrible aux tyrans étrangers. On comptait encore un successeur de ce même Becket en tête de ceux qui obtinrent la charte qui sauvegarda enfin les priviléges des barons normands et de la bourgeoisie saxonne. Quant à la grande part que prirent plus tard les ecclésiastiques catholiques à l'affranchissement des serfs, nous en trouvons des preuves sans réplique dans le témoignage du protestant sir Thomas Smith, un des plus habiles conseillers d'Élisabeth. Le prêtre appelé au lit de mort d'un propriétaire de serfs pour lui administrer les derniers sacrements, ne manquait jamais de l'adjurer, au prix du salut de son âme, d'émanciper ses frères pour lesquels Jésus-Christ était mort. L'Église se servit avec tant de succès de ce formidable moyen, qu'avant même la réformation, elle avait affranchi presque tous les serfs du royaume, excepté les siens, qui, nous devons le dire à sa gloire, semblent avoir été traités avec une grande bienveillance.

Il n'est pas douteux qu'une fois ces deux grandes révolutions consommées, nos ancêtres jouirent du meilleur gouvernement existant alors en Europe. Pendant trois cents ans, le système social suivit une pente constante vers le mieux. Sous les premiers Plantagenets, on avait vu des barons en état d'affronter leur souverain, et des paysans dans un état de dégradation qui les rapprochait des bœufs et des pourceaux qu'ils gardaient. Ce pouvoir exorbitant des barons avait été graduellement abaissé; la condition des paysans avait été graduellement élevée. Entre l'aristocratie et les classes laborieuses, il s'était formé une classe moyenne, s'occupant de commerce et d'agriculture. Il pouvait bien y avoir encore plus d'inégalité qu'il n'eût été à désirer pour le bien-être et le bonheur de l'humanité; mais personne n'était

complétement en dehors de la loi, personne n'était en dehors de sa protection.

Il est prouvé jusqu'à l'évidence que les institutions politiques de l'Angleterre, à cette époque reculée, inspiraient aux Anglais un orgueilleux attachement, et aux nations voisines une envieuse admiration; la nature de ces institutions n'en a pas moins été le sujet de controverses où la violence égale l'injustice.

Un fait qui n'a pas peu contribué à la prospérité de notre pays a porté un grand préjudice à sa littérature historique. Le changement, tout grand qu'il ait été, qu'a subi son organisation politique pendant les six derniers siècles, a été le résultat d'un développement graduel, et non le fait d'une démolition suivie d'une reconstruction. Notre constitution actuelle est à la constitution qui florissait il y a cinq cents ans, ce que l'arbre est à l'arbrisseau, ce que l'homme est à l'enfant. Certes les changements ont été grands, et cependant il n'y eut jamais un moment où l'élément ancien ne l'emportât dans la constitution sur l'élément nouveau. Il devait en résulter de nombreuses anomalies; mais nous avons d'amples compensations pour les mauvais fruits de ces anomalies. D'autres sociétés possèdent des constitutions écrites plus homogènes; mais quelle autre société a jusqu'à présent réussi à faire marcher ensemble la révolution et la tradition, le progrès et la stabilité, et a su réunir l'énergie de la jeunesse avec la majesté d'un passé immémorial!

Mais ces avantages ont leur mauvais côté. Il en est résulté, entre autres inconvénients, que l'esprit de parti a empoisonné toutes les sources où il faut puiser l'histoire de nos premiers temps. De même qu'il n'y a pas de pays où les hommes d'État aient été plus influencés par le passé; il n'en est pas non plus où les historiens aient été plus soumis à l'empire du présent. Entre ces deux faits il y a une corrélation naturelle. Quand on considère simplement l'histoire comme une peinture de mœurs sociales, ou comme une collection d'expériences dont on peut tirer les maximes générales de la sagesse des nations, l'historien est peu tenté d'altérer les faits d'ancienne date; mais quand l'histoire devient comme un dépôt de titres qui constituent les droits des gouvernements et des peuples, il résiste difficilement au désir de les falsifier. Aucun intérêt puissant n'excite aujourd'hui un Français à exagérer ou amoindrir le pouvoir des rois de la maison de Valois, et les priviléges des États généraux, des États de Bretagne ou de Bourgogne, ont aussi peu d'importance actuelle que la constitution du sanhédrin juif ou du conseil amphictyonique. Le gouffre

d'une grande révolution a séparé le vieux système du nouveau. L'existence de la nation anglaise n'a pas été ainsi divisée par un abîme; nos lois et nos coutumes ne sont jamais tombées dans une complète ruine. Avec nous, les précédents du moyen âge sont encore des précédents valides invoqués dans les occasions les plus graves par nos hommes d'État les plus éminents. Ainsi, quand George III fut atteint de la maladie qui le rendit incapable de remplir ses devoirs de roi, et que les hommes politiques et les hommes de loi les plus distingués différaient grandement d'opinion sur ce qu'il fallait faire en semblable circonstance, le parlement ne voulut entamer la discussion d'un plan de régence qu'après qu'on eut recherché dans nos annales les plus anciennes les précédents analogues. Des comités furent chargés d'examiner les plus anciennes archives du royaume; on remonta jusqu'au précédent de l'année 1217; ceux de 1326, de 1377 et de 1422 eurent une grande importance; mais celui de 1455 l'emporta avec raison, à cause de sa plus complète analogie avec le point en discussion. Les intérêts les plus chers des partis se trouvant ainsi dépendre souvent du résultat de recherches d'antiquaires, il s'en est suivi que les antiquaires ont été dirigés dans ces recherches par l'esprit de parti.

Nous ne devons donc pas être surpris de trouver dans nos vieux écrivains, sur les limites et les prérogatives de la liberté politique, plutôt les discussions souvent déloyales de l'avocat que les décisions réfléchies du juge; car loin de discuter des matières théoriques, ils touchaient réellement et directement aux faits les plus passionnants et les plus actuels de leur époque. Depuis le commencement de la longue lutte entre les parlements et les Stuarts, jusqu'au moment où les prétentions de cette famille cessèrent d'être à craindre, peu de questions eurent un intérêt pratique plus important que la question de savoir si les actes de leur administration avaient été, oui ou non, conformes à l'ancienne constitution du royaume. On ne put rien décider sans en référer à ce qui s'était passé dans les règnes précédents. Bracton et Fleta, le Miroir de la Justice, les rôles du parlement, tout fut fouillé et bouleversé pour y trouver, les uns des prétextes aux excès de la Chambre Étoilée, les autres aux excès de la Haute-Cour de justice. Pendant une longue suite d'années, tout historien whig s'efforça de prouver que notre vieux système de gouvernement était républicain, tout historien tory chercha à prouver qu'il était à peu près despotique.

C'est avec ces sentiments que les deux partis compulsèrent les

chroniques du moyen âge. Tous les deux y trouvèrent ce qu'ils y cherchaient, et chacun n'y voulut voir que cela. Les champions des Stuarts purent aisément citer des exemples d'oppression exercée par la couronne; les défenseurs des Têtes-rondes produisirent aussi facilement des exemples de résistance victorieuse opposée au pouvoir; les tories trouvèrent dans de vieux écrits des expressions presque aussi serviles que celles qui tombaient de la chaire de Mainwaring, et les whigs y découvrirent des expressions aussi audacieuses et aussi sévères que celles qui s'élevaient du siége de Bradshaw. Certains écrivains récapitulèrent les nombreuses occasions où les rois avaient extorqué de l'argent sans l'autorisation des parlements; d'autres fournirent de nombreuses preuves que les parlements s'étaient souvent arrogé le droit d'en punir les rois. Qui n'eût lu qu'une partie de ces publications en eût naturellement conclu que l'autorité des Plantagenets devait être aussi absolue que celle du sultan, ou que leur pouvoir réel devait être aussi limité que celui du doge de Venise: conclusions contradictoires, également éloignées de la vérité.

Notre vieux gouvernement anglais appartenait à cette catégorie de monarchies tempérées qui s'élevèrent au moyen âge dans l'Europe occidentale, et qui malgré de nombreuses différences n'en conservaient pas moins une grande ressemblance de famille. Cette ressemblance n'a rien d'étrange. Tous les pays qui donnèrent naissance à ces monarchies avaient été les provinces d'un même grand empire civilisé, ils avaient été ravagés et conquis, à peu près à la même époque, par les tribus de la même nation sauvage et guerrière; ils avaient fait partie de la même grande coalition contre l'islamisme; ils étaient fils de la même Église ambitieuse et superbe. Leur ordre social se forma naturellement sur le même moule; leurs institutions dérivèrent en partie de la Rome impériale, en partie de la Rome papale, en partie de la vieille Germanie. Tous eurent des rois dont l'autorité devint, par degrés, strictement héréditaire. Les nobles y portèrent des titres qui indiquaient originairement le rang militaire; les dignités de la chevalerie et les règlements héraldiques leur furent communs; tous avaient des établissements ecclésiastiques richement dotés, des corporations municipales jouissant de larges franchises, des sénats enfin dont le consentement était nécessaire pour valider de certains actes publics.

De toutes ces constitutions sœurs, la constitution anglaise fut tout d'abord et justement réputée la meilleure. Les prérogatives du souverain étaient grandes sans doute: l'esprit de la religion et de la che-

valerie concourait à en relever la dignité; l'huile sainte avait coulé sur son front; devant lui les plus nobles et les plus vaillants chevaliers fléchissaient le genou sans déroger; sa personne était inviolable; lui seul pouvait convoquer les États du royaume, il pouvait les dissoudre selon son bon plaisir, et sa sanction était nécessaire à leurs actes législatifs; il traitait seul avec les puissances étrangères; il était le chef de l'administration exécutive, le chef des forces de terre et de mer; il était la source d'où découlaient la justice, les grâces, les honneurs; il avait de grands pouvoirs pour régler le commerce; il pouvait battre monnaie, fixer les poids et mesures, ouvrir des marchés et des ports; son patronage ecclésiastique était immense; ses revenus héréditaires, bien administrés, suffisaient aux charges ordinaires de la couronne; ses domaines particuliers étaient vastes; il était aussi seigneur suzerain de tout le sol de son royaume, et, en cette qualité, possédait un grand nombre de droits lucratifs et redoutables, qui le mettaient à même de molester et d'oppresser ceux qui lui faisaient obstacle, d'élever et d'enrichir, sans qu'il lui en coûtât rien, ceux qui jouissaient de sa faveur.

Mais, quelque grand que fût ce pouvoir, il était limité par trois grands principes constitutionnels, si anciens que personne n'en peut préciser l'origine, si puissants qu'ils suivirent leur développement naturel à travers les générations et finirent par produire l'ordre de choses actuel.

En premier lieu, le roi n'avait de pouvoir législatif qu'avec le concours des parlements; ensuite, il ne pouvait lever aucune taxe sans le consentement de ces mêmes parlements; enfin, il devait gouverner selon les lois du royaume, et s'il les violait, ses conseillers et ses agents étaient responsables.

Tout tory consciencieux admettra que ces trois principes avaient déjà, il y a cinq cents ans, force de loi fondamentale; d'un autre côté, aucun whig sincère n'osera affirmer qu'avant une certaine époque, ils étaient purs de toute ambiguïté et appliqués dans toutes leurs conséquences. Une constitution, au moyen âge, ne pouvait, comme une constitution du XVIIIe ou du XIXe siècle, être créée d'un seul jet et proclamée dans un document unique. C'est seulement à une époque raffinée et spéculative qu'un ordre social s'établit systématiquement. Dans les sociétés grossières, les progrès du gouvernement ressemblent aux progrès de la langue et de la versification; ces sociétés ont une langue souvent abondante et énergique, mais elles n'ont pas de grammaire régulière, pas de définitions pour les diffé-

rentes parties du discours ; elles peuvent avoir aussi une poésie, souvent puissante et douce, mais elles n'ont pas de prosodie ; et le barde, dont les vers, réglés seulement par son oreille, font les délices de son auditoire, ne pourrait dire de combien de dactyles et de trochées ils se composent. De même que l'éloquence existe avant la syntaxe, la poésie avant la prosodie, de même aussi un gouvernement peut atteindre à un haut degré de perfection avant que les limites du pouvoir législatif, du pouvoir judiciaire et du pouvoir exécutif aient été clairement définies.

Il en fut ainsi dans notre patrie. La ligne qui limitait les prérogatives royales, quoiqu'en général suffisamment claire, n'avait cependant pas été tracée partout avec exactitude et netteté ; il y avait donc à l'entour comme un terrain discutable, sur lequel se firent des incursions suivies de représailles, jusqu'à ce qu'enfin, après des siècles de querelles, la barrière fut définitivement élevée. Il ne sera pas inutile de rappeler de quelle manière et jusqu'à quel point nos anciens souverains avaient coutume de violer les trois grands principes protecteurs des libertés nationales.

Aucun roi d'Angleterre n'a formulé des prétentions au pouvoir législatif en général. Le plus violent et le plus impérieux des Plantagenets n'eut jamais l'idée de se croire le pouvoir d'ordonner, sans le consentement de son grand conseil, qu'un jury, par exemple, serait composé de dix personnes au lieu de douze, ou que le douaire d'une veuve serait d'un quart au lieu d'être du tiers, ou que le parjure serait considéré comme félonie, ou que la coutume de l'égalité des partages dans les successions serait introduite dans le comté d'York [1]. Mais le roi avait le pouvoir de gracier les coupables, et il est un point où le pouvoir législatif et le droit de grâce se fondant, pour ainsi dire, pouvaient aisément, surtout dans un siècle ignorant, être pris l'un pour l'autre. Une loi pénale est virtuellement annulée, si la pénalité qu'elle impose est régulièrement remise, aussi souvent qu'elle est encourue. Le souverain ayant, sans contredit, le droit illimité de remettre cette pénalité, pouvait donc virtuellement abolir une loi pénale. Il semblait, en effet, qu'il n'y avait guère d'objection sérieuse à ce qu'il fît formellement ce qu'il pouvait faire virtuellement. C'est ainsi, et avec l'aide de jurisconsultes courtisans et subtils, que s'éleva, sur ce terrain douteux qui sépare le pouvoir législatif du pouvoir exécutif, cette grande anomalie connue sous le nom de *droit de dispense*.

1. Cette matière est parfaitement traitée dans le premier chapitre de l'*Histoire constitutionnelle* de M. Hallam.

On a, de temps immémorial, reconnu comme loi fondamentale de l'Angleterre, que le roi ne pouvait imposer des taxes sans le consentement des parlements; c'était un des articles que les grands barons obligèrent le roi Jean à signer. Édouard I[er] osa enfreindre cette loi; mais tout puissant, tout habile, tout populaire qu'il était, il rencontra une telle opposition, qu'il crut prudent de céder. Il fut de nouveau stipulé en termes exprès que ni lui, ni ses héritiers, ne lèveraient jamais à l'avenir aucune espèce de taxe sans le consentement et le bon vouloir des États du royaume. Son petit-fils, puissant aussi et victorieux, voulut violer ce pacte solennel; mais sa tentative fut vigoureusement repoussée. Les Plantagenets abandonnèrent enfin la partie, de guerre lasse; néanmoins, tout en cessant de transgresser ouvertement la loi, ils réussirent quelquefois, en l'éludant, à se procurer des ressources extraordinaires dans des occasions données. Ne pouvant imposer de taxe, ils réclamèrent le droit de demander et d'emprunter; ils demandèrent donc quelquefois, mais d'un ton qui ressemblait à un ordre; ils empruntèrent aussi, sans la moindre intention de rendre; mais la nécessité où l'on était de déguiser ces exactions sous le nom d'emprunts ou de dons gratuits, prouve surabondamment que l'autorité du droit constitutionnel était universellement reconnue.

Quant au second principe, qui obligeait le roi d'Angleterre à gouverner selon les lois, et qui rendait responsables, en cas d'empiétement, ses agents et ses conseillers, il fut établi à une époque bien reculée, et les condamnations sévères, et l'exécution de plus d'un favori royal le prouvent suffisamment. Il n'est pas douteux cependant que les droits individuels furent souvent violés par les Plantagenets, sans que les parties lésées pussent obtenir justice. D'après la loi, aucun sujet anglais ne pouvait être arrêté ou détenu en prison sur le simple mandat du souverain; il est de fait cependant que fréquemment on arrêta et mit en prison, sans autre autorité qu'un ordre royal, des hommes qui portaient ombrage au gouvernement. D'après la loi, la torture, cette honte de la jurisprudence romaine, ne pouvait, sous aucun prétexte, être appliquée à un sujet anglais; néanmoins, pendant les troubles du XV[e] siècle, un chevalet fut placé dans la Tour, et la torture fut quelquefois appliquée au nom de la nécessité politique. Ce serait commettre une grave erreur, toutefois, de conclure de ces irrégularités que le pouvoir des monarques anglais fut absolu en fait ou en théorie. A cette heure, nous vivons dans une société tellement civilisée, tout fait nouveau s'y propage avec une telle rapidité

par le moyen de la presse et de la poste, qu'un acte brutal d'oppression serait connu en quelques heures et discuté par la multitude; si un souverain s'avisait actuellement, au mépris de notre *« habeas corpus,»* de jeter un citoyen en prison, ou d'infliger la torture à un conspirateur, la nation entière serait à l'instant mise en émoi. Au moyen âge, l'état de la société était bien différent; les injustices individuelles étaient rarement et imparfaitement connues du public. Un homme pouvait être illégalement enfermé bien des mois dans le château de Carlisle ou de Norwich sans qu'on en sût rien à Londres; il est même probable que le chevalet fonctionnait bien des années avant que la grande majorité de la nation en eût le moindre soupçon. De plus, nos pères n'attachaient pas beaucoup d'importance au maintien de certaines règles fondamentales; nous, au contraire, nous avons appris par une longue expérience tout le danger qu'il y aurait à fermer les yeux sur une violation de la constitution. Il est donc admis sans contestation qu'un gouvernement qui de nos jours dépasse sans nécessité ses pouvoirs, doit s'attendre à une censure sévère du parlement; s'il a agi sous la pression de circonstances difficiles et dans des intentions pures, il doit solliciter du parlement un bill d'indemnité. Mais ces sentiments n'étaient pas ceux des Anglais du xive et du xve siècle; ils ne défendaient pas un principe comme principe, ils ne jetaient pas les hauts cris pour une irrégularité dont ils n'avaient pas à souffrir; tant que l'esprit général de l'administration se montrait bienveillant et populaire, ils ne demandaient pas mieux que de laisser quelque latitude à leur souverain. Si celui-ci, dans un but généralement reconnu bon, déployait une vigueur extrà-légale, non-seulement on l'excusait, mais on l'en applaudissait, et tant que sous son sceptre on jouissait de quelque sécurité ou de quelque prospérité, on n'était que trop disposé à croire que quiconque avait encouru sa disgrâce l'avait méritée. Cette indulgence cependant n'était pas sans limite, et bien fou eût été le souverain qui eût trop compté sur la patience des Anglais. Ils pouvaient bien lui permettre de temps en temps de franchir la barrière constitutionnelle, mais c'était à la condition d'avoir eux-mêmes semblable privilége, chaque fois que le souverain allait assez loin pour exciter leurs alarmes. Et si l'oppression des individus ne suffisait pas au roi et qu'il s'avisât d'opprimer les masses, le peuple savait fort bien en appeler aux lois d'abord, et, le cas échéant, au Dieu des armées.

L'Anglais pouvait, sans danger, tolérer quelques excès dans ses rois; car il avait en réserve un frein qui rappelait bientôt les plus

orgueilleux et les plus farouches à la raison, le frein de la force physique. Il est difficile à un Anglais du XIXe siècle d'imaginer avec quelle promptitude et quelle facilité ce frein pouvait être appliqué il y a quatre cents ans. Aujourd'hui, le peuple ne sait plus le maniement des armes; l'art de la guerre a été porté à une perfection inconnue à nos pères, et sa connaissance est restreinte à une classe particulière; cent mille hommes bien disciplinés et bien commandés feront rentrer dans l'ordre des millions de laboureurs et d'artisans, et quelques régiments d'élite domineront l'esprit turbulent d'une grande capitale. De plus, la prospérité publique, toujours croissante, a fait naturellement considérer aux esprits réfléchis une révolution comme plus funeste qu'une mauvaise administration. D'immenses sommes ont été dépensées dans des travaux qu'une rébellion de quelques heures pourrait détruire; le capital des richesses mobilières, dans les boutiques et les magasins de Londres seulement, est cinq cents fois plus grand que celui de toute l'île du temps des Plantagenets, et serait exposé aux plus grands risques si le gouvernement venait à être renversé par le droit du plus fort. Le crédit public, dont dépend l'existence de millions de familles et auquel se rattache le crédit commercial du monde entier, courrait des risques plus grands encore. On peut donc dire sans exagération qu'une guerre civile d'une semaine, en Angleterre, entraînerait à sa suite, maintenant, des désastres qui se feraient sentir du Hoang-ho au Missouri, et dont les traces seraient encore visibles un siècle plus tard. Dans un tel état de société, une rébellion sera toujours un remède pire qu'aucune maladie. Au moyen âge, au contraire, la révolte était le remède ordinaire aux maladies politiques, remède toujours prêt, et qui, tout violent qu'il était dans son application, n'avait pas d'effets fâcheux et durables. Si un chef populaire déployait l'étendard de la révolte en faveur d'une cause populaire aussi, une armée irrégulière pouvait se lever en un jour et se joindre à lui : d'armée régulière, il n'en existait pas alors; tout le monde était *quasi* soldat, personne ne l'était complétement. Le bétail, les moissons de l'année, les misérables habitations du peuple composaient toute la richesse nationale. Le mobilier, les machines, les approvisionnements des magasins avaient moins de valeur que ce qu'on trouverait maintenant dans quelques-unes de nos communes; la manufacture était grossière, le crédit était inconnu. Tout cela faisait que la société se rétablissait du choc aussitôt que le conflit était terminé. Les horreurs de la guerre civile se réduisaient à quelques massacres sur le champ de bataille, à quelques exécutions et quelques

confiscations après la lutte. Au bout d'une semaine, le paysan conduisait ses chariots, et le gentilhomme lâchait ses faucons dans les plaines de Towton ou de Bosworth, comme si rien d'extraordinaire n'avait interrompu le cours régulier de leur vie.

Cent soixante ans se sont écoulés depuis que le peuple anglais révolté, renversa son gouvernement. Durant les cent soixante années qui précédèrent l'union des deux Roses, neuf rois régnèrent en Angleterre; six furent déposés, et cinq d'entre eux perdirent la vie avec la couronne. Il est donc évident qu'en comparant l'ancien ordre social à l'état moderne, on arriverait aux conclusions les plus erronées, si l'on ne faisait une large part aux conséquences que devait naturellement produire dans l'esprit des Plantagenets la crainte constante d'une révolte. Nos pères, ayant contre la tyrannie une arme puissante dont nous manquons, pouvaient se passer de certaines garanties auxquelles nous attachons, avec raison, une haute importance. Comme nous ne pouvons, sans courir le risque de malheurs devant lesquels l'imagination recule, employer la force physique comme frein contre un mauvais gouvernement, notre sagesse doit consister à faire un constant usage de tous nos freins constitutionnels, à épier avec jalousie les tentatives d'empiétements, à ne jamais permettre qu'une irrégularité, même insignifiante, passe sans être signalée, et acquière ainsi la force d'un précédent. Une aussi minutieuse vigilance était inutile il y a quatre cents ans. Une nation d'archers et d'arbalétriers intrépides pouvait tolérer, sans danger pour ses libertés, quelques actes illégaux chez un prince dont l'administration générale était bonne, et qui n'avait pas même une compagnie de soldats réguliers pour la défense de son trône.

C'est sous ce régime, quelque grossier qu'il paraisse, comparé aux constitutions plus raffinées qu'ont vues naître dans le monde les soixante-dix dernières années, que les Anglais ont joui d'une large somme de liberté et de bonheur. Bien que pendant le faible règne de Henri VI l'État fût déchiré et par les factions et par la guerre civile; bien qu'Édouard IV fût un prince d'un caractère arrogant et dissolu; bien que Richard III ait été généralement représenté comme un monstre de dépravation; bien que les exactions de Henri VII aient soulevé les murmures du peuple, il est certain néanmoins que, même sous ces rois, nos pères jouissaient d'un meilleur gouvernement que les Belges sous Philippe surnommé le Bon, ou les Français sous Louis surnommé le Père du peuple. Même au plus fort de la guerre des deux Roses, notre pays paraît dans une condition meilleure que les pays voisins

après de longues années de paix. Comines, l'homme d'État le plus éclairé de son époque, qui avait visité les pays les plus riches et les plus civilisés du continent, qui avait vécu dans les grandes villes de Flandre, ces Manchesters et ces Liverpools du xve siècle, qui avait vu Florence récemment embellie par la magnificence de Laurent de Médicis, et Venise, que n'avaient pas encore humiliée les confédérés de Cambrai, Comines, cet homme éminent, déclarait positivement que l'Angleterre était le pays le mieux gouverné qu'il eût jamais vu. Sa constitution, il la disait chose juste et sainte, protégeant le peuple tout en fortifiant le pouvoir qui la respectait; nulle part, disait-il encore, le peuple n'était plus sûrement abrité. Les calamités mêmes, suite de nos guerres intestines, lui semblaient n'atteindre que les nobles et les hommes d'armes, sans laisser à leur suite, comme il l'avait toujours vu ailleurs, des habitations ruinées et des villes dépeuplées.

Cette efficacité de contrainte imposée à la prérogative royale n'était pas la seule cause de la supériorité de l'Angleterre. La position relative de la noblesse et de la bourgeoisie en était une autre tout aussi importante, quoique moins remarquée. Toute puissante qu'était ici l'aristocratie héréditaire, elle se montrait la moins exclusive et la moins arrogante des aristocraties; elle n'avait rien du caractère odieux d'une caste, elle se recrutait constamment dans les rangs du peuple, et redescendait souvent jusqu'à lui. Tout gentilhomme pouvait devenir pair, et le fils cadet d'un pair n'était que gentilhomme; ses petits-fils cédaient le pas aux chevaliers de récente date. Cette dernière dignité n'était pas hors de la portée de tout homme qui, par son intelligence ou son économie, avait pu devenir grand propriétaire foncier, ou s'était distingué par sa valeur à quelque siége ou à quelque bataille. On ne regardait pas comme une mésalliance le mariage de la fille d'un duc, même d'un duc de la famille royale, avec un homme distingué, quoique sans titres. Ainsi sir John Howard épousa la fille de Thomas Mowbray, duc de Norfolk; sir Richard Pole épousa la comtesse de Salisbury, fille de George, duc de Clarence. La noblesse du sang était toujours respectée; mais, heureusement pour notre pays, la noblesse du sang n'était pas inséparable des priviléges de la pairie. On trouvait également en dehors, comme dans le sein de la chambre des Pairs, de vieux écussons et des généalogies anciennes; des hommes nouveaux étaient revêtus des plus hauts titres, et les descendants bien connus de chevaliers qui avaient enfoncé les lignes saxonnes à la bataille de Hastings et escaladé les murs de Jérusalem n'en portaient aucun. Il y avait des Bohun, des Mowbray, des De Vere, il y avait même des parents des Planta-

genet, sans autre addition à leur nom que le titre d'écuyer, et sans plus de priviléges que n'en avaient le fermier ou le boutiquier. Il n'existait donc chez nous aucune barrière qui séparât, comme dans d'autres pays, le patricien du plébéien. Le bourgeois n'avait aucune envie d'attaquer des dignités auxquelles ses fils pouvaient s'élever; le grand seigneur n'était point disposé à insulter une classe dans laquelle ses propres enfants devaient descendre.

Les liens qui unissaient la noblesse à la bourgeoisie devinrent encore plus nombreux et plus resserrés après les guerres d'York et de Lancastre. Un seul fait donnera une idée de l'étendue des ravages qu'elles avaient faits dans les rangs de la vieille aristocratie. En 1451, Henri VI convoqua cinquante-trois lords temporels pour la session du parlement; vingt-neuf seulement furent convoqués en 1485 par Henri VII, et de ces vingt-neuf plusieurs avaient été élevés récemment à la pairie. Dans le siècle suivant, la noblesse se recruta largement dans les rangs de la bourgeoisie. La constitution de la chambre des Communes contribua aussi beaucoup à développer ce salutaire mélange des classes. Les chevaliers de comtés étaient comme les anneaux qui reliaient les barons aux petits marchands. Sur les mêmes bancs où siégeaient les orfèvres, les drapiers, les épiciers, que les villes commerçantes avaient envoyés au parlement, siégeaient aussi des membres qui, dans tout autre pays, eussent fait partie de la noblesse, eussent été seigneurs héréditaires de châteaux, ayant droit de justice et portant cotte d'armes, car ils comptaient une longue suite d'aïeux. Plusieurs d'entre eux étaient fils cadets ou frères de grands seigneurs; quelques-uns même se vantaient d'être du sang royal; enfin le fils aîné, l'héritier du comte de Bedford, portant par courtoisie le second titre de sa maison, se mit au rang des candidats à la représentation, et son exemple fut suivi par d'autres. Devenus membres de la chambre des Communes, ces héritiers des plus grands titres devinrent bientôt aussi jaloux de ses prérogatives que les plus humbles bourgeois à côté desquels ils siégeaient. C'est par ces raisons que notre démocratie fut de tout temps la plus aristocratique, et notre aristocratie la plus démocratique du monde; singularité qui existe encore de nos jours, et qui a produit de grands résultats moraux et politiques.

Le gouvernement de Henri VII, de son fils et de ses petits-fils, fut, à tout prendre, plus arbitraire que celui des Plantagenets. Leur caractère personnel y fut bien pour quelque chose : hommes et femmes de la maison de Tudor, en effet, furent remarquables par leur courage et leur force de volonté. Pendant une période de cent vingt années, ils

usèrent de leur pouvoir, toujours avec rigueur, souvent avec violence, quelquefois avec cruauté. Comme la dynastie précédente, les Tudor se permirent quelques empiétements sur les droits individuels de leurs sujets, levèrent quelques taxes sous le nom d'emprunt ou de don gratuit, suspendirent l'action de certaines lois pénales, et bien que ne prétendant pas à faire de leur propre autorité des lois permanentes, ils prirent sur eux quelquefois, en l'absence des parlements, de faire face à quelques embarras momentanés au moyen de lois provisoires. Il leur était impossible cependant de pousser l'oppression au delà de certaines limites; car ils n'avaient pas de force armée régulière, et ils étaient entourés par un peuple armé. Leur palais n'était gardé que par un petit nombre de domestiques dont se serait facilement rendue maîtresse la milice armée d'un seul comté ou même d'un arrondissement de Londres. Ces princes altiers se trouvaient ainsi soumis à une contrainte plus forte que celle des lois, contrainte qui ne les empêchait pas d'user d'arbitraire et même de cruauté à l'égard d'un individu, mais qui garantissait la nation contre une oppression générale et durable. Ils pouvaient, sans danger, tyranniser dans l'intérieur de leur palais; mais il fallait toujours qu'ils veillassent avec soin à ne pas blesser la susceptibilité nationale. Henri VIII, par exemple, put, sans soulever d'opposition, envoyer à l'échafaud Buckingham et Surrey, Anne Boleyn et lady Salisbury; mais quand, sans le consentement du parlement, il voulut imposer à ses sujets une taxe s'élevant au sixième de leur bien, il se trouva bientôt obligé de retirer son édit. Le cri universel fut : Nous sommes Anglais et non Français, hommes libres et non esclaves. Dans le comté de Kent, les commissaires royaux s'échappèrent avec peine, la vie sauve; dans le comté de Suffolk, quatre mille hommes furent bientôt en armes. Les lieutenants du roi essayèrent en vain d'y lever une armée; ceux qui ne s'étaient pas joints aux insurgés refusèrent de se battre contre leurs frères pour une telle cause. Henri, tout fier et tout opiniâtre qu'il était, céda et mit fin avec raison à un conflit qui soulevait l'esprit national. Il avait sous les yeux le sort de ses prédécesseurs qui avaient péri à Berkeley et à Pomfret. Il ne se contenta pas d'annuler le pouvoir de ses commissions illégales et d'amnistier tous les insurgés; il crut encore devoir faire publiquement et solennellement amende honorable pour sa violation de la loi.

La conduite de Henri VIII dans cette circonstance donne une idée vraie de la politique générale de sa dynastie. Les princes de la maison de Tudor avaient un caractère bouillant, un courage hardi; mais ils comprenaient le sentiment national de leur peuple, et n'essayèrent

jamais, comme quelques-uns de leurs prédécesseurs et de leurs successeurs, de pousser trop loin leur opiniâtreté. Leur prudence fut telle, que leur pouvoir, souvent attaqué, ne fut jamais renversé. Leurs règnes furent troublés par de formidables séditions; mais le gouvernement parvint toujours à les calmer ou à les punir, après s'en être rendu maître. Quelquefois, par des concessions faites à propos, il empêcha la guerre civile ; en général cependant il tint ferme, en faisant appel à la nation; celle-ci répondait à l'appel, se ralliait autour de son souverain, et lui fournissait les moyens de réprimer une minorité mécontente.

Depuis le règne de Henri III jusqu'à celui d'Élisabeth, l'Angleterre grandit et prospéra ainsi sous un gouvernement qui contenait le germe de nos institutions actuelles; il n'était pas très-exactement défini sans doute, ni très-régulier dans sa marche ; mais la crainte qu'inspiraient aux gouvernants la force et la fierté des gouvernés suffit pour l'empêcher de dégénérer en despotisme.

Un tel état de choses cependant ne peut convenir qu'à une certaine phase du progrès social. Les mêmes raisons qui produisent la division du travail dans les arts pacifiques finissent par faire de la guerre une science distincte et une carrière à part. Il vient un temps où l'usage des armes attire toute l'attention d'une classe particulière. On s'aperçoit bientôt que bourgeois et paysans, quelque braves qu'ils soient, ne peuvent tenir tête à de vieux soldats dont toute la vie a été comme une préparation pour le jour du combat, dont les nerfs sont depuis longtemps familiarisés avec le danger, et dont tous les mouvements enfin ont la précision d'une mécanique. On finit par sentir que la défense des nations ne peut plus être confiée avec sûreté à des guerriers qu'on arrache à la charrue et au métier pour une campagne de quarante jours. Si un État quelconque forme une grande armée régulière, les États voisins doivent en faire autant, sous peine d'être bientôt soumis au joug étranger. Mais une monarchie tempérée, comme celles du moyen âge, ne peut plus exister dans les pays qui possèdent une armée régulière. Le souverain, se trouvant tout à coup délivré du frein qui jusque-là modérait son pouvoir, devient inévitablement absolu, s'il n'est soumis à d'autres contrôles, superflus dans une société où tous les citoyens sont soldats dans l'occasion, mais où personne ne l'est par état.

Avec le danger s'offrirent aussi les moyens de l'éviter. Dans les monarchies du moyen âge, la puissance de l'épée appartenait au souverain, mais celle de l'argent appartenait à la nation. A mesure que

les progrès de la civilisation rendirent plus formidable l'épée du souverain, l'argent de la nation lui devint de plus en plus nécessaire. Ses revenus héréditaires ne suffisaient plus même aux dépenses civiles de son gouvernement. Il lui était impossible de maintenir d'une manière permanente un corps considérable de troupes disciplinées, sans le secours d'un vaste système d'impôts réguliers. La politique qu'auraient dû adopter alors les assemblées parlementaires d'Europe, consistait à se poser carrément dans leur droit constitutionnel d'accorder ou de refuser les subsides, et de les refuser jusqu'à ce que d'amples garanties contre le despotisme lui eussent été données.

Nos pères furent les seuls qui suivirent cette sage politique. Dans les États voisins, de grands établissements militaires furent formés, sans que de nouvelles garanties des libertés publiques fussent octroyées. La chute des institutions parlementaires de ces États s'ensuivit naturellement. En France où ces assemblées avaient toujours été faibles, elles languirent quelque temps et moururent enfin de leur propre faiblesse; en Espagne où elles avaient été aussi puissantes qu'en aucun lieu d'Europe, elles résistèrent vaillamment, mais résistèrent trop tard. Les artisans de Tolède et de Valladolid défendirent vainement les priviléges des cortès de Castille contre les bataillons des vétérans de Charles-Quint. Ce fut tout aussi vainement que les citoyens de Saragosse de la génération suivante défendirent contre Philippe II la vieille constitution d'Aragon. L'une après l'autre, ces grandes assemblées des monarchies européennes, jadis aussi puissantes et non moins fières que celles qui siégent actuellement à Westminster, tombèrent dans une complète nullité. Si elles se réunirent encore, ce ne fut que pour la forme, comme se réunit aujourd'hui notre Convocation ecclésiastique pour satisfaire à une vénérable coutume.

En Angleterre, les événements prirent une direction différente; cette heureuse particularité fut surtout due à notre position géographique. Avant la fin du XVe siècle, de grands établissements militaires étaient déjà indispensables à la dignité et même à la sécurité de la monarchie française et de la monarchie espagnole. Si l'un de ces deux États eût désarmé, il eût été bientôt forcé de se soumettre à l'influence de l'autre. L'Angleterre, au contraire, protégée par la mer contre l'invasion étrangère, et rarement engagée dans des guerres continentales, n'éprouvait pas encore le besoin d'avoir des troupes régulières, et le XVIe et le XVIIe siècle la trouvèrent sans armée permanente. Mais, au commencement du XVIIe siècle, la science politique avait déjà fait d'immenses progrès, et le sort des cortès d'Espagne et des États

généraux en France, avait été pour notre parlement une solennelle leçon. Complétement édifié sur la nature et la grandeur du danger, il adopta, à temps, un système de défense, qui, après une lutte prolongée durant trois générations, finit par avoir le dessus. Presque tous les écrivains qui se sont occupés de cette lutte, ont tâché de prouver que le parti auquel ils appartenaient était celui qui luttait pour la défense de la vieille constitution, dans toute son intégrité. La vérité, c'est que cette vieille constitution ne pouvait plus exister sans modifications. Une loi, en dehors du contrôle de la sagesse humaine, avait décrété que les gouvernements de l'espèce de ceux qui existaient en Europe aux XIV[e] et XV[e] siècle, n'étaient plus possibles. La question était donc moins de savoir si notre gouvernement devait subir un changement que de décider quelle serait la nature de ce changement. L'introduction d'une force puissante et nouvelle avait détruit l'ancien équilibre et changé successivement toutes les monarchies tempérées du continent en monarchies absolues. Ce qui était arrivé ailleurs nous serait certainement arrivé si le niveau de la balance n'eût été rétabli en transférant une grande partie du pouvoir royal au parlement. Nos princes allaient avoir à leurs ordres des moyens de coercition, que ni les Plantagenets ni les Tudors n'avaient jamais eus, et ils seraient indubitablement devenus despotiques, si, en même temps, ils ne s'étaient trouvés soumis à des entraves que ne subirent jamais les Plantagenets ni les Tudors.

Il n'est donc pas douteux que, même s'il n'y eût eu en jeu que des causes politiques, le XVI[e] siècle ne se serait pas passé sans un rude conflit entre nos rois et leurs parlements; mais d'autres causes, peut-être plus puissantes encore, contribuèrent au même résultat. Au moment où le pouvoir des Tudors était à son apogée, survint un événement qui a réagi sur les destinées de toutes les nations chrétiennes et sur celles de l'Angleterre en particulier. Deux fois pendant le moyen âge l'esprit européen s'était révolté contre la domination de Rome. Une première fois ce fut dans le midi de la France; mais l'énergie du pape Innocent III, le zèle des ordres de saint François et de saint Dominique, alors dans toute la force de leur jeunesse, et la férocité des croisés se ruant, à l'instigation du clergé, sur une population paisible, avaient accablé l'église réformée des Albigeois. La seconde fois, les tentatives de réforme commencèrent en Angleterre et gagnèrent la Bohême. Mais le concile de Constance, en supprimant quelques abus ecclésiastiques qui scandalisaient la chrétienté, et les princes de l'Europe en usant impitoyablement du fer et du feu contre les hérétiques, arrêtèrent encore le mouvement. Nous n'avons pas lieu, je crois, de nous en

plaindre. Les sympathies, il est vrai, d'un protestant sont naturellement du côté des Albigeois et des Lollards; mais un protestant modéré et éclairé doutera peut-être, après mûr examen, que le succès des Albigeois ou des Lollards eût fait faire, en somme, un grand pas à la sagesse et au bonheur de l'humanité. Quelque corrompue que fût alors l'église de Rome, il est probable que si elle eût été renversée au XIIe, ou même au XIVe siècle, l'église qui l'eût remplacée eût été plus corrompue encore. La plus grande partie de l'Europe ne possédait alors que bien peu de connaissances, encore étaient-elles le monopole du clergé. Pas un homme sur cinq cents n'était en état de lire les psaumes; les livres étaient rares et chers, l'art de l'imprimerie inconnu; des copies de la Bible, inférieures sous tous rapports à celles que peuvent se procurer aujourd'hui les plus pauvres paysans, se vendaient à des prix que la plupart des prêtres mêmes ne pouvaient donner. Il était matériellement impossible qu'un laïque pût se permettre de sonder par lui-même les Saintes Écritures. Il est donc probable que les nouveaux réformateurs, après avoir brisé un joug spirituel, l'auraient remplacé par un autre, et que le pouvoir exercé par les prêtres de l'église de Rome aurait passé à un ordre de docteurs pires encore. Le XVIe siècle était, comparativement, beaucoup plus éclairé. Au XVIe siècle, cependant, un grand nombre de ceux qui s'étaient séparés de la vieille religion suivirent le premier guide séduisant et spécieux qui s'offrit à eux, et se jetèrent dans des erreurs bien plus graves que celles qu'ils avaient abandonnées. Ainsi Mathias et Kniperdoling, apôtres de luxure, de vol et de meurtre, purent momentanément dominer dans de grandes cités. A une époque plus barbare encore, de tels faux prophètes eussent pu fonder des empires, et le christianisme eût pu être ainsi perverti en une superstition licencieuse et cruelle, non-seulement plus fatale que le papisme, mais pire même que l'islamisme.

Ce grand changement religieux, qu'on appelle la réformation, commença environ cent ans après le concile de Constance. Le temps était mûr alors pour les réformes. Le clergé n'était plus le seul ou le principal dépositaire des connaissances humaines. L'invention de l'imprimerie avait fourni aux adversaires de l'église de Rome une arme puissante qui manquait à leurs prédécesseurs. L'étude des anciens écrivains, le développement rapide des langues modernes, l'essor que prirent tout à coup les différents genres de littérature, l'état politique de l'Europe, les vices de la cour de Rome, les exactions de sa chancellerie, la jalousie qu'inspiraient naturellement aux laïques les richesses et les priviléges du clergé, l'envie que faisait germer dans le cœur des

hommes nés de ce côté-ci des Alpes, l'influence croissante de l'Italie, tout alors donna aux docteurs de la nouvelle théologie un avantage dont ils surent profiter.

On peut, sans inconséquence, même en considérant l'influence de l'église de Rome dans les temps de barbarie comme un bienfait pour l'humanité, regarder aussi la réforme comme un bienfait inestimable. Les lisières qui garantissent et soutiennent l'enfant, ne sont qu'obstacles pour l'homme. Les mêmes causes aussi, qui, à un certain degré de l'intelligence humaine, lui fournissent appui et émulation, ne sont, quand cette intelligence s'est plus développée, que liens et barrières. Il y a un point dans la vie des individus et des sociétés, où la soumission et la foi, qui, de nos jours, seraient flétries par l'épithète de crédulité et de servilité, sont des qualités essentielles. L'enfant qui écoute avec docilité et confiance les leçons de ses aînés, fera sans doute de rapides progrès; mais nous n'avons que mépris pour l'homme qui accepte avec une soumission enfantine les assertions dogmatiques d'un autre homme tout aussi peu sage que lui. Il en est de même dans les sociétés. L'enfance des nations européennes s'est heureusement passée sous la tutelle du clergé. L'influence des ordres sacerdotaux fut pendant longtemps la conséquence naturelle et juste de toute supériorité intellectuelle. Les prêtres, avec tous leurs défauts, formaient, sans contredit, la classe la plus éclairée de la société; l'obéissance et le respect qu'ils inspiraient fut donc, à tout prendre, un bonheur. Les empiétements du pouvoir ecclésiastique sur le pouvoir civil, furent plus avantageux que nuisibles, tant que ce pouvoir ecclésiastique se trouva dans les mains de la seule classe qui eût étudié l'histoire, la philosophie, le droit public, et tant que le pouvoir civil fut dans les mains de chefs barbares qui ne pouvaient pas même lire leurs édits. Mais le changement commença. L'instruction se répandit parmi les laïques. Au commencement du XVI[e] siècle, plusieurs d'entre eux marchaient de pair sous tous les rapports avec leurs pasteurs spirituels les plus éminents. Conséquemment, cette autorité qui, pendant une époque de barbarie, avait été, en dépit des abus, une tutelle légitime et salutaire, devint une tyrannie injuste et odieuse.

Depuis l'époque où les Barbares renversèrent l'empire d'Occident, jusqu'à l'époque de la renaissance des lettres, l'influence de l'église de Rome fut généralement favorable à la science, à la civilisation et à une bonne administration. Mais durant les trois derniers siècles, son but a été d'arrêter le développement de l'esprit humain. Tous les progrès qui se sont faits dans la chrétienté, soit en instruction, soit en

liberté, soit en richesses, se sont accomplis malgré elle, et en proportion inverse de son pouvoir. Les plus belles et les plus fertiles provinces de l'Europe sont tombées, sous son gouvernement, dans la pauvreté, la servitude politique et la torpeur intellectuelle; tandis que des pays protestants, jadis proverbialement stériles et barbares, sont devenus florissants par leur intelligence et leur industrie, et s'honorent d'une longue liste de héros, d'hommes d'État, de philosophes et de poëtes. On se fera une idée des tendances de la domination romaine, si, comparant la campagne de Rome aux environs d'Édimbourg, on songe à la situation des deux pays, à ce qu'ils furent l'un et l'autre il y a quatre cents ans, et à ce qu'ils sont maintenant. L'Espagne, qui jadis occupait le premier rang parmi les monarchies, descendue aujourd'hui au dernier degré de la dégradation; la Hollande, au contraire, s'élevant, malgré de nombreux désavantages naturels, à une position, la plus haute qu'un État aussi limité ait jamais atteint, donnent les mêmes enseignements. Quiconque passe, en Allemagne, d'une principauté catholique à une principauté protestante; en Suisse, d'un canton catholique à un canton protestant; en Irlande, d'un comté catholique à un comté protestant, s'aperçoit qu'il passe d'une civilisation inférieure à une civilisation plus élevée. Les mêmes résultats se retrouvent au delà de l'Atlantique. Les protestants des États-Unis ont laissé bien loin derrière eux les catholiques du Mexique, du Pérou et du Brésil. Les catholiques du Bas-Canada restent dans l'inertie, au milieu de l'activité protestante qui les environne. Les Français, sans doute, ont montré une énergie et une intelligence qui, bien que souvent mal dirigée, leur donnent le droit incontestable de se dire une grande nation. Mais en y réfléchissant, cette exception apparente n'est qu'une confirmation de la règle; car il n'est pas de pays se disant catholique, où l'église catholique romaine ait, pendant plusieurs siècles, possédé aussi peu d'autorité.

Il est difficile de dire si l'Angleterre doit plus à la religion catholique qu'à la réformation. Elle doit surtout à l'influence du clergé catholique sur les laïques, dans le moyen âge, l'amalgamation des races et l'abolition du servage; mais ses libertés politiques et intellectuelles, et tous les bienfaits qu'elles entraînent à leur suite, elle les doit uniquement à la révolte des laïques contre le clergé catholique.

La lutte entre la nouvelle et l'ancienne théologie fut longue, et l'issue en fut longtemps douteuse. Il y avait deux partis extrêmes, également prêts à agir avec violence et à souffrir avec une inflexible fermeté. Entre ces deux partis, il en exista longtemps un troisième, qui

confondait très-illogiquement, il est vrai, mais assez naturellement, les leçons religieuses reçues dans l'enfance avec les préceptes des nouveaux évangélistes, et qui, tout attaché de cœur encore aux vieilles observances, abhorrait cependant les abus dont elles étaient entachées. Avec de telles dispositions d'esprit, les hommes de ce parti ne demandaient pas mieux que d'obéir; ils recevaient, pour ainsi dire, avec reconnaissance, les directions d'un pasteur habile qui leur épargnait l'embarras de juger par eux-mêmes, et qui, élevant une voix ferme et imposante au-dessus du tumulte des controverses, leur disait ce qu'ils devaient adorer et ce qu'ils devaient croire. Il n'est donc pas étonnant que les Tudors aient été à même d'exercer une grande influence dans les affaires ecclésiastiques; il n'est pas étonnant non plus qu'ils aient presque toujours employé cette influence à servir leurs propres intérêts.

Henri VIII entreprit d'établir une église anglicane, différant seulement de l'église catholique sur le point de la suprématie de Rome : son succès fut extraordinaire. L'énergie de son caractère, sa position singulièrement favorable à l'égard des puissances étrangères, les immenses richesses que la spoliation des abbayes mettait entre ses mains, et surtout le soutien de tous ceux qui flottaient entre deux opinions, lui permirent de braver les deux partis extrêmes; il put brûler comme hérétiques ceux qui adhéraient aux dogmes de Luther, et pendre comme traîtres ceux qui reconnaissaient l'autorité papale. Mais son système mourut avec lui. S'il eût vécu plus longtemps, il eût sans doute maintenu difficilement une position attaquée avec fureur par les partisans zélés des deux opinions extrêmes. Les ministres à qui était confiée la garde des prérogatives royales, pendant la minorité de son fils, n'osèrent persister dans une politique aussi hasardeuse. Élisabeth elle-même n'essaya pas d'y revenir. Il fallut faire un choix. Le gouvernement devait ou se soumettre à Rome, ou obtenir le soutien des protestants, quoiqu'il n'eût de commun avec ceux-ci qu'une haine invétérée contre le pouvoir papal. Les réformateurs anglais voulaient ardemment aller aussi loin dans leurs réformes que leurs frères du continent. Ils condamnèrent d'un commun accord, comme antichrétiens, plusieurs dogmes et pratiques auxquels Henri VIII était resté obstinément attaché, et qu'Élisabeth n'avait abandonnés qu'à contre-cœur. Beaucoup d'entre eux éprouvaient une forte répugnance pour des coutumes banales qui avaient fait partie du rituel de la mystique Babylone. Ainsi l'évêque Hooper, qui mourut courageusement à Gloucester pour sa croyance, refusa longtemps de

porter les vêtements épiscopaux. Ainsi l'évêque Ridley, martyr encore plus renommé, renversa les anciens autels de son diocèse et voulut que l'eucharistie fût administrée au milieu des églises, sur des tables que les papistes appelaient irrévérencieusement des comptoirs à huîtres. Ainsi l'évêque Jewel déclara que les vêtements religieux étaient des défroques théâtrales, des déguisements stupides, reliques des Amorites, et promit de faire tous ses efforts pour abolir des absurdités aussi révoltantes. Ainsi l'archevêque Grindal hésita longtemps à accepter la mitre, par aversion pour ce qu'il appelait les momeries de la consécration. Ainsi l'évêque Parkhurst demanda ardemment que l'église anglicane suivît en tout l'église de Zurich, comme le modèle absolu des églises de la communauté chrétienne. Ainsi l'évêque Ponet voulut que le titre d'évêque fût abandonné aux papistes, et que les grands dignitaires de l'église purifiée s'appelassent *surintendants*. Si l'on réfléchit que tous ces prélats n'appartenaient pas à la portion la plus avancée du parti protestant, il ne sera douteux pour personne que, si les opinions générales de ce parti eussent été suivies, l'œuvre de la réforme aurait été aussi radicale en Angleterre qu'en Écosse.

Mais en même temps que le gouvernement avait besoin du soutien des protestants, ceux-ci avaient besoin de sa protection. Des deux côtés, on se fit donc de grandes concessions; l'union fut consommée et donna naissance à notre église d'Angleterre. Un grand nombre d'événements des plus importants qui se soient passés dans notre pays depuis la réformation découlent, en majeure partie, de cette grande institution, qui souleva, d'une manière toute spéciale, les passions les plus vives de ses amis comme de ses ennemis. On ne peut donc comprendre l'histoire séculière de l'Angleterre qu'en l'étudiant dans ses rapports constants avec l'histoire de notre constitution ecclésiastique.

L'homme qui travailla le plus à poser les conditions de l'alliance qui produisit l'église anglicane fut Thomas Cranmer. Il était le représentant des deux partis qui, à cette époque, avaient besoin l'un de l'autre : c'était à la fois un théologien et un homme d'État. Comme théologien, il était prêt à pousser la réforme aussi loin que les réformateurs suisses et écossais; comme homme d'État, il désirait conserver l'organisation qui, pendant des siècles, avait admirablement secondé les projets des évêques de Rome et pouvait également seconder alors les projets des rois d'Angleterre et de leurs ministres. Son caractère et sa capacité le rendaient éminemment propre au rôle

de médiateur. D'une grande piété extérieure, sans scrupules dans les affaires, ne tenant au fond à rien, hardi en théorie, lâche en action, ennemi clément et tiède ami, il avait toutes les qualités nécessaires pour poser les termes d'une coalition entre les ennemis religieux et les ennemis séculiers du papisme.

L'église anglicane a gardé jusqu'à ce jour dans sa constitution, dans ses doctrines, dans son service, des marques visibles des compromis dont elle est sortie; elle est une espèce de juste milieu entre l'église de Rome et l'église de Genève. Ses traités et les professions de foi de ses doctrines, composés par des docteurs protestants, sont basés sur des principes auxquels Calvin et Knox trouveraient à peine un mot à changer. Ses prières et ses oraisons, tirées de l'ancienne liturgie, sont généralement telles que l'évêque Fisher ou le cardinal Pole les eussent adoptées de tout cœur. Un controversiste qui interpréterait ses articles et ses homélies dans le sens arminien serait, aux yeux de tout homme de bonne foi, aussi déraisonnable que celui qui refuserait de voir dans la liturgie la doctrine de la régénération baptismale.

L'église de Rome soutenait que l'épiscopat était d'institution divine, et que certaines grâces surnaturelles d'un ordre élevé avaient été transmises, à travers cinquante générations, par l'imposition des mains, depuis les onze apôtres qui reçurent leur mission sur la montagne de Galilée, jusqu'aux évêques qui siégèrent au concile de Trente. Un grand nombre de protestants, d'un autre côté, regardaient la prélature comme tout à fait illégale, et croyaient trouver dans les Écritures les bases d'une tout autre forme de gouvernement ecclésiastique. Les fondateurs de l'église anglicane prirent un juste milieu. Ils conservèrent l'épiscopat, mais ils n'en firent pas une institution essentielle au bien-être de la société chrétienne et à l'efficacité des sacrements. Cranmer, en effet, déclara sa conviction que, dans les temps primitifs de l'Église, il n'y avait aucune différence entre les évêques et les prêtres, et que l'imposition des mains était tout à fait inutile.

Dans les églises presbytériennes, le règlement du culte public est, en grande partie, laissé au ministre. Les prières, par conséquent, ne sont pas exactement les mêmes, au même jour, dans deux assemblées différentes, pas plus qu'elles ne sont les mêmes dans la même assemblée à deux jours différents. Ici elles sont ferventes, éloquentes, remplies de sentiment, là elles sont froides et absurdes. Les prêtres de l'église catholique romaine, au contraire, ont psalmodié chaque jour depuis des générations les mêmes prières, les mêmes antiennes, dans

l'Inde comme en Lithuanie, en Irlande comme au Pérou. Le service se faisant dans une langue morte n'est intelligible que pour les gens instruits; la grande majorité de la congrégation y assiste plutôt comme spectateurs que comme auditeurs. Ici encore l'église d'Angleterre prit un juste milieu; elle adopta la forme des prières catholiques, mais elle les traduisit en langue vulgaire, et invita la multitude illettrée à joindre sa voix à celle des ministres.

La même idée se retrouve dans tout son système. Rejetant absolument la doctrine de la transsubstantiation et condamnant comme idolâtre toute adoration du pain et du vin sacramentels, elle exigea, au grand dégoût des puritains, que ses enfants reçussent humblement à genoux la communion commémorative de l'amour divin. Tout en dépouillant la plupart des riches vêtements qui entouraient les autels de l'ancienne croyance, elle conserva, à la grande horreur des esprits faibles, la blanche robe de lin, emblème de la pureté qui lui appartient comme épouse mystique du Christ. Rejetant la pantomime, qui, dans le culte catholique, remplace des mots intelligibles, elle choqua cependant plus d'un rigide protestant, en marquant du signe de la croix l'enfant qu'on présentait aux fonts baptismaux. Le catholique adressait ses prières à une multitude de saints, parmi lesquels il en est beaucoup d'une sainteté douteuse, quelquefois même plus que douteuse. Le puritain, au contraire, refusait le titre de saint, même à l'apôtre des Gentils, même au disciple bien-aimé de Jésus. L'église d'Angleterre, en rejetant les prières adressées aux saints, consacra cependant certains jours à la commémoration des souffrances et des grands actes de foi de quelques-uns d'entre eux. Tout en rayant de la liste des sacrements la confirmation et l'ordination, elle les conserva comme cérémonies édifiantes. La confession auriculaire fut, il est vrai, abolie; mais elle conseilla néanmoins au pécheur mourant de confesser ses fautes à un ministre, et elle autorisa ce ministre à adoucir les derniers moments du pénitent par une absolution où vit encore l'esprit de l'ancienne religion. On peut dire qu'en général notre nouvelle église s'adresse plus à la raison et moins aux sens et à l'imagination que l'église de Rome; mais elle s'adresse plus aux sens et à l'imagination qu'à la raison, si on la compare aux églises protestantes d'Écosse, de France et de Suisse.

Rien néanmoins ne distinguait plus l'église d'Angleterre de toute autre église que ses rapports avec le pouvoir monarchique; la royauté en fut la tête. Les limites de cette autorité spirituelle et religieuse ne furent pas alors et n'ont pas été jusqu'à ce jour clairement définies;

les lois qui lui donnèrent un pouvoir suprême en matières ecclésiastiques furent formulées à la hâte en termes généraux. Si pour s'assurer du vrai sens de ces lois on consulte et les livres et les vies des fondateurs de l'église anglaise, la perplexité augmente encore; car ces fondateurs écrivirent et agirent dans un siècle agité par une violente fermentation intellectuelle et soumis à un courant incessant de réactions. Souvent donc ils furent en contradiction les uns avec les autres, et quelquefois avec eux-mêmes. Ils admettaient unanimement, il est vrai, comme doctrine, que le roi, après le Christ, était le seul chef de l'Église; mais ces mots « chef de l'Église » avaient différentes significations dans différentes bouches; souvent même, selon les circonstances, le même homme leur appliquait un sens différent. Quelques-uns accordaient au roi un pouvoir qui eût satisfait Hildebrand; d'autres restreignaient son autorité au point de la rendre presque aussi faible que celle qu'exercèrent quelques-uns de nos anciens princes, alors qu'ils faisaient encore partie de la communion de l'église de Rome. Ce que Henri VIII et ses conseillers intimes entendaient par suprématie n'était rien moins, certainement, que tout le pouvoir papal. Le roi voulait être le pape de son royaume, le vicaire de Jésus-Christ, l'interprète de la vérité catholique, le canal des grâces divines. Il s'arrogeait le droit de décider dogmatiquement ce qui était orthodoxie et ce qui était hérésie, de dresser et d'imposer les articles de foi, et de régler enfin l'instruction religieuse de ses peuples. Il proclamait que toute juridiction spirituelle, aussi bien que temporelle, dérivait de lui seul, qu'il pouvait à son gré donner et reprendre les siéges épiscopaux; il alla jusqu'à poser son sceau sur des brefs nommant des évêques qui ne devaient exercer leurs fonctions que selon son bon plaisir. Dans ce système, tel qu'il est expliqué par Cranmer, le roi était le chef spirituel comme le chef temporel de la nation. Dans cette double capacité, il lui fallait des lieutenants; et comme il nommait aux offices civils, pour la garde de ses sceaux, pour la collection de ses revenus et pour la distribution, en son nom, de la justice, il nommait de même des ecclésiastiques de divers grades pour prêcher l'Évangile et administrer les sacrements. L'imposition des mains devenait inutile. Le roi, telle était l'opinion explicitement formulée par Cranmer, pouvait, en vertu de l'autorité que Dieu lui avait donnée, faire un prêtre; et ce prêtre n'avait besoin d'aucune ordination. Ces opinions, Cranmer les appliqua dans toutes leurs conséquences légitimes; il soutint que ses propres fonctions spirituelles, comme les fonctions séculières du chambellan ou du trésorier, cessaient de droit à la mort du monarque. A la mort de Henri VIII,

l'archevêque et ses suffragants reçurent de nouveaux brefs les autorisant à faire des ordinations et à remplir d'autres fonctions spirituelles jusqu'à ce que le nouveau roi en ordonnât autrement. Quand on objecta que le pouvoir de lier et de délier, pouvoir bien distinct du pouvoir temporel, avait été donné par Notre Seigneur à ses apôtres, les théologiens de l'école de Cranmer répondirent que la communion entière des chrétiens, et non le clergé, avait hérité de ce pouvoir de lier et de délier, et qu'il devait naturellement être exercé par le magistrat suprême, comme le représentant de la société. Quand on objecta que saint Paul avait parlé de certains hommes que le Saint-Esprit avait faits surveillants et bergers des fidèles, on répondit que Henri VIII était précisément ce surveillant, précisément ce berger que le Saint-Esprit avait choisi et auquel s'appliquaient les expressions de saint Paul[1].

Ces prétentions exagérées scandalisèrent également et protestants et catholiques; mais ce fut bien pis quand la suprématie, dont Marie s'était démise en faveur du pape, revint de nouveau à la couronne à l'avénement d'Élisabeth. Il sembla monstrueux qu'une femme pût être évêque primat d'une Église, où un apôtre même lui avait interdit d'élever la voix. La reine fut donc obligée de renoncer au caractère sacerdotal que son père s'était attribué, et qui, selon Cranmer, était par droit divin inséparablement uni aux fonctions royales. Quand les articles de la foi anglicane furent révisés sous son règne, la suprématie fut interprétée d'une tout autre manière qu'elle ne l'avait été à la cour de Henri. Cranmer avait déclaré, en termes emphatiques, que Dieu avait directement remis aux princes de la chrétienté le soin de leurs sujets, aussi bien en ce qui concernait l'administration de la parole divine, pour la cure des âmes, qu'en ce qui concernait l'administration des affaires politiques[2]. Le trente-septième des articles de religion, formulés sous Élisabeth, déclare formellement que le ministère de la parole divine n'appartient pas au souverain. La reine, cependant, conserva sur l'Église un pouvoir de surveillance vaste et mal défini; le parlement la chargea du soin de réformer les hérésies et toute sorte d'abus ecclésiastiques. Cette autorité, elle pouvait la déléguer à des commissaires. Les évêques n'étaient guère que des ministres de la couronne. Dans le XIe siècle, l'église de Rome, plutôt

1. Voyez une note très-curieuse que Strype croit écrite de la main même de Gardiner : *Ecclesiastical Memorials*. Book I, chap. XVII.

2. Ce sont les propres expressions de Cranmer. Voyez l'appendice de l'*Histoire de la Réformation*, par Burnet. Part. I, livre III, nº 21, question 9.

que d'accorder au pouvoir civil le droit absolu de nomination aux fonctions spirituelles, mit toute l'Europe en feu. De nos jours, les pasteurs de l'église d'Écosse, plutôt que d'accorder au pouvoir civil le droit absolu de nomination aux fonctions spirituelles, abandonnèrent par centaines leurs bénéfices. L'église anglicane n'eut pas de semblables scrupules; la nomination de ses prélats resta à l'autorité royale. C'était l'autorité royale qui convoquait, réglait, prorogeait et dissolvait ses assemblées; sans la sanction royale, ses décisions étaient sans force. Un des articles de foi portait qu'aucun concile ecclésiastique ne pouvait légalement s'assembler sans le consentement royal. A l'autorité royale on pouvait appeler, en dernier ressort, de tous ses jugements, même quand la question était de savoir si telle opinion était hérétique, si telle administration des sacrements avait été valide. Notre Église accorda, sans murmure, cet excessif pouvoir à nos princes. Mais la royauté lui avait donné naissance, l'avait soignée pendant une enfance débile, l'avait garantie des papistes d'un côté, des puritains de l'autre, l'avait protégée contre les parlements disposés à l'attaquer, et l'avait vengée enfin des assaillants littéraires auxquels elle trouvait difficile de répondre. Ainsi, gratitude, espérance, crainte, amitiés et inimitiés communes, tout l'attachait au trône; ses traditions, ses instincts étaient monarchiques. La fidélité au souverain devint un point d'honneur professionnel dans le clergé, un cachet particulier qui le distinguait des calvinistes et des papistes. Ceux-ci, tout en différant sur beaucoup de sujets, regardaient avec une égale jalousie les empiétements du pouvoir temporel sur le domaine du pouvoir spirituel. Ils soutenaient les uns et les autres que des sujets pouvaient tirer l'épée contre un monarque impie. En France les calvinistes résistèrent à Charles IX, les papistes à Henri IV; papistes et calvinistes résistèrent à Henri III. En Écosse, les calvinistes retinrent Marie prisonnière; au nord de la Trent les papistes prirent les armes contre Élisabeth. L'église d'Angleterre au contraire condamnait papistes et calvinistes, et se vantait hautement de prêcher sans cesse et avec zèle la soumission quand même, au monarque.

La couronne retira de grands avantages de cette étroite alliance avec l'Église; mais ils ne furent pas sans inconvénients. Le compromis fait par Cranmer avait été dès l'abord considéré par un grand nombre de protestants, comme une invention qui permettait de servir deux maîtres, comme un essai d'union entre le culte du Seigneur et le culte de Baal. Sous Édouard VI les scrupules de ce parti avaient déjà plusieurs fois entravé la marche régulière du gouvernement; à

l'avénement d'Élisabeth au trône les difficultés augmentèrent encore. La violence engendre naturellement la violence. L'esprit du protestantisme fut donc plus intolérant et plus farouche après les cruautés du règne de Marie. De ceux qui étaient le plus étroitement attachés aux idées nouvelles, un grand nombre s'étaient, durant ces mauvais jours, réfugiés en Suisse ou en Allemagne. Reçus avec hospitalité par leurs frères en croyance, ils s'étaient assis au pied de la chaire des grands docteurs de Strasbourg, de Zurich et de Genève; pendant quelques années, ils s'étaient accoutumés à un culte plus simple, à une administration plus démocratique de l'Église. Ces hommes, revenus dans leur pays, étaient convaincus que la réforme qui avait été effectuée sous Édouard, n'était pas aussi profonde et aussi étendue que l'exigeaient les intérêts d'une pure religion. Mais ce fut en vain qu'ils essayèrent d'obtenir quelques concessions d'Élisabeth. Les points de différence entre son système et celui de son frère, leur paraissaient ne différer que pour le pire. En matière de foi, ils étaient peu disposés à se soumettre à aucune autorité humaine. Confiants dans leurs propres interprétations des Écritures, ils s'étaient récemment révoltés contre une Église forte d'une antiquité immémoriale et d'un assentiment universel; c'était par un effort peu commun d'énergie intellectuelle qu'ils venaient de rejeter le joug d'une superstition impériale et superbe; et l'on ne pouvait guère espérer qu'immédiatement après une telle émancipation ils se soumettraient patiemment à une nouvelle tyrannie spirituelle. Longtemps accoutumés à incliner la face jusqu'à terre, comme devant un Dieu présent, lorsque le prêtre élevait l'hostie, ils avaient appris cependant à regarder la messe comme une momerie d'idolâtrie. Longtemps accoutumés à respecter le pape comme le successeur de saint Pierre, tenant en ses mains les clefs du ciel et de la terre, ils avaient cependant appris à le regarder comme la bête de l'Apocalypse, comme l'Antechrist, comme l'homme du péché. On ne pouvait guère s'attendre à ce qu'ils transportassent immédiatement aux pieds d'une autorité née de la veille, l'hommage qu'ils avaient refusé au Vatican. Devaient-ils soumettre leur jugement personnel à l'autorité d'une Église fondée uniquement sur le jugement personnel? Devaient-ils être bien effrayés de leur dissidence avec des docteurs dont les dissidences étaient flagrantes avec ce qui tout récemment faisait la foi universelle de la chrétienté occidentale? On se représente facilement l'indignation que durent éprouver ces esprits hardis et remuants, fiers d'une liberté nouvellement acquise, quand une autorité qu'ils avaient tous vue naitre, qu'ils avaient vue se former

sous leurs yeux, des passions et des intérêts de la cour, commença à imiter le style impérieux de Rome.

De tels hommes ne pouvant être ramenés, on résolut de les persécuter, et la persécution produisit ses effets naturels : elle n'avait trouvé qu'une secte, elle en fit un parti. A leur haine de l'Église ils joignirent bientôt la haine de la royauté. Ces deux sentiments se mêlèrent en s'envenimant réciproquement. Les opinions des puritains, concernant les rapports du chef de l'État avec ses sujets, différaient complétement du texte des homélies ; leurs docteurs favoris avaient, par leurs préceptes et par leurs exemples, prêché la résistance aux tyrans et aux persécuteurs. Les calvinistes, leurs frères, étaient armés en France, en Écosse, en Hollande, contre des princes cruels et idolâtres. Leurs notions d'un gouvernement se calquaient, pour ainsi dire, sur leurs notions du gouvernement de l'Église ; quelques-uns des sarcasmes populaires dont ils accablaient l'épiscopat pouvaient, sans de grands efforts, s'appliquer à la royauté, et beaucoup d'arguments servant à prouver que le pouvoir spirituel serait mieux placé dans un synode, semblaient conduire naturellement à la conclusion que le pouvoir temporel serait mieux placé dans un parlement.

Ainsi, de même que le ministre de l'église anglicane était, par intérêt, par principe, par passion, le zélé défenseur des prérogatives royales, de même le ministre puritain leur était opposé par intérêt, par principe et par passion. Le pouvoir des sectaires était grand ; on en trouvait dans tous les rangs, mais surtout dans la classe marchande des villes et parmi les petits propriétaires des campagnes. Dès le commencement du règne d'Élisabeth, ils eurent la majorité à la chambre des Communes, et, sans aucun doute, si nos pères eussent pu fixer entièrement leur attention sur les questions d'intérieur, la lutte entre la couronne et le parlement eût dès ce moment commencé. Mais le temps ne convenait pas à des démêlés domestiques ; car il était douteux alors que l'union la plus intime des différents ordres de l'État pût conjurer le danger commun qui les menaçait. L'Europe réformée et l'Europe catholique se battaient à mort. La France, livrée à des luttes intestines, avait cessé de compter dans la chrétienté. Le gouvernement anglais était à la tête de l'intérêt protestant, et, tout en persécutant les presbytériens chez lui, étendait sa puissante protection aux églises presbytériennes du dehors. A la tête du parti opposé était le plus grand prince de l'époque, un prince qui dominait en Espagne, en Portugal, en Italie, en Hollande, un prince dont les armées avaient, à plusieurs reprises, marché sur Paris, un prince dont les flottes

tenaient en constante alarme les côtes du Devonshire et de Sussex. Il parut longtemps probable que l'Anglais aurait à défendre chez lui, les armes à la main, son sol, sa religion, son indépendance. Il était de plus sous l'appréhension continuelle de quelque grande trahison domestique : car c'était devenu un point de conscience et d'honneur, pour certains hommes d'une nature généreuse, de sacrifier leur patrie à leur religion. Les papistes, par une succession des plus noirs complots contre la vie de la reine et contre l'existence de la nation, tenaient la société dans une perpétuelle alarme. Il n'était douteux pour personne, quelles que fussent les fautes d'Élisabeth, qu'humainement parlant, le sort du royaume et des différentes églises réformées tenait à la sécurité de sa personne et au succès de son gouvernement. Le premier devoir d'un patriote et d'un protestant était donc de fortifier son autorité, et ce devoir fut fidèlement rempli. Les puritains même, au fond des prisons où elle les tenait enfermés, demandaient à Dieu dans leurs prières, avec une ferveur non simulée, de la protéger contre le fer des assassins, de faire tomber à ses pieds la rébellion vaincue, et de rendre ses armées victorieuses sur terre et sur mer. Un des hommes les plus inflexibles de cette inflexible secte, au moment où le bourreau venait de lui trancher le poignet, pour quelque offense à laquelle son zèle intempéré l'avait poussé, agitait son chapeau de la main qui lui restait, en criant : Vive la reine ! La postérité de ces hommes hérita de leurs sentiments à son égard, et les non-conformistes, malgré le rigoureux traitement qu'elle leur fit subir, conservèrent toujours à sa mémoire une espèce de vénération[1].

Pendant la plus grande partie de son règne, les puritains de la chambre des Communes, bien que turbulents quelquefois, n'essayèrent donc pas de faire une opposition systématique au gouvernement. Mais quand la défaite de l'Armada, le succès des Provinces-Unies contre l'Espagne, le ferme établissement de Henri IV sur le trône de France et la mort de Philippe II, eurent éloigné de l'État et de l'Église tout danger extérieur, une lutte opiniâtre, destinée à durer plusieurs générations, commença instantanément à l'intérieur.

Ce fut dans le parlement de 1601, que l'opposition, qui avait pendant

1. L'historien puritain, Neale, après avoir censuré les cruautés dont elle usa envers la secte à laquelle il appartenait, termine ainsi : « Cependant, malgré ses imperfections, la reine Élisabeth n'en restera pas moins dans l'histoire une princesse sage et politique, pour avoir délivré le royaume des difficultés où il était engagé à son avénement à la couronne, pour avoir maintenu la réformation, malgré le pape, l'Empereur, et le roi d'Espagne à l'extérieur, malgré la reine d'Écosse et les papistes à l'intérieur........ Elle fut la gloire de son siècle, elle sera l'admiration de la postérité. » « History of the Puritans, » Part. I, chap. VIII.

quarante ans réuni silencieusement et ménagé ses forces, livra sa première grande bataille et remporta sa première victoire. Le terrain était bien choisi. Les souverains anglais avaient toujours été chargés de la haute direction de la police commerciale. Ils jouissaient de la prérogative inattaquable de régler les monnaies, les poids, les mesures, de fixer les foires, les marchés, de désigner les ports. Mais la ligne qui limitait cette autorité sur le commerce n'avait pas été soigneusement tracée. Comme d'habitude, ils essayèrent d'empiéter sur le domaine de la législature; comme d'habitude aussi, l'empiétement fut patiemment souffert, jusqu'à ce qu'il devint sérieux. Enfin la reine prit sur elle d'accorder un si grand nombre de monopoles, que pas une famille, pour ainsi dire, dans le royaume, ne fut à l'abri des vexations et des extorsions qu'entraine à sa suite un semblable abus. Le fer, l'huile, le vinaigre, le charbon, le salpêtre, le plomb, l'amidon, la laine, le cuir, le verre, ne pouvaient plus être achetés qu'à des prix exorbitants. La chambre des Communes se réunit dans des dispositions chagrines et résolues. Ce fut en vain qu'une minorité dévouée à la cour blâma le *speaker* d'avoir souffert qu'on mît en question les actes de S. M. la reine. Le langage des mécontents fut fier et menaçant, et la nation entière lui fit écho. La voiture du premier ministre de la couronne fut entourée par une populace indignée, vociférant des imprécations contre les monopoles, et déclarant qu'elle ne permettrait pas à la prérogative royale de toucher aux vieilles libertés de l'Angleterre. Il sembla un moment que le long et glorieux règne d'Élisabeth allait finir dans la honte et les désastres. Mais la reine, avec un calme et un jugement admirables, déclina le débat, se mit à la tête du parti réformateur, réforma l'abus, remercia la chambre des Communes, dans un langage touchant et digne, de son dévouement au bien public, regagna ainsi le cœur de son peuple, et laissa à ses successeurs un mémorable exemple de la conduite que doit tenir un souverain vis-à-vis d'une opposition publique à laquelle il ne peut résister.

Cette grande reine mourut en 1603. Cette année, sous beaucoup de rapports, est une des époques les plus remarquables de notre histoire. Ce fut alors que l'Écosse et l'Irlande devinrent parties intégrantes de l'empire britannique. L'une et l'autre avaient bien été subjuguées par les Plantagenets; mais elles supportaient impatiemment le joug. L'Écosse, qui avait défendu son indépendance avec un courage héroïque, et avait été, depuis le temps de Robert Bruce, un royaume séparé, fut alors réunie à la partie méridionale de notre île, à des conditions plutôt satisfaisantes que blessantes pour son orgueil national. L'Irlande,

depuis Henri II, n'avait jamais été en état de chasser les usurpateurs étrangers, mais elle les avait vigoureusement combattus. Le pouvoir anglais, pendant le XIVe et le XVe siècles, y avait constamment décliné, et sous le règne de Henri VII, il était tombé au plus bas. Les possessions irlandaises de ce prince se réduisaient aux comtés de Dublin et de Louth, à quelques parties des comtés de Meath et de Kildare, et à un petit nombre de ports de mer disséminés sur une longue étendue de côtes. Une grande partie même du Leinster n'était pas encore divisé en comtés. Le Munster, l'Ulster et le Connaught étaient soumis à de petits souverains, les uns celtes, les autres normands dégénérés, qui avaient oublié leur origine et avaient adopté la langue et les mœurs celtiques. Mais l'Angleterre avait fait de grands progrès pendant le XVIe siècle. Les chefs demi-sauvages qui régnaient au delà des palissades, s'étaient rendus les uns après les autres aux lieutenants des Tudors. Enfin, quelques semaines avant la mort d'Élisabeth, la conquête commencée plus de quatre cents ans auparavant par Strongbow, fut complétée par Mountjoy. Jacques Ier était à peine monté sur le trône anglais, que les derniers O'Donnell et O'Neill, qui avaient été princes indépendants, venaient baiser sa main à Westminster. Depuis lors, ses édits eurent cours en Irlande, ses juges y tinrent partout leurs assises, et la loi anglaise remplaça les coutumes qui avaient prévalu parmi les tribus aborigènes.

L'Écosse et l'Irlande avaient à peu près la même superficie, et, réunies, elles égalaient presque l'Angleterre; mais elles étaient bien moins peuplées et bien inférieures en civilisation et en richesses. La stérilité de son sol avait retardé l'Écosse; au milieu des lumières de l'époque, les ténèbres du moyen âge pesaient encore sur l'Irlande.

A l'exception de quelques tribus celtiques répandues çà et là dans les Hébrides et dans les montagnes des comtés du nord, le sang anglais coulait dans les veines de la population écossaise. La langue ne s'éloignait pas plus de l'anglais le plus pur que les dialectes des comtés de Somerset et de Lancaster ne diffèrent entre eux. En Irlande, au contraire, la population était restée celtique et avait conservé la langue et les mœurs celtiques, à l'exception de quelques faibles colonies anglaises près des côtes.

A l'époque de leur union avec l'Angleterre, ces deux nations marchaient en tête des nations naturellement courageuses et intelligentes. La persévérance, l'empire sur soi-même, la perspicacité et toutes les qualités qui conduisent au succès dans cette vie, étaient au plus haut degré, le partage des Écossais. Les Irlandais, au contraire, se distin-

guaient davantage par des qualités qui inspirent l'intérêt, plus qu'elles ne conduisent à la prospérité. C'était une race ardente et impétueuse, facilement excitée au chagrin, à la joie, à la colère, à l'amour. Seule entre toutes les nations du nord de l'Europe, elle avait cette susceptibilité, cette vivacité, cette disposition aux discours et à la pantomime naturelles aux habitants des bords de la Méditerranée. En culture d'esprit, l'Écosse était, sans contredit, supérieure à l'Irlande. Quoique alors le plus pauvre de la chrétienté, ce royaume rivalisait dans toutes les branches de la science, avec les pays les plus favorisés. Ces Écossais dont les habitations et la nourriture étaient aussi misérables que celles des Irlandais de nos jours, écrivaient des vers latins avec plus d'élégance que Vida, et faisaient des découvertes scientifiques qui eussent ajouté à la gloire de Galilée. L'Irlande, elle, n'avait ni un Buchanan ni un Napier à montrer. Le génie dont ses habitants primitifs avaient été amplement doués, ne se montrait encore que dans quelques ballades informes et grossières, où l'œil expérimenté de Spencer découvrait déjà quelques parcelles de l'or le plus pur de la poésie.

L'Écosse, en devenant partie intégrante de la monarchie britannique, conserva toute sa dignité. Elle avait résisté courageusement pendant plusieurs générations aux armes anglaises; son union avec des voisins plus puissants qu'elle, se fit sous les conditions les plus honorables. Au lieu de recevoir un roi, ce fut elle qui le donna. Elle conserva ses lois et sa constitution. Ses tribunaux et son parlement restèrent entièrement indépendants des tribunaux et du parlement qui siégeaient à Westminster. L'administration de l'Écosse resta dans des mains écossaises; car l'Anglais n'avait aucun motif d'émigrer vers le nord et de disputer à la nation la plus fine et la plus tenace, les faibles ressources que pouvait contenir le plus pauvre des trésors publics. Grand nombre d'aventuriers écossais, au contraire, se précipitaient vers le sud, y obtenaient dans toutes les carrières un succès qui excitait l'envie, mais qui, en général, n'était que la juste récompense de la prudence et de l'industrie. Malgré tout, l'Écosse n'évita pas, tant s'en faut, le sort ordinaire des pays annexés, mais non incorporés, à d'autres pays plus puissants qu'eux. Quoique royaume indépendant nominalement, elle fut en réalité, pendant plus d'un siècle, traitée, sous beaucoup de rapports, en province soumise.

Quant à l'Irlande, elle était franchement gouvernée en dépendance conquise par l'épée. Ses grossières institutions nationales n'existaient plus. Les colons anglais, obligés de rester soumis aux ordres de la mère-patrie, dont le soutien leur était nécessaire pour se maintenir en

Irlande, s'en dédommageaient en opprimant le peuple au milieu duquel ils s'étaient établis. Le parlement qui se réunissait à Dublin ne pouvait faire aucune loi, qu'elle ne fût au préalable approuvée par le conseil privé. La loi anglaise était devenue la loi d'Irlande. L'administration exécutive était confiée à des hommes venus d'Angleterre ou domiciliés dans la partie anglaise de l'île, et regardés comme des étrangers et même comme des ennemis par la population celtique.

Mais le point qui établissait le plus de différence entre l'Irlande et l'Écosse reste encore à expliquer : l'Écosse était protestante. Plus que partout en Europe, le mouvement populaire contre l'église de Rome, y avait été rapide et violent. Les réformateurs avaient vaincu, déposé, et emprisonné leur souveraine idolâtre; ils n'avaient pas même voulu reconnaître le compromis effectué en Angleterre. Calvin leur avait fourni leur doctrine, leur discipline, leur culte religieux, et ils faisaient peu de différence entre la papauté et la prélature, la messe et les trente-neuf articles. Malheureusement pour l'Écosse, le prince qu'elle avait envoyé gouverner un plus bel héritage, avait été tellement ennuyé par l'opiniâtreté des théologiens, défendant contre lui les priviléges du synode et de la chaire, que les institutions ecclésiastiques, auxquelles ils étaient attachés, furent bientôt pour lui un objet de haine; autant du moins que la haine pouvait entrer dans une nature aussi efféminée que la sienne. Aussitôt donc qu'il fut monté sur le trône d'Angleterre, il commença à montrer un zèle intolérant en faveur du gouvernement et du rituel de l'église anglicane.

Les Irlandais étaient le seul peuple du nord de l'Europe, qui fût resté fidèle à l'ancienne religion. Ce fait est attribuable en partie à ce qu'ils étaient, quant à l'instruction, de quelques siècles en arrière de leurs voisins; mais d'autres causes encore y contribuèrent. La réformation avait été une révolte nationale aussi bien que morale; ce n'était pas seulement une insurrection des laïques contre le clergé, mais encore un vaste soulèvement de toutes les races germaniques contre la domination étrangère. Et c'est un fait fort remarquable, que les peuples seuls dont la langue a une origine teutonique, sont devenus protestants, tandis que ceux dont la langue a pris source dans l'ancienne Rome, sont restés fidèles à la religion de la Rome moderne. Le patriotisme des Irlandais avait pris une direction toute particulière. L'objet de leur animosité, ce n'était pas Rome, c'était l'Angleterre. Et ils avaient des raisons toutes spéciales d'abhorrer ces souverains anglais, qui avaient été les chefs du grand schisme, Henri VIII et Élisabeth. Pendant la vaine résistance que deux générations de princes Milésiens

avaient opposée aux Tudors, l'enthousiasme religieux et l'enthousiasme national s'étaient tellement unis qu'ils ne faisaient plus qu'un chez la race vaincue. La nouvelle haine de protestant à papiste enflammait la vieille haine de Saxon à Celte. Cependant l'Anglais vainqueur négligea tous les moyens légitimes de conversion. On ne prit pas soin de pourvoir la nation vaincue d'instructeurs qui pussent se faire comprendre; on ne fit aucune traduction de la Bible en langue erse. Le gouvernement se contenta d'établir une vaste hiérarchie d'archevêques, d'évêques et de recteurs protestants qui, sans se donner aucune peine, n'en étaient pas moins payés pour ne tirer aucun parti des dépouilles de l'Église aimée et respectée par la grande masse du peuple.

Il y avait dans la situation de l'Irlande et de l'Écosse quelque chose d'anormal, bien fait pour exciter les pénibles appréhensions d'un homme d'État clairvoyant. Pourtant, jusqu'alors il régnait une apparence de tranquillité, et pour la première fois les îles britanniques étaient pacifiquement unies sous le même sceptre.

Il semble que cette union aurait dû ajouter un grand poids à l'influence de l'Angleterre sur les autres nations de l'Europe. Le territoire sur lequel régnait son nouveau roi était presque le double de l'héritage échu à la reine Élisabeth. C'était l'empire le plus compacte et le plus assuré contre une attaque, qu'on pût trouver dans le monde entier. Les Plantagenets et les Tudors avaient souvent été obligés de se défendre contre l'Écosse, lorsqu'ils étaient engagés dans une guerre étrangère; la longue lutte avec l'Irlande absorbait continuellement leurs ressources. Et cependant, malgré tant de désavantages, ces souverains avaient joué un grand rôle dans la chrétienté. On pouvait donc s'attendre raisonnablement à ce que l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande réunies formeraient un État qui ne le céderait à aucun.

Cet espoir fut étrangement déçu. A dater du jour de l'avénement de Jacques Ier, notre pays descendit du rang qu'il avait occupé jusqu'alors, et ne fut plus regardé que comme une puissance, à peine du second ordre. Pendant un grand nombre d'années, sous quatre princes successifs de la maison de Stuart, la puissante monarchie anglaise ne fut pas un membre plus important de la famille des nations européennes, que ne l'avait été précédemment le petit royaume d'Écosse. Nous n'avons pas à nous en plaindre toutefois: car on peut dire du roi Jacques Ier, comme du roi Jean, que si son administration eût été capable et brillante, c'eût été probablement fatal à notre pays, et que nous devons plus à sa médiocrité et à sa faiblesse qu'au courage et à la sagesse de souverains bien plus remarquables. Il monta sur le

trône à un moment critique; car l'époque approchait où le roi devait devenir absolu, où le parlement devait s'emparer du contrôle universel de l'administration exécutive. Si Jacques I[er] avait été, comme Henri IV, comme Maurice de Nassau ou comme Gustave-Adolphe, un politique habile, actif et brave, s'il s'était mis à la tête des protestants de l'Europe, s'il avait remporté de grandes victoires sur Tilly et Spinola, s'il avait embelli Westminster de la dépouille des monastères bavarois et des cathédrales flamandes, s'il avait suspendu à Saint-Paul les bannières d'Autriche et de Castille, et qu'après ces grands exploits il se fût trouvé à la tête de cinquante mille hommes braves, bien disciplinés, dévoués à sa personne, le parlement anglais n'eût plus été bientôt parlement que de nom. Heureusement ce n'était pas un homme à jouer un semblable rôle. Un des premiers actes de son administration fut de mettre fin à la guerre longue et acharnée que nous avions avec l'Espagne, et, depuis lors, il évita les hostilités avec une prudence à l'épreuve des insultes de ses voisins et des clameurs de ses sujets. Ce ne fut que dans la dernière année de sa vie que l'influence réunie de son fils, de son favori, de son parlement et de son peuple put le décider à frapper un faible coup pour la défense de sa famille et de sa religion. Ce fut heureux pour ses sujets qu'il n'ait pas écouté leurs vœux; car le résultat de sa politique pacifique fut de permettre à l'Angleterre de se passer de troupes régulières et de confier simplement la défense du pays à la milice, pendant que la France, l'Espagne, l'Italie, la Belgique et l'Allemagne regorgeaient de soldats mercenaires.

N'ayant pas d'armée permanente et n'essayant même pas d'en former une, il eût été prudent au roi d'éviter un conflit avec son peuple. Mais son imprudence était telle, que tout en négligeant les moyens qui seuls pouvaient réellement le rendre absolu, il ne cessait de mettre en avant, et de la manière la plus choquante, des prétentions que pas un de ses prédécesseurs n'avait même rêvées. Ce fut alors que parurent pour la première fois ces étranges théories que, plus tard, Filmer formula en un système, et qui devinrent le symbole du torysme le plus violent et des défenseurs les plus exagérés de l'Église. On soutenait alors gravement que l'Être suprême regardait avec une faveur spéciale un gouvernement dont la forme était monarchique et héréditaire; que le droit de succession selon l'ordre de primogéniture était d'institution divine, antérieur au christianisme, antérieur même à la loi mosaïque; que nul pouvoir humain, pas même la législature entière, nulle durée de possession illégale, fût-elle de dix siècles, ne pouvait priver un souverain légitime de son droit. On soutenait encore que

les lois qui, en Angleterre et dans d'autres pays, limitaient la prérogative royale, ne devaient être regardées que comme de pures concessions accordées par le souverain, qu'il pouvait reprendre à volonté. On soutenait aussi que tout compromis qu'un souverain pouvait faire avec son peuple indiquait simplement ses intentions présentes, et que ce n'était point là un contrat dont on pût réclamer l'exécution. Il est évident qu'une semblable théorie, inventée pour fortifier les bases du gouvernement, les bouleversait au contraire. Cette loi divine et immuable de primogéniture admettait-elle les femmes ou les excluait-elle? Dans l'une comme dans l'autre supposition, la moitié des souverains de l'Europe étaient des usurpateurs, régnant au mépris des commandements de Dieu, et pouvant être justement dépossédés par les héritiers légitimes. Rien dans l'Ancien Testament ne justifie ces absurdes théories; car on y lit que le peuple choisi de Dieu fut blâmé et puni pour avoir désiré un roi, et que plus tard il lui fut ordonné de transférer son allégeance. Tout l'Ancien Testament, bien loin de soutenir l'idée que le droit de primogéniture est d'institution divine, indiquerait au contraire que les frères cadets étaient sous la protection plus spéciale du ciel. Isaac n'était pas le fils aîné d'Abraham, ni Jacob d'Isaac, ni Juda de Jacob, ni David de Jessé, ni Salomon de David. Le droit d'aînesse est rarement observé dans les pays où la polygamie est en usage. Rien non plus, dans les passages du Nouveau Testament qui décrivent le gouvernement comme une loi émanée de Dieu, ne vient corroborer le système de Filmer; car le gouvernement sous lequel vivaient les écrivains du Nouveau Testament n'était pas une monarchie héréditaire. Les empereurs romains étaient des magistrats républicains nommés par le sénat. Aucun d'eux ne prétendait régner par droit de naissance. Et en fait, Tibère, quand le Christ commanda de lui payer le tribut, Néron, quand saint Paul ordonna aux Romains de lui obéir, n'étaient l'un et l'autre, d'après cette théorie patriarcale de gouvernement, que des usurpateurs. Au moyen âge, la doctrine d'un droit héréditaire inaliénable eût été regardée comme hérétique, car elle était complétement incompatible avec les hautes prétentions de l'église de Rome. Cette doctrine fut tout à fait inconnue aux fondateurs de l'église anglicane. L'homélie sur la rébellion volontaire avait fortement, et même trop fortement, inculqué le principe de la soumission à l'autorité établie, mais n'avait fait aucune distinction entre monarchies héréditaires et monarchies électives, entre monarchies et républiques. La plupart des prédécesseurs de Jacques eussent, par des motifs tout personnels, montré peu de sympathie pour cette

théorie patriarcale de gouvernement. Guillaume le Roux, Henri Ier, Étienne, Jean, Henri IV, Henri V, Henri VI, Richard III et Henri VII avaient tous régné au mépris de la stricte loi de descendance. Un doute sérieux planait sur la légitimité de Marie et d'Élisabeth. Catherine d'Aragon et Anne Boleyn ne pouvaient pas avoir été toutes les deux femmes légitimes de Henri VIII, et les premières autorités du royaume avaient été d'avis que ni l'une ni l'autre ne l'était. Les Tudors, loin de considérer la loi de succession comme divine et immuable, cherchèrent souvent à l'éluder. Henri VIII obtint un acte du parlement qui lui donnait le droit de disposer de la couronne par testament, et il ne manqua pas d'en disposer au préjudice de la famille royale d'Écosse. Édouard VI, sans autorisation du parlement, s'arrogea le même droit avec l'approbation des plus éminents réformateurs. Élisabeth, convaincue que son titre n'était pas à l'abri de sérieuses objections, et ne voulant pas même admettre un droit réversible sur la reine d'Écosse, sa rivale et son ennemie, sollicita du parlement une loi déclarant que quiconque nierait la compétence du souverain de changer, avec l'assentiment des États du royaume, l'ordre de succession, souffrirait la mort comme traître. Mais la situation de Jacques différait étrangement de celle d'Élisabeth. N'ayant ni sa capacité ni sa popularité, regardé par les Anglais comme un étranger, et exclus du trône par le testament de Henri VIII, le roi d'Écosse n'en était pas moins l'héritier incontestable d'Egbert et de Guillaume le Conquérant. Il avait donc un intérêt évident à favoriser la superstitieuse opinion que la naissance confère des droits antérieurs aux lois, et que les lois ne peuvent changer. C'était une opinion qui convenait du reste à son intelligence et à son caractère; elle trouva donc de nombreux défenseurs parmi ceux qui aspiraient à sa faveur, et fit de rapides progrès dans le clergé de l'église anglicane.

Ainsi, au moment même où l'esprit républicain commençait à se manifester chaudement dans le parlement et dans le pays, les prétentions du monarque prirent une forme monstrueuse, qui eût dégoûté le plus fier et le plus arbitraire des rois qui l'avaient précédé sur le trône.

Jacques se vantait toujours de son habileté dans ce qu'il appelait la politique royale (*kingcraft*); il est difficile cependant d'imaginer une conduite plus opposée que la sienne à toutes les règles de politique royale. La politique des grands hommes d'État a toujours été de déguiser des actes de vigueur sous des formes populaires. C'est ainsi qu'Auguste et Napoléon établirent des monarchies absolues,

quand le public les regardait simplement comme des citoyens éminents investis de magistratures temporaires. La politique de Jacques était tout à fait l'opposé. Il alarmait et irritait ses parlements en leur disant sans cesse qu'ils ne tenaient leurs priviléges que de son bon plaisir, et qu'ils n'avaient pas plus le droit de scruter ses actions que celles de Dieu lui-même. Il leur cédait néanmoins; abandonnait un ministre après l'autre à leurs vengeances, et permettait que d'importunes tracasseries lui arrachassent des actes directement opposés à ses désirs les plus formels. Ainsi grandissaient ensemble, la colère qu'excitaient ses prétentions et le mépris que provoquaient ses concessions. Il ne cessait de raviver le mécontentement public par sa tendresse pour d'indignes favoris, dont il sanctionnait la tyrannie et l'avidité. Sa puérilité, sa pédanterie, sa lâcheté, son accent provincial, la gaucherie de ses manières et de sa personne, faisaient de lui un objet de dérision. A ce qu'il avait même de qualités et de talents, il se mêlait toujours quelque chose de peu royal. Aussi pendant tout le cours de son règne, le vénérable prestige qui jusque-là avait entouré le trône, perdit graduellement de sa force. Depuis deux cents ans, tous les souverains qui avaient régné en Angleterre, à l'exception de l'infortuné Henri VI, avaient été des hommes pleins de feu, d'un grand caractère, d'un courage reconnu, d'une tournure princière; presque tous avaient possédé des talents plus qu'ordinaires. Ça n'a pas été un fait sans importance, qu'à la veille de cette décisive lutte entre nos rois et leurs parlements, la royauté se soit montrée au monde bégayante, baveuse, pleurnicheuse, tremblante à la vue d'une épée, ne tenant enfin que discours de bouffon ou de pédagogue.

Les dissensions religieuses, qui divisaient le grand parti protestant, depuis le règne d'Édouard VI, devinrent alors plus formidables que jamais. Les différences qui séparaient Cranmer et Jewel, de la première génération de puritains, étaient bien faibles, en comparaison de celles qui séparaient la troisième génération de ces puritains, de Laud et de Hammond. Alors que le souvenir des cruautés de Marie était encore vivant, alors que la force du parti catholique inspirait des craintes, alors que l'Espagne conservait un grand ascendant, et aspirait à une domination universelle, toutes les sectes réformées sentaient bien qu'elles avaient un puissant intérêt commun et un même ennemi mortel. Leur animosité réciproque n'était rien, comparée à leur haine commune contre Rome. Conformistes et non-conformistes s'étaient réunis de tout cœur pour établir des lois pénales d'une sévérité excessive contre les papistes. Mais quand plus d'un demi-

siècle d'une possession tranquille eut donné confiance à l'église établie, quand les neuf dixièmes de la population furent devenus franchement protestants, quand l'Angleterre fut en paix avec le monde entier et qu'il n'y eut aucun danger d'y voir pénétrer le papisme à la suite d'armées étrangères, quand les derniers confesseurs, qui avaient résisté à Bonner, eurent disparu, un grand changement s'opéra dans les sentiments du clergé anglican. Leur hostilité envers la doctrine et la discipline de l'église de Rome se trouva considérablement affaiblie, tandis que, d'un autre côté. leur aversion pour les puritains augmentait de jour en jour. Les controverses qui, dès l'abord, avaient divisé le parti protestant, prirent une forme qui rendit toute réconciliation impossible, et de nouvelles controverses plus importantes encore vinrent s'ajouter aux vieux sujets de dispute.

Les fondateurs de l'église anglicane avaient conservé l'épiscopat, non comme une institution émanée de la puissance divine pour le gouvernement de l'Église, mais comme une organisation ecclésiastique ancienne, décente et convenable. Nous avons déjà vu le peu de valeur que Cranmer attachait aux fonctions épiscopales. Après lui, sous le règne d'Élisabeth, Jewel, Cooper, Whitgift et d'autres éminents docteurs, les défendirent seulement comme innocentes, utiles, pouvant être légalement établies dans l'État; et, une fois établies, comme ayant droit au respect de chaque citoyen. Mais ils ne songèrent jamais à nier qu'une communauté chrétienne, même sans évêque, ne fût une véritable Église. Bien au contraire, ils se regardaient comme faisant partie de la même famille religieuse que les protestants du continent. Les Anglais étaient bien forcés de reconnaître l'autorité de l'évêque comme ils étaient obligés de reconnaître l'autorité du *sheriff* et du *coroner;* mais c'était une obligation purement locale. Un protestant anglais. même un évêque, s'il fût allé en Hollande, se serait conformé sans scrupule à la forme religieuse établie en Hollande. Les ambassadeurs d'Élisabeth et de Jacques assistaient en tenue de parade, à l'étranger, à ces mêmes cérémonies religieuses qui attiraient les persécutions en Angleterre, et s'abstenaient avec soin de décorer leurs chapelles particulières selon la coutume anglicane, pour ne point scandaliser des frères. Il était même admis que les ministres presbytériens avaient droit de siéger et de voter dans les conciles œcuméniques. Quand les États généraux des Provinces-Unies convoquèrent à Dort un synode de docteurs qui n'avaient reçu aucune ordination épiscopale, un évêque et un doyen anglais, envoyés par le chef de l'église anglicane, siégèrent avec ces docteurs, discutèrent et votèrent

avec eux sur les plus graves questions de la théologie [1]. Bien plus, un grand nombre de bénéfices étaient possédés par des ecclésiastiques admis à leur ministère dans la forme usitée sur le continent par les calvinistes, et, dans ces cas, on ne trouva ni nécessaire, ni même légal, de les faire ordonner de nouveau par un évêque.

Mais une nouvelle génération de docteurs commençait à s'élever dans l'église anglicane. Dans leurs idées, l'épiscopat était essentiel au bien-être de la société chrétienne et à l'efficacité des rites les plus solennels de la religion; à l'épiscopat appartenaient de certains grands priviléges sacrés, que nul pouvoir humain ne pouvait octroyer ni retirer. Selon eux, une Église pouvait aussi bien rejeter la doctrine de la Trinité, ou celle de l'Incarnation, que rejeter la hiérarchie apostolique; et l'église de Rome, qui, au milieu de toutes ses corruptions, avait maintenu cette hiérarchie, se rapprochait davantage de la pureté primitive, que ces sectes exagérées qui avaient témérairement mis en opposition à ce divin modèle un système inventé par les hommes.

Du temps d'Édouard VI et d'Élisabeth, les défenseurs du rituel anglican s'étaient contentés de dire qu'on pouvait le suivre sans crime, et que par conséquent il n'y avait qu'un homme infidèle et pervers qui pût se refuser à s'en servir, quand l'ordre lui en était donné par le magistrat civil. Maintenant cependant, le nouveau parti, qui prétendait assigner une origine divine aux institutions de l'Église, commençait à donner aux services religieux une plus grande importance et une plus grande pompe. Il donnait à entendre que si le culte établi péchait en quelque chose, c'était par sa simplicité, et que les réformateurs, dans la chaleur de leurs querelles avec Rome, avaient aboli un grand nombre de cérémonies qu'il eût été avantageux de conserver. On recommença donc à tenir en mystérieuse vénération, de certains jours, de certains lieux. Quelques pratiques communément tombées en désuétude et regardées comme momeries superstitieuses, furent rétablies. Les tableaux et les sculptures qui avaient échappé à la fureur des premières générations protestantes, devinrent l'objet d'un tel respect et d'une telle vénération, qu'aux yeux d'un grand nombre, c'était presque de l'idolâtrie.

Le célibat et l'espèce de mérite que l'ancienne Église y attachait avait surtout attiré les attaques des réformateurs; ils maintenaient que

1. Joseph Hall, alors doyen de Worcester et plus tard évêque de Norwich, fut un des commissaires. Dans sa Vie, écrite par lui-même, il dit : « Mon indignité fut nommée pour assister à cette honorable, grave et respectable réunion. » Cette humilité semblera un peu hors de propos aux stricts partisans de la hiérarchie.

la doctrine de Rome sur ce sujet avait été prophétiquement condamnée par l'apôtre saint Paul, comme doctrine diabolique; et ils citaient fréquemment des scandales et des crimes qui semblaient prouver la justice de cette terrible réprobation. Luther, du reste, avait montré son opinion de la manière la plus claire, en épousant une nonne. Quelques-uns des évêques et des prêtres les plus illustres, morts sur le bûcher du temps de Marie, avaient laissé des femmes et des enfants. Néanmoins, on disait maintenant que le vieil esprit monastique avait reparu dans l'église anglicane, qu'il y avait, en hauts lieux, un préjugé marqué contre les prêtres mariés, que même des laïques, qui se donnaient pour bons protestants, avaient pris la résolution, équivalant presque à un vœu, de vivre dans le célibat. On disait même, qu'un ministre de l'église anglicane avait fondé un couvent, et que les psaumes y étaient chantés à minuit par une réunion de vierges consacrées à Dieu [1].

Ce n'était pas tout. Un ordre de questions sur lesquelles les fondateurs de l'église anglicane et les premières générations de puritains avaient peu ou point différé, commença à fournir matière à de violentes discussions. Les controverses qui divisèrent le grand parti protestant dans son enfance roulaient presque exclusivement sur les cérémonies et le gouvernement de l'Église. Il n'y avait pas eu de querelles sérieuses sur des points de théologie metaphysique. Les doctrines adoptées par les chefs hiérarchiques touchant le péché originel, la foi, la grâce, la prédestination et l'élection, étaient celles vulgairement appelées calvinistes. Vers la fin du règne d'Élisabeth son prélat favori, l'archevêque Whitgift, rédigea de concert avec l'évêque de Londres et quelques autres théologiens, l'acte célèbre connu sous le nom d'*Articles de Lambeth.* Cet acte reconnaît les doctrines les plus extrêmes de Calvin avec une précision qui de nos jours choquerait bon nombre d'hommes réputés calvinistes. Un membre du clergé qui y fit opposition et parla de Calvin en termes peu respectueux, fut cité, pour sa présomption, devant l'Université de Cambridge, et n'échappa à la pénalité qu'en exprimant sa ferme croyance dans les dogmes de la réprobation et de la persévérance finale, et en exprimant son repentir du scandale qu'il avait donné aux fidèles en osant blâmer le grand réformateur français. L'école théologique dont Hooker fut le chef. occupe un juste milieu entre l'école de Cranmer et l'école de Laud; les arminiens des temps modernes ont réclamé Hooker comme un

1. Vie de Ferrar, par Peckard. « Le Couvent des Nonnes arminiennes, ou Courte Description du lieu monastique appelé couvent Arminien, à Little Gidding, dans le comté de Huntingdon; 1641. »

allié; cependant, Hooker maintenait que Calvin était un homme supérieur en sagesse à tous les docteurs français, un homme à qui des milliers de chrétiens étaient redevables de leur connaissance de la vérité divine, tandis que lui, Calvin, n'en était redevable qu'à Dieu. Quand la controverse arminienne commença en Hollande, le gouvernement et l'église d'Angleterre prêtèrent un fort appui au parti calviniste; et le nom anglais doit subir sa part de responsabilité dans l'emprisonnement de Grotius et le meurtre judiciaire de Barneveldt qui ont laissé une si grande tache sur le parti calviniste.

Mais avant même la réunion du synode hollandais, cette portion du clergé anglican, qui était spécialement hostile à l'organisation du culte et de l'église calviniste, avait commencé à montrer son aversion pour la métaphysique de Calvin; cette aversion avait été naturellement fortifiée par la grossière injustice, l'insolence et la cruauté du parti qui avait eu le dessus à Dort. Les doctrines arminiennes, moins austèrement logiques que celles des premiers réformateurs, plus conformes aux notions populaires de la clémence et de la justice divine, s'étaient promptement répandues. La contagion gagna bientôt la cour. Des opinions, qui à l'époque de l'avénement de Jacques, n'eussent pu être avouées par un membre du clergé, sans risquer de perdre son bénéfice, devinrent un titre à la faveur. Un docteur de cette époque, auquel un gentilhomme campagnard un peu simple demandait quelles étaient les doctrines auxquelles tenaient les arminiens, lui répondit, avec autant de vérité que d'esprit, qu'ils tenaient aux meilleurs évêchés et aux meilleurs bénéfices du royaume.

En même temps qu'une portion du clergé anglican abandonnait, dans un sens, la position qu'il occupait originairement, une portion du parti puritain abandonnait aussi, dans un sens diamétralement opposé, les principes et les pratiques de ses pères. Les persécutions qu'on faisait éprouver aux dissidents, avaient été assez fortes pour les irriter, mais pas assez pour les anéantir. Ils n'avaient été ni soumis ni domptés, mais excités au contraire à plus d'entêtement et de violence. Comme toutes les sectes persécutées, ils prirent leurs sentiments intérieurs de vengeance pour des émotions pieuses; encouragèrent par des lectures et des méditations, leur disposition à couver, pour ainsi dire, leurs griefs, et en stimulant leur haine contre leurs ennemis, s'imaginèrent ne haïr que les ennemis de Dieu. Dans le Nouveau Testament, il se trouve bien peu de passages qui puissent être dénaturés même par des commentaires artificieux, de manière à paraître favoriser la pratique de mauvaises passions. Mais l'Ancien Tes-

tament contient l'histoire d'un peuple choisi par Dieu, pour proclamer son unité, et être l'instrument de sa vengeance, et auquel il avait recommandé spécialement bien des actes, qui, sans ce commandement spécial, eussent été des crimes atroces. Dans une semblable histoire, il n'était pas difficile, à des esprits sombres et violents, de trouver des passages dont ils pussent fausser le sens au gré de leurs désirs. Les puritains exagérés se sentirent donc pour l'Ancien Testament une préférence qu'ils ne s'avouaient peut-être pas à eux-mêmes, mais qui perçait dans tous leurs sentiments et toutes leurs habitudes. Ils avaient pour la langue hébraïque un respect qu'ils refusaient à la langue dans laquelle sont arrivées jusqu'à nous les paroles de Jésus et les épîtres de saint Paul. Les noms de baptême de leurs enfants n'étaient plus les noms de saints du christianisme, mais ceux de guerriers et de patriarches hébreux. Au mépris des déclarations expresses et réitérées de Luther et de Calvin, la fête hebdomadaire que l'Église consacre depuis les premiers siècles à commémorer la résurrection de Notre Seigneur fut changée en une espèce de sabbat juif. Ils cherchèrent leurs principes de jurisprudence dans la loi mosaïque ; et dans les livres des Juges et des Rois, les précédents qui devaient servir de guide à leur conduite. Leurs pensées et leurs discours roulaient sur des actes qui ne nous sont certainement pas parvenus comme exemples à suivre. Le prophète, taillant en pièces un roi captif; le général rebelle, faisant boire aux chiens le sang d'une reine ; la matrone, violant la foi jurée et toutes les lois de l'hospitalité orientale, enfonçant un clou dans le crâne de son allié qui venait de manger à sa table et qui dormait sous sa tente : tels étaient les exemples proposés à des chrétiens souffrant sous la tyrannie de princes et de prélats. Leurs mœurs et leurs manières se soumirent à des règlements rappelant la synagogue, et la synagogue des plus mauvais temps. Dans leurs vêtements, leur allure, leur langage, leurs études et même leurs amusements, ces rigides sectaires affectaient de suivre les principes de ces pharisiens qui, fiers de leurs mains lavées et de leurs larges phylactères, traitèrent Notre Seigneur d'ivrogne et de violateur du sabbat. Pour eux c'était un crime de suspendre des guirlandes à un mai, de boire à la santé d'un ami, de lâcher un faucon, de chasser au cerf, de jouer aux échecs, de boucler ses cheveux, d'empeser sa fraise, de jouer du virginal et de lire le « Fairy Queen. » Ces coutumes qui eussent paru insupportables à l'esprit libre et enjoué de Luther, et méprisables à l'intelligence sereine et philosophique de Zwingle, jetèrent sur la vie une tristesse plus que monastique. La science et l'élo-

quence qui distinguaient si éminemment les grands réformateurs, et auxquelles ils devaient en très-grande partie leurs succès, furent regardées par la nouvelle école protestante avec suspicion, sinon avec aversion. Les plus rigoristes répugnaient même à enseigner la grammaire latine, parce qu'on y trouvait les noms de Mars, de Bacchus et d'Apollon ; les beaux-arts étaient pour ainsi dire proscrits ; la voix solennelle de l'orgue était devenue une voix superstitieuse ; la musique légère des intermèdes de Ben Jonson excitait, disait-on, à la débauche ; une moitié des beaux tableaux de l'Angleterre était considérée comme idolâtre, l'autre comme indécente. Le vrai puritain se devinait tout de suite, à son allure, à son habit, à ses cheveux plats, à la solennelle aigreur de son visage, à son œil levé au ciel, au son nasal de sa voix, et par-dessus tout à la forme de son langage, où se trouvaient, en toute occasion, les images et le style des saintes Écritures. Des tournures de phrase hébraïques introduites violemment dans notre langue, des métaphores empruntées à la plus hardie poésie lyrique des temps bibliques, et appliquées aux usages communs de la vie anglaise, distinguaient surtout cette espèce de jargon, et contribuèrent, non sans raison, à attirer sur cette secte la dérision des prélatistes et celle des libertins.

Ainsi continua à s'étendre, pendant le premier quart du XVII[e] siècle, le schisme politique et religieux qui avait pris naissance au XVI[e]. Des théories tendant au despotisme turc avaient cours à Whitehall ; des théories tendant au républicanisme étaient en faveur auprès d'un grand nombre de membres des Communes. Les prélatistes violents ne faisaient qu'un, dans leur zèle pour les prérogatives de la couronne, les puritains violents ne faisaient qu'un, dans leur zèle pour les prérogatives du parlement, et les deux partis étaient animés d'une haine bien plus forte que celle qui existait, dans la génération précédente, entre catholiques et protestants.

Pendant que les esprits étaient ainsi travaillés, le pays, après une paix de plusieurs années, allait s'engager dans une guerre qui demandait de grands efforts. Cette guerre hâta l'approche de la crise constitutionnelle. Il fallait que le roi eût une armée respectable, et il ne pouvait se la procurer sans argent ; l'argent, il ne pouvait l'obtenir sans le consentement du parlement. Il s'ensuivait donc qu'il devait gouverner selon les vœux de la chambre des Communes, ou se hasarder dans la violation des lois fondamentales du pays, violation que n'avaient osé essayer depuis des siècles ses prédécesseurs. Les Plantagenets et les Tudors avaient bien, il est vrai, quelquefois comblé un déficit dans leurs revenus par des emprunts ou volontaires ou forcés,

mais ces expédients furent toujours d'une nature temporaire. Fournir aux dépenses d'une longue guerre par une taxe régulière imposée sans le consentement des États du royaume, eût été un moyen que Henri VIII lui-même n'eût pas osé employer. Il semblait donc que l'heure décisive approchât, et que le parlement anglais dût, ou partager le sort des assemblées du continent, ou prendre un ascendant suprême dans l'État.

C'est dans cette conjoncture que la mort vint frapper le roi Jacques. Charles I[er] lui succéda. Il avait reçu de la nature une intelligence plus ouverte, une volonté plus forte, un caractère à la fois plus ferme et plus perspicace que son père. Héritier de ses théories politiques, il avait, plus que lui, la volonté de les appliquer. Comme son père, il était zélé pour l'épiscopat; il était, de plus, ce que son père n'avait jamais été, un ardent arminien, et, sans être papiste, il préférait un papiste à un puritain. Il serait injuste de lui refuser quelques-unes des qualités qui font les bons et même les grands princes. Il écrivait et parlait sa langue, non comme son père, avec une recherche pédagogique, mais avec l'élégance classique d'un gentilhomme accompli; son goût en littérature et dans les beaux-arts était irréprochable; ses manières étaient dignes, sans être cependant gracieuses; sa vie domestique était sans tache. Un manque complet de bonne foi fut la cause de ses malheurs et souille encore sa mémoire. C'était comme une incurable inclination qui le poussait aux moyens sombres et détournés. On ne comprend pas comment sa conscience, souvent délicate quand il s'agissait de petites choses, ne lui reprochait pas ce vice; on est forcé de croire que chez lui la perfidie n'était pas seulement le produit de la nature et de l'habitude, mais bien la conséquence de principes arrêtés. Il semble avoir appris des théologiens pour lesquels il professait le plus d'estime, qu'entre lui et ses sujets il ne pouvait exister aucun contrat mutuellement obligatoire; qu'il ne pouvait pas, même s'il l'eût voulu, se démettre de son autorité despotique; que chacune de ses promesses impliquait naturellement la restriction, qu'elle pouvait être annulée en cas de nécessité, et que de cette nécessité il était seul juge.

Ici commence la partie dangereuse où se jouèrent les destinées du peuple anglais. Du côté des Communes, elle fut conduite avec aigreur, peut-être, mais avec une dextérité, un sang-froid et une persévérance admirables. Cette Chambre avait à sa tête des hommes d'État qui regardaient loin derrière et devant eux. Ils étaient résolus à placer le roi dans une situation telle, qu'il fût obligé de gouverner conformément aux vœux du parlement, ou de faire une attaque violente aux

principes les plus sacrés de la constitution. Ils ne lui accordèrent donc des subsides qu'avec une grande parcimonie. Le roi sentit alors qu'il devait gouverner de concert avec la chambre des Communes, ou se mettre au-dessus des lois. Son choix fut bientôt fait. Il prononça la dissolution de son premier parlement et leva des taxes de sa propre autorité. Un second parlement convoqué se montrant plus intraitable que le premier, il eut recours au même expédient; le renvoya à son tour, leva des taxes sans une ombre de légalité, et mit en prison les chefs de l'opposition. Un nouveau grief, particulièrement pénible au sentiment national, insupportable aux habitudes anglaises, et qui paraissait d'un terrible augure aux hommes clairvoyants, vint exciter encore le mécontentement et l'alarme : des compagnies de soldats furent placées, par billets de logement, dans les maisons des citoyens, et, dans quelques localités, la loi martiale fut substituée à l'ancienne jurisprudence du royaume.

Charles convoqua un troisième parlement, et s'apercevant bientôt que l'opposition y était plus forte et plus audacieuse que jamais, il se décida à changer de tactique. Au lieu d'opposer une résistance inflexible aux demandes des Communes, il finit, après de longues discussions évasives, par consentir à un compromis qui, s'il y eût été fidèle, aurait empêché une longue série de malheurs. Le parlement lui accorda alors d'amples subsides; et le roi, de son côté, ratifia, de la manière la plus solennelle, cette loi célèbre connue sous le nom de « Pétition des Droits, » et qui est encore la seconde Grande Charte des libertés d'Angleterre. Par cette ratification, Charles s'engageait pour l'avenir à ne jamais lever d'impôts sans le consentement des assemblées, à ne jamais emprisonner personne que par l'autorité de la loi, à ne jamais soumettre son peuple à la juridiction des cours martiales.

Le jour où, après bien des délais, la sanction royale fut donnée solennellement à ce grand acte, fut un jour de joie et d'espérance. De nombreux membres de la chambre des Communes présents à la barre de la chambre des Lords, firent éclater leurs acclamations, aussitôt que l'officier public eut prononcé l'ancienne formule par laquelle, depuis des siècles, nos princes déclaraient leur assentiment aux vœux des États du royaume. La capitale et le peuple entier firent écho à ces acclamations. Mais trois semaines ne s'étaient pas écoulées, qu'il devint manifeste que Charles n'avait aucune intention d'observer le traité. On leva les subsides accordés par les représentants de la nation, mais on ne tint pas la promesse qui les avait fait accorder. Un violent conflit s'ensuivit. Le parlement fut dissous, d'une manière qui prou-

vait le déplaisir du roi. Quelques-uns de ses membres les plus distingués furent de nouveau jetés en prison, où l'un d'eux, sir John Elliot, mourut après des années de souffrances.

Charles, néanmoins, n'osait entreprendre de lever de sa propre autorité, des taxes suffisantes pour continuer la guerre; il se hâta donc de faire la paix avec ses voisins, et se consacra complétement à la politique intérieure.

Une ère nouvelle s'ouvrit. Bien des rois d'Angleterre avaient commis jusque-là des actes inconstitutionnels, mais aucun n'avait entrepris systématiquement d'arriver au despotisme et de réduire les parlements à l'état de nullité. C'était là pourtant le but que Charles se proposait. De mars 1629 jusqu'en avril 1640, il n'y eut pas de convocation des Chambres. Notre histoire ne présente aucun exemple d'un intervalle de onze années entre deux sessions de parlements; une fois seulement il y eut un intervalle de cinq années. Ce fait seul est suffisant pour réfuter ceux qui prétendent que Charles ne fit que suivre les traces des Plantagenets et des Tudors.

Il est prouvé par le témoignage des plus zélés défenseurs du roi, que durant cette époque de son règne, il viola les articles de la Pétition des Droits, non pas temporairement, mais constamment et systématiquement; qu'il leva la majeure partie des impôts sans aucune autorité légale, et que, sans l'intervention d'aucun tribunal, les personnes qui faisaient obstacle à son gouvernement étaient jetées en prison.

Pour de tels faits, l'histoire doit surtout rendre le roi lui-même responsable. Depuis la dissolution du troisième parlement, il fut son premier ministre, ayant seulement à la tête des différents départements des hommes dont le caractère et les talents convenaient à ses projets.

Thomas Wentworth, successivement créé lord Wentworth et comte de Strafford, homme d'une grande habileté, éloquent, courageux, mais impérieux et cruel, fut son conseiller et son confident, dans les affaires politiques et militaires. Il avait été un des membres les plus distingués de l'opposition, et éprouvait pour les hommes qu'il avait abandonnés cette haine toujours caractéristique des apostats. Connaissant à fond les sentiments, les ressources et la politique du parti auquel il avait récemment appartenu, il avait formé un plan profondément médité, et qui fut bien près de renverser les habiles projets des hommes d'État qui dirigeaient l'opposition dans la chambre des Communes. C'est à ce plan que, dans sa correspondance confidentielle,

il donne le nom expressif de «*fond-en-comble*» (*thorough*). Son but était de faire en Angleterre tout ce que faisait Richelieu en France, et même plus; de rendre Charles aussi absolu qu'aucun monarque du continent; de mettre la fortune et la liberté de tous à la discrétion de la couronne; de priver les tribunaux de toute autorité indépendante, même dans les questions de droit civil entre citoyens, et enfin de punir sans merci tous ceux qui murmureraient des actes du gouvernement, ou qui en appelleraient à un tribunal quelconque, même de la manière la plus convenable et la plus régulière[1].

Tel était son but; et il voyait distinctement quel chemin pouvait l'y conduire. Il y a dans toutes ses idées, il faut l'avouer, une clarté, une cohérence, une précision qui l'eussent rendu digne de la plus grande admiration, s'il n'eût pas eu en vue un résultat pernicieux pour son pays et pour son roi. Il vit tout d'abord qu'il n'y avait qu'un moyen de mettre à exécution ses vastes et audacieux projets : ce moyen, c'était une armée permanente. Ce fut donc à la formation de cette armée qu'il consacra toute l'énergie et toutes les puissances de son esprit. En Irlande, où il était vice-roi, il réussit complétement à établir le despotisme militaire, non-seulement sur la population aborigène, mais encore sur les colons anglais; si bien qu'il se vantait que, dans cette île, le roi était aussi absolu qu'aucun prince du globe[2].

A la même époque, l'administration ecclésiastique était principalement dirigée par William Laud, archevêque de Canterbury. De tous les prélats de l'église anglicane, Laud était celui qui s'était le plus séparé des principes de la réformation et le plus rapproché des idées de Rome. Plus éloigné de la théologie calviniste que ne l'étaient les Armiens de Hollande, son goût pour les cérémonies, son respect pour les saints jours, les vigiles et les lieux en vénération, son aversion mal déguisée pour le mariage des prêtres, le zèle ardent et intéressé avec lequel il soutenait les prétentions du clergé au respect des laïques, eussent suffi pour faire de lui l'objet de la haine des Puritains, n'eût-il employé que des moyens modérés et légaux. De plus, avec une intelligence étroite et peu d'habitude du monde, naturellement brusque, irritable, souffrant impatiemment la moindre atteinte

1. La correspondance de Wentworth me semble corroborer tout ce que je viens de dire. Citer tous les passages qui m'ont conduit à ma conclusion, serait impossible. Du reste, il eût été difficile de faire un meilleur choix de citations que le choix fait par M. Hallam. J'indiquerai, néanmoins, à l'attention du lecteur le rapport très-remarquable de Wentworth sur les affaires du Palatinat. Il porte la date du 31 mars 1637.

2. Ce sont les propres expressions de Wentworth. Voir sa lettre à Laud, en date du 16 décembre 1634.

à sa dignité, sans sympathie pour les souffrances des autres, il était imbu d'une erreur commune à tous les hommes superstitieux, qui lui faisait confondre les accès d'une humeur acariâtre et chagrine avec les élans d'une piété zélée. Sous son administration, chaque coin du royaume était soumis à une surveillance constante et minutieuse; les plus petites congrégations de dissidents étaient pourchassées et dissoutes; les pratiques religieuses, même dans l'intérieur des familles, n'échappaient pas à la vigilance de ses espions. La crainte qu'inspiraient ses rigueurs était telle, que la haine invétérée pour l'Église, qui gonflait tant de poitrines, se dissimulait d'ordinaire sous une apparence d'obéissance. A la veille même de troubles désastreux pour son ordre et pour lui-même, les évêques de diocèses considérables lui écrivaient encore qu'on ne pouvait trouver un seul dissident dans leur juridiction [1].

Les tribunaux n'offraient aucune protection contre la tyrannie ecclésiastique et civile de cette époque. Les juges de la loi commune, n'exerçant leurs fonctions que selon le bon plaisir du roi, étaient scandaleusement complaisants. Cependant, quelque complaisants qu'ils se montrassent c'étaient encore des instruments moins actifs et moins dévoués au pouvoir arbitraire, qu'une autre espèce de tribunaux, dont le souvenir, après plus de deux cents ans, est encore vivant et abhorré de la nation. En tête de ces cours aussi puissantes qu'infâmes, on comptait la Chambre-Étoilée et la Haute-Commission : la première, inquisition politique; la seconde, inquisition religieuse. Ni l'une ni l'autre ne faisaient partie de l'ancienne constitution d'Angleterre. La première avait été remodelée, la seconde avait été établie par les Tudors. Leur pouvoir, avant l'avénement de Charles, était sans doute étendu et formidable, mais bien faible cependant, si on le compare à celui qu'elles avaient usurpé depuis. Guidées surtout par l'esprit violent de l'archevêque-primat et ne craignant plus le contrôle du Parlement, elles déployèrent une rapacité, une violence, une énergie malfaisante inconnue de tout temps. Avec leur aide, le gouvernement put imposer des amendes, jeter dans les cachots, attacher au pilori, mutiler sans obstacle. Les comtés du nord étaient soumis à un conseil spécial, siégeant à York, sous la présidence de Wentworth, et muni, au mépris de la loi, et par un simple acte de la prérogative royale, de pouvoirs, pour ainsi dire, illimités. Tous ces tribunaux insultaient et défiaient l'autorité de Westminster-Hall, et les royalistes les plus distingués n'ont pu s'empêcher

1. Voyez son rapport à Charles Ier, année 1639.

de désapprouver leurs excès quotidiens. Clarendon nous apprend que dans le royaume, il existait à peine un homme marquant qui n'eût éprouvé personnellement la rapacité et la cruauté de la Chambre-Étoilée; quant à la Haute-Commission, personne en Angleterre, dit-il, ne s'en dira le défenseur; et quant au Conseil d'York, sa tyrannie au delà de la Trent, y avait virtuellement annulé la Grande Charte.

En tous points, un seul excepté, le gouvernement d'Angleterre était alors aussi despotique que celui de la France, mais cette exception avait une grande importance : l'Angleterre était encore sans armée permanente. Il n'y avait donc aucune certitude que tout ce système tyrannique ne fût renversé en un seul jour; et si l'autorité royale imposait des taxes pour l'entretien d'une armée, il était probable qu'alors la résistance deviendrait formidable et immédiate. Cette difficulté, plus que toute autre, embarrassait les projets de Wentworth. Finch, le garde des sceaux, lui recommanda, de concert avec d'autres légistes employés par le gouvernement, un expédient qui fut adopté avec empressement. Les anciens princes d'Angleterre sommaient au besoin les habitants des comtés limitrophes d'Écosse, de s'armer et de s'organiser pour la défense de leurs frontières, ils avaient aussi exigé quelquefois que les comtés maritimes fournissent des vaisseaux pour la défense des côtes, et au lieu de vaisseaux on avait parfois accepté de l'argent. C'est cette coutume que le gouvernement se décida non-seulement à faire revivre, mais à étendre. Autrefois c'était toujours en temps de guerre qu'on levait cet impôt; il s'agissait maintenant de l'exiger en temps de paix. Même dans les guerres les plus désastreuses, les rois précédents n'avaient exigé l'impôt maritime que des provinces cotières; il s'agissait maintenant de le demander aussi aux comtés de l'intérieur. Enfin, cette taxe qu'on n'imposait jadis que pour la défense maritime du pays; maintenant, de l'aveu même des royalistes, on le levait dans le but, non d'armer une flotte, mais de fournir au roi des subsides qu'il pourrait accroître et employer à son gré.

La nation entière prit l'alarme et fut exaspérée. John Hampden, riche gentilhomme du comté de Buckingham, homme considérable dans son voisinage, mais généralement peu connu eut le courage de se poser en face du pouvoir gouvernemental et de prendre sur lui le risque et les dépenses d'un débat contradictoire sur la prérogative que la couronne voulait s'arroger. Ce fut à la cour de l'Échiquier que la discussion eut lieu; et devant ces juges dépendants et serviles, les arguments opposés aux prétentions du roi parurent tellement forts,

que Hampden ne fut condamné qu'à la majorité la plus faible. Encore était-ce une majorité. Les interprètes de la loi venaient donc de déclarer qu'une lourde et productive taxe pouvait être imposée par le roi. Wentworth observa avec justice qu'il n'était possible d'admettre ce jugement que par des raisons qui conduisaient directement à cette conclusion que les juges n'avaient pas osé tirer : si un impôt pouvait être légalement levé, sans le consentement du parlement, pour le maintien d'une flotte, on ne pouvait guère nier que le même droit existât de lever un impôt, sans le consentement du parlement, pour le maintien d'une armée.

Cette décision des juges augmenta la colère du peuple. Un siècle plus tôt, une irritation moins grave eût produit un soulèvement général; mais le mécontentement ne se changeait plus aussi promptement en rébellion. La civilisation et la richesse nationale avaient fait pendant de longues années de constants progrès, et pendant les soixante-dix ans qui s'étaient écoulés depuis que les puissants comtes du nord s'étaient soulevés contre Élisabeth, il n'y avait pas eu de guerres civiles. Jamais on n'avait vu en Angleterre un aussi long intervalle sans luttes intestines; les hommes s'étaient habitués aux soins de pacifiques industries, et tout exaspérés qu'ils fussent, ils hésitèrent longtemps avant de se décider à tirer l'épée.

Ce fut le moment où les libertés de notre pays coururent le plus grand péril. L'opposition commençait à désespérer des destinées de la patrie, et jetait déjà les yeux sur les solitudes de l'Amérique comme le seul asile où l'on pût jouir de la liberté civile et religieuse. C'était là que quelques Puritains résolus, bravant pour leur religion les dangers de l'Océan et les fatigues de la vie sauvage, affrontant la dent des bêtes féroces et le tomahawk d'hommes plus féroces encore, avaient bâti, au milieu de forêts primitives, des villages qui sont maintenant d'opulentes cités, et qui, à travers tous les changements, ont conservé jusqu'à ce jour quelque chose du caractère de leurs premiers fondateurs. Le gouvernement n'éprouvait qu'aversion pour cette colonie naissante. Il essaya, par la violence, de mettre un terme à l'émigration; mais il ne put empêcher la vieille Angleterre de fournir de tous côtés à la nouvelle, de vaillantes, religieuses et nombreuses recrues. Wentworth triomphait alors à l'approche du succès de son système. Quelques années probablement devaient suffire à l'exécution complète de ses desseins. Par une stricte économie et en évitant soigneusement toute collision avec les puissances étrangères, il pouvait payer les dettes de la couronne, avoir des fonds suffisants pour le maintien

d'une grande force militaire, et avec cette force militaire dompter facilement l'esprit réfractaire de la nation.

A ce moment de crise, un acte de folle bigoterie changea subitement la face entière des affaires publiques. Si le roi avait été prudent, il aurait suivi une politique sage et calmante à l'égard de l'Écosse, au moins jusqu'à ce qu'il eût été maître du midi; car l'Écosse était, de toutes ses possessions, celle dans laquelle il était le plus à craindre qu'une étincelle produisît une flamme, et cette flamme une conflagration générale. Il n'avait pas à redouter, il est vrai, à Édimbourg, la même espèce d'opposition constitutionnelle qui se montrait à Westminster. Le parlement de son royaume du nord était un tout autre corps que celui qui portait le même nom en Angleterre : sa constitution était défectueuse, sa considération presque nulle, et jamais son opposition n'avait sérieusement gêné les prédécesseurs de Charles. Les trois États siégeaient dans la même assemblée; les représentants des bourgs n'y étaient considérés que comme des dépendants de la grande noblesse. Aucun acte ne pouvait être introduit sans l'approbation des « Lords des Articles, » espèce de comité nommé de fait, sinon de droit, par la couronne. Mais bien que le parlement écossais fût obéissant, les Écossais n'en étaient pas moins turbulents et ingouvernables. Ils avaient égorgé le premier Jacques dans son appartement; ils s'étaient révoltés mainte fois contre Jacques II; ils avaient tué Jacques III sur le champ de bataille; leur désobéissance avait brisé le cœur de Jacques V; ils avaient déposé et emprisonné Marie; ils avaient tenu son fils en captivité, et leur caractère était encore aussi intraitable que jamais. Leurs habitudes étaient rudes et martiales. Une guerre de rapine n'avait cessé de régner sur la frontière méridionale et dans les terres situées entre les montagnes et les plaines; partout l'Écossais était habitué à se charger de sa propre vengeance. Quelle qu'eût été leur ancienne fidélité à leurs souverains, la longue absence des deux derniers rois l'avait complétement refroidie. Deux catégories de mécontents, les propriétaires du sol et les prédicateurs, se partageaient l'influence sur l'esprit public; les seigneurs terriens étaient encore animés du même esprit qui avait souvent poussé les anciens Douglas à résister aux anciens Stuarts, les prédicateurs avaient hérité des opinions républicaines et du courage invincible de Knox. Le sentiment national et religieux du peuple avait été blessé. Les Écossais de toutes les classes se plaignaient que leur pays, qui avait si glorieusement défendu son indépendance contre les plus capables et les plus braves des Plantagenets, fût devenu, en réalité sinon en droit, une province

anglaise, par le fait de leurs princes écossais. Nulle part en Europe la discipline et la doctrine calviniste n'avaient pris aussi profondément racine dans l'esprit public. La grande masse du peuple portait à l'église romaine une haine qu'on pourrait à juste titre dire féroce, et l'église anglicane, qui leur semblait s'en rapprocher tous les jours davantage, excitait presque autant d'aversion.

Le gouvernement désirait depuis longtemps étendre l'anglicanisme à l'île entière, et dans ce but il avait déjà fait plusieurs changements particulièrement désagréables au sentiment presbytérien. Il était cependant une innovation, la plus hasardeuse de toutes, parce qu'elle ne pouvait manquer de frapper l'esprit du peuple, qu'on n'avait pas encore osé essayer. La forme du culte public avait été jusqu'alors agréable à la nation; Charles et Laud résolurent de faire adopter en Écosse la liturgie anglicane, ou plutôt une liturgie qui n'en différait que par des côtés qui la rendaient encore plus odieuse aux protestants rigides.

C'est à cette mesure conseillée par un inutile excès de tyrannie, par une ignorance criminelle ou un mépris plus criminel encore du sentiment public, que notre pays est redevable de sa liberté. La première célébration de ces cérémonies étrangères produisit une émeute, et de l'émeute naquit une révolution. Le patriotisme, l'ambition, le fanatisme se fondirent en un torrent impétueux; la nation tout entière prit les armes. La puissance anglaise pouvait bien suffire alors, comme elle le fit plus tard, à dompter l'Écosse; mais les sympathies religieuses de bon nombre d'Anglais étaient du côté des insurgés; et il en était beaucoup qui, sans éprouver le moindre scrupule à l'endroit des génuflexions, du chant, des surplis et des autels, n'en voyaient pas moins avec plaisir les progrès d'une rébellion qui paraissait devoir anéantir les projets arbitraires de la cour et rendre nécessaire la convocation des parlements.

Nous ne devons pas considérer Wentworth comme responsable des résultats de cette extravagante tentative[1], qui bouleversait ses plans; néanmoins il n'était pas dans son caractère de conseiller la concession. On essaya de vaincre l'insurrection par l'épée; mais les forces militaires disponibles et la capacité du roi ne s'élevaient pas à la hauteur de l'entreprise. Imposer de nouvelles taxes à l'Angleterre au mépris de la loi, et dans un pareil moment, eût été folie; on n'avait donc de ressource que dans un parlement, et au printemps de 1640, il fut en effet convoqué.

1. Voyez sa lettre au comte de Northumberland, en date du 30 juillet 1638.

L'espoir de voir bientôt rétablir un gouvernement constitutionnel et d'obtenir le redressement des griefs, avait changé les dispositions de la nation. La nouvelle chambre des Communes se trouva être plus modérée et plus respectueuse pour le trône qu'aucun des parlements précédents, en remontant jusqu'au règne d'Élisabeth. Les royalistes les plus purs louèrent sa modération, qui, d'un autre côté, semble avoir causé un grand dépit et un grand désappointement aux chefs de l'opposition. Mais il était dans les habitudes de Charles, habitudes certes aussi impolitiques que peu généreuses, de refuser tout acquiescement aux vœux de son peuple, à moins qu'ils ne fussent exprimés d'un ton menaçant. Aussitôt donc que les Communes se montrèrent disposées à prendre en considération les malheurs qui accablaient le pays depuis onze années, le roi prononça la dissolution avec des marques non équivoques de son mécontentement.

Entre la dissolution de cette assemblée éphémère et la réunion de celle à jamais mémorable qui fut connue sous le nom de *Long-Parlement*, il s'écoula quelques mois, pendant lesquels le joug s'appesantit plus que jamais sur la nation, dont l'esprit d'opposition s'animait aussi davantage. Des membres de la chambre des Communes appelés devant le conseil privé pour y donner des explications sur leur conduite, ayant refusé de répondre, furent jetés en prison. La taxe maritime (*ship money*) se prélevait avec une rigueur toujours croissante, et le lord maire de Londres ainsi que les sheriffs furent menacés d'emprisonnement pour négligence dans la collection des recettes. Le raccolage se faisait de force, et des exactions se commettaient dans les comtés pour la solde et l'entretien de l'armée. Enfin la torture, qui toujours avait été illégale, et qui récemment encore venait d'être interdite même par les juges serviles de cette époque, fut appliquée en mai 1640, heureusement pour la dernière fois.

Tout dépendait donc du résultat des opérations militaires du roi contre l'Écosse. Parmi ses troupes, il y avait peu de ce sentiment qui sépare le soldat de la masse du peuple et l'attache au drapeau. Son armée, composée en grande partie de jeunes gens regrettant la charrue dont ils avaient été arrachés par la violence, et imbus des sentiments religieux et politiques alors répandus dans le pays, étaient plus formidables pour leurs chefs que pour l'ennemi. Les Écossais encouragés par les meneurs de l'opposition anglaise, et ne trouvant qu'une faible résistance de la part des troupes royales, passèrent le Tweed et le Tyne et vinrent camper aux confins du comté d'York. Les murmures de mécontentement se changèrent alors en cris d'indigna-

tion tels, que l'effroi s'empara de tous les esprits : Strafford seul resta fidèle à son système de « fond-en-comble », et montra dans cette extrémité une nature si despotique et si cruelle, que ses propres soldats furent sur le point de le mettre en pièces.

Il ne restait plus qu'un expédient, qui, selon l'idée du roi, pouvait lui épargner la douleur de se trouver en face d'une nouvelle chambre des Communes. Il avait moins d'aversion pour la chambre des Lords; les évêques lui étaient dévoués; et quoique les pairs temporels fussent en général mécontents de son administration, ils étaient cependant, par leur position élevée, tellement intéressés au maintien de l'ordre et à la stabilité des anciennes institutions, qu'il n'était guère probable qu'ils réclamassent des réformes étendues. S'écartant donc d'une règle observée depuis des siècles, il convoqua un grand conseil, composé de pairs seulement. Mais ceux-ci furent trop prudents pour assumer les fonctions inconstitutionnelles dont il voulait les revêtir. Laissé sans argent, sans crédit, sans autorité même dans son propre camp, il céda à la pression de la nécessité. Le parlement fut convoqué, et les élections prouvèrent que la défiance et la haine qu'on portait au gouvernement avaient fait d'effrayants progrès depuis le printemps.

Ce fut en novembre 1640, que se réunit ce fameux parlement qui, malgré bien des fautes et bien des revers, a de justes droits au respect et à la reconnaissance de tous ceux qui, dans le monde, jouissent des bienfaits d'un gouvernement constitutionnel.

Pendant l'année suivante, aucune division importante d'opinion ne se manifesta dans les deux Chambres. L'administration civile et ecclésiastique avait été, durant une période de près de douze années, tellement oppressive et inconstitutionnelle, que même les classes de la société qui sont naturellement portées du côté de l'ordre et de l'autorité, se montraient, elles aussi, avides de réformes populaires et voyaient avec bonheur faire justice des instruments de la tyrannie. Une loi arrêta qu'il ne s'écoulerait jamais plus de trois ans d'intervalle entre deux sessions de parlements, et elle ordonnait aux officiers électoraux de réunir de leur propre autorité les grands corps constituants de la nation, pour le choix de leurs représentants, si, en temps convenable, les lettres closes du roi n'avaient pas été publiées. La Chambre-Étoilée, la Haute-Commission, le Conseil d'York furent abolis. On mit en liberté les hommes qui gémissaient au fond des cachots après avoir subi de cruelles mutilations. La vengeance impitoyable du peuple s'abattit sur les principaux ministres de la couronne. Le garde des sceaux,

l'archevêque-primat, le lord-lieutenant furent décrétés d'accusation. Finch échappa par la fuite, Laud fut jeté dans la Tour, Strafford fut accusé et enfin mis à mort, en vertu d'un acte d'*attainder*. Le jour même où cet acte passa, le roi donnait sa sanction à la loi par laquelle il ne se reconnaissait pas le droit d'ajourner, proroger, ou dissoudre le parlement sans le consentement des deux Chambres.

Après dix mois d'un travail assidu, les Chambres s'ajournèrent pour peu de temps, en septembre 1641, et le roi alla visiter l'Écosse. Ce ne fut pas sans difficulté qu'il pacifia ce royaume, en consentant non-seulement à l'abandon de ses plans de réforme ecclésiastique, mais encore en publiant, d'assez mauvaise grâce, un acte où il déclarait que l'épiscopat était contraire à la parole de Dieu.

Les vacances du parlement durèrent six semaines. Le jour de leur réunion est une des plus remarquables époques de notre histoire; car c'est de ce jour que date l'existence des deux grands partis, qui, depuis, ont toujours alternativement gouverné le pays. La séparation, qui ne devint qu'alors évidente, avait, il est vrai, existé de tout temps et existera toujours; car elle a son origine dans la diversité de caractères, d'intelligences, d'intérêts qu'on retrouve dans toutes les sociétés, et qu'on y retrouvera aussi longtemps que l'esprit humain sera attiré dans des directions opposées par les charmes de l'habitude ou l'attrait de la nouveauté. Nous retrouvons cette séparation en politique, en littérature, dans les arts, dans les sciences, en médecine, en mécanique, dans la navigation et l'agriculture, dans les mathématiques même. Partout, nous trouvons une classe d'individus attachés passionnément à tout ce qui est ancien, et qui bien que convaincus par des raisons puissantes qu'une innovation serait avantageuse, n'y consentent qu'avec répugnance et crainte. Partout aussi, nous trouvons des hommes confiants dans leurs désirs, hardis dans leurs projets, poussant toujours en avant, prompts à discerner les imperfections de tout ce qui existe, considérant peu les difficultés et les risques qui accompagnent les améliorations, et disposés à regarder tout changement comme une amélioration. Il y a quelque chose de bon dans les sentiments de ces deux classes; mais ce qu'elles ont l'une et l'autre de meilleur se trouve aux environs de leur frontière commune : la portion extrême de l'une se compose de bigots radoteurs, la portion extrême de l'autre se compose d'imprudents et frivoles empiriques.

Il n'est pas douteux que même dans nos premiers parlements, on eût pu discerner des fractions désireuses de conserver, et des fractions ardentes à réformer. Mais la courte durée des sessions ne leur permet-

tait pas de s'organiser en partis permanents et de se donner des chefs reconnus, d'adopter des noms, des symboles, des cris de ralliement. Durant les premiers mois d'existence du Long-Parlement, l'indignation excitée par tant d'années d'une illégale oppression était si forte et si générale, que la chambre des Communes vota comme un seul homme. On abolit sans contestation une foule d'abus; et si une faible minorité du corps représentatif désira conserver la Chambre-Étoilée et la Haute-Commission, elle fut tellement dominée par l'enthousiasme, par la supériorité numérique des réformateurs, qu'elle se contenta de regretter secrètement des institutions qui ne pouvaient plus être défendues ouvertement, avec quelques chances de succès. Plus tard, les royalistes trouvèrent de leur intérêt d'antidater le jour où ils firent scission avec leurs adversaires et d'attribuer uniquement l'acte qui empêchait le roi de dissoudre et de proroger le parlement, l'acte triennal, la mise en accusation des ministres, et la condamnation de Strafford à cette faction qui plus tard déclara la guerre à la royauté. Mais cette prétention est dépourvue de bonne foi : toutes les mesures vigoureuses qui venaient d'être prises avaient été vivement appuyées par ceux-là mêmes qui dans la suite se trouvèrent à la tête des Cavaliers. Aucun républicain ne parla en termes plus sévères que ne le fit Colepepper, des irrégularités du gouvernement de Charles; le discours le plus remarquable en faveur de l'acte triennal, fut prononcé par Digby; l'acte d'accusation contre le garde des sceaux fut rédigé par Falkland, et ce fut Hyde qui, à la barre de la chambre des Lords, demanda que le lord-lieutenant fût mis au secret. Les signes de division ne devinrent visibles que lors de la discussion de la loi d'*attainder* contre Strafford, et même cette loi, que la nécessité suprême pouvait seule justifier, ne trouva tout au plus que soixante opposants dans la chambre des Communes. Il est certain que Hyde ne vota pas avec la minorité; il est certain que Falkland non-seulement vota avec la majorité, mais encore qu'il parla avec énergie en faveur de la loi. Même ceux que retenait le scrupule d'une condamnation à mort par un effet rétroactif de la loi, crurent devoir protester de leur aversion pour le caractère et la conduite de Strafford. Pourtant un schisme se cachait sous cette apparente concorde, et quand, en octobre 1641, le parlement se réunit de nouveau après sa courte vacance, deux partis opposés se trouvèrent en présence, partis essentiellement les mêmes que ceux qui, sous différents noms, se sont toujours disputé depuis, et se disputent encore la direction des affaires publiques. Pendant quelques années on les désigna sous le nom de Cavaliers et de Têtes-rondes,

plus tard on les appela Tories et Whigs. Cette dernière dénomination est encore en usage et le sera probablement longtemps encore.

Il ne serait pas difficile de faire de chacun de ces deux partis, soit un panégyrique soit une satire, car un homme, à moins d'être complétement dénué de jugement et de franchise, ne peut nier les taches qui souillent la réputation du parti auquel il appartient, et refuser de reconnaître que le parti opposé peut à juste titre se vanter de noms illustres, d'actions héroïques, et de grands services rendus à l'État. Le fait est que, quoique chacun d'eux se soit souvent trompé, l'Angleterre n'aurait pu se passer ni de l'un ni de l'autre. En effet, si dans ses institutions elle a su allier, à un point inconnu partout ailleurs, l'ordre et la liberté, les avantages qui naissent des innovations et ceux que produit le système de conservation, elle doit cette heureuse particularité aux ardents conflits et aux victoires alternatives de ces deux confédérations rivales d'hommes d'État; l'une zélée pour l'autorité et l'ancienneté, l'autre zélée pour la liberté et le progrès.

Nous devons remarquer que la différence qui existe entre ces deux grands partis politiques, a toujours été plutôt une différence de mesure que de principes. A droite et à gauche, il y avait des limites rarement dépassées. D'un côté, quelques enthousiastes étaient prêts à mettre aux pieds du roi toutes nos lois et toutes nos franchises; de l'autre côté, quelques enthousiastes, étaient déterminés à poursuivre, au milieu de troubles sans fin, le fantôme chéri de leur république; mais la grande majorité des partisans de la couronne était opposée au despotisme, comme la grande majorité des champions du droit populaire était opposée à l'anarchie. Deux fois dans le courant du XVII[e] siècle, les deux partis suspendirent les hostilités et unirent leurs forces dans une cause commune : leur première coalition restaura la monarchie héréditaire, la seconde sauva la liberté constitutionnelle.

Il faut aussi se rappeler que ces deux partis n'ont jamais composé la majorité de la nation. Entre eux il y a toujours eu la masse, qui jamais ne s'est attachée complétement ni à l'un ni à l'autre, qui souvent est restée inerte et neutre, et qui quelquefois a oscillé entre les deux. Cette masse a plus d'une fois, en quelques années, passé et repassé d'un extrême à l'autre. Parfois elle ne changea que par ennui de soutenir les mêmes hommes, d'autres fois parce qu'elle était épouvantée de ses propres excès, d'autres fois encore, parce qu'elle avait espéré des impossibilités, et qu'elle se trouvait désappointée. Mais lorsqu'elle a pesé de tout son poids dans l'une ou l'autre direction, la résistance s'est trouvée impossible.

Aussitôt que ces deux partis rivaux apparurent sous une forme un peu distincte, ils semblèrent se balancer assez également. Du côté du gouvernement, on pouvait compter une grande majorité de la noblesse et de ces gentilshommes opulents et bien nés, auxquels il ne manquait de la noblesse que le nom; avec les gens placés dans leur dépendance et de l'appui desquels ils disposaient à leur gré, ils formaient un corps assez puissant dans l'État; de plus il y avait le puissant parti du clergé, les deux universités et un nombre considérable de laïques attachés de cœur au gouvernement épiscopal et au rituel anglican. Ces différentes classes, fort respectables par elles-mêmes, se trouvaient mêlées à des alliés qui l'étaient bien moins. L'austérité des Puritains jeta dans la faction du roi tous ceux qui faisaient du plaisir leur affaire principale, qui aimaient la galanterie, les habits splendides et les arts d'agrément; à leur suite venaient cette foule de gens qui vivent des loisirs et des plaisirs des autres, depuis le peintre et le poëte comique jusqu'au danseur de corde et au saltimbanque; car ces derniers savaient bien qu'ils pouvaient prospérer sous un despotisme magnifique, mais qu'ils devaient mourir de faim sous la loi rigide des Puritains. Tous les catholiques jusqu'au dernier étaient aussi attachés au parti du roi. La reine, une fille de France, était leur coreligionnaire. Personne n'ignorait que son mari lui était profondément attaché, et qu'il était même soumis à son influence. Quoique, sans aucun doute, il fût protestant par conviction, Charles ne montrait aucune répugnance pour les docteurs de l'ancienne religion, et il leur eût volontiers accordé plus de tolérance qu'il n'était disposé à en accorder aux presbytériens. Si l'opposition obtenait le dessus, au contraire, il est probable que les lois sanguinaires portées contre les papistes du temps d'Élisabeth, seraient strictement appliquées. Les catholiques avaient donc de bonnes raisons d'épouser la cause de la cour. Ils agirent en général avec assez de prudence pour se faire accuser de tiédeur et de lâcheté; mais il est probable qu'en maintenant cette réserve, ils consultèrent les intérêts du roi aussi bien que les leurs. En se faisant remarquer parmi ses amis, ils ne lui eussent pas rendu service.

L'opposition tirait principalement sa force des petits propriétaires campagnards, des négociants et des boutiquiers des villes, à côté desquels vint se placer une formidable minorité de l'aristocratie, minorité qui comprenait les riches et puissants comtes de Northumberland, de Bedford, de Warwick, de Stamford, d'Essex et plusieurs autres lords aussi riches qu'influents. Dans les mêmes rangs se trouvaient tout le parti des protestants non-conformistes, et un grand nombre de mem-

bres de l'église anglicane adhérant encore aux idées calvinistes, qui, quarante ans auparavant, avaient été généralement adoptées par les prélats et le clergé. Les corporations municipales, à l'exception d'un très-petit nombre, se rangèrent du même côté : à la chambre des Communes l'opposition n'avait qu'une faible prépondérance.

Ni l'un ni l'autre des deux partis ne manquait d'arguments puissants pour soutenir les mesures qu'ils étaient disposés à adopter. Les raisonnements des royalistes les plus éclairés pouvaient se résumer ainsi : « Il est vrai que de grands abus ont existé, mais ils ont été « redressés; il est vrai que des droits précieux ont été envahis, mais « ils ont été reconnus depuis et entourés de nouvelles garanties. Les « sessions des États du royaume ont été, en violation des précédents « et de l'esprit de la constitution, interrompues pendant onze ans; mais « des mesures sont prises, pour qu'à l'avenir, il ne s'en écoule jamais « plus de trois d'une session à l'autre. La Chambre-Étoilée, la Haute-« Commission, le Conseil d'York nous opprimaient et nous spoliaient; « mais ces cours odieuses ont cessé d'exister. Le lord-lieutenant aspi-« rait à établir le despotisme militaire; mais il a payé sa trahison de « sa tête. L'archevêque-primat a souillé notre culte de rites papistes, « et puni nos scrupules avec une cruauté papiste; mais il attend dans « la Tour le jugement de ses pairs. Le garde des sceaux a sanctionné « un projet, par lequel la propriété de tout Anglais était mise à la merci « de la couronne; mais il a été disgracié, ruiné, et forcé de se réfugier « sur une terre étrangère. Les ministres de la tyrannie ont expié leurs « crimes. Les victimes de cette tyrannie ont été dédommagées de « leurs souffrances. Dans de telles circonstances, il serait imprudent « de persévérer dans une ligne de conduite qui était juste et néces-« saire, lors de notre première réunion, après un long laps de temps, « et quand l'administration n'était qu'une agglomération d'abus. Il est « temps de veiller, à ce que nous ne poursuivions pas tellement notre « victoire sur le despotisme, qu'elle nous précipite dans l'anarchie. Il « n'était pas en notre pouvoir de renverser les mauvaises institutions « sous lesquelles gémissait récemment notre pays, sans qu'il éprouvât « une de ces commotions qui ébranlent les bases d'un gouvernement. « Maintenant que ces institutions sont tombées, nous devons nous hâter « d'étayer l'édifice que notre devoir nous forçait naguère de battre en « brèche. Désormais donc notre sagesse doit consister à nous défier « des projets d'innovation et à garantir de tout envahissement les « prérogatives dont, pour le bien public, la loi a armé le souverain. »

Telles étaient les vues des hommes dont l'excellent Falkland peut

être regardé comme le chef. Des hommes non moins habiles et non moins vertueux, du côté opposé, répliquaient avec non moins de force : que la sécurité dont jouissait le peuple anglais était plus apparente que réelle, que les projets arbitraires de la cour reparaîtraient aussitôt que la vigilance de la chambre des Communes se relâcherait. Il est vrai, et ainsi raisonnaient Pym, Hollis, Hampden, que plusieurs bonnes lois avaient été passées ; mais si de bonnes lois eussent été suffisantes pour tenir en bride le roi, ses sujets n'eussent jamais eu de motifs valables de plainte contre son administration ; les derniers statuts n'avaient certainement pas plus d'autorité que la « Grande Charte » et la « Pétition des Droits ; » cependant ni la Grande Charte, toute consacrée qu'elle était par quatre siècles de vénération, ni la Pétition des Droits, toute sanctionnée qu'elle avait été, après mûres réflexions et sérieux examen, par Charles lui-même, n'avaient été une garantie suffisante de la liberté du peuple. Si le frein de la crainte disparaissait, si le feu de l'opposition s'éteignait, toutes les garanties des libertés anglaises se résumeraient bientôt en une seule, la parole royale ; et une longue et triste expérience avait prouvé qu'on ne pouvait se fier à la parole royale.

Les deux partis se regardaient ainsi l'un l'autre avec une prudente hostilité et sans avoir encore mesuré leurs forces, quand il arriva des nouvelles qui enflammèrent leurs passions et les confirmèrent dans leurs opinions. Les grands chefs de l'Ulster, qui à l'époque de l'avénement de Jacques avaient été, après une longue lutte, soumis à l'autorité royale, n'avaient pas longtemps supporté le joug de la dépendance et de l'humiliation ; ils avaient conspiré contre le gouvernement anglais, avaient été condamnés pour trahison, et leurs immenses domaines, confisqués par la couronne, avaient été peuplés par des milliers d'émigrants anglais et écossais. Ces nouveaux colons, bien supérieurs en intelligence et en civilisation à la population indigène, abusaient quelquefois de leur supériorité. L'animosité produite par la différence des races, s'augmentait encore de celle produite par la différence des religions. Sous la verge de fer de Wentworth, un murmure se faisait à peine entendre ; mais quand cette pression eut cessé, quand l'Écosse eut donné l'exemple d'une révolte couronnée de succès, quand l'Angleterre fut divisée par ses querelles domestiques, alors la rage longtemps contenue des Irlandais éclata en actes d'une effroyable violence. Tout à coup ils se soulevèrent contre les colons anglais, et une guerre dont le caractère national et la passion religieuse doublaient la férocité, désola bientôt l'Ulster et s'étendit aux provinces voisines. Le château

de Dublin était à peine sûr. Chaque courrier apportait à Londres des rapports exagérés d'outrages, qui, même en dehors de ces exagérations, étaient bien faits pour exciter l'horreur et la pitié. Ces fâcheuses nouvelles portaient au comble le zèle des deux partis qui manœuvraient l'un contre l'autre à Westminster. Les royalistes prétendaient que le premier devoir d'un bon Anglais et d'un bon protestant, dans une pareille crise, était de fortifier le pouvoir du souverain. Il semblait au contraire à l'opposition, par des motifs plus puissants que jamais, qu'il était nécessaire de contrecarrer et de restreindre cette autorité. Quand la patrie était en danger, on pouvait, on devait accorder de grands pouvoirs à un magistrat digne de confiance, mais lorsque ce magistrat était un ennemi public, il y avait nécessité de limiter sa puissance. Le but du roi avait toujours été de lever une grande armée; maintenant il fallait bien la lui donner, mais il était à craindre, qu'à moins que de nouvelles garanties ne fussent exigées, les forces accordées pour la réduction de l'Irlande, ne fussent employées contre les libertés de l'Angleterre. Mais ce n'était pas tout : un horrible soupçon, injuste sans doute, mais qui ne manquait pas de vraisemblance, s'était emparé des esprits. La reine était ouvertement catholique romaine; le roi n'était pas regardé par les Puritains, qu'il avait persécutés sans pitié, comme un protestant sincère, et sa duplicité était si notoire, qu'il n'était pas de perfidie dont ses sujets ne pussent avec quelque apparence de raison, le croire coupable. On ne tarda donc pas à dire que la rébellion des catholiques romains de l'Ulster, faisait partie d'une grande œuvre de ténèbres, combinée à Whitehall.

Ce fut, après quelques semaines de prélude, le 22 novembre 1641, qu'eut lieu le premier grand conflit parlementaire entre les deux partis, qui depuis se sont toujours disputé et se disputent encore le gouvernement de la nation. L'opposition proposa que la chambre des Communes présentât au roi un discours de remontrances, où elle énumérerait les fautes de son administration depuis son avénement, et exprimerait le manque de confiance que sa politique inspirait à son peuple. Cette assemblée, qui quelques mois auparavant avait été unanime à demander la réforme des abus, était maintenant divisée en deux fractions ardentes et jalouses, et d'une force presque égale. Après un orageux débat de plusieurs heures, la proposition passa à la faible majorité de onze voix.

Ce résultat était très-favorable au parti conservateur. Il n'était pas douteux, qu'à moins de quelque grande imprudence, il aurait prochainement la prédominance dans la chambre des Communes; il

l'avait déjà dans la chambre des Lords. Seulement, pour assurer son succès, il fallait que le roi montrât dans toute sa conduite du respect pour les lois et une scrupuleuse bonne foi à l'égard de ses sujets.

Ses premières mesures furent d'un bon augure. Il paraissait avoir enfin découvert qu'un changement complet de système était nécessaire et avoir pris son parti de ce qu'il ne pouvait empêcher. Il déclara sa détermination de gouverner de concert avec les Communes, et, pour cela, d'appeler dans son conseil les hommes dont le caractère et les talents avaient gagné leur confiance. Son choix fut heureux : Falkland, Hyde et Colepepper, tous les trois distingués par la part qu'ils avaient prise à la réforme des abus et à la punition des ministres coupables, furent choisis pour devenir les conseillers de la couronne, et Charles leur promit solennellement qu'il ne prendrait aucune mesure à l'égard de la chambre des Communes sans leur participation.

S'il eût tenu sa promesse, il n'est pas douteux que la réaction qui avait déjà fait de grands progrès, fût devenue bientôt aussi forte que pouvaient le désirer les plus zélés royalistes. Déjà les membres violents de l'opposition commençaient à désespérer de la fortune de leur parti, à trembler pour leur propre sûreté, et projetaient la vente de leurs propriétés, pour émigrer en Amérique. Si plus tard, la brillante perspective qui s'ouvrait devant le roi fut tout à coup obscurcie, si sa vie fut en proie à l'adversité et terminée par la violence, Charles ne put l'attribuer qu'à son manque de bonne foi et à son mépris de la loi.

Ce qui paraît prouvé, c'est qu'il détestait également les deux partis qui divisaient les Communes; et cela n'est point étonnant, car ces deux partis étaient animés, quoique dans des proportions différentes, de l'amour de la liberté et de l'amour de l'ordre. Les conseillers que la nécessité l'avait forcé à se donner n'étaient sous aucun rapport de son goût. Ils avaient été d'accord pour blâmer sa tyrannie, diminuer son pouvoir, punir ses ministres. Ils étaient prêts sans doute maintenant à défendre ses prérogatives légales par des moyens strictement légaux, mais ils eussent reculé d'horreur, à l'idée de faire revivre la politique de Wentworth. Dans l'esprit du roi, ils étaient des séditieux et des traîtres qui ne différaient de Pym et de Hampden que par un degré moindre de culpabilité.

En conséquence, quelques jours après qu'il eut promis aux chefs des royalistes constitutionnels qu'aucune mesure importante ne serait prise à leur insu, il forma le projet le plus considérable de sa vie, leur cacha soigneusement sa résolution et l'exécuta de manière à les couvrir de honte et de consternation. Il envoya porter à la barre de la

chambre des Lords par son *Attorney-general* un acte d'accusation de haute trahison contre Pym, Hollis, Hampden et plusieurs autres membres de la chambre des Communes. Non content de cette violation flagrante de la Grande Charte et des usages consacrés par des siècles, il alla en personne, accompagné d'hommes d'armes, pour s'emparer des accusés, dans l'intérieur de Westminster.

La tentative ne réussit pas; les membres accusés étaient sortis de la Chambre avant que Charles y entrât. Un subit et violent retour de l'esprit public s'ensuivit dans le parlement et dans le pays. Le jugement le plus favorable qui ait été porté sur la conduite du roi, dans cette occasion, par ses partisans les plus dévoués, est qu'il s'était lâchement laissé pousser à cette faute grossière par les conseils pernicieux de la reine et de ses courtisans. Mais la voix publique l'accusait hautement d'une culpabilité plus profonde. Au moment même où ses sujets, éloignés de lui depuis longtemps par sa vicieuse administration, s'en rapprochaient avec des sentiments de confiance et d'affection, il avait essayé de porter un coup mortel à leurs droits les plus chers, aux priviléges du parlement, au principe même de l'institution du jury; il avait montré qu'il considérait l'opposition à ses desseins arbitraires, comme un crime qui ne pouvait se laver que dans le sang; il avait manqué de parole, non-seulement à son grand conseil, à son peuple, mais encore à ses adhérents. Sans une circonstance fortuite, une lutte sanglante aurait pu s'engager autour du fauteuil du *Speaker*. Les membres les plus influents de la chambre des Communes sentirent que leur pouvoir et leur popularité n'étaient pas seuls compromis; leurs fortunes et leurs têtes dépendaient du succès de la lutte où ils étaient engagés, et le zèle déjà languissant du parti opposé à la cour se raviva en un instant. La nuit qui suivit l'agression, toute la cité de Londres fut en armes. En quelques heures, les routes qui conduisent à la capitale furent couvertes d'une multitude de campagnards armés, courant à toute bride vers Westminster avec les couleurs parlementaires à leurs chapeaux. A la chambre des Communes l'opposition devint tout à coup irrésistible; elle enleva par une majorité de plus de deux contre un, des résolutions d'une violence sans exemple. De nombreux corps de milice montaient la garde autour de Westminster-Hall. Les portes du palais royal étaient sans cesse assiégées par une multitude furieuse dont les insultes et les malédictions s'entendaient dans la chambre du roi, et que ses gentilshommes n'empêchaient même qu'avec peine de pénétrer dans les appartements. Si Charles fût resté plus longtemps dans sa capitale soulevée, il est probable que les

Communes auraient trouvé un biais pour le retenir prisonnier d'État, en l'entourant de formes extérieures de respect.

Il quitta Londres pour ne plus y revenir jusqu'à ce jour terrible et mémorable où il devait rendre compte de tout. On commença une négociation qui dura plusieurs mois; les partis adverses échangèrent accusations et récriminations; tout accommodement devenait impossible. Le roi était enfin sous le coup de ce châtiment qui ne manque pas d'atteindre les hommes adonnés au mensonge. En vain engageait-il sa parole royale et prenait-il le ciel à témoin de la sincérité de ses déclarations; des serments, des traités même, ne pouvaient plus effacer la défiance qu'il inspirait à ses adversaires. Ceux-ci étaient convaincus qu'ils ne pouvaient avoir de sécurité qu'autant que le roi serait sans pouvoir. Ils demandèrent donc qu'il abandonnât non-seulement les prérogatives qu'il avait usurpées en violation des anciennes lois et de ses promesses récentes, mais encore celles que les rois anglais possédaient de temps immémorial et possèdent encore de nos jours : ils décidèrent qu'un ministre ne pourrait être nommé, et qu'un pair ne pourrait être créé, sans l'assentiment des deux Chambres. Bien plus, le souverain devait se démettre de cette suprême autorité militaire qui de tout temps était un des apanages de la royauté.

On ne pouvait guère s'attendre à ce que Charles acceptât de semblables conditions tant qu'il aurait des moyens de résistance; cependant il est difficile d'admettre que prudemment les Chambres pussent exiger moins. Elles étaient réellement dans la position la plus embarrassante; la grande majorité de la nation était fermement attachée à la monarchie héréditaire; ceux qui avaient des opinions républicaines étaient peu nombreux, et n'osaient les avouer. On ne pouvait donc abolir l egouvernement royal. Il était évident cependant qu'on ne pouvait avoir aucune confiance dans le roi. Il eût été absurde à ceux qui savaient par preuves toutes récentes, qu'il était décidé à les anéantir, de se contenter de rédiger une nouvelle Pétition des Droits, et de recevoir de lui de nouvelles promesses semblables à celles qu'il avait déjà si souvent violées. Le manque d'une armée l'avait seul empêché de détruire de fond en comble la vieille constitution du royaume. Comme il devenait absolument nécessaire de lever une grande armée régulière pour la conquête de l'Irlande, c'eût été pure folie de le laisser en pleine possession de l'autorité militaire dont ses ancêtres avaient joui.

Quand un pays est dans la situation où se trouvait alors l'Angleterre, c'est-à-dire, quand la royauté est regardée avec amour et véné-

ration, mais que le roi y est détesté et n'inspire aucune confiance, la marche à suivre semble claire : conserver la royauté, changer le roi. C'est ce que firent nos ancêtres en 1399 et 1689. Si en 1642, il se fût trouvé un homme placé dans une position analogue à celle que Henri de Lancastre occupait lors de la déposition de Richard II, et que le prince d'Orange occupait lors de la déposition de Jacques II, il est probable que les Chambres eussent changé la dynastie, sans changer profondément la constitution. Le nouveau souverain de leur choix, ayant besoin de leur soutien, eût été forcé de gouverner selon leurs vœux et leurs idées. Mais il n'y avait pas de prince du sang royal dans le parti parlementaire ; et bien qu'il comptât dans ses rangs un grand nombre d'hommes d'une éminente habileté et d'un haut rang, il ne s'en trouvait aucun dont la supériorité fût telle qu'on pût songer à lui comme candidat à la couronne. Comme il fallait un roi, et qu'on n'en trouvait pas un nouveau, on fut forcé de laisser à Charles son titre royal, en en séparant naturellement toutes les prérogatives royales.

Quoique les changements constitutionnels proposés par le parlement paraissent exorbitants, lorsqu'on les formule distinctement en articles de capitulation, ils ne sont en réalité guère plus radicaux que ceux qu'effectua la révolution dans la génération suivante. Il est vrai qu'à la révolution le souverain ne fut pas légalement privé du choix de ses ministres, mais il est également vrai aussi que depuis la révolution pas un ministre n'a pu rester six mois en fonctions, s'il était en opposition aux idées de la chambre des Communes. Il est vrai que le souverain possède encore le droit de créer des pairs, et le droit plus important du commandement militaire ; mais il est également vrai que, dans l'exercice de ces pouvoirs, il a dû, depuis la révolution, se laisser guider par des conseillers qui possèdent la confiance des représentants de la nation. En réalité, les chefs du parti des Têtes-rondes, en 1642, et les hommes d'État qui, un demi-siècle plus tard, firent la révolution, avaient exactement le même objet en vue. C'était de mettre un terme aux contestations entre la couronne et le parlement, en livrant à ce dernier le contrôle suprême de l'administration exécutive. Les hommes d'État de la révolution y parvinrent indirectement en changeant la dynastie; les Têtes-rondes, en 1642, ne pouvant changer la dynastie, furent obligés de prendre une route plus directe pour atteindre leur but.

Nous ne pouvons guère nous étonner que les prétentions de l'opposition, entraînant, comme elles le faisaient, le transfert formel et

complet au parlement, de pouvoirs qui avaient toujours appartenu à la couronne, aient profondément blessé le grand parti que caractérisent le respect de l'autorité constituée et la peur des innovations violentes. Ce parti avait espéré récemment obtenir l'ascendant dans la chambre des Communes par des moyens pacifiques; cet espoir s'était évanoui. La duplicité du roi avait rendu irréconciliables ses anciens ennemis et rejeté dans les rangs des mécontents une foule d'hommes modérés, qui étaient sur le point de se rattacher à lui; elle avait si cruellement affligé ses meilleurs amis, que, pendant un temps, ils se tinrent à l'écart, dévorant en silence leur honte et leur ressentiment. Le moment était venu, néanmoins, où les royalistes constitutionnels devaient choisir entre deux dangers. Ils crurent plutôt de leur devoir de se rallier à un prince dont ils blâmaient la conduite passée, dont la parole ne leur inspirait aucune confiance pour l'avenir, que de laisser dégrader la royauté et changer entièrement l'organisation du royaume. C'est avec ces sentiments que se jetèrent dans les rangs du parti royal, des hommes dont les vertus et la capacité eussent fait honneur à toutes les causes.

Dans le mois d'août 1642, on tira l'épée; et bientôt on vit dans chaque comté du royaume deux factions hostiles, armées l'une contre l'autre. Il n'est pas facile de dire lequel des deux partis fut d'abord le plus formidable. Le Parlement avait pour lui Londres et les comtés environnants, un grand nombre de ports de mer et les villes principales; il commandait la flotte et disposait de la navigation de la Tamise; presque tous les arsenaux militaires étaient en son pouvoir, et il pouvait lever des impôts sur les denrées importées de l'étranger et sur quelques produits importants de l'industrie nationale. Le roi était mal pourvu d'artillerie et de munitions; les taxes, qu'il levait dans les campagnes qu'occupaient ses troupes, produisaient sans doute moins que ce que le Parlement retirait de la seule ville de Londres; sa principale ressource pécuniaire était la munificence de ses riches partisans, dont un grand nombre avaient hypothéqué leurs terres, mis en gage leurs bijoux et fait fondre leur argenterie, pour venir à son secours. Mais l'expérience a pleinement prouvé que la libéralité volontaire des individus, même aux jours des grands enthousiasmes, est une pauvre ressource financière, comparée à une taxation méthodique et sévère, qui ne regarde ni au bon ni au mauvais vouloir.

Charles, néanmoins, avait un avantage, qui, s'il eût su en profiter, aurait plus que compensé son manque d'argent et de munitions, et qui, nonobstant ses fautes, lui donna, pendant quelques mois, la

supériorité dans la guerre. Ses troupes se battirent d'abord beaucoup mieux que celles du Parlement. Les deux armées, il est vrai, étaient presque entièrement composées de gens qui n'avaient jamais vu un champ de bataille; cependant la différence entre elles était grande: l'armée parlementaire abondait en mercenaires que le besoin et la paresse avaient poussés à s'engager, et le régiment de Hampden y était regardé comme un des meilleurs, quoique Cromwell le qualifiât de ramassis de garçons de cabaret et de valets sans place. L'armée royale, au contraire, se composait en grande partie de gentilshommes courageux, ardents, accoutumés à préférer la mort au déshonneur, sachant l'escrime, habitués à l'usage des armes à feu et du cheval, et à tous ces amusements virils et périlleux qu'on a justement appelés l'image de la guerre. Ces gentilshommes montés sur leurs chevaux de choix et commandant de petites bandes, composées de leurs jeunes parents, de leurs domestiques, de leurs gardes-chasse et de leurs piqueurs, furent, dès le premier jour où ils entrèrent en campagne, capables de se tirer avec éclat d'une escarmouche; mais ces brillants volontaires ne parvinrent jamais à acquérir ce froid courage, cette discipline, cette précision mécanique des mouvements, qui caractérisent le soldat régulier. Comme ils ne furent d'abord opposés qu'à des ennemis aussi indisciplinés, mais moins actifs, moins vigoureux, moins téméraires qu'eux-mêmes, il en résulta que, dans les premières rencontres, les Cavaliers eurent presque toujours le dessus sur les Têtes-rondes.

Le Parlement n'avait pas été heureux dans le choix d'un général. Le rang et la fortune du comte d'Essex faisaient de lui un des membres les plus importants du parti parlementaire. Il avait fait la guerre avec honneur sur le continent, et, à l'époque où s'ouvrit la campagne, personne, dans le pays, n'avait une plus grande réputation militaire. Cependant on s'aperçut bientôt qu'il ne convenait pas au poste de commandant en chef: presque complétement dépourvu d'énergie et manquant tout à fait d'initiative, la tactique méthodique qu'il avait apprise dans la guerre du Palatinat ne l'empêcha pas de se laisser surprendre et battre par un capitaine tel que Rupert, qui ne pouvait guère prétendre qu'à la réputation de partisan audacieux.

Les lieutenants d'Essex n'étaient que peu capables non plus de suppléer à ce qui lui manquait. Toutefois, le parlement ne saurait être responsable de tels choix. Dans un pays qui, de mémoire d'homme, n'a pas eu à soutenir sur terre une grande guerre, on ne trouve pas aisément des généraux courageux et expérimentés; on fut donc forcé

de se fier, en commençant, à des hommes non éprouvés, et l'on donna naturellement la préférence à ceux que leur position sociale ou leurs talents avaient fait remarquer dans le Parlement. Or, ni les grands seigneurs, ni les grands orateurs ne se montrèrent de bons soldats, et c'est à peine s'il se rencontra un seul choix heureux. Le comte de Stamford, un des plus grands seigneurs d'Angleterre, se laissa battre à Stratton par les royalistes; la reddition pusillanime de Bristol couvrit de honte Nathaniel Fiennes, dont les talents dans les affaires civiles n'étaient dépassés par aucun de ses contemporains. Enfin, de tous les hommes d'État qui acceptèrent de hauts commandements militaires, Hampden seul paraît avoir apporté dans les camps la force et la capacité d'esprit qui le rendaient éminent dans la politique.

Au bout d'un an, tous les avantages de la guerre appartenaient décidément aux royalistes: victorieux dans les comtés de l'ouest et du nord, ils avaient enlevé aux parlementaires Bristol, la seconde ville du royaume; ils avaient gagné plusieurs batailles, sans éprouver aucune défaite sérieuse ou humiliante. Chez les Têtes-rondes les revers commençaient, au contraire, à produire la désunion et le mécontentement. Le Parlement, constamment tenu en alarme, tantôt par des complots, tantôt par des émeutes, jugea nécessaire de fortifier la capitale, et quelques citoyens mal disposés furent pendus à leur porte. Plusieurs pairs, des plus connus, qui jusqu'alors étaient restés à Westminster, se réfugièrent à la cour, alors à Oxford. Il n'est pas douteux que si les opérations des royalistes eussent été dirigées par un esprit sagace et puissant, Charles eût bientôt fait son entrée triomphale à Whitehall.

Mais le roi laissa passer le moment favorable, qui ne se présenta plus. Dans le mois d'août 1643, il assiégea la ville de Gloucester, défendue par les habitants et la garnison avec une obstination que n'avaient jamais montrée les parlementaires depuis le commencement de la guerre. Cet exemple excita l'émulation des habitants de Londres et la milice s'offrit à marcher partout où son service serait réclamé; on en forma un corps considérable, qu'on dirigea vers l'ouest. Charles fut contraint de lever le siége; partout les royalistes furent découragés. Tout au contraire, le courage des parlementaires se ranima, et l'on vit les lords apostats, qui s'étaient enfuis à Oxford, s'empresser de revenir à Westminster.

De nouveaux symptômes alarmants se montrèrent encore, à cette époque, dans la maladie du corps politique. Dès l'origine il y avait eu, dans le parti parlementaire, des hommes dont l'esprit s'était dirigé vers

un but que la majorité de ce parti ne pouvait envisager sans horreur. Ces hommes étaient les Indépendants en religion. Ils pensaient que toute congrégation chrétienne avait, sous l'autorité du Christ, une juridiction suprême en affaires spirituelles; qu'un appel à un synode national ou provincial, était presque aussi contraire aux Saintes Écritures, qu'un appel à la cour des Arches ou au Vatican; et que la papauté, la prélature et le presbytérianisme, étaient simplement trois formes d'une grande apostasie. En politique, c'étaient des hommes à tailler dans le vif, ou, selon l'expression moderne, c'étaient des radicaux. Ne se contentant pas de poser une limite au pouvoir monarchique, ils voulaient élever une république sur les ruines du vieux système politique anglais. Leur influence et leur nombre avaient été peu importants d'abord; mais la guerre n'avait pas duré deux années, que déjà ils étaient devenus, sinon le parti le plus nombreux, du moins le plus puissant du pays. La mort avait frappé quelques-uns des chefs parlementaires, d'autres avaient perdu la confiance publique. Pym reposait dans une tombe royale parmi les Plantagenets; Hampden était tombé d'une manière digne de lui, en s'efforçant vainement d'inspirer à ses soldats, par son héroïque exemple, un courage qui leur fît affronter l'impétueuse cavalerie de Rupert; Bedford avait trahi la cause; Northumberland était tiède; Essex et ses lieutenants avaient montré peu de vigueur et d'habileté dans la conduite des opérations militaires. C'est dans de telles circonstances que le parti des Indépendants, parti ardent, résolu, et se refusant à tout compromis, leva subitement la tête dans les camps et dans le Parlement.

Olivier Cromwell était l'âme de ce parti. Élevé dans des habitudes paisibles, il avait plus de quarante ans, quand il accepta une commission dans l'armée parlementaire. A peine fut-il soldat, qu'il distingua avec le coup d'œil perçant de son génie, ce qu'Essex et les hommes de sa trempe, avec toute leur expérience, n'avaient pas su distinguer. Il vit tout de suite ce qui faisait la force des royalistes, et par quels moyens on pouvait les dominer; il comprit la nécessité de réformer l'armée du Parlement; il vit qu'il y avait d'abondants et d'excellents matériaux pour cela, matériaux moins brillants, mais plus solides que ceux qui composaient les braves escadrons du roi. Il fallait de nouvelles recrues, non pas de simples mercenaires, mais des gens d'une position sociale moyenne, d'un caractère grave, craignant Dieu, et zélés pour les libertés publiques. C'est avec de semblables hommes qu'il composa son régiment, et, tout en les assujettissant à une discipline inconnue jusqu'alors, il sut fournir à leur nature morale et intellectuelle des stimulants d'une puissance terrible.

Les événements de l'année 1644 prouvèrent surabondamment la supériorité de ses talents. Dans le midi, où commandait le comte d'Essex, les forces parlementaires éprouvèrent une succession de désastres humiliants; mais dans le nord, la victoire de Marston-Moor fut une ample compensation pour ces revers. Cependant cette victoire ne fut pas moins funeste au parti qui avait dominé jusqu'alors à Westminster, qu'au parti des royalistes. En effet, il fut bien reconnu que la bataille, honteusement perdue par les presbytériens, avait été regagnée par Cromwell, secondé par l'inébranlable valeur des soldats formés par lui.

Ces événements produisirent la loi dite «l'ordonnance d'abnégation» (self-denying ordinance), et le nouveau système sur lequel on forma l'armée. Sous d'honorables prétextes et avec les marques du plus grand respect, Essex et la plupart des généraux qui servaient sous ses ordres, furent rappelés, et la conduite de la guerre confiée à d'autres mains. Fairfaix, soldat brave, mais sans capacité et d'un caractère irrésolu, fut le général en chef nominal de l'armée, tandis que Cromwell en était le chef réel.

Cromwell s'empressa d'organiser ces forces d'après les mêmes principes qu'il avait employés pour la formation de son régiment; et dès lors l'issue de la guerre n'était plus douteuse. Les Cavaliers eurent à se mesurer avec un courage naturel égal au leur, avec un enthousiasme plus fort, avec une discipline dont ils manquaient complétement. Il devint bientôt proverbial de dire que les soldats de Fairfaix et de Cromwell étaient d'une autre race que les soldats d'Essex. La première rencontre entre cette armée renouvelée et les royalistes eut lieu à Naseby; la victoire des Têtes-rondes fut complète et décisive. D'autres triomphes suivirent rapidement, et, au bout de quelques mois, l'autorité parlementaire fut reconnue dans tout le royaume. Charles s'enfuit en Écosse, et, à la honte du caractère national des Écossais, il fut livré par eux à ses sujets anglais.

Pendant que l'issue de la guerre était encore douteuse, le Parlement avait mis à mort l'archevêque-primat, avait interdit dans tout le cercle de son autorité l'usage de l'ancienne liturgie, et avait exigé de tous une adhésion à l'acte fameux, connu sous le nom de « Ligue solennelle » ou « Covenant ». Quand la lutte fut terminée, le torrent des innovations et des vengeances acquit une force plus grande encore. La constitution ecclésiastique du royaume fut remodelée; on enleva leurs bénéfices à un grand nombre de membres de l'ancien clergé. Des amendes souvent ruineuses furent imposées aux royalistes, déjà appauvris par les secours qu'ils avaient fournis au roi. Des propriétés

furent confisquées. Des Cavaliers proscrits durent acheter à des prix énormes la protection des membres influents du parti vainqueur. De vastes domaines appartenant à la couronne, aux évêques, aux chapitres, furent saisis, concédés à d'autres, ou vendus à l'encan. En conséquence de ces spoliations, une grande partie du sol anglais se trouva à vendre. La rareté de l'argent, l'abondance des offres de vente, l'insécurité des titres de possession, et la crainte qu'inspiraient quelques compétiteurs puissants, empêchant une libre concurrence, le prix ne fut souvent que nominal. C'est ainsi que disparurent pour toujours plusieurs familles anciennes et honorables, et que d'autres s'élevèrent rapidement à une grande fortune.

Pendant que le Parlement usait ainsi de son autorité, cette autorité, acquise en créant un pouvoir qui ne supportait pas de contrôle, lui échappait à lui-même. Dans l'été de 1647, à peu près un an après que la dernière forteresse des Cavaliers eut fait sa soumission au Parlement, celui-ci fut à son tour obligé de se soumettre à ses propres soldats.

Treize années s'écoulèrent, pendant lesquelles, sous différents noms et sous différentes formes, l'Angleterre fut, en réalité, gouvernée par l'épée. Jamais avant cette époque, jamais depuis, le pouvoir civil n'a été assujetti, dans notre pays, à l'autorité militaire.

L'armée, qui était alors devenue suprême dans l'État, était bien différente de celles que depuis nous avons vues chez nous. Aujourd'hui, la solde du simple soldat est si peu élevée, qu'elle ne saurait séduire et enlever à leur carrière que les laboureurs de la dernière classe, et une barrière, pour ainsi dire infranchissable, sépare le soldat de l'officier. Ce n'est, à proprement parler, que par l'achat des grades qu'on s'élève à un rang éminent dans l'armée. Les nombreuses possessions de l'Angleterre sont si vastes et si éloignées, que l'homme qui s'engage doit s'attendre à passer bien des années en exil, et peut-être dans des climats défavorables à la santé pour la race européenne. Mais l'armée du Long Parlement n'était levée que pour le service intérieur; la paie du simple soldat était bien au-dessus des salaires de la grande masse du peuple, et s'il se distinguait par son intelligence et son courage, il pouvait espérer d'atteindre à un haut commandement. Cette armée était en conséquence composée d'hommes sobres, moraux, diligents, accoutumés à réfléchir et supérieurs à la multitude, par la naissance et l'intelligence : ce n'était pas la pression du besoin qui les y avait jetés, non plus que l'amour de la nouveauté ou de la licence, ou l'adresse des officiers recruteurs, mais bien un

mélange de zèle politique et religieux, et l'espoir d'avancement et de distinctions. Nous voyons par les proclamations solennelles de l'armée que les soldats tenaient surtout à être considérés comme des hommes entrés de plein gré au service, et non pas enrôlés uniquement par amour du gain, qu'ils se vantaient de ne pas être des janissaires, mais des Anglais nés libres, qui avaient dévoué leur vie à la défense de la religion et des libertés menacées de leur pays, et dont le droit et le devoir étaient de veiller au bien-être de la nation qu'ils avaient sauvée.

Une armée ainsi composée pouvait, sans nuire à sa force, jouir de libertés qui, dans toute autre, eussent bientôt détruit la discipline. En général, des soldats qui se formeraient en clubs politiques, nommeraient des délégués, et passeraient des résolutions sur de hautes questions d'État, ne tarderaient pas à se soustraire à toute espèce de contrôle, et deviendraient la pire et la plus dangereuse des multitudes. Il serait peu sûr, de nos jours, de tolérer dans un régiment des réunions religieuses, où le caporal, versé dans les Saintes Écritures, guiderait la dévotion du colonel moins éclairé que lui, et reprocherait au major sa tiédeur. Mais telle était l'intelligence, la gravité, l'empire sur eux-mêmes, de ces soldats dressés à la discipline de Cromwell, qu'une organisation politique et une organisation religieuse pouvaient exister au milieu des camps, sans nuire à l'organisation militaire. Les mêmes hommes, qui, hors du service, étaient connus pour des démagogues et des prêcheurs en plein vent, se distinguaient par leur régularité, leur esprit d'ordre, leur discipline, soit sur le champ de manœuvres, soit sur le champ de bataille.

Cette étrange force était irrésistible pendant la guerre. Le courage opiniâtre qui caractérise la nation anglaise, se trouva tout à coup stimulé et maintenu par le système disciplinaire de Cromwell. D'autres chefs ont établi un ordre aussi strict; d'autres chefs ont inspiré à leurs soldats un zèle aussi ardent; mais, dans son camp seul, la plus rigide discipline marchait de front avec l'enthousiasme le plus exalté. Ses troupes, enflammées du sauvage fanatisme des croisés, marchaient à la victoire avec la précision de machines. Depuis le moment de leur réorganisation, jusqu'au moment où elles furent dissoutes, elles ne rencontrèrent jamais, ni sur le sol britannique, ni sur le continent, un ennemi qui pût résister à leur attaque. En Angleterre, en Écosse, et Irlande, en Flandre, les soldats puritains, souvent au milieu de difficultés presque invincibles, quelquefois se mesurant avec des troupes trois fois plus nombreuses, eurent non-seulement toujours le dessus, mais détruisirent toujours et taillèrent en pièces leurs ennemis. Ils en

vinrent à regarder une bataille comme un jour de triomphe certain, et ils marchaient à l'encontre des bataillons les plus renommés de l'Europe, avec une dédaigneuse confiance. Turenne fut surpris des cris d'austère exaltation que lès Anglais, ses auxiliaires, poussaient en allant au combat, et il montra la joie d'un vrai soldat, quand il apprit que c'était la coutume invariable des piquiers de Cromwell de célébrer ainsi la rencontre de l'ennemi. Les Cavaliers, dans leur exil, sentirent un élan d'orgueil national, en voyant une brigade de leurs compatriotes, environnés d'ennemis, abandonnés de leurs alliés, mettre en déroute et chasser devant eux, tête baissée, la plus belle infanterie espagnole, s'ouvrant ainsi de vive force un passage dans une contrescarpe que les maréchaux de France les plus capables venaient de déclarer imprenable.

Mais ce qui distinguait surtout le soldat de Cromwell, c'était son austère moralité, et la crainte de Dieu, qui avait pénétré dans tous ses rangs. Il est reconnu par les plus zélés royalistes, que dans cette armée puritaine, un juron ne fut jamais entendu, un ivrogne ne fut jamais vu, et que durant la longue domination militaire, la propriété des citoyens paisibles et l'honneur des femmes furent toujours regardés comme sacrés. Si des outrages étaient commis, ils étaient d'une espèce bien différente de ceux que commet, en général, une soldatesque victorieuse. Pas une fille d'auberge n'eut à se plaindre de la grossière galanterie des habits-rouges; pas une once d'argenterie ne fut enlevée des boutiques d'orfévrerie; mais un sermon pélagien, ou une madone et l'enfant Jésus, peints sur un vitrail, produisaient dans les rangs puritains une effervescence que les officiers avaient peine à calmer. Une des plus grandes difficultés que rencontrât Cromwell, c'était d'empêcher ses dragons et ses piquiers de pénétrer de force dans les chaires des ministres dont les sermons n'étaient pas, selon l'expression du temps, «savoureux»; et, parmi nos cathédrales, il n'en est que trop qui conservent encore des traces de la haine que ces esprits austères portaient aux vestiges de la papauté.

Mais réduire le peuple anglais n'était pas chose facile, même pour une telle armée. A peine la nation, inaccoutumée à cet esclavage, eut-elle éprouvé le premier sentiment de l'oppression militaire, qu'elle commença à se débattre avec violence. Des insurrections éclatèrent jusque dans les comtés qui, durant la dernière guerre, avaient été le plus soumis au Parlement. Le Parlement lui-même abhorrait ses anciens défenseurs plus encore que ses anciens ennemis, et n'aurait pas demandé mieux que d'entrer en accommodement avec le roi aux

dépens de l'armée. Une coalition s'était formée en même temps en Écosse, entre les royalistes et un parti considérable de presbytériens qui regardaient avec horreur les doctrines des Indépendants. Enfin l'orage éclata. Il y eut des soulèvements dans les comtés de Norfolk, de Suffolk, d'Essex, de Kent, et dans le pays de Galles; la flotte, dans la Tamise, arbora les couleurs royales, mit à la voile et menaça la côte méridionale; un fort détachement écossais passa la frontière et s'avança dans le Lancashire. Comme on peut le supposer, ces mouvements étaient regardés avec une secrète complaisance par la majorité des deux Chambres.

Mais la tyrannie militaire ne devait pas tomber ainsi. Pendant que Fairfaix étouffait les insurrections des environs de Londres, Olivier Cromwell mettait en déroute les insurgés gallois, et, laissant leurs forteresses en ruine, marchait contre les Écossais. Ses troupes étaient peu nombreuses, comparées aux révoltés; mais il n'avait pas l'habitude de compter ses ennemis. L'armée écossaise entièrement détruite, un changement dans le gouvernement d'Écosse s'ensuivit; une administration opposée au roi fut installée à Édimbourg; et Cromwell, plus aimé que jamais de ses soldats, retourna en triomphe à Londres.

Alors un dessein, auquel personne au commencement de la guerre civile n'eût osé faire allusion, et qui n'était pas moins contraire à la Ligue solennelle et au Covenant qu'à l'ancienne constitution anglaise, commença à prendre une forme distincte. Les austères guerriers qui gouvernaient la nation avaient depuis quelques mois combiné une terrible vengeance contre le roi. Quand et comment ce projet prit-il naissance? Descendit-il du général aux soldats, ou remonta-t-il des soldats au général? Faut-il l'attribuer à la politique se servant du fanatisme comme d'un instrument, ou au fanatisme dominant irrésistiblement la politique? Ce sont des questions auxquelles, même aujourd'hui, on ne peut répondre avec certitude. Après tout, cependant, il paraît probable que celui qui semblait conduire, était en réalité forcé de suivre, et qu'en cette occasion, de même que quelques années plus tard, dans une occasion aussi mémorable, il sacrifia ses sentiments et son inclination aux vœux de son armée; car le pouvoir que Cromwell avait créé ne pouvait pas toujours être contrôlé même par lui, et il lui fallait quelquefois obéir, s'il voulait habituellement commander. Il déclara publiquement qu'il n'avait jamais joué le rôle de provocateur, que les premières mesures avaient été prises sans sa participation, qu'il n'avait pu conseiller au Parlement de frapper le grand coup, mais qu'il avait subordonné ses sentiments à la force des cir-

constances, lesquelles semblaient lui indiquer les desseins de la Providence. Il a été d'usage de considérer ces protestations comme des preuves de l'hypocrisie qu'on lui impute vulgairement. Mais comme ceux mêmes qui l'accusent d'hypocrisie n'oseraient l'accuser d'imbécillité, ils doivent prouver que Cromwell avait un but à atteindre, en poussant secrètement l'armée dans une ligne de conduite qu'il n'osait ouvertement recommander. Il serait absurde de supposer que lui, que ses ennemis loyaux n'ont jamais représenté comme inutilement cruel ou implacable dans ses vengeances, ait pu prendre la décision la plus importante de sa vie sous la seule influence de la méchanceté. Or, c'était un homme trop sage pour ne pas savoir, quand il consentait à répandre un sang auguste, que l'acte qu'il commettait était inexpiable et inspirerait l'horreur et le désespoir non-seulement aux royalistes, mais encore aux neuf-dixièmes de ceux qui avaient soutenu le Parlement. D'autres ont pu être égarés par des illusions; mais lui, il ne rêvait certes pas une république de forme antique, pas plus que le règne millénaire des saints; et s'il aspirait à devenir le fondateur d'une nouvelle dynastie, Charles Ier lui devait paraître un compétiteur moins dangereux que ne le serait Charles II. Il était évident qu'à la mort de Charles Ier, tout Cavalier tranférerait intacte son allégeance à Charles II. Charles Ier était captif, Charles II serait en liberté; Charles Ier était un objet de défiance et de haine pour un grand nombre de ceux que glaçait d'horreur l'idée de son exécution; Charles II, au contraire, exciterait tout l'intérêt qui s'attache à la jeunesse innocente et persécutée. Il est impossible que des considérations aussi naturelles et aussi évidentes n'aient pas frappé l'esprit du plus profond politique de son siècle. Le fait est que Cromwell avait voulu un moment se poser en médiateur entre le trône et le Parlement, réorganiser à l'aide de l'épée, et sous la sanction du nom royal, un État livré aux troubles. Il persista dans ce dessein, jusqu'à ce que l'esprit intraitable de ses soldats et l'incorrigible duplicité du roi l'eussent contraint à y renoncer. Dans les camps, un parti demandait déjà avec clameurs la tête du traître qui voulait pactiser avec Agag; des conspirations se formèrent, des menaces de mise en accusation se firent entendre; une révolte éclata, que toute la vigueur, toute la résolution de Cromwell, put à peine apaiser. Mais, quoiqu'il parvint par un mélange de sévérité et de douceur à rétablir l'ordre, il vit qu'il serait trop difficile et trop périlleux de résister à la rage de ses soldats, qui regardaient le tyran tombé comme leur ennemi personnel et l'ennemi de leur Dieu.

Il devenait alors plus évident que jamais qu'on ne pouvait se fier au

roi. Les vices de Charles n'avaient fait que croître : c'étaient, il est vrai, des vices que les difficultés et les perplexités mettent en lumière ; la ruse est la défense naturelle de la faiblesse. Un prince, qui au comble du pouvoir s'est habitué à la fausseté, n'apprendra pas la franchise au milieu des embarras et des revers. Charles n'était pas seulement un fourbe sans scrupules, c'était un fourbe maladroit : jamais il n'y eut un homme politique auquel on pût prouver ses fraudes et ses mensonges d'une manière plus évidente. Publiquement, à Westminster, il reconnaissait la légalité du Long Parlement; et au même instant, devant son conseil secret, il rédigeait la minute d'une annulation de cette reconnaissance. Publiquement, il désavouait toute idée de réclamer l'aide de l'étranger contre son peuple, et secrètement il sollicitait l'aide de la France, du Danemark, de la Lorraine. Publiquement il se défendait d'avoir employé des papistes, et secrètement il écrivait à ses généraux d'employer le plus de papistes qu'ils le pourraient. Publiquement, à Oxford, il reçut la communion comme une consécration de l'engagement qu'il prenait de ne jamais tolérer le papisme, et secrètement, il promettait à la reine de tolérer le papisme en Angleterre, et il autorisait lord Glamorgan à promettre à l'Irlande l'établissement prochain du catholicisme. Après cela, il essayait de se disculper aux dépens de ses agents. Ainsi, Glamorgan recevait des lettres autographes, les unes contenant quelques réprimandes, qui devaient être rendues publiques, les autres remplies d'éloges, qu'il ne devait montrer à personne. La fausseté s'était à un tel point implantée dans son caractère, que ses amis les plus dévoués ne pouvaient s'empêcher de se plaindre entre eux, avec honte et amertume, de sa politique tortueuse. Ses malheurs, disaient-ils, les affligeaient moins que sa duplicité. Depuis qu'il était prisonnier, il n'y avait pas de fraction du parti vainqueur qui n'eût été l'objet de ses flatteries et de ses artifices; mais jamais il ne fut plus mal inspiré que quand il essaya à la fois de flatter et de renverser Cromwell : Cromwell n'était pas homme à se laisser facilement ni flatter ni renverser.

Il fallait cependant que le général prît une détermination. Compromettrait-il l'attachement de son parti, le dévouement de son armée, sa puissance, sa vie même, dans une entreprise, qui probablement serait vaine, et ne sauverait pas un prince que nul engagement ne parvenait à lier? Après bien des tergiversations, bien des combats intérieurs et bien des prières, sans doute, son parti fut pris. Charles fut abandonné à son sort. La soldatesque religieuse décida, sans égards pour les lois du royaume et pour le sentiment presque universel

de la nation, que le roi expierait ses crimes dans son sang. Dans sa prison, Charles crut longtemps qu'il finirait comme Édouard II et Richard II, ses infortunés prédécesseurs. Mais pareille trahison n'était pas à craindre, ceux qui le tenaient entre leurs mains, n'étaient pas des meurtriers nocturnes. Ce qu'ils faisaient, ils voulaient le faire à la face du ciel et de la terre, pour que le souvenir en fût éternel; ils jouissaient même ardemment du scandale qu'ils allaient donner. Précisément parce que l'ancienne constitution et l'opinion publique du pays étaient directement opposées au régicide, le régicide exerçait comme une espèce de fascination, sur un parti décidé à une complète révolution politique et sociale. Pour arriver à leur but, il était nécessaire qu'ils brisassent tous les ressorts de l'organisation gouvernementale; cette nécessité leur semblait plutôt agréable que pénible. Les Communes prirent une décision tendant à entrer en accommodement avec le roi; l'armée exclut de force la majorité. La chambre des Lords rejeta à l'unanimité le projet de mise en accusation du roi; elle fut abolie. Aucune cour de justice ne voulut prendre sur elle de juger la source de toute justice; un tribunal révolutionnaire fut créé. Ce tribunal déclara Charles tyran, traître, assassin, ennemi public, et il fut décapité, au milieu de milliers de spectateurs, en face des salles de banquet de son propre palais.

Il ne fallut pas longtemps pour qu'il devînt manifeste, que ces zélateurs politiques et religieux, à qui on doit attribuer cet acte, avaient commis, non-seulement un crime, mais une faute. Ils avaient, en effet, fourni à un prince, connu jusqu'alors de son peuple, surtout par ses défauts, l'occasion de déployer, sur un grand théâtre, aux yeux de toutes les nations et de tous les siècles, quelques-unes des qualités qui attirent irrésistiblement l'amour et l'admiration des hommes, c'est-à-dire le courage d'un brave gentilhomme et la patiente douceur d'un chrétien pénitent. Ils se vengeaient de telle sorte, que l'homme dont toute la vie n'avait été qu'une suite calculée d'attaques contre les libertés anglaises, semblait mourir martyr de ces libertés. Jamais démagogue ne fit autant d'effet sur l'esprit public, que ce roi captif, qui, gardant jusqu'au dernier moment une dignité vraiment royale, et envisageant la mort avec un courage intrépide, se fit l'interprète des sentiments de son peuple opprimé; refusa de répondre devant une cour illégale; appela de la violence militaire aux principes de la constitution; demanda de quel droit la chambre des Communes s'était vu enlever ses membres les plus respectables; de quel droit la chambre des Lords était privée de ses fonctions législatives; et finit en dé-

clarant à ses auditeurs émus jusqu'aux larmes, que ce n'était point sa cause qu'il défendait, mais la leur. Les longues souffrances de son règne, ses innombrables perfidies, tout fut oublié. Son souvenir s'associa, dès lors, dans l'esprit de la grande majorité de ses sujets avec ces institutions libres, qu'il avait durant tant d'années cherché à détruire; car elles avaient péri avec lui; et dans le morne silence d'une société subjuguée par les armes, sa voix seule les avait défendues. Dès le jour de sa mort, commença une réaction en faveur de la monarchie et de la famille exilée, réaction qui ne cessa que lorsque le trône fut rétabli dans sa dignité première.

D'abord, les régicides semblèrent puiser une nouvelle énergie dans cette communion de sang qui les liait étroitement entre eux en les séparant pour toujours de la plupart de leurs compatriotes. L'Angleterre fut déclarée République. La chambre des Communes, réduite à un plus petit nombre de membres, fut nominalement le premier pouvoir de l'État; mais, en réalité, l'armée et son glorieux chef exerçaient la suprême puissance. Olivier Cromwell avait fait son choix : il avait gardé l'affection de ses soldats, et rompu avec toutes les autres classes de citoyens. En dehors de son camp et de ses forteresses, il avait à peine un parti. Les éléments de force, qui, au moment où la guerre civile éclata, avaient paru se combattre, étaient maintenant réunis contre lui : cette coalition comprenait tous les Cavaliers, une grande majorité des Têtes-rondes, l'église anglicane, l'église presbytérienne, l'église catholique romaine, en un mot l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande. Cependant tel était son génie, qu'il parvint à surmonter et briser tout ce qui lui faisait obstacle, à se poser en maître absolu de sa patrie, et à la rendre plus redoutée et plus respectée qu'elle ne l'avait été pendant une longue suite de générations, sous ses rois légitimes.

L'Angleterre était soumise; mais dans les deux autres royaumes, qui avaient été gouvernés par les Stuarts, la nouvelle république ne rencontrait que des ennemis. Le parti des Indépendants était également odieux aux catholiques romains d'Irlande et aux presbytériens d'Écosse. Ces deux pays, qui récemment s'étaient soulevés contre Charles Ier, reconnurent alors Charles II.

Mais rien ne pouvait résister à la vigueur et à l'habileté de Cromwell. En peu de mois, il subjugua l'Irlande, comme l'Irlande n'avait jamais eté subjuguée, durant les cinq siècles de massacres qui s'étaient écoulés depuis le débarquement des premiers colons normands. Résolu à en finir avec ces conflits de races et de religions qui avaient si longtemps troublé cette île, il voulut que la population anglaise et protes-

tante y fût prédominante; et pour cela, lâchant les rênes à l'enthousiasme farouche de ses partisans, il y porta une guerre semblable à celle que fit Israël contre le pays de Canaan: il passa les idolâtres au fil de l'épée, de sorte que de grandes cités furent laissées sans habitants; chassa sur le continent quelques milliers d'Irlandais; en embarqua un grand nombre pour les Indes occidentales, et remplit le vide, en y entassant de nombreux colons de sang anglo-saxon et de foi calviniste. Chose étrange, sous cette verge de fer, le pays conquis commença à montrer quelque apparence de prospérité. Des districts, qui étaient tout récemment aussi sauvages que ceux où les premiers colons blancs du Connecticut se débattaient avec les Peaux-rouges, ressemblèrent, au bout de quelques années, aux comtés de Kent et de Norfolk. De nouveaux bâtiments, de nouvelles routes, de nouvelles plantations, couvrirent le pays. Le revenu des terres augmenta rapidement, et le propriétaire anglais commença bientôt à se plaindre de la concurrence que lui faisaient les produits de l'Irlande, et à demander à grands cris des lois protectrices.

D'Irlande, le chef victorieux, qui maintenant était, de nom aussi bien que de fait, général en chef des armées de la république, passa en Écosse : le jeune roi y était; il avait consenti à se déclarer presbytérien, et à souscrire au Covenant; et en échange de ces concessions les austères Puritains qui dominaient à Édimbourg lui permirent, sous leur contrôle, de tenir sa cour solennelle et mélancolique dans les salles longtemps désertes du palais d'Holyrood. Cette royauté postiche ne dura que peu de jours. Cromwell extermina les forces écossaises dans deux grandes batailles. Charles prit la fuite, et n'échappa au sort de son père qu'avec les plus grandes difficultés. Pour la première fois, l'ancien royaume des Stuarts fut réduit à une soumission complète. Il ne restait plus vestige de cette indépendance si bravement défendue contre les plus puissants et les plus capables des rois Plantagenets. L'Écosse recevait ses lois du Parlement anglais; les juges anglais tenaient leurs assises en Écosse; l'église presbytérienne elle-même, qui avait pu conserver jusqu'alors et malgré tout sa propre constitution, ne faisait plus entendre qu'un faible murmure.

Jusqu'à ce moment du moins, il y avait eu un semblant d'harmonie entre les soldats qui avaient subjugué l'Irlande et l'Écosse et le Parlement qui siégeait à Westminster; mais l'alliance cimentée par le danger fut dissoute par la victoire. Le Parlement oublia qu'il n'était que la créature de l'armée; l'armée fut moins disposée que jamais à se soumettre à la dictature du Parlement. Au fait, les quelques mem-

bres qui formaient ce que l'on appelait avec mépris le croupion de la Chambre, n'avaient guère plus de droits que les chefs militaires à se dire les représentants de la nation. La dispute en vint bientôt à une issue décisive; Cromwell fit envahir l'assemblée par des hommes armés; le Speaker fut arraché de son fauteuil, la masse enlevée du bureau, la chambre évacuée et les portes fermées à clef. La nation, qui n'avait de sympathie pour aucune des parties contendantes, mais qui, malgré elle, respectait la capacité et la résolution du général, laissa faire avec patience, sinon avec satisfaction.

Le roi, la chambre des Lords et celle des Communes, avaient été tour à tour vaincus et détruits, et Cromwell semblait rester seul debout, comme l'héritier de ce triple pouvoir. Son autorité, cependant, tout immense qu'elle était, avait encore quelques limites imposées par l'armée même, dont il la tenait. Cette armée était une singulière réunion d'hommes, presque tous zélés républicains, et persuadés qu'ils émancipaient leur pays, quand ils le tenaient dans l'esclavage. Le livre qu'ils vénéraient le plus leur fournissait un précédent qu'ils citaient fréquemment. Il était vrai, disaient-ils, que la nation, ingrate et ignorante, murmurait contre ses libérateurs; mais une autre nation, choisie de Dieu, n'avait-elle pas aussi murmuré contre son chef, qui la conduisit, par des chemins arides et pénibles, d'un pays d'esclavage en un pays où coulaient le lait et le miel? ce chef avait sauvé ses frères, en dépit d'eux-mêmes; il n'avait pas hésité à faire de terribles exemples de ceux qui méprisaient la liberté offerte et préféraient le foyer de leurs maîtres et les idolâtries de l'Égypte. Le but des guerriers fanatiques qui entouraient Cromwell, était l'établissement d'une république libre et religieuse. Pour y parvenir, ils étaient déterminés à employer, sans scrupules, tous les moyens, même les plus illégaux et les plus violents. Il n'était donc pas impossible d'arriver, par leur soutien, à établir une monarchie absolue en fait, mais il était probable que ce soutien cesserait à l'instant où leur chef, même avec des restrictions constitutionnelles, voudrait prendre le titre et la dignité de roi.

Les sentiments de Cromwell étaient bien différents. Il n'était plus ce qu'il avait été; et il serait injuste de voir dans le changement que subirent ses idées un simple effet d'ambition personnelle. Quand il vint au Long-Parlement, il n'apportait avec lui, de sa retraite champêtre, que des connaissances restreintes, aucune expérience des grandes affaires, un caractère aigri par la longue tyrannie du gouvernement et de l'Église. Pendant les treize années qui suivirent, il s'était fait une éducation politique peu commune. Il avait joué un rôle principal dans une série

de révolutions. Il avait été longtemps l'âme et il était enfin la tête d'un parti. Il avait commandé des armées, gagné des batailles, négocié des traités, soumis, pacifié, organisé des royaumes. Il eût été étrange que ses idées fussent restées les mêmes qu'à l'époque où son esprit était uniquement occupé de ses champs et de sa religion, et où une foire dans le voisinage et une réunion à Huntingdon, pour des prières communes, étaient les plus grands événements de sa vie. Il vit que quelques-unes des idées nouvelles, pour lesquelles il avait été zélé, bonnes ou mauvaises en elles-mêmes, étaient opposées au sentiment général du pays, et que s'il s'y attachait obstinément, il n'avait devant lui que troubles incessants qu'il faudrait apaiser par l'incessant usage de l'épée. Il se décida donc à rétablir les principales bases de l'ancienne constitution, que la majorité du peuple avait toujours chérie, et à laquelle elle était alors plus attachée que jamais. La ligne de conduite tenue plus tard par Monk était fermée à Cromwell. Le souvenir d'un jour terrible séparait à jamais le grand régicide de la famille des Stuarts. Il ne lui restait plus qu'à monter lui-même sur l'ancien trône d'Angleterre, et à régner selon les anciennes lois. S'il y parvenait, il pouvait espérer voir bientôt guérir les blessures de l'État; un grand nombre d'hommes tranquilles et honnêtes se rallieraient bientôt à lui; ces royalistes, dont l'attachement était plus pour les institutions que pour les personnes, pour la royauté que pour le roi Charles Ier ou Charles II, ne tarderaient pas à venir baiser, à Whitehall, la main du roi Olivier; ces pairs, qui maintenant boudaient dans leurs châteaux, et ne voulaient prendre aucune part aux affaires publiques, s'ils étaient convoqués par lettres patentes d'un roi de fait, viendraient, avec joie, reprendre leurs fonctions; des Northumberland, des Bedford, des Manchester, des Pembroke, seraient encore fiers de porter la couronne, les éperons, le sceptre, le globe, devant le restaurateur de l'aristocratie; un sentiment de fidélité lierait peu à peu le peuple à la nouvelle dynastie, et, à la mort de son fondateur, la dignité royale pourrait peut-être descendre, d'un consentement général, à sa postérité.

Les royalistes les plus intelligents étaient d'avis que ces idées étaient fondées, et que si Cromwell eût pu suivre son projet, la dynastie exilée n'eût jamais été restaurée. Mais ce plan était antipathique aux instincts de la seule classe qu'il n'osait mécontenter. Le nom de roi était en haine aux soldats. Quelques-uns même n'étaient pas satisfaits de voir l'administration de l'État dans les mains d'un seul homme. La majorité cependant voulait soutenir son général contre toute faction

qui s'opposerait à son autorité, mais comme premier magistrat électif de la république; et elle n'eût point permis qu'il s'arrogeât le titre de roi, et que sa dignité, récompense de services personnels, devînt héréditaire dans sa famille. Tout ce qu'il pouvait faire, c'était de donner à la nouvelle république une constitution aussi semblable à l'ancienne constitution que voudrait le permettre l'armée. Pour que son élévation au pouvoir ne parût pas un acte d'ambition personnelle, il convoqua un conseil composé en partie de personnes dont le dévouement lui était assuré, et en partie de personnes dont il pouvait braver l'opposition. Cette assemblée, qu'il appela Parlement, et que la populace appela, du nom d'un de ses membres les plus fameux, *parlement de Barebone*, après s'être exposée quelque temps au mépris public, remit au général les pouvoirs qu'elle en avait reçus, et le laissa libre de tracer lui-même un plan de gouvernement.

Son plan eut dès l'origine une grande ressemblance avec l'ancienne constitution anglaise; mais, au bout de peu d'années, il crut pouvoir aller plus loin, et il réorganisa presque tout l'ancien système sous des noms différents et des formes nouvelles. Le titre de roi ne fut pas rétabli, mais toutes les prérogatives royales furent accordées à un Lord Grand-Protecteur; le souverain ne s'appela pas *Majesté*, il s'appela *Altesse;* il ne fut pas oint et couronné dans l'église de Westminster, mais il fut solennellement intronisé, ceint du glaive de l'État, revêtu de la pourpre, et il reçut dans la salle de Westminster une magnifique Bible; ses fonctions n'étaient pas héréditaires, mais il avait droit de nommer son successeur, et personne ne pouvait douter qu'il ne nommât son fils.

Une chambre des Communes était nécessaire au nouveau système politique. Dans la composition de ce corps, le Protecteur montra une grande sagesse, et un désintéressement qui ne fut pas assez apprécié par ses contemporains. Quoique les vices du vieux système représentatif fussent loin d'être aussi sérieux qu'ils le devinrent depuis, les hommes perspicaces les avaient déjà reconnus. Cromwell réforma ce système d'après les mêmes principes que Pitt essaya d'appliquer cent trente ans plus tard, et que nous venons nous-mêmes d'appliquer heureusement de nos jours. Le retrait de la franchise fut appliqué aux petits bourgs d'une manière plus radicale alors qu'en 1832, et le nombre des représentants des comtés fut considérablement augmenté. Un très-petit nombre seulement des villes non représentées avait acquis quelque importance; les principales étaient Manchester, Leeds et Halifax; elles eurent toutes trois des représentants; le nombre des députés

de la capitale fut augmenté aussi. Les franchises électorales enfin furent tellement étendues, que tout homme établi, qu'il fût ou qu'il ne fût pas propriétaire foncier, avait droit de voter dans le comté où il résidait. Quelques Écossais même, et quelques colons anglais établis en Irlande, eurent place à l'assemblée qui allait donner de nouvelles lois auxIles Britanniques.

Créer une chambre des Lords était une tâche plus difficile. La démocratie n'a pas besoin du prestige de l'ancienneté; des monarchies s'en sont souvent passées; mais un ordre patricien est l'œuvre du temps. Olivier trouva une aristocratie déjà existante, opulente, très-considérée, et aussi populaire qu'aristocratie au monde. Si, comme roi d'Angleterre, il avait convoqué un parlement selon les anciennes lois, il n'est pas douteux qu'un grand nombre de pairs eussent répondu à son appel. Mais il ne pouvait agir ainsi, et ce fut en vain qu'il offrit aux chefs des plus illustres familles des siéges dans son nouveau sénat; ils s'imaginaient qu'ils ne pouvaient accepter un siége dans cette assemblée de parvenus, sans perdre les droits de leur naissance et sans trahir leur ordre. Le Protecteur se trouva donc dans la nécessité d'admettre dans la Chambre haute les hommes nouveaux qui avaient le plus marqué dans les derniers temps de troubles. Ce fut la moins heureuse de ses innovations, car elle déplut à tous les partis. Les niveleurs lui en voulurent parce qu'il instituait une classe privilégiée; la multitude, qui aimait et respectait les grands noms historiques du pays, se moqua sans gêne d'une chambre des Lords où siégeaient des charretiers et des cordonniers que les chances avaient favorisés, à laquelle n'avaient été appelés que peu de membres de l'ancienne noblesse, et dont presque tous s'étaient éloignés avec dédain.

Cependant la composition des Parlements importait peu au Protecteur; il avait les moyens de diriger l'administration sans leur soutien et malgré leur opposition. Son désir paraît avoir été de gouverner constitutionnellement, et de substituer l'empire des lois à celui du glaive. Mais il vit bientôt que, haï comme il l'était, par les royalistes et les presbytériens, il n'avait de refuge que dans l'absolutisme. La première chambre des Communes, élue d'après ses ordres par le peuple, mit en question son autorité, et fut dissoute sans avoir passé un seul acte; la seconde, tout en le reconnaissant comme Protecteur, et ne demandant pas mieux que de le faire roi, refusa obstinément de reconnaître la nouvelle chambre des Lords. Il n'avait plus qu'à recourir à une nouvelle dissolution. « Dieu, leur dit-il alors, sera juge entre vous et moi. »

Malgré ces dissensions, l'énergie du Protecteur resta la même. Ses soldats, qui ne lui eussent pas permis de prendre le titre de roi, le soutenaient cependant dans l'exercice d'un pouvoir plus absolu que celui d'aucun de nos souverains. Le gouvernement, tout républicain qu'il était dans la forme, était en réalité un despotisme, mitigé seulement par la sagesse, l'intelligence et la magnanimité du Protecteur. Le pays fut divisé en districts militaires, et ces districts placés sous le commandement de majors-généraux. Tout mouvement insurrectionnel fut promptement réprimé et puni. La crainte inspirée par le pouvoir du glaive, dans une main aussi forte, aussi juste et aussi expérimentée, dompta le courage des Cavaliers et des niveleurs. La noblesse dévouée déclarait bien encore qu'elle était prête, comme toujours, à exposer sa vie pour l'ancien gouvernement et l'ancienne dynastie, s'il y avait la moindre chance de succès; mais que se jeter, à la tête de quelques vassaux et serviteurs, sur les piques de bataillons victorieux dans cent siéges et dans cent batailles, ce serait verser inutilement un sang innocent et précieux. Royalistes et républicains ne pouvant plus rien espérer d'une résistance ouverte, se jetèrent dans de téméraires tentatives d'assassinat. Mais le Protecteur était bien renseigné, sa vigilance était sans relâche, et chaque fois qu'il dépassait les murs de son palais, les épées nues et les cuirasses de ses fidèles gardes du corps formaient autour de lui un épais rempart.

Si Cromwell eût été un prince cruel, licencieux, rapace, la nation par un effort convulsif aurait pu se délivrer de cette domination militaire; mais les vexations qu'éprouvait le pays, suffisantes pour exciter le mécontentement, ne suffisaient pas néanmoins pour pousser les masses dans une entreprise où la vie, la fortune, le bien-être des familles eussent été un terrible enjeu. Quoique les taxes fussent plus élevées que sous les Stuarts, le poids cependant n'en était pas trop lourd, comparé aux charges des États voisins, et si l'on songe aux ressources de l'Angleterre. La propriété était garantie; et même le Cavalier, s'il s'abstenait d'attaquer le nouveau gouvernement, pouvait jouir en paix de ce que les troubles civils lui avaient laissé. On ne violait les lois que lorsque la sécurité du Protecteur ou du gouvernement l'exigeait. La justice civile entre particuliers était administrée avec une pureté et une exactitude inconnues jusqu'alors. Jamais il n'y avait eu aussi peu de persécutions religieuses sous aucun des gouvernements qui avaient suivi la réformation. Les malheureux catholiques romains, il est vrai, étaient mis au ban de la charité chrétienne. Mais le clergé de l'église déchue d'Angleterre pouvait célébrer son culte, à condition

de s'abstenir de prêcher des sermons politiques. Les juifs même, dont le culte public avait été interdit depuis le XIIIe siècle, purent, malgré la jalouse opposition des marchands et le fanatisme des théologiens, bâtir une synagogue dans la capitale.

En même temps, la politique étrangère de Cromwell arrachait, à ceux qui le détestaient le plus, une approbation involontaire. Les Cavaliers ne pouvaient s'empêcher d'exprimer le regret qu'un homme qui avait tant fait pour grandir la réputation de son pays, ne fût pas un roi légitime. Les républicains étaient forcés d'avouer que le tyran ne permettait la tyrannie qu'à lui seul, et que s'il avait volé les libertés de son pays, il lui avait donné la gloire en échange. Après un demi-siècle, durant lequel l'Angleterre n'avait pas eu plus de poids dans la politique européenne que Venise ou la Saxe, elle devint tout à coup la plus formidable nation du monde; dicta les termes de la paix avec la Hollande; vengea, sur les pirates barbaresques, les injures communes de la chrétienté; battit les Espagnols sur terre et sur mer; s'empara d'une des plus belles Antilles, et acquit sur la côte de Flandre une forteresse, qui consola l'orgueil national de la perte de Calais. Elle devint la reine de l'Océan, la tête du parti protestant. Toutes les églises réformées des royaumes catholiques reconnurent Cromwell comme leur protecteur. Les huguenots du Languedoc, les bergers, qui dans les Alpes, professaient un protestantisme plus ancien que celui d'Augsbourg, se sentaient à l'abri de la persécution par la seule crainte qu'inspirait son nom. Le pape lui-même fut forcé de recommander la modération et l'humanité aux princes catholiques; car une voix, qui menaçait rarement en vain, avait déclaré que, si le peuple de Dieu n'était pas favorablement traité, le château Saint-Ange entendrait le bruit des canons anglais. Il n'y avait, en effet, rien de plus désirable, dans l'intérêt de Cromwell et de sa famille, qu'une guerre religieuse et générale en Europe. Une guerre religieuse l'eût créé général en chef des armées protestantes; tous les cœurs anglais eussent été pour lui; ses victoires eussent été célébrées avec un enthousiasme unanime, inconnu au pays depuis la défaite de l'Armada, et eût effacé la tache qu'un crime, condamné par la grande voix de la nation, avait laissée sur sa splendide renommée. Maheureusement pour lui, il n'eut occasion de déployer ses admirables talents militaires que contre les habitants des Iles Britanniques.

Tant qu'il vécut, son pouvoir se maintint, objet d'un mélange d'aversion, d'admiration et de crainte, de la part de ses sujets. Bien peu d'entre eux aimaient son gouvernement, mais ceux qui le haïssaient

le plus, le haïssaient moins qu'ils ne le craignaient. S'il eût été pire, il eût peut-être été renversé, en dépit de sa force; s'il eût été plus faible, il eût été certainement renversé, en dépit de tous ses mérites. Mais il avait assez de modération pour s'abstenir de ces oppressions, qui poussent les hommes à bout, et il avait assez de force et d'énergie pour que les hommes, même poussés à bout, n'essayassent pas de lui résister.

On a souvent affirmé, et apparemment sans de bonnes raisons, qu'Olivier mourut en temps opportun pour sa renommée, et que si sa vie se fût prolongée, elle se serait probablement terminée dans la honte et dans les désastres. Il est constant, néanmoins, que jusqu'à la fin, il fut respecté de ses soldats, obéi par la population entière des Iles Britanniques; qu'il fut, après sa mort, déposé parmi les anciens souverains d'Angleterre avec une pompe sans exemple jusqu'alors, et que son fils Richard lui succéda aussi naturellement que jamais prince de Galles succéda à un roi d'Angleterre.

Pendant cinq mois, l'administration de Richard Cromwell marcha si régulièrement et si paisiblement, que toute l'Europe crut à la stabilité de son pouvoir. Il était, en effet, dans une situation qui, sous beaucoup de rapports, était préférable à celle de son père. Il était trop jeune pour s'être fait des ennemis; ses mains n'étaient pas teintes du sang des guerres civiles; les Cavaliers eux-mêmes lui reconnaissaient toutes les qualités d'un honnête et aimable gentilhomme. Le parti presbytérien, puissant par le nombre et par la richesse, ennemi mortel d'Olivier Cromwell, montrait des dispositions favorables à l'égard de son fils. Tout en craignant, avec raison, la restauration de la famille exilée, ce parti avait toujours désiré le rétablissement de l'ancienne constitution sociale du royaume, mais sur des bases mieux définies, avec des garanties plus fortes pour les libertés publiques. Richard se trouvait l'homme qui convenait aux politiques de cette espèce. Son humanité, sa modestie, son caractère, la médiocrité de ses talents, la docilité avec laquelle il se soumettait à la direction de plus habiles que lui, le rendaient admirablement propre au rôle de chef d'une monarchie tempérée.

Il parut un moment très-probable qu'il parviendrait, sous la direction de conseillers habiles, à réaliser ce que son père avait essayé en vain. Un parlement fut convoqué d'après l'ancien système; les petits bourgs, qui avaient été récemment privés de leur franchise, regagnèrent leurs priviléges perdus; Manchester, Leeds et Halifax cessèrent de nommer des députés, et le comté d'York fut de nouveau réduit à

deux représentants. Il semble vraiment extraordinaire à une génération qui a été excitée, pour ainsi dire, jusqu'à la folie par les questions de réforme parlementaire, que de grandes villes et de grands comtés se soient soumis à ce changement avec patience et même avec satisfaction. Mais, quoique les hommes réfléchis pussent voir, même alors, les vices de l'ancien système représentatif, et prévoir les fâcheuses conséquences que tôt ou tard ils produiraient, ces conséquences ne s'étaient pas encore fait sérieusement sentir. D'un autre côté, le système représentatif d'Olivier Cromwell, quoique basé sur les principes les plus sages, n'était pas populaire. Les événements qui lui avaient donné naissance, et les effets qu'il avait produits, ne disposaient pas en sa faveur : il était né de la violence militaire, il n'avait produit que de vaines discussions. La nation entière était fatiguée du gouvernement de l'épée, et voulait le gouvernement de la loi. Aussi, le rétablissement même d'anomalies et d'abus, s'ils étaient strictement conformes à la loi et qu'ils eussent été détruits par la toute-puissance du glaive, était-il généralement accepté avec satisfaction.

Dans la chambre des Communes, il y avait une forte minorité, composée en partie de francs républicains, en partie de royalistes dissimulant leurs idées; mais une large et inébranlable majorité paraissait favorable au projet de faire revivre l'ancienne constitution sous une dynastie nouvelle. Richard fut donc solennellement reconnu comme premier magistrat de l'État; les Communes consentirent, non-seulement à travailler de concert avec les Lords nommés par Olivier Cromwell, mais passèrent un acte reconnaissant à ceux qui, dans les derniers troubles, s'étaient mis du côté des libertés publiques, le droit de siéger sans nouvelle nomination.

Jusque-là, les hommes d'État qui conseillaient Richard eurent plein succès. Presque toutes les branches du gouvernement se trouvaient maintenant constituées comme elles l'étaient au commencement de la guerre civile. Si le Protecteur et le Parlement eussent pu marcher ainsi sans entraves, il est peu douteux qu'un ordre de choses semblable à celui qui fut plus tard établi sous la dynastie de Hanovre, eût été établi sous la dynastie de Cromwell. Mais il existait dans l'État un autre pouvoir capable de lutter contre le Protecteur et le Parlement réunis. Richard n'avait d'autre autorité sur les soldats que celle qui dérivait du grand nom dont il avait hérité; il ne les avait jamais conduits à la victoire, il n'avait jamais même porté les armes; ses habitudes et ses goûts étaient tout pacifiques. Les saints militaires de l'armée n'approuvaient pas non plus ses sentiments religieux. Bien

mieux que de longs sermons et de profonds soupirs, son humilité et sa douceur au sommet des grandeurs humaines, sa sereine résignation au milieu de cruels et injustes malheurs, montrèrent au monde ses excellentes qualités; mais il ne dissimula pas assez son dégoût pour le jargon religieux, habituel alors à tous les soldats. Les officiers qui avaient le plus d'influence sur les troupes stationnées aux environs de Londres n'étaient pas de ses amis; c'étaient des hommes distingués par leur valeur et leurs services sur les champs de bataille, mais dépourvus de cette sagesse, de ce courage civil, qui se montraient avec tant d'éclat dans leur ancien chef. Quelques-uns d'entre eux étaient d'honnêtes mais fanatiques Indépendants et Républicains : de ce nombre, était Fleetwood, qui marchait à leur tête. D'autres étaient impatients de jouer le rôle de Cromwell : son élévation rapide, sa prospérité et sa gloire, son inauguration dans la salle de Westminster, ses somptueuses obsèques dans l'abbaye, avaient enflammé leur imagination; ils étaient aussi bien nés que lui, aussi bien élevés, et ne comprenaient pas pourquoi ils ne seraient pas dignes, eux aussi, de revêtir la pourpre et de porter le glaive de l'État. Ils poursuivaient l'objet de leur extravagante ambition, non pas comme lui, avec patience, vigilance, sagacité et détermination, mais avec l'impatience et l'irrésolution qui caractérisent la médiocrité ambitieuse : Lambert était le plus remarquable de ces pâles copies d'un sublime original.

Le jour même de l'avénement de Richard, ces généraux commencèrent à conspirer contre leur nouveau maître. La bonne intelligence qui existait entre le Parlement et lui hâta le moment de la crise. Le ressentiment et l'alarme se répandirent dans le camp. Le sentiment religieux et militaire fut profondément blessé. Il sembla que les Presbytériens allaient dominer les Indépendants, et que les hommes d'épée seraient soumis aux hommes de robe. Une coalition se forma enfin entre les militaires mécontents et la minorité de la chambre des Communes. Richard eût-il hérité du profond jugement et du courage de fer de son père, il est douteux qu'il eût pu triompher d'une semblable coalition; mais il est certain que sa débonnaire simplicité ne convenait pas aux circonstances. Il tomba donc sans résistance et sans gloire. L'armée s'en servit comme d'un instrument pour dissoudre le Parlement, et le mit ignominieusement de côté ensuite; elle récompensa aussi ses alliés de la chambre des Communes, en déclarant que l'expulsion du parlement Croupion avait été illégale, et en invitant cette assemblée à reprendre ses fonctions. L'ancien Speaker et un nombre suffisant des anciens membres, se réunirent, et furent pro-

clamés le premier pouvoir de l'État, au milieu de la dérision et de l'exécration générale, à peine déguisée. Il fut aussi expressément déclaré qu'il n'y aurait plus ni chambre des Lords, ni premier magistrat.

Un tel état de choses ne pouvait durer. Le jour même où renaissait le Long-Parlement, renaissaient aussi ses querelles avec l'armée. Il oublia encore qu'il lui devait son existence, et recommença à la traiter en vassale; celle-ci, à son tour, vint en refermer violemment les portes, et un gouvernement provisoire, nommé par les officiers, prit la direction des affaires.

Ce furent ces circonstances critiques et l'appréhension de malheurs prochains plus grands encore, qui produisirent enfin l'alliance des Cavaliers et des Presbytériens. Même avant la mort de Charles Ier, quelques-uns de ceux-ci n'étaient pas éloignés d'une semblable alliance; mais ce ne fut qu'après la chute de Richard Cromwell que tout le parti se prit à désirer ardemment la restauration de la maison royale. On ne pouvait plus raisonnablement espérer le rétablissement de l'ancienne constitution sous une nouvelle dynastie. Il fallait choisir entre les Stuarts ou l'armée. La famille royale avait commis de grandes fautes, mais elle les avait cruellement expiées, et l'on pouvait espérer qu'elle aurait appris quelque chose à l'école salutaire de l'adversité. Il était probable que le sort de Charles Ier serait pour son fils un utile avertissement. Mais, de toute manière, les dangers qui menaçaient la nation étaient tels, qu'on pouvait bien faire quelques concessions d'opinions et courir quelques risques. L'Angleterre semblait destinée à tomber sous le plus odieux et le plus méprisable des gouvernements, sous un gouvernement qui réunirait les maux du despotisme aux horreurs de l'anarchie. Tout était préférable au joug d'une succession de tyrans incapables, élevés au pouvoir, comme les deys de Barbarie, par de continuelles révolutions militaires. Lambert pouvait être le premier de ces despotes, mais avant un an il lui faudrait faire place à Desborough, et Desborough à Harrison. Chaque fois que le bâton du commandement passerait d'une main débile dans une autre, la nation serait rançonnée pour dispenser de nouvelles largesses aux troupes. Si les Presbytériens restaient obstinément séparés des royalistes, l'État était perdu; il n'était pas même certain qu'il pût être sauvé par leurs efforts réunis, car l'effroi qu'inspirait cette armée invincible pesait sur tous, et les Cavaliers, sachant par l'expérience de tant de batailles perdues, combien le nombre est impuissant contre la discipline, étaient encore plus complétement abattus que les Têtes-rondes.

Tant que l'armée resta unie, les soulèvements et les complots des mécontents restèrent sans effet. Mais quelques jours après la seconde expulsion du Long-Parlement, une nouvelle se répandit qui réjouit tous les cœurs dévoués, soit à la monarchie, soit à la liberté. Cette force immense qui, durant tant d'années, avait agi comme un seul homme et s'était ainsi rendue irrésistible, était enfin divisée. L'armée d'Écosse avait rendu de grands services à la république; elle était en brillant état; elle n'avait pris aucune part aux récentes révolutions, et les avait vues avec toute l'indignation qu'avaient dû éprouver jadis les légions romaines, établies sur les bords du Danube et de l'Euphrate, quand elles apprirent que l'empire avait été mis à l'enchère par les gardes prétoriennes. Elle trouva intolérable que quelques régiments, uniquement parce qu'ils étaient cantonnés dans les environs de Westminster, s'arrogeassent le droit de faire et de défaire plusieurs gouvernements, dans l'espace de six mois. Et, s'il était convenable que le gouvernement fût réglé par les soldats, ceux qui maintenaient la puissance du nom Anglais, au nord du Tweed, ne devaient-ils pas avoir leur voix aussi bien que ceux qui gardaient la Tour de Londres? Il y avait, il paraît, beaucoup moins de fanatisme religieux, parmi les troupes stationnées en Écosse que dans le reste de l'armée, et George Monk, qui les commandait, était bien loin d'être un zélateur. Il avait, au commencement de la guerre civile, porté les armes en faveur du roi; fait prisonnier par les Têtes-rondes, il avait accepté une commission du Parlement et, sans la moindre prétention à la sainteté, il s'était élevé aux plus hauts commandements, par son courage et ses talents militaires. Il avait utilement servi les deux Protecteurs; il avait tacitement reconnu la révolution militaire de Westminster, qui avait renversé Richard Cromwell et rétabli le Long-Parlement; il eût probablement reconnu sa seconde expulsion, si le gouvernement provisoire se fût abstenu de lui donner des motifs de mécontentement et de crainte. Car il était d'une nature circonspecte et indolente, et peu disposé à hasarder des avantages modestes, mais sûrs, contre la possibilité incertaine d'obtenir le plus brillant succès. La crainte d'être inquiété par les nouveaux chefs de l'État, s'il se soumettait à eux, paraît l'avoir plus activement poussé à les attaquer, que l'espoir de s'élever à leur place, s'il parvenait à les renverser. Quels que fussent ses motifs, il se déclara le champion du pouvoir civil opprimé, refusa de reconnaître l'autorité usurpée du gouvernement provisoire, et marcha vers l'Angleterre à la tête de sept mille vieux soldats.

Ce fut le signal d'une explosion générale : on refusa de payer les

taxes; les ouvriers de la Cité s'assemblèrent par milliers et demandèrent à hauts cris un Parlement libre; la flotte remonta la Tamise en se déclarant contre la tyrannie des soldats. Ceux-ci, délivrés du contrôle d'un esprit supérieur, se divisèrent en factions; chaque régiment craignant d'être laissé seul, et de devenir ainsi le but des vengeances de la nation opprimée, se hâtait de faire sa soumission séparée. Lambert, qui s'était précipité vers le nord à la rencontre de l'armée d'Écosse, fut abandonné par ses troupes et fait prisonnier. Pendant treize années, le pouvoir civil avait été obligé, dans tous les conflits, de céder au pouvoir militaire; le pouvoir militaire s'humiliait maintenant devant le pouvoir civil. Le Parlement-Croupion, généralement haï et méprisé, mais néanmoins le seul corps politique dans le pays qui eût une apparence d'autorité légale, revint à Westminster d'où il avait été deux fois ignominieusement chassé.

Cependant Monk avançait toujours vers Londres. Partout où il passait, la bourgeoisie se précipitait au-devant de lui et le suppliait d'user de son pouvoir pour rétablir la paix dans la nation déchirée. Le général, homme froid, silencieux, sans passion pour telle religion ou telle politique, se tenait dans une réserve impénétrable. Quels étaient alors ses projets? Avait-il même des projets bien arrêtés? Il est permis d'en douter. Son but apparent était de se tenir, autant que possible, libre de choisir entre plusieurs lignes de conduite. C'est là, du reste, la tactique habituelle aux hommes plus distingués par leur prudence que par leur clairvoyance. Il ne prit probablement son parti qu'après avoir été quelques jours à Londres. Le cri universel du peuple était pour un Parlement libre, et il n'était pas douteux qu'un Parlement libre rappellerait aussitôt la famille exilée. Le Croupion et les soldats étaient encore hostiles, il est vrai, à la famille des Stuarts; mais l'un et l'autre ils étaient universellement détestés et méprisés. A la vérité, le pouvoir des soldats était encore formidable; mais les discordes intérieures l'avaient bien affaibli; ils n'avaient plus de chef. Dans différentes localités, ils en étaient venus aux mains les uns contre les autres. La veille même de l'entrée de Monk à Londres, la cavalerie et l'infanterie s'étaient battues dans le Strand. L'union d'une armée avait longtemps dominé la nation divisée; maintenant cette nation était unie, l'armée seule était divisée.

Pendant quelque temps, la dissimulation ou l'irrésolution de Monk tint tous les partis dans une pénible incertitude; à la fin, il rompit le silence en se déclarant pour un Parlement libre.

Aussitôt que sa résolution fut connue, la nation entière devint folle

de joie; partout où il se montrait, la multitude l'entourait et bénissait son nom; les cloches de toute l'Angleterre carillonnèrent joyeusement; l'*ale* coula dans les rues, et, plusieurs nuits de suite, Londres fut éclairée, à cinq milles à la ronde, par des feux de joie. Les membres presbytériens de la chambre des Communes, qui en avaient été jadis chassés par la force des armes, revinrent prendre leurs siéges et furent salués par les acclamations de la multitude qui remplissait la salle de Westminster et la cour du Palais. Les chefs des Indépendants, à peine en sûreté dans leurs maisons, n'osèrent plus se montrer dans les rues. On prit des mesures temporaires de gouvernement, et des ordres furent expédiés pour une élection générale. Enfin, le mémorable Parlement, qui, pendant vingt années d'agitation, avait éprouvé toutes les vicissitudes de la fortune, qui avait triomphé de son souverain, qui avait été asservi par ses serviteurs, qui avait été deux fois chassé et deux fois restauré, déclara solennellement sa propre dissolution.

Le résultat des élections répondit à ce que l'on pouvait attendre des sentiments de la nation. La nouvelle chambre des Communes fut, à peu d'exceptions près, composée d'hommes dévoués à la famille royale; les Presbytériens y étaient en majorité.

Il était à peu près certain dès lors, qu'il y aurait une restauration; mais on pouvait encore craindre quelle ne fût pas pacifique. L'humeur des soldats était sombre et farouche; Charles leur était odieux; le nom même des Stuarts excitait leur haine; ils détestaient le presbytérianisme, abhorraient la prélature. Voyant approcher avec une amère indignation la fin de leur longue domination et le commencement d'une longue vie de misère et de labeurs sans gloire, ils attribuaient leur infortune à la faiblesse de quelques généraux, à la trahison de quelques autres. Une heure de leur cher Olivier eût pu encore ramener une gloire évanouie. Désunis, trahis, laissés sans chef qui commandât leur confiance, ils étaient néanmoins encore à craindre. Ce n'était pas peu que d'affronter cinquante mille hommes qui n'avaient jamais tourné le dos à l'ennemi. Monk et ses alliés politiques savaient bien que la crise serait des plus périlleuses. Tout en prenant de vigoureuses mesures en cas de conflit, ils employèrent un art infini à semer dans les rangs de l'armée la division et la flatterie. L'armée d'Écosse, alors en garnison à Londres, était entretenue dans de favorables dispositions, à l'aide de louanges, de promesses et de présents. Les riches habitants de Londres ne refusaient rien aux soldats; leur meilleur vin était libéralement distribué, et l'on rencontrait bon nombre de ces pieux guerriers dans un état qui faisait peu d'honneur à leur caractère

religieux et militaire. Monk se hasarda à licencier quelques régiments réfractaires, pendant que le gouvernement provisoire faisait tous ses efforts, avec l'aide de la bourgeoisie et des magistrats, pour organiser la milice. Dans chaque comté, elle fut bientôt prête à marcher. Cette force s'élevait au moins à cent vingt mille hommes. Vingt mille citoyens, armés et équipés, furent passés en revue à Londres, dans Hyde-Park, et firent éclater un enthousiasme qui justifiait l'espoir qu'en cas de besoin ils défendraient vigoureusement leurs boutiques et leurs foyers. La flotte entière était avec la nation. Ce fut un temps d'émotions, d'anxiétés, et cependant d'espérance. On pensait généralement que l'Angleterre serait délivrée, mais non sans un combat sanglant et désespéré, et que ceux qui avaient si longtemps dominé par le glaive périraient par le glaive.

Heureusement les dangers d'un conflit furent détournés. Il y eut cependant un moment extrêmement périlleux : Lambert s'échappa de prison et appela ses camarades aux armes. La flamme de la guerre civile fut un instant rallumée ; mais de prompts et vigoureux efforts l'éteignirent avant qu'elle eût le temps de se propager, et le malheureux imitateur de Cromwell fut de nouveau fait prisonnier. L'insuccès de cette entreprise abattit le courage des soldats, et ils se soumirent tristement à leur sort.

Le nouveau Parlement, ou plutôt la Convention, car la convocation eut lieu sans lettres royales, se réunit à Westminster, et les Lords rentrèrent dans la salle, d'où ils avaient été exclus par la force pendant plus de onze années. Les deux Chambres invitèrent aussitôt le roi à rentrer dans son royaume, et il fut proclamé avec une pompe inusitée; une brillante flotte alla le chercher en Hollande, et le débarqua sur la côte du comté de Kent, en présence de milliers de spectateurs qui couvraient les dunes de Douvres, et versaient des larmes de joie. Son voyage à Londres fut un triomphe continuel; depuis Rochester, la route était bordée de baraques et de tentes, et semblait une interminable foire ; partout des bannières étaient déployées, partout le son des cloches et de la musique éclatait, partout le vin et l'ale ruisselaient à la santé de celui dont le retour ramenait le règne de la paix, de la loi et de la liberté. Mais au milieu de la joie générale, un point sombre présentait un aspect menaçant. L'armée avait été réunie à Blackheath, pour saluer le souverain ; il eut beau sourire, s'incliner, tendre sa main à baiser aux colonels et aux majors, ses avances furent vaines. La contenance des soldats était triste et menaçante, et s'ils eussent donné un libre essor à leurs sentiments, la pompe joyeuse, à laquelle ils contri-

buaient à regret, eût eu un lugubre et sanglant dénoûment. Mais il n'y avait aucune union entre eux, la discorde et la défection les avaient laissés sans confiance dans leurs chefs, sans confiance en eux-mêmes. Toute la milice de la Cité était sous les armes; de nombreuses compagnies, commandées par des gentilshommes et des nobles dévoués, s'étaient rendues à Londres des différentes parties du royaume, pour acclamer le roi; le grand jour put se terminer en paix et l'exilé rappelé put reposer en sûreté dans le palais de ses ancêtres.

CHAPITRE II

L'histoire d'Angleterre, pendant le XVIIe siècle, est l'histoire de la transformation d'une monarchie tempérée, constituée, d'après les idées du moyen âge, en une monarchie tempérée aussi, mais adaptée à un état social plus avancé, dont les charges publiques ne peuvent plus être supportées par les revenus de la couronne, et dont la défense ne peut plus être confiée avec sécurité à une milice féodale. Nous avons vu que les hommes politiques qui se trouvaient à la tête du Long-Parlement, en 1642, firent de grands efforts pour accomplir ce changement, en transférant directement et absolument aux États du royaume, le droit de choisir les ministres, de commander les armées et de surveiller l'administration exécutive. Ce plan était peut-être le meilleur que l'on pût trouver alors; mais il fut dérangé par la direction que prit la guerre civile. Le Parlement eut le dessus, il est vrai, mais il n'eut le dessus qu'après une lutte qui donna naissance à un pouvoir sur lequel son contrôle était nul, et qui commença bientôt à dominer tous les ordres et tous les partis. Pendant un temps, les malheurs inséparables d'un gouvernement militaire furent adoucis par la sagesse et la magnimité du grand homme qui occupait le rang suprême; mais quand le glaive dont il s'était servi avec énergie, sans doute, mais avec une énergie que guidait toujours le bon sens, que tempérait généralement une bonne nature, eut passé de ses mains dans celles de capitaines sans habileté comme sans courage, alors il devint probable que l'ordre et la liberté ne tarderaient pas à périr dans une ruine honteuse.

Cette ruine fut heureusement évitée. Les écrivains zélés pour la liberté se sont, en général, trop laissés aller à représenter la Restauration comme un événement funeste, et à condamner la folie ou la

bassesse de la Convention, qui rappela la royauté sans en exiger de nouvelles garanties. Ceux qui tiennent ce langage ne comprennent pas la nature réelle de la crise qui suivit la déposition de Richard Cromwell. L'Angleterre était en danger imminent de tomber sous le glaive de petits tyrans, tour à tour élevés et abattus par le caprice militaire. Délivrer le pays de la domination du soldat devint donc le but principal de tout patriote éclairé; mais les plus entreprenants ne pouvaient guère espérer le succès tant que l'armée resterait unie. Tout à coup, un rayon d'espoir vint à poindre : les généraux étaient en rivalité, l'armée était divisée. Les destinées futures de la nation dépendaient du parti qu'on tirerait de ce moment opportun. Nos ancêtres ne négligèrent pas l'occasion. Oubliant de vieilles offenses, mettant de côté de petits scrupules, ils ajournèrent à un moment plus convenable toute discussion sur les réformes que pouvaient demander nos institutions; et tous, Cavaliers, Têtes-rondes, Épiscopaux et Presbytériens, ne faisant plus qu'un, défendirent les vieilles lois du pays contre le despotisme militaire. On pouvait bien remettre à équilibrer exactement les pouvoirs entre le Roi, les Lords, les Communes, jusqu'à ce qu'il fût décidé d'abord si l'Angleterre serait gouvernée par un roi, des Lords et des Communes, ou par des cuirassiers et des hallebardiers. Si les hommes d'État de la Convention avaient agi différemment, s'ils avaient discuté en détail sur les principes du gouvernement, s'ils avaient formulé et envoyé à Charles une nouvelle constitution, si des conférences avaient été ouvertes et que des courriers eussent pendant des semaines passé et repassé de la Hollande à Westminster avec des projets et des contre-projets, des dépêches de Hyde et des répliques de Prynne, cette coalition, d'où dépendait la sûreté publique, se serait dissoute; les royalistes et les Presbytériens se seraient certainement querellés; les factions militaires se fussent peut-être réconciliées, et les amis imprudents de la liberté auraient pu regretter pendant de longues années, sous un joug pire que celui du pire des Stuarts, l'heureuse occasion qu'ils avaient laissé échapper.

L'ancien système de gouvernement fut donc rétabli du consentement des deux grands partis de la nation. Il fut rétabli exactement comme il était, dix-huit ans auparavant, quand Charles I[er] quitta sa capitale. Tous les actes du Long-Parlement qui avaient reçu la sanction royale furent maintenus. Une nouvelle concession, une concession qui intéressait même plus les Cavaliers que les Têtes-rondes, fut aisément obtenue du roi. Les fiefs militaires avaient été originairement créés comme moyen de défense nationale; mais, dans la suite

des temps, tout ce que cette institution pouvait avoir d'utile avait disparu, et il n'en restait plus que de vexatoires formalités. Un propriétaire, qui tenait sa propriété sous condition de service militaire à la Couronne (et la plus grande partie du sol anglais était dans ces conditions), devait payer une forte somme en entrant en possession; il ne pouvait aliéner un arpent de ses domaines sans acheter une licence; quand il mourait, si son héritier était mineur, le souverain en devenait le tuteur naturel, et avait droit, non-seulement à une grande partie des revenus pendant sa minorité, mais pouvait exiger encore, sous peine de fortes amendes, que son pupille épousât, selon la volonté royale, une personne de son rang. Le principal appât qui attirait à la cour un sycophante besogneux était l'espoir d'obtenir, en récompense de sa servilité et de ses flatteries, une lettre royale pour une riche héritière. Ces abus étaient tombés avec la monarchie; tout gentilhomme propriétaire désirait ardemment ne pas les voir renaître avec elle; ils furent donc abolis par statut, et il ne resta plus vestige des anciens services féodaux, si ce n'est certaines fonctions honorifiques que remplissent encore, au couronnement des souverains, quelques propriétaires de fiefs.

Il fallut aussi licencier l'armée. Cinquante mille hommes, accoutumés au métier des armes, furent tout à coup jetés sur le pavé. L'expérience devait faire craindre que ce changement subit ne produisît de grandes misères et de grands crimes; on devait s'attendre à voir bientôt ces vétérans licenciés, mendiant dans les rues, ou poussés peut-être par la faim au pillage; il n'en fut rien. En quelques mois, il ne restait aucune trace indiquant que l'armée la plus formidable du monde venait d'être absorbée par la masse de la population. Les royalistes eux-mêmes étaient forcés d'avouer que ces vieux soldats prospéraient plus que les autres dans toutes les industries honnêtes, que pas un ne fut accusé de vol ou de brigandage, que pas un n'eut recours à la charité publique, et que si un maçon, un boulanger, un charretier, se distinguait par son assiduité au travail et par sa sobriété, il y avait à parier que c'était un des vieux soldats de Cromwell.

La tyrannie militaire avait cessé; mais elle avait laissé de pénibles et profondes traces dans l'esprit public. Le nom seul d'armée permanente fut longtemps en horreur; et ce qu'il y a de remarquable, c'est que ce sentiment était encore plus fort chez les Cavaliers que parmi les Têtes-rondes. Il est heureux pour notre pays que, lorsqu'il fut pour la première et dernière fois, soumis au pouvoir de l'épée, cette épée ne fût pas dans les mains d'un prince légitime, mais dans celles

de rebelles qui tuèrent le roi et renversèrent l'Église. L'Angleterre aurait eu bien peu d'espoir de recouvrer ses libertés si une armée comme celle de Cromwell eût été commandée par un prince ayant un titre aussi légitime que celui de Charles. Heureusement, le seul instrument qui pût restaurer une monarchie absolue devint un objet de dégoût et d'horreur, même au parti monarchique, et fut pendant longtemps associé, dans l'imagination des royalistes et des Prélatistes, avec le régicide et le prêche en plein vent. Plus d'un siècle après la mort de Cromwell, les Tories se récriaient encore à chaque augmentation de l'armée régulière, et exaltaient les avantages d'une milice nationale. Même en 1786, un ministre, qui avait toute leur confiance, ne put surmonter leur opposition au projet de fortifier la côte; et ils ne se résignèrent à l'idée d'une armée permanente que lorsque la révolution française eut donné une autre direction à leurs craintes.

La coalition qui parvint à rappeler le roi ne dura pas plus que le danger qui l'avait fait naître, et deux partis hostiles se trouvèrent bientôt en présence. Tous les deux étaient d'accord sur la convenance qu'il y aurait à punir quelques malheureux, objets alors d'une haine presque universelle. Cromwell n'était plus, et il fallait bien que ceux qui avaient fui devant lui se contentassent de déterrer, de pendre, de couper en quartiers, de jeter aux flammes les restes du plus grand prince qui ait jamais régné en Angleterre; ils assouvirent encore leur vengeance sur quelques chefs du parti républicain; les victimes furent rares, mais cependant trop nombreuses. Bientôt les vainqueurs, rassasiés du sang des régicides, se tournèrent les uns contre les autres. Les Têtes-rondes, tout en admettant les qualités de Charles I[er], et tout en condamnant la sentence portée contre lui par un tribunal illégal, maintenaient cependant que son administration avait été, sous beaucoup de rapports, inconstitutionnelle, et que c'était dans un but louable et par des raisons fondées, que le Parlement avait pris les armes. La monarchie, selon ces hommes politiques, n'avait pas de pire ennemi que les flatteurs qui, mettant le privilége au-dessus de la loi, condamnaient toute opposition aux empiétements de la royauté, et stigmatisaient du nom de traître, non-seulement Cromwell et Harrison, mais Pym et Hampden. Si le roi, disaient-ils, voulait un règne tranquille et prospère, il devait se confier à ceux qui, bien qu'ils eussent tiré l'épée pour la défense des priviléges parlementaires envahis, n'avaient pas hésité à s'exposer à la rage des soldats, dans l'espoir de sauver son père, et avaient le plus contribué au rappel de la famille royale.

Les Cavaliers pensaient tout différemment. Ils étaient restés fidèles

à la couronne, pendant dix-huit ans de vicissitudes : devaient-ils, après avoir partagé les malheurs de leur prince, ne pas avoir leur part de son triomphe? Ne devait-il y avoir aucune distinction entre eux et le sujet déloyal qui avait pris les armes contre son légitime souverain, qui avait reconnu Richard Cromwell, et qui n'avait travaillé à la restauration des Stuarts que lorsqu'il avait reconnu qu'elle seule pouvait sauver la nation de la tyrannie de l'armée? En admettant que par ses récents services il eût mérité son pardon, les services rendus à la onzième heure devaient-ils être mis en comparaison avec les travaux et les souffrances de ceux qui avaient supporté toute la chaleur du jour? Devait-on le faire marcher de pair avec des hommes qui, non-seulement n'avaient pas besoin de la clémence royale, mais avaient, au contraire, chaque jour de leur vie, acquis des droits à la reconnaissance de leur souverain? Et surtout, devait-il conserver une fortune formée de la dépouille des défenseurs du trône? N'était-ce pas assez que sa tête et sa fortune patrimoniale, cent fois dévolues à la justice, fussent maintenant en sûreté, et qu'il pût jouir en paix, avec le reste de la nation, des bienfaits du gouvernement paternel dont il avait été si longtemps l'ennemi? Fallait-il qu'il fût récompensé de sa trahison aux dépens d'hommes dont tout le crime consistait dans leur fidélité à leur serment d'allégeance? Et quel avantage trouvait le roi à gorger les anciens ennemis des dépouilles de ses anciens amis? Quelle confiance pouvait-on avoir en des hommes qui avaient résisté à leur souverain, lui avaient déclaré la guerre, l'avaient fait prisonnier, et qui même, maintenant, au lieu de courber la tête de honte et de repentir, se vantaient de ce qu'ils avaient fait, et semblaient croire qu'ils avaient donné une grande preuve de leur dévouement en s'arrêtant au seuil du régicide? Il était vrai qu'ils avaient aidé à rétablir le trône, mais il était vrai aussi que les principes qu'ils professaient pourraient bien les pousser à le renverser de nouveau. Sans doute il était convenable que quelques marques d'approbation royale fussent accordées à certains convertis, qui avaient rendu d'éminents services; mais la politique, aussi bien que la justice et la reconnaissance, faisaient un devoir au roi de donner la plus haute place dans son estime à ceux qui, du commencement à la fin, pendant la bonne et la mauvaise fortune, avaient toujours été les défenseurs de sa famille. Par toutes ces raisons, les Cavaliers demandaient à être indemnisés de tout ce qu'ils avaient souffert, et réclamaient la préférence dans la distribution des faveurs de la couronne. Quelques membres violents du parti allèrent même plus loin, et demandèrent de larges catégoreis de proscription.

Ces haines politiques étaient comme toujours envenimées par les

haines religieuses. Le roi avait trouvé l'Église dans une singulière situation : peu de temps avant le commencement de la guerre civile, son père avait sanctionné, quoiqu'à regret, un acte vigoureusement soutenu par Falkland, et qui privait les évêques de leur siége dans la chambre des Lords; mais aucune loi n'avait aboli l'épiscopat et l'ancienne liturgie. Le Long-Parlement, cependant, avait rendu différentes ordonnances, qui avaient fait une révolution complète dans le gouvernement de l'Église et dans le culte public. Les principes du nouveau système n'étaient guère moins érastiens que les principes de celui qu'il remplaçait. Les Chambres, guidées par les conseils de l'éminent Selden, voulurent surtout que le pouvoir spirituel fût toujours subordonné au pouvoir temporel : elles avaient refusé de déclarer qu'aucune organisation ecclésiastique fût d'origine divine. Elles avaient décidé qu'on pourrait appeler en dernier ressort, au Parlement, des décisions des cours ecclésiastiques. Après cette importante réserve, on avait résolu d'établir en Angleterre une hiérarchie, qui avait beaucoup d'analogie avec la hiérarchie actuelle d'Écosse. L'autorité de conseils régulièrement échelonnés, avait remplacé l'autorité des évêques et des archevêques, et l'office presbytérien s'était substitué à la liturgie épiscopale. Mais ces règlements étaient à peine rédigés, quand les Indépendants acquirent une influence suprême dans l'État. Ceux-ci n'avaient aucune envie de soutenir des dispositions réglementaires touchant les synodes classiques, provinciaux et nationaux; elles ne furent donc jamais complétement appliquées. Les comtés de Middlesex et de Lancastre, furent les seuls où elles furent strictement exécutées; dans les cinquante autres comtés, aucune paroisse n'avait, pour ainsi dire, de rapport avec ses voisines. Dans quelques districts cependant, les ministres formèrent des associations volontaires, pour s'aider mutuellement de leurs conseils, mais ces associations n'avaient aucun pouvoir coercitif. Sans l'intervention arbitraire d'Olivier Cromwell, les collateurs de bénéfices, délivrés du contrôle de l'évêque et de la surveillance du conseil de fabrique, eussent pu confier la charge des âmes aux plus profonds scélérats. Cromwell, de son autorité privée, nomma une commission, dite Commission d'examen; la plupart des membres étaient des docteurs indépendants, mais quelques ministres presbytériens et quelques laïques y furent aussi admis. Un certificat, délivré par cette Commission, servait à la fois de présentation et d'institution; et sans ce certificat personne ne pouvait jouir d'un bénéfice. Ce fut, sans contredit, un des actes les plus despotiques que se soit jamais permis un monarque anglais; cependant, comme on sentait bien

que, sans une telle précaution, le pays serait couvert d'une nuée d'ignorants et d'intrigants, qui porteraient le nom et recevraient le salaire de ministre, quelques personnes fort respectables avouaient, quoique opposées aux idées de Cromwell, que dans cette occasion il avait été un bienfaiteur public. Les candidats, admis par la commission, prenaient possession de leur paroisse, cultivaient les terres ecclésiastiques, levaient la dîme, priaient sans livre et sans surplis, et administraient la communion aux fidèles, assis à de longues tables.

Ainsi, le gouvernement ecclésiastique du royaume se trouvait dans une confusion inextricable. Le système épiscopal était la forme prescrite par les anciennes lois du pays, lois non abrogées encore; le système presbytérien était la forme prescrite par les ordonnances du Parlement; mais, ni la loi ancienne, ni les ordonnances récentes, n'étaient, de fait, en vigueur. On ne peut définir l'Église à cette époque que comme un corps irrégulier, composé de quelques paroisses et d'un grand nombre de congrégations indépendantes, que l'autorité seule du gouvernement pouvait dominer et maintenir réunies. Dans le parti qui avait le plus contribué au retour du roi, il y avait des partisans zélés des synodes et du presbytérianisme, il y avait aussi des hommes disposés à terminer, par un compromis, les dissensions qui avaient si longtemps agité l'Angleterre. Entre les sectateurs fanatiques de Laud et les sectateurs fanatiques de Calvin, il ne pouvait y avoir ni paix, ni trêve; mais il ne paraissait pas impossible d'effectuer une réconciliation entre les épiscopaux modérés de l'école d'Usher, et les presbytériens modérés de l'école de Baxter. Les épiscopaux modérés admettaient qu'un évêque pût légalement être assisté d'un conseil; les Presbytériens modérés ne niaient pas que chaque assemblée provinciale pût légalement avoir un président permanent, et que ce président pût légalement s'appeler évêque. On pouvait faire une liturgie nouvelle, qui admettrait les prières improvisées; un service baptismal, dans lequel le signe de croix serait facultatif; un service de communion, pendant lequel les fidèles pourraient rester assis, si leur conscience leur interdisait de s'agenouiller. Mais un semblable compromis révoltait les Cavaliers. Les membres consciencieux de ce parti, étaient attachés de cœur au culte de cette Église qui avait eu toute l'affection de leur roi martyr, qui les avait consolés dans leurs défaites et dans leur adversité, et dont les prières, si souvent murmurées à demi-voix dans le secret de la famille, à une époque d'épreuves, conservaient encore tant de charmes pour eux, qu'il leur répugnait d'en sacrifier un seul verset. D'autres royalistes, qui n'avaient aucune prétention à la piété,

aimaient l'église épiscopale parce qu'elle était l'ennemie de leurs ennemis. Leur attachement à de certaines prières et à de certaines cérémonies, ne se mesurait pas sur les consolations qu'ils en recevaient, mais sur le dépit qu'elles inspiraient aux Têtes-rondes, et bien loin de se sentir disposés à acheter l'union par des concessions, ils ne voulaient pas de concessions, principalement parce qu'elles pouvaient amener l'union.

De tels sentiments, quoique blâmables, étaient naturels, et n'étaient pas sans excuses. A l'époque de leur puissance, les Puritains s'étaient sans aucun doute permis de cruelles provocations. Ils auraient dû apprendre, si ce n'est autrement, du moins par leur propre mécontentement, par leur propre opposition, par leur propre victoire, par la chute même de cette orgueilleuse hiérarchie dont ils avaient subi la lourde tyrannie, qu'en Angleterre, au XVIIe siècle, le pouvoir d'une magistrature civile était impuissant à dresser la conscience humaine selon un système uniforme de théologie. Ils se montrèrent cependant aussi intrigants et aussi intolérants que Laud le fut jamais. Ils interdirent, sous peine de fortes amendes, l'usage du livre de prières communes, non-seulement dans les églises, mais encore dans l'intérieur des familles. C'était un crime pour un enfant, de lire au pied du lit d'un père malade, ces belles prières qui avaient adouci les souffrances de quarante générations de chrétiens. Des peines sévères étaient appliquées à ceux qui osaient blâmer le culte des calvinistes. De respectables ecclésiastiques étaient non-seulement dépossédés par milliers de leurs bénéfices, mais souvent encore exposés aux outrages d'une multitude fanatique. Des églises, des tombeaux, des chefs-d'œuvre de l'art, de curieux restes d'antiquité étaient brutalement dégradés. Le Parlement décida que tous les tableaux des collections royales qui contenaient l'image de Jésus et de la vierge Marie, seraient brûlés ; la sculpture ne fut pas plus épargnée : des statues de Nymphes et des Grâces, œuvres du ciseau ionien, furent livrées à des maçons puritains, pour recevoir de leur marteau une apparence plus décente. Une guerre que ne tempéraient ni l'humanité ni le sens commun, fut déclarée au vice frivole par ce parti tout-puissant : les paris furent défendus par des lois sévères ; l'adultère fut puni de mort ; le commerce illicite entre les sexes, même quand il n'y avait ni violence, ni séduction, qu'il n'en était résulté aucun scandale public, que les droits conjugaux n'avaient reçu aucune atteinte, était réputé délit. Les amusements publics, depuis les mascarades données dans la demeure des grands, jusqu'aux assauts de lutte et

aux grimaces des Bobêches, en champ de foire, furent sévèrement poursuivis; une ordonnance prescrivit d'abattre tous les arbres de Mai, une autre défendait toutes les représentations théâtrales, les salles de spectacle devaient être détruites, les spectateurs punis d'amende, les acteurs fouettés en place publique; les danseurs de corde, les courses de chevaux, les jeux de boules, les marionnettes, étaient regardés d'un mauvais œil; mais surtout les combats d'ours, l'amusement favori alors des hautes et des basses classes, excitaient l'indignation de cette secte austère. Il ne faudrait cependant pas croire que leur antipathie pour cet amusement eût rien de commun avec le sentiment qui a engagé de nos jours la législature à porter des lois protectrices des animaux contre la cruauté inutile de l'homme. Le Puritain n'avait pas horreur de ces combats parce que les ours en souffraient, mais bien parce que les spectateurs s'en divertissaient; son bonheur, à lui, était de tourmenter et le spectateur et l'ours [1].

Rien peut-être ne peint mieux le caractère des Puritains, que leur conduite en ce qui touche la fête de Noël. Ce jour-là était, de temps immémorial, un jour de réjouissance et de joie domestique, un jour de réunion de famille, où les enfants avaient congé, où les querelles étaient oubliées, où le chant des cantiques ne cessait de se faire entendre dans les rues, où toutes les maisons étaient décorées de verdure, où toutes les tables se couvraient de viandes abondantes. Ce jour-là, les cœurs qui n'étaient pas complétement endurcis, s'adoucissaient et s'ouvraient; le pauvre était admis à prendre une large part dans le superflu du riche; libéralité d'autant plus agréable, que les jours sont plus courts et la saison plus rude; ce jour-là, l'intervalle entre

1. L'extrait suivant d'une brochure intitulée : « Journal véridique de quelques événements passés en Parlement, et en quelques autres lieux du royaume, depuis le lundi 24 juillet, jusqu'au lundi 31 juillet 1643, » prouvera suffisamment à quel point la compassion pour les ours entrait peu dans ces sentiments : « A son retour de Hollande, la reine, en outre d'une bande de drôles à demi sauvages, « a amené une bande d'ours sauvages; dans quel but? vous en jugerez par ce qui suit : ces ours « furent laissés à Newark, et furent promenés dans les villages des campagnes, pour y combattre, « le jour du Seigneur! Telle est la religion que ces gens-là voudraient établir parmi nous; et si « quelqu'un tentait de s'y opposer et blâmait ces damnables profanations, il était à l'instant noté « comme Tête-ronde et Puritain, et sûr d'être houspillé pour cela. Mais quelques soldats du colonel « Cromwell, arrivés par hasard dans la ville de Uppingham, dans le comté de Rutland, un diman- « che, et trouvant ces ours au beau milieu de leurs combats accoutumés, les saisirent, les attachè- « rent à des arbres et les tuèrent. » Cet exemple n'est point le seul. Quand le colonel Pride était sheriff de Surrey, il fit tuer aussi tous les ours qui se trouvaient dans la fosse du jardin de Southwark. Un monarchique satiriste du temps met dans sa bouche le plaidoyer suivant : « La chose qui pèse le plus sur ma conscience est d'avoir tué les ours, ce qui m'a fait haïr du peuple et m'a fait donner tous les noms de l'arc-en-ciel; mais David aussi ne tua-t-il pas un ours? Le lord-député Yreton ne tua-t-il pas un ours? Un autre lord des nôtres n'en a-t-il pas tué cinq? » — *Dernier discours et dernières paroles de Thomas Pride.*

seigneur et vassal, entre maître et serviteur, était moins marqué que dans tout le reste de l'année. Au milieu de tant de réjouissances, il y avait bien quelques excès, mais, en général, l'esprit qui présidait à la célébration de ce saint jour, n'était pas indigne d'une fête chrétienne. Le Long-Parlement ordonna néanmoins, en 1644, que le 25 décembre, un jeûne sévère serait observé, qu'on passerait tout ce jour dans d'humbles lamentations, sur le grand crime national qu'eux et leurs pères avaient si souvent commis à pareille époque, en dansant sous le gui, en mangeant des pommes cuites et de la hure de sanglier, en buvant de l'ale savoureuse. Aucun acte public, à cette époque, ne paraît avoir causé autant d'irritation au bas peuple. Au premier anniversaire des fêtes de Noël, des émeutes formidables eurent lieu en plusieurs endroits. On résista aux *constables*, on insulta les magistrats, les maisons des fanatiques les plus connus furent attaquées, et le service religieux de ce jour fut, quoique prohibé, lu publiquement dans les églises.

Tel était l'esprit des Puritains exagérés parmi les Presbytériens et les Indépendants. Olivier Cromwell n'était certes pas disposé naturellement à se faire persécuteur ou même à se mêler de la religion d'autrui; mais, chef d'un parti, conséquemment un peu son esclave, il ne pouvait toujours gouverner selon ses propres idées. Même sous son administration, plusieurs magistrats se rendirent dans leurs districts aussi odieux que sir Hudibras, en intervenant dans les plaisirs du voisinage, en dispersant les réunions joyeuses, en mettant en prison les ménétriers. Le zèle des soldats était encore plus grand : dans chaque village où ils paraissaient, c'en était fait des danses, des carillons et des jeux. A Londres, ils interrompirent plusieurs fois des représentations théâtrales, que le Protecteur avait jugé convenable de tolérer.

Le mépris public se mêlait à la crainte et à la haine qu'inspirait une telle tyrannie. Depuis le règne d'Élisabeth, les ridicules du Puritain, son maintien, son costume, son jargon, ses étranges scrupules, avaient été un sujet favori de moquerie. Mais ces ridicules parurent bien plus grotesques encore dans une faction qui gouvernait un grand empire que dans une secte obscure et persécutée. Ce jargon religieux, qui avait fait rire dans la bouche de « *Tribulation-salutaire* » ou de « *Zèle-de-la-Terre-Remuant*, » était encore bien plus risible quand il sortait de la bouche de généraux ou de conseillers d'État. Il faut aussi remarquer que, pendant les troubles civils, il s'était formé quelques sectes, dont les excentricités dépassaient tout ce qui avait jamais été vu. Un tailleur fou, nommé Ludovic Muggleton, allait de cabaret

en cabaret, buvant de l'ale et menaçant des peines éternelles tous ceux qui se refusaient à croire, sur sa parole, que l'Être-Suprême n'avait que six pieds de haut, et que le soleil n'était juste qu'à quatre milles de la terre [1]. George Fox, le quaker, avait soulevé une tempête de dérision en soutenant qu'on violait la sincérité chrétienne en désignant une seule personne par un pronom pluriel, et que conserver les dénominations de janvier et de mercredi était un idolatrique hommage rendu à Janus et à Mercure. Sa doctrine fut embrassée quelques années plus tard par quelques hommes éminents, et se releva dans l'estime publique. Mais, à l'époque de la Restauration, les Quakers étaient généralement regardés comme les fanatiques les plus méprisables; ici les Puritains les traitaient sévèrement, et dans la Nouvelle-Angleterre ils les persécutèrent jusqu'à la mort. Néanmoins, le public, qui rarement fait des distinctions délicates, confondit souvent les Puritains et les Quakers. Les deux sectes étaient schismatiques; toutes les deux détestaient également l'épiscopat et la liturgie; toutes les deux avaient des fantaisies extravagantes, en vêtements, en paroles, en attitude. Quelque séparés qu'ils fussent d'opinion, les Puritains et les Quakers étaient classés ensemble comme d'hypocrites schismatiques, et le ridicule et l'odieux des uns augmentaient le mépris et la haine qu'on leur portait à tous.

Avant les guerres civiles, ceux qui détestaient le plus les opinions et la manière d'être des Puritains étaient forcés de reconnaître que, sous les rapports les plus essentiels, leur moralité était à l'abri de toute attaque; mais plus tard on ne leur accorda plus cette louange, et malheureusement ils ne la méritaient plus. La destinée des sectes est d'obtenir une grande réputation de sainteté, quand elles sont persécutées, et de la perdre dès qu'elles sont devenues puissantes. La raison en est simple : un homme s'enrôle rarement dans un parti proscrit, s'il n'y est poussé par sa conscience; ce parti n'est donc composé, à de rares exceptions près, que de personnes sincères. La discipline intérieure la plus rigide est un instrument de purification bien faible, comparé à un peu de persécution extérieure. On doit tenir pour certain que bien peu de gens que ne poussaient pas des convictions religieuses très-fortes demandèrent le baptême, à l'époque des persécutions de l'Église, sous Dioclétien, et que peu de personnes se joignirent au parti protestant au risque d'être brûlées par Bonner. Mais, quand une secte devient puissante, quand son patronage conduit

1. Voyez : « Penn's New Witnesses proved old Heretics » et « Muggleton's Works » *passim*.

aux richesses et aux dignités, les hommes mondains et ambitieux s'y précipitent, adoptent sa langue, se conforment strictement à ses pratiques, imitent ses singularités, et souvent même dépassent les membres sincères dans les signes extérieurs de leur zèle. Il n'est pas de pénétration, pas de surveillance de la part des chefs ecclésiastiques qui puissent empêcher l'intrusion de ces faux frères; l'ivraie croît avec le blé. Bientôt le monde commence à trouver que les gens pieux ne sont pas meilleurs que les autres, et conclut avec raison que, s'ils ne sont pas meilleurs, ils sont pires; il en résulte que tous ces signes qui, d'abord, étaient regardés comme caractérisant la sainteté, ne tardent pas à être considérés comme le cachet de la fourberie.

Il en fut ainsi des Anglais dissidents. Ils avaient été opprimés, et l'oppression les avait conservés purs; ils devinrent tout-puissants dans l'État; personne ne pouvait espérer de parvenir à un poste élevé sans leur faveur, et leur faveur ne pouvait s'obtenir qu'en échangeant avec eux les signes et les mots d'ordre de la fraternité spirituelle. Une des premières résolutions adoptées par le parlement Barebone, la plus puritaine de nos assemblées politiques, fut que personne ne serait admis dans le service public, à moins que la réalité de sa sainteté ne fût bien prouvée; et ce qu'on considérait comme des preuves de cette réelle sainteté, c'était un vêtement de couleur sombre, un regard austère, des cheveux plats, une voix lamentable et nasale, une conversation entremêlée de textes religieux recherchés, l'horreur des représentations théâtrales, du jeu, de la chasse: toutes choses que contrefaisaient aisément les hommes qui n'avaient aucune religion. Ainsi, les Puritains sincères se trouvèrent bientôt perdus au milieu d'une multitude d'hommes mondains, et de la pire espèce; car les libertins les plus notoires qui s'étaient battus sous l'étendard royal auraient pu, à juste titre, passer pour vertueux si on les eût comparés à quelques-uns de ceux qui, tout en parlant de « douces expériences » et des « consolations des Saintes Écritures, » se livraient constamment à la fraude, à la rapine, à des débauches secrètes. La nation, avec une témérité que nous pouvons regretter, mais qui ne doit pas nous surprendre, jugea tout le parti d'après ces hypocrites. La théologie, le langage, les mœurs des Puritains s'associèrent ainsi dans l'esprit public avec les vices les plus grands et les plus bas. Aussitôt que la Restauration permit de laisser voir l'aversion pour une secte si longtemps puissante dans l'État, il s'éleva de tous les coins du royaume une clameur générale à laquelle vint souvent se joindre la voix même de ces hypocrites, dont la bassesse avait attiré l'opprobre sur le nom puritain.

Ainsi, ces deux grands partis qui, après une longue lutte, s'étaient réunis pour rétablir la famille royale, se trouvèrent encore, en face l'un de l'autre, opposés en politique, opposés en religion. La majorité de la nation penchait du côté des royalistes. Le souvenir des crimes de Strafford et de Laud, des excès de la Chambre-Étoilée et de la Haute-Commission, des grands services que le Long-Parlement avait rendus dans la première année de son existence, s'était effacé de la mémoire. Au contraire, on se rappelait, avec horreur l'exécution de Charles Ier, la sombre tyrannie du Croupion, la violence de l'armée; et la multitude inclinait à rendre responsables du meurtre du roi et des malheurs qui avaient suivi, tous ceux qui s'étaient opposés à lui.

La chambre des Communes, élue au moment où dominait l'opinion presbytérienne, ne représentait plus les idées générales de la nation et montrait une forte disposition à s'opposer au dévouement intolérant des Cavaliers. Un membre, qui s'était permis de dire que tous ceux qui avaient tiré l'épée contre Charles Ier étaient traîtres au même chef que ceux qui l'avaient fait périr, fut rappelé à l'ordre, traduit à la barre de l'assemblée et réprimandé par le Speaker. Les Communes désiraient généralement terminer les discussions ecclésiastiques d'une manière agréable aux Puritains modérés; mais la cour et la nation presque entière ne voulaient point d'un semblable arrangement.

L'affection du peuple pour son roi restauré était plus forte alors qu'elle ne le fut jamais pour aucun de ses prédécesseurs. Les malheurs de sa famille, la mort héroïque de son père, ses longues souffrances et ses aventures romanesques, en faisaient un objet de tendre intérêt. Son retour avait délivré le pays d'un esclavage intolérable. Rappelé par les deux partis opposés, il était l'homme qui pouvait le mieux arbitrer leurs différends, et, sous beaucoup de rapports, ses qualités l'en rendaient capable. La nature l'avait doué d'une heureuse intelligence et d'un bon caractère; son éducation avait été telle qu'on devait s'attendre à ce que ces qualités développées le formeraient à toutes les vertus publiques et privées. Il avait traversé tous les hasards de la fortune; il avait vu les deux côtés de la nature humaine. Bien jeune encore, il avait dû abandonner un palais pour une vie d'exil, de pauvreté et de dangers. A l'âge où le corps et l'esprit sont dans toute leur force, quand la première effervescence de la jeunesse est calmée, la couronne était venue le chercher dans son exil. Il savait par expérience quelle bassesse, quelle perfidie, quelle ingratitude peut se cacher sous les dehors obséquieux des courtisans; tout au contraire, il avait trouvé la vraie noblesse d'âme sous l'humble toit des

plus pauvres paysans. Quand la richesse attendait celui qui le livrerait, quand la mort devait payer l'asile qu'on lui offrait, de simples paysans, des valets de ferme avaient gardé son secret et, sous son misérable déguisement, avaient baisé sa main avec autant de respect que s'il eût été assis sur le trône de ses ancêtres. Sorti d'une telle école, on devait s'attendre à ce qu'un jeune homme qui ne manquait ni de capacité, ni de qualités aimables, deviendrait un bon et un grand roi. Charles devint un homme de sociables dispositions, de manières polies et engageantes, de conversation spirituelle, abandonné sans mesure à ses penchants sensuels, passionné pour les amusements frivoles, incapable d'abnégation ou d'efforts, sans foi dans l'attachement ou la vertu des hommes, et aussi peu désireux de renommée qu'insensible aux reproches. Selon lui, hommes et femmes étaient à vendre; mais quelques-uns se faisaient marchander mieux que d'autres, et quand le vendeur était très-adroit et obstiné, alors la chose s'appelait de quelque nom pompeux. La ruse principale dont se servaient les hommes intelligents pour mettre leurs talents à un plus haut prix s'appelait intégrité; celle qu'employaient les femmes pour donner plus de valeur à leur beauté s'appelait modestie. L'amour de Dieu, l'amour de la patrie, l'amour de la famille, l'amitié, étaient des phrases de même valeur, des synonymes délicats et commodes, signifiant amour de soi-même. Avec de telles idées sur l'humanité, Charles faisait naturellement peu de cas de l'opinion qu'on avait de lui. La gloire ou la honte lui importait presque aussi peu que la lumière ou les ténèbres à un aveugle. Son mépris tant vanté pour la flatterie semble, à le considérer avec l'ensemble de son caractère, mériter fort peu nos louanges. On peut être au-dessous comme au-dessus de la flatterie; celui qui ne croit personne ne croira pas un flagorneur, et celui qui n'apprécie pas la gloire réelle n'en appréciera pas la contrefaçon.

Il faut savoir gré à Charles de ne pas être devenu misanthrope, malgré l'opinion qu'il avait de l'espèce humaine. Il ne voyait guère dans les hommes que ce qui était haïssable; et pourtant il ne les haïssait pas; il était même assez humain pour qu'il lui fût désagréable de voir leurs souffrances et d'entendre leurs plaintes. Ce genre d'humanité néanmoins, tout désirable et louable qu'il puisse être chez un particulier, dont un cercle étroit restreint le pouvoir de nuire et de secourir, est plutôt un vice qu'une vertu chez les princes. Plus d'un monarque, avec les meilleures dispositions, a livré des provinces entières à l'oppression et au brigandage, pour ne voir à sa table et dans son palais que des visages heureux. Quiconque veut gouverner une

grande société, ne doit pas hésiter à mécontenter le petit nombre de sujets qui environnent sa personne, pour le bonheur du grand nombre, qu'il ne verra jamais. La nonchalance de Charles était telle, que jamais peut-être on n'en vit autant chez un homme aussi sensé que lui. Il était esclave sans être dupe. Des misérables, hommes et femmes, dont il voyait le cœur jusques au fond, qu'il savait à merveille n'avoir aucune affection pour lui et être indignes de sa confiance, lui arrachaient, par leurs cajoleries, titres, places, domaines, secrets d'État et pardons. Il donna beaucoup, et n'eut pourtant jamais ni les joies, ni la renommée de la bienfaisance; il lui était pénible de refuser, mais il ne donnait jamais spontanément. Aussi ses libéralités ne tombaient pas sur ceux qui les méritaient le mieux ou qu'il aimait le plus, mais sur le plus effronté et le plus importun solliciteur qui obtenait une audience.

Les motifs qui dirigeaient la conduite politique de Charles différaient grandement de ceux qui animaient son prédécesseur et son successeur. Il n'était pas homme à croire aux théories patriarcales de gouvernement et aux doctrines de droit divin; il était sans ambition, détestait les affaires, et eût plutôt abdiqué sa couronne que de se soumettre à l'ennui de diriger lui-même l'administration. Son aversion pour le travail, son ignorance des affaires étaient telles, que les secrétaires qui l'entouraient, quand il présidait son conseil, ne pouvaient s'empêcher de sourire de ses remarques frivoles et de ses impatiences d'enfant. La reconnaissance et la rancune n'avaient aucune part dans ses déterminations; car jamais il n'y eut esprit où les services et les injures laissassent une impression aussi faible et aussi passagère. Il voulait simplement être roi à la manière dont Louis XV le fut plus tard en France : roi, afin de puiser sans limite dans le trésor pour satisfaire ses goûts particuliers, récompenser par des dignités, et au poids de l'or, ceux qui pouvaient l'aider à tuer le temps, éloigner de l'enceinte de son sérail la vérité importune et ne voir ni entendre ce qui pouvait troubler son voluptueux repos, alors même que l'État serait plongé dans l'humiliation et à la veille de sa ruine, grâce à son administration malhabile. C'était dans ce but, et dans ce but seulement, qu'il désirait un pouvoir arbitraire, à condition de l'obtenir sans tracas et sans danger. Quant aux disputes religieuses qui divisaient ses sujets protestants, sa conscience n'y était nullement intéressée; car ses opinions oscillaient dans un milieu commode entre l'impiété et le papisme. Mais, si sa conscience restait neutre entre les Presbytériens et les Épiscopaux, ses goûts ne l'étaient pas. Ses vices

favoris étaient précisément ceux pour lesquels les Puritains avaient le moins d'indulgence, et il ne s'écoulait pas un jour qu'il n'eût recours à quelques-uns de ces plaisirs, regardés par eux comme criminels. Homme parfaitement distingué dans ses manières et très-sensible au ridicule, il souriait avec mépris des excentricités puritaines. Il avait bien, il faut l'avouer, quelque raison de détester cette secte rigide. A l'âge où les passions sont le plus impétueuses, et où un peu de légèreté est le plus pardonnable, il avait passé quelques mois en Écosse, roi de nom, mais de fait prisonnier des austères presbytériens. Non contents d'exiger qu'il se conformât à leur culte et souscrivît au Covenant, ils avaient épié toutes ses démarches, et censuré toutes ses folies de jeunesse. Forcé d'assister à des prêches et à des prières sans fin, il devait encore se trouver heureux quand, du haut de la chaire, on ne lui rappelait pas insolemment ses propres faiblesses, la tyrannie de son père et l'idolâtrie de sa mère. Enfin, il avait été si malheureux pendant cette partie de sa vie, qu'il pouvait, à bon droit, considérer la défaite qui le jeta dans l'exil comme une délivrance, plutôt que comme un malheur. Sous l'influence de semblables impressions, Charles était donc fort désireux d'humilier le parti qui avait résisté à son père.

Jacques, duc d'York, son frère, se rangea du même parti. Quoique débauché, il était actif, méthodique, aimant à commander et à s'occuper d'affaires; son intelligence était étroite et lente; son caractère, obstiné, rancunier, désagréable. Il n'était donc pas étonnant que ce prince regardât d'un mauvais œil la constitution libérale de l'Angleterre et le parti qui en était le plus zélé défenseur. Jusqu'alors il professait la foi de l'église réformée; mais il avait déjà laissé voir quelques dispositions qui avaient sérieusement alarmé les bons protestants.

Édouard Hyde, chancelier du royaume, créé bientôt après comte de Clarendon, était le personnage qui, à cette époque, prenait la plus grande part au gouvernement. L'admiration que nous avons pour Clarendon, comme écrivain, ne doit pas nous aveugler sur ses fautes comme homme d'État. Quelques-unes de ces fautes cependant peuvent s'expliquer par la position malheureuse où il se trouvait. Pendant la première année du Long-Parlement, il s'était honorablement distingué parmi les législateurs qui avaient le plus contribué au redressement des abus dont se plaignait la nation. L'abolition du conseil d'York, l'un des plus odieux, avait été obtenue surtout par ses efforts. Quand le grand schisme commença, quand le parti

réformateur et le parti conservateur furent en présence, Hyde, avec beaucoup d'autres hommes honnêtes et prudents, se réunit aux conservateurs. Il suivit donc la fortune de la cour, et obtint dans la confiance de Charles Ier une part aussi large, qu'un prince d'une nature aussi peu franche et d'une conduite aussi tortueuse pouvait l'accorder à ses ministres; plus tard, il partagea l'exil de Charles II, et dirigea sa politique; à la Restauration, il fut créé premier ministre. Peu de mois après, on sut qu'il était étroitement allié à la famille royale : un mariage secret avait fait sa fille duchesse d'York; ses petits-fils peut-être porteraient la couronne. Cette illustre alliance éleva Clarendon au-dessus de la plus ancienne noblesse d'Angleterre, et fit de lui, pour un moment, un personnage tout-puissant. Sous de certains rapports, il convenait très-bien à cette grande situation. Personne ne parlait avec plus de poids et de dignité dans le Conseil et au Parlement; personne ne rédigeait mieux un acte ou un rapport; personne ne connaissait mieux les règles générales de la politique; personne ne discernait d'un œil plus sûr les différents caractères. Nous devons ajouter qu'il avait un sentiment profond de ses devoirs moraux et religieux, un respect sincère pour les lois de son pays, et un dévouement consciencieux à l'honneur et aux intérêts de la couronne. Mais son humeur était aigre, arrogante, ne souffrant pas la contradiction; de plus, il avait été longtemps en exil, et cela seul l'eût rendu impropre à la direction suprême des affaires de l'État. Il n'est guère possible, en effet, qu'un homme politique que des troubles civils ont forcé à s'expatrier, et qui a passé ses plus belles années à l'étranger, puisse, dès son retour dans sa patrie, être placé avec avantage à la tête du gouvernement. Clarendon ne fit pas exception à cette règle. Il avait quitté l'Angleterre, l'esprit excité par le terrible conflit qui s'était terminé par la chute de son parti et le bouleversement de sa propre fortune. De 1646 à 1660, il avait vécu au delà des mers, ne voyant tout ce qui se passait en Angleterre que d'une grande distance et sous un jour tout à fait faux. Puisant nécessairement ses notions des affaires publiques dans les rapports de conspirateurs dont plusieurs étaient des hommes dangereux et violents, les événements lui semblaient naturellement heureux, non en proportion de la prospérité et de la gloire qu'ils procuraient à la nation, mais en proportion de l'influence qu'ils pouvaient exercer sur son retour. Son désir, et il ne le cachait pas, fut toujours que ses concitoyens ne pussent jouir ni de repos, ni de liberté, tant qu'ils n'auraient pas rappelé l'ancienne dynastie. Il revint enfin dans son pays, et avant qu'une semaine se fût écoulée, sans

avoir jeté un coup d'œil autour de lui, sans s'être mêlé à la société, pour voir les changements que quatorze années fécondes en événements avaient pu produire sur le caractère et le sentiment national, il prit en main les rênes du gouvernement. Dans de telles circonstances, un ministre docile aux conseils et doué d'un grand tact eût probablement encore commis de graves erreurs : cette docilité et ce tact manquaient à Clarendon. Pour lui, l'Angleterre était encore l'Angleterre de sa jeunesse ; il voyait avec prévention toute théorie, tout usage nouveau établi pendant son exil, et quoiqu'il fût bien loin de méditer une attaque contre le pouvoir déjà ancien et reconnu de la chambre des Communes, il en voyait avec inquiétude l'accroissement. Les prérogatives royales, pour lesquelles il avait si longtemps combattu et auxquelles il devait son élévation, étaient sacrées à ses yeux. Comme homme privé et comme homme politique, il détestait les Têtes-rondes ; attaché de cœur à l'église anglicane, il s'était souvent séparé à regret de ses amis, chaque fois que les intérêts de l'Église l'avaient exigé ; son zèle pour la hiérarchie épiscopale et le livre de Prières Communes, était devenu plus ardent que jamais, et il s'y mêlait une haine vindicative contre les Puritains, qui faisait peu d'honneur à l'homme d'État et au chrétien.

Tant que dura la session de la chambre des Communes qui avait rappelé la famille royale, il fut impossible de rétablir l'ancien système ecclésiastique. Non-seulement on cacha les intentions secrètes de la cour, mais le roi donna de la manière la plus solennelle des assurances qui calmèrent l'esprit des Presbytériens modérés. Pendant son exil, il avait promis d'accorder à ses sujets la liberté de conscience ; il renouvela la même promesse, et y ajouta celle de faire tous ses efforts pour arriver à un compromis entre les sectes opposées. Il souhaitait voir, disait-il, la puissance spirituelle divisée entre les évêques et les synodes ; la liturgie, révisée par une commission composée de savants théologiens, dont une moitié seraient Presbytériens ; les questions relatives au surplis, à l'attitude des communiants, au signe de croix baptismal, devaient être décidées de manière à calmer tous les scrupules de conscience. Quand le roi eut ainsi endormi la vigilance des lus soupçonneux, il prononça la dissolution du Parlement. Déjà, il avait donné sa sanction à un acte d'amnistie qui, à peu d'exceptions près, comprenait tous ceux qui, pendant les derniers troubles, avaient commis des délits politiques. Il avait aussi obtenu de la chambre des Communes un vote de subsides pour toute sa vie, dont le produit annuel était estimé à douze cent mille livres. Le revenu positif, il est

vrai, pendant quelques années, n'avait guère dépassé un million; mais cette somme, avec les revenus des biens héréditaires de la couronne, suffisait alors aux dépenses du gouvernement en temps de paix. On ne pourvut pas à la dépense d'une armée permanente; la nation n'en voulait plus, et le mot seul d'armée eût effrayé et déchaîné tous les partis.

Au commencement de 1661, il y eut une élection générale. La nation était folle d'enthousiasme royaliste; la capitale était excitée par les préparatifs du plus splendide couronnement qu'on ait jamais vu. Un corps représentatif, tel qu'il n'en avait jamais existé en Angleterre, fut élu. La plus grande partie des candidats nommés s'étaient battus pour la défense de la couronne et de l'Église; ils avaient l'esprit encore aigri des injures et des violences que les Têtes-rondes ne leur avaient pas ménagées. Lors de la réunion de l'assemblée, la passion qui animait chaque membre s'accrut de la sympathie générale. Pendant quelques années, la chambre des Communes fut plus royaliste que le roi, plus épiscopale que les évêques. Charles et Clarendon étaient presque effrayés d'un succès si complet. Ils se trouvèrent dans une situation analogue à celle de Louis XVIII et du duc de Richelieu devant la chambre de 1815. Le roi n'aurait pas eu le pouvoir, l'eût-il voulu, de remplir les promesses faites aux Presbytériens. Ce ne fut même que grâce à sa puissante influence qu'on put empêcher les Cavaliers, victorieux, d'annuler l'acte d'amnistie et de se venger sans merci de tout ce qu'ils avaient souffert.

La Chambre des Communes commença par décider que chacun de ses membres, sous peine d'exclusion, communierait dans les formes prescrites par l'ancienne liturgie; elle fit brûler le Covenant dans la cour du palais de Westminster par la main du bourreau; elle passa un acte qui, non-seulement mettait aux mains du roi le pouvoir militaire, mais qui déclarait qu'en aucune circonstance les deux Chambres n'avaient le droit de lui résister par la force. Un autre acte forçait tout officier de corporation de jurer qu'il tenait pour illégale toute résistance à la volonté du roi, quelle qu'elle fût. Quelques-uns même des plus violents voulaient faire passer un bill qui annulât d'un coup tous les actes du Long-Parlement et rétablît la Chambre-Étoilée et la Haute-Commission; mais la réaction, quelque exagérée qu'elle fût, n'alla pas si loin. La loi qui fixait que le Parlement se réunirait tous les trois ans fut maintenue; mais la clause restrictive, qui autorisait les officiers électoraux à procéder aux élections en temps convenable, même sans lettres closes du roi, fut abolie. Les évêques reprirent leurs siéges dans

la chambre des Pairs; l'ancienne hiérarchie et l'ancienne liturgie furent rétablies sans la moindre modification tendant à concilier même les Presbytériens les plus modérés. L'ordination épiscopale devint, pour la première fois, une condition indispensable à toute fonction ecclésiastique; et en un seul jour, près de deux mille ministres de la religion, que des scrupules de conscience empêchaient de s'y conformer, furent arrachés à leurs bénéfices. Le parti dominant rappelait aux victimes, avec un air de triomphe, que le Long-Parlement, quand il avait eu le pouvoir, avait destitué un bien plus grand nombre de pasteurs royalistes. Ce reproche n'était que trop fondé; mais le Long-Parlement avait, du moins, alloué aux pasteurs révoqués des pensions suffisantes pour les empêcher de mourir de faim; et cet exemple, les Cavaliers, ivres de vengeance, n'eurent pas la justice et l'humanité de le suivre.

Vinrent ensuite des statuts contre les non-conformistes, statuts pour lesquels on pouvait facilement trouver des précédents dans la législation puritaine, mais que, cependant, le roi ne pouvait sanctionner sans manquer à des promesses publiquement faites, dans une crise importante de sa vie, à ceux-là mêmes dont son sort avait dépendu. Les Presbytériens, effrayés et désespérés, se précipitèrent au pied du trône pour y faire valoir leurs services récents et la parole royale, si souvent et si solennellement engagée. Le roi hésitait; il ne pouvait nier sa propre écriture et son seing royal; les services des réclamants étaient encore présents à sa mémoire; il était peu habitué à résister à une sollicitation importune; il n'était pas enclin à la persécution; il détestait, il est vrai, les Puritains, mais l'aversion, chez lui, était un sentiment faible, ne ressemblant guère à la haine énergique qui avait dévoré le cœur de Laud; de plus, il avait de la partialité pour la religion catholique romaine, et il savait bien qu'il serait impossible d'accorder aux prêtres de cette religion la liberté du culte sans étendre la même indulgence aux dissidents protestants. Il fit donc un faible effort pour arrêter le zèle intolérant de la chambre des Communes; mais elle était sous l'influence de convictions bien plus profondes et de passions bien plus violentes que celles du roi. Il céda après un semblant de résistance, et donna, sans scrupule, sa sanction à une série d'actes odieux contre les dissidents. C'était un crime d'assister au service dans une chapelle dissidente, et un simple juge de paix pouvait condamner sans jury; à la troisième récidive, il prononçait la déportation, pour sept ans, au delà des mers. Un raffinement de cruauté empêchait que le coupable fût dé-

porté à la Nouvelle-Angleterre, où il eût probablement trouvé sympathie et affection : s'il revenait en Angleterre avant l'expiration de son exil, il s'exposait à la peine capitale. Un serment nouveau et absurde fut imposé aux ecclésiastiques qui avaient perdu leurs bénéfices comme non-conformistes; et ceux qui refusaient de le prêter étaient exilés à cinq milles des villes gouvernées par une corporation, ou représentées au Parlement, ainsi que des localités où ils avaient exercé leur ministère. Les magistrats qui étaient chargés de l'application de ces rigoureuses mesures étaient en général des hommes animés par l'esprit de parti et par le souvenir de ce qu'ils avaient eu à souffrir sous le gouvernement républicain. Les prisons se remplirent bientôt de dissidents, parmi lesquels il y en avait quelques-uns que toute société chrétienne eût été fière de compter au nombre de ses membres.

L'église d'Angleterre ne paya pas d'ingratitude la protection qu'elle reçut du gouvernement. Dès les premiers jours de son existence, elle montra son dévouement à la monarchie; mais pendant les vingt-cinq années qui suivirent la Restauration, son zèle pour l'autorité royale et les prérogatives héréditaires dépassa toute limite. Elle avait souffert avec la dynastie des Stuarts, elle avait été rétablie avec cette dynastie, toutes les deux avaient des amitiés, des inimitiés, des intérêts communs. Il semblait impossible qu'un jour pût jamais venir où les liens qui l'unissaient aux enfants de son auguste martyr, pussent se briser, et où son royalisme, dont elle était si fière, cessât d'être pour elle un devoir agréable et lucratif. Elle célébra donc, dans des phrases pompeuses, ces prérogatives constamment employées à sa défense et à son agrandissement, et condamna fort à son aise la dépravation de ceux qui avaient été poussés à la rébellion par une tyrannie dont elle-même n'avait jamais eu à souffrir : son thème favori était la doctrine de non-résistance, et elle la prêcha sans restriction en la poussant jusqu'à ses conséquences les plus extrêmes. Ses disciples ne cessaient de répéter qu'en aucun cas imaginable, quand même l'Angleterre serait affligée d'un roi comme Busiris ou comme Phalaris, qui livrerait chaque jour aux tortures et à la mort, en dépit des lois et sans le moindre prétexte de justice, des centaines de victimes innocentes, les États du royaume réunis ne seraient en droit de résister, par la force physique, à une semblable tyrannie. Heureusement, les principes de la nature humaine offrent d'abondantes garanties que de telles théories ne seront jamais que des théories. Le jour de l'épreuve arriva; et ces mêmes hommes, qui avaient si hautement et si sincèrement professé

ces extravagantes doctrines de royalisme, se réunirent et prirent les armes contre le trône dans presque tous les comtés.

La propriété changeait encore une fois de mains dans presque tout le royaume. Les ventes nationales n'ayant pas été confirmées par le Parlement, les tribunaux les regardaient comme nulles. Le souverain, les évêques, les doyens, les chapitres, les nobles et les gentilshommes royalistes rentraient dans leurs propriétés confisquées, et en chassaient même les acquéreurs qui les avaient payées à leur valeur. Les pertes que les Cavaliers avaient supportées pendant que leurs ennemis dominaient, se trouvèrent ainsi en partie réparées, mais en partie seulement. Toutes les actions intentées pour recouvrement des arrérages du revenu moyen (*mesne profits*), se trouvaient de fait entravées par l'amnistie; et beaucoup de royalistes, qui, soit pour payer les amendes imposées par les Parlements, soit pour acheter la faveur de quelque Tête-ronde influent, avaient vendu leurs propriétés à des prix inférieurs à leur valeur, durent subir les conséquences de leurs propres actes.

Pendant que ces changements dans les fortunes particulières s'opéraient, un autre changement bien plus important se faisait sentir dans les mœurs et les usages de la société. Les passions et les goûts, qui, sous la domination puritaine, avaient été sévèrement réprimés et auxquels on n'avait pu se livrer qu'en cachette, se déchaînèrent avec violence, dès que le frein fut enlevé. Les hommes se jetèrent dans les amusements frivoles et les plaisirs criminels avec l'avidité que devait naturellement produire une longue abstinence forcée. L'opinion publique imposait peu de contrainte; car la nation, dégoûtée d'hypocrisie, se méfiant de toute prétention à la sainteté, souffrant encore de la récente tyrannie bigote d'austères gouvernants, eut momentanément de l'indulgence pour des vices plus élégants et plus attrayants. Le gouvernement imposait moins de contrainte encore. Le roi et ses favoris donnaient l'exemple de tous les excès d'une débauche fastueuse. Quelques vieux conseillers de Charles I[er] conservaient encore la gravité décente qui pendant trente ans avait été de mode à Whitehall. De ce nombre était Clarendon et ses amis Thomas Wriothesley, comte de Southampton, lord-trésorier, et Jacques Butler, duc d'Ormond, qui, après avoir brillamment combattu en Irlande pour la cause royale, gouvernait maintenant ce pays comme lord-lieutenant. Mais, ni le souvenir des services de ces hommes, ni leur pouvoir dans l'État, ne pouvaient les mettre à l'abri des sarcasmes que le vice à la mode aime à déverser sur la vertu surannée. Une réputation d'homme poli et spirituel ne s'obtenait plus guère que par quelque inconvenance. Des

talents grands et variés contribuèrent à répandre la contagion. Il se formait alors une philosophie morale, qui ne pouvait manquer d'avoir l'approbation d'une génération également dévouée au vice et à la monarchie. Thomas Hobbes, dans un langage plus précis et plus brillant que celui d'aucun autre métaphysicien, maintenait que la volonté du prince était la règle du bien et du mal, et que tout sujet devait être prêt à professer, selon son ordre, le papisme, l'islamisme ou le paganisme. Le grand nombre, qui n'était pas capable d'apprécier ce qui était réellement estimable dans ces spéculations métaphysiques, accepta avec enthousiasme une théorie qui, tout en exaltant le pouvoir royal, relâchait les liens de la morale et faisait descendre la religion au rôle d'une simple affaire d'État. Le *hobbisme* devint bientôt une des conditions essentielles pour être un parfait gentilhomme. Tous les genres de littérature légère étaient fortement empreints de la licence dominante. La poésie prit à tâche d'exciter les désirs les plus vils. Le ridicule, au lieu de s'attaquer à l'erreur et au vice, tourna ses armes formidables contre l'innocence et la vérité. L'Église restaurée combattait bien cette immoralité dominante, mais faiblement et presque à contre-cœur; il était nécessaire pour la dignité de son caractère, qu'elle avertît ses enfants égarés; mais ses avertissements étaient donnés pour la forme; son attention était engagée ailleurs. Elle travaillait de toute son âme à écraser le puritanisme et à apprendre à ses disciples qu'il fallait rendre à César ce qui était à César. Elle avait été pillée et opprimée par le parti qui prêchait une morale austère, et les débauchés, au contraire, lui avaient rendu ses richesses et l'avaient remise en honneur. Quelque peu disposés qu'ils fussent à se conformer à ses préceptes, ils étaient prêts néanmoins à verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour conserver aux prélats leurs palais et leurs cathédrales, pour défendre chaque ligne de leur rubrique, chaque fil de leurs vêtements sacerdotaux. Si les Cavaliers fréquentaient les maisons de jeu et de débauche, au moins ils n'allaient pas dans les conventicules puritains; si leur bouche était toujours pleine de blasphèmes et de paroles obscènes, ils faisaient amende honorable en envoyant en prison, pour leurs sermons et leurs prières, Baxter et Howe. C'est ainsi que pendant quelque temps, le clergé tout occupé de sa guerre contre les schismatiques ne se donna pas le loisir de s'attaquer au vice. Tandis que l'auteur du « Pilgrim's Progress » gémissait dans un cachot pour avoir prêché l'Évangile aux pauvres, les passages les plus licencieux d'Etherege et de Wycherley, étaient récités publiquement, en présence et avec l'approbation du chef de l'Église, par des lèvres de femme et

devant des femmes. C'est un fait incontestable et instructif, que pendant les années où le pouvoir politique de l'église anglicane fut à son zénith, les mœurs nationales tombèrent au plus bas.

Aucun rang, aucune profession n'échappa à l'immoralité toujours croissante; mais les hommes qui se mêlaient à la politique, furent peut-être les plus corrompus de cette société corrompue. Car ils étaient exposés, non-seulement à l'influence pernicieuse qui impressionnait la nation en général, mais encore à une contagion particulière et plus dangereuse. Leur caractère s'était formé au milieu de fréquentes et violentes révolutions et contre-révolutions. Dans l'espace de quelques années, ils avaient vu changer plusieurs fois l'organisation ecclésiastique de leur pays: ils avaient vu une église épiscopale persécuter les Puritains; une église puritaine persécuter les Épiscopaux, et une église épiscopale persécuter de nouveau les Puritains; ils avaient vu la monarchie héréditaire abolie et restaurée; ils avaient vu le Long-Parlement s'élever trois fois au rang suprême de l'État, et trois fois être dissous au milieu de la risée et de la haine publiques; ils avaient vu une nouvelle dynastie élevée rapidement au faîte du pouvoir et de la gloire, tomber sans résistance; ils avaient vu discuter, essayer, abandonner un nouveau système représentatif; ils avaient vu créer et disperser une nouvelle chambre des Lords; ils avaient vu confisquer de nombreuses propriétés, passant par violence des Cavaliers aux Têtes-rondes et plus tard des Têtes-rondes aux Cavaliers. Pendant de telles vicissitudes, personne ne pouvait être un homme politique entreprenant et prospère, s'il n'était prêt à changer d'opinion à chaque changement de fortune. C'était seulement dans la retraite qu'on pouvait rester ou franc royaliste ou franc républicain. En de pareils temps, celui qui veut parvenir à la puissance ne doit pas songer à être conséquent; loin d'affecter l'immuabilité au milieu de changements continuels, il doit être toujours à l'affût des symptômes d'une réaction prochaine, il doit saisir le moment opportun pour déserter une cause chancelante. Quand il a suivi un parti jusqu'à l'apogée de son pouvoir, il doit subitement s'en dégager quand ses embarras commencent, se tourner contre lui, le persécuter et se frayer une nouvelle carrière de pouvoir et de prospérité, en compagnie de nouveaux alliés. Cette situation développe naturellement en lui, au suprême degré, de certains vices et de certains talents. Il devient pénétrant dans ses observations, fécond dans ses ressources; il prend sans efforts le ton de la secte ou du parti où la chance le jette; il distingue les moindres signes de changement, avec une sagacité qui paraît miraculeuse à la multitude, et qui ne peut se

comparer qu'à celle que déploie un agent de police recherchant les faibles indices d'un crime, ou un guerrier indien suivant une piste dans les bois. Mais rarement on trouve dans un homme d'État élevé à cette école, l'honnêteté, la constance, ou toute autre de ces nobles vertus, filles de la vérité. Il n'a foi en aucune doctrine, il n'a de zèle pour aucun parti ; il a vu tant d'institutions anciennes balayées, qu'il n'a aucun respect pour le passé ; il a vu tant d'institutions nouvelles, dont on attendait merveilles, ne produire que désappointement, qu'il n'espère rien du progrès ; il se moque également de ceux qui s'attachent à conserver et de ceux qui s'attachent à réformer ; il n'est rien dans l'État qu'il ne puisse sans scrupule et sans honte attaquer ou défendre ; la fidélité à ses opinions et à ses amis, ne lui paraît que sottise et entêtement. La politique, il la regarde, non comme une science qui a pour but le bonheur de l'humanité, mais comme un jeu excitant, mélange de hasard et d'adresse, où un joueur adroit et heureux peut gagner une fortune, un titre, peut-être une couronne, mais où aussi un coup imprudent peut lui faire perdre la fortune et la vie. L'ambition, qui en temps ordinaire et dans un caractère élevé est une demi-vertu, devient, quand elle est dégagée de tout sentiment noble et philanthropique, une cupidité égoïste presque aussi ignoble que l'avarice. Parmi ces hommes politiques qui, depuis la Restauration jusqu'à l'avénement de la maison de Hanovre, se trouvèrent à la tête des grands partis de l'État, on ne pourrait en citer qu'un bien petit nombre dont la réputation ne soit entachée par des actes qui, de nos jours, s'appelleraient perfidie et corruption. On peut dire, sans exagération, que l'homme public le plus corrompu de l'époque contemporaine, mériterait l'épithète de désintéressé et de scrupuleux, si nous le jugions d'après les idées reçues à la fin du XVII[e] siècle.

Pendant que ces changements politiques, religieux et moraux s'opéraient en Angleterre, l'autorité royale s'était rétablie sans difficultés dans le reste des Iles Britanniques. En Écosse, la restauration des Stuarts avait été acclamée avec enthousiasme et regardée comme la restauration de l'indépendance nationale. En effet, le joug que Cromwell lui avait imposé fut en apparence retiré. Les États se réunirent de nouveau à Édimbourg ; les sénateurs et les cours de justice appliquèrent de nouveau la loi écossaise dans les formes antiques. L'indépendance de ce petit royaume fut néanmoins plutôt nominale que réelle ; car le roi ayant pour lui l'Angleterre, n'avait rien à craindre du mécontentement des autres parties du Royaume-Uni. Il se trouvait alors en position de renouveler la tentative qui avait été fatale à son

père, sans encourir le même danger. Charles Ier avait essayé de soumettre les Écossais à sa religion, en vertu de son pouvoir royal, alors que son pouvoir et cette religion étaient impopulaires en Angleterre; non-seulement il n'y avait pas réussi, mais il avait soulevé des troubles qui lui avaient coûté la couronne et la vie. Les circonstances étaient changées maintenant; l'Angleterre était zélée pour la monarchie et la prélature, et par conséquent le projet qui, dans la génération précédente, était imprudent au plus haut degré, pouvait s'accomplir avec peu de risques pour le trône. Le gouvernement résolut d'établir la hiérarchie épiscopale en Écosse. Ce projet fut désapprouvé par tout Écossais raisonnable. Quelques hommes d'État de ce pays, dévoués à la défense des prérogatives royales, avaient été élevés dans la religion presbytérienne; sans se laisser entraîner à trop de scrupules, ils conservaient une préférence pour la religion de leur enfance, et n'ignoraient pas quel attrait puissant cette religion avait pour leurs compatriotes. Ils firent de sérieuses remontrances; mais quand ils virent que leurs remontrances étaient vaines, de crainte de déplaire à leur maître, ils n'osèrent pas persister dans leur opposition, et quelques-uns poussèrent la faiblesse et la bassesse jusqu'à persécuter ce que, dans leur conscience, ils considéraient comme la forme la plus pure du christianisme. Le Parlement écossais était constitué de manière à n'avoir jamais pu faire une opposition sérieuse même à des rois bien plus faibles que Charles ne l'était alors. La hiérarchie épiscopale fut donc légalement établie. Quant à la forme du culte, on laissa une grande latitude au clergé : la liturgie anglicane fut en usage dans quelques églises; dans d'autres, les ministres choisissaient dans cette liturgie les prières et les oraisons qui devaient être le moins désagréables au peuple; mais généralement le *Gloria Patri* était chanté à la fin du service, et le Symbole des Apôtres récité au service du baptême. La grande majorité de la nation écossaise détestait cette nouvelle église, comme étrangère et superstitieuse, comme souillée des corruptions de Rome et rappelant la domination anglaise. Il n'y eut cependant pas d'insurrection générale : le pays n'était plus ce qu'il avait été vingt-deux ans auparavant; des guerres désastreuses et la domination étrangère avaient dompté l'esprit national. L'aristocratie, fort respectée des classes moyennes et du peuple, et qui s'était mise à la tête du mouvement contre Charles Ier, était devenue complaisante pour Charles II. Du côté des Puritains anglais, il n'y avait aucune aide à espérer : ce n'était plus qu'un faible parti, à l'index de la loi et de l'opinion publique. La masse de la nation écossaise se soumit donc à regret, et

assista, malgré ses scrupules de conscience, au service des ministres épiscopaux et des ministres presbytériens qui avaient consenti à accepter du gouvernement une demi-tolérance, connue sous le nom d'*Indulgence*. Mais il y avait, surtout dans les plaines de l'ouest, bon nombre d'hommes fiers et résolus qui mettaient l'obligation de se soumettre au Covenant au-dessus de l'obéissance au magistrat; ces gens-là persistaient, en dépit de la loi, à se réunir pour prier Dieu à leur manière; ils regardaient l'Indulgence, non comme une réparation partielle des injustices des magistrats à l'égard de leur Église, mais comme une nouvelle injustice plus odieuse encore, puisqu'elle était déguisée sous l'apparence d'un bienfait. La persécution, disaient-ils, ne tuait que le corps, mais l'infâme Indulgence tuait l'âme. Chassés des villes, ils s'assemblèrent sur les montagnes et dans les bruyères; attaqués par l'autorité civile, ils ne se firent nullement scrupule de répondre à la force par la force. Ils se rendaient en armes à chaque conventicule; à plusieurs reprises, ils se mirent en état de révolte ouverte; on les battit aisément et on les punit sans pitié : mais ni défaites, ni châtiments ne purent dompter leur courage; poursuivis comme des bêtes fauves, torturés jusqu'à ce que leurs os fussent brisés, jetés en prison par centaines, pendus par vingtaines, tantôt exposés à la licence des soldats anglais, tantôt abandonnés à la violence des maraudeurs des montagnes, leur désespoir était si menaçant encore et si audacieux, qu'il pouvait bien faire reculer l'oppresseur le plus déterminé.

Tel était l'état de l'Écosse sous le règne de Charles II. L'Irlande n'était pas moins agitée. Les discussions les plus brûlantes de la politique anglaise étaient tièdes, comparées à ses discordes; l'antipathie, entre Tête-ronde et Cavalier, y était à peine sensible au milieu de la haine bien plus forte qui divisait les races anglaise et celtique; les différences entre Épiscopaux et Presbytériens semblaient disparaître quand on songeait à l'intervalle qui séparait ces deux sectes du papisme. Pendant les derniers troubles civils, les vainqueurs avaient arraché à la nation vaincue une moitié de son sol. Ni les anciens, ni les nouveaux occupants n'avaient de droits aux faveurs de la couronne : spoliateurs et spoliés avaient pour la plupart été également rebelles. Le gouvernement fut bientôt embarrassé et fatigué par les prétentions et les accusations contradictoires des deux partis irrités. Les colons anglais entre lesquels Cromwell avait divisé le territoire conquis, et dont les descendants sont encore appelés *Cromwelliens*, faisaient valoir que la race indigène d'Irlande avait été, sous

toutes les dynasties, ennemie mortelle des Anglais, ennemie de la religion protestante sous toutes ses formes; ils dépeignaient avec exagération les atrocités qui avaient déshonoré l'insurrection de l'Ulster; ils excitaient le roi à suivre avec résolution la politique du Protecteur, et n'avaient pas honte de donner à entendre que l'Irlande ne serait en paix que lorsque la race irlandaise aurait été exterminée. Les Catholiques romains, d'un autre côté, atténuaient le plus qu'ils le pouvaient leurs offenses, et en termes lamentables s'étendaient sur la sévérité de châtiments qui, en effet, avaient été terribles. Ils suppliaient Charles de ne pas confondre l'innocent avec le coupable; ils lui rappelaient qu'un grand nombre d'insurgés avaient réparé leurs fautes en revenant à leur devoir, et en défendant les droits de son père contre ses meurtriers. La cour, fatiguée des importunités des deux partis, n'aimant ni l'un ni l'autre, se tira d'embarras en dictant un compromis. On abandonna le système cruel, mais, il faut l'avouer, énergique et conséquent par lequel Cromwell voulait faire de l'Irlande une île absolument anglaise; on persuada aux Cromwelliens d'abandonner un tiers de leurs acquisitions; ce tiers fut divisé entre les réclamants que le gouvernement voulait favoriser; mais un grand nombre de ceux qui protestaient de leur innocence, et beaucoup de ceux qui se vantaient d'avoir donné des preuves signalées de leur fidélité, n'obtinrent ni restitution ni compensation, et remplirent la France et l'Espagne de clameurs contre l'injustice et l'ingratitude des Stuarts.

En attendant, le gouvernement avait déjà cessé d'être populaire, même en Angleterre. Les royalistes avaient commencé à se quereller avec la cour et à se disputer entre eux; et le parti vaincu, foulé aux pieds, et pour ainsi dire anéanti, mais conservant encore un fort principe de vie, avait relevé la tête et recommencé l'interminable guerre.

L'administration eût-elle été sans reproche, l'enthousiasme qu'avaient excité le retour du roi et la fin de la tyrannie militaire n'aurait pas duré; car, d'après la loi de notre nature, de tels accès d'enthousiasme sont toujours suivis de réaction. La manière dont la cour abusa de sa victoire rendit cette réaction plus prompte et plus complète. Tous les hommes modérés furent choqués de l'insolence, de la cruauté et de la perfidie dont on usa à l'égard des Non-Conformistes. Les lois pénales avaient eu pour effet de délivrer le parti vaincu des membres dont les vices l'avaient déshonoré, et en avaient fait de nouveau une réunion d'hommes honnêtes et pieux. Le Puritain conquérant, dominateur,

persécuteur, envahisseur, avait été détesté; le Puritain maltraité, trahi, abandonné par tous les courtisans qui, dans sa prospérité, se disaient ses frères, chassé de chez lui, ne pouvant, sous peine de sévères châtiments, prier et recevoir les sacrements selon sa conscience, mais fidèle à la résolution d'obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes, était encore, en dépit de quelques souvenirs fâcheux, un objet de pitié et de respect pour tous les esprits réfléchis. Ce sentiment devint plus fort encore quand le bruit courut que la cour n'était pas disposée à se montrer aussi rigoureuse à l'égard des Papistes qu'à l'égard des Presbytériens. Un vague soupçon s'éleva dans bien des esprits que le roi et le duc d'York n'étaient pas sincèrement Protestants. Beaucoup de ceux qui avaient été dégoûtés des austérités hypocrites des Pharisiens de la république, commencèrent à se dégoûter encore plus des débauches publiques de la cour et des Cavaliers, et à se demander si la sombre rigidité de *Louons-Dieu-Barebone* n'était pas préférable au dévergondage impie d'un Buckingham ou d'un Sedley. Au dire même d'hommes immoraux, mais qui conservaient encore quelque sentiment de patriotisme, le gouvernement traitait trop les affaires les plus sérieuses comme des bagatelles, et les bagatelles comme des affaires sérieuses. On pouvait pardonner à un roi d'amuser ses loisirs dans la galanterie et les plaisirs de la table; mais il était intolérable de le voir s'avilir dans la débauche, négliger les affaires les plus importantes de l'État, et épuiser le trésor public pour enrichir des parasites et des femmes galantes.

Un grand nombre de royalistes firent écho à ces plaintes en y ajoutant de dures réflexions sur l'ingratitude du roi. Mais tout le revenu de la couronne n'eût pu suffire à les récompenser en proportion de la valeur qu'ils attachaient à leurs services : car chaque malheureux gentilhomme qui avait combattu sous Rupert ou Derby mettait ses services et ses souffrances en première ligne. Chacun d'eux s'était flatté que, quoi qu'il advînt aux autres, lui, au moins, serait largement récompensé de tout ce qu'il avait perdu dans les troubles civils, et que la restauration de la monarchie entraînait la restauration de sa fortune personnelle. Aucun de ces réclamants ne retint son indignation quand il se vit aussi pauvre sous la royauté qu'il l'avait été sous le Parlement-Croupion ou sous le Protectorat. La négligence et l'extravagance de la cour excitaient dans le cœur de ces fidèles vétérans l'amertume et l'indignation. Ils disaient avec raison que la moitié de ce que le roi dissipait avec des bouffons et des concubines suffirait à réjouir le cœur de centaines de Cavaliers qui, après avoir fondu leur argen-

terie et coupé leur bois pour aider son père, erraient maintenant déguenillés et mouraient de faim.

A la même époque, une diminution subite eut lieu dans le revenu de la terre; tout propriétaire perdit un quart de ses fermages; le cri de l'agriculture en détresse s'éleva de tous les comtés, et, comme d'habitude, on rendit le gouvernement responsable de tout le mal. Obligés de restreindre momentanément leurs dépenses, les propriétaires ne voyaient qu'avec indignation la splendeur et les profusions de la cour, et ils restèrent convaincus que l'argent qui eût dû répandre l'aisance dans leur famille était allé, par quelque procédé inexplicable, enrichir les favoris du roi.

L'esprit public était tel que tout acte du gouvernement excitait le mécontentement. Charles avait épousé Catherine, princesse de Portugal; ce mariage avait déplu, et les murmures augmentèrent quand il parut probable qu'il n'aurait pas de postérité légitime. Dunkerque, conquise par Olivier sur l'Espagne, fut vendue à la France, et cette vente excita une indignation générale. Les Anglais commencèrent à regarder avec dépit les progrès de la puissance française et à reporter sur la maison de Bourbon les sentiments de jalousie que leurs aïeux avaient voués à la maison d'Autriche. Était-il prudent, disait-on, d'ajouter encore à la puissance d'une monarchie déjà trop formidable? Dunkerque n'était pas seulement appréciée comme place forte et comme la clef des Pays-Bas, mais comme un trophée de la valeur anglaise; c'était, pour les sujets de Charles, ce que Calais avait été pour une autre génération, et ce qu'est pour nous Gibraltar, si vaillamment défendu dans des années de périls et de désastres contre les armées et les flottes d'une puissante coalition. La raison d'économie aurait eu quelque poids si un gouvernement économe l'avait fait valoir; mais tous savaient bien que les dépenses qu'entraînait l'entretien de Dunkerque étaient bien moindres que les sommes gaspillées par les folies et les vices de la cour, et l'on s'indignait qu'un souverain prodigue à l'excès pour ce qui concernait ses propres plaisirs, fût si avare pour ce qui touchait à la sûreté et à l'honneur de l'État.

Le mécontentement public fut plus violent encore quand on apprit que, pendant qu'on abandonnait Dunkerque sous prétexte d'économie, on dépensait des sommes énormes à réparer et à maintenir la forteresse de Tanger, qui faisait partie du douaire de la reine. Cette place forte ne rappelait aucun souvenir flatteur à l'honneur national; elle ne pouvait servir en rien les intérêts nationaux; elle engageait le pays dans une guerre sans gloire, sans profit, interminable, avec des

tribus à demi sauvages de Musulmans, dans un climat particulièrement défavorable à la santé et à la vigueur de la race anglaise.

Mais les clameurs occasionnées par ces fautes n'étaient rien en comparaison de celles qui s'élevèrent bientôt. Le gouvernement s'était engagé dans une guerre avec les Pays-Bas. La chambre des Communes vota, sans réclamation, des sommes sans précédent dans notre histoire, sommes de beaucoup supérieures à celles qui furent accordées pour le soutien des flottes et des armées de Cromwell, à l'époque où son pouvoir était la terreur du monde entier. Mais la prodigalité, l'improbité et l'incapacité de ceux qui lui avaient succédé au pouvoir rendirent cette libéralité plus nuisible qu'utile. Des sycophantes de cour, incapables de se mesurer avec les grands hommes qui commandaient les armées de la Hollande, avec des hommes d'État tels que de Witt et des amiraux tels que Ruyter, firent une fortune rapide, pendant que la faim faisait mutiner nos matelots, que nos arsenaux étaient vides, et que nos vaisseaux délabrés manquaient de gréements. On se décida enfin à abandonner toute idée de guerre offensive; mais une guerre défensive même était au-dessus des forces du gouvernement. La flotte hollandaise, remontant la Tamise, vint brûler nos vaisseaux devant Chatham. On raconta alors que le jour même de cette grande humiliation, le roi festoyait les femmes de son sérail et s'amusait toute la soirée à chasser un papillon de nuit dans la salle du festin. Une justice tardive fut enfin rendue à la mémoire d'Olivier Cromwell; c'était à qui vanterait sa valeur, son génie et son patriotisme. On se souvint alors de l'effroi qu'inspirait le nom anglais aux puissances étrangères pendant son administration; on se rappela à quel point les États-Généraux, maintenant si fiers, rampaient à ses pieds, et comment, quand sa mort fut connue, Amsterdam s'illumina comme en un jour de délivrance, et les enfants coururent le long des canaux de la ville en criant que le diable était mort. Les royalistes eux-mêmes s'écriaient que l'État ne pouvait être sauvé qu'en appelant aux armes les vieux soldats de la république. La capitale commença bientôt à sentir toutes les misères d'un blocus; le combustible devint rare; le fort Tilbury, d'où la reine Élisabeth, avec un courage viril, avait jeté son mépris à la face de Parme et de l'Espagne, fut insulté par les ennemis, et le son des canons étrangers fut pour la première et la dernière fois entendu par les citoyens de Londres. On proposa sérieusement dans le conseil d'abandonner la Tour, si les ennemis avançaient. Le peuple, assemblé en masse dans les rues, criait que l'Angleterre était vendue. Les maisons et les voitures des ministres furent attaquées par la populace, o

tout semblait indiquer que le gouvernement aurait bientôt à se défendre non-seulement contre l'invasion, mais aussi contre l'insurrection. Toutefois, cet extrême danger s'éloigna bientôt. On conclut un traité bien différent de ceux que Cromwell avait l'habitude de signer, et la nation se retrouva bientôt en paix, mais dans une humeur à peu près aussi intraitable qu'à l'époque de l'impôt maritime.

Le mécontentement engendré par la faute du gouvernement fut accru par des calamités que la meilleure administration n'eût pu détourner. Pendant le plus fort de l'ignominieuse guerre avec la Hollande, Londres eut à subir deux grands désastres, tels qu'aucune cité n'en éprouva de pareils en aussi peu de temps. Une peste surpassant dans ses horreurs tout ce que l'Angleterre avait eu à souffrir depuis trois siècles, enleva en moins de six mois plus de cent mille âmes. Et les chars mortuaires avaient à peine cessé de rouler qu'un incendie d'une violence inconnue en Europe, depuis la conflagration de Rome sous Néron, fit de la Cité un monceau de ruines, depuis la Tour jusqu'au Temple, et des bords de la Tamise aux environs de Smithfield.

S'il y eût eu une élection générale à l'époque où la nation ployait ainsi sous le poids de tant de hontes et de malheurs, il est probable que les Têtes-rondes eussent repris de l'importance dans l'État. Mais le Parlement qui siégeait alors était le Parlement royaliste, choisi dans le premier transport de fidélité qui suivit la Restauration. Il n'en devint pas moins évident bientôt qu'aucune législature anglaise, quelque dévouée qu'elle fût au roi, ne consentirait à jouer le rôle du Parlement sous les Tudors. Depuis la mort d'Élisabeth jusqu'à la veille de la guerre civile, les Puritains, toujours en majorité dans les Communes, étaient parvenus, par un usage intelligent du vote des subsides, à empiéter sur les droits du pouvoir exécutif. Après la Restauration, les membres de la chambre des Communes, tout en abhorrant le puritanisme, n'étaient pas fâchés d'hériter du fruit de la politique puritaine. Ils voulaient bien user de leur pouvoir dans l'État pour rendre leur roi puissant et honoré au dedans et au dehors, mais ils ne voulaient point se dessaisir de ce pouvoir. La grande révolution anglaise du XVIIe siècle, c'est-à-dire, le transfert du contrôle suprême de l'administration exécutive de la couronne à la chambre des Communes, avança sans bruit, mais rapidement et sûrement, pendant la la longue existence de ce Parlement. Charles, toujours appauvri par ses folies et ses vices, avait besoin d'argent : les Communes seules pouvaient légalement lui en accorder, et rien ne pouvait les empêcher de mettre des conditions à tout vote de subsides. Le prix qu'elles y mirent

fut qu'il leur serait permis d'entraver chacune des prérogatives du roi, de lui arracher sa sanction pour des lois qui lui déplaisaient, de dissoudre les cabinets, de diriger le cours de la politique étrangère, et même de s'immiscer dans l'administration de la guerre. Elles protestaient hautement et sincèrement de leur profond attachement pour les fonctions royales et la personne du roi, mais elles se refusaient à accorder la même déférence à Clarendon, et bientôt elles l'attaquèrent aussi furieusement que leurs prédécesseurs avaient attaqué Strafford.

Les qualités et les défauts de ce ministre contribuèrent également à sa ruine. Il était le chef ostensible de l'administration; on le rendit donc responsable même des actes auxquels il s'était opposé vigoureusement, mais vainement, dans le conseil. Les Puritains et tous ceux qui leur portaient quelque sympathie, le regardaient comme un implacable bigot, un second Laud, mais plus intelligent que lui. Il avait soutenu en toute occasion que l'amnistie devait être strictement exécutée; et quelque honorable que fût ce sentiment, il le fit haïr de tous ces royalistes, qui voulaient reconstruire leurs fortunes délabrées en poursuivant les Têtes-rondes pour en retirer des dédommagements et des arrérages de revenu. D'un côté, les Presbytériens d'Écosse lui attribuaient la chute de leur Église, de l'autre, les Papistes d'Irlande le rendaient responsable de la perte de leurs propriétés. Comme père de la duchesse d'York, il avait un intérêt évident à ce que la reine n'eût pas d'enfant; on le soupçonna donc d'avoir, dans ce but, mis en avant une princesse stérile. Quant à la vente de Dunkerque, elle lui fut justement imputée; avec moins de justice, on lui reprochait la guerre avec la Hollande. Son caractère violent, ses allures arrogantes, l'indélicate avidité avec laquelle il recherchait les richesses; l'ostentation qu'il mettait dans ses dépenses, ses galeries de tableaux, remplies de chefs-d'œuvre de Van Dyck, appartenant jadis à des Cavaliers maintenant ruinés; son palais, qui déployait sa longue et princière façade en face de la demeure, plus humble, de nos rois : tout cela attira sur Clarendon bien des censures méritées, parmi quelques reproches injustes. Quand la flotte hollandaise était dans la Tamise, ce fut surtout contre le chancelier que se déploya la colère du peuple; les fenêtres de son palais furent brisées, les arbres de son jardin furent abattus, une potence fut dressée devant sa porte. Mais nulle part il n'était aussi détesté que dans la chambre des Communes. Il ne sut pas discerner, dans un avenir prochain, le moment où cette Chambre, si elle continuait d'exister, devait devenir suprême dans l'État, où la direction à lui imprimer serait la préoccupation la plus importante

d'un homme d'État, le moment enfin où tout gouvernement serait impossible sans l'assistance d'hommes qui eussent sa confiance. Il s'obstinait à ne voir dans le Parlement qu'un corps absolument semblable au Parlement qu'il avait vu quarante ans auparavant, alors qu'il commençait ses études de droit public. Il ne cherchait pas à priver la législature des pouvoirs que lui conférait l'ancienne constitution du royaume; mais il redoutait le développement récent de ces pouvoirs, développement qu'on ne pouvait arrêter qu'en détruisant ces pouvoirs eux-mêmes. Rien n'aurait pu le décider à apposer le sceau de l'État sur un édit fixant arbitrairement l'impôt maritime, ou à consentir, dans le conseil, à l'arrestation d'un membre du Parlement et à son incarcération dans la Tour, en raison de son opinion dans un débat parlementaire; mais quand les Communes voulaient être informées de la manière dont les subsides votés pour la guerre avaient été gaspillés, et remonter à la source de la mauvaise administration de la marine, son indignation n'avait plus de bornes. Ces investigations, selon lui, n'étaient pas de leur ressort. Il admettait que la chambre des Communes fût une assemblée légale, qu'elle eût rendu de grands services à la couronne, et que ses intentions fussent excellentes; mais en public comme en particulier, en toute occasion, il déplorait que des hommes aussi sincèrement attachés à la monarchie eussent aussi mal à propos empiété sur les prérogatives de la couronne. Quelque différentes que fussent leurs idées, disait-il, de celles des membres du Long-Parlement, ils agissaient comme eux cependant en se mêlant de matières étrangères aux États du royaume, et qui ne devaient être soumises qu'à la seule autorité du monarque. Il maintenait que le pays ne serait jamais bien gouverné tant que les représentants des comtés, bourgeois et gentilshommes, ne se contenteraient pas d'être ce que leurs prédécesseurs avaient été du temps d'Élisabeth. Il rejetait dédaigneusement, comme projets insensés et incompatibles avec la vieille constitution de l'Angleterre, tous les plans que lui présentaient des hommes meilleurs appréciateurs que lui des symptômes de l'époque, dans le but de maintenir en de bons termes la cour et les Communes. Il montra peu de bienveillance à l'égard des jeunes orateurs qui commençaient à se distinguer et à prendre de l'autorité dans la Chambre basse, et il s'en fit ainsi, presque sans exception, de mortels ennemis. Ce complet mépris pour la jeunesse était un de ses défauts les plus réels, et se justifiait d'autant moins qu'il s'en fallait de beaucoup que son expérience des affaires fût proportionnée à son âge; car une si grande partie de sa vie s'était écoulée à l'étranger, qu'il con-

naissait moins le monde où il se trouva transplanté à son retour, que beaucoup de ceux qui eussent pu être ses fils.

Pour ces différents motifs, Clarendon n'était pas aimé dans la chambre des Communes; des raisons d'une autre nature le faisaient également détester à la cour. Ses mœurs, aussi bien que ses idées politiques, étaient d'une autre génération. Même dans sa jeunesse, quand il étudiait le droit, mêlé comme il l'avait été avec des hommes de plaisir, sa gravité et ses principes religieux l'avaient en grande partie préservé de la contagion d'une débauche élégante; il n'était donc pas probable que, dans un âge plus avancé et avec une santé chancelante, il se fît libertin. Il avait autant de mépris et d'aversion pour les vices d'une jeunesse folâtre que pour les erreurs théologiques des sectaires. Jamais il ne laissait échapper une occasion de témoigner son dédain aux bouffons, aux roués et aux courtisanes, qui remplissaient le palais; les reproches qu'il adressait au roi lui-même étaient vifs, et ils étaient quelquefois longs, ce qui déplaisait encore plus au prince. Il ne s'élevait pas une seule voix en faveur d'un ministre accablé de la double haine que lui attiraient des défauts qui soulevaient la fureur populaire, et des vertus qui ennuyaient et importunaient le souverain. Southampton n'était plus; Ormond avait rempli avec courage et fidélité, mais en vain, ses devoirs d'ami. Le chancelier tomba avec éclat : le roi lui retira les sceaux; les Communes le mirent en accusation; sa tête fut en danger; il prit la fuite, fut condamné à un exil perpétuel, et ceux qui avaient miné et attaqué son pouvoir commencèrent à s'en disputer les lambeaux.

Le sacrifice de Clarendon apaisa jusqu'à un certain point la soif de vengeance du peuple. Cependant l'indignation qu'avaient soulevée la prodigalité et la négligence du gouvernement ainsi que ses fautes dans la conduite de la dernière guerre, était bien loin d'être éteinte. Les conseillers du roi, avertis par le sort du chancelier, et songeant à leur propre sûreté, conseillèrent donc à leur maître d'apaiser l'irritation qui régnait dans le Parlement et dans le pays. Pour cela on prit des mesures sans précédents dans l'histoire de la maison des Stuarts, et dignes de la prudence et de la magnanimité d'Olivier Cromwell.

Nous arrivons à une époque où l'histoire de la grande révolution d'Angleterre est mêlée à la politique étrangère. La puissance espagnole déclinait depuis longtemps : elle possédait, il est vrai, en Europe, le Milanais, les Deux-Siciles, la Belgique et la Franche-Comté; en Amérique, ses possessions s'étendaient des deux côtés de l'Équateur, bien au delà de la zone torride; mais ce grand corps était comme

frappé de paralysie, incapable non-seulement d'inquiéter ses voisins, mais même de résister à leurs attaques sans secours étranger. La France était alors, sans aucun doute, la puissance prépondérante en Europe; ses ressources, depuis cette époque, se sont réellement accrues, mais pas autant, relativement, que celles de l'Angleterre. Il faut aussi se rappeler que l'empire russe, monarchie du premier ordre aujourd'hui, était, il y a cent quatre-vingts ans, aussi étrangère à la politique européenne que peut l'être actuellement le royaume de Siam ou celui d'Abyssinie; que la maison de Brandebourg égalait à peine en puissance la maison de Saxe, et que la république des États-Unis n'existait pas encore. L'influence de la France était donc en réalité plus grande qu'elle ne l'est maintenant. Sous Louis XIV, son territoire n'était pas, il est vrai, aussi étendu qu'à présent; mais il était vaste, compacte, fertile, également bien situé pour l'attaque et pour la défense, sous un climat tempéré, et habité par une nation brave, active et intelligente. Elle obéissait implicitement à une direction unique, car les grands fiefs qui, trois cents ans auparavant, étaient en fait, sinon nominalement, des principautés indépendantes, avaient été annexés à la couronne. A peine si quelques vieillards avaient souvenir de la dernière réunion des États généraux. La résistance que les Huguenots, la noblesse et les Parlements avaient opposée au pouvoir royal, avait été anéantie par les deux grands cardinaux qui gouvernèrent la France pendant quarante ans. Le gouvernement était despotique, mais son despotisme était doux et généreux à l'égard des classes élevées, et tempéré par des manières courtoises, par des sentiments chevaleresques. Les moyens que le souverain avait à sa disposition étaient formidables pour l'époque; ses revenus levés, il est vrai, au moyen d'une taxation sévère et inégale qui pesait surtout sur l'agriculture, dépassaient de beaucoup ceux de tout autre monarque. Son armée, supérieurement disciplinée et commandée par les plus grands généraux du temps, s'élevait déjà à plus de cent vingt mille hommes. Une telle réunion de troupes régulières ne s'était pas vue en Europe depuis la chute de l'empire romain. La France n'était pas la première des puissances maritimes, mais, bien qu'elle eût des rivales, elle n'avait pas encore de supérieure sur mer. Sa force, pendant les quarante dernières années du XVIIe siècle, était telle, qu'une puissance ennemie n'eût pu seule lui résister, et que même deux grandes coalitions, qui réunirent contre elle près de la moitié de la chrétienté, virent échouer leurs projets.

Les qualités personnelles du monarque français ajoutaient encore

au respect qu'inspiraient le pouvoir et l'importance de son royaume; nul souverain ne représenta jamais avec plus de dignité et de grâce la majesté d'un grand État. Il était à lui-même son premier ministre et remplissait les devoirs difficiles de cette fonction, avec une habileté et une intelligence qu'on ne pouvait guère s'attendre à trouver dans un prince parvenu au trône dès l'enfance, et entouré de flatteurs avant même qu'il pût parler. Deux qualités inestimables chez un prince, brillèrent chez lui à un éminent degré : le talent de choisir ses conseillers, et celui de s'approprier tout l'honneur de leurs actes. Dans ses rapports avec les puissances étrangères, il montra quelquefois de la générosité, rarement de la justice. Il couvrit de sa protection, et avec un désintéressement romanesque, digne plutôt d'un chevalier errant que d'un homme d'État, des alliés malheureux qui se jetèrent à ses pieds, n'ayant d'autre espoir que sa compassion; mais il rompit les liens les plus sacrés de la foi publique, et cela sans honte et sans scrupules, chaque fois qu'ils mettaient obstacle à ses intérêts ou à ce qu'il appelait sa gloire. Sa perfidie et sa violence lui firent cependant moins d'ennemis que l'insolence avec laquelle il rappelait sans cesse à ses voisins sa propre grandeur et leur petitesse. A cette époque, il n'était pas encore livré à cette austère dévotion qui, plus tard, donna à sa cour l'aspect d'un monastère; au contraire, il était tout aussi licencieux, mais moins frivole et moins indolent que son frère d'Angleterre. Catholique romain au fond du cœur, sa conscience et sa vanité lui faisaient un devoir d'user de sa puissance pour la défense et la propagation de la vraie foi, comme ses illustres prédécesseurs, Clovis, Charlemagne et saint Louis, lui en avaient donné l'exemple.

Nos ancêtres durent naturellement voir d'un œil inquiet la puissance croissante de la France. A ce sentiment, parfaitement raisonnable en soi-même, s'en mêlaient d'autres moins honorables : la France était notre ancienne ennemie; c'était contre elle que les batailles les plus glorieuses dans nos annales s'étaient livrées; deux fois, sous les Plantagenets, nous l'avions conquise; on se souvenait encore de la perte de ce pays comme d'un désastre national, et nos souverains portaient encore le titre de roi de France. Les lys français s'unissaient à nos lions sur l'écusson de la famille des Stuarts. Au XVIe siècle, l'effroi que nous avait inspiré l'Espagne, avait comme suspendu notre ancienne animosité contre la France, mais cet effroi, en faisant place plus tard à une dédaigneuse pitié, avait laissé revivre notre vieille inimitié nationale. La vente de Dunkerque avait été l'acte le plus impopulaire de la nouvelle royauté. Les Communes, parmi tous les crimes qu'elles repro-

chaient à Clarendon, mettaient au premier rang son attachement à la France. L'esprit public se montrait jusque dans des bagatelles : une rixe ayant eu lieu dans les rues de Westminster, entre les gens de l'ambassade de France et ceux de l'ambassade d'Espagne, la populace, que l'on empêcha de s'en mêler, donna des preuves non équivoques que la vieille antipathie n'était pas éteinte.

La France et l'Espagne étaient alors engagées dans une lutte sérieuse. Un des objets principaux de la politique de Louis XIV, pendant tout le temps de son règne, fut d'étendre ses États du côté du Rhin ; c'est pour y parvenir qu'il avait déclaré la guerre à l'Espagne ; et la fortune l'avait fait marcher de conquête en conquête. Les provinces unies de la Hollande voyaient avec inquiétude le progrès de ses armes. Cette fédération renommée avait atteint l'apogée de la force, de la prospérité et de la gloire ; son territoire conquis sur la mer et défendu contre l'envahissement des flots par l'industrie batave, n'était guère plus grand que la principauté de Galles, mais cet étroit espace, par l'activité et la densité de sa population, était comme une ruche où de nouvelles richesses se créaient chaque jour et venaient s'ajouter aux richesses déjà amassées. L'aspect de la Hollande, sa riche culture, ses innombrables canaux, ses moulins toujours en mouvement, ses flottes, la beauté et le nombre de ses grandes villes, ses ports couverts d'une forêt de mâts, ses vastes et somptueux palais, ses coquettes villas, la splendeur des appartements, ses galeries de tableaux, ses serres et ses plates-bandes de tulipes, produisaient sur le voyageur anglais à cette époque le même effet que produirait aujourd'hui l'Angleterre sur un Norvégien ou un Canadien. Les États-Généraux de Hollande avaient été obligés de s'humilier devant Cromwell ; mais, après la Restauration, ils avaient pris leur revanche en faisant avec succès la guerre à l'Angleterre et en signant enfin avec elle une paix honorable. Cependant, quelque riche que fût la république, quelque considérée qu'elle fût en Europe, elle ne pouvait se mesurer avec Louis XIV ; elle craignait avec raison de le voir s'étendre jusqu'à la frontière batave, et il était assez naturel qu'elle fût effrayée du voisinage immédiat d'un monarque si puissant, si ambitieux, si peu scrupuleux. Il n'était pas facile aux Hollandais de détourner ce péril : seuls, ils ne pouvaient faire pencher la balance de leur côté ; il ne pouvait leur venir aucun secours des bords du Rhin ; car déjà plusieurs princes allemands avaient été gagnés par le monarque français, et l'Empereur lui-même était retenu par ses démêlés avec la Hongrie. D'un autre côté, le souvenir d'injures récentes et cruelles, souffertes de part et d'autre, nous éloignait des

Provinces-Unies; de plus, notre politique étrangère, depuis la Restauration, avait été si dénuée de sagesse et de vigueur, qu'il ne leur était guère possible d'attendre de nous un grand secours.

Mais la chute de Clarendon, et l'opposition toujours croissante du Parlement, décidèrent les conseillers de Charles à adopter tout à coup un plan politique qui remplit la nation à la fois de joie et d'étonnement.

Notre ministre à Bruxelles, sir William Temple, un des diplomates les plus experts et un des écrivains les plus agréables de cette époque, avait souvent représenté au gouvernement la possibilité et l'avantage qu'il y aurait à entrer en alliance avec les États-Généraux, dans le but d'arrêter les progrès de la France. Pendant longtemps on fit peu de cas de ses avis, mais enfin, on finit par les prendre en considération. Il fut chargé de négocier avec les États-Généraux. Sir William Temple se rendit à la Haye et ne tarda pas à s'entendre avec Jean de Witt, alors premier ministre de Hollande. La Suède, malgré l'exiguïté de ses ressources, s'était élevée, quarante ans auparavant, par le génie de Gustave-Adolphe, à un rang supérieur parmi les puissances européennes, et elle n'était pas encore descendue à sa position naturelle. On lui persuada de se joindre à la Hollande et à l'Angleterre. C'est ainsi que fut formée la coalition connue sous le nom de « Triple Alliance. » Le roi de France montra du dépit et du ressentiment, mais il ne crut pas politique d'ajouter l'hostilité d'une semblable confédération à l'hostilité de l'Espagne. Il consentit donc à abandonner une large portion du territoire occupé par ses armées. La paix fut rendue à l'Europe, et le gouvernement anglais, naguère encore l'objet du mépris général, fut regardé pendant quelques mois, par les puissances étrangères, avec un respect presque égal à celui qu'avait inspiré le Protecteur.

En Angleterre, la triple alliance fut on ne peut plus populaire : elle satisfaisait également la haine et l'orgueil national; elle mettait un terme aux envahissements d'un voisin puissant et ambitieux; elle unissait étroitement des États protestants; Cavaliers et Têtes-rondes s'en réjouirent en commun. La joie même des Têtes-rondes fut plus grande que celle des Cavaliers, car par là l'Angleterre s'alliait formellement avec un pays républicain par son gouvernement, presbytérien par sa religion, contre un pays gouverné par un roi absolu et attaché à l'église catholique romaine. La chambre des Communes approuva hautement le traité; quelques frondeurs mêmes déclarèrent que c'était la seule bonne chose qui eût été faite depuis la Restauration.

Quant au roi, il attachait peu d'importance à l'approbation du peuple

et du Parlement. La Triple Alliance n'était pour lui qu'un expédient temporaire pour apaiser un mécontentement qui menaçait de devenir sérieux. Peu lui importait l'indépendance, la sécurité, la dignité de la nation qu'il gouvernait. Il avait déjà éprouvé les ennuis du contrôle constitutionnel, car déjà s'était formé dans le Parlement un parti, connu sous le nom de « parti du pays » (*country party*), qui comprenait tous les hommes publics qui penchaient vers le puritanisme et le républicanisme, et beaucoup d'autres qui, tout attachés qu'ils fussent à l'Église établie et à la monarchie héréditaire, avaient été poussés dans l'opposition par la crainte du papisme, la crainte de la France et le dégoût que leur causaient les extravagances, les déréglements et la mauvaise foi de la cour. L'influence de ce parti politique croissait de jour en jour; chaque année, quelques-uns des membres du Parlement nommés pendant le premier moment d'enthousiasme royaliste, en 1661, disparaissaient et se trouvaient remplacés par des membres moins traitables. Charles ne se croyait pas roi, tant qu'une assemblée de ses sujets avait le droit de se faire montrer des comptes avant de payer ses dettes, et de demander laquelle de ses maîtresses ou lequel de ses compagnons de plaisirs s'était emparé de l'argent destiné à l'armement et à l'équipement de la flotte. Quoiqu'il fût peu soucieux de l'opinion, il ne laissait pas d'être blessé quelquefois des railleries qui se glissaient dans les discussions de la chambre des Communes, et dans une de ces occasions il essaya de restreindre la liberté de la parole par un indigne moyen. Au milieu d'une discussion parlementaire, un gentilhomme campagnard, sir John Coventry, s'était moqué des déréglements de la cour. Anciennement on l'eût probablement appelé devant le Conseil Privé et il eût été envoyé à la Tour. On agit différemment : une bande de bravaches fut dépêchée pour administrer une correction au coupable. Cette ignoble vengeance, loin de calmer l'opposition, souleva une telle tempête, que le roi fut obligé de se soumettre à la cruelle humiliation de sanctionner un acte qui atteignait les instruments de sa vengeance et qui le privait du droit de leur faire grâce.

Quelque fatigué qu'il fût des entraves constitutionnelles, il ne lui était cependant pas facile de s'en affranchir. Il ne pouvait se poser en despote qu'à l'aide d'une forte armée permanente, et cette armée n'existait pas. Ses revenus lui permettaient bien de solder quelques troupes régulières; mais ces troupes régulières, assez considérables pour exciter les craintes et la jalousie des Communes et du peuple, eussent à peine suffi à protéger Whitehall et la Tour contre le soulè-

vement de la populace de Londres; et ce soulèvement était à craindre, car on savait que la capitale et les faubourgs contenaient au moins vingt mille vieux soldats de Cromwell.

Le roi, une fois décidé à s'émanciper du contrôle du Parlement, et n'ayant, pour mener à bonne fin une telle entreprise, aucune espèce de soutien à l'intérieur, en chercha naturellement à l'étranger. La puissance et les richesses du roi de France pouvaient suffire à la tâche difficile d'établir une monarchie absolue en Angleterre; mais, pour un si grand service, un tel allié exigerait sans doute des preuves matérielles de gratitude : Charles aurait à descendre au rang de grand vassal et à ne faire la paix ou la guerre que selon la volonté du gouvernement protecteur. Ses rapports avec le roi de France deviendraient semblables à ceux qui existent actuellement entre le rajah de Nagpore ou le roi d'Oude et le gouvernement anglais. Ces princes sont obligés d'aider la Compagnie des Indes dans toutes ses guerres offensives ou défensives; ils ne peuvent entretenir aucune relation diplomatique sans sa permission; en échange, la Compagnie les garantit contre toute espèce d'insurrection. Tant qu'ils remplissent fidèlement leurs obligations à l'égard du pouvoir suzerain, on leur laisse la disposition de grands revenus; ils peuvent remplir leur sérail des plus belles femmes, s'abrutir en compagnie de leurs favoris et opprimer impunément ceux qui encourent leur disgrâce. Cette vie serait intolérable pour un homme d'un esprit élevé et d'une intelligence supérieure; mais, pour Charles, sensuel, indolent, incapable d'aucun effort intellectuel, également dépourvu de patriotisme et de dignité personnelle, cette perspective n'avait rien de désagréable.

Ce qui paraît plus extraordinaire, c'est que le duc d'York, qui, selon toutes les probabilités, devait succéder à la couronne, consentit à la dégrader. D'une nature hautaine et impérieuse, il se permit, jusqu'au dernier moment, des boutades et des velléités d'opposition qui trahissaient son impatience du joug français; mais il était presque aussi abruti par la superstition, que son frère par son indolence et ses vices. Jacques s'était fait catholique romain, et la bigoterie, devenue le sentiment dominant d'un esprit étroit et têtu, se mêlait si bien à sa passion du pouvoir, qu'on distinguait à peine l'une de l'autre. Il ne lui semblait guère probable que, sans l'aide de l'étranger, sa foi religieuse pût devenir dominante ou même être tolérée, et il était homme à ne rien voir d'humiliant dans un acte, quelque indigne qu'il fût d'un prince ou d'un gentilhomme, s'il avait pour motif les intérêts de la vraie foi.

Une négociation s'établit et dura plusieurs mois; l'agent principal entre les deux cours fut la belle, la gracieuse, l'intelligente Henriette, duchesse d'Orléans; sœur de Charles, belle-sœur de Louis, elle était chérie des deux monarques. Le roi d'Angleterre proposait de se déclarer catholique romain, de dissoudre la Triple Alliance, et de se joindre à la France contre la Hollande, si celle-là s'engageait à lui fournir des secours financiers et militaires qui le rendissent indépendant de son Parlement. Louis XIV affecta d'abord d'accueillir froidement ces propositions; il finit par les accepter de l'air d'un homme qui accorde une grande faveur. Cependant, il n'avait rien à perdre et tout à gagner en suivant les projets auxquels il s'était arrêté.

Il paraît certain qu'il n'eut jamais l'intention sérieuse d'établir par la force des armes le despotisme et le papisme en Angleterre. Il devait savoir à quel point serait difficile et hasardeuse une semblable entreprise, qui épuiserait pour de longues années toutes les ressources de la France, et qui, de plus, était incompatible avec des projets plus sûrs d'agrandissement, auxquels il tenait. Il se fût très-volontiers donné le mérite et la gloire de rendre, à de certaines conditions, un grand service à l'Église dont il était membre; mais il n'avait aucune envie d'imiter ses ancêtres, qui, au XIIe et au XIIIe siècle, avaient conduit la fleur de la chevalerie française en Syrie et en Égypte pour y mourir. Il n'ignorait pas qu'une croisade contre le protestantisme, en Angleterre, serait aussi périlleuse que les expéditions dans lesquelles avaient péri les armées de Louis VII et de Louis IX. Il n'avait aucun motif qui lui fît désirer d'assurer aux Stuarts le pouvoir absolu. Il n'éprouvait pas, à l'égard de la constitution anglaise, ce sentiment qui, plus tard, a engagé les princes à faire la guerre aux institutions libérales des nations voisines. De nos jours, un grand parti attaché aux principes de gouvernement populaire a des ramifications dans tous les pays civilisés. Tout avantage important obtenu par ce parti sur un point quelconque est presque toujours le signal d'une commotion générale. Il n'est donc pas étonnant que les gouvernements, menacés d'un danger commun, forment, pour ainsi dire, une assurance mutuelle. Mais, au XVIIe siècle, ce danger n'existait pas : un abîme séparait l'esprit public anglais de l'esprit public français; nos institutions et nos partis politiques étaient aussi peu connus à Paris qu'à Constantinople. Il est douteux qu'aucun membre de l'Académie française eût alors en sa possession un seul volume anglais, ou qu'il connût, même de nom, Shakspeare, Jonson ou Butler. Quelques Huguenots, héritiers de l'esprit turbulent de leurs ancêtres, pouvaient bien

avoir de la sympathie pour leurs frères en religion, les Têtes-rondes; mais les Huguenots n'étaient plus formidables. La nation française, attachée à l'église de Rome, fière de la grandeur de son roi et de sa propre fidélité, voyait nos débats avec l'arbitraire et le papisme, non-seulement sans admiration ni sympathie, mais avec désapprobation et dégoût. Ce serait donc commettre une grave erreur que d'assigner à la conduite du roi de France des motifs analogues à ceux qui, de nos jours, déterminèrent la Sainte Alliance à se mêler du gouvernement intérieur de Naples et de l'Espagne.

Quoi qu'il en soit, les propositions de la cour de Whitehall furent favorablement accueillis par le monarque français. Déjà il méditait les gigantesques projets qui devaient tenir l'Europe dans une continuelle agitation pendant plus de quarante ans. Il voulait humilier les Provinces-Unies, et annexer à son empire la Belgique, la Franche-Comté et la Lorraine. Ses projets allaient même plus loin. Le roi d'Espagne était un enfant maladif, et il paraissait probable qu'il mourrait sans postérité; sa sœur aînée était reine de France; un jour viendrait donc, et il pouvait être prochain, où la maison de Bourbon aurait à faire valoir ses droits sur ce vaste empire, pour lequel le soleil ne se couchait jamais. Une coalition continentale s'opposerait, sans doute, à l'union de ces deux grandes monarchies sous un seul sceptre; mais la France pouvait à elle seule tenir tête à toute coalition continentale; il n'y avait que l'Angleterre qui pût faire pencher la balance. Les destinées du monde dépendaient donc du parti que prendrait l'Angleterre, et il n'était pas douteux que le Parlement anglais et la nation ne fussent fortement attachés à la politique qui avait dicté le traité de la Triple Alliance. Rien ne pouvait donc être plus agréable à Louis XIV que d'apprendre que les princes de la famille des Stuarts avaient besoin de son aide et la paieraient volontiers par un entier concours. Il prit la résolution de ne pas laisser échapper cette occasion, et se traça un plan de conduite auquel il resta fidèle jusqu'à ce que la révolution de 1688 vint bouleverser toute sa politique. Ce plan consistait à témoigner son désir de voir réussir les dessins de la cour d'Angleterre, à promettre d'amples secours et à n'en accorder que juste ce qu'il fallait pour entretenir l'espérance, sans qu'il y eût danger ou inconvénient pour lui-même. De cette manière, avec une dépense bien moindre que celle qu'il fit pour bâtir et décorer Versailles et Marly, il réussit à faire de l'Angleterre, durant près de vingt années, un membre aussi insignifiant du système politique de l'Europe que la république de Saint-Marin.

Son but n'était pas de détruire notre constitution, il voulait tenir

dans un état de conflit perpétuel les différents éléments dont elle était composée et faire naître une inimitié irréconciliable entre ceux qui disposaient de la bourse et ceux qui disposaient de l'épée. Pour cela, il employait tour à tour la corruption et la menace à l'égard des deux partis, pensionnait en même temps les ministres de la couronne et les chefs de l'opposition, excitait la cour dans les résistances aux empiétements du Parlement, et mettait le Parlement sur ses gardes contre des desseins arbitraires de la cour.

Un des moyens qu'il employa pour obtenir de l'influence dans les conseils de la couronne d'Angleterre mérite une mention spéciale. Charles, quoique incapable d'aimer, dans le sens le plus noble du mot, était l'esclave de toute femme dont la personne excitait ses désirs, et dont les gentillesses et le babil amusaient ses loisirs. On bafouerait un mari qui tolérerait chez sa femme, même d'une haute naissance et d'une vertu sans tache, la moitié des insolences que le roi d'Angleterre souffrait de la part de concubines qui, bien qu'elles tinssent tout de sa générosité, se donnaient à ses courtisans pour ainsi dire sous ses yeux. Il avait supporté patiemment les rages violentes de Barbara Palmer et les impertinentes vivacités d'Eleonor Gwynn. Louis XIV pensa qu'une jeune Française, belle, rusée et voluptueuse, serait l'envoyé le plus utile qu'il pût expédier à la cour d'Angleterre. Cette femme il la trouva en Louise de Querouailles, que nos grossiers ancêtres appelèrent madame Carwell. Elle ne tarda pas à triompher de toutes ses rivales, fut créée duchesse de Portsmouth, comblée de richesses, et obtint sur l'esprit du roi un empire qui ne cessa qu'avec sa vie.

Les conditions principales de cette alliance entre les deux couronnes furent arrêtées dans un traité secret qui fut signé à Douvres, en mai 1670, juste dix ans après le jour où Charles avait débarqué dans le même port, au milieu des acclamations et des larmes de joie de son peuple trop confiant.

Par ce traité, Charles II s'engageait à faire profession publique de catholicisme; à réunir son armée à l'armée française, dans le but de détruire le pouvoir des Provinces-Unies; à employer enfin toutes les forces de l'Angleterre, et sur terre et sur mer, pour soutenir les droits de la maison de Bourbon sur la vaste monarchie espagnole. De son côté, Louis XIV s'engageait à payer des subsides considérables; il promettait aussi d'envoyer, à ses frais, une armée en Angleterre, pour protéger son allié, en cas d'insurrection

Ce pacte fut conclu sous de tristes auspices; six semaines ne s'étaient

pas écoulées depuis qu'il avait été signé, que la charmante princesse dont l'influence sur son frère et son beau-frère avait été si pernicieuse à son pays cessait de vivre. Sa mort donna naissance à d'horribles soupçons qui faillirent, pour un moment, mettre un terme à l'amitié naissante des Bourbons et des Stuarts; bientôt pourtant il y eut entre les deux alliés de nouvelles assurances de bon vouloir.

Le duc d'York, trop stupide pour apercevoir le danger, trop fanatique pour le redouter, était impatient de voir exécuter l'article relatif à la religion catholique romaine; mais Louis XIV eut la sagesse de comprendre que, si l'on agissait ainsi, il y aurait en Angleterre une telle explosion, que la partie du traité à laquelle il tenait le plus deviendrait inexécutable. Il fut donc convenu que Charles II continuerait à professer le protestantisme et à recevoir les sacrements, les jours de grande fête, selon le rituel de l'église d'Angleterre. Son frère, plus scrupuleux, cessa de paraître dans la chapelle royale.

A peu près vers le même temps, mourut la duchesse d'York, la fille de l'exilé Clarendon. Depuis quelques années, elle était secrètement catholique romaine. Elle laissa deux filles, Marie et Anne, qui furent successivement reines de la Grande-Bretagne. Elles avaient été, par ordre exprès du roi, élevées dans la religion réformée; car il savait bien que vainement il se serait déclaré membre de l'église anglicane, si les enfants qui devaient hériter de sa couronne étaient élevés, avec sa permission, dans la croyance de l'église de Rome.

Les principaux conseillers de la couronne étaient, à cette époque, des hommes qui avaient justement acquis une notoriété peu enviable. Nous devons prendre garde néanmoins de ne pas charger leur mémoire d'une infamie qui revient de droit à leur maître. Le roi seul est responsable du traité de Douvres, qui fut le résultat de ses conférences personnelles avec les agents français; il écrivit à ce sujet plusieurs lettres de sa propre main; ce fut lui qui en suggéra les articles les plus honteux, et qui en cacha soigneusement quelques autres à la majorité de son Cabinet, ou, comme on l'appelait populairement, sa « Cabale ».

Rien n'est plus curieux, dans notre histoire, que l'origine et l'établissement du pouvoir que possède aujourd'hui le Cabinet. Depuis les temps les plus reculés, les rois d'Angleterre avaient été assistés par un Conseil Privé, auquel les lois assignaient des fonctions et des devoirs importants. Pendant plusieurs siècles, ce conseil donna son avis sur les affaires les plus graves et les plus délicates de l'État; mais par degrés sa nature changea, il devint trop nombreux pour la

prompte expédition et le secret des affaires. Le rang de conseiller privé était souvent accordé, à titre honorifique, à des hommes auxquels on ne confiait rien, à qui on ne demandait jamais leur avis. Dans les occasions les plus importantes, le souverain s'adressait à un petit noyau de ministres dirigeants. Bacon, avec la sagacité habituelle de son jugement, fut le premier qui fit remarquer les avantages et les inconvénients de ce système; mais ce ne fut qu'après la Restauration que le Cabinet proprement dit prit de l'importance, et pendant de longues années encore, les hommes politiques arriérés continuèrent à le regarder comme un conseil dangereux et inconstitutionnel. Néanmoins ce cabinet acquit de plus en plus de force, et finit par concentrer toute l'action du pouvoir exécutif. Il est enfin regardé, depuis plusieurs générations, comme une partie essentielle de notre système gouvernemental. Chose étrange cependant, il n'est reconnu en aucune manière par la loi; les noms des hommes qui le composent ne sont pas officiellement annoncés au public; aucun procès-verbal n'est tenu de ses délibérations et de ses résolutions, et son existence même n'a jamais été reconnue par aucun acte du Parlement. En 1671, il arriva, par une bizarre coïncidence que les initiales des noms des cinq personnes qui composaient le Cabinet formaient le mot «*cabal*» (cabale) : Clifford, Arlington, Buckingham, Ashley et Lauderdale.

Sir Thomas Clifford était membre de la commission de la Trésorerie et s'était fort distingué dans la chambre des Communes; c'était le plus respectable de tous les membres de la Cabale. A un caractère ardent et impérieux il joignait au moins un sentiment profond de ses devoirs et de son honneur, bien qu'il donnât à ces mots une fausse interprétation.

Henri Bennet, lord Arlington, alors secrétaire d'État, avait, depuis l'âge d'homme, presque toujours résidé sur le continent. Il s'était habitué à l'égard des constitutions et des religions à cette indifférence cosmopolite, qu'on remarque souvent chez les personnes dont la vie s'est passée dans la diplomatie vagabonde. S'il avait quelque prédilection pour une forme de gouvernement, c'était pour le gouvernement de la France; s'il éprouvait quelque préférence pour telle ou telle église, c'était pour l'église de Rome. Il avait une conversation agréable et quelques talents pour l'expédition des affaires ordinaires de son département. Pendant sa vie de négociations et de voyages, il avait appris à régler son langage et sa manière d'être selon la société dans laquelle il se trouvait. Dans le cabinet, sa vivacité amusait le roi; dans les conférences et les débats publics, sa gravité imposait. Il avait réussi,

par les services qu'il avait pu rendre et les espérances qu'il encourageait, à se créer une nombreuse clientèle.

Buckingham, Ashley et Lauderdale étaient des hommes profondément atteints de l'immoralité épidémique qui avait corrompu tous les gens politiques de cette époque; mais leur corruption variait selon les diversités de leur caractère et de leur intelligence. Buckingham était un homme d'État rassasié de plaisirs, qui ne s'était livré à l'ambition que comme passe-temps. De même qu'il s'était occupé de musique et d'architecture, qu'il avait écrit des comédies burlesques, qu'il avait cherché la pierre philosophale, de même il essayait de s'amuser alors au moyen d'une négociation secrète et d'une guerre avec la Hollande. Tour à tour infidèle à tous les partis, mais plutôt par légèreté et par amour de la nouveauté que par suite de calculs bien arrêtés, on l'avait compté jadis au nombre des Cavaliers; plus tard, un mandat d'arrêt avait été lancé contre lui pour avoir traîtreusement entretenu une correspondance avec les restes du parti républicain de la Cité. Enfin, redevenu courtisan, il se montrait ardent à gagner la faveur du roi, par des services qui eussent fait reculer d'horreur les plus illustres d'entre ceux qui avaient combattu et souffert pour la cause royale.

Avec une tête mieux organisée et une ambition plus tenace et plus véhémente, Ashley ne s'était pas montré moins versatile; mais sa versatilité était le fait de son égoïsme et non de sa légèreté. Il avait servi et trahi gouvernement après gouvernement; mais il avait si bien combiné ses trahisons, qu'au milieu de tant de révolutions, sa fortune s'était constamment élevée. La multitude, frappée d'admiration pour une prospérité si constante au milieu des inconstances du temps, lui attribuait comme un don de divination miraculeuse, et le comparait à cet homme d'État des Hébreux dont il est écrit que son conseil était comme un oracle de Dieu.

Lauderdale, bruyant et grossier dans ses joies comme dans ses colères, était peut-être, sous les dehors d'une pétulante franchise, le plus méprisable des membres de la Cabale. Il s'était fait remarquer parmi les insurgés écossais de 1638, et avait été l'un des plus zélés partisans du Covenant; on l'accusait d'avoir grandement contribué à livrer Charles Ier au Parlement. Les Cavaliers fidèles le tenaient donc pour un traître d'une pire espèce, s'il était possible, que ceux qui avaient siégé dans la Haute-Cour de justice. Il parlait souvent avec une gaieté fanfaronne de l'époque où il était fanatique et rebelle; devenu l'agent principal que la cour employait à établir de force,

dans son pays, la suprématie épiscopale, il n'épargna pas l'usage impitoyable de l'épée, de la corde et de la torture, pour l'accomplissement de son œuvre. Cependant ceux qui le connaissaient, savaient bien que les trente dernières années n'avaient en rien changé ses sentiments réels, qu'il haïssait la mémoire de Charles Ier, et qu'il préférait l'église presbytérienne à toute autre église.

Quelque peu scrupuleux que fussent Buckingham, Ashley et Lauderdale, on ne jugea pas prudent de leur confier l'intention qu'avait le roi de se déclarer catholique romain. On ne leur montra qu'un faux traité, dans lequel l'article concernant la religion avait été omis; la signature et le sceau de Clifford et d'Arlington, paraissent seuls sur le traité original. Ces deux hommes d'État, avaient une préférence marquée pour l'ancienne Église, préférence que le brave et bouillant Clifford ne tarda pas à confesser courageusement, mais que le méprisable et froid Arlington cacha, jusqu'au jour où les terreurs de la mort le rendirent enfin sincère. Buckingham, Ashley et Lauderdale, n'étaient pas gens qu'on pût facilement tromper, et il est probable qu'ils en soupçonnèrent plus qu'on ne leur en avait dit. Du reste, ils savaient positivement tous les engagements politiques contractés avec la France, et ne rougissaient pas de recevoir de Louis XIV des gratifications considérables.

Le but principal du roi d'Angleterre était d'obtenir de la chambre des Communes des subsides qui lui permissent d'exécuter le traité secret. La Cabale, dont le pouvoir s'exerçait à une époque où notre gouvernement était dans un état de transition, réunissait en elle deux espèces particulières de vices appartenant à deux époques différentes et à deux systèmes politiques différents. Ces cinq mauvais ministres, tout en étant les derniers hommes d'État anglais qui aient songé sérieusement à détruire le Parlement, ont été aussi les premiers qui aient essayé de la corruption sur une vaste échelle. Nous retrouvons à la fois dans leur politique, les dernières traces du système du fameux « *Thorough* » de Strafford, et les premiers indices de cette corruption méthodique que Walpole pratiqua plus tard. Cependant ils ne tardèrent pas à reconnaître qu'au sein de la chambre des Communes, toute composée de Cavaliers qu'elle était, et malgré les places et les pensions françaises prodiguées à ses membres, il ne se formerait jamais une majorité qui soutînt les articles même les moins odieux du traité de Douvres. Il fallut donc recourir à la ruse. Charles se mit à faire parade d'un grand zèle en faveur des principes de la Triple Alliance; il prétendit qu'il était nécessaire d'augmenter la flotte pour mettre un terme

à l'ambition française. Les Communes donnèrent dans le panneau et votèrent un subside de huit cent mille livres sterling. Le Parlement fut immédiatement prorogé, et la cour, affranchie de tout contrôle, se lança dans l'exécution de son grand projet.

Les difficultés financières étaient grandes. Une guerre avec la Hollande ne pouvait être menée à bonne fin qu'à l'aide de dépenses excessives. Les revenus ordinaires suffisaient à peine aux besoins du gouvernement en temps de paix. Les huit cent mille livres qu'on venait d'escamoter aux Communes, ne pouvaient suffire à défrayer les dépenses militaires de terre et de mer, pendant une année d'hostilités. Après la terrible leçon du Long-Parlement, la Cabale elle-même n'osait s'aventurer à proposer les dons gratuits et l'impôt maritime. Dans une telle perplexité, Clifford et Ashley proposèrent une abominable violation de la bonne foi publique. A cette époque, les orfévres de Londres n'étaient pas simplement des gens trafiquant en métaux précieux, ils étaient en outre banquiers, et à ce titre avaient coutume d'avancer de fortes sommes d'argent au gouvernement. En retour de ces avances, on leur donnait des bons sur le revenu, et leurs avances, avec les intérêts étaient remboursées à la rentrée des taxes. Près de treize cent mille livres sterling avaient été ainsi confiées à l'honneur du gouvernement. Tout à coup, on déclara qu'on ne pouvait payer le capital et que les prêteurs devaient se contenter de toucher les intérêts. La conséquence de cette mesure, fut de mettre ces banquiers dans l'impossibilité de faire honneur à leurs propres engagements. La bourse en fut bouleversée, plusieurs maisons de commerce des plus considérables firent faillite, et la société tout entière fut plongée dans l'inquiétude et le découragement. En même temps, on marchait à grands pas vers le despotisme; on publia successivement plusieurs proclamations suspendant des actes du Parlement et réglementant ce que le Parlement seul pouvait légalement réglementer. La plus importante fut celle qu'on appela déclaration d'Indulgence, elle abolissait par autorité royale les lois pénales contre les catholiques romains; et afin que le but réel de cette mesure ne fût pas découvert, on suspendit aussi les lois contre les protestants non conformistes.

Quelques jours après la publication de cet édit d'Indulgence, la guerre fut déclarée aux Provinces-Unies. La Hollande se défendit vaillamment sur mer, mais sur terre elle fut tout d'abord accablée par des forces irrésistibles. Une armée française considérable passa le Rhin; les unes après les autres, les forteresses ouvraient leurs portes. Sur les sept provinces de la confédération, trois étaient déjà occupées

par les ennemis; des combles de l'hôtel de ville d'Amsterdam on voyait les feux du camp français. La République, livrée ainsi à des assaillants étrangers, était en même temps déchirée par des dissensions intestines. Le gouvernement était dans les mains d'une oligarchie exclusive de puissants bourgeois. Il y avait un grand nombre de conseils municipaux électifs qui, chacun dans sa sphère, exerçaient des droits souverains; ces conseils envoyaient des délégués aux États provinciaux, qui eux-mêmes envoyaient des délégués aux États généraux. L'organisation politique n'exigeait pas absolument un premier magistrat héréditaire. Cependant, une famille singulièrement fertile en grands hommes avait graduellement acquis une autorité considérable et presque indéfinie. Guillaume, premier du nom, prince d'Orange et de Nassau, stathouder de Hollande, avait été le chef de la première insurrection contre les Espagnols; Maurice, son fils, avait été capitaine-général et premier ministre des États; il s'était élevé par son éminente habileté, ses services publics, et aussi par quelques actions de cruauté et de trahison, à un pouvoir souverain, qu'il légua en grande partie à sa famille. L'influence du stathoudérat excitait au plus haut point la jalousie de l'oligarchie municipale; mais l'armée et la grande masse des citoyens, qui étaient exclus de toute participation au gouvernement, portaient aux bourgmestres et aux délégués une haine semblable à celle que les légions et le menu peuple de Rome portaient au sénat, et étaient aussi dévouées à la maison d'Orange, que ces légions et ce même peuple de Rome avaient été dévoués à la famille des Césars. Le stathouder commandait les forces de la République, nommait à tous les commandements militaires, avait une large part au patronage civil, et était entouré d'une pompe presque royale.

Le prince Guillaume II avait rencontré une forte opposition dans le parti oligarchique; il était mort sans postérité, au milieu des troubles de l'année 1650. Les amis de sa famille furent ainsi laissés quelque temps sans chefs, et son autorité fut partagée entre les conseils municipaux, les États provinciaux et les États généraux.

Mais, quelques jours après sa mort, la princesse Marie sa veuve, fille de Charles Ier, roi d'Angleterre, donna naissance à un fils, destiné à élever au plus haut point la gloire et l'autorité de la maison de Nassau, à sauver les Provinces-Unies de l'esclavage, à réprimer le pouvoir de la France et à établir enfin la constitution anglaise sur des bases durables.

Ce prince, appelé aussi Guillaume-Henri, fut dès sa naissance l'objet de craintes sérieuses de la part du parti alors dominant en Hollande et

de l'attachement loyal des anciens amis de sa famille. Il était entouré d'une haute considération comme possesseur d'immenses richesses, comme chef d'une des plus illustres maisons de l'Europe, comme prince souverain de l'empire germanique, comme prince du sang royal d'Angleterre, et surtout comme descendant des fondateurs de la liberté batave. Mais la haute position, considérée quelque temps comme héréditaire dans sa famille, restait vacante, et le parti aristocratique ne voulait pas entendre parler du rétablissement du stathoudérat. Cette première magistrature était en grande partie suppléée par la charge de grand pensionnaire alors remplie par Jean De Witt, qui, par ses talents, sa fermeté et son intégrité, s'était élevé à un pouvoir sans rival, dans les conseils de l'oligarchie municipale.

L'invasion française produisit un changement complet dans l'opinion. Le peuple, effrayé et à bout de souffrances, se tourna contre le gouvernement; dans sa folie, il alla jusqu'à attaquer les plus braves capitaines et les hommes d'État les plus distingués de la République; De Ruyter fut insulté par la populace; De Witt fut mis en pièces devant la porte du palais des États-Généraux de la Haye. Le prince d'Orange, qui n'avait pris aucune part à ce meurtre, mais qui dans cette circonstance, comme dans une autre occasion regrettable, vingt ans après, avait traité avec une indulgence déplorable pour sa gloire les auteurs de crimes commis à son avantage, devint le chef sans rival du gouvernement. Malgré sa jeunesse, son courage ardent et indomptable, quoique déguisé sous des manières froides et réservées, ranima bientôt l'ardeur de ses concitoyens découragés. Ce fut en vain que son oncle et le roi de France essayèrent, par les offres les plus brillantes, de le détacher de la cause républicaine. Il prononça aux États généraux des paroles fermes et enthousiastes; il alla même jusqu'à proposer un projet digne des temps héroïques et qui, s'il eût été exécuté, aurait pu devenir, pour un poëme épique, le plus noble sujet des temps modernes. Il dit à l'assemblée, que si le sol natal et toutes les merveilles dont l'industrie humaine l'avait couverte devait être englouti par l'Océan, tout ne serait pas encore perdu; que les Hollandais pouvaient survivre à la Hollande; que, traquées par les tyrans et les bigots de l'Europe, la liberté et la religion pouvaient trouver un refuge dans les îles éloignées de l'Asie; que les vaisseaux à l'ancre dans les ports de la République, pouvaient transporter deux cent mille émigrants dans l'archipel Indien : là, la république hollandaise pourrait recommencer une existence nouvelle et glorieuse, et établir sous la Croix du Sud, au milieu des muscadiers et des cannes à sucre, un commerce plus flo-

rissant que celui d'Amsterdam, et des écoles plus savantes que celle de Leyde. L'esprit public se passionna; les propositions des ennemis furent dédaigneusement repoussées, et l'on ouvrit les digues. Tout le pays ne fut bientôt plus qu'un grand lac, où les villes avec leurs remparts et leurs clochers paraissaient comme des îles. Les assaillants, pour éviter une destruction complète, furent forcés de faire une retraite précipitée. Louis XIV, qui croyait quelquefois nécessaire de se montrer à la tête de ses troupes, mais qui préférait un palais à un camp, était déjà retourné à Versailles pour s'enivrer de l'admiration des poëtes et du sourire des femmes, dans ses allées nouvellement plantées.

La fortune ne tarda pas à changer. Sur mer, le résultat de la guerre avait été douteux; sur terre, les Provinces-Unies avaient obtenu du répit, et un répit, quelque court qu'il fût, était d'une grande importance. Les deux branches de la grande maison d'Autriche, alarmées des vastes projets de Louis XIV, coururent aux armes. L'approche d'un danger commun réconcilia bientôt l'Espagne et la Hollande, divisées par les souvenirs d'anciens torts et d'anciennes humiliations. De tous les coins de l'Allemagne des troupes se précipitèrent vers le Rhin. Le gouvernement anglais avait déjà dépensé les fonds qu'il avait obtenus en rançonnant ses créanciers; la Cité se refusait à prêter de nouveau; et quant à essayer de lever des taxes par autorité royale seulement, c'eût été provoquer une rébellion instantanée. Louis XIV, qui avait maintenant à se défendre contre la moitié de l'Europe, n'était plus en état de fournir des moyens de répression contre l'Angleterre : il devint donc nécessaire de convoquer le Parlement.

Au printemps de 1673, les Chambres se réunirent après une absence de près de deux années. Le roi comptait surtout, comme agents parlementaires, sur Clifford, devenu pair et lord de la Trésorerie, et sur Ashley, créé comte de Shaftesbury et Lord-chancelier. Le parti du pays commença aussitôt son attaque contre la politique de la Cabale; cette attaque n'eut pas la violence d'une tempête, mais ressembla plutôt au siége lent et scientifique d'une place. Les Communes laissèrent d'abord concevoir quelque espérance qu'elles soutiendraient la politique extérieure du roi, mais à cette condition qu'il achèterait leur soutien par l'abandon de sa politique intérieure. Leur principal but était d'obtenir la révocation de la déclaration d'Indulgence. Elle était certainement la plus impopulaire de toutes les mesures impopulaires prises par le gouvernement; les sentiments des partis les plus opposés avaient été choqués par un acte si libéral fait d'une manière si despotique. Tous les ennemis de la liberté religieuse, tous les ennemis de la liberté civile,

se trouvèrent de la même opinion, et ces deux classes d'individus formaient les dix-neuf vingtièmes de la nation. L'Anglican zélé se récriait contre la faveur accordée au Papiste et au Puritain; le Puritain, tout en profitant de la suspension des persécutions dont il avait tant souffert, n'avait que peu de gratitude pour une tolérance qu'il lui fallait partager avec l'antechrist. Tous les Anglais, enfin, qui appréciaient la liberté et la majesté de la loi, voyaient avec déplaisir le sérieux envahissement que la prérogative royale venait de se permettre sur le domaine législatif.

Il faut bien avouer avec franchise que la question constitutionnelle n'était pas sans obscurité. Nos anciens souverains avaient, sans contredit, revendiqué et exercé le droit de suspendre l'application des lois pénales : les cours de justice l'avaient reconnu, et les Parlements ne l'avaient pas attaqué. Peu de personnes, même dans le parti du pays, pouvaient nier, en face de pareils précédents, qu'un droit quelconque de cette espèce fût inhérent à la couronne. Cependant, il était clair que si cette prérogative était sans limite, le gouvernement anglais différait peu d'un despotisme pur. Du reste, le roi et ses ministres admettaient qu'il y avait une limite. Mais la déclaration d'Indulgence était-elle en deçà ou au delà de cette limite? telle était la question; et ni d'un côté ni de l'autre on ne réussit à tracer une ligne de démarcation qui pût supporter l'examen. Quelques membres de l'opposition se plaignirent que la Déclaration ne suspendait pas moins de quarante statuts! Mais pourquoi pas quarante aussi bien qu'un? Un des orateurs dit que, dans son opinion, le roi pouvait très-constitutionnellement suspendre l'application des lois mauvaises, mais qu'il ne pouvait toucher à celles qui étaient bonnes. Il est inutile de faire ressortir l'absurdité d'une telle distinction. La doctrine qui semble avoir généralement prévalu dans la chambre des Communes était que ce pouvoir suspensif, restreint aux matières séculières, ne s'étendait pas aux lois qui avaient été faites pour la sécurité de la religion établie. Et cependant, puisque le roi était le chef suprême de l'Église, il semble que s'il avait de quelque façon ce pouvoir suspensif, il pouvait l'exercer en ce qui concernait l'Église. Quand les courtisans essayèrent, d'un autre côté, de définir les bornes de cette prérogative, ils ne furent pas plus heureux que ne l'avait été l'opposition [1].

En réalité, ce pouvoir suspensif était une anomalie politique;

1. Ce qui se dit de plus raisonnable sur ce sujet dans la chambre des Communes vint de sir William Coventry : « Jamais nos ancêtres ne tracèrent une ligne pour circonscrire la prérogative royale et la liberté. »

théoriquement, il était incompatible avec les principes d'un gouvernement mixte; mais il s'était développé dans des temps où l'on s'occupait peu de théories; et comme on n'en avait jamais fait un usage abusif, il avait été toléré et avait ainsi acquis une sorte de droit prescriptif. Enfin, après un long intervalle, dans un siècle éclairé, dans une circonstance importante, on y eut recours d'une manière inusitée et dans un but généralement exécré. Il fut donc instantanément soumis à un examen sévère. On ne se hasarda pas à le déclarer, dès l'abord, inconstitutionnel, mais on commença à voir qu'il était en désaccord direct avec l'esprit de la constitution, et que si l'on n'y prenait garde, il changerait bientôt le gouvernement tempéré de l'Angleterre en une monarchie absolue.

Sous l'influence de telles appréhensions, les Communes refusèrent au roi, non pas le droit suspensif des lois pénales en général, mais seulement le droit suspensif des lois pénales en matières ecclésiastiques, et lui donnèrent clairement à entendre que, sans l'abandon de cette dernière prétention, elles ne voteraient pas les subsides pour la guerre contre la Hollande. Charles II fut sur le point de risquer le tout pour le tout, mais Louis XIV lui conseilla fortement de se soumettre à la nécessité et d'attendre de meilleurs temps, c'est-à-dire que les armées françaises, délivrées des luttes opiniâtres qu'elles avaient à soutenir sur le continent, devinssent disponibles pour la suppression du mécontentement en Angleterre. Dans la Cabale même se manifestèrent des symptômes de désunion et de trahison. Shaftesbury, avec sa sagacité proverbiale, s'aperçut qu'une violente réaction approchait et que tout semblait annoncer une crise semblable à celle de 1640. Comme il ne voulait pas que cette crise le trouvât dans la situation de Strafford, il s'empressa de faire volte-face en reconnaissant dans la chambre des Lords que la Déclaration était illégale. Ainsi, abandonné par son allié et par son chancelier, le roi céda, annula la Déclaration, et promit qu'elle ne servirait jamais de précédent.

Mais cette concession fut insuffisante. Les Communes ne se contentèrent pas d'avoir forcé le souverain à l'annulation de l'Indulgence, elles le forcèrent encore à donner sa sanction à une loi célèbre, qui fut exécutée jusqu'au règne de George IV. Cette loi, connue sous le nom d'acte du « Test », ordonnait que toute personne occupant une situation civile ou militaire prêterait le serment de suprématie, souscrirait une déclaration contre la transsubstantiation, et recevrait publiquement le sacrement selon les rites de l'église anglicane. Le préambule de la loi n'attaquait que les Papistes, mais ses clauses dispositives n'étaient

guère plus favorables à la portion la plus rigide des Puritains. Ceux-ci cependant, effrayés de la tendance évidente de la cour vers le papisme, et encouragés par l'espérance que leur donnaient quelques membres de l'église anglicane, qu'aussitôt que les catholiques romains seraient soumis, quelque soulagement serait accordé aux Protestants non-conformistes, ne firent que peu d'opposition. Le roi, de son côté, toujours soumis au même besoin d'argent, ne put refuser sa sanction. La loi passa donc, et en conséquence le duc d'York se trouva dans la nécessité d'abandonner sa haute situation de Lord grand-amiral.

Jusqu'alors les Communes ne s'étaient pas déclarées contre la guerre de Hollande; mais quand, en échange des subsides qu'on lui avait parcimonieusement votés, le roi eut abandonné son plan de politique intérieure, elles attaquèrent avec acharnement sa politique extérieure. Elles demandèrent avec instance que Buckingham et Lauderdale fussent bannis à jamais du Conseil royal, et nommèrent une commission pour prononcer sur l'opportunité de mettre Arlington en accusation. En peu de temps, la Cabale n'exista plus. Clifford, qui, seul des cinq, avait quelque droit au titre d'honnête homme, refusa de prêter le nouveau serment, déposa la « Verge blanche », et se retira à sa maison de campagne. Arlington quitta le poste de secrétaire d'État pour une charge paisible et honorable dans la maison royale. Shaftesbury et Buckingham firent leur paix avec l'opposition, et reparurent à la tête de la démocratie orageuse de la Cité. Lauderdale, seul, continua d'être ministre pour les affaires d'Écosse, dans lesquelles le Parlement anglais ne pouvait intervenir.

Alors les Communes poussèrent le roi à faire la paix avec la Hollande, et déclarèrent expressément qu'elles ne voteraient plus de subsides pour la guerre, jusqu'à ce qu'il leur fût prouvé que l'ennemi refusait obstinément d'accepter des conditions raisonnables. Charles fut donc obligé de remettre à un temps plus opportun l'exécution du traité de Douvres, et d'amadouer la nation en lui faisant croire qu'il revenait à la politique de la Triple Alliance. Sir William Temple, qui pendant l'administration de la Cabale avait vécu retiré au milieu de ses livres et de ses plates-bandes de fleurs, fut rappelé de son ermitage pour aller conclure la paix particulière de l'Angleterre avec la Hollande, et nommé de nouveau ambassadeur à la Haye, où sa présence fut regardée comme un gage de la sincérité de son souverain.

La haute direction des affaires fut confiée à sir Thomas Osborn, baronnet du Yorkshire, qui avait donné des preuves de grands talents

politiques et oratoires, dans la chambre des Communes. Il fut placé à la tête de la grande Trésorerie, et créé bientôt après comte de Danby. Ce n'était pas un homme dont le caractère moral pût soutenir un examen rigoureux. Avide de richesses et d'honneurs, c'était un homme corrompu et corrupteur ; la Cabale lui avait légué l'art de gagner les Parlements, art grossier encore, qui ne promettait guère d'atteindre la rare perfection à laquelle il fut porté dans le siècle suivant : il s'y montra supérieur aux inventeurs eux-mêmes. Ceux-ci n'avaient acheté que les orateurs des Parlements; mais tout homme qui possédait un vote, pouvait le vendre à Danby. Cependant il ne faut pas le confondre avec les négociateurs de Douvres. Le nouveau ministre n'était pas dépourvu de tout sentiment anglais et protestant, et les soins de sa fortune personnelle ne lui firent jamais complétement oublier les intérêts de son pays et de sa religion. Il voulait bien aussi étendre le domaine des prérogatives royales, mais par des moyens tout différents de ceux auxquels Arlington et Clifford voulaient avoir recours. Jamais il n'eut l'idée d'établir l'arbitraire à l'aide des armes étrangères et en rabaissant le royaume au rang de principauté dépendante. Son idée était de rallier autour de la monarchie ces classes qui avaient été ses fermes appuis pendant les troubles de la génération précédente, et que les fautes et les crimes de la cour avaient éloignées d'elle. Avec le soutien de l'ancien parti des Cavaliers, des nobles, des gentilshommes campagnards, du clergé et des universités, il croyait pouvoir faire de son maître, non un souverain absolu, mais un souverain presque aussi puissant qu'Élisabeth l'avait été.

Sous l'influence de cette idée, Danby résolut de livrer exclusivement à ce parti tout pouvoir, législatif et exécutif. C'est dans ce but qu'il présenta, en 1675, à la chambre des Lords, un bill qui déclarait incapable d'occuper une situation publique, ou de siéger dans l'une ou l'autre Chambre, quiconque n'aurait au préalable reconnu, sous serment, qu'il considérait comme criminelle toute résistance au pouvoir royal, et qu'il s'engageait à ne jamais essayer de rien changer dans le gouvernement de l'État ou de l'Église. Pendant plusieurs semaines, les débats, les divisions, les protestations que souleva cette proposition agitèrent vivement le pays. Deux membres de la Cabale, Buckingham et Shaftesbury, désireux de faire leur paix avec la nation, se mirent à la tête de l'opposition dans la chambre des Lords, opposition dont la véhémence et l'opiniâtreté étaient sans exemple, et qui finit par l'emporter. Le bill ne fut pas rejeté, il est vrai, mais il fut mutilé, ajourné, et finit par être abandonné.

Telle était la politique exclusive de Danby, à l'intérieur. Ses idées sur la politique étrangère lui faisaient plus d'honneur; elles étaient, en fait, directement opposées à celle de la Cabale, et différaient peu de celles du parti du pays. Il se plaignait amèrement de la position dégradante où l'Angleterre était descendue à l'égard de la France, et disait à qui voulait l'entendre que son plus vif désir serait d'inculquer à celle-ci du respect à tour de bras. Il déguisait si peu ses propres sentiments, que, dans un banquet où assistaient les plus grands dignitaires de l'État et de l'Église, il alla jusqu'à porter un toast à la confusion de tous ceux qui étaient opposés à la guerre avec la France. Il aurait vu avec joie l'union de son pays avec les puissances alors coalisées contre Louis XIV; c'est dans ce but qu'il voulait placer à la tête du département des affaires étrangères sir William Temple, l'instigateur de la Triple Alliance. Mais le pouvoir du premier ministre était limité. Dans ses lettres confidentielles, il se plaignait de l'infatuation de son maître, qui empêchait l'Angleterre de se poser convenablement parmi les nations européennes. Charles II était toujours aussi avide de l'or français, et n'avait point perdu l'espoir qu'un jour viendrait où il pourrait, à l'aide des armes françaises, établir la monarchie absolue : ces deux raisons l'engageaient à se maintenir en de bons termes avec la cour de Versailles.

C'est ainsi que le souverain et son ministre suivaient deux systèmes de politique étrangère complétement opposés. Ni l'un ni l'autre, il est vrai, n'était d'un caractère à poursuivre son but sans déviation; ils cédaient de temps en temps à leurs importunités réciproques, mais leurs tendances contraires et leurs concessions mutuelles donnaient à la marche du gouvernement une allure étrangement capricieuse Quelquefois le monarque anglais, moitié par légèreté, moitié par indolence, permettait à son ministre de prendre quelque mesure que le roi de France regardait comme une mortelle injure. D'un autre côté, Danby, plutôt que de perdre sa haute position, se laissait aller par moments à des complaisances dont il éprouvait honte et remords. Ainsi le roi fut forcé de consentir au mariage de lady Marie, fille aînée et héritière présomptive du duc d'York, avec Guillaume d'Orange, l'ennemi mortel de la France et le champion héréditaire de la réformation. Bien plus, quelques troupes anglaises, sous la conduite du brave comte d'Ossory, fils du duc d'Ormond, allèrent porter secours aux Hollandais, et dans la plus sanglante affaire de toute la guerre, soutinrent brillamment l'honneur national par leur inflexible courage. Quant au Lord-trésorier, il fut obligé, non-seulement de fermer les yeux sur

de scandaleuses transactions d'argent entre son maître et la cour de Versailles, mais encore il lui fallut, bien à contre-cœur, devenir l'agent de ces négociations.

En attendant, le parti du pays était ballotté dans des directions contraires par deux influences opposées. Les chefs populaires, malgré les craintes que leur donnait la puissance de Louis XIV, qui, non-seulement tenait tête à la coalition continentale, mais encore gagnait du terrain, n'osaient cependant confier à leur souverain les moyens de s'opposer à la France, de crainte qu'il ne s'en servît pour abolir les libertés de l'Angleterre. Le conflit entre ces deux appréhensions bien légitimes rendait la politique de l'opposition aussi variable et aussi excentrique que celle de la cour. Les Communes demandèrent à grands cris la guerre avec la France, jusqu'à ce qu'enfin le roi, pressé par Danby de consentir à leurs vœux, eut l'air de céder, et leva une armée. Mais, dès qu'elles virent commencer le recrutement, l'appréhension que leur causait Louis XIV s'évanouit devant un danger plus pressant : elles redoutèrent de voir employer ces nouvelles levées à des services que Charles avait bien plus à cœur que la défense des Flandres. Elles refusèrent donc les subsides, et demandèrent le désarmement avec autant d'insistance qu'elles en avaient mis à demander l'armement. Les historiens qui ont jugé avec sévérité cette contradiction, ne nous paraissent pas avoir apprécié avec assez d'indulgence la situation embarrassante de sujets qui ont des motifs de croire que leur souverain conspire contre leurs libertés avec une puissance étrangère et ennemie : lui refuser toute ressource militaire, c'est laisser l'État sans défense; lui en accorder, c'est peut-être lui fournir des armes contre l'État. Dans une telle disposition, les variations d'opinion ne sont point des preuves de mauvaise foi, elles ne prouvent même pas la faiblesse.

Le roi de France ne manquait pas de fomenter ces jalousies avec soin. Pendant longtemps il avait réduit l'Angleterre à un rôle passif en promettant au trône des soutiens contre le Parlement. Effrayé de l'influence que prenaient dans le cabinet les conseils patriotiques de Danby, il se mit à exciter le Parlement contre le trône. Entre Louis XIV et le parti du pays, il y avait un sentiment commun, mais un seul, le manque complet de confiance dans le roi d'Angleterre. Si le parti du pays avait pu avoir la conviction que le souverain voulait seulement faire la guerre à la France, il lui eût offert un concours empressé : si le roi de France eût été persuadé que les nouvelles levées n'étaient destinées qu'à attaquer la constitution anglaise, il

n'eût fait aucun effort pour les empêcher. Mais l'inconstance de Charles et sa mauvaise foi étaient telles que le gouvernement français et l'opposition anglaise, quoique différant en tout point, s'accordaient pour ne pas croire à ses protestations, et désiraient également le voir sans armée et sans argent. Il y eut des pourparlers entre l'ambassadeur de France Barillon et les hommes d'État d'Angleterre, qui avaient toujours professé et éprouvaient en effet le plus de crainte et d'aversion pour l'influence française. L'homme le plus respectable du parti du pays, lord William Russell, fils du comte de Bedford, ne se fit aucun scrupule de concerter avec un ambassadeur étranger des plans pour augmenter les embarras de son propre souverain. Son crime n'alla pas plus loin: ses principes et sa fortune le mettaient au-dessus de toute tentation sordide; mais il y a tout lieu de croire que plusieurs de ses associés furent moins scrupuleux. Il serait injuste d'imputer à ces hommes l'insigne perversité d'avoir accepté de l'argent pour nuire à leur patrie; au contraire, ils croyaient la servir; mais il est impossible de ne pas reconnaître l'indélicatesse et la bassesse dont ils firent preuve en se faisant payer leurs services par un prince étranger. Parmi ceux qu'on ne peut absoudre de cette accusation dégradante, il en est un qui est généralement considéré comme la personnification du dévouement patriotique, et qui, en dépit de quelques grandes aberrations de caractère et d'esprit, peut à bon droit être regardé comme un héros, un philosophe et un patriote. Il est pénible de voir un tel nom sur la liste des pensionnaires de la France, et cependant il est consolant de penser que, de nos jours, un homme public serait considéré comme un misérable s'il ne repoussait pas la tentation à laquelle succomba Algernon Sidney.

Le résultat de toutes ces intrigues fut que l'Angleterre, bien que de temps en temps elle prît une attitude menaçante, resta dans l'inaction pendant les sept années de la guerre continentale, qui se termina, en 1678, par le traité de Nimègue. Les Provinces-Unies qui, en 1672, semblaient être sur le penchant de la ruine, obtinrent une paix aussi honorable qu'avantageuse. Ce changement de fortune fut généralement attribué à l'habileté et au courage du jeune stathouder; sa réputation était grande en Europe et surtout chez les Anglais, qui le regardaient comme un de leurs princes et se plaisaient à voir en lui l'époux de leur future reine. La France garda plusieurs villes importantes des Pays-Bas, ainsi que la Franche-Comté. La monarchie espagnole, déjà sur le déclin, fut seule à supporter presque toutes les pertes.

Quelques mois après la cessation des hostilités sur le continent sur-

vint une grande crise dans la politique anglaise. Depuis dix-huit ans elle se préparait. Tout grand qu'ait été le trésor de popularité avec lequel le roi commença son règne, il n'avait pas tardé à se dissiper. Le mécontentement succédant à la fidélité enthousiaste, l'esprit public avait reculé pas à pas de 1660 à 1640, et il se trouvait au même point où il était lors de la réunion du Long-Parlement.

Plusieurs motifs contribuèrent à ce mécontentement général : d'abord l'orgueil national blessé. La génération d'alors avait vu pendant quelques années l'Angleterre alliée à la France, sur un pied d'égalité; elle l'avait vue victorieuse de la Hollande et de l'Espagne, maîtresse de la mer, la tête du protestantisme et la terreur de Rome. Ses ressources n'étaient pas diminuées, et l'on devait naturellement s'attendre à ce qu'elle fût placée aussi haut dans l'estime de l'Europe, sous un roi légitime, fort de l'affection et de l'obéissance volontaire de ses sujets, qu'elle l'avait été sous un usurpateur dont la vigilance et l'énergie se dépensaient en grande partie à réduire une population turbulente. Cependant, grâce à l'imbécillité et à la lâcheté du gouvernement, elle était tombée si bas que la moindre principauté allemande ou italienne qui pouvait mettre en campagne cinq mille hommes, était un membre plus important qu'elle de la famille des nations.

A l'amertume de cette humiliation nationale se mêlait l'inquiétude pour la liberté civile. Une rumeur, confuse il est vrai, mais par cela même plus alarmante peut-être, attribuait à la cour des desseins violents contre les droits constitutionnels des Anglais. On savait que l'exécution de ces desseins devait être confiée à l'intervention étrangère; les Cavaliers eux-mêmes, à la pensée de cette intervention, se sentaient bouillir le sang dans les veines. Quelques-uns d'entre eux, qui avaient toujours professé la doctrine de non-résistance quand même, disaient alors qu'il y avait des limites à cette doctrine, et que, si une force étrangère était appelée pour faire violence à la nation, ils ne répondaient pas de leur patience.

Mais ni l'orgueil national, ni l'inquiétude pour les libertés publiques ne pesaient autant dans la balance du mécontentement populaire que la haine pour la religion catholique romaine. Cette haine était devenue la passion dominante de la société entière; elle était aussi forte chez l'ignorant et le profane que chez le protestant convaincu. Les cruautés du règne de Marie, cruautés qui, même dans les récits les plus exacts et les plus modérés, excitent notre juste exécration, et qui, dans les martyrologes populaires, n'étaient racontés ni avec exactitude ni avec modération, les conspirations contre Élisabeth, et surtout la conspiration

des poudres, avaient laissé dans l'esprit du vulgaire un sentiment profond et poignant qu'entretenaient des commémorations annuelles, des prières, des feux de joie et des processions. Il ne faut pas oublier non plus que les classes de la société qui s'étaient le plus distinguées par leur attachement au trône, c'est-à-dire le clergé et les gentilshommes campagnards, avaient une raison toute spéciale d'aversion contre l'église de Rome. Le clergé tremblait pour ses bénéfices, et les gentilshommes pour leurs abbayes et leurs dîmes. A l'époque où le souvenir du règne des Saints était encore vivant, la haine qu'inspirait le papisme avait en quelque sorte fait place à celle que soulevait le puritanisme; mais, pendant les dix-huit années qui s'étaient écoulées depuis la Restauration, cette haine contre le puritanisme s'était affaiblie, en même temps que la haine contre le papisme s'était accrue. Les stipulations du traité de Douvres n'étaient connues que d'un très-petit nombre de personnes; mais des soupçons s'étaient répandus, et l'impression générale était qu'un grand coup allait être porté à la religion protestante. On soupçonnait le roi de pencher vers le catholicisme; son frère, l'héritier présomptif de la couronne, était connu comme catholique romain exagéré; la duchesse d'York était morte catholique romaine. En dépit des remontrances de la chambre des Communes, le duc d'York s'était remarié avec la princesse Marie de Modène, autre catholique. Il était à craindre, s'il avait des héritiers mâles, qu'ils ne fussent élevés dans cette même religion. Une succession de princes hostiles à la foi établie pouvait ainsi s'asseoir sur le trône d'Angleterre. La constitution venait d'être violée dans le but d'abriter contre les lois pénales les catholiques romains; l'allié dont la politique anglaise suivait, depuis plusieurs années les inspirations, était non-seulement catholique romain, mais encore il avait persécuté les églises réformées. Il n'était donc pas étonnant que, dans de pareilles circonstances, le peuple fût porté à appréhender le retour de cette époque qu'il n'avait cessé d'appeler le temps de la sanglante Marie.

La nation se trouvait dans une disposition telle que la plus petite étincelle pouvait allumer un incendie. C'est à ce moment même que, de deux côtés à la fois, le feu fut mis à cette masse de matières combustibles; aussi l'explosion fut-elle instantanée.

La cour de France, qui savait que Danby était son mortel ennemi, machina sa perte en le faisant passer pour son ami. Louis XIV, par la main de Ralph Montague, homme impudent et taré, qui avait résidé en France comme ministre d'Angleterre, fit passer devant la chambre des Communes des preuves que le Lord-trésorier avait été impliqué

dans une demande d'argent adressée à la cour de Versailles par la cour de Whitehall. Cette découverte eut le résultat qu'on devait en attendre. Le trésorier fut livré à la vengeance du Parlement, bien moins à cause de sa faute qu'à cause de ses mérites; non pas parce qu'il avait été complice d'une transaction criminelle, mais parce qu'il avait été un complice incommode et récalcitrant. Ses contemporains ne connurent pas les circonstances qui, aux yeux de la postérité, atténuent beaucoup sa faute; il était pour eux comme le courtier qui avait vendu l'Angleterre à la France. Il paraissait évident que son pouvoir était arrivé à son terme, et non moins douteux qu'il pût sauver sa tête.

La fermentation qu'occasionnait cette découverte fut cependant légère, comparée à la commotion qui éclata à la nouvelle de la révélation d'un grand complot papiste. Un certain Titus Oates, ecclésiastique de l'église anglicane, dont la vie désordonnée et les doctrines hétérodoxes avaient attiré sur lui la censure de ses supérieurs spirituels, obligé d'abandonner son bénéfice, avait, depuis lors, mené sur le continent une vie vagabonde et honteuse. Là, il s'était fait passer pour catholique romain et avait séjourné quelque temps dans des colléges de jésuites anglais. Il y avait sans doute entendu parler fort étourdiment des meilleurs moyens de ramener l'Angleterre dans le giron de la véritable Église. De ces données premières il s'était composé un monstrueux roman plus semblable aux songes d'un homme malade qu'à des combinaisons admissibles dans le monde réel. Le pape, disait-il, avait confié aux jésuites le gouvernement de l'Angleterre; ceux-ci, par des brevets scellés du sceau de leur ordre, avaient nommé aux premières fonctions de l'État et de l'Église des ecclésiastiques, des nobles et des gentilshommes catholiques; les papistes, qui déjà une fois avaient brûlé Londres, devaient essayer de l'incendier encore. Ils projetaient de mettre le feu à tous les vaisseaux réunis dans la Tamise; ils devaient se lever à un moment donné et massacrer tous leurs voisins protestants; une armée française devait en même temps débarquer en Irlande; les principaux hommes d'État et les ecclésiastiques devaient être assassinés; trois ou quatre projets d'attentat à la vie du roi avaient été formés : il devait être poignardé, il devait être empoisonné par une médecine; on devait tirer sur lui avec des balles d'argent! L'esprit public était si susceptible et si excitable que ces mensonges trouvèrent facilement crédit auprès du vulgaire. Deux événements qui arrivèrent coup sur coup firent même croire à quelques hommes sensés que cette histoire,

tout exagérée et absurde qu'elle paraisse, pouvait bien avoir quelque base réelle.

Un ordre ayant été donné de visiter les papiers d'Édouard Coleman, un des accusés, intrigant catholique fort actif mais peu honnête, il se trouva qu'il venait justement d'en détruire la plus grande partie; mais, parmi ceux qui restaient, on remarqua des passages qui, pour des esprits prévenus, semblaient confirmer la déposition d'Oates. Cependant ces passages, interprétés sans artifice, ne paraissaient exprimer guère plus que les espérances que la situation des affaires, la partialité du roi, celle plus évidente encore de son frère pour le catholicisme, et les relations établies entre les cours de France et d'Angleterre, pouvaient naturellement exciter dans l'esprit d'un catholique romain fortement attaché aux intérêts de son église. Mais la nation n'était pas disposée alors à interpréter naturellement les lettres d'un papiste. On argua, avec quelque apparence de raison, que si des papiers qui contenaient des phrases tellement suspectes avaient été négligés comme sans conséquence, ceux qui avaient été livrés aux flammes devaient contenir quelque grand mystère d'iniquité.

Quelques jours après, on apprit que sir Edmondsbury Godfrey, magistrat recommandable, qui avait reçu la déposition d'Oates contre Coleman, avait disparu : des recherches firent découvrir son cadavre dans un champ des environs de Londres. Il était évident que sa mort avait été violente, il n'était pas moins évident qu'il n'avait pas été attaqué par des voleurs. Jusqu'à ce jour son sort est resté un mystère. Quelques-uns croient qu'il périt de sa propre main; d'autres, qu'il fut assassiné par un ennemi personnel. La supposition la moins probable est que le meurtre fut commis par le parti hostile à la cour, dans l'intention de donner plus de force à l'échafaudage du complot. En somme, il est plus vraisemblable que quelque catholique romain fanatique, poussé à bout par les impostures d'Oates et les insultes de la foule, et confondant dans sa haine un accusateur parjure et un magistrat innocent, se vengea d'une manière dont l'histoire des sectes persécutées ne nous fournit que trop d'exemples. S'il en fut ainsi, l'assassin dut amèrement déplorer, dans la suite, la folie de son crime. La capitale, la nation entière, devint furibonde de haine et de crainte; l'application des lois pénales, qui avait perdu de sa violence, prit une nouvelle vigueur : partout les magistrats firent des visites domiciliaires et des saisies de papiers; les prisons regorgèrent de Papistes; Londres prit l'aspect d'une ville en état de siége; la milice était sous les armes

nuit et jour; on se prépara à barricader les grandes artères de la capitale; des patrouilles allaient et venaient dans les rues; des canons étaient placés autour de Whitehall; les citoyens ne se croyaient en sûreté que s'ils portaient sous leurs vêtements un petit bâton plombé, pour briser le crâne des Papistes assassins. Le cadavre du magistrat massacré fut exposé pendant plusieurs jours à la vue de la multitude, puis enterré avec des cérémonies étranges et terribles qui indiquaient plutôt la crainte et la soif de la vengeance que le regret et la confiance religieuse. Les deux Chambres exigèrent que des gardes fussent placés dans les caves, sous la salle de leurs séances, pour les protéger contre une seconde conspiration des poudres, et toutes les mesures qu'elles prirent furent en harmonie avec cette demande. Depuis le règne d'Élisabeth, le serment de suprématie avait été exigé des membres de la chambre des Communes; quelques Catholiques, cependant, étaient parvenus à lui donner une interprétation telle, qu'ils pouvaient le prêter sans scrupules. On y ajouta un nouveau Test plus strict encore, et les lords catholiques furent, pour la première fois, exclus de leur siége dans le Parlement; le duc d'York fut chassé du Conseil Privé, et des mesures de rigueur furent adoptées contre la reine. La chambre des Communes fit mettre en prison un secrétaire d'État pour avoir contresigné des brevets adressés à des hommes qui n'étaient pas réputés bons Protestants; le Lord-trésorier fut accusé de haute trahison; et l'on oublia si bien les doctrines, si hautement professées tant que le souvenir de la guerre civile était encore récent, qu'on essaya de ravir à la couronne le commandement des milices. Dix-huit années d'un gouvernement défectueux avait ainsi changé le Parlement le plus royaliste qu'ait jamais eu l'Angleterre.

Il peut paraître étrange que, même dans cette extrémité, le roi se soit hasardé à en appeler à la nation; car elle était encore plus excitée que ses représentants. La chambre des Communes, toute mécontente qu'elle était, contenait un plus grand nombre de Cavaliers que n'en compterait probablement la nouvelle assemblée. Mais le roi pensait qu'une dissolution mettrait un terme aux poursuites exercées contre le Lord-trésorier, poursuites qui pouvaient mettre en lumière les coupables mystères de l'alliance française, et lui causer ainsi un embarras personnel et un ennui considérable. En conséquence, il y eut dissolution, en janvier 1679, du parlement qui avait siégé depuis le commencement de 1661, et des ordres furent donnés pour une élection générale.

Pendant quelques semaines il y eut dans tout le pays une lutte opiniâtre, et violente au delà de toute expression. On dépensa des

sommes plus considérables que dans aucune autre occasion semblable, et une tactique nouvelle fut mise en usage. Nous voyons consigné, comme extraordinaire, dans les pamphlets de cette époque, que les chevaux se louèrent à un prix exagéré pour le transport des électeurs. L'habitude de diviser les propriétés donnant droit de vote, pour multiplier le nombre des électeurs, date de cette lutte électorale. Des prédicateurs dissidents, qui s'étaient longtemps tenus cachés de peur des persécutions, sortirent de leurs retraites, et coururent de village en village pour ranimer le zèle du peuple dispersé de Dieu. Le torrent des idées était contre le gouvernement, et la plupart des nouveaux membres vinrent à Westminster dans des dispositions qui différaient peu de celles de leurs prédécesseurs quand ils avaient envoyé Strafford et Laud à la Tour.

Les cours de justice, qui devraient être au milieu des commotions politiques des refuges assurés pour les innocents de tous les partis, étaient alors déshonorées par des passions plus véhémentes, par une corruption plus infâme que celle qu'on voyait sur les « Hustings. » Quoique le complot forgé par Oates eût suffi à mettre tout le royaume en convulsion, il ne pouvait cependant, sans la confirmation d'autres témoignages, faire tomber un cheveu de la tête du plus humble des accusés; car, selon la loi anglaise, il faut deux témoins pour établir une accusation de trahison. Le succès du premier imposteur ne tarda pas à produire ses conséquences naturelles. En peu de semaines, il s'était élevé, de la misère et de l'obscurité, à la richesse et à un pouvoir qui le rendait redoutable aux princes et aux nobles; il avait acquis une célébrité qui, pour les âmes viles et perverses, a tout l'attrait de la gloire. Il ne fut donc pas longtemps sans soutien et sans émule. Un misérable, nommé Carstairs, qui avait gagné sa vie en Écosse en allant déguisé dans les conventicules pour dénoncer ensuite les prédicateurs, ouvrit la marche; Bedloe, escroc avéré, vint après lui; et bientôt s'échappèrent de tous les mauvais lieux, de toutes les maisons de jeu, de toutes les prisons pour dettes, une nuée de faux témoins prêts à jouer la vie de tout catholique romain sur un faux témoignage. L'un d'eux vint avec une histoire d'une armée de trente mille hommes, déguisés en pèlerins, qui devaient se réunir à la Corogne, pour de là faire voile vers le pays de Galles; à un autre, on avait promis cinq cents livres sterling et la canonisation, s'il assassinait le roi; un troisième était entré dans un cabaret de Covent-Garden et y avait entendu un riche banquier catholique jurer, devant les consommateurs et les garçons, de tuer le tyran hérétique. Oates, de peur d'être éclipsé par ses

imitateurs, ajouta bientôt un large supplément à sa déposition primitive. Il eut l'insigne impudence d'affirmer, entre autres choses, qu'étant un jour placé derrière une porte entr'ouverte, il avait entendu dire par la reine, qu'elle avait résolu de consentir à l'assassinat de son mari. De semblables fictions trouvaient crédit dans le vulgaire, et les magistrats les plus éminents faisaient semblant d'y croire ! Les juges du royaume étaient corrompus, cruels et timides; les chefs du parti du pays encourageaient l'erreur dominante; les plus respectables d'entre eux étaient dupes au point de croire à la véracité de la plupart des témoignages. Des hommes de la trempe de Shaftesbury et de Buckingham, voyaient bien sans doute que tout cela n'était que fausseté, mais cette fausseté servait leurs intérêts, et la mort d'un innocent ne pesait pas plus sur leur conscience flétrie que la mort du gibier qu'ils tuaient à la chasse. Le jury partageait le sentiment alors commun à toute la nation, et les magistrats les engageaient à s'y laisser aller sans contrainte. La multitude applaudissait Oates et ses associés, huait et baffouait les témoins à décharge, et poussait des cris de joie quand un verdict de culpabilité était prononcé. En vain les victimes en appelaient-elles à la moralité de leur vie passée : le public restait imbu de cette idée, que plus un Papiste était consciencieux, plus il devait conspirer contre un gouvernement protestant. En vain affirmaient-ils leur innocence en mourant : l'opinion générale disait qu'un Papiste zélé considérait, non-seulement comme excusables, mais comme méritoires, les mensonges utiles à son église.

Pendant qu'un sang innocent était ainsi répandu avec les formes de la justice, le nouveau Parlement se réunissait. La violence du parti dominant fut telle, que même les hommes dont la jeunesse s'était passée au milieu des révolutions, les hommes qui se rappelaient la mise en accusation de Strafford, l'attentat sur les cinq membres de la chambre des Communes, l'abolition de la chambre des Lords et l'exécution du roi, restaient épouvantés à l'aspect des affaires publiques. On reprit le procès de Danby; celui-ci fit valoir le pardon royal, mais les Communes traitèrent avec mépris ce moyen de défense, et voulurent continuer le procès. Danby cependant n'était pas l'objet principal de leurs attaques : elles voyaient clairement que le seul moyen d'assurer les libertés politiques et religieuses de la nation, c'était d'exclure le duc d'York du trône.

Le roi se trouvait grandement embarrassé. Il avait exigé que son frère, dont la vue seule faisait entrer la population en fureur, se retirât à Bruxelles; mais cette concession ne parut pas avoir produit un

heureux effet. Le parti des Têtes-rondes était décidément le plus fort ; c'était vers eux que penchaient maintenant des millions d'individus qui, à l'époque de la Restauration, inclinaient en faveur des prérogatives royales. Bon nombre des anciens Cavaliers partageaient les craintes qu'inspirait le papisme ; et blessés de l'ingratitude d'un prince pour lequel ils avaient tout souffert, ils voyaient ses embarras d'un œil aussi indifférent qu'il avait vu les leurs. Le clergé anglican lui-même, humilié et effrayé de l'apostasie du duc d'York, ne laissait pas de donner de l'appui à l'opposition, en faisant écho aux clameurs contre les catholiques romains.

Dans cette extrémité, le roi eut recours à sir William Temple. De tous les hommes publics de cette époque, il avait conservé le caractère le plus honorable : la Triple Alliance était son œuvre, il avait refusé de s'associer à la politique de la Cabale, et avait vécu à l'écart pendant tout le temps qu'elle avait dirigé l'administration des affaires. Rappelé de sa retraite par Danby, il avait effectué la paix entre l'Angleterre et la Hollande, et avait été le principal agent du mariage de la princesse Marie avec le prince d'Orange, son cousin. Il avait ainsi tout l'honneur du petit nombre de bonnes mesures que le gouvernement avait prises depuis la Restauration. On ne pouvait lui imputer aucun des crimes, ni aucune des nombreuses bévues des dix-huit dernières années. Sa vie privée, sans être austère, était décente ; ses manières étaient bienveillantes ; et il ne s'était pas laissé corrompre par la soif des titres et de l'argent. Il manquait cependant quelque chose au caractère de cet honorable homme d'État : son patriotisme était tiède ; il aimait trop le repos, attachait trop de prix à sa dignité personnelle, et reculait devant les dangers de sa responsabilité. Son genre de vie le rendait peu propre aussi à jouer un rôle dans nos discussions intérieures. Il avait atteint sa cinquantième année sans avoir siégé dans le Parlement, et son expérience des affaires ne s'était formée que dans les cours étrangères ; il passait à juste titre pour un des premiers diplomates de l'Europe. Mais les qualités et les talents d'un diplomate diffèrent grandement de l'habileté nécessaire à un homme politique, pour diriger la chambre des Communes dans des temps agités.

Le plan qu'il proposait prouvait une grande adresse. Sans être un philosophe profond, il avait plus réfléchi aux principes généraux des gouvernements que la plupart des hommes d'État de l'époque, et ses voyages, ainsi que l'étude de l'histoire, avaient élargi la sphère de son esprit. Il nous paraît avoir plus clairement compris que ses con-

temporains une des causes des difficultés qui assiégeaient le gouvernement. Le caractère politique de la société anglaise changeait graduellement, et le Parlement gagnait lentement, mais constamment, du terrain sur les prérogatives royales. Aussi bien définie que jamais en théorie, la ligne de démarcation entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif disparaissait de plus en plus dans l'application journalière. La théorie de la constitution attribuait au roi le libre choix de ses ministres; cependant la chambre des Communes avait successivement enlevé la direction des affaires à Clarendon, à la Cabale, à Danby. Cette même théorie donnait au roi seul le droit de faire la paix et la guerre; cependant la chambre des Communes l'avait forcé de conclure la paix avec la Hollande, et l'avait presque obligé à faire la guerre à la France. Elle établissait enfin que le roi était le seul juge des cas dans lesquels il lui convenait d'user de son droit de grâce; cependant il était tellement sous la verge de la chambre des Communes, que, dans ce moment même, il ne pouvait arracher à la potence des hommes qu'il savait bien être les innocentes victimes d'un faux témoignage.

Temple, à ce qu'il semble, voulait conserver au pouvoir législatif son influence constitutionnelle, tout en empêchant, s'il était possible, de nouveaux empiétements sur le terrain du pouvoir exécutif. C'est dans ce but qu'il se décida à placer entre le souverain et le Parlement un corps qui pût amortir le choc en cas de collision. Il existait un corps ancien, respectable, reconnu par les lois, qui, selon lui, pouvait être remodelé de manière à remplir cet office; aussi se détermina-t-il à donner au Conseil Privé un nouveau caractère et de nouvelles fonctions dans le gouvernement. Il fixa à trente le nombre des membres de ce Conseil; quinze d'entre eux étaient ministres à portefeuille, dirigeant l'administration civile et religieuse; les quinze autres étaient des nobles ou des gentilshommes de grande fortune et d'une haute réputation, mais sans attributions spéciales : il ne devait pas y avoir d'autre cabinet. A ces trente conseillers on devait confier tous les secrets de l'État, et ils devaient être tous convoqués indistinctement à chaque réunion; de plus, le roi devait déclarer qu'en toute occasion, il se laisserait guider par leurs conseils.

Temple pensait que, par ce moyen, il pourrait en même temps rassurer la nation contre la tyrannie de la couronne, et abriter la couronne contre les envahissements du Parlement. D'un côté, il était improbable que des projets semblables à ceux de la Cabale pussent même être mis en discussion dans une réunion de trente hommes

éminents, dont quinze n'auraient aucun lien d'intérêt avec la cour; d'un autre côté, on pouvait espérer que les Communes, satisfaites des garanties que présentait un semblable Conseil contre les chances d'une mauvaise administration, se renfermeraient plus strictement qu'elles ne l'avaient fait récemment dans leurs fonctions législatives, et ne croiraient plus nécessaire de s'immiscer dans chaque département de l'administration exécutive.

Ce plan, quoique digne, sous quelques rapports, de l'habileté de son auteur, était défectueux dans son principe. Ce nouveau Conseil était moitié Cabinet, moitié Parlement, et, comme presque toutes les inventions soit mécaniques, soit politiques, destinées à atteindre un double but, il n'en atteignait aucun : trop nombreux et trop divisé d'opinions, ce ne pouvait être un bon corps administratif; trop intimement uni à la couronne, ce ne pouvait être un agent actif de contrôle. Il contenait juste assez d'éléments populaires pour être un mauvais conseil d'État, incapable de garder des secrets, de conduire des négociations délicates, et de diriger les mouvements d'une armée en temps de guerre; et cependant ces éléments populaires n'étaient pas suffisants pour garantir la nation contre une mauvaise administration. Ce plan ne pouvait donc guère réussir, eût-il été même convenablement essayé, et il ne fut pas convenablement essayé. Le roi était irrésolu et déloyal, le Parlement méfiant et irrité, et quoique les meilleurs peut-être que pût fournir l'époque, les éléments enfin qui composaient ce nouveau Conseil étaient mauvais.

Quoi qu'il en soit, les commencements de ce nouveau système furent accueillis avec une joie générale, car le peuple était disposé à adopter tout changement comme une amélioration, et plusieurs des nouvelles nominations furent universellement approuvées. Shaftesbury, alors son favori, fut nommé lord-président; Russell et quelques autres membres du parti du pays furent nommés conseillers. Mais, au bout de peu de jours, tout fut de nouveau bouleversé. Les inconvénients d'un Cabinet si nombreux devinrent tels, que Temple lui-même consentit à violer une des règles fondamentales qu'il avait établies, et devint le chef d'une coterie qui, en réalité, dirigeait tout. Arthur Capel, comte d'Essex, George Saville, vicomte de Halifax, et Robert Spencer, comte de Sunderland, tous les trois membres du ministère, se joignirent à lui.

Il nous suffira de dire du comte d'Essex, alors premier commissaire de la Trésorerie, qu'il était un homme d'un esprit solide, mais peu brillant, d'un caractère grave et mélancolique; qu'il avait eu des rela-

lions avec le parti du pays, et qu'il désirait alors consciencieusement effectuer, dans des termes avantageux à la nation, une réconciliation entre ce parti et la couronne.

Halifax était sans contredit, par le génie, le premier des hommes d'État anglais de son temps. Son intelligence était fertile, délicate, étendue; son éloquence brillante et passionnée, sa voix claire et harmonieuse, faisaient les délices de la chambre des Lords; sa conversation abondait en pensées, en images, en traits d'esprit. Le mérite littéraire de ses pamphlets politiques suffirait seul pour les faire lire, et le place parmi nos meilleurs classiques. Aux avantages que lui donnaient des talents si grands et si variés, il joignait l'influence d'un rang élevé et d'une grande fortune. Cependant ces mêmes qualités intellectuelles qui donnent tant de valeur à ses ouvrages lui devinrent souvent obstacle dans la vie politique; car toujours il voyait les événements présents non au point de vue de ceux qui y prenaient part, mais plutôt tels qu'ils devaient paraître dans l'avenir aux yeux de l'historien philosophe. Avec cette disposition d'esprit, il lui était difficile de rester longtemps d'accord avec aucun parti. Les préjugés et les exagérations des deux grandes fractions de l'opinion publique ne lui inspiraient que dégoût. Il méprisait les vils artifices et les clameurs déraisonnables des démagogues, il méprisait plus encore les doctrines tories du droit divin et de l'obéissance passive; il raillait impartialement la bigoterie du Puritain et la bigoterie de l'Épiscopal; il ne pouvait admettre ni qu'on objectât à l'invocation des saints et au surplis, ni qu'on persécutât celui qui y objectait. Par caractère, il était ce que nous appelons de nos jours un conservateur, mais ses théories étaient républicaines. Même lorsque la crainte de l'anarchie et des utopies populaires l'eut rejeté pour un moment dans les rangs des défenseurs de l'autorité arbitraire, ses idées restèrent toujours celles de Locke et de Milton. Les railleries qu'il se permettait quelquefois sur la monarchie héréditaire eussent mieux convenu, en réalité, à un membre du club de la « Tête de Veau », qu'à un conseiller privé des Stuarts. En religion, il était si loin d'être zélé, que les bigots l'appelaient athée, imputation qu'il rejetait avec force. Sans doute il scandalisait souvent, par la manière dont il exerçait son rare talent de raisonner sur des matières sérieuses, en les tournant en ridicule; mais il était loin cependant d'être inaccessible à tout sentiment religieux.

Halifax était le chef de ces hommes politiques, que les deux grands partis appelaient dédaigneusement « trimmers » (*balanceurs*). Loin de

se fâcher de ce sobriquet, il l'acceptait comme un titre d'honneur et en discutait gaiement la signification. Tout ce qui est bon, disait-il, se balance entre les extrêmes. La zone tempérée est entre le climat où les hommes sont rôtis, et celui ou ils gèlent; l'Église anglicane tient le milieu entre les fureurs anabaptistes et la léthargie romaine; la constitution anglaise est tout aussi éloignée du despotisme turc que de l'anarchie polonaise; la vertu elle-même n'est qu'un balancement entre différents penchants, dont un seul poussé à l'extrême devient vice; bien plus, la perfection de l'Être suprême repose sur l'exact équilibre de ses attributs, qui, s'il était rompu, entraînerait la perturbation de l'ordre moral et physique du monde[1]. Halifax était donc *balanceur* par principes; il l'était aussi de cœur et de tempérament. Son esprit était pénétrant, sceptique, fertile en objections et en distinctions, son caractère doux, clément, mais méticuleux et tout aussi peu enclin à la malveillance qu'à une admiration enthousiaste. Un homme de ce caractère ne pouvait être longtemps fidèle à une coterie politique. Il ne faudrait pas cependant le confondre avec la foule vulgaire des renégats; car, s'il passa comme eux d'un parti à l'autre, ses variations furent toujours en sens opposé des leurs; et il n'avait rien de commun avec ces hommes qui, passant d'un extrême à l'autre, regardent avec un sentiment plus violent encore que celui d'une inimitié conséquente, le parti qu'ils viennent d'abandonner. Sa place fut toujours entre les deux factions qui divisaient l'État, et jamais il ne s'écarta beaucoup de leur frontière commune. Le parti auquel il appartenait était pour le moment celui qu'il aimait le moins, parce qu'il le voyait de plus près; aussi se montra-t-il toujours sévère envers les violences de ses amis, et resta-t-il constamment en de bons termes avec ses adversaires modérés. Sa censure ne manqua jamais à une faction, du jour où son triomphe la rendait arrogante et vindicative; sa protection ne se faisait pas attendre, du jour où elle était vaincue et persécutée. Nous devons dire à sa gloire, qu'il fit tout au monde pour sauver ces victimes, dont le sort est une tache pour les Whigs et les Tories.

Membre distingué de l'opposition, il s'était attiré le mécontentement royal, et ce mécontentement alla si loin, que ce ne fut qu'avec difficulté et après de longs pourparlers, qu'il fut admis dans le Conseil des Trente. Toutefois, dès qu'il eut ses entrées à la cour, le charme de ses manières et de sa conversation ne tarda pas à faire de lui un favori. Sérieusement alarmé de la violence du mécontentement public, il

1. On voit que je soupçonne Halifax d'être l'auteur, ou du moins un des auteurs du : « Character of a Trimmer, » qui dans le temps fut attribué à sir William Coventry son parent.

pensa que pour le moment la liberté était sauve, et qu'il n'y avait de danger que pour l'ordre et l'autorité légitime; selon son habitude, il se jeta du côté le plus faible. Peut-être sa conversion ne fut-elle pas complétement désintéressée. Car, si l'étude et la réflexion l'avaient affranchi de bien des préjugés vulgaires, elles l'avaient encore laissé esclave de désirs tout aussi vulgaires. Il ne manquait pas d'argent, et il n'y a aucune preuve qu'il en ait jamais obtenu par des moyens que les censeurs les plus sévères de ce siècle aient pu regarder comme déshonorants; mais il était dévoré de la soif du pouvoir et des dignités. Il disait bien que titres et places n'étaient qu'amorces propres à attirer les imbéciles; qu'il haïssait les affaires, la gloire, le faste; que son plus grand désir était de quitter le bruit et la pompe de Whitehall pour les bois paisibles qui entouraient son ancien château de Rufford; mais sa conduite s'accordait assez mal avec ces protestations. Le vrai, c'est qu'il désirait s'attirer l'admiration des courtisans et celle des philosophes; inspirer tout à la fois le respect que commandent de hautes dignités, et le respect qui s'attache à l'homme qui n'en fait aucun cas.

Sunderland était secrétaire d'État, et en lui se personnifiait l'immoralité politique de son époque. Il avait reçu de la nature un esprit pénétrant, une humeur remuante et malfaisante, un cœur sec, une âme vile. Son caractère s'était formé à une école où les vices avaient atteint une funeste maturité. A son début dans la vie politique, il avait passé plusieurs années dans différents postes diplomatiques à l'étranger et avait été pendant quelque temps ministre d'Angleterre en France. Chaque profession a ses écueils : on peut dire sans injustice que toujours on a vu les diplomates se distinguer plutôt par leur adresse, par leur facilité à gagner la confiance des personnes avec lesquelles ils ont affaire, et par l'aisance avec laquelle ils prennent le ton des sociétés où ils sont admis, que par un enthousiasme généreux et une austère droiture. Les rapports qui existaient entre les rois de France et d'Angleterre étaient tels, qu'un grand seigneur anglais ne pouvait résider longtemps en France comme ministre, sans perdre bientôt tout sentiment d'honneur et de patriotisme. Sunderland revint de la mauvaise école où il avait été élevé, dissimulé, souple, effronté, libre de tout préjugé, dénué de tous principes. Cavalier par ses relations de famille, il n'avait cependant rien de commun avec les Cavaliers : ils étaient monarchistes zélés, leurs théories étaient opposées à toute résistance à la royauté, et pourtant leurs cœurs patriotiques se fussent révoltés sous un despotisme organisé. Sunderland, au contraire, avait une faible tendance spéculative vers des institutions républicaines, tendance

qui s'accommodait cependant à merveille avec sa disposition à être l'instrument le plus servile d'un pouvoir arbitraire. Comme tant d'autres diplomates et courtisans accomplis, il était bien plus expert dans l'art de deviner les caractères et de tirer parti des faiblesses individuelles, que dans l'art de distinguer les sentiments des masses et de prévoir l'approche des révolutions. Il était tellement consommé dans l'intrigue, qu'il était difficile, même à des hommes vieillis dans le métier et prévenus de sa perfidie, de résister à la fascination de ses manières et de ne pas croire à ses assurances d'attachement. Mais il mit tant d'attention à observer et à flatter certaines personnes qu'il oublia d'étudier le caractère national. Aussi se trompa-t-il grossièrement à l'égard des grands événements de son époque : chaque mouvement important, chaque réaction de l'esprit national, le prit par surprise, et le public, incapable de comprendre comment un homme si intelligent pouvait être aveugle au point de ne pas voir ce qui était évident pour des politiques de café, attribua souvent à de profondes combinaisons ce qui en réalité n'était que le résultat de bévues.

C'était seulement dans les conférences secrètes que se déployaient ses éminentes qualités. Dans le cabinet du roi et dans un petit cercle, il exerçait une grande influence; mais à la table du conseil il était silencieux, et il ne prit jamais la parole à la chambre des Lords.

Ces quatre conseillers confidentiels de la couronne trouvèrent bientôt leur position aussi difficile qu'odieuse. Les autres membres du Conseil murmuraient d'une distinction incompatible avec les promesses du roi; et plusieurs d'entre eux, Shaftesbury à leur tête, se remirent à faire une vive opposition dans le Parlement. L'agitation qui avait été suspendue par les derniers changements, devint plus violente que jamais. Ce fut en vain que Charles promit aux Communes toutes les sécurités qu'elles pourraient désirer en faveur de la religion protestante, à la seule condition de ne pas toucher à l'ordre de succession; elles ne voulurent entendre parler d'aucun compromis; il leur fallait le bill d'exclusion, rien que le bill d'exclusion. Aussi le roi, quelques semaines après avoir publiquement promis de ne prendre aucune mesure sans l'avis de son nouveau Conseil, se rendit-il, sans le consulter, à la chambre des Lords et prononça la prorogation du Parlement.

Le 26 mai 1679, jour de cette prorogation, est une grande époque de notre histoire, car ce fut aussi ce jour-là que l'acte de « l'*habeas corpus* » reçut la sanction royale. Depuis le temps de la Grande-Charte, les lois constitutives de la liberté individuelle des Anglais avaient été à peu près les mêmes qu'à présent, mais souvent elles étaient inefficaces par

l'absence d'un bon système de procédure. Ce qui manquait, ce n'était pas un droit nouveau, mais un recours prompt et puissant, et ce recours « l'*habeas corpus* » le fournissait. Le roi eût volontiers refusé sa sanction à cet acte, mais il était sur le point d'en appeler de son Parlement à son peuple au sujet de la succession, et il n'osait se hasarder, dans un moment si critique, à rejeter un bill qui était on ne peut plus populaire.

Le même jour, la presse anglaise devint libre pour quelque temps. Jadis l'imprimerie était soumise à une surveillance sévère de la part de la Chambre-Étoilée. Le Long-Parlement avait aboli la Chambre-Étoilée, mais en dépit des remontrances éloquentes et philosophiques de Milton, on avait établi et maintenu la censure. Peu de temps après la Restauration, un acte fut passé qui défendait l'impression des livres non autorisés, et il avait été convenu que cet acte aurait force de loi, jusqu'à la fin de la première session du Parlement suivant. Ce moment était arrivé, et le roi émancipa la presse en même temps qu'il fit la clôture des Chambres.

Peu de temps après la prorogation vint la dissolution, suivie d'une élection générale. Le zèle et la force de l'opposition étaient alors à leur apogée; les clameurs en faveur du bill d'Exclusion étaient plus fortes que jamais; et il s'y mêlait un cri qui enflammait la multitude, et que ne pouvaient entendre sans terreur les vrais amis de la liberté. On ne se contentait pas d'attaquer les droits du duc d'York, papiste avéré, mais aussi ceux de ses deux filles, sincères et zélées protestantes. On affirmait hautement que l'aîné des fils naturels du roi était né en légitime mariage, et qu'il était l'héritier légal de la couronne.

Pendant son exil, lorsque Charles errait sur le continent, il avait rencontré à la Haye Lucy Walters, jeune fille du pays de Galles, d'une beauté remarquable, mais d'une intelligence faible et de mœurs dissolues. Elle devint sa maîtresse, et donna bientôt naissance à un fils. Un amant soupçonneux eût pu avoir des doutes, car elle était entourée d'adorateurs et passait pour être peu cruelle; Charles, néanmoins, la crut sur parole, et se prit à aimer le petit Jacques Crofts, ainsi qu'on l'appelait alors, avec une ardeur qui s'accordait peu avec sa nature insouciante et froide. La Restauration venue, le jeune favori, qui s'était perfectionné en France dans les exercices qui faisaient à cette époque un gentilhomme accompli, fit son apparition à Whitehall. Logé dans le palais, entouré de pages, il jouissait de plusieurs distinctions réservées d'ordinaire aux princes du sang royal. Marié, dans son adolescence, avec Anne Scott, héritière de la noble famille des Buccleuch, il prit le nom de sa femme, et devint propriétaire de

vastes domaines, dont le revenu annuel n'était pas estimé à moins de dix mille livres sterling. Des titres, des faveurs plus importantes lui furent prodiguées ; il fut créé duc de Monmouth en Angleterre, duc de Buccleuch en Écosse, chevalier de la Jarretière, grand-écuyer, commandant du premier régiment des gardes du corps, grand Juge-forestier (*chief Justice of Eyre*), et chancelier de l'Université de Cambridge. L'opinion publique ne le croyait pas indigne de tous ces honneurs. Beau de sa personne, ses manières étaient engageantes, son caractère doux, poli et affable. Les Puritains l'aimaient malgré son libertinage, et il s'était fait aisément pardonner par le parti du pays, la part qu'on savait fort bien qu'il avait prise au honteux attentat commis sur la personne de sir John Coventry. D'austères moralistes même admettaient qu'on ne pouvait guère exiger, dans une cour corrompue, une fidélité conjugale bien stricte de la part d'un homme marié enfant à une enfant. Les cœurs les plus patriotiques excusaient volontiers un bouillant jeune homme d'avoir vengé avec excès une insulte faite à son père ; et bientôt la fâcheuse impression produite par ses faciles amours et ses attaques nocturnes fut effacée par de brillants exploits. Quand les rois de France et d'Angleterre unirent leurs forces contre la Hollande, Monmouth eut le commandement des troupes auxiliaires envoyées sur le continent, et s'y acquit la réputation d'un vaillant soldat et d'un général intelligent. A son retour, il était l'homme le plus populaire de l'Angleterre ; il pouvait prétendre à tout, si ce n'est à la couronne, et encore n'était-elle pas absolument hors de sa portée. La distinction qu'on avait mal-à-propos faite entre lui et les plus grands seigneurs du royaume produisit de fâcheuses conséquences. Encore enfant, on lui avait permis de rester couvert dans le cabinet du roi, alors que les Howard et les Seymour étaient tête-nue à ses côtés ; à la mort de princes étrangers, il avait pris le deuil avec le long manteau violet que personne, excepté le duc d'York ou le prince Rupert, n'avait droit de porter. Toutes ces faveurs devaient naturellement le conduire à se regarder comme prince légitime de la maison des Stuarts. Il n'était pas difficile de croire que Charles qui, à un âge mûr, s'adonnait encore aux plaisirs sans s'inquiéter beaucoup de sa dignité, avait pu, à vingt ans, se laisser aller à épouser secrètement une femme dont la beauté l'avait fasciné, et qu'il ne pouvait posséder qu'à cette condition. Quand Monmouth était encore enfant et que le duc d'York passait encore pour protestant, le bruit courait déjà, même parmi des personnes qui auraient dû être bien informées, que Lucy Walters était réellement mariée au roi, et

que si chacun eût été à sa place, son fils serait prince de Galles. On parlait beaucoup d'un certain coffret noir qui, d'après la croyance populaire, renfermait le contrat de mariage. Quand Monmouth fut revenu des Pays-Bas, avec une brillante réputation, et qu'il fut bien avéré que le duc d'York était membre de cette église détestée par la grande majorité de la nation, tous ces bruits prirent de l'importance. Ils n'avaient aucun fondement plausible; le roi les déclara faux en plein conseil, et, par son ordre, cette déclaration fut rendue publique; mais la multitude, toujours amoureuse d'aventures romanesques, continua à croire au mariage secret et au coffret noir. Quelques chefs de l'opposition agirent, dans cette circonstance, comme ils avaient agi lors des odieux mensonges d'Oates, et favorisèrent une fable qu'ils auraient dû traiter avec mépris. On employa toute sorte de moyens pour accroître l'intérêt que la populace portait à celui qu'elle regardait comme le champion de la vraie foi, comme l'héritier légitime du trône d'Angleterre. Lorsque Monmouth, revenant des Pays-Bas, entra à Londres au milieu de la nuit, les magistrats donnèrent ordre aux «watchmen» de proclamer cet heureux événement dans toutes les rues de la Cité; tout le monde se leva; des feux de joie furent allumés, les maisons furent illuminées, les églises ouvertes, et les cloches firent entendre de joyeux carillons. Quand il voyageait, il était reçu partout avec plus d'enthousiasme et non moins de pompe qu'on n'en déployait alors que les rois parcouraient le royaume; de nombreuses cavalcades de gentilshommes et de bourgeois armés l'escortaient de château en château; les populations des villes se portaient à sa rencontre; les électeurs accouraient mettre leur vote à sa disposition. Ses prétentions s'élevèrent au point que, non-seulement il portait sur son écusson les lions d'Angleterre et les lys de France, sans la barre sénestre qui, selon les lois héraldiques, aurait dû marquer l'illégitimité de sa naissance, mais il alla même jusqu'à toucher les malades, pour la guérison des écrouelles. En même temps, il ne négligeait aucun des moyens qui pouvaient lui attirer l'amour de la multitude : il tenait des enfants de paysans sur les fonts baptismaux, se mêlait à tous les jeux champêtres, jouait du bâton et luttait dans des courses à pied contre d'agiles coureurs, lui tout botté, eux en souliers plats.

Un fait extraordinaire, c'est qu'aux deux époques les plus critiques de notre histoire, les chefs du parti protestant ont commis la même faute, et mis ainsi en danger et la patrie et leur religion. A la mort d'Édouard VI, ils mirent en avant, non-seulement contre Marie, leur

ennemie, mais encore contre Élisabeth, l'espoir de l'Angleterre et de la Réforme, lady Jane Grey, sans que la naissance de cette dernière lui donnât l'apparence d'un droit; de sorte que les Protestants les plus respectables, Élisabeth à leur tête, furent forcés de faire cause commune avec les Papistes. De même, cent trente ans plus tard, une partie de l'opposition, en posant Monmouth comme un prétendant à la couronne, attaquait non-seulement les droits du duc d'York qu'elle regardait à juste titre comme un implacable ennemi de sa foi et de sa liberté, mais elle attaquait aussi les droits du prince et de la princesse d'Orange, que leur situation et leurs qualités personnelles désignaient comme les défenseurs naturels de tout gouvernement libre et de toute église réformée.

Peu d'années suffirent pour rendre manifeste la folie d'une telle conduite. Pour le moment, presque toute la force de l'opposition reposait sur la popularité de Monmouth. Les élections furent défavorables à la cour. Le jour fixé pour la réunion des Chambres approchait, et le roi eut à prendre un parti. Ceux qui le conseillaient, à l'affût du moindre changement dans l'opinion publique, espérèrent qu'en éloignant le conflit. le roi s'assurerait la victoire. Il se décida donc, sans même consulter le Conseil des Trente, à proroger le nouveau Parlement avant sa réunion. En même temps le duc d'York, qui était revenu de Bruxelles, fut envoyé en Écosse, et mis à la tête de l'administration de ce royaume.

Ainsi le plan de gouvernement imaginé par Temple se trouva ouvertement abandonné, et bientôt il tomba dans l'oubli. Le Conseil Privé redevint ce qu'il avait été. Temple lui-même, comme il en avait l'habitude dans les temps de troubles, retourna à ses jardins et à sa bibliothèque, Essex quitta la Trésorerie, et se jeta dans l'opposition. Halifax et Sunderland seuls restèrent au service du roi : l'un était dégoûté et alarmé de la violence de ses anciens amis; l'autre n'abandonnait jamais une place tant qu'il pouvait s'y maintenir.

En conséquence des démissions qui eurent lieu dans ces conjonctures, la carrière des grandeurs s'ouvrit pour une nouvelle catégorie d'aspirants. Deux hommes d'État qui, plus tard, se sont élevés aux plus hautes distinctions auxquelles un sujet anglais puisse atteindre, attirèrent bientôt une grande part de l'attention publique : ces deux hommes étaient Lawrence Hyde et Sidney Godolphin.

Lawrence Hyde, second fils du chancelier Clarendon et frère de la première duchesse d'York, avait de grandes qualités, que l'expérience des affaires parlementaires et diplomatiques avait encore

développées; mais les défauts de son caractère nuisaient beaucoup à l'efficacité de ses talents. Quoique diplomate et courtisan, il ne sut jamais se gouverner ni se contraindre. Vaniteux et insolent dans la prospérité, quand il éprouvait un échec son dépit mal déguisé doublait le triomphe de ses ennemis; facilement excité par la moindre provocation, il disait des paroles acerbes, oubliées par lui aussitôt que sa mauvaise humeur était passée, mais dont ses adversaires gardaient un long souvenir. La vivacité de sa pénétration eût fait de lui un homme d'affaires consommé s'il eût eu plus de patience et moins de suffisance. Ses écrits prouvent qu'il avait quelques-unes des qualités de l'orateur, mais dans la discussion son irritabilité lui ôtait tous ses avantages; car on le mettait facilement en colère, et dès qu'il s'y laissait aller, il se trouvait, pour ainsi dire, à la merci d'adversaires qui lui étaient bien inférieurs en talent.

A l'opposé des hommes politiques les plus fameux de cette génération, Hyde était un homme de parti logique, volontaire, rancunier, un Cavalier de la vieille roche, zélé champion de la couronne et de l'église anglicane, ennemi déclaré des républicains et des non-conformistes; aussi avait-il un grand nombre de partisans. Le clergé spécialement comptait sur lui et montrait pour ses faiblesses une indulgence dont il avait souvent besoin, car il s'enivrait fréquemment; de plus, une fois en colère, ce qui lui arrivait souvent, il jurait comme un porte-faix.

Ce fut lui qui remplaça Essex à la Trésorerie. Il est bon de remarquer que la place de premier Lord de la Trésorerie n'avait pas l'importance et la dignité qu'elle a de nos jours. Quand il y avait un Lord-Trésorier, ce grand officier était généralement premier ministre; mais quand la Verge Blanche était en commission, le premier commissaire ne marchait pas de pair avec les secrétaires d'État. Ce ne fut que sous l'administration de Walpole que le premier Lord de la Trésorerie fut considéré comme l'homme placé à la tête du pouvoir exécutif.

Godolphin avait été élevé à la cour en qualité de page, et il y avait acquis de bonne heure toute la souplesse et tout le sang-froid d'un courtisan consommé. Laborieux, perspicace et parfaitement au courant du détail des finances, tout gouvernement pouvait trouver en lui un secrétaire utile, et rien dans ses opinions ni dans son caractère ne s'opposait à ce qu'il servît un gouvernement quelconque. « Sidney Godolphin, disait le roi, ne fait jamais obstacle et ne fait jamais défaut. » Cette remarque pleine de finesse est une excellente explication des succès extraordinaires de Godolphin.

Il fut à différentes époques dans les rangs des deux grands partis politiques, mais il ne partagea jamais leurs passions. Comme tout homme circonspect et prospère, il était très-disposé à soutenir ce qui existait. Abhorrant les révolutions, il abhorrait aussi les contre-révolutions. Grave et réservé d'aspect, ses goûts étaient cependant bas et frivoles : tout le temps qu'il pouvait dérober aux affaires publiques, il le passait à faire courir des chevaux, à faire battre des coqs, à jouer aux cartes. Pour le moment, il siégeait sous Rochester au Conseil de la Trésorerie et s'y distinguait par son assiduité et son intelligence.

Il s'écoula une année entière, année remplie d'événements, et qui a laissé de profondes traces dans nos mœurs comme dans notre langue, avant qu'on permît au nouveau Parlement de se réunir pour l'expédition des affaires. Jamais il n'avait régné autant de liberté dans les discussions politiques; jamais les clubs n'avaient eu une organisation mieux étudiée, une influence aussi formidable. Une seule question, celle de l'Exclusion, absorbait l'esprit public. La presse et la chaire dans tout le royaume se mêlèrent aux débats. D'un côté, on disait que la constitution et la religion de l'État ne seraient jamais en sûreté sous un roi papiste; de l'autre, on soutenait que les droits du duc d'York à la couronne lui venaient de Dieu, et qu'ils ne pouvaient être annulés, même du consentement de toutes les branches de la législature. Chaque comté, chaque ville, chaque famille étaient dans l'agitation. Les relations de bon voisinage étaient interrompues; les liens de l'amitié et du sang étaient brisés; les écoliers eux-mêmes étaient divisés en partis opposés, et le duc d'York et le comte de Shaftesbury avaient des partisans zélés sur tous les bancs de Westminster et d'Eton. Les théâtres s'ébranlèrent aux rugissements des factions adverses : les Protestants zélés firent figurer la Papesse Jeanne sur la scène; des poëtes salariés composaient des prologues et des épilogues à la louange du roi et du duc d'York. Les mécontents assiégeaient le trône de pétitions, demandant que le Parlement se réunît sans délai; les royalistes signaient des adresses où ils exprimaient leur horreur pour tous ceux qui osaient donner des ordres au souverain. Les citoyens de Londres s'assemblaient par milliers pour brûler le pape en effigie. Le gouvernement avait des postes de cavalerie à Temple-Bar et des sentinelles tout autour de Whitehall. Pendant cette année notre langue s'enrichit de deux mots : (*mob*) émeute, et (*sham*) flouerie; souvenirs caractéristiques d'une époque de tumulte et d'imposture[1]. Les adver-

1. « North's Examen, » 231, 574.

saires de la cour furent appelés des Birminghams, des pétitionnaires et des exclusionistes; ses partisans s'appelèrent anti-Birminghams, abhorrants, galopeurs (*tantivies*)! Mais bientôt ces dénominations passèrent de mode pour faire place à deux autres qui, bien que prises originairement en mauvaise part, furent dans la suite acceptées avec orgueil; elles sont encore en usage parmi nous, elles ont suivi la race anglaise dans tous les lieux où elle a pénétré, et elles dureront autant que notre littérature. Une remarque curieuse, c'est que l'un de ces sobriquets était d'origine écossaise, et l'autre d'origine irlandaise. Dans ces deux royaumes, la mauvaise administration avait été cause qu'il s'était formé des bandes d'hommes sans frein et dont la férocité était excitée par l'enthousiasme religieux. En Écosse, quelques-uns des Covenantaires persécutés et poussés à bout par l'oppression venaient d'assassiner le Primat, avaient pris les armes contre le gouvernement et obtenu quelques avantages contre les forces du roi. Il avait fallu que Monmouth, à la tête de quelques troupes anglaises, vînt les mettre en déroute et les détruire au pont de Bothwell. Ces fanatiques étaient en grand nombre parmi les paysans des plaines de l'ouest; on les appelait vulgairement Whigs. De là le nom de Whig qui fut donné aux Presbytériens exagérés de l'Écosse, et transmis ensuite aux hommes politiques d'Angleterre qui étaient opposés à la cour et qui montraient de l'indulgence aux Protestants non-conformistes. A la même époque, des papistes proscrits, comme plus tard les Whiteboys, avaient cherché un refuge dans les marais de l'Irlande; le nom de Tory, par lequel on les désignait, fut ensuite appliqué aux Anglais qui se refusaient à exclure du trône un prince catholique.

La fureur des deux partis n'eût certes pas manqué de violence, s'ils eussent été livrés à eux-mêmes; mais elle était de plus excitée à dessein par un ennemi commun. Louis XIV continuait à flatter et à corrompre tout ensemble la cour et l'opposition. Il engageait Charles à tenir ferme, le duc d'York à allumer la guerre civile, et l'opposition à ne pas céder et à se reposer avec confiance sur la protection de la France.

A travers toute cette agitation, un œil clairvoyant eût pu découvrir que l'opinion publique avait subi des changements. Il y avait toujours des persécutions contre les catholiques romains, mais elles n'étaient plus suivies d'une condamnation inévitable. Une nuée de faux témoins, à la tête desquels se distinguait un scélérat nommé Dangerfield, infestait encore les cours de justice; mais les dépositions de ces hommes, quoique mieux coordonnées que celles d'Oates, ne trouvaient plus créance. Les jurés n'étaient plus aussi crédules que lors de la panique qui avait

suivi l'assassinat de Godfrey, et les juges qui, pendant que la frénésie populaire était au comble, avaient été ses instruments dociles, commençaient à laisser percer quelque chose de ce qu'ils avaient pensé en secret.

Enfin, en octobre 1680, le Parlement se réunit. Les Whigs avaient une majorité si forte dans la chambre des Communes, que le bill d'Exclusion y suivit son cours sans aucune entrave. Le roi savait à peine sur qui compter dans son Cabinet. Hyde, resté fidèle à l'opinion tory, défendait franchement la cause de l'hérédité monarchique; mais Godolphin, ami du repos, croyant que le repos ne pourrait être obtenu qu'au moyen de concessions, désirait voir passer le bill. Sunderland, toujours aussi faux et aussi aveuglé, incapable de discerner les signes précurseurs de la réaction, et voulant à toute force se concilier un parti qu'il croyait irrésistible, vota contre la cour. La duchesse de Portsmouth suppliait son royal amant de ne pas courir tête baissée à sa ruine. Si Charles eût été capable d'entendre la voix de l'honneur et de sa conscience, c'eût été sur la question de l'hérédité; néanmoins, pendant plusieurs jours, il sembla décidé à se soumettre. Il hésitait, s'informait de quelle somme on paierait sa soumission, et finit par entrer en négociation avec le parti whig. Mais une méfiance profonde et réciproque, qui s'était accrue depuis des années, et que l'artifice de la France avait soigneusement entretenue, rendit tout accommodement impossible; chaque parti se méfiait de l'autre. La nation palpitante tenait ses yeux fixés sur la chambre des Lords; la réunion des pairs était nombreuse; le roi lui-même assistait aux séances. Les débats furent longs, animés et quelquefois violents; plus d'une main se porta sur le pommeau de l'épée, de manière à rappeler le souvenir des Parlements orageux de Henri III et de Richard II. Le traître Sunderland se joignit à Shaftesbury et à Essex; mais le génie d'Halifax soutint l'effort de toute l'opposition. Abandonné par ses collègues les plus importants et opposé à une foule d'habiles adversaires, il défendit la cause du duc d'York par une série de discours qu'on citait encore, bien des années après, comme des chefs-d'œuvre de raisonnement, d'esprit et d'éloquence. Il est rare qu'un orateur influe sur les votes; cependant le témoignage des contemporains ne permet pas de douter qu'en cette occasion le vote n'ait été changé par l'éloquence d'Halifax. Les évêques, fidèles à leurs doctrines, soutinrent le principe du droit héréditaire, et le bill fut rejeté à une grande majorité[1].

1. Un pair qui était présent a décrit l'effet de l'éloquence d'Halifax en termes que je citerai, parce que, quoiqu'ils aient été publiés depuis longtemps, ils sont probablement peu connus, même des lecteurs assidus et curieux de l'histoire. « Les ennemis du duc (d'York) qui soutenaient le bill étaient

Le parti dominant dans la chambre des Communes, mortifié de sa défaite, essaya de se consoler en versant du sang catholique. William Howard, vicomte de Stafford, un des malheureux, accusés d'avoir pris part au complot, fut amené à la barre de la chambre des Pairs, et ayant été déclaré coupable de haute trahison sur le témoignage d'Oates et de deux autres faux témoins, Dugdale et Turberville, il fut exécuté. Les circonstances de ce procès et l'exécution du jugement auraient dû servir de salutaire avertissement aux chefs du parti whig. Une forte et respectable minorité se prononça en faveur du prisonnier. La multitude qui, quelques mois auparavant, avait reçu avec moquerie et exécration les dernières déclarations des victimes d'Oates, exprimait hautement, à cette heure, sa conviction que Stafford était un innocent sacrifié, et lorsque, rendant le dernier soupir, il protesta de son innocence, le peuple lui cria : « Dieu vous bénisse, Mylord! nous vous croyons, Mylord! » Un observateur intelligent eût pu prédire dès lors que ce sang répandu ne tarderait pas à en appeler d'autre.

Le roi se décida à tenter une fois encore l'expérience d'une dissolution. En mars 1681, un nouveau Parlement fut convoqué à Oxford. Depuis le temps des Plantagenets, les Chambres avaient toujours siégé à Westminster, excepté pendant que la peste ravageait la capitale; mais des conjonctures aussi extraordinaires exigeaient des précautions extraordinaires aussi. Si le Parlement se fût réuni dans le lieu habituel de ses séances, il était à craindre que la chambre des Communes ne se déclarât permanente et n'appelât à son aide les magistrats et les citoyens de Londres; la milice pouvait se lever en faveur de Shaftesbury, comme elle s'était levée, quarante ans auparavant, pour défendre Pym et Hampden; la troupe pouvait avoir le dessous, Whitehall être forcé, et le roi devenir le prisonnier de ses sujets révoltés. A Oxford, pareil danger n'était pas à craindre; l'Université était dévouée au trône, et la population bourgeoise des environs était en grande partie tory. L'opposition avait donc plus raison que le roi d'y redouter la violence.

« gens d'éminente habileté et de puissante éloquence; mais un noble lord se leva contre eux et dans « cette occasion mit tant de force dans son discours, tant de logique dans ses arguments touchant les « intérêts généraux et privés des hommes, tant d'honneur, de conscience et de dignité, qu'il les « surpassa tous en se surpassant lui-même. Enfin, son éloquence et son habileté furent victorieuses, « et il mit à néant la finesse et la malice de ce parti. » Ce passage est tiré d'un mémoire de Henri, comte de Peterborough, dans un volume intitulé : « Succinct Genealogies, par Robert Halstead, » folio 1685. Le nom de Halstead est un pseudonyme. Les auteurs réels étaient le comte de Peterborough lui-même et son chapelain. Ce livre est extrêmement rare; on n'en tira que vingt-quatre exemplaires, dont deux sont maintenant au Musée britannique. De ces deux exemplaires, l'un appartenait à George IV et l'autre à M. Grenville.

Les élections furent vivement contestées; les Whigs avaient encore la majorité dans la chambre des Communes, mais il était clair que l'esprit tory faisait des progrès rapides dans le pays. Shaftesbury, perspicace et changeant comme il l'était, eût dû, ce semble, prévoir l'approche de la réaction et consentir au compromis que proposait la cour; mais, au contraire, il abandonna complétement sa vieille tactique. Au lieu de faire des dispositions qui lui assurassent sa retraite en cas de non-succès, il prit une position qui le condamnait à vaincre ou à périr. Peut-être, malgré tout son jugement, l'excitation des débats, ses succès et sa popularité, lui firent-ils perdre la tête; peut-être, après avoir excité son parti, n'en était-il plus le maître, et était-il traîné malgré lui à la remorque par ceux qu'il paraissait guider.

L'heure critique arriva : la réunion d'Oxford ressembla plutôt à une Diète polonaise qu'à un Parlement anglais. L'opposition s'y rendit escortée de serviteurs et d'adhérents, armés et équipés en guerre, qui échangeaient avec la troupe des regards de défi. La moindre provocation pouvait, avec de telles dispositions, faire naître une guerre civile; mais personne n'osait frapper le premier coup. Le roi offrit encore de se soumettre à tout, excepté au bill d'Exclusion; les Communes ne voulaient rien accepter, que le bill d'Exclusion. Il fallut donc, au bout de quelques jours, dissoudre de nouveau le Parlement.

Le roi triomphait : la réaction, commencée quelques mois avant la réunion d'Oxford, fit de rapides progrès. La nation n'en était pas moins hostile au Papisme, mais à mesure qu'elle retraçait dans son souvenir toutes les circonstances fabuleuses du complot, elle s'apercevait que son zèle pour le Protestantisme l'avait précipitée dans le crime et dans la folie, et elle pouvait à peine comprendre comment d'absurdes contes de nourrice avaient pu ainsi lui faire demander à grands cris le sang de concitoyens et de frères en Jésus-Christ. Ceux qui montraient le plus d'impartialité, ne niaient pas tout ce qu'il y avait eu de blâmable dans l'administration de Charles; mais tous ceux qui ne connaissaient pas à fond, comme nous, quelle avait été sa manière d'agir à l'égard de la France, et qui étaient fatigués des violences des Whigs, énuméraient les importantes concessions que depuis quelques années il avait faites à ses Parlements, et celles plus importantes encore qu'il se disait prêt à faire. Il avait sanctionné les lois qui excluaient les catholiques romains de la chambre des Lords, du Conseil-Privé, de toutes les charges civiles et militaires; il avait consenti à l'acte de « l'*habeas corpus.* » Si de plus fortes mesures n'avaient pas été prises contre les dangers que pouvait courir la constitution de

l'Église, sous un souverain catholique romain, Charles, qui avait invité le Parlement à proposer ces mesures, n'en pouvait être responsable; les Whigs, qui s'étaient refusés à tout ce qui pouvait tenir lieu de ce bill d'Exclusion, étaient seuls blâmables. Le roi ne s'était refusé qu'à une chose, à priver son frère des droits de sa naissance. Mais n'était-il pas raisonnable de supposer que ce refus prenait sa source dans un sentiment louable? Quel motif intéressé les factions elles-mêmes pouvaient-elles attribuer à la ténacité du roi? Le bill d'Exclusion ne touchait en rien aux prérogatives du monarque régnant et ne diminuait pas son revenu; il eût même pu l'augmenter beaucoup en sanctionnant ce bill. Et que lui importait qui régnerait après lui? Enfin, s'il avait une prédilection marquée pour quelqu'un, on savait bien que c'était plutôt pour Monmouth que pour le duc d'York. L'explication la plus naturelle de sa conduite semblait donc être que, malgré la faiblesse de son caractère et le relâchement de sa morale, il était mû, dans cette occasion, par le sentiment du devoir et de l'honneur. Et, s'il en était ainsi, la nation devait-elle le forcer à faire ce qu'il croyait honteux et criminel? Les vrais Royalistes trouvaient déloyal et injuste d'user même de moyens strictement constitutionnels, pour faire violence à sa conscience; mais ces moyens strictement constitutionnels, n'étaient pas les seuls que les Whigs semblassent disposés à employer. Des signes assez visibles annonçaient déjà l'approche de la guerre civile. Des hommes qui, du temps de la République et pendant les troubles, s'étaient acquis une notoriété odieuse, sortaient de l'obscurité où, depuis la Restauration, les avait relégués la haine publique; ils montraient partout leurs faces intrigantes et résolues, et semblaient prédire un second règne des Saints. Une nouvelle bataille de Naseby, une nouvelle Haute-Cour de justice, une nouvelle République, un nouvel usurpateur, la chambre des Pairs de nouveau violemment supprimée, les universités épurées de nouveau, l'Église encore rançonnée et persécutée, et le Puritanisme derechef tout puissant, voilà les résultats auxquels semblait aboutir la politique désespérée de l'opposition.

Animée par de tels sentiments, la majorité des classes élevées et des classes moyennes se hâta de se rallier au trône. La situation du roi avait à ce moment une grande analogie avec celle de son père à l'époque où l'on venait de voter la grande Remontrance. Mais la réaction de 1641 fut arrêtée dans son cours. Charles Ier, au moment même où son peuple, longtemps désaffectionné, lui revenait avec un cœur disposé à la réconciliation, s'était aliéné à jamais sa confiance par

une perfide violation des lois fondamentales du royaume. Si Charles II, suivant le même système, avait fait arrêter d'une manière irrégulière les chefs du parti Whig, et les avait accusés de haute trahison devant un tribunal incompétent à les juger, il est très-probable qu'ils auraient bientôt repris l'ascendant qu'ils avaient perdu. Heureusement pour lui, il se laissa aller dans cette circonstance à adopter une politique singulièrement bien combinée pour atteindre son but. Il prit le parti de se conformer à la loi, mais en même temps de s'en servir sans pitié contre ses adversaires. Il n'était obligé de convoquer le Parlement que tous les trois ans; ses besoins d'argent n'étaient pas excessifs; le produit des taxes, qui avaient été votées pour tout le temps de son règne, avait dépassé l'estimation; il était en paix avec le monde entier, et pouvait diminuer ses dépenses en abandonnant la dispendieuse occupation de Tanger; il pouvait aussi espérer quelque aide financier de la France. Il avait donc à sa disposition et le temps et les moyens nécessaires pour attaquer légalement l'opposition. Les juges pouvaient être changés selon son bon plaisir, les jurés étaient nommés par les shériffs, et ceux-ci, dans presque tous les comtés d'Angleterre, étaient nommés par le roi. Comme on avait trouvé des témoins, dont les faux serments avaient tout récemment encore coûté la vie aux Papistes, on ne pouvait manquer d'en trouver qui feraient de même pour les Whigs.

La première victime fut un nommé College, démagogue turbulent et violent; c'était un menuisier sans éducation comme sans naissance, mais célèbre par l'invention du « fléau protestant[1]. » Il se trouvait à Oxford à l'époque où le Parlement y siégeait, et on l'accusait d'avoir comploté un soulèvement et une attaque contre les troupes du roi. Les témoins à charge étaient encore ces mêmes hommes infâmes, Dugdale et Turberville, qui, quelques mois auparavant, avaient servi de faux témoins contre Stafford. Aux yeux de jurés qui, presque tous, étaient des propriétaires ruraux, un exclusioniste ne pouvait trouver grâce : College fut condamné. Ce verdict fut reçu par la foule qui remplissait le palais de justice d'Oxford avec des cris de joie aussi barbares que ceux que le condamné et ses amis poussaient jadis quand d'innocents papistes étaient envoyés à la potence. Son exécution fut le commencement d'un nouveau massacre judiciaire, tout aussi atroce que celui auquel lui-même avait pris part.

Le gouvernement, enhardi par cette première victoire, aspirait

1. Ceci est mentionné dans un livre curieux intitulé : « Ragguaglio della solenne comparsa fatta in « Roma gli otto di Gennaio, 1687, dall' illustrissimo et eccellentissimo signor conte di Castelmaine. »

maintenant à frapper un ennemi plus haut placé. On décida que Shaftesbury aurait à défendre sa vie devant les tribunaux. On recueillit assez de témoignages pour espérer le succès d'une accusation de haute trahison ; mais les actes incriminés, et dont il fallait fournir les preuves, avaient eu lieu dans la capitale. Les shériffs de Londres, nommés par leurs concitoyens, étaient des whigs dévoués : ils nommèrent un grand-jury composé de whigs, de sorte que le bill de mise en accusation fut rejeté. Cette défaite, au lieu de décourager les conseillers du roi, leur inspira un nouveau projet plus audacieux encore : la charte de la capitale leur faisait obstacle, elle devait dès lors être abolie. On prétendit donc que la Cité de Londres avait, par quelque irrégularité, perdu ses priviléges municipaux, et des poursuites furent dirigées contre la corporation, devant la cour « du Banc du Roi. » En même temps, toutes ces lois qui avaient été passées, dans les premiers jours de la Restauration, contre les non-conformistes, et qu'on avait laissées dormir pendant tout le temps où les Whigs avaient été prépondérants, furent appliquées dans tout le royaume avec une rigueur extrême.

Le courage des Whigs n'était cependant pas abattu. Bien que la situation fût mauvaise, c'était encore un parti puissant et nombreux, et comme ils étaient surtout nombreux dans les grandes villes et dans la capitale, ils paraissaient avoir plus de force qu'ils n'en avaient réellement. Excités par le souvenir de leurs anciens triomphes et par le ressentiment de l'oppression actuelle, ils s'exagéraient et leurs malheurs et leur puissance. Il n'était pas en leur pouvoir de démontrer d'une manière péremptoire que la situation était assez critique pour justifier un remède aussi violent que la résistance au gouvernement établi. Quelques soupçons qu'ils pussent avoir, il ne leur était pas possible de prouver que le roi était entré en accommodement avec la France pour la ruine de la religion et des libertés de l'Angleterre. Ce qui était apparent ne suffisait pas à justifier un appel aux armes. Si le bill d'Exclusion avait été rejeté, il l'avait été par les Lords, dans l'exercice d'un droit aussi ancien que la constitution. Si le roi avait dissous le Parlement d'Oxford, il l'avait fait en vertu d'une prérogative qui n'avait jamais été mise en doute. Si la cour avait, depuis la dissolution, pris quelques mesures vexatoires, elles étaient cependant strictement conformes à la lettre de la loi et aux précédents établis par les Whigs eux-mêmes. Si le roi avait poursuivi ses adversaires, c'était dans les formes légales, et devant les tribunaux compétents. Les témoins que produisait la couronne méritaient, en fait, tout autant de

crédit que ceux sur la déposition desquels le plus noble sang de l'Angleterre venait d'être répandu par l'opposition. Le traitement qu'un Whig accusé devait attendre alors de la part du juge, de l'avocat, du shériff, du jury et de l'auditoire, n'était pas pire que le traitement auquel les Whigs trouvaient récemment tout naturel de soumettre un Papiste accusé. Si les priviléges de la Cité de Londres étaient attaqués, ce n'était pas par la force armée, ni par l'exercice d'une prérogative royale contestable, c'était conformément aux usages reçus à Westminster-Hall. Aucune loi n'avait été suspendue, aucune taxe n'avait été imposée par l'autorité royale. « L'habeas corpus » avait été respecté; la loi du Test même était appliquée. L'opposition ne pouvait donc convaincre le roi d'actes suffisamment compromettants pour justifier une insurrection; et même, ces actes eussent-ils été plus flagrants encore, une insurrection eût toujours été criminelle, car il était presque certain qu'elle échouerait. La situation des Whigs, en 1682, était bien différente de celle des Têtes-rondes quarante ans auparavant. Quand ceux-ci prirent les armes contre Charles Ier, ils agirent sous l'autorité d'un Parlement légalement assemblé, et qui ne pouvait être légalement dissous sans son propre consentement; les adversaires de Charles II n'agissaient que de leur autorité privée.

Presque toutes les forces de terre et de mer du royaume s'étaient mises à la disposition du parti qui résistait à Charles Ier : toutes les forces de terre et de mer étaient à la disposition de Charles II. La chambre des Communes avait été soutenue dans sa résistance à Charles Ier par plus de la moitié de la nation, tandis que ce n'était qu'une minorité qui voulait se soulever contre Charles II. On ne pouvait donc raisonnablement douter qu'un essai d'insurrection serait sans succès, et, dans ce cas, il était encore moins douteux que tous les malheurs dont les Whigs se plaignaient n'en fussent considérablement aggravés. Le parti le plus sage qu'ils eussent à prendre était donc de se soumettre avec patience à l'adversité, conséquence naturelle, et juste châtiment de leurs fautes; d'attendre avec patience un changement inévitable dans l'opinion publique; de reconnaître la loi, et de profiter de la protection qu'elle accordait à l'innocence, protection bien imparfaite, mais qui cependant avait encore une certaine valeur. Malheureusement les Whigs prirent un parti tout différent. Quelques-uns de leurs chefs, imprudents et sans scrupules, formèrent et discutèrent des projets de résistance qui furent écoutés, sinon avec approbation, du moins avec un semblant d'assentiment, par des hommes qui valaient mieux qu'eux. On proposa un soulèvement simultané à Lon-

dres, dans le comté de Chester, à Bristol et à Newcastle. Il y eut des pourparlers avec les Presbytériens persécutés d'Écosse, qui étaient soumis à une tyrannie telle que l'Angleterre, dans ses plus mauvais jours, n'en avait jamais vu de semblable. Pendant que les chefs de l'opposition combinaient ainsi des plans de révolte ouverte, mais n'osaient encore, par crainte ou par scrupule, prendre un parti décisif, quelques-uns de leurs complices méditaient un projet d'une nature bien différente. Se tenir en embuscade, assassiner le roi et son frère, paraissait à des hommes farouches, fanatiques et sans principes, le plus court et le plus sûr moyen de venger la religion protestante et les libertés de l'Angleterre. On choisit donc le lieu et le moment, et si l'on n'arrêta pas définitivement, du moins on discuta fréquemment les détails de cet attentat. Le complot n'était connu que d'un petit nombre, et il fut surtout caché avec soin à l'honnête et loyal Russell, ainsi qu'à Monmouth, qui, sans avoir une conscience bien délicate, eût reculé d'horreur à l'idée d'un parricide. Il y avait donc deux complots, l'un dans l'autre pour ainsi dire : celui du grand parti whig, pour faire soulever la nation contre le gouvernement; l'autre, communément appelé complot du « Rye-House, » dans lequel n'avait trempé qu'un petit nombre d'hommes sans aveu, et qui avait pour but la mort du roi et celle de l'héritier présomptif du trône.

L'un et l'autre furent bientôt découverts; des traîtres s'empressèrent lâchement de se sauver eux-mêmes en divulguant tout et même plus que ce qui s'était passé dans les délibérations du parti. Il est clairement prouvé qu'une très-faible minorité seulement, parmi les hommes qui poussaient à la résistance, admirent l'idée d'un assassinat; mais, comme les deux conspirations se rattachaient l'une à l'autre, il ne fut pas difficile au gouvernement de les confondre en une seule. L'indignation qu'excitait le complot du « Rye-House » s'étendit pour quelque temps à tout le parti whig. Le roi était libre maintenant de tirer vengeance des humiliations et des vexations auxquelles il avait été soumis pendant de longues années. Shaftesbury, il est vrai, avait échappé au sort que méritaient ses nombreuses perfidies; il avait vu venir la ruine de son parti, avait essayé de faire sa paix avec la royauté et s'était réfugié en Hollande, où il mourut sous la généreuse protection d'un gouvernement qu'il avait cruellement attaqué. Monmouth se jeta aux pieds du roi, qui lui pardonna; mais bientôt il commit de nouvelles offenses, et jugea prudent de se condamner à un exil volontaire. Essex périt de sa propre main dans la Tour. Russell, qui ne paraissait coupable d'aucun de ces crimes désignés sous le nom de crimes de haute

trahison, et Sidney, dont la culpabilité ne put être établie par des témoignages réguliers, furent décapités en dépit des lois et de la justice. Russell mourut avec le courage d'un chrétien; Sidney avec le courage d'un stoïcien. Quelques hommes politiques d'un rang inférieur furent pendus; beaucoup quittèrent le pays. Il y eut de nombreuses poursuites pour non-révélation du complot, pour diffamations et pour conspirations. Les jurés tories ne manquèrent pas pour prononcer des verdicts de culpabilité; les juges, dévoués à la cour, ne faillirent pas à appliquer les châtiments les plus rigoureux. A ces poursuites criminelles se mêlèrent bientôt des poursuites civiles tout aussi formidables. On intenta des actions pour avoir diffamé le duc d'York; des dommages qui équivalaient à un emprisonnement perpétuel étaient demandés par le plaignant et accordés sans difficulté. La cour du Banc du Roi décida que les franchises de la Cité de Londres étaient confisquées pour cause de forfaiture. Enorgueilli de cette victoire, le gouvernement se mit à attaquer la constitution des autres corporations qui avaient à leur tête des fonctionnaires whigs, et qui envoyaient ordinairement des députés whigs au Parlement. Les uns après les autres, les bourgs furent obligés d'abandonner leurs priviléges; on concéda de nouvelles chartes qui donnèrent partout la prédominance aux tories.

Ces poursuites, toutes répréhensibles qu'elles fussent, avaient cependant un semblant de légalité; elles furent, de plus, accompagnées d'un acte bien fait pour calmer les inquiétudes d'hommes loyaux qui voyaient dans l'avenir l'avénement au trône d'un prince papiste: lady Anne, la plus jeune des filles du duc d'York, par sa première femme, s'était mariée au prince George, de l'orthodoxe famille royale de Danemark. Le parti tory et le clergé pouvaient donc se flatter maintenant d'avoir mis en sûreté les intérêts de l'église anglicane, sans avoir violé l'ordre de succession. Le roi et son héritier présomptif étaient à peu près du même âge; tous les deux étaient au déclin de la vie, et la santé du roi était bonne; il était donc probable que si le duc d'York parvenait jamais au trône, ce ne serait pas pour régner longtemps, et, après lui, on avait la perspective consolante d'une longue suite de souverains protestants.

Le parti vaincu ne pouvait profiter que peu ou même point de la liberté de la presse; car la disposition des juges et des jurés était telle, que tout écrivain poursuivi pour un délit de presse par le gouvernement n'avait aucune chance d'acquittement. La peur du châtiment faisait donc office de censure. En même temps, la chaire fulminait des anathèmes contre le crime de rébellion. Le Traité de Filmer, dans lequel il éta-

blissait que le despotisme héréditaire était la forme de gouvernement ordonnée par Dieu, et que les monarchies tempérées étaient de pernicieuses absurdités, venait aussi de paraître; ces principes étaient approuvés par une grande portion du parti tory. L'Université d'Oxford, le jour même où Russell fut mis à mort, adopta ces doctrines par un acte public solennel, et ordonna que les œuvres politiques de Buchanan, de Milton et de Baxter fussent publiquement brûlées dans la cour des écoles.

Le roi, ainsi encouragé, se hasarda enfin à dépasser les bornes dans lesquelles il s'était maintenu pendant plusieurs années et à violer la lettre de la loi. Il ne devait pas s'écouler plus de trois ans entre la dissolution d'un Parlement et la convocation d'un autre. Quand les trois années se furent écoulées après la dissolution du Parlement d'Oxford, on n'expédia aucun ordre pour de nouvelles élections. Cette infraction à la constitution était d'autant plus répréhensible, que le roi n'avait pas lieu de redouter de se trouver en face d'une nouvelle chambre des Communes.

Quelque temps après, la loi fut encore violée en faveur du duc d'York. Ce prince, en partie à cause de sa religion, en partie à cause de son naturel dur et impitoyable, était si impopulaire, qu'on avait jugé nécessaire de l'éloigner, pendant que le bill d'Exclusion était en discussion, de peur que sa présence ne donnât plus de force au parti qui s'efforçait de le priver des droits de sa naissance. On l'avait donc envoyé gouverner l'Écose, où le vieux tyran bourru Lauderdale se mourait. La tyrannie même de Lauderdale fut bientôt dépassée; l'administration du duc d'York fut marquée par des lois odieuses, par des châtiments barbares, par des jugements dont l'iniquité est sans parallèle, même à cette époque. Le Conseil-Privé d'Écosse avait le droit de mettre les prisonniers d'État à la question; mais l'aspect en était si horrible, que même les courtisans les plus serviles et les plus inhumains quittaient la salle du conseil, dès qu'on apportait les brodequins; souvent il n'y restait personne, si bien qu'on fut obligé d'ordonner que les membres garderaient leur siége chaque fois que la torture serait appliquée. Le duc d'York, au contraire, semblait prendre plaisir à ce spectacle, que les hommes les plus pervers de son temps ne pouvaient contempler sans pitié et sans horreur. Il ne se contentait pas, dans ces occasions, d'assister au Conseil, mais il épiait l'agonie des patients avec cette attention, avec cet intérêt que l'on apporte à une expérience scientifique. Ce fut là son occupation en Écosse, jusqu'au jour où le résultat du conflit entre les Whigs et la

cour ne fut plus douteux. Il retourna alors en Angleterre; mais l'acte du Test l'excluait de tout emploi public, et le roi ne crut pas prudent d'abord de violer en sa faveur un statut que la grande majorité de ses plus fidèles sujets considéraient comme une des principales garanties de leur religion et de leurs droits civils. Néanmoins, lorsque plusieurs essais successifs eurent prouvé que la nation avait assez de patience pour supporter à peu près tout ce que le gouvernement avait le courage de tenter, Charles se permit de ne pas exécuter la loi à l'égard de son frère, et le duc d'York reprit son siége dans le Conseil et reçut la direction des affaires de la marine.

Ces deux violations de la constitution excitèrent, il est vrai, quelques murmures parmi les Tories modérés, et ne furent pas même unanimement approuvées par les ministres du roi. Halifax surtout, créé marquis et lord du Sceau Privé, était devenu whig dès que, par son secours, le torysme fut devenu prépondérant. Le bill d'Exclusion à peine rejeté, il avait poussé la chambre des Lords à prendre des mesures contre les dangers auxquels pourraient être exposées les libertés publiques et la religion nationale, sous le règne suivant. Il s'alarma de la violence d'une réaction dont il était en grande partie l'auteur; il n'essaya pas de cacher son mépris pour les doctrines serviles de l'Université d'Oxford; il était opposé à l'alliance française; il désapprouvait les longs intervalles entre les Parlements; il blâmait la sévérité avec laquelle on traitait le parti vaincu; enfin, lui qui, lorsque les Whigs avaient le dessus, avait été jusqu'à dire que Stafford n'était pas coupable, osait, maintenant qu'ils étaient vaincus et sans ressources, prendre la défense de Russell. A un des derniers conseils que Charles présida, une scène fort remarquable s'était passée. Les citoyens du Massachusetts, en Amérique, s'étaient vu, pour quelque méfait, enlever leur charte, et l'on discutait quelle serait à l'avenir la forme du gouvernement de cette colonie. L'opinion générale du conseil était que tout le pouvoir législatif aussi bien que le pouvoir exécutif fût réservé à la couronne. Halifax soutint une opinion opposée; il argumenta avec une grande énergie contre les monarchies absolues et en faveur du gouvernement représentatif. C'était folie de supposer, disait-il, qu'une population sortie de souche anglaise et animée de sentiments anglais, supportât longtemps la privation des institutions anglaises. Quel prix, s'écria-t-il, pourrait-on attacher à la vie, dans un pays où la liberté et la propriété seraient à la merci d'un maître absolu? Le duc d'York fut courroucé de ce langage et représenta à son frère le danger de garder au ministère un homme infecté des doctrines corruptrices de Marvell et de Sidney.

Quelques écrivains modernes ont blâmé Halifax d'être resté dans un ministère dont il désapprouvait la ligne de conduite, relativement à la direction des affaires intérieures et extérieures : cette censure est injuste. Il faut bien se rappeler que le mot ministère, avec l'acception qu'on y attache aujourd'hui, était inconnu alors [1]. La chose elle-même n'existait pas, car elle appartient à une époque où le gouvernement représentatif fut définitivement établi. A présent, les principaux serviteurs de la couronne forment un corps homogène, ils sont censés être sur le pied d'une confiance réciproque et n'avoir qu'une seule opinion quant aux idées principales qui doivent diriger l'administration. S'il s'élève un léger différend, un compromis est facile; mais si l'un d'eux diffère des autres sur un point important, il doit se retirer. Tant qu'il fait partie du ministère, il reste responsable des mesures mêmes auxquelles il s'est opposé. Au xviie siècle, les chefs des différentes branches de l'administration n'étaient pas liés par la même solidarité : chacun d'eux séparément était responsable de ses actes, de l'usage qu'il avait fait de son sceau officiel, des documents revêtus de sa signature et des conseils qu'il avait donnés au roi; mais un ministre n'était pas responsable de ce qu'il n'avait pas fait lui-même, ou engagé les autres à faire. S'il avait soin de ne pas servir d'agent dans une mesure répréhensible, et, quand il était consulté, de conseiller ce qui était légal, il était sans reproches. On l'eût trouvé ridiculement scrupuleux de renoncer à son poste parce que son maître n'aurait pas suivi ses conseils sur un sujet qui n'etait pas strictement dans le cercle des attributions spéciales de son département, de quitter, par exemple, le conseil de l'Amirauté parce que les finances étaient en désordre, ou le conseil de la Trésorerie parce que les relations étrangères du royaume n'étaient pas dans un état satisfaisant. Il n'était donc pas rare de voir, à cette époque, à la tête des affaires, des hommes qui différaient autant les uns des autres que Pulteney différait de Walpole, et Fox de Pitt.

Les conseils modérés et constitutionnels de Halifax, furent faiblement et timidement secondés par Francis North, lord Guildford, qui avait été nommé récemment garde du grand sceau. Le portrait de Guildford a été tracé minutieusement par son frère, Roger North, tory intolérant, écrivain affecté et pédant, mais observateur soigneux de tous ces menus détails qui répandent le jour sur le caractère des hommes. Il est extraordinaire que ce biographe, quoique sous l'in-

1. « North's Examen, » 69.

fluence d'une excessive partialité fraternelle et évidemment désireux de produire une ressemblance flatteuse, n'ait jamais pu peindre le garde des sceaux que comme l'homme le plus ignoble. Guildford, cependant, avait une intelligence lucide, une grande dextérité, une érudition suffisante en littérature et dans les sciences, et une connaissance plus que suffisante des lois. L'avarice, l'égoïsme et la lâcheté étaient ses vices principaux; il n'était pas insensible au pouvoir de la beauté, ni ennemi des plaisirs de la table; cependant, même dans sa jeunesse, ni les femmes, ni le vin, ne firent jamais commettre à ce frugal et circonspect libertin, un acte d'imprudente générosité. Quoique d'une famille noble, il s'éleva dans sa carrière par une adulation honteuse pour tout ce qui avait de l'influence dans les cours de justice. Il devint président de la cour des « Plaids Communs » (*Chief Justice of the Common Pleas*), et comme tel il avait participé à quelques-uns des assassinats juridiques les plus odieux, dont notre histoire ait gardé le souvenir. Il s'aperçut bien de suite que Oates et Bedloe étaient des imposteurs; mais le Parlement et le pays étaient en grande fermentation, le gouvernement était obligé de céder au mouvement, et North n'était pas homme à risquer une position élevée par amour de la justice et de l'humanité. En conséquence, tout en s'occupant en secret de rédiger une réfutation de tout cet échafaudage du complot papiste, il déclarait en public que l'évidence du complot était aussi claire que la lumière du soleil, et n'eut pas honte d'intimider, du haut de son siége, les malheureux catholiques romains qui avaient à défendre leur vie devant son tribunal. Il avait fini par atteindre le poste le plus élevé de la magistrature. Mais un légiste qui se livre pour la première fois à la politique à un âge avancé, et après avoir consacré nombre d'années à l'exercice de sa profession, se distingue rarement comme homme d'État, et Guildford ne fit pas exception à la règle générale. Il sentait si bien lui-même son incapacité, qu'il n'assistait jamais aux réunions dans lesquelles ses collègues discutaient les affaires étrangères, et même dans les questions relatives à sa profession, son avis dans le conseil avait moins de poids que celui d'aucun homme qui ait jamais tenu les sceaux. Cependant son influence, telle qu'elle était, fut toujours employée en faveur des lois.

L'adversaire le plus redoutable de Halifax fut Lawrence Hyde, créé récemment comte de Rochester; il était le plus intolérant et le plus inflexible des Tories. Les membres modérés de son parti se plaignaient que toutes les places de la Trésorerie, tant qu'il resta premier commissaire, fussent abandonnées à de bruyants fanatiques, dont les seuls

titres à l'avancement étaient de boire à la confusion du whiggisme et d'allumer des feux de joie pour brûler le bill d'Exclusion. Le duc d'York, heureux de trouver un caractère qui ressemblât autant au sien, soutenait son beau-frère avec passion et entêtement.

La cour était tenue dans une constante agitation par les efforts de ministres rivaux pour se dépasser et se supplanter les uns les autres. Halifax poussait le roi à convoquer un Parlement, à accorder une amnistie générale, à retirer au duc d'York toute participation dans le gouvernement, à rappeler Monmouth de l'exil, à rompre avec le roi de France et à former une étroite union avec la Hollande, sur les principes de la Triple Alliance. Le duc d'York, de son côté, redoutait la réunion du Parlement, regardait les Whigs vaincus avec une haine toujours égale, se flattait encore de voir l'accomplissement des projets formés plus de quinze ans auparavant à Douvres, ne cessait de représenter à son frère l'absurdité de laisser les sceaux entre les mains d'un homme républicain au fond du cœur, et recommandait avec force de donner à Rochester la place de Lord-trésorier.

Pendant que ces deux factions se combattaient, Godolphin, toujours prudent, silencieux, infatigable, ne prenait parti ni pour l'une ni pour l'autre; Sunderland, avec sa perfidie habituelle, intriguait contre les deux. Son vote en faveur du bill d'Exclusion l'avait fait disgracier et lui avait coûté sa place; mais, rentré en grâce par les soins officieux de la duchesse de Portsmouth et par sa soumission servile au duc d'York, il se trouvait de nouveau secrétaire d'État.

Quant à Louis XIV, il ne se montrait ni négligent, ni inactif. Tout semblait alors favoriser ses desseins. Il n'avait rien à redouter de l'empire d'Allemagne, qui guerroyait avec les Turcs, sur les bords du Danube; la Hollande, abandonnée à elle-même, ne pouvait lui résister. Il pouvait donc, sans rien craindre, se livrer à son ambition et à son insolence. Il s'empara de Dixmude et de Courtray, et bombarda Luxembourg; il exigea de la république de Gênes la soumission la plus humiliante. La France était parvenue au point le plus élevé de puissance auquel elle ait jamais atteint dans les dix siècles qui séparent le règne de Charlemagne de celui de Napoléon. On ne pouvait prévoir où s'arrêteraient ses conquêtes, si l'Angleterre pouvait être retenue dans un état de vasselage. La cour de Versailles désirait donc sur toute chose empêcher la convocation du Parlement, ainsi que la réconciliation des différents partis en Angleterre. Dans ce but, on prodigua promesses, menaces et corruptions de tout genre. Tantôt on faisait briller aux yeux de Charles l'espoir d'un subside, tantôt on l'effrayait

en lui disant que, s'il convoquait le Parlement, on publierait les articles du traité de Douvres. Plusieurs membres du Conseil se laissèrent corrompre; on essaya même, mais en vain, d'acheter Halifax. Quand on le vit incorruptible, toute l'habileté et l'influence de l'ambassade française n'eut plus qu'un but, celui de l'éloigner des affaires; mais son esprit attrayant et ses qualités variées l'avaient rendu si agréable à son maître, que ce but ne put être atteint [1].

Halifax ne se contenta pas de rester sur la défensive; il accusa ouvertement Rochester de malversations; on fit une enquête, et l'on découvrit que, par la faute du premier Lord de la Trésorerie, quarante mille livres sterling avaient été perdues pour la nation. Par suite de cette découverte, Rochester fut obligé d'abandonner non-seulement son espoir d'avoir la Verge Blanche, mais on lui fit quitter la direction des finances pour le placer au poste plus honorable mais moins lucratif et moins important de Lord-président. « J'ai vu bien des hommes « auxquels on faisait descendre les degrés à coups de pieds, dit alors « Halifax, mais lord Rochester est le premier que j'aie vu les monter « de la même manière. » Il fut remplacé à la Trésorerie par Godolphin, élevé depuis peu à la pairie.

Le débat n'en continuait pas moins; l'issue dépendait entièrement de la volonté du roi, et la volonté du roi ne pouvait se fixer. Dans ses incertitudes, il promettait tout, à tout le monde : il promettait de ne pas se séparer de la France; il promettait de rompre avec elle; il promettait de ne jamais convoquer un nouveau Parlement; il promettait de délivrer sans délai les lettres de convocation; il disait au duc d'York qu'Halifax ne resterait pas en place; il disait à Halifax que le duc d'York serait envoyé en Écosse. Publiquement, il affectait un implacable ressentiment contre Monmouth, et en secret il lui envoyait les assurances d'une affection inaltérable. Combien de temps eût pu durer son hésitation et quel en aurait été le terme, si sa vie se fût prolongée? On ne saurait le dire. Mais il mourut au commencement de l'année 1685, quand les partis opposés attendaient avec anxiété sa détermination. Une nouvelle scène s'ouvrit alors. En peu de mois les excès

1. Lord Preston, alors notre ambassadeur à Paris, écrivait à Halifax ce qui suit : « Je m'aperçois « que Votre Seigneurie est encore soumise à l'infortune de ne pas être en faveur à cette cour. M. Barillon n'ose vous honorer de sa faveur tant que son maître vous regarde d'un mauvais œil. Ils apprécient très-bien les talents de Votre Seigneurie, ce qui fait qu'ils vous redoutent et que par « conséquent aussi ils vous haïssent; et soyez assuré, Mylord, que s'ils avaient le pouvoir de vous « envoyer à Rufford, ils y emploieraient tous leurs moyens. Il y a deux choses, à ce que je vois, qui « déplaisent surtout en vous : votre discrétion et votre incorruptibilité. Ils ont déclaré la guerre à « ces deux choses-là. » Cette lettre est datée : 5 octobre (nouveau style) 1683.

du gouvernement effacèrent l'impression qu'avaient faite sur le public les excès de l'opposition ; la réaction violente qui avait abattu le parti whig fut suivie par une réaction plus violente encore, dans le sens opposé; des signes certains indiquaient que le grand conflit entre les prérogatives de la couronne et les priviléges du Parlement allait enfin se décider.

CHAPITRE III

Je me propose de décrire, dans ce chapitre, l'état de l'Angleterre à l'époque où la couronne passa de Charles II à son frère. Cette description, faite à l'aide de matériaux rares et épars, sera nécessairement très-imparfaite ; elle pourra cependant redresser quelques notions erronées qui ôteraient à la suite de mon récit sa lucidité et son intérêt.

Si nous voulons étudier avec fruit l'histoire de nos ancêtres, nous devons nous tenir constamment en garde contre les erreurs que peuvent faire naître en nous les noms si connus de familles, de lieux et de charges publiques; et nous ne devons jamais oublier que le pays dont nous lisons l'histoire était bien différent de celui dans lequel nous vivons. Dans toute science expérimentale, il y a une tendance vers la perfection ; dans tout être humain, il y a désir d'améliorer sa position. Ces deux grands principes ont pu souvent, lors même qu'ils ont été contrariés par des calamités publiques ou par de mauvais gouvernements, donner une impulsion rapide à la civilisation. Jamais de simples malheurs publics, ni même les fautes ordinaires d'une mauvaise administration, ne feront autant pour rendre une nation misérable que le progrès constant des lumières et les efforts incessants de chacun à améliorer sa position ne feront pour la rendre prospère. On a souvent remarqué que de prodigues dépenses, de lourds impôts, d'absurdes restrictions commerciales, des tribunaux corrompus, des guerres désastreuses, des séditions, des persécutions, des incendies et des inondations n'ont pu parvenir à détruire le capital du pays aussi rapidement que savaient le créer les efforts individuels des citoyens. Il est facile de prouver que, depuis six siècles au moins, nos richesses nationales se sont toujours accrues, pour ainsi dire, sans interruption; qu'elles étaient plus considérables sous les Tudors que sous les Plantagenets; qu'elles furent plus considérables encore sous les Stuarts que sous

les Tudors; qu'en dépit des batailles, des siéges et des confiscations, elles étaient plus grandes au jour de la Restauration qu'au jour où le Long-Parlement se réunit; et enfin, que, malgré une administration défectueuse et prodigue, une banqueroute publique, deux guerres funestes et dispendieuses, la peste et l'incendie, elles étaient plus grandes encore à la mort de Charles II qu'à l'époque de la Restauration. Ce progrès non interrompu pendant des siècles prit, vers le milieu du siècle passé, un développement significatif qui continue de nos jours, avec une accélération toujours plus marquée. Grâce à notre position géographique et à notre situation morale, nous avons été exempts, depuis plusieurs générations, des maux qui, ailleurs, ont arrêté l'essor ou détruit les fruits de l'industrie. Lorsque tous les pays du continent, de Moscou à Lisbonne, étaient le théâtre de guerres sanglantes et ruineuses, notre sol n'a vu aucun drapeau ennemi, si ce n'est comme trophée. Pendant que nous étions entourés de peuples en révolution, notre gouvernement n'a jamais été renversé par la violence. Depuis plus de cent ans, notre île n'a éprouvé aucun trouble qui puisse s'appeler insurrection; la loi n'a jamais été méconnue ni par la populace furieuse, ni par la royauté tyrannique; le crédit public a été sans tache, l'administration de la justice sans reproche. Même aux jours que les Anglais appellent avec raison leurs mauvais jours, nous jouissions de libertés civiles et religieuses qui eussent satisfait la plupart des nations de l'Europe. Tout Anglais a pu se dire avec confiance, que l'État le protégerait dans la possession de ce qu'il avait gagné par son industrie ou amassé par son économie. Sous l'influence bienfaisante de la paix et de la liberté, les sciences florissantes ont été appliquées aux intérêts matériels avec un succès inconnu auparavant. Aussi, notre pays a été témoin de changements dont l'histoire du vieux monde n'offre aucun exemple. Si l'Angleterre de 1685 pouvait, par quelque procédé magique, passer aujourd'hui sous nos yeux, nous ne reconnaîtrions pas un paysage sur cent, un édifice sur dix mille; le propriétaire ne reconnaîtrait pas son propre champ; l'habitant des villes ne reconnaîtrait pas sa propre rue. Tout a été changé, excepté les grands traits de la nature et quelques œuvres massives et durables de la main des hommes. On reconnaîtrait encore la montagne de Snowdon, le lac de Windermere, les dunes de Cheddar et la pointe de Beachy-Head; on retrouverait çà et là un monastère normand, ou un château témoin de la guerre des deux Roses; mais, à ces quelques exceptions près, rien ne serait reconnaissable. Des milliers de milles carrés, maintenant couverts de riches mois-

sons et de vertes prairies, que séparent des haies touffues, qu'ornent de populeux villages et d'élégantes maisons de campagne, ne nous apparaîtraient que comme des plaines arides, couvertes de bruyères ou de marais abandonnés aux oiseaux aquatiques; nous verrions des huttes éparses, bâties en bois et couvertes de chaume, aux endroits mêmes où l'on voit aujourd'hui des villes manufacturières et des ports dont les noms sont connus aux extrémités du globe. La capitale elle-même se réduirait à une proportion qui ne dépasserait guère le faubourg au sud de la Tamise. Le vêtement et les manières du peuple, le mobilier des appartements, les équipages, l'intérieur des boutiques et des maisons, ne nous surprendraient guère moins. De pareils changements dans une nation nous paraissent mériter tout autant l'attention de l'historien, qu'un changement de dynastie ou un changement de ministère.

Quand on veut se former une idée correcte de l'état d'une société à une époque donnée, les premières recherches doivent avoir pour but de savoir de combien de personnes se composait alors cette société. Malheureusement nous ne pouvons savoir d'une manière certaine quelle était la population de l'Angleterre en 1685; car aucun État n'avait encore adopté le sage système des recensements périodiques. Chacun faisait ses supputations; et comme on les faisait en général sans examen sérieux des faits, et sous l'influence puissante de préjugés et de passions, elles étaient souvent ridiculement absurdes. Quelques Londoniens intelligents parlaient de la capitale comme contenant plusieurs millions d'habitants. D'autres prétendaient savoir que, pendant les trente-cinq années qui s'étaient écoulées depuis l'avénement de Charles Ier jusqu'à la Restauration, la population de Londres s'était accrue de deux millions [1]. Même à l'époque des ravages de la peste et de l'incendie, quelques personnes croyaient généralement que Londres contenait un million et demi d'habitants [2]. D'autres, fatigués de ces exagérations, se jetèrent dans l'exagération inverse : ainsi, Isaac Vossius, un homme de science et d'intelligence, maintenait obstinément que l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande réunies ne contenaient que deux millions d'habitants [3].

1. « Observations on the Bills of Mortality, » par le capitaine John Graunt (sir William Petty), chap. XI.
2. « Elle comprenait au moins quinze cent mille habitants qui y passaient leurs jours. » « Great Britain's Beauty, » 1671.
3. Isaac Vossius : « De magnitudine Urbium Sinarum, » 1685. Vossius, ainsi que nous l'apprend Saint-Évremond, parlait sur ce sujet plus souvent et plus longuement qu'il ne convenait de le faire dans les cercles élégants.

Nous ne sommes pas cependant absolument dépourvus de moyens pour rectifier ces erreurs, conséquences de la vanité nationale chez quelques-uns, et d'un amour immodéré du paradoxe chez d'autres. Il existe trois supputations qui semblent mériter une attention particulière ; elles sont entièrement indépendantes les unes des autres, et, quoique basées sur des principes différents, elles diffèrent peu dans leur résultat.

Un de ces documents date de l'année 1696 : son auteur, Gregory King, héraut de Lancastre, était un statisticien politique d'une grande sagacité. Il prit pour base de ses calculs le nombre des maisons que portèrent sur leurs rôles les employés chargés, en 1690, de percevoir pour la dernière fois l'impôt des feux. Sa conclusion était que la population de l'Angleterre s'élevait à près de cinq millions et demi [1].

A peu près vers la même époque, le roi Guillaume III ayant désiré connaître la force relative des différentes sectes religieuses qui divisaient la nation, une enquête fut ordonnée ; des rapports lui furent adressés de tous les diocèses du royaume, et selon ces rapports le nombre de ses sujets anglais s'élevait à près de cinq millions deux cent mille [2].

Enfin, de nos jours, M. Finlaison, archiviste d'une grande expérience, a soumis les anciens registres de paroisse à tous les calculs que les progrès de la statistique permettent de faire. Son opinion est qu'à la fin du XVIIe siècle la population de l'Angleterre s'élevait à un peu moins de cinq millions deux cent mille âmes [3].

De ces trois estimations faites par différentes personnes désintéressées, avec des éléments différents, la plus élevée, qui est celle de King, n'excède que d'un douzième la plus faible, qui est celle de Finlaison. Nous sommes donc autorisés à dire que, sous le règne de Jacques II, l'Angleterre contenait de cinq millions à cinq millions cinq cent mille habitants. C'est-à-dire que, d'après le calcul le plus élevé, elle possédait moins d'un tiers de sa population actuelle, et à peine trois fois autant d'habitants qu'en contient aujourd'hui sa gigantesque capitale.

L'accroissement de la population a été grand dans tout le royaume,

1. « King's Natural and Political observations, » 1696. Ce précieux traité, qui doit être lu tel qu'il a été écrit par son auteur, et non dans le texte défiguré de Davenant, se trouve dans quelques éditions de « Chalmer's Estimate. »

2. « Dalrymple's Appendix » à la partie II, liv. Ier. La manière de recenser la population au moyen des sectes religieuses fut longtemps à la mode. Gulliver dit du roi de Brobdignag : « Il rit de ma « vieille arithmetique, comme il se plaisait à l'appeler, qui comptait notre population en supputant « le nombre de nos sectes politiques et religieuses. »

3. « Preface to the Population Returns of 1831. »

mais il a été plus considérable dans les comtés du nord que dans les comtés du midi. A vrai dire, une grande portion du pays, au delà de la Trent, est restée jusqu'au XVIII[e] siècle dans un état de barbarie. Des causes physiques et morales concoururent à empêcher la civilisation de s'étendre de ce côté. L'air y était malsain; la qualité du sol exigeait une culture habile et industrieuse, et on n'était ni habile, ni industrieux dans un pays devenu si souvent le théâtre de la guerre, et qui même, quand il jouissait d'une paix nominale, était constamment ravagé par des maraudeurs écossais. Avant l'union des deux couronnes britanniques, et longtemps après cette union, il y avait autant de différence entre les comtés de Middlesex et de Northumberland qu'il peut y en avoir maintenant entre l'État de Massachusetts et les établissements avancés à l'ouest du Mississipi, où les pioniers se font justice à coups de poignard et de carabine. Les traces laissées par des siècles de massacre et de pillage se voyaient encore distinctement à plusieurs milles au sud de la Tweed, dans l'aspect du pays et dans les mœurs sauvages du peuple. Il y avait encore de nombreuses compagnies de routiers dont le seul métier était de piller les habitations et d'enlever des troupeaux entiers de bestiaux. Aussitôt après la Restauration, on fut obligé de promulguer les lois les plus sévères pour mettre un terme à ces crimes. Les magistrats des comtés de Northumberland et de Cumberland furent autorisés à lever des bandes de gens armés pour la défense de l'ordre et des propriétés, et l'on pourvut à la dépense par une taxe locale [1]. Les paroisses étaient obligées d'entretenir des meutes de chiens limiers pour donner la chasse aux maraudeurs. Plus d'un vieillard, vers le milieu du XVIII[e] siècle, se rappelait encore avoir vu employer ces chiens féroces [2]. Cependant, malgré ces nombreux auxiliaires, il était souvent impossible de poursuivre ces voleurs jusque dans leurs retraites, sur les montagnes et dans les marais; car la topographie de ce pays sauvage était à peine connue. Jusqu'à l'époque de l'avénement de George III, la connaissance du sentier qui conduisait de Borrowdale à Ravenglas, était encore un secret soigneusement gardé par les hommes de la vallée qui probablement, dans leur jeunesse, l'avaient souvent traversé pour échapper aux poursuites de la justice [3]. Les habitations des grands propriétaires ainsi que les fermes considérables étaient fortifiées. Les troupeaux étaient parqués la nuit à l'abri des créneaux de l'habitation, qu'on désignait sous le nom de « Peel. »

1. Statuts 14 Car. II, c. 22; 18 et 19 Car. II, c. 3, et 30 Car. II, c. 2.
2. « Nicolson and Bourne ; Discourse on the ancient state of the Border, » 1777.
3. « Gray's Journal of a tour in the Lakes, » oct. 3, 1769.

Les habitants se couchaient avec des armes à leur chevet; de grosses pierres et de l'eau bouillante étaient toujours prêtes pour écraser ou échauder les pillards qui pouvaient, d'un moment à l'autre, assaillir la chétive garnison. Les juges, dans leurs tournées, accompagnés de tout le corps des avocats, des procureurs, des clercs, et de nombreux serviteurs, n'allaient de Newcastle à Carlisle que montés sur des chevaux, armés et escortés par un fort détachement de troupes sous le commandement des shériffs. Il fallait porter avec soi des vivres, car le pays était si désert qu'il n'offrait aucune ressource; et l'on montre encore l'emplacement où la cavalcade faisait halte pour le dîner, sous un chêne gigantesque. L'habitant des districts plus tranquilles était souvent choqué de la rigueur sommaire avec laquelle on administrait la justice criminelle; les jurés, animés par la haine et le sentiment du danger commun, condamnaient indistinctement les vols à main armée et les vols de bétail, avec autant de promptitude qu'une cour martiale après une révolte, et les condamnés étaient envoyés au gibet par vingtaines[1]. De nos jours, des vieillards se souviennent encore du temps où un chasseur, qui aurait poursuivi le gibier jusqu'aux sources du Tyne, aurait trouvé les bruyères de Keeldar Castle peuplées par une race aussi sauvage que les Indiens de la Californie, et entendu des femmes demi-nues chanter des airs barbares tandis que les hommes dansaient leurs rondes de guerre en brandissant leurs poignards[2].

La paix s'établit cependant lentement et difficilement sur la frontière, et à sa suite se développèrent l'industrie et les arts. On découvrit enfin que la région au nord de la Trent possédait dans ses mines de charbon une source de richesses plus précieuse que les mines du Pérou; on s'aperçut aussi que le voisinage des mines permettait d'établir avec profit toute espèce de manufacture, et le flot de l'émigration se dirigea vers le nord. Nous avons vu, dans les rôles de 1841, que l'ancienne province épiscopale d'York contenait deux septièmes de la population de l'Angleterre. A l'époque de la révolution, cette province n'en contenait, dit-on, qu'un septième[3]. Dans le comté de Lancastre la population est devenue neuf fois plus considérable, tandis que dans le Suffolk, le Norfolk et le Northampton elle a tout au plus doublé[4].

1. « North's life of Guildford; » et « Hutchinson's history of Cumberland, parish of Brampton. »
2. Voyez le journal de sir Walter Scott, oct. 7, 1827, dans sa Vie, par M. Lockhart.
3. « Dalrymple, Appendix » à la partie II, livre Ier. Les rôles de la taxe des feux conduisent à la même conclusion. Les feux de la province d'York n'étaient qu'un sixième de tous ceux de l'Angleterre.
4. Je ne peux pas prétendre, il va sans dire, à une bien grande exactitude; mais quiconque voudra

Nous pouvons parler des taxes avec plus de certitude et de précision que de la population. A la mort de Charles II, le revenu de l'Angleterre était faible, soit qu'on le compare à celui des autres gouvernements voisins, soit qu'on le compare aux ressources que le pays possédait déjà alors. Depuis la Restauration, ce revenu avait constamment augmenté avec les richesses nationales. Cependant il ne s'élevait guère qu'aux trois quarts du revenu de la Hollande et au cinquième du revenu de la France.

Le chapitre le plus important des recettes était celui de l'accise, qui, dans la dernière année du règne de Charles, produisit cinq cent quatre-vingt-cinq mille livres sterling, tous frais payés. Le revenu net des douanes s'éleva, dans la même année, à cinq cent trente mille livres sterling. Ces charges n'étaient pas un poids trop lourd pour la nation; mais la taxe des feux, quoique moins productive, excitait des murmures. Le profit que le Trésor retire des impôts directs n'est presque jamais en proportion avec le mécontentement qu'ils causent dans le peuple; et de toutes les taxes directes, celle des feux était la plus odieuse; car on ne pouvait l'asseoir que par le moyen de visites domiciliaires, visites pour lesquelles les Anglais ont toujours montré une aversion telle que d'autres nations peuvent à peine s'en faire une idée. Les plus pauvres propriétaires de maisons ne pouvaient pas toujours payer cet impôt à jour fixe; quand il en était ainsi, on saisissait sans pitié leurs meubles; car la taxe était affermée, et un fermier de taxes est proverbialement reconnu comme le plus rapace des créanciers. On accusait hautement les collecteurs de remplir leur impopulaire devoir avec dureté et insolence; on disait que dès qu'ils paraissaient à la porte d'une cabane les enfants se mettaient à pleurer, et les vieilles femmes s'empressaient de cacher leur vaisselle; quelquefois même le seul lit de toute une pauvre famille était enlevé et vendu. Le produit net de cet impôt ne dépassait pas deux cent mille livres sterling par an[1].

se donner la peine de comparer les rôles de l'impôt des feux sous Guillaume III avec le recensement de 1841, arrivera à une conclusion qui ne différera guère de la mienne.

1. On trouve dans la Bibliothèque de Pepys quelques ballades du temps, sur cette taxe des feux. J'en donnerai un ou deux échantillons :

Les bonnes vieilles femmes, quand elles aperçoivent l'homme de la cheminée,
Courent dans leurs recoins, cachent leurs pots et leurs marmites.
Il n'y a pas une commère, sur dix, dans tout le pays,
Qui ne trouve une malédiction ou deux pour les hommes de la cheminée.

Et encore :

Ils entrent comme des soldats pillards,
Vendent à l'encan le bien du pauvre,

Si aux trois grandes sources de revenu dont nous venons de parler on ajoute les domaines de la couronne, bien plus considérables alors que maintenant; la dîme et les prémices, qui n'avaient pas encore été abandonnés à l'Église; la propriété des duchés de Cornwall et de Lancastre, les confiscations et les amendes, nous trouverons que le revenu annuel de la couronne se montait à quatorze cent mille livres sterling: ce revenu, qu'on avait accordé à Charles pour toute sa vie, il était libre de le dépenser comme il lui plaisait; et toutes les économies qu'il pouvait faire sur les dépenses publiques venaient encore l'augmenter. Nous parlerons bientôt de l'administration des postes, dont les bénéfices avaient été affectés à l'apanage du duc d'York.

La couronne était ou plutôt aurait dû être responsable du paiement annuel de quatre-vingt mille livres à peu près, intérêt de la somme frauduleusement retenue par l'Échiquier du temps de la Cabale. Tant que Danby avait été à la tête des finances, les créanciers de l'État avaient reçu leurs dividendes, il est vrai sans la stricte régularité des temps modernes, mais enfin ils les avaient reçus. Ceux qui lui succédèrent à la Trésorerie, ou montrèrent moins d'habileté, ou s'inquiétèrent moins du maintien du crédit public; car, depuis la grande victoire du parti de la cour sur les Whigs, pas un sou n'avait été payé, et toute réclamation fut inutile jusqu'à ce qu'un nouveau sytème financier eût été établi par une nouvelle dynastie. Ce serait commettre une grave erreur que de croire que ce fut Guillaume III qui introduisit dans notre île le système de pourvoir aux embarras de l'État par des emprunts. Depuis un temps immémorial, chaque gouvernement, dans notre pays, avait pu contracter et avait contracté des dettes. Ce que la Révolution a introduit en Angleterre, c'est le système de les payer scrupuleusement [1].

En volant ainsi les créanciers de l'État, il était possible de se faire un revenu de près de quatorze cent mille livres, et avec quelques

Les enfants effrayés crient à tue-tête;
Mais rien n'abat leur orgueil insolent.

Dans le Musée britannique il y a des vers de complainte composés sur le même sujet et dans le même esprit.

Ou, si par pauvreté on ne paie point,
Ils arrachent sans pitié l'unique lit
Sur lequel repose la tête fatiguée du pauvre,
Le privant, à la fois, de repos et de pain.

Je saisis cette occasion, la première qui me soit offerte, de témoigner au directeur et au sous-directeur du collége de la Madeleine, à Cambridge, ma reconnaissance pour l'obligeance qu'ils ont mise à m'ouvrir les riches collections de Pepys.

1. On trouvera dans le « Commons' Journal » du 1er mars 1688 et du 20 mars 1689, les principales raisons qui justifient cette assertion.

secours supplémentaires de la France, c'était assez pour subvenir à toutes les charges du gouvernement et même aux folles dépenses de la cour; car le fardeau financier qui pesait le plus sur les grandes puissances continentales se faisait à peine sentir en Angleterre. La France, l'Allemagne et la Hollande entretenaient, au milieu de la paix, des armées plus considérables que n'en avaient commandé, en temps de guerre, Henri IV et Philippe II. On élevait dans ces pays, d'après des principes inconnus au duc de Parme et à Spinola, des bastions et des ravelins; on entassait les approvisionnements d'armes et de munitions, de telle sorte que Richelieu lui-même, dont la génération précédente avait admiré les prodiges, en eût été émerveillé. On n'aurait pu faire un voyage de quelques milles sans entendre les tambours d'un régiment en marche, ou sans avoir à répondre au « Qui vive? » de quelque sentinelle gardant un pont-levis. Au contraire, on pouvait parcourir et habiter notre pays sans que l'oreille ou l'œil fût jamais averti par un son ou un signe guerrier, que la défense des nations était devenue une science et une carrière. La plupart des Anglais au-dessous de vingt-cinq ans n'avaient probablement jamais vu une compagnie de soldats réguliers. De toutes les villes qui, dans les guerres civiles, avaient courageusement repoussé des armées ennemies, il n'en était pas une peut-être qui eût pu soutenir un siége. Les portes en restaient ouvertes nuit et jour; les fossés étaient sans eau; les remparts étaient tombés en ruine, ou si on les avait entretenus, ce n'était que pour procurer aux bourgeois de la ville une promenade agréable dans les soirées d'été. La plupart des donjons féodaux avaient été démantelés par les canons de Cromwell et de Fairfax, et gisaient, couverts de lierre, en monceaux de ruines. Ceux qui étaient encore debout avaient perdu leur apparence guerrière, et n'étaient plus que les palais champêtres de l'aristocratie. Les fossés ne servaient plus qu'à conserver des carpes et des brochets; les remparts avaient été plantés d'arbustes odoriférants, au milieu desquels serpentaient des allées conduisant à des serres ornées de glaces et de tableaux[1]. Au bord de la mer, sur les caps, ainsi que sur quelques montagnes de l'intérieur, on pouvait voir encore de longs poteaux surmontés de barils; jadis ils étaient remplis de poix. Dans les moments de danger, des hommes montaient la garde au pied de ces poteaux, et quelques heures après qu'une voile espagnole avait été vue en mer, ou qu'une bande de routiers écossais avait traversé la Tweed, les feux

1. Voyez, par exemple, le tableau du rempart à Marlborough dans « Stukeley's Itinerarium Curiosum. »

brillaient à cinquante milles à la ronde, et des comtés entiers couraient aux armes. Mais bien des années s'étaient écoulées depuis qu'on n'avait allumé ces signaux, et on les considérait plutôt comme de curieux restes de nos mœurs anciennes, que comme faisant partie d'un système de défense nécessaire à la sûreté de l'État[1].

La loi ne reconnaissait d'autre armée que la milice qui avait été réorganisée par deux actes passés au Parlement peu de temps après la Restauration. Tout Anglais qui jouissait de cinq cents livres sterling de rente provenant de biens-fonds, ou qui avait six mille livres de capital, était tenu de fournir, équiper et payer de ses deniers un cavalier. Celui qui avait cinquante livres sterling de rente en terres ou un capital de six cents livres devait également fournir un piquier ou un mousquetaire. Les propriétaires moins riches formaient des associations sans nom spécial dans notre langue, mais qu'un Athénien eût appelées *synteleia*, et chacune de ces associations, selon ses moyens, devait fournir un cavalier ou un fantassin. On estimait en général à cent trente mille hommes le chiffre total de cette cavalerie et de cette infanterie[2].

Le roi, d'après l'ancienne constitution du royaume et l'assentiment récent et solennel des deux Chambres, était l'unique chef de cette force importante, et les Lords-lieutenants et leurs députés n'y avaient de commandement que sous ses ordres. Ceux-ci fixaient l'époque des réunions pour les exercices et les inspections, qui ne pouvaient durer plus de quatorze jours par année, et les juges de paix avaient droit d'infliger de faibles punitions pour les fautes de discipline. Les frais ordinaires de ces réunions n'étaient pas à la charge de la couronne; mais quand les milices étaient conduites à l'ennemi, l'État se chargeait de leur subsistance, et elles étaient soumises à toute la rigueur des lois martiales.

Ceux qui voyaient cette milice d'un mauvais œil étaient nombreux. Les Anglais qui avaient beaucoup voyagé sur le continent, qui s'étaient extasiés devant la sévère précision qui faisait mouvoir chaque sentinelle des forteresses bâties par Vauban, qui avaient vu les admirables armées de l'Allemagne inondant toutes les routes pour chasser les Turcs des portes de Vienne, qui avaient été éblouis par la pompe guerrière de la maison militaire de Louis XIV, se moquaient de la manière gauche dont les paysans du Devonshire et du Yorkshire marchaient et manœuvraient, portaient leurs mousquets et leurs piques.

1. « Chamberlayne's State of England, » 1684.
2. 13 et 14 Car. II, c. 3; 15 Car. II, c. 4. « Chamberlayne's State of England, » 1684.

Les ennemis de la liberté et de la religion anglicane regardaient aussi avec aversion une force armée qu'on ne pouvait, sans un extrême péril, employer contre ces libertés et cette religion, et ne laissaient échapper aucune occasion de déverser le ridicule sur ces soldats rustiques [1]. Les patriotes éclairés, qui comparaient ces recrues inexpérimentées aux bataillons qu'on transportait en quelques heures, en temps de guerre, jusqu'aux côtes de Kent ou de Sussex, étaient forcés de reconnaître que, quelque dangereux qu'il pût être de maintenir un établissement militaire permanent, il était plus dangereux encore de risquer l'honneur et l'indépendance du pays sur le résultat d'un engagement entre des laboureurs commandés par des juges de paix et de vieux soldats conduits par des maréchaux de France. Dans le Parlement cependant il fallait n'exprimer ces opinions qu'avec quelque réserve, car la milice était une institution éminemment populaire : toute parole de blâme à son égard excitait l'indignation des deux grands partis de l'État, et surtout de celui qui s'était le plus distingué par son dévouement à la monarchie et à l'église anglicane. La milice des comtés était presque exclusivement commandée par des nobles et des gentilshommes du parti tory, qui, fiers de leurs fonctions militaires, prenaient comme personnelle toute insulte adressée au corps auquel ils appartenaient. Ils ne se dissimulaient pas que tout ce qu'on disait contre la milice se disait en faveur d'une armée permanente, et le nom seul d'armée permanente leur était odieux. Une armée de ce genre avait déjà dominé une fois en Angleterre, et sous sa domination le roi avait été décapité, la noblesse dégradée. les propriétaires dépossédés, l'Église persécutée. Il n'y avait pas un grand propriétaire qui ne pût citer les outrages et les injustices que son père ou lui avaient eu à souffrir de la soldatesque parlementaire : c'était un vieux Cavalier qui avait vu sauter son château ; un autre dont les ormes séculaires avaient été abattus ; un troisième ne pouvait entrer dans l'église de sa paroisse sans que l'écusson mutilé de sa famille et les statues décapitées de ses

1. Dryden, dans son poëme de « Cymon et Iphigénie, » exprime avec sa finesse et son énergie habituelle les sentiments qui prévalaient parmi les courtisans de Jacques II.

Le pays retentit de cris d'alarme,
Et les champs fourmillent de miliciens rudes et novices,
Bouches sans bras, entretenues à grands frais,
Lourde charge en temps de paix, pauvre défense en temps de guerre.
La bande fanfaronne s'élance intrépide, une fois par mois,
Toujours prête, excepté quand on a besoin d'elle.
C'était le jour où pour faire parade,
Elle s'alignait par rangs et par files,
Et jouant un instant à la guerre,
Courait vite s'enivrer, véritable affaire de la journée.

ancêtres vinssent lui rappeler qu'un jour les soldats de Cromwell avaient fait une écurie de cette église. Aussi ces mêmes royalistes, prêts à se battre pour leur roi, étaient-ils les derniers auxquels il pût se hasarder à demander les moyens de solder une armée permanente.

Toutefois, peu de mois après la Restauration, Charles avait commencé à former un noyau d'armée régulière. Il ne se sentait pas en sûreté dans un palais voisin d'une grande cité encombrée encore des soldats récemment licenciés de la Cinquième Monarchie, s'il n'avait à leur opposer pour sa défense personnelle que des troupes de milice et les officiers du palais. Aussi, tout indifférent et prodigue qu'il était, essaya-t-il d'économiser sur ses plaisirs une somme suffisante pour maintenir des gardes du corps. Ses revenus avaient augmenté en même temps que s'étaient accrus le commerce et les richesses publiques, et il était en état, en dépit des murmures et des remontrances des Communes, d'augmenter graduellement cette force régulière. Quelques mois même avant la fin de son règne, il y avait beaucoup ajouté en abandonnant l'inutile, malsain et dispendieux établissement de Tanger aux tribus barbares du voisinage : la garnison, qui consistait en un régiment de cavalerie et deux régiments d'infanterie, fut rappelée en Angleterre.

C'est ce noyau formé par Charles qui a été le germe de cette grande et immortelle armée qui, de nos jours, est entrée triomphante à Madrid et à Paris, à Canton et à Candahar. Les gardes du corps, qui maintenant forment deux régiments, étaient alors divisés en trois, de deux cents carabiniers chacun, les officiers non compris. Ce corps, auquel la garde du roi et de la famille royale était confiée, avait un caractère particulier. Les soldats eux-mêmes étaient désignés comme gentilshommes de la garde ; beaucoup d'entre eux appartenaient à de bonnes familles et avaient été officiers pendant les guerres civiles. La solde était plus forte que celle des régiments les plus favorisés de notre époque, et pouvait alors suffire à l'entretien d'un fils cadet de gentilhomme campagnard. Leurs beaux chevaux, leurs riches harnachements, leurs cuirasses et leurs habits de peau de buffle ornés de rubans, de velours et de tresses d'or, faisaient le plus bel effet dans le parc de Saint-James. A chacun de ces régiments étaient attachées des compagnies de « dragons-grenadiers » qui sortaient des classes inférieures et étaient moins payés. Un autre régiment de cavalerie de la maison militaire, distingué par un uniforme bleu et des manteaux de même couleur, et qu'à cause de cela on appelle encore « les Bleus, » était ordinairement caserné dans le voisinage de la capitale. Non loin de Londres stationnait aussi le régiment désigné maintenant

sous le nom de premier régiment de dragons, et qui était alors le seul de l'armée anglaise. On venait de le former avec les cavaliers revenus de Tanger. Quelques autres dragons, qui n'étaient pas enrégimentés, étaient cantonnés aux environs de Berwick pour faire la police parmi les maraudeurs de la frontière. A cette époque, les dragons étaient considérés comme particulièrement propres à ce genre de service; depuis, ils sont devenus de simples cavaliers. Mais au xviie siècle, Montecuculli nous décrit minutieusement le dragon comme un fantassin qui ne se servait de cheval que pour se transporter plus vite sur le point où l'appelait le service militaire.

L'infanterie de la maison militaire du roi était composée de deux régiments qui alors, comme aujourd'hui, s'appelaient l'un, le premier régiment des Gardes à pied, l'autre, Gardes « Coldstream ; » ils faisaient ordinairement le service des environs de Whitehall et de Saint-James ; mais comme il n'y avait alors aucune caserne et que la « Pétition des Droits » s'opposait à ce qu'ils fussent logés chez les bourgeois, ils se logeaient dans les cabarets de Westminster et du Strand.

Il y avait cinq autres régiments d'infanterie. L'un d'eux, qu'on appelait régiment de « l'Amiral » était spécialement destiné à servir à bord de la flotte. Les quatre autres comptent encore comme nos quatre premiers régiments de ligne. Deux d'entre eux avaient longtemps soutenu sur le continent la réputation de la valeur anglaise ; le premier, le régiment « Royal », avait pris sous le grand Gustave une brillante part à la délivrance de l'Allemagne. Le troisième régiment, distingué par des parements couleur de chair, ce qui lui fit donner le surnom si connu de « Buffs, » ne combattit pas avec moins d'ardeur, sous Maurice de Nassau, pour la délivrance de la Hollande. Après bien des vicissitudes, Charles avait aussi rappelé ces deux braves régiments et les avait incorporés dans l'armée anglaise.

Le deuxième et le quatrième régiment de notre infanterie de ligne actuelle, ceux-là mêmes qui, en 1685, revinrent de Tanger, n'avaient pas perdu les habitudes de licence et de cruauté, contractées dans leurs longues guerres avec les Maures. Il y avait encore quelques compagnies d'infanterie non enrégimentées qui stationnaient au fort de Tilbury, à Portsmouth, à Plymouth et sur quelques autres points importants près de la côte.

Dès le commencement du xviie siècle, l'armement de l'infanterie avait éprouvé un grand changement. La pique avait graduellement été remplacée par le mousquet, et vers la fin du règne de Charles II, la plus grande partie de l'infanterie était composée de mousquetaires;

cependant il restait encore bon nombre de piquiers. On apprenait de temps en temps à ces différentes troupes le maniement des armes qui n'étaient pas à leur usage spécial. Le fantassin portait au côté une épée pour la mêlée; le dragon était armé comme un mousquetaire, mais il avait de plus une arme, depuis longtemps en usage, que les Anglais appelaient alors poignard, mais qui après notre révolution a été plus connue parmi nous sous le nom français de baïonnette. La baïonnette ne fut pas d'abord une arme aussi meurtrière qu'elle l'est devenue depuis, car elle s'introduisait dans l'orifice du canon, et pendant l'action le soldat perdait beaucoup de temps à l'ôter pour faire feu, puis à la remettre pour croiser le mousquet.

L'armée régulière, telle qu'elle existait en Angleterre au commencement de 1685, s'élevait, tout compris, à près de sept mille hommes d'infanterie, et dix-sept cents cavaliers ou dragons. A peu près deux cent quatre-vingt-dix mille livres sterling par an (moins du dixième de ce que coûtait en temps de paix l'établissement militaire de la France), suffisait à l'entretien complet de notre armée. Le simple soldat garde du corps recevait quatre schellings par jour; dans les « Bleus, » deux schellings et demi; dans les « Dragons, » dix-huit sous; dans les « Gardes à pied, » dix sous; et dans l'infanterie de ligne, huit sous anglais. La discipline était très-relâchée, et il ne pouvait guère en être autrement dans un pays où la loi commune ne reconnaissait pas les conseils de guerre et ne faisait, en temps de paix, aucune différence entre un soldat et un citoyen. Le Parlement le plus dévoué, si le gouvernement l'eût proposé, se serait refusé à passer un bill pour la répression des révoltes militaires. Un soldat qui frappait son colonel n'encourait que la pénalité ordinaire pour attaques et voies de fait; s'il refusait d'exécuter un ordre, s'endormait en faction ou désertait son drapeau, il n'était passible pour cela d'aucune peine légale. Sans aucun doute, on infligeait des punitions militaires sous le règne de Charles II, mais elles étaient sobrement administrées et de manière à ne pas provoquer d'appel aux cours de justice de Westminster-Hall.

Il n'était guère probable qu'une armée, telle que nous venons de la décrire, pût jamais réduire cinq millions d'Anglais en esclavage; elle eût été à peine capable de vaincre une insurrection à Londres, si la milice de la Cité s'était jointe aux insurgés. En cas d'insurrection en Angleterre, le roi ne pouvait guère compter non plus sur le secours des autres parties de ses États; car les royaumes d'Écosse et d'Irlande supportaient, il est vrai, un établissement militaire, mais il suffisait à peine à contenir, dans l'un les Puritains, dans l'autre les Papistes

opprimés. Le gouvernement avait cependant encore une importante ressource militaire que nous ne devons pas omettre. Il y avait à la solde de la Hollande six beaux régiments, autrefois commandés par le brave Ossory; trois de ces régiments avaient été levés en Angleterre et trois en Écosse. Le roi d'Angleterre s'était réservé le droit de les rappeler, s'il avait besoin de leur secours contre un ennemi étranger ou domestique. En attendant, ils se trouvaient entretenus sans qu'il lui en coûtât un sou, et soumis à une bonne discipline qu'il n'eût pas osé leur imposer lui-même [1].

Si les craintes ombrageuses du Parlement et de la nation rendaient impossibles la formation et le maintien d'une formidable armée permanente, rien n'empêchait le roi d'élever l'Angleterre au premier rang des puissances maritimes. Whigs et Tories étaient prêts à applaudir à l'envi toute mesure tendant à augmenter une force, qui tout en protégeant efficacement la patrie contre un ennemi étranger, était impuissante contre les libertés civiles. Les plus grands succès de nos soldats, dont la génération d'alors pouvait se souvenir, avaient été obtenus dans des guerres contre des princes anglais; tout au contraire, les victoires de nos matelots avaient été remportées sur un ennemi étranger, et avaient détourné de notre sol la désolation et le pillage. La moitié de la nation ne se souvenait qu'avec horreur de la bataille de Naseby, et l'orgueil que faisait naître celle de Dunbar était mêlé à des sentiments bien pénibles. Mais c'était avec un enthousiasme sans mélange que tous les partis se souvenaient de la défaite de l'Armada et des engagements de Blake avec les Hollandais et les Espagnols. Depuis la Restauration, les Communes n'avaient cessé, même lorsqu'elles étaient le plus mécontentes et le plus économes, de se montrer généreuses jusqu'à la prodigalité chaque fois que l'intérêt de la marine était en jeu. Lorsque, sous l'administration de Danby, on leur fit connaître que plusieurs des vaisseaux du roi étaient vieux et hors d'état de tenir la mer, la Chambre, quoiqu'elle ne fût guère alors disposée à la générosité, accorda une aide de près de six cent mille livres sterling, pour la construction de trente nouveaux bâtiments de guerre.

Les vices de l'administration rendirent stérile cette libéralité nationale. La liste des vaisseaux du roi avait, il est vrai, une belle apparence : on y voyait neuf bâtiments du premier rang, quatorze du

1. La majeure partie des matériaux dont je me suis servi pour ces appréciations de l'armée régulière se trouvent dans les « Historical Records of Regiments, » publiés par ordre de Guillaume IV, et sous la surveillance de l'adjudant-général. Voyez aussi « Chamberlayne's State of England, » 1684; « Abridgement of the English military discipline, » imprimé par ordre spécial en 1685; et « Exercise of foot, » imprimé aussi par ordre de Sa Majesté en 1690.

second, trente-neuf du troisième, et un bon nombre de grandeur inférieure; mais ces vaisseaux de premier rang ne valaient pas les vaisseaux de troisième classe de nos jours, et ceux du troisième ne brilleraient pas à côté de nos frégates. Une semblable flotte, cependant, si elle eût été effective, eût alors été regardée comme formidable par les plus grands potentats de l'Europe, mais elle n'existait que sur le papier. A la fin du règne de Charles II, notre marine était tombée dans une décadence et une ruine telles, qu'on aurait peine à y croire si les rapports impartiaux et unanimes de témoins compétents ne nous en fournissaient les preuves. Pepys, l'homme le plus entendu de l'Amirauté anglaise, écrivit en 1684, pour l'édification de Charles II, un mémoire détaillé de l'état de son département; quelques mois plus tard, Bonrepaux, l'homme le plus entendu de l'Amirauté française, ayant visité l'Angleterre dans le but spécial de connaître notre force maritime, mit sous les yeux de Louis XIV le résumé de son enquête. Ces deux rapports sont pour ainsi dire identiques. Bonrepaux déclarait qu'il avait trouvé toute chose en désordre et dans la plus misérable condition, qu'à Whitehall on reconnaissait avec honte et envie la supériorité de la marine française, et qu'enfin l'état de notre flotte et de nos chantiers était une garantie suffisante de notre neutralité dans les affaires de l'Europe[1]. Pepys informait son maître que l'administration maritime était un prodige de négligence, de prodigalité, de corruption et d'ignorance; qu'on ne pouvait se fier à aucune estimation, qu'aucun contrat n'était exécuté, qu'aucun contrôle n'était exercé. Les vaisseaux que le gouvernement avait fait construire, grâce aux récentes libéralités du Parlement, et qui n'étaient jamais sortis des havres, l'avaient été avec de si mauvais bois qu'ils pouvaient encore moins tenir la mer que les vieilles carcasses qui, trente ans auparavant, avaient reçu les bordées des Hollandais et des Espagnols. Quelques-uns étaient tellement pourris, qu'à moins de promptes réparations, ils couraient risque de couler bas sous leurs amarres. Les matelots étaient payés avec si peu de ponctualité qu'ils s'estimaient heureux de trouver des usuriers qui leur achetassent leurs billets de solde à quarante pour cent de perte. Les commandants qui n'avaient pas d'amis puissants à la cour n'étaient pas mieux

1. Je fais allusion à une dépêche de Bonrepaux adressée à Seignelay, en date du 8-18 février 1686. A la paix d'Amiens, elle fut copiée aux Archives françaises pour M. Fox, et elle m'a été confiée, ainsi que d'autres documents recueillis par ce grand homme, par l'obligeance de feu lady Holland et du lord actuel. Je dois ajouter que, même au milieu des troubles qui dernièrement ont agité Paris, je n'ai eu aucune difficulté à obtenir des fonctionnaires français communication de dépêches qui pouvaient remplir des lacunes dans la collection de M. Fox.

traités. On avait vu des officiers auxquels étaient dus de gros arriérés de solde, mourir dans le besoin après avoir importuné le gouvernement de leurs réclamations pendant de longues années.

La plupart des bâtiments à flot étaient commandés par des hommes qui n'avaient pas été élevés pour la mer. Ceci n'était point, il est vrai, un abus introduit par le gouvernement de Charles. Aucun État, ancien ou moderne, n'avait jusqu'alors complétement séparé les services militaires de terre et de mer. Dans les grandes nations civilisées de l'antiquité, Cimon et Lysandre, Pompée et Agrippa avaient livré bataille et sur terre et sur mer. L'impulsion que la science nautique avait reçue vers la fin du xv[e] siècle, n'avait amené aucun changement matériel dans la division du service : à Flodden, l'aile droite de l'armée victorieuse était conduite par un amiral anglais; à Jarnac et à Moncontour, les Huguenots étaient commandés par un amiral de France; don Juan d'Autriche, le vainqueur de Lépante, et lord Howard, auquel fut confiée la direction des affaires maritimes lors de la tentative d'invasion des Espagnols, n'avaient reçu aucune éducation nautique; Raleigh, si célèbre dans le commandement des forces navales, avait longtemps servi sur terre en France, en Hollande et en Irlande; Blake, avant d'humilier sur l'Océan la Castille et la Hollande, s'était distingué par le courage et l'habileté qu'il avait montrés dans la défense d'une place forte. Ce système n'avait pas changé depuis la Restauration : de grandes flottes avaient été confiées à la direction de Rupert et de Monk; Rupert, qui était renommé surtout, comme un brillant et audacieux officier de cavalerie, et Monk, qui faisait rire tout son équipage en criant, lorsqu'il voulait qu'on virât à bâbord : « Par le flanc gauche! marche! »

Vers cette époque quelques hommes intelligents comprirent enfin que les rapides progrès dans l'art de la guerre et dans celui de la navigation rendaient nécessaire la séparation de ces deux professions. Le commandement d'un régiment ou d'un vaisseau parut enfin une occupation suffisante pour une seule intelligence. Depuis l'année 1672, le gouvernement français avait commencé à élever, dès l'âge le plus tendre, pour le service de mer, des jeunes gens de bonne famille; mais le gouvernement anglais, au lieu de suivre ce bon exemple, continua non-seulement à nommer des officiers de terre à des commandements de mer, mais encore en choisit qui, même sur terre, eussent été incapables d'occuper des postes importants. On confiait à tout adolescent de noble naissance, à tout courtisan débauché que recommandait quelque maîtresse du roi, le comman-

dement d'un vaisseau de ligne, et avec ce commandement l'honneur du pays et la vie de centaines de braves gens. Peu importait qu'il n'eût jamais navigué, excepté peut-être sur la Tamise, qu'il ne pût garder son équilibre dans une bourrasque, qu'il ne sût pas faire la distinction entre la latitude et la longitude! Aucune instruction préparatoire n'était jugée nécessaire, ou tout au plus lui faisait-on faire une courte excursion sur un bâtiment de guerre où il n'était soumis à aucune discipline, était traité avec déférence, et passait son temps à jouer et à boire. Si dans les intervalles de ces orgies il parvenait à apprendre quelques phrases techniques et les noms des points de la boussole, c'était plus qu'il n'en fallait pour commander un vaisseau de ligne. Je n'exagère point. En 1666, John Sheffield, comte de Mulgrave, s'embarqua à l'âge de dix-sept ans pour servir comme volontaire contre la Hollande; il passa six semaines à bord, s'amusant de son mieux en compagnie de quelques jeunes libertins de haute volée, et revint prendre le commandement d'une troupe de cavalerie. Depuis, il ne navigua plus jusqu'en 1672, époque à laquelle il rejoignit la flotte où on le nomma presque immédiatement capitaine d'un vaisseau de quatre-vingt-quatre réputé le plus beau de la marine anglaise. Agé de vingt-trois ans seulement, il n'avait navigué tout au plus que trois mois. Dès qu'il débarqua, on le fit colonel d'un régiment d'infanterie. Telle était la manière dont les commandements les plus importants de la marine étaient donnés alors. L'exemple que je viens de citer est loin d'être un des pires; car Mulgrave, tout en manquant d'expérience, ne manquait ni de talents ni de courage. Bien d'autres eurent un avancement semblable sans être de bons officiers, et quoique moralement et intellectuellement ils fussent incapables de jamais le devenir. Leur seule recommandation était de s'être ruinés par leurs débauches et leurs extravagances. Ce qui attirait surtout ces hommes dans le service de mer, c'était l'espoir des bénéfices à faire sur les transports de lingots et autres marchandises de valeur; car à cette époque, la Méditerranée et l'Océan étaient tellement infestés par les pirates Barbaresques, que les négociants ne voulaient confier leurs précieuses cargaisons qu'à des bâtiments de guerre. C'est par ces moyens qu'un capitaine gagnait ainsi quelquefois plusieurs milliers de livres sterling dans un court voyage; c'est aussi pour cela qu'il négligeait souvent les intérêts de son pays et l'honneur de son pavillon; qu'il cédait bassement aux exigences d'une puissance étrangère; qu'il désobéissait aux ordres les plus précis de ses supérieurs; qu'il relâchait quand il aurait dû poursuivre un pirate de Salé, et faisait voile pour Livourne avec une cargaison de dollars

quand il eût dû cingler vers Lisbonne. Tout cela se faisait avec impunité; les protections qui lui avaient fait obtenir un poste dont il était indigne étaient assez puissantes pour l'y maintenir. L'Amiral, nargué par ces mignons corrompus et débauchés de la cour, osait à peine prononcer entre ses dents le nom de cour martiale; l'officier qui avait un sentiment plus élevé de ses devoirs que ses camarades, s'apercevait bientôt qu'il y perdait de l'argent sans acquérir de la gloire. Le roi lui-même, avec l'ignoble légèreté qui lui était habituelle, répondit un jour à un capitaine qui disait avoir perdu, en obéissant strictement aux ordres de l'amirauté, une cargaison valant plus de quatre mille livres, qu'il était « un grand imbécile par-dessus le marché. »

La discipline du bord était à l'unisson. De même que le capitaine de cour méprisait les ordres de l'amirauté, de même l'équipage, à son tour, ne respectait guère les siens. Son savoir nautique était évidemment inférieur à celui du dernier de ses matelots, et l'on ne pouvait pas s'attendre à ce que de vieux loups de mer, familiarisés avec les ouragans des tropiques et les montagnes de glace du pôle Arctique, obéissent promptement et respectueusement à un chef qui ne connaissait des vents et des vagues que ce qu'il en avait pu apprendre dans une barque dorée entre Whitehall et Hampton-Court. Confier à un novice de cette espèce la manœuvre d'un bâtiment était impossible; aussi la retirait-on en général au capitaine pour la confier au maître d'équipage. Mais cette division du commandement entraînait de nombreux inconvénients. Entre ces deux autorités, la ligne de démarcation n'était pas, et ne pouvait peut-être pas être clairement définie; aussi s'élevait-il de perpétuelles contestations. Le capitaine, d'autant plus confiant en lui-même qu'il était plus ignorant, traitait le maître d'équipage avec un hautain mépris; celui-ci, après un peu de résistance, sachant bien à quoi il s'exposait en mécontentant un homme puissant, faisait taire la voix de son expérience, et c'était un grand bonheur si la perte du vaisseau et de l'équipage n'en était pas la conséquence. En général, les moins mauvais de ces capitaines aristocratiques étaient ceux qui abandonnaient complétement la direction du bâtiment, se contentant de faire de l'argent et de le dépenser. Leur genre de vie néanmoins était si fastueux et si voluptueux que, malgré leur âpreté au gain, ils s'enrichissaient rarement. Toujours vêtus comme pour un jour de gala à Versailles, ils ne mangeaient que dans de la vaisselle d'argent, ne buvaient que les vins les plus exquis; ils avaient à leur bord des harems, lorsque la famine et le scorbut décimaient leur équipage, et que chaque jour les sabords vomissaient des cadavres à la mer.

Telles étaient les manières habituelles de ces marins, qu'on appelait capitaines-gentilshommes. Heureusement pour notre pays, on trouvait à côté d'eux quelques officiers d'une nature différente; des hommes, qui avaient passé toute leur vie sur mer, qui avaient péniblement fait leur chemin, depuis la position la plus inférieure du gaillard-d'avant, jusqu'au rang distingué qu'ils occupaient. Sir Cristopher Mings, entré au service comme mousse, celui-là même qui tomba vaillamment en se battant contre la Hollande, et que son équipage en pleurs porta au tombeau en criant vengeance, fut un des plus éminents de ces officiers. C'est de lui que sortit, par un nouvel et curieux ordre de succession, une série de marins vaillants et expérimentés : sir John Narborough avait été mousse sous les ordres de Mings, et sir Cloudesley Shovel sous ceux de sir John Narborough. L'Angleterre ne doit jamais oublier ce qu'elle doit de reconnaissance au gros bon sens et au courage indomptable de cette classe d'hommes. C'est grâce à leur vaillance que, malgré les vices de l'administration et les fautes des amiraux de cour, nos côtes furent protégées, et que se soutint la réputation de notre pavillon, pendant de tristes et périlleuses années. Cette race de «*prélarts*,» comme on les appelait, paraissait étrange et à demi sauvage aux hommes de terre. Leurs connaissances étaient toutes professionnelles, et plutôt pratiques que scientifiques. Ils étaient simples comme des enfants quand ils n'étaient plus sur leur élément; leurs manières étaient peu raffinées; il y avait même de la rudesse jusque dans leur bonne humeur; et leur conversation, quand elle n'était pas composée de phrases nautiques, était trop souvent entremêlée de jurons et d'imprécations. Tels étaient les chefs à l'école desquels se formèrent ces intrépides guerriers dont Smollett nous a tracé le portrait, dans le siècle suivant, en la personne du lieutenant Bowling et du commodore Trunnion. Mais il ne paraît pas qu'il y ait eu au service d'aucun des princes de la maison des Stuarts un seul officier de marine, dans le sens que nous attachons actuellement à ce mot, c'est-à dire un homme instruit dans la théorie et la pratique de son état, habitué aux dangers des batailles et des tempêtes, et cependant d'un esprit cultivé et de manières polies. Dans la marine royale, sous Charles II, il y avait des gentilshommes et des marins; mais les marins n'étaient pas gentilshommes et les gentilshommes n'étaient pas marins.

La marine royale d'Angleterre, à cette époque, aurait pu, d'après des estimations exactes qui sont venues jusqu'à nous, être maintenue sur un pied respectable à l'aide de trois cent quatre-vingt mille livres

sterling par an. On en dépensait quatre cent mille tous les ans; mais, comme nous l'avons vu, pour un bien chétif résultat. La marine royale de France coûtait à peu près la même somme; celle de la Hollande coûtait beaucoup plus [1].

L'artillerie anglaise, si on la compare aux autres corps militaires de terre et de mer, au XVIIe siècle, paraît avoir moins coûté alors que de nos jours. Dans la plupart des garnisons, il y avait quelques canonniers; et de loin en loin, on trouvait un ingénieur, dans les postes plus importants. Mais il n'y avait ni régiment d'artillerie, ni compagnie de sapeurs et de mineurs, ni école où les jeunes soldats pussent apprendre la partie scientifique de la guerre. Ce n'était qu'avec une extrême difficulté qu'on mettait en mouvement les pièces de campagne. Quelques années plus tard, quand Guillaume d'Orange marcha du Devonshire sur Londres, les équipages d'artillerie qu'il avait avec lui, en usage depuis longtemps déjà sur le continent, et qu'on regarderait de nos jours à Woolwich comme grossiers et incommodes, excitèrent chez nos pères une admiration qui peut se comparer à celle des Indiens de l'Amérique à la vue d'une arquebuse castillane. Les provisions de poudre, dans les forts et les arsenaux anglais, s'élevaient, au dire patriotique de quelques écrivains exagérés, à un chiffre bien suffisant pour imprimer une crainte respectueuse aux nations étrangères. Ce chiffre était de quatorze ou quinze mille barils, à peu près le douzième de la quantité jugée nécessaire aujourd'hui. Les dépenses figurant au chapitre de l'artillerie s'élevaient, en moyenne, à un peu plus de soixante mille livres sterling par an [2].

Le total général de la dépense des forces effectives de terre et de mer et de l'artillerie, s'élevait à peu près à sept cent cinquante mille livres sterling. La dépense des forces non effectives, qui est maintenant un lourd fardeau pour l'État, n'existait pour ainsi dire pas alors: le nombre des officiers non employés et à demi-solde était très-restreint. Les lieutenants et capitaines qui avaient commandé des vais-

1. C'est surtout dans Pepys que j'ai puisé tous mes renseignements relativement à l'état de la marine à cette époque. Son rapport au roi Charles II, présenté en mai 1684, n'a jamais, je crois, été imprimé; le manuscrit est à Cambridge, dans la bibliothèque de « Magdalene college. » Il s'y trouve aussi un manuscrit très-précieux, contenant un compte détaillé des établissements maritimes du pays, en date de décembre 1684: « Memoirs relating to the state of the Royal Navy for ten years determined « december 1684. » Le journal de Pepys et sa correspondance pendant sa mission à Tanger sont imprimés. J'ai abondamment puisé dans ces différents documents. Voyez aussi: « Sheffield's Memoirs; — « Teonge's Diary; — Aubrey's Life of Monk; — The Life of sir Cloudesley Shovel, » 1708; et « Commons' Journals, » 1er et 20 mars 1688-9.

2. « Chamberlayne's State of England, » 1684; et « Commons' Journals, » 1er et 20 mars 1688-9. Après une enquête approfondie, il a été décidé, en 1833, que l'approvisionnement de poudre serait de cent soixante-dix mille barils. Cette ordonnance est encore en vigueur.

seaux de première ou de seconde classe, étaient seuls admis sur la liste. Et comme l'Angleterre ne possédait alors que dix-sept bâtiments de ce genre qui eussent jamais été à la mer, et qu'un grand nombre des officiers qui avaient commandé ces bâtiments avaient de bonnes places à terre, le chapitre affecté aux demi-soldes devait être extrêmement réduit[1]. Dans l'armée de terre, la demi-solde n'était accordée que comme allocation temporaire et spéciale à un petit nombre d'officiers de deux régiments seulement, qui étaient dans une position particulière[2]. L'hôpital de Greenwich n'avait pas encore été fondé; on bâtissait seulement celui de Chelsea, et les frais de cet établissement étaient fournis par une retenue sur la solde des troupes, et en partie par des souscriptions privées. Le roi n'avait promis qu'une contribution de vingt mille livres sterling pour l'érection du bâtiment, et cinq mille livres par an affectées à l'entretien des invalides[3]. Il n'était pas alors question d'admettre des invalides externes. La dépense totale des forces non effectives de terre et de mer n'excédait pas dix mille livres sterling par an; maintenant elle s'élève à dix mille livres par jour.

Quant à la dépense de l'administration civile, une très-faible portion seulement était à la charge de la couronne. La grande majorité des fonctionnaires chargés d'administrer la justice et de maintenir le bon ordre, donnait gratuitement ses services, ou recevait une rémunération qui n'était pas à la charge de l'État. Les shériffs, les maires, les échevins, les gentilshommes de campagne qui étaient juges de paix, les chefs des bourgs et les constables subalternes, ne coûtaient rien au roi. Les cours supérieures de justice étaient, en grande partie, rémunérées par des honoraires.

Nos relations avec les cours étrangères avaient été mises sur le pied le plus économique. Un seul agent diplomatique avait le titre d'ambassadeur : c'était celui qui résidait à Constantinople, et il était payé en partie par la Compagnie Turque. Même à la cour de Versailles, l'Angleterre n'avait qu'un envoyé, et elle n'en avait même pas aux cours d'Espagne, de Suède et de Danemark. La dépense totale de ce chapitre, vers la fin du règne de Charles II, ne peut pas avoir dépassé de beaucoup vingt mille livres sterling par an[4].

1. D'après les archives de l'Amirauté, il paraît que les officiers du pavillon furent admis à la demi-solde en 1668 ; les capitaines de première et de seconde classe ne le furent qu'en 1674.

2. *Warrant* du 26 mars 1678, aux archives du ministère de la guerre.

3. « Evelyn's Diary. » 27 janvier 1682. J'ai vu aussi une lettre du Sceau Privé qui confirme le témoignage d'Evelyn, elle est du 17 mai 1683.

4. Jacques II entretenait des envoyés aux cours d'Espagne, de Suède et de Danemark, et cepen-

Ces économies n'avaient rien de louable; comme toujours, Charles était ou avare ou libéral à contre-temps. Il affamait le service public pour engraisser des courtisans. Les sommes consacrées à la marine, à l'artillerie, aux pensions de vieux officiers dans le besoin et aux missions diplomatiques, doivent paraître bien mesquines à la génération présente; mais en revanche, les favoris du roi, ses ministres et leurs créatures se gorgeaient des deniers publics. Leurs salaires et leurs pensions, si nous les comparons avec les revenus de la noblesse, de la bourgeoisie, des commerçants et des hommes exerçant des professions libérales, paraîtront énormes. Les plus grandes propriétés territoriales du royaume ne rapportaient guère alors plus de vingt mille livres sterling par an. Le duc d'Ormond avait vingt-deux mille livre de revenu [1]. Le duc de Buckingham, avant que ses prodigalités eussent grevé ses grandes propriétés, avait dix-neuf mille six cents livres par an [2]. George Monk, duc d'Albemarle, dont les éminents services avaient été récompensés par d'immenses concessions de terres de la couronne, et qui était fameux par sa cupidité et sa parcimonie, laissa dix mille livres sterling en rentes foncières, et soixante mille livres sterling en argent, qui produisaient probablement sept pour cent [3]. Ces trois ducs étaient, selon l'opinion générale, les trois particuliers les plus riches de l'Angleterre. Le revenu de l'archevêque de Canterbury s'élevait tout au plus à cinq mille livres sterling [4]. La moyenne du revenu des pairs était, selon les personnes les mieux informées, de trois mille livres; celui des baronets de neuf cents livres; celui des membres de la chambre des Communes de moins de huit cents livres [5]. Mille livres sterling par an, c'était là tout ce que pouvait gagner un avocat des tribunaux ordinaires; à la cour du Banc du Roi, il était rare, les avocats de la couronne exceptés, qu'on gagnât deux mille livres [6]. Il est donc évident qu'un fonctionnaire public eût été suffisamment rétribué,

dant les dépenses diplomatiques sous son règne ne s'élevèrent qu'à un peu plus de trente mille livres sterling par an. Voyez : « Commons' Journals, » 20 mars 1688-9; et « Chamberlayne's State of England, » 1686, 1689.

1. « Carte's Life of Ormond. »

2. « Pepys's Diary, » 14 février 1668-9.

3. Voyez le rapport du procès entre Bath et Montague qui fut jugé par le lord garde des sceaux Somers, en décembre 1693.

4. Pendant les trois quarts de l'année commençant à la Noël de 1689, les revenus du siége de Canterbury furent perçus par un employé nommé par la couronne. Ses comptes sont maintenant dans le Musée britannique (Lansdowne MSS. 885). Le revenu brut de ces trois trimestres approche de quatre mille livres sterling; mais la différence entre le revenu brut et le revenu net devait être considérable.

5. « King's Natural and Political conclusions; » et « Davenant on the Balance of Trade. » Sir W. Temple dit : « Les revenus de la chambre des Communes ont rarement excédé quatre cent mille livres sterling. » (Memoirs, part. III.)

6. « Langton's Conversations with Chief Justice Hale, » 1672.

s'il eût reçu le quart ou le cinquième de ce qui serait maintenant un salaire convenable. Cependant, les appointements des fonctionnaires publics de l'ordre le plus élevé, étaient aussi considérables, si ce n'est plus, qu'aujourd'hui. Le Lord-trésorier, par exemple, recevait huit mille livres sterling; et quand la Trésorerie était en commission, les lords inférieurs en recevaient seize cents chacun. Le payeur général de l'armée et de la marine prélevait un droit de courtage sur chaque livre sterling qui lui passait par les mains, ce qui produisait près de cinq mille livres par an. Le premier gentilhomme de la garde-robe recevait cinq mille livres; les commissaires des douanes douze cents livres, et les gentilshommes de la Chambre mille livres [1]. Mais le salaire régulier des fonctionnaires de cette époque, constituait la moindre portion de leurs bénéfices. Depuis les grands seigneurs qui portaient la Verge Blanche et gardaient les sceaux, jusqu'aux plus minces employés de la douane, on pratiquait sans scrupules et sans crainte ce que de nos jours on appellerait une honteuse corruption. Titres, places, brevets, remises des peines, étaient journellement vendus, comme marchandise par les grands dignitaires du royaume, et chaque commis dans sa sphère suivait de son mieux ce mauvais exemple.

Pendant tout le dernier siècle, il n'est pas un premier ministre qui ait acquis une grande fortune pendant son administration, et il en est beaucoup qui ont entamé leur patrimoine pour faire honneur à leur position publique. Au XVIIe siècle, au contraire, un homme d'État qui se trouvait à la tête des affaires pouvait, en peu de temps, aisément et sans faire scandale, se créer une fortune suffisante pour soutenir le titre de duc. Il est probable que les revenus du premier ministre, pendant qu'il était au pouvoir, dépassaient de beaucoup ceux de tout autre sujet anglais. La place de Lord-lieutenant d'Irlande, passait pour valoir quarante mille livres sterling par an [2]. Les bénéfices que firent le chancelier Clarendon, Arlington, Lauderdale et Danby, furent énormes. Le somptueux palais auquel la populace de Londres donna le nom de palais de Dunkerque, les pavillons princiers, les étangs, les parcs giboyeux, les orangeries d'Euston, la splendeur de Ham, dont les statues, les fontaines et les volières dépassaient le luxe de l'Italie, proclamaient assez haut quel était le plus court moyen d'aquérir d'immenses richesses. Aussi, les ministres se cramponnaient avec violence au pouvoir malgré les vexations, les humiliations et les dangers qui les menaçaient, et s'abaissaient à de scandaleuses complaisances pour s'y maintenir.

1. « Chamberlayne's State of England, » 1684.
2. Voir les voyages du grand-duc Cosmo.

Même de nos jours, quelque redoutable que soit le pouvoir de l'opinion, et quelque élevée que soit l'échelle de la probité politique, il y aurait grand risque d'un changement déplorable dans le caractère de nos hommes publics, si la place de premier Lord de la Trésorerie et celle de secrétaire d'État, rapportaient cent mille livres sterling par an. Heureusement pour notre pays, les émoluments des fonctionnaires les plus élevés, loin de s'accroître en proportion de l'augmentation des richesses publiques, ont positivement diminué.

Il peut paraître tout d'abord étrange et même effrayant que le chiffre de l'impôt se trouve trente fois plus élevé aujourd'hui qu'il ne l'était il y a moins de deux siècles; mais ceux qui s'alarment de cet accroissement seront peut-être rassurés s'ils calculent aussi quel a été l'accroissement des ressources publiques. En 1685, les produits de l'agriculture excédaient de beaucoup les produits de toutes les autres industries humaines, et cependant l'agriculture était encore dans un état bien imparfait et bien grossier. Les terres arables et les pâturages, au dire des calculateurs politiques les plus experts de cette époque, n'égalaient pas la moitié de la surface du sol anglais [1]; le reste n'était que forêts et marécages. Ces calculs sont pleinement confirmés par les itinéraires et les cartes du XVII[e] siècle; car on y voit clairement que plusieurs routes qui traversent de nos jours une succession non interrompue de vergers et de champs cultivés, passaient alors au milieu de bruyères, de marais et de garennes [2]. Dans des paysages dessinés, à cette époque, pour le grand-duc Cosmo, c'est à peine si l'on voit une haie, et des localités, maintenant richement cultivées, semblent aussi arides que la plaine de Salisbury [3]. A Enfield, en vue, pour ainsi dire, de la fumée de la capitale, il y avait une localité de vingt-cinq milles de circonférence qui ne contenait que trois maisons et quelques rares enclos, et les daims, aussi libres que dans les forêts de l'Amérique, y erraient par milliers [4]. Il faut se rappeler que les animaux sauvages de grande espèce étaient alors bien plus communs qu'à présent. Les sangliers, qu'on avait conservés pour les plaisirs du

1. « King's Natural and Political conclusions; et » Davenant on the Balance of Trade. »

2. Voyez l'« Itinerarium Angliæ, » 1675, par John Ogilby, cosmographe du roi. Il décrit une grande partie du pays, comme étant composée de bois, de marais et de bruyères. Dans quelques-unes de ses cartes, les routes que traversent les pays à clôtures sont indiquées par des lignes, et les autres par des points. La proportion des terres sans clôtures (lesquelles devaient être peu ou point cultivées) semble avoir été très-forte. D'Abingdon à Gloucester, par exemple, une distance de quarante à cinquante milles, il n'y avait pas un seul enclos, et il s'en trouvait à peine un entre Biggleswade et Londres.

3. De grandes copies de ces dessins intéressants existent dans la belle collection que M. Grenville a léguée au Musée britannique.

4. « Evelyn's Diary. » 2 juin 1673.

roi, et qui dévastaient avec leurs défenses les terres cultivées, avaient fini, il est vrai, par être exterminés, lors des troubles de la guerre civile, par les paysans furieux de leurs ravages, et le dernier loup qui eût paru dans le pays, avait été tué en Écosse, vers la fin du règne de Charles II. Mais d'autres espèces d'animaux, quadrupèdes et oiseaux, maintenant rares ou éteintes, étaient encore communes dans le pays. Le renard, dont la vie est aussi sacrée de nos jours, dans quelques comtés, que celle de l'homme, n'était considéré alors que comme un animal nuisible. Olivier Saint-John, s'adressant au Long-Parlement, disait « qu'on ne devait pas considérer Strafford comme un cerf ou un lièvre, auxquels on devait quelques égards, mais comme un renard qu'il fallait surprendre par tous moyens et assommer sans pitié. » La comparaison ne serait pas heureuse si elle était adressée, de nos jours, à des gentilshommes campagnards; mais, du temps de Saint-John, il y avait souvent grand massacre de renards, que les paysans poursuivaient avec tous les chiens qu'ils pouvaient réunir; on tendait des piéges et des filets, on ne faisait pas de quartier, et tuer une femelle pleine était regardé comme un exploit digne de la reconnaissance du voisinage. Les cerfs étaient aussi communs alors dans le Gloucestershire et le Hampshire qu'ils le sont maintenant dans les monts Grampians : la reine Anne, allant un jour à Portsmouth, en vit un troupeau de plus de cinq cents. Le taureau sauvage, à crinière blanche, se voyait encore quelquefois dans les forêts du sud. Le blaireau creusait son trou sombre et tortueux sur le penchant des collines où le taillis était le plus épais. Il n'était pas rare, la nuit, d'entendre miauler les chats sauvages autour des maisons des gardes de Whittlebury et de Needwood. On chassait encore, dans la forêt de Cranbourne, la martre à ventre jaune, dont la fourrure était presque aussi estimée que celle de la martre étrangère. L'aigle de marais, mesurant plus de neufs pieds d'envergure, planait sur la côte de Norfolk, où il se nourrissait de poissons. Les outardes erraient par cinquantaine sur toutes les dunes, depuis la Manche jusqu'au Yorkshire, et on les chassait souvent avec des levriers. Les marécages des comtés de Cambridge et de Lincoln étaient, pendant quelques mois de l'année, couverts par des nuées de grues. Les progrès de la culture ont fait disparaître bon nombre de ces espèces d'animaux, et rendu si rares quelques autres que la foule les regarde souvent avec autant d'admiration qu'elle en mettrait à examiner un tigre du Bengale ou un ours polaire [1].

1. Voyez : « White's Selborne ; — Bell's History of British quadrupeds ; — Gentleman's Recreations, 1686 ; — Aubrey's Natural History of Wiltshire, 1683 ; — Morton's History of Northampton-

Les progrès de ce grand changement ne sont nulle part plus visibles que dans le *Statute book* (livre des Statuts). On y trouve, depuis l'avénement de George II au trône, plus de quatre mille actes autorisant la clôture des propriétés; la surface de ces enclos dépasse plus de dix mille milles carrés; et qui pourrait calculer combien de milles carrés, qui jadis étaient incultes, ont été depuis cultivés et soigneusement entourés de haies par leurs propriétaires, sans autorisation du pouvoir législatif? Il semble probable qu'un quart de l'Angleterre a passé, dans l'espace de moins d'un siècle, de l'état sauvage à une culture avancée.

Même dans les parties de l'Angleterre qui, vers la fin du règne de Charles II, étaient le mieux exploitées, la culture, malgré les améliorations introduites depuis la fin des guerres civiles, serait de nos jours considérée comme bien arriérée. Jusqu'à présent, les autorités constituées n'ont pris aucune mesure qui permette d'apprécier d'une manière certaine les produits du sol anglais. L'histoire ne peut donc adopter qu'avec quelque méfiance les calculs statistiques des hommes même les plus renommés par leur intelligence et leur véracité. Maintenant, on compte que la moyenne de nos récoltes en blé, seigle, orge, avoine et fèves, excède de beaucoup trente millions de *quarters*, et une récolte de blé qui ne dépasserait pas douze millions de *quarters* serait considérée comme mauvaise. Selon une appréciation faite en 1696 par Gregory King, tout le blé, le seigle, l'orge, l'avoine et les fèves, récoltés annuellement dans le royaume entier, n'atteignaient pas dix millions de *quarters*. Le blé, qu'on ne cultivait que dans les terres les meilleures, et qui n'était consommé que par les gens à leur aise, ne s'élevait pas, selon le même auteur, à deux millions de *quarters*. Charles Davenant, politique rancunier et sans principes, mais clairvoyant et bien informé, ne différait de King que sur quelques articles, et arrivait néanmoins à peu près aux mêmes conclusions générales [1].

L'assolement était très-imparfaitement compris. On savait bien, il est vrai, que quelques légumes, nouvellement cultivés dans notre île, et surtout les navets, fournissaient une excellente nourriture d'hiver pour les moutons et les bœufs; mais on n'avait pas encore l'habitude de nourrir le bétail de cette manière; de sorte qu'il était difficile de le conserver, quand venait la saison où l'herbe est rare. Au

shire, 1712; — Willoughby's Ornithology by Ray, 1678: — Latham's general Synopsis of Birds; » et « Sir Thomas Brown's Account of Birds found in Norfolk. »

1. « King's Natural and Political conclusions; » et « Davenant on the Balance of Trade. »

commencement de l'hiver, on en tuait donc en grand nombre pour faire des salaisons; et pendant plusieurs mois, la bourgeoisie elle-même ne mangeait presque plus de viande fraîche, excepté du gibier et du poisson de rivière, qui devenaient ainsi des articles de ménage plus importants qu'ils ne le sont actuellement. Nous voyons dans le livre de dépenses de Northumberland (*Northumberland household book*) que, sous le règne de Henri VII, les gentilshommes de la maison de ce noble comte ne mangeaient jamais de viande fraîche que dans le court intervalle qui sépare la Saint-Jean de la Saint-Michel. Deux siècles plus tard, sous Charles II, il y avait quelque amélioration; car ce n'était guère que vers le commencement de novembre qu'on faisait ses provisions de bœuf salé, appelé alors bœuf de la Saint-Martin[1].

Les moutons et les bœufs étaient alors comparativement plus petits que ceux que nous voyons amener aux marchés[2]. Nos chevaux indigènes, quoique très-utiles, n'étaient pas très-estimés et se vendaient à bas prix. Les hommes les plus compétents dans l'appréciation des richesses nationales, ne les estimaient l'un dans l'autre qu'à cinquante schellings. On préférait beaucoup les races étrangères; celle des genêts d'Espagne était regardée comme fournissant les meilleurs chevaux de bataille, et on les importait pour les besoins de la guerre et du luxe. Les carrosses de l'aristocratie étaient traînés par des juments grises de Flandre, qui trottaient, du moins on le croyait alors, avec une grâce particulière, et supportaient mieux que tout autre animal élevé dans notre île le rude travail de traîner ces pesants équipages sur le pavé raboteux des rues de Londres. On ne connaissait ni notre cheval de trait moderne, ni notre cheval de course. Ce ne fut que bien plus tard qu'on acheta, dans les marécages de Walcheren, les ancêtres de ces gigantesques quadrupèdes qui sont, pour tous les étrangers, une des curiosités de Londres. Les ancêtres de « Childers » et d' « Éclipse » nous viennent des sables de l'Arabie. Déjà cependant l'aristocratie et les classes moyennes étaient passionnées pour les amusements du « turf ». La nécessité d'améliorer les haras par l'infusion d'un nouveau sang n'avait pas tardé à se faire sentir, et l'on avait importé dans ce but un grand nombre de chevaux de Barbarie. Deux hommes dont l'autorité en cette matière était toute puissante, le duc de Newcastle et sir John Fenwick, déclaraient que la plus misérable rosse venue de Tanger aurait une progéniture plus

1. Voyez les Almanachs de 1684 et 1685.
2. « M'Culloch's Statistical Account of the British Empire, » part. III, chap. I, sec. 6.

belle qu'on n'en pouvait attendre du plus noble étalon de notre race indigène. Certes, ni l'un ni l'autre n'eût cru aisément qu'un temps viendrait où les princes et les nobles des pays voisins seraient aussi désireux d'avoir des chevaux d'Angleterre, que les Anglais l'avaient été d'avoir des chevaux de Barbarie [1].

L'accroissement de nos produits dans le règne végétal et animal, quoique considérable, semble cependant bien faible, comparé à l'augmentation de nos richesses minérales. En 1685, les mines d'étain du Cornwall, qui, plus de deux mille ans auparavant, attiraient les vaisseaux tyriens au delà des colonnes d'Hercule, étaient encore une des productions souterraines les plus précieuses de notre île; elles donnaient, quelques années après, seize cents tonnes de métal par an, le tiers à peu près de ce qu'on en retire à présent [2]. Mais les veines de cuivre qu'on trouve dans le même comté étaient complétement négligées du temps de Charles II; les propriétaires eux-mêmes ne les faisaient pas entrer en ligne de compte dans l'estimation de leurs propriétés. Le Cornwall et le pays de Galles fournissent à présent près de quinze mille tonnes de cuivre, qui valent près d'un million et demi sterling, c'est-à-dire près du double du produit annuel des mines de tout genre en Angleterre, au XVII[e] siècle [3]. La première couche de sel gemme fut découverte, peu de temps après la Restauration, dans le Cheshire, mais il ne paraît pas qu'elle ait été explorée dans ce siècle; le sel qu'on retirait des salines, par un procédé grossier, était peu estimé. Les chaudières dans lesquelles s'opérait la manutention exhalaient une odeur sulfurique infecte, et quand l'évaporation était complète, le résidu était à peine susceptible d'être employé. Comme les médecins attribuaient à l'emploi de ce sel malsain les maladies de poitrine et le scorbut, alors fréquents en Angleterre, les gens riches et les classes moyennes n'en faisaient pas usage, et la France nous en envoyait des quantités considérables d'une qualité supérieure. A présent, nos salines suffisent, non-seulement à notre immense consommation;

1. Voyez encore King et Davenant; « The Duke of Newcastle on Horsemanship; » et « Gentleman's Recreations, » 1686. Du temps de Pope et même plus tard les jaments « pommelées de Flandre » indiquaient la richesse de leur propriétaire.

Le proverbe populaire « la jument grise est la meilleure bête, » vient, sans doute, de la préférence qu'on donnait généralement aux juments grises de Flandre, sur les plus beaux carrossiers anglais.

2. Voyez une note curieuse de Tonkin dans : « Carew's Survey of Cornwall, » édition de lord de Dunstanville.

3. « Borlase's Natural history of Cornwall, » 1754. C'est dans les rapports parlementaires que j'ai puisé mes renseignements sur la production actuelle du cuivre. En 1700, Davenant estimait à huit cent mille livres sterling à peu près le produit de toutes nos mines.

mais encore elles fournissent à l'étranger sept cents millions de livres d'excellent sel[1].

L'amélioration de nos fonderies de fer a été bien plus importante encore. Ce genre d'usine existait depuis longtemps en Angleterre, mais sans prospérer; le public et le gouvernement étaient loin de les protéger; on n'employait pas alors le charbon de terre pour la fonte du minerai, et la consommation rapide des bois effrayait les hommes d'État. Déjà, du temps d'Élisabeth, on se plaignait hautement que des forêts entières fussent abattues pour alimenter les fourneaux, et le Parlement avait interdit aux maîtres de forges l'emploi des bois propres aux constructions. Cette industrie était donc languissante; et, à la fin du règne de Charles II, une grande partie du fer dont on se servait en Angleterre venait du dehors. Nos fonderies ne produisaient pas alors plus de dix mille tonnes. Aujourd'hui, cette industrie est en souffrance si elle n'en produit pas annuellement un million[2].

Il nous reste à parler d'un minéral plus important peut-être que le fer. Quoique le charbon de terre fût peu employé dans les usines, il était déjà le combustible ordinaire dans quelques districts qui avaient le bonheur d'en posséder des mines; on l'employait aussi dans la capitale, dont l'approvisionnement pouvait se faire facilement par eau. On peut hardiment supposer que la moitié au moins de ce qui s'extrayait des mines était consommé à Londres. Cette consommation paraissait énorme aux écrivains de cette époque, et était souvent mentionnée comme preuve de l'immensité de la capitale. Ils espéraient à peine être crus, quand ils avançaient que, dans la dernière année du règne de Charles II, la Tamise avait apporté à Londres à peu près trois cent cinquante mille tonnes de charbon. Aujourd'hui, la métropole en consomme annuellement près de trois millions et demi et, d'après les calculs les plus modérés, le produit total de ces mines n'est pas au-dessous de vingt millions de tonnes[3].

Pendant ces grands changements, le revenu des terres s'était, comme on peut le supposer, constamment accru. Dans quelques districts, il avait décuplé; dans d'autres, il n'avait que doublé : on peut dire, qu'en moyenne, il avait quadruplé.

1. « Philosophical Transactions, » nº 52, nov. 1669; nº 68, déc. 1670; nº 103, mai 1674; nº 156, fevr. 1683-4.

2. Voyez : « England's Improvement by Sea and Land. » 1677, par Yarranton; et « Porter's Progress of the nation. » Voyez aussi une notice historique abrégée, d'une clarté très-remarquable, sur les fonderies anglaises, dans : « M'Culloch's Statistical Account of the British Empire. »

3. « Chamberlayne's State of England, » 1684, 1686; et « Angliæ metropolis, » 1691. En 1845, il est entré à Londres, d'après les rapports parlementaires, 3,460,000 tonnes de charbon.

Ce revenu était réparti presque en entier entre les gentilshommes campagnards, classe d'individus dont il est important de bien apprécier la position et le caractère, car, dans mainte occasion, ils décidèrent, par leur influence et leurs passions, des destinées nationales.

Ce serait se tromper grossièrement que de croire que ces gentilshommes du XVIIe siècle eussent beaucoup d'analogie avec leurs descendants, que nous voyons de nos jours représenter leurs comtés au Parlement ou présider les sessions des assises. Aujourd'hui, le gentilhomme campagnard a reçu généralement une éducation libérale; il est sorti d'un bon collége pour entrer dans une université renommée; et les moyens d'acquérir le savoir ne lui ont pas manqué. Le plus souvent il a voyagé en pays étrangers; une partie de sa vie s'est généralement écoulée dans la capitale où il a pris des goûts raffinés qui le suivent à la campagne. Il n'est peut-être pas d'habitation plus confortable que son château; rien n'est séduisant comme son parterre et son parc, où la nature est embellie sans être fardée; le bon sens et le bon goût ont présidé à l'érection de sa maison, qui offre un heureux mélange de confort et d'élégance; on y trouve tableaux, instruments de musique, bibliothèque; tout ce qui dans un autre pays suffirait pour faire au propriétaire la réputation d'un homme adonné aux arts. Mais le gentilhomme campagnard contemporain de notre révolution, qui n'avait probablement que le quart du revenu que ses champs donnent aujourd'hui à son héritier, était comparativement pauvre, et contraint de vivre presque toujours sur ses terres. Voyager sur le continent, avoir maison à Londres, ou même y faire de fréquentes visites, c'étaient là des plaisirs que pouvaient seuls se permettre les grands propriétaires. Il est probable que parmi tous les gentilshommes campagnards, magistrats, ou lieutenants du roi Charles, il n'y en avait pas un sur vingt qui allât à Londres une fois en cinq ans, et pas un d'entre eux qui eût jamais visité Paris. Plus d'un propriétaire de château n'avait reçu qu'une éducation différant peu de celle de ses serviteurs. L'héritier d'un manoir passait souvent son enfance et sa jeunesse dans le sein de sa famille, sans autres instituteurs que les piqueurs et les gardes-chasse, et n'apprenait tout au plus qu'à signer son nom au bas d'un « *mittimus.* » Si on l'envoyait à l'école, puis à l'université, il en revenait généralement avant d'avoir vingt ans, et à moins qu'il ne fût doué par la nature de bien heureuses dispositions, bientôt, dans le cercle restreint du vieux manoir, il négligeait, pour les plaisirs et les occupation champêtres, les connaissances académiques qu'il avait acquises. Sa seule

affaire sérieuse était l'exploitation de ses terres. Il examinait ses grains, inspectait ses cochons, et, les jours de marché, faisait ses ventes en trinquant avec les bouviers et les brasseurs. D'ordinaire, ses plaisirs étaient ceux de la chasse et d'une table grossière; son langage et son accent, ceux d'un rustre de nos jours. Ses jurons et ses plaisanteries vulgaires, ses invectives brutales, étaient prononcés avec un accent provincial si fort, qu'à ses premiers mots on pouvait dire s'il était du comté de Somerset ou de celui d'York. Fort peu soucieux d'orner sa demeure, s'il l'essayait, c'était le plus souvent en pure perte. Sous la fenêtre de sa chambre on entassait la litière de l'étable; des choux et des groseillers étaient plantés jusqu'à la porte de son vestibule; sa table était abondamment mais grossièrement servie, et tout convive y était le bienvenu. Mais, comme l'habitude de boire avec excès était générale parmi ses égaux, et qu'il n'était pas assez riche pour griser tous les jours nombreuse compagnie avec du vin de Bordeaux ou des Canaries, il ne leur offrait que de la bière forte. La quantité qu'on en buvait alors était énorme, car, pour les classes moyennes, elle remplaçait le vin, le thé et tous les spiritueux en usage de nos jours. Ce n'était jamais que dans de grandes maisons et dans de grandes occasions qu'on servait des vins étrangers. Les femmes de la famille qui, le plus souvent, avaient fait cuire le dîner, sortaient de table dès que les mets avaient été dévorés, laissant les hommes à leur pipe et à leurs bouteilles, et la grossière gaieté des convives prolongeait souvent la soirée jusqu'à ce qu'ils eussent roulé sous la table.

Ce n'était que bien rarement que le gentilhomme campagnard pouvait jeter un coup d'œil sur le grand monde, et au lieu d'éclairer son intelligence, ce qu'il en voyait ne servait qu'à l'embrouiller. Ayant formé ses idées sur la religion, le gouvernement, les pays étrangers et les temps passés, non par l'étude, par l'observation et la conversation avec des gens éclairés, mais d'après les traditions qui avaient cours dans le petit cercle de ses relations : ses idées étaient celles d'un enfant. Il y tenait néanmoins avec l'entêtement qu'on trouve toujours chez les ignorants accoutumés à être flattés. Il avait des haines nombreuses et tenaces : il haïssait les Français et les Italiens, les Écossais et les Irlandais, les Papistes et les Presbytériens, les Indépendants et les Anabaptistes, les Quakers et les Juifs. Il avait pour Londres et pour ses habitants une aversion qui, plus d'une fois, produisit de grands résultats politiques. Sa femme et sa fille étaient, par leur goût et leur instruction, inférieures à ce que sont aujourd'hui nos femmes de

charge et nos filles de cabaret; elles filaient, ravaudaient, faisaient du vin de groseilles, des confitures et des pâtés de venaison.

D'après ce portrait du gentilhomme campagnard anglais au XVIIe siècle, on pourrait supposer qu'il ne différait guère d'un meunier ou d'un cabaretier de notre époque; cependant, il nous reste encore à y ajouter quelques traits importants qui modifieront cette idée. Tout illettré et grossier qu'il était, il se montrait cependant gentilhomme sous beaucoup de rapports. Membre d'une aristocratie fière et puissante, il se faisait remarquer par plusieurs des qualités bonnes et mauvaises qui distinguent les aristocrates. Il était plus fier de sa famille que s'il eût été un Talbot ou un Howard; il connaissait les généalogies et les armoiries de tous ses voisins, pouvait nommer ceux d'entre eux qui se permettaient, sans en avoir le droit, d'y mettre des supports, et ceux aussi qui avaient le malheur d'être fils ou petits-fils d'*alderman*. Il était magistrat, et comme tel administrait gratuitement à la population qui l'entourait, une justice patriarcale et grossière qui, malgré ses nombreuses erreurs et quelquefois sa tyrannie, valait encore mieux que l'absence complète de toute justice. Il était officier dans la milice, et cette dignité militaire, quelque risible qu'elle parût aux braves qui avaient fait une campagne en Flandre, l'élevait, à ses propres yeux et aux yeux de ses voisins. Et c'était injustement, du reste, qu'on tournait en ridicule ses fonctions militaires. Dans chaque comté, bon nombre d'entre eux avaient vu un temps où le service de la milice n'était pas jeu d'enfant. L'un avait été fait chevalier par Charles Ier après la bataille d'Edgehill; l'autre portait encore un emplâtre sur la blessure qu'il avait reçue à Naseby; un troisième avait défendu son vieux manoir jusqu'à ce que Fairfaix en eût fait sauter la porte par le pétard. La présence de ces vieux Cavaliers, avec leurs vieilles épées, leurs vieux pistolets et leurs vieilles histoires de Goring et de Lunsford, donnait aux réunions de la milice un aspect guerrier et grave qui, sans eux, lui aurait manqué. Ceux qui étaient trop jeunes pour avoir échangé quelques coups d'épée avec les cuirassiers du Parlement, avaient du moins été, dès leur enfance, entourés de souvenirs de la guerre civile et nourris du récit des vaillants exploits de leurs pères et de leurs oncles. Ainsi, le caractère du gentilhomme campagnard anglais au XVIIe siècle était composé de deux éléments qu'on n'est pas habitué à trouver réunis : son ignorance, sa grossièreté, la bassesse de ses goûts, sa conversation choquante, indiqueraient de nos jours une naissance et une éducation plébéiennes; cependant, il était essentiellement Patricien, et possédait à un haut degré les vertus et les vices

habituels aux hommes haut placés par leur naissance, et accoutumés à l'autorité, au décorum, au respect de soi-même. Il est difficile à une génération habituée à ne rencontrer les sentiments chevaleresques qu'accompagnés de manières polies et d'études libérales, de s'imaginer un homme, avec les allures, le vocabulaire et l'accent d'un charretier, et néanmoins pointilleux sur des matières de généalogie et de préséance, prêt à verser son sang plutôt que de voir entacher l'honneur de sa maison. Ce n'est cependant qu'en amalgamant des défauts et des qualités, qu'on ne trouve presque jamais réunis de notre temps, qu'il est possible de se faire une juste idée de cette aristocratie rustique, principale force des armées de Charles Ier, et qui defendit longtemps, avec une étonnante fidélité, les intérêts de ses descendants.

Ce gentilhomme campagnard, sans éducation, grossier, et qui n'était jamais sorti de ses domaines, était généralement tory; mais, quoique dévoué à la monarchie héréditaire, il ne se posait pas en défenseur des courtisans et des ministres; il croyait, et il ne manquait pas de raisons pour cela, que Whitehall regorgeait de corruption; il croyait qu'une partie des sommes considérables votées par le Parlement depuis la Restauration, avait été accaparée par de rusés politiques, et que l'autre avait été gaspillée par des bouffons et des courtisanes étrangères. Son vaillant cœur d'Anglais se révoltait à l'idée de voir son pays soumis à la France. Vieux Cavalier lui-même ou petit-fils de Cavalier, il ne pensait qu'avec un amer ressentiment à l'ingratitude avec laquelle les Stuarts avaient abandonné leurs malheureux amis. A l'entendre se plaindre de la manière dont il était traité et critiquer les folles dépenses qu'on faisait en faveur des bâtards de Nell Gwynn et de madame Carwell, on l'eût cru prêt à se révolter; mais sa mauvaise humeur cessait dès que le trône était en danger. Quand le souverain se voyait trahi par ceux-là mêmes qu'il avait comblés de bienfaits et d'honneurs, c'est alors que ces gentilshommes, bourrus et frondeurs dans sa prospérité, se ralliaient en masse autour de lui. Ainsi, après avoir murmuré pendant vingt ans contre la déplorable administration de Charles II, ils vinrent à son secours au moment du danger, au moment où les ministres et les Lords de la Trésorerie l'abandonnaient, et ce furent eux qui le mirent à même de remporter une victoire complète sur l'opposition. Ils eussent probablement agi avec le même dévouement à l'égard de son frère Jacques, si celui-ci se fût abstenu au dernier moment de blesser leurs sentiments les plus sacrés; car il y avait une institution, une seule, qu'ils mettaient au-dessus de la monarchie héréditaire, c'était l'église d'Angleterre. Ce n'était point

un amour réfléchi et raisonné. Bien peu d'entre eux eussent pu donner une raison tirée des saintes Écritures ou de l'histoire ecclésiastique qui justifiât leur fidélité à ses doctrines, à son rituel, à sa politique, et, comme congrégation, il s'en faut qu'ils pratiquassent strictement cette règle de moralité commune à toutes les sectes chrétiennes. Mais l'expérience de bien des siècles nous prouve que de tout temps les hommes ont été prêts à se battre à mort et à persécuter sans pitié pour une religion dont ils ne comprennent pas les dogmes et dont, le plus souvent, ils ne suivent pas les préceptes[1].

Le clergé des campagnes était encore plus violent dans son torysme et n'avait pas moins d'importance. Il faut remarquer cependant que l'ecclésiastique, comme simple individu, et comparé au gentilhomme campagnard, était placé bien plus bas que de nos jours. La dîme était la principale ressource financière de l'Église ; mais cette dîme était alors moins forte, en proportion du revenu, qu'elle ne l'est de nos jours. King estimait à quatre cent quatre-vingt mille livres sterling seulement par an le revenu du clergé paroissial et collégial ; Davenant le faisait monter à cinq cent quatre-vingt mille livres. Il est certainement aujourd'hui sept fois plus considérable que la plus élevée de ces évaluations. Il s'ensuit que les curés et les vicaires devaient être, relativement aux chevaliers et aux gentilshommes du voisinage, bien plus pauvres au XVIIe siècle qu'ils ne le sont au XIXe.

La position du clergé avait été complétement changée par la Réformation. Avant cette époque, les ecclésiastiques formaient la majorité de la chambre des Lords ; ils égalaient et souvent surpassaient en richesses et en splendeur les plus grands seigneurs laïques, et ils occupaient généralement les plus hautes positions civiles. Le Lord-trésorier était souvent un évêque et le Lord-chancelier l'était presque toujours. Le garde du Sceau Privé et le Maître des Rôles étaient ordinairement aussi des ecclésiastiques. Les affaires diplomatiques les plus importantes étaient traitées par des hommes d'église. Enfin, toute cette partie considérable de l'administration que de belliqueux barons étaient inhabiles à diriger, était considérée comme appartenant de droit aux docteurs en théologie. De sorte que les personnes qui n'avaient pas de goût pour la vie des camps, et qui cependant voulaient s'élever dans l'État, entraient ordinairement dans les ordres. On comptait parmi eux des fils de nos plus illustres familles, des parents de nos

1. Cette appréciation des gentilshommes campagnards du XVIIe siècle est puisée à trop de sources pour que je puisse les récapituler ; je les livre au jugement des hommes qui ont étudié l'histoire et la littérature légère de cette époque.

rois, des Scroop, des Neville, des Bouchier, des Stafford et des Pole. Les maisons religieuses jouissaient d'immenses revenus et de toutes les dîmes qui sont aujourd'hui aux mains des laïques. Jusque vers le milieu du règne de Henri VIII, il n'y avait donc pas de carrière qui offrît plus d'avantages aux hommes ambitieux et avides, que la prêtrise; mais alors vint une violente révolution : l'abolition des ordres monastiques priva tout à coup l'Église d'une grande partie de ses richesses et de sa prédominance dans la chambre des Lords. On ne voyait plus sur les bancs de la pairie un abbé de Glastonbury ou de Reading, jouissant d'un revenu égal à celui du plus puissant comte. La splendeur princière d'un Guillaume de Wykeham et d'un Guillaume Waynflete n'était plus; le chapeau rouge du cardinal, la croix d'argent du légat, tout avait disparu. Le clergé avait perdu en même temps cet ascendant que donne toujours la supériorité d'un esprit cultivé. Autrefois, dès qu'un homme savait lire, il y avait à parier qu'il était dans les ordres. Mais dans un siècle qui produisait des laïques tels que William Cecil et Nicholas Bacon, Roger Ascham et Thomas Smith, Walter Mildmay et Francis Walsingham, il devenait inutile d'enlever des prélats à leurs diocèses pour venir négocier des traités, surveiller les finances ou administrer la justice. Le caractère spirituel cessa non-seulement d'être une condition nécessaire pour remplir de hautes fonctions civiles, mais encore il frappa d'incapacité civile ceux qui en étaient revêtus. Ainsi disparurent ces motifs mondains qui avaient d'abord engagé tant de jeunes ambitieux de grande naissance et d'une haute intelligence à prendre l'habit religieux. Pas une paroisse sur deux cents peut-être ne donnait un revenu suffisant pour un homme d'une position sociale élevée. Il y avait bien encore de gros lots dans l'Église, mais ils étaient en petit nombre et bien chétifs, comparés à la gloire qui entourait jadis les chefs de la hiérarchie. Le rang qu'occupaient un Parker et un Grindal semblait bien misérable à ceux qui se rappelaient la pompe impériale de Wolsey, ses palais de Whitehall et de Hampton-Court, devenus les demeures favorites de la royauté; les trois tables somptueusement servies chaque jour dans la grande salle, les quarante-quatre chapes resplendissantes de sa chapelle, ses coureurs en riches livrées, et ses gardes armés de hallebardes dorées. La carrière ecclésiastique n'avait donc plus d'attraits pour les classes élevées. A peine, pendant tout le siècle qui suivit l'avénement d'Élisabeth, vit-on entrer dans les ordres un seul descendant d'une noble famille. Sous Charles II, il y eut deux évêques et cinq ou six prêtres, pourvus de gros bénéfices, qui étaient fils de pairs; mais ces rares

exceptions n'effaçaient pas l'espèce de défaveur qui pesait sur tout le corps sacerdotal, et on ne le considérait que comme formant une classe plébéienne. Et de fait, pour un prêtre qui vivait en gentilhomme, dix vivaient dans la dépendance. Un grand nombre de ceux qui n'avaient pas de bénéfices ou dont les bénéfices ne suffisaient pas à leurs dépenses, vivaient chez des laïques; et ce genre d'existence, on le sait, amène tôt ou tard la dégradation du clergé. Laud s'était efforcé d'arrêter cet abus, et Charles Ier avait, à plusieurs reprises, donné des ordres positifs pour qu'il n'y eût que les familles considérables qui se permissent d'avoir des chapelains particuliers [1]. Mais ces injonctions furent négligées. Tout le temps que dura la puissance des Puritains, bon nombre de ministres dépossédés de l'église d'Angleterre ne trouvaient un abri et du pain qu'en s'attachant aux familles royalistes. Cette habitude, prise en des temps de trouble, persista longtemps encore après le rétablissement de la monarchie et de l'épiscopat. Chez les hommes d'un esprit élevé et imbus de sentiments libéraux, le chapelain était, sans doute, traité avec égards et bienveillance, et sa conversation, ses connaissances littéraires, ses conseils spirituels, étaient considérés comme une ample compensation pour sa nourriture, son logement et ses dépenses. Mais tel n'était pas, en général, le gentilhomme campagnard. Ignorant et grossier, il croyait qu'il était de sa dignité que les « grâces » fussent dites chaque jour à sa table par un ecclésiastique en grand costume, et il trouvait moyen de concilier l'économie avec sa dignité. Un grenier, la table et dix livres par an, lui procuraient un jeune Lévite (c'était le mot consacré) qui, non-seulement remplissait ses fonctions religieuses, mais était encore le plus patient des auditeurs et des plastrons, toujours prêt, dans la belle saison, à faire la partie de boules, et, quand il pleuvait, à jouer au galet; de plus, il pouvait épargner encore la dépense d'un jardinier ou d'un palefrenier, car souvent le révérend taillait les abricotiers, pansait les chevaux, comptait avec le maréchal ferrant, ou faisait dix milles avec un message ou un paquet. Si on lui permettait de dîner à la table de famille, c'était à condition qu'il se contentât des mets les plus ordinaires; il pouvait manger à sa faim du bœuf salé et des carottes; mais, dès que paraissaient les tartes et les gâteaux, il quittait la table et se tenait à l'écart jusqu'à ce qu'on l'appelât pour rendre grâces à Dieu d'un repas dont il n'avait eu qu'une bien chétive portion [2].

1. « Heylin's Cyprianus Anglicus. »

2. « Causes of the Contempt of the Clergy, » par Eachard; — « Satire addressed to a friend about to leave the University, » par Oldham; et « Tatler, » 255, 258. Le grand-duc Cosmo remarqua aussi dans ses voyages que le clergé anglais était de basse extraction.

Quelquefois, après plusieurs années écoulées dans cette servitude, on le nommait à une cure qui pouvait le faire vivre; mais souvent il était obligé d'acheter cet avancement par un genre de simonie qui a défrayé trois ou quatre générations de mauvais plaisants. En prenant une cure, il était d'usage qu'il se mariât; sa femme avait ordinairement été au service de son patron, auprès de qui il n'était pas rare qu'elle fût soupçonnée d'avoir été trop en faveur. Du reste, la nature même des unions conjugales, que le clergé de cette époque était dans l'habitude de former, est une indication certaine de la position qu'il occupait dans le système social. Un membre de l'université d'Oxford, écrivant quelques mois après la mort de Charles II, se plaint non-seulement du mépris que le notaire et le médecin de campagne ont pour le ministre de la paroisse, mais encore qu'une des leçons qu'on inculque à toute jeune fille d'honorable famille, est de ne donner aucun encouragement à un amoureux dans les ordres, et que si elle vient à l'oublier, elle est aussi déshonorée que par un amour illicite [1]. Clarendon, qu'on ne peut certes pas accuser de préventions contre l'Église, cite, comme preuve de la confusion des rangs occasionnée par la grande rebellion, le mariage de quelques demoiselles de familles nobles avec des ecclésiastiques [2]. Une femme de chambre était généralement considérée comme la compagne qui convenait à un ministre. La reine Élisabeth elle-même, comme chef de l'Église, avait implicitement reconnu ce préjugé, en décrétant qu'aucun ecclésiastique ne devait se permettre d'épouser une servante, sans le consentement de son maître ou de sa maîtresse. Aussi [3], pendant plusieurs générations, les amours entre ministres et servantes furent des sujets de plaisanteries interminables; et il ne serait pas facile de trouver dans tout le théâtre du XVIIe siècle, un seul exemple d'un ecclésiastique épousant une femme au-dessus du rang de cuisinière [4]. Même sous le règne de George II, un ecclésiastique, le plus fin observateur des mœurs et des habitudes de son époque, remarquait que dans une grande maison,

1. « A causidico, medicastro, ipsaque artificum farragine, ecclesiæ rector aut vicarius contemnitur « et fit ludibrio. Gentis et familiæ nitor sacris ordinibus pollutus censetur : fœminisque natalitio « insignibus unicum inculcatur sæpius præceptum, ne modestiæ naufragium faciant, aut (quod idem « auribus tam delicatulis sonat), ne clerico se nuptas dari patiantur. » « Angliæ Notitia, » par T. Wood, de « New college, » Oxford, 1686.

2. « Clarendon's Life, » ii, 21.

3. Voyez les injonctions de 1559, dans la collection de l'évêque Sparrow. Jeremy Collier, dans son « Essai sur l'orgueil, » se plaint de ces injonctions avec une amertume qui prouve que son propre orgueil n'etait point dompte.

4. Roger et Abigail dans la comédie de « The Scornful Lady, » par Fletcher; Bull et la Nourrice de « The Relapse, » de Vanbrugh; Smirk et Suzanne des « Lancashire Witches, » par Shadwell, en sont des exemples.

le chapelain était le pis-aller de toute femme de chambre dont la réputation était assez équivoque pour qu'elle dût abandonner l'espoir d'attraper le maître d'hôtel[1].

En général, l'ecclésiastique qui cessait d'être chapelain pour devenir curé et mari, s'apercevait bientôt qu'il n'avait fait que changer de servitude. Il n'était pas une cure sur cinquante qui permît au desservant d'élever une famille dans l'aisance ; à mesure que les enfants devenaient plus nombreux et plus grands, la famille du ministre devenait de plus en plus misérable ; les trous du toit de chaume de son presbytère, ceux de son propre vêtement, s'agrandissaient chaque jour ; souvent ce n'était qu'en travaillant la terre de ses mains, en élevant des cochons et en transportant du fumier, qu'il parvenait à gagner son pain ; heureux si ces efforts extrêmes mettaient à l'abri des huissiers son « index biblique » et son encrier. C'était un beau jour que celui où il était admis dans la cuisine d'une grande maison, et régalé de viande froide et de bière par les domestiques. Ses enfants étaient élevés comme ceux des paysans voisins ; ses fils suivaient la charrue, et ses filles entraient en service. L'étude lui était impossible, car le droit de nomination à son bénéfice, si on l'eût mis en vente, n'eût pas produit l'argent nécessaire à l'acquisition d'une bonne bibliothèque de théologie ; il était donc heureux quand il avait sur son étagère, au milieu de ses pots et de ses marmites, une dizaine de volumes écornés. Dans une situation aussi défavorable, même de hautes et fermes intelligences devaient finir par se rouiller.

Assurément, l'église d'Angleterre ne manquait pas alors de ministres distingués par leur science et leurs talents ; mais il faut observer que ces ministres n'étaient point dispersés parmi les populations rurales. Ils étaient réunis dans quelques villes où abondaient les moyens d'acquérir des connaissances, et où ils avaient de fréquentes occasions d'exercer les forces de leur intelligence[2]. Dans ces villes, on trouvait des docteurs capables, par leurs talents, leur éloquence, leurs connaissances littéraires et scientifiques, et par leur expérience du monde, de défendre victorieusement leur Église contre les attaques des incrédules et des hérétiques ; propres à commander l'attention d'un auditoire mondain et frivole ; pouvant diriger les délibérations des assemblées et faire respecter la religion, même dans la plus dissolue

1. « Directions to Servants, » par Swift.
2. Cette distinction entre le clergé des campagnes et le clergé des villes est fortement indiquée par Eachard ; tout homme qui a étudié l'histoire ecclésiastique de cette époque ne peut manquer de faire la même observation.

des cours. Les uns cherchaient à sonder les abîmes de la métaphysique religieuse, d'autres étaient profondément versés dans les connaissances bibliques, d'autres encore répandaient la lumière sur les points obscurs de l'histoire ecclésiastique, d'autres enfin brillaient par la force de leur logique et cultivaient l'éloquence avec tant de succès que leurs discours sont restés des modèles de style. Ces hommes éminents se trouvaient presque sans exception dans les universités, dans les grandes cathédrales et dans la capitale. Barrow venait de mourir à Cambridge, Cudworth et Henry More y étaient encore, Pearson venait d'en sortir pour s'asseoir sur le banc des évêques, South et Pococke, Jane et Aldrich étaient à Oxford, Prideaux était dans le cloître de Norwich, et Whitby dans celui de Salisbury. Mais c'était surtout le clergé de Londres, considéré alors comme une classe à part, qui soutenait la réputation de science et d'éloquence des ordres ecclésiastiques. Les principales chaires de la métropole étaient occupées à cette époque par une foule d'hommes distingués, parmi lesquels on prit les hauts dignitaires de l'Église : Sherlock prêchait au Temple, Tillotson à Lincoln's-Inn, Wake et Jeremy Collier à Grays-Inn, Burnet aux Rolls, Stillingfleet à la cathédrale de Saint-Paul, Patrick à Saint-Paul de Covent-Garden, Fowler à Saint-Giles de Cripplegate, Sharp à Saint-Giles in-the-Fields, Tennison à Saint-Martin, Sprat à Sainte-Marguerite, et Beveridge à Saint-Pierre de Cornhill. Parmi ces douze hommes distingués dans l'histoire ecclésiastique, il y en eut dix qui furent évêques, et sur ces dix, quatre qui devinrent même archevêques. Au contraire, les seuls ouvrages importants de théologie qui sortirent d'un presbytère de campagne, furent ceux de George Bull, qui devint ensuite évêque de Saint-David ; et encore, Bull ne les eût-il jamais publiés, s'il n'avait hérité d'une propriété dont la vente lui permit d'acheter une bibliothèque, telle qu'aucun curé de campagne n'en possédait alors en Angleterre[1].

Ainsi le clergé anglican se trouvait divisé en deux classes bien distinctes quant au talent, aux mœurs et à la position sociale. Une de ces classes, élevée pour la vie des cours et des villes, comprenait des savants, versés dans les sciences anciennes et modernes; des controversistes, à qui leurs talents permettaient de lutter contre Hobbes et contre Bossuet; des orateurs, dont les sermons exposaient la beauté et la majesté du christianisme avec une telle justesse de pensée, avec une telle énergie de langage, qu'ils commandaient à l'indolente atten-

1. « Life of Bull, » par Nelson.

tion de Charles II, et réprimaient le sourire railleur de Buckingham; des hommes enfin que leur adresse, leur urbanité et leurs connaissances du monde, mettaient à même de diriger la conscience des riches et des nobles; avec lesquels Halifax aimait à discuter les intérêts des empires, et auprès desquels Dryden avouait avoir appris à écrire[1]. L'autre classe était destinée à des travaux plus humbles et plus rudes. Elle était dispersée dans les campagnes, et se composait surtout d'hommes qui n'étaient guère plus riches ni plus raffinés que de petits fermiers ou des domestiques de bonne maison. C'est cependant parmi ces rustiques ministres, qui ne retiraient qu'une misérable existence de leur dîme sur les cochons et sur les gerbes de blé, qui n'avaient pas la plus petite chance d'obtenir jamais les grandes positions de leur ordre, que régnait au plus haut degré l'esprit de corps. Parmi les docteurs qui faisaient l'orgueil des universités et les délices de Londres, et qui avaient atteint ou espéraient atteindre à l'opulence et à un rang élevé, il était un parti, respectable par le nombre, plus respectable encore par le caractère, qui penchait vers les principes d'un gouvernement constitutionnel. Ce parti vivait en bonne intelligence avec les Presbytériens, les Indépendants et les Baptistes; il aurait volontiers traité avec une complète tolérance toutes les sectes du Protestantisme, et eût même admis quelques changements dans la liturgie, afin de concilier tous les non-conformistes de bonne foi. Le ministre de campagne avait horreur d'une semblable modération; il était plus fier de son surplis déguenillé, que ses supérieurs ne l'étaient de leurs robes épiscopales et de leurs chaperons écarlates. Comme il différait peu, par sa position sociale, des villageois auxquels il prêchait, il était disposé à exalter avec excès la dignité des fonctions sacerdotales qui étaient son seul titre à leur respect. Ayant toujours vécu dans la retraite, et n'ayant eu que peu d'occasions de modifier ses idées par la lecture et la conversation, il croyait et enseignait les doctrines du droit imprescriptible de l'hérédité, de l'obéissance passive et de la non-résistance, dans toute leur absurdité primitive. Depuis longtemps en guerre avec les dissidents du voisinage, il leur en voulait de tout le mal qu'il leur avait fait, et s'il trouvait à redire à l'acte des « Cinq milles » (*Five mile Act*), ou à celui des Conventicules (*Conventicle Act*), c'était parce qu'il ne les trouvait pas assez rigoureux. Toute l'influence que lui donnaient ses fonctions, et cette influence était im-

1. « Je lui (Dryden) ai souvent entendu avouer avec reconnaissance que s'il avait quelque talent « comme prosateur, il le devait à ses lectures assidues des ouvrages du grand archevêque Tillotson. » « Congreve's Dedication of Dryden's Plays. »

mense, il l'exerçait avec un zèle passionné en faveur du torysme. On se tromperait grossièrement si l'on supposait que l'influence du clergé fut moindre alors que de nos jours, par cela seul que le curé de campagne n'était pas reçu dans le monde, qu'il ne pouvait aspirer à la main d'une des jeunes filles du château, qu'on ne l'admettait pas dans les salons des grands, et qu'on le laissait à l'office fumer et boire avec les domestiques. L'influence des classes ne se mesure pas à la considération personnelle dont jouissent les membres qui la composent. Un cardinal est certes un personnage plus élevé qu'un frère mendiant; cependant on aurait tort de supposer que le collége des cardinaux a exercé sur l'esprit public, en Europe, une plus grande influence que l'ordre de saint François. En Irlande, de nos jours, un pair est certes un personnage plus élevé qu'un prêtre catholique; cependant il est peu de comtés dans les provinces de Munster et de Connaught, où une coalition de prêtres catholiques ne l'emporterait pas, dans une élection, contre une coalition de pairs. Au XVII[e] siècle, la chaire était, pour une grande partie de la population, ce que la presse périodique est pour nous. Pas un des rustres qui allaient à l'église ne lisait de gazette ni de pamphlet politique. Quelque mal informé qu'il fût, leur pasteur spirituel en savait toujours plus qu'eux; une fois par semaine, il avait occasion de les haranguer, et ses harangues restaient sans réplique. A chaque circonstance importante, des invectives contre les Whigs et des exhortations à l'obéissance envers l'Oint du Seigneur, partaient de milliers de chaires, et l'effet en était formidable. De toutes les causes qui, après la dissolution du Parlement d'Oxford, contribuèrent à la violente réaction contre les Exclusionistes, la plus puissante nous paraît avoir été la prédication des curés de campagne.

L'influence qu'exerçaient les gentilshommes et le clergé dans les districts ruraux était, jusqu'à un certain point, contrecarrée par l'influence de la bourgeoisie, classe d'hommes éminemment francs et courageux. Les petits propriétaires, cultivant leur propre champ et jouissant d'une modeste aisance, sans se donner le ridicule de porter armoiries et cimiers, et sans aspirer au fauteuil du juge de paix, jouaient, dans le XVII[e] siècle, un rôle plus important qu'aujourd'hui. Si nous nous en rapportons aux statistiques les plus estimées de l'époque, il n'y avait pas alors moins de cent soixante mille propriétaires, ce qui, avec leurs familles, devait faire près d'un septième de la population, tirant toute leur subsistance de petites propriétés allodiales. Le revenu de ces propriétaires était estimé à soixante ou soixante-dix livres ster-

ling par an. On calculait aussi que le nombre des propriétaires faisant valoir leurs terres était plus grand que le nombre des simples fermiers [1]. Dès le commencement de la Réformation, une grande portion de cette bourgeoisie avait incliné vers le Puritanisme; plus tard, dans la guerre civile, elle avait pris parti pour le Parlement; et après la Restauration, elle s'était obstinée à suivre les prédications des ministres presbytériens et indépendants. Dans les élections, elle avait toujours vigoureusement soutenu les Exclusionistes, et même, depuis la découverte du complot de « Rye-House » et la proscription des chefs du parti whig, elle était toujours restée hostile au papisme et au pouvoir arbitraire.

Quelque grandes qu'aient été les améliorations dans la vie rurale, depuis la Révolution, celles qui se sont effectuées dans les villes sont bien plus surprenantes encore. A présent, un sixième de la population est entassé dans des villes de province qui ont plus de trente mille habitants. Sous Charles II, il n'existait pas en province une seule ville qui fût aussi peuplée, et il n'en existait que quatre qui comptassent dix mille âmes.

Après la capitale, mais bien loin derrière elle, venaient alors Bristol, le premier port de mer, et Norwich, la première ville manufacturière. Ces deux villes ont été depuis bien dépassées par de jeunes rivales; cependant elles ont aussi beaucoup gagné, car la population de Bristol a quadruplé, et celle de Norwich a plus que doublé.

Pepys, qui visita Bristol huit ans après la Restauration, fut frappé de la splendeur de cette ville; il est vrai qu'il ne paraît pas très-exigeant, car il note comme un fait merveilleux qu'à Bristol un homme pouvait regarder tout autour de lui et ne voir que des maisons. Il semblerait d'après cela que, Londres excepté, il ne connaissait pas de villes où les maisons cachassent complétement la campagne. Quelque grand que parût alors Bristol, cette ville n'occupait cependant qu'une bien faible partie de la surface qu'elle couvre maintenant; plusieurs églises d'une admirable beauté s'élançaient du sein d'un labyrinthe de ruelles étroites; mais les maisons étaient bâties sur des fondations peu solides, et si une voiture ou une charrette s'y engageait, elle courait le risque de se trouver prise entre deux murs ou de s'enfoncer dans les caves; aussi les marchandises étaient généralement transportées sur de petites charrettes traînées par des chiens. Les plus riches habitants, au lieu de faire parade de leurs richesses dans des voitures dorées, se

1. J'ai pris l'estimation de Davenant, qui est un peu au-dessous de celle de King.

promenaient à pied dans les rues, suivis de nombreux domestiques revêtus de riches livrées, et tenaient des tables abondamment servies. La pompe des baptêmes et des funérailles y surpassait tout ce qu'on pouvait voir ailleurs. L'hospitalité de cette ville était renommée; on vantait surtout les collations offertes aux visiteurs par les raffineurs de sucre : ces collations étaient préparées dans les chaudières de l'usine, et toujours accompagnées d'un breuvage généreux composé des meilleurs vins d'Espagne et connu dans tout le royaume sous le nom de « lait de Bristol. » Un commerce profitable avec l'Amérique du Nord et les Antilles défrayait ce luxe immense. La passion pour le trafic colonial était si forte, qu'il n'était, pour ainsi dire, pas de boutiquier qui n'eût une pacotille à bord d'un bâtiment de la Virginie ou des Indes occidentales. Quelques-unes de ces pacotilles, il est vrai, n'étaient pas d'une nature très-honorable. On manquait de bras dans les possessions transatlantiques de la couronne, et ce besoin était en partie satisfait par un vaste système de racolage et d'enlèvement dans les principaux ports anglais. Nulle part ce système n'était pratiqué plus en grand et avec plus d'activité qu'à Bristol, et même les premiers magistrats de la Cité ne rougissaient pas de s'enrichir par cet odieux commerce. D'après le relevé de la taxe des feux, en 1685, il paraît que le nombre des maisons de Bristol s'élevait juste à cinq mille trois cents. Comme il n'est pas probable que le nombre des habitants de chaque maison fût plus considérable qu'à Londres, et que nous savons de source certaine que, dans la capitale, on comptait cinquante-cinq personnes par dix maisons, il s'ensuit que la population de Bristol doit avoir été à peu près de vingt-neuf mille âmes[1].

Norwich était la capitale d'une grande et fertile province; c'était la résidence d'un évêque et d'un chapitre, et le siége de la principale manufacture du royaume. Quelques hommes distingués dans les sciences y avaient vécu récemment, et nulle autre localité n'était plus curieuse, si l'on excepte Londres et les Universités. Les membres de la Société royale ne trouvaient pas la bibliothèque, le musée, les volières et le jardin botanique de sir Thomas Browne, indignes d'un

1. Voyez : « Evelyn's Diary, » 27 juin 1654 ; — « Pepys's Diary, » 13 juin 1668 ; — « Roger North's « Lives of Lord Keeper Guildford, and of sir Dudley North ; » et « Petty's Political Arithmetic. » J'ai puisé les faits dans Petty, mais pour en tirer mes conclusions, j'ai pris pour guides King et Davenant, qui, sans être plus compétents, ont sur lui l'avantage d'être venus plus tard. Quant aux enlèvements pour lesquels Bristol était noté d'infamie, voyez : « North's Life of Guildford, » 121, 216, et la harangue de Jeffreys sur ce sujet dans « l'Histoire impartiale de sa vie et de sa mort, » imprimée avec le : « Bloody Assizes. » Le style en est, comme toujours, grossier, mais je ne saurais compter au nombre de ses crimes sa mercuriale aux magistrats de Bristol.

pèlerinage. Norwich avait aussi sa cour en miniature. Dans le cœur de la ville s'élevait le vieux palais des ducs de Norfolk, qui passait pour la plus grande maison de ville du royaume, la capitale exceptée. Dans ce palais, auquel étaient adjoints un jeu de paume, un jeu de boule et un vaste jardin, s'étendant sur le bord du Wansum, la noble famille des Howard faisait souvent sa résidence et menait un train de petits souverains; les convives y buvaient dans des gobelets d'or pur; les pelles et les pincettes mêmes étaient d'argent; les murs étaient ornés de tableaux des maîtres italiens, et les cabinets remplis de collections de pierres précieuses achetées par ce comte d'Arundel, dont les marbres ornent maintenant les salles d'Oxford. C'est dans ce palais qu'en 1671 Charles II et sa cour avaient été somptueusement reçus. Là aussi tout venant était hébergé chaque année depuis la Noël jusqu'au jour des Rois; la bière y coulait par torrents pour la populace; trois voitures, dont l'une avait coûté cinq cents livres sterling, et contenait quatorze personnes, faisaient chaque soir le tour de la ville pour amener les dames à des réjouissances où les danses étaient toujours suivies d'un banquet. Quand le duc de Norfolk venait à Norwich, il était reçu comme un roi qui rentre dans sa capitale : on sonnait les cloches de la cathédrale et celles de Saint-Pierre-Mancroft, les canons du château saluaient, et le maire et les *aldermen* venaient complimenter leur illustre concitoyen. Par un relevé fait en 1693, nous trouvons que la population de Norwich était alors de vingt-huit à vingt-neuf mille âmes [1].

Il existait encore d'autres capitales de comtés qui, quoique inférieures à Norwich, ne manquaient pas d'une certaine importance. Il était rare, dans ce temps, qu'un gentilhomme campagnard allât à Londres avec sa famille; la ville principale de sa province était sa métropole, et souvent il y résidait une partie de l'année. De toute manière, il y était fréquemment appelé par ses affaires et ses plaisirs : pour les assises, pour les sessions trimestrielles, pour les élections, pour les réunions de la milice, pour les fêtes et les courses. Là siégeaient les cours de justice, où les juges en robes écarlates et escortés de trompettes et de hallebardiers ouvraient deux fois par an la « Commission du roi. » Là se tenaient les marchés où se vendaient le blé, le bétail, la laine et le houblon des pays environnants; là se tenaient les grandes foires où venaient les négociants de Londres, où

1. Voyez : « Fuller's Worthies; » et « Evelyn's Diary, » 17 oct. 1671 ; — « Journal of E. Browne, « son of sir Thomas Browne, » janv. 1663-4; — « Blomefield's history of Norfolk ; » — « History of « the City and County of Norwich, » 2 vol., 1768.

les revendeurs des campagnes faisaient leurs provisions annuelles de sucre, de papeterie, de coutellerie et de mousseline; là étaient les magasins où les meilleures familles du voisinage achetaient leur épicerie et leur mercerie. Quelques-unes de ces villes recevaient un certain lustre de souvenirs historiques intéressants. C'était une cathédrale décorée avec tout l'art et toute la magnificence du moyen âge; c'était un palais où une longue succession de prélats avaient vécu; c'était le parvis environné des antiques demeures de chanoines et de prébendiers; c'était un château fort, qui avait arrêté jadis les Neville et les De Vere, et qui portait encore les traces plus récentes de la vengeance de Rupert ou de Cromwell.

York, la capitale du nord, et Exeter, la capitale de l'ouest, se faisaient remarquer parmi ces cités importantes; elles ne contenaient chacune que dix mille habitants; Worcester, la reine du pays à cidre, en renfermait près de huit mille, et Nottingham à peu près autant; Gloucester, célèbre par sa courageuse défense, qui fut si fatale à Charles Ier, comptait quatre ou cinq mille âmes, et Derby pas tout à fait quatre mille; Shrewsbury était la ville principale d'un district considérable et fertile, la cour des « Marches du pays de Galles » y siégeait, et, dans le langage de la bourgeoisie, à plusieurs milles autour du Wrekin, aller à Shrewsbury, c'était faire un voyage à la capitale. Sur les promenades au bord de la Saverne, les beaux esprits provinciaux et les belles dames imitaient de leur mieux les modes du parc de Saint-James. Il y avait à peu près sept mille habitants à Shrewsbury [1].

La population de toutes ces villes a bien plus que doublé depuis la Révolution, et il en est plusieurs où elle a même septuplé. Les rues ont été presque entièrement rebâties; l'ardoise et la brique ont remplacé le chaume et le bois. Le pavage, l'éclairage, les riches devantures de quelques magasins, la propreté recherchée des maisons occupées par la bourgeoisie, eussent semblé merveilleux au XVIIe siècle; et cependant l'importance relative de ces vieilles capitales de

1. D'après un relevé des baptêmes et des décès que nous trouvons dans « Drake's History; » la population d'York doit avoir été de treize mille âmes en 1730. Exeter n'avait que dix-sept mille habitants en 1801. La population de Worcester fut dénombrée un peu avant le siége de 1646. Voyez : « Nash's « History of Worcestershire. » J'ai eu égard à l'augmentation probable pendant quarante ans En 1740, un dénombrement donne une population de dix mille âmes à Nottingham ; voyez : « Dering's History. » On peut s'assurer de la population de Gloucester par le nombre de maisons que King trouva mentionné sur les registres de la taxe des feux, et par le relevé des naissances et des décès qu'on peut voir dans : « Atkin's History. » La population de Derby était de quatre mille âmes en 1712; voyez : « Wolley's « MS. history, » citée dans : « Lyson's Magna Britannia. » La population de Shrewsbury est connue par un dénombrement fait en 1695. Quant aux magnificences de Shrewsbury, voyez : « Farquhar's Recruiting officer. » Cette description de Farquhar est confirmée par une ballade qui se trouve dans la bibliothèque de Pepys et qui a pour refrain : A moi Shrewsbury ! ! !

comtés est bien loin d'être ce qu'elle était. De nouvelles villes, dont nos vieux historiens parlent peu ou ne parlent point, et qui n'avaient pas même de représentants dans nos premiers Parlements, ont, sous les yeux de personnes encore vivantes, acquis des proportions que la génération présente contemple avec admiration et orgueil, mais non sans inquiétude et sans crainte.

Cependant, les plus considérables de ces villes étaient déjà connues dans le XVII[e] siècle comme centres d'une importante industrie. Leur accroissement rapide, leurs immenses richesses, furent même quelquefois décrites dans un langage qui paraît ridicule à ceux qui voient leur splendeur actuelle. La ville de Manchester était une des plus peuplées et des plus prospères. Le Protecteur l'avait autorisée à envoyer un représentant à son Parlement, et les auteurs du temps de Charles II en parlent comme d'un centre d'activité et de richesses. Depuis un demi-siècle, on y apportait du coton de Chypre et de Smyrne; mais l'art de le travailler était dans l'enfance. Whitney n'avait pas encore enseigné les moyens d'obtenir la matière première en quantités presque fabuleuses, ni Arkwright montré l'art de la travailler avec une promptitude et une précision pour ainsi dire magiques. La totalité des importations annuelles ne s'élevait pas, à la fin du XVII[e] siècle, à plus de deux millions de livres, quantité qui suffirait à peine, de nos jours, aux besoins de quarante-huit heures. Cet *emporium* remarquable, dont la population et la richesse surpassent de beaucoup celles de capitales telles que Berlin, Madrid et Lisbonne, n'était alors qu'une ville du troisième ordre, mal bâtie, et contenant moins de six mille âmes; elle ne possédait pas une seule imprimerie, aujourd'hui, il y en a cent; on n'y voyait pas une seule voiture, aujourd'hui il y a vingt carrossiers[1].

Leeds était déjà la ville manufacturière pour les laines du Yorkshire; mais les vieillards contemporains pouvaient encore se rappeler quand fut bâtie la première maison de brique, qu'on appelait alors et que longtemps encore on appela la Maison-Rouge. Ils étaient fiers de l'accroissement de leurs richesses, et ne parlaient qu'avec orgueil des ventes considérables de draps qui se faisaient, à ciel ouvert, sur le pont. Des milliers de livres sterling circulaient de main en main à certains jours de marché. L'importance toujours croissante de Leeds

1. « Blome's Britannia, » 1673; — « Aikin's Country round Manchester ; — « Manchester Directory, » 1845; et « Baines, History of the Cotton Manufacture. » Les meilleurs renseignements que j'aie pu me procurer sur la population de Manchester au XVII[e] siècle, sont extraits d'un article du révérend R. Parkinson, publié dans le journal de la Société Statistique, n° d'oct. 1842.

avait attiré l'attention de deux gouvernements successifs : Charles Ier accorda à cette ville des priviléges municipaux, et Olivier Cromwell lui permit d'envoyer un représentant au Parlement. Mais sous Charles II, d'après le relevé de la taxe des feux, la commune entière, qui comprenait un district considérable avec plusieurs hameaux, ne contenait que sept mille âmes. En 1841 il y en avait plus de cent cinquante mille [1].

Au sud de Leeds, à une journée de marche environ, sur la lisière d'une bruyère sauvage, on trouvait un ancien domaine féodal, maintenant richement cultivé, mais alors inculte et sans clôture; ce vaste domaine s'appelait Hallamshire. Le fer y abondait, et depuis un temps immémorial, les grossiers couteaux qu'on y fabriquait se vendaient dans tout le royaume. Geoffrey Chaucer en fait même mention dans un de ses « Contes de Canterbury. » Mais les progrès de cette manufacture furent bien lents pendant les trois siècles qui suivirent. Cette lenteur peut sans doute s'expliquer par le fait que ce commerce fut, pendant presque toute cette longue période, soumis aux règlements qu'il plaisait au seigneur du manoir et à sa cour de justice d'imposer. Toute la coutellerie fine était fabriquée à Londres, ou importée du continent. Ce ne fut que sous George Ier que les chirurgiens anglais cessèrent de faire venir de France les instruments délicats qui sont nécessaires pour les opérations chirurgicales. La plupart des forges du Hallamshire se trouvaient dans une petite ville marchande qui s'était formée près du château du propriétaire et qui, sous Jacques Ier, n'était encore qu'une misérable agglomération de deux mille habitants, dont un tiers mourant de faim et demi-nus. D'après les registres des paroisses, il paraît certain, qu'à la fin du règne de Charles II, la population ne s'élevait qu'à quatre mille âmes. On y voyait un grand nombre de gens difformes, et tout voyageur s'apercevait facilement des effets d'un genre de travail éminemment défavorable au développement de l'espèce humaine. Cette petite ville n'est autre que Sheffield qui, avec ses faubourgs, renferme aujourd'hui cent cinquante mille habitants, et qui répand dans le monde entier ses excellents couteaux, ses rasoirs et ses lancettes [2].

Olivier Cromwell ne trouva pas Birmingham une ville assez importante pour être représentée dans le Parlement. Cependant, les manufactures y étaient déjà actives et prospères; les fabricants se vantaient

1. Voyez : « Thoresby's Ducatus Leodensis ; » — « Whitaker's Loidis and Elmete ; » et « Wardell's Municipal History of the Borough of Leeds. »
2. « Hunter's History of Hallamshire. »

que la renommée de leur quincaillerie s'étendait, non comme à présent, jusqu'à Pékin et Lima, Bokhara et Tombouctou, mais jusqu'à Londres et même jusqu'en Irlande. Ils avaient aussi la réputation, moins honorable toutefois, de fabriquer beaucoup de fausse monnaie. Le surnom de *Birmingham*, que les Tories avaient donné aux démagogues, qui affectaient un zèle hypocrite contre le papisme, était une allusion à cette fabrication de fausses pièces de quatre sous. Cependant, la population de cette ville, qui s'élève aujourd'hui à près de deux cent mille habitants, n'était que de quatre mille en 1685. Les boutons de Birmingham commençaient seulement à être connus; personne n'avait encore entendu parler des fusils de Birmingham; et là où, deux générations plus tard, devaient paraître les magnifiques éditions de Baskerville, il n'y avait pas une seule boutique régulière où l'on pût acheter une Bible ou un almanach. Les jours de marché, un libraire, nommé Michel Johnson, le père de notre grand Samuel Johnson, venait de Lichfield, et ouvrait pendant quelques heures une échoppe. Cette ressource littéraire fut longtemps suffisante pour les besoins de Birmingham[1].

Ces quatre grands centres manufacturiers méritaient une mention spéciale; il serait trop long d'énumérer toutes les autres ruches industrielles qui, il y a cent cinquante ans, n'étaient que des hameaux sans église paroissiale, ou des terres incultes peuplées seulement de coqs de bruyère ou de bêtes fauves. Les changements qui se sont opérés dans l'écoulement des produits de nos forges et de nos métiers, produits qui couvrent maintenant le monde entier, ne sont pas moins remarquables. De nos jours, Liverpool a une population de trois cent mille âmes, et son exportation maritime s'élève, d'après les registres du port, à quatre ou cinq cent mille tonnes; il est arrivé plusieurs fois que le bureau de douanes a reçu, en une année, des sommes trois fois plus fortes que celle de tous les revenus de la couronne en 1685; les recettes de son bureau de poste, même depuis la grande réduction récente, dépassent la somme que touchait le duc d'York, comme revenu total des postes du royaume; ses immenses docks et ses magasins font l'étonnement du monde entier, et cependant les uns et les autres suffisent à peine au gigantesque commerce de la Mersey : si bien qu'on voit déjà

1. Voyez : « Dugdale's Warwickshire; » — « Blome's Britannia, 1673; » — « North's Examen, » 321; la préface de : « Absalon and Achitophel; » — Hutton's History of Birmingham: » et « Boswell's Life of Johnson. » Dans l'année 1690, il y eut à Birmingham 150 décès et 125 naissances : probablement la mortalité y était de 1 sur 25 par an. A Londres, elle était bien plus considérable. Un historien de Nottingham vantait, un demi-siècle plus tard, l'extraordinaire salubrité de cette ville où la mortalité annuelle n'était que de 1 sur 30. Voyez : « Dering's History of Nottingham. »

s'élever, sur l'autre rive, une cité rivale. Du temps de Charles II, Liverpool était considérée comme une ville prospère, ayant déjà fait de grands progrès, et elle entretenait un commerce lucratif avec l'Irlande et les colonies à sucre. Dans l'espace de seize années, le produit de ses douanes était devenu huit fois plus fort, et s'élevait annuellement à la somme alors immense de quinze mille livres sterling. Mais sa population ne pouvait excéder quatre mille âmes, et le chiffre de ses exportations atteignait tout au plus le chiffre de quatorze cents tonnes, moins que le tonnage d'un seul bâtiment de première classe de la Compagnie des Indes. Le nombre des matelots de son port ne dépassait pas deux cents [1].

Tels ont été les progrès des villes où les richesses se formaient et s'accumulaient. Les cités d'un autre genre, où les richesses créées et amassées ailleurs viennent se dépenser pour des raisons de santé ou de plaisirs, n'ont pas fait des progrès moins rapides. L'existence de quelques-unes d'entre elles ne date que de la chute des Stuarts. Cheltenham est maintenant une ville plus considérable qu'aucune de celles que contenait le royaume, Londres excepté, au XVIIe siècle; cependant dans le XVIIe siècle, et même au commencement du XVIIIe, les historiens de la localité ne mentionnent Cheltenham que comme une paroisse rurale située au pied des monts Cotswold, et dont le sol était également propre au labour et au pâturage. On voyait faucher les moissons et garder des troupeaux au lieu même que couvre aujourd'hui cette suite brillante de rues animées et de villas [2]. On parlait de Brighton comme d'une petite ville jadis prospère : elle avait possédé un grand nombre de petits bateaux de pêche, et, à l'apogée de sa prospérité, elle comptait plus de deux mille habitants; mais, disait-on, elle était menacée de ruine. La mer empiétait sur elle de jour en jour, et elle finit par disparaître presque entièrement. Il y a quatre-vingt-dix ans, les ruines d'un vieux fort étaient encore visibles parmi les galets et les algues de la plage, et des vieillards pouvaient encore montrer les traces d'une rue composée de plus de cent maisonnettes, qui avait été engloutie par les vagues. Ce malheur causa une telle misère, qu'à peine pouvait-on trouver un ecclésiastique pour desservir la cure. Quelques misérables pêcheurs n'en continuèrent pas moins à sécher leurs filets sur les rochers, où maintenant

1. Voyez : « Blome's Britannia ; » — « Gregson's Antiquities of the County Palatine and Duchy of Lancaster, » part. II; et « Petition from Liverpool, » dans le « Privy council Book » du 10 mai 1686. En 1690, les décès à Liverpool étaient au nombre de 151, les baptêmes de 120. En 1844, le produit net des douanes a été de 4,365,526 livres sterling, 1 schelling et 8 deniers.

2. « Atkyn's Gloucestershire. »

une ville deux fois plus grande et deux fois plus peuplée que la Bristol du temps des Stuarts présente à la mer sa façade de plusieurs milles de longueur [1].

L'usage des eaux minérales n'était pas inconnu cependant à l'Angleterre du XVII[e] siècle. Les bourgeois du Derbyshire et des comtés voisins se rendaient à Buxton, où ils s'entassaient sous des hangars, et où leurs hôtes les régalaient de gâteaux de farine d'avoine et d'une espèce de viande qu'ils appelaient du mouton, mais que les consommateurs soupçonnaient fort d'être du chien [2]. Les eaux de Tunbridge, à une journée de la capitale, dans une des parties les plus riches et les plus civilisées du royaume, présentaient un plus grand attrait. Nous y voyons maintenant une ville qui, il y a cent soixante ans, eût été, quant à la population, la quatrième ou la cinquième de l'Angleterre. L'élégance des magasins et le luxe des maisons particulières surpassent de beaucoup tout ce qu'elle offrait alors à la vue. Quand, peu de temps après la Restauration, la cour alla visiter les eaux de Tunbridge, il n'y avait pas encore de ville; mais, à un mille de la source, on rencontrait, disséminées sur la bruyère, quelques cabanes rustiques, un peu plus propres et plus soignées que les chaumières ordinaires de ce temps. Quelques-unes de ces cabanes même étaient portatives, et on les changeait de place avec des traîneaux. C'est dans ces misérables huttes qu'en été les élegants, fatigués du bruit et de la fumée de Londres, venaient souvent respirer l'air frais et prendre une idée de la vie rurale. Pendant la saison, il se tenait une espèce de foire autour de la source. Les femmes et les filles des fermiers du Kent y venaient, des villages voisins, apporter de la crème, des cerises, des cailles et autres oiseaux. Marchander leurs provisions, causer et plaisanter avec elles, les complimenter sur leurs chapeaux de paille et leur chaussure élégante, semblait un passe-temps agréable à des voluptueux, ennuyés des prétentions des actrices et des filles d'honneur. Des merciers, des marchands de joujoux, des bijoutiers, y venaient de Londres et y établissaient un bazar sous les arbres. Dans une des cabanes, le politique du temps trouvait son café et la *Gazette de Londres;* dans une autre, on jouait gros jeu à la bassette; et le soir, quand il faisait beau, les violons venaient, et l'on dansait la Moresque sur le tapis élastique du boulingrin. En 1685, on commença à ouvrir une souscription parmi les baigneurs pour bâtir une église que les

1. Voyez : « Magna Britannia, » et « Grose's Antiquities. »
2. « Tour in Derbyshire, » par Thomas Browne, fils de sir Thomas Browne.

Tories, alors tout-puissants, s'obstinèrent à dédier à «saint Charles le Martyr[1] ».

Bath possédait, sans contredit, la plus célèbre de ces sources d'eau minérale; elle était déjà fameuse du temps des Romains, et depuis plusieurs siècles la ville était le siége d'un évêché. Les malades y affluaient de tous les côtés du royaume, et le roi lui-même y tenait quelquefois sa cour. Bath néanmoins n'était guère qu'une agglomération de quatre ou cinq cents maisons entassées dans l'enceinte d'une vieille muraille, sur les bords de l'Avon. Il existe encore des tableaux où figurent les plus belles de ces maisons, qui rappellent les échoppes des revendeurs et des cabaretiers du grand chemin de Radcliffe; les voyageurs de cette époque même, se plaignaient du peu de largeur et de la saleté des rues. Cette belle cité, qui charme de nos jours les yeux accoutumés aux chefs-d'œuvre du Bramante et de Palladio, et dont le génie d'Anstey et de Smollett, de Frances Burney et de Jane Austen a fait une terre classique, n'avait pas encore commencé d'exister. La rue de Milsom, elle-même, n'était qu'un champ au delà des murs, et des haies entrecoupaient l'espace qu'occupent maintenant le « Crescent » et le « Circus. » Les malades pauvres auxquels les eaux étaient ordonnées, couchaient sur la paille en un lieu qui, pour me servir des expressions d'un médecin contemporain, était plutôt un abri qu'un logement. Quant aux agréments et au luxe que trouvaient dans les maisons de Bath les visiteurs qui y venaient pour leurs plaisirs ou leur santé, nous avons des renseignements plus complets et plus minutieux qu'on n'en a généralement sur de pareils sujets. Un écrivain qui publia une description de cette ville, environ soixante ans après la révolution, nous a fait connaître exactement tous les changements qui s'y effectuèrent de son temps. Il nous assure que dans son enfance, les personnes qui venaient aux eaux couchaient dans des chambres qui ne valaient guère mieux que les greniers qu'il a vus plus tard occupés par les domestiques; les planchers des salles à manger étaient sans tapis, et on les colorait en brun avec un mélange de suie et de petite bière pour en cacher la saleté; pas une boiserie n'était peinte; il n'y avait pas une seule cheminée en marbre; un morceau de pierre de taille commune et des chenets qui ne coûtaient que trois ou quatre schellings, étaient considérés comme suffisants; les meilleurs appartements étaient tendus d'une étoffe de laine grossière et garnis de

1. Voyez : « Les Mémoires de Grammont; » — « Hasted's History of Kent; » — «Tunbridge Wells, » comédie de 1678; — « Causton's Tunbridgialia, » 1688; — et » Métellus, poëme sur les eaux de Tunbridge, » 1693.

chaises de paille. Les lecteurs qui prennent intérêt aux progrès de la civilisation et des arts utiles, sauront gré à cet humble topographe des détails qu'il nous a transmis, et regretteront peut-être que des historiens de prétentions plus élevées n'aient pas dérobé quelques pages aux évolutions militaires et aux intrigues politiques, pour nous donner une idée de ce qu'étaient les salons et les chambres de nos ancêtres[1].

La position de Londres relativement aux autres villes du royaume était, du temps de Charles II, bien supérieure à ce qu'elle est actuellement. Sa population est à présent six fois plus forte que celle de Manchester ou de Liverpool; sous Charles II, elle était au moins dix-sept fois plus considérable que la population de Bristol ou de Norwich. Je ne connais pas d'autre exemple d'un grand empire où la capitale possède une population dix-sept fois plus forte que celle de la seconde ville du pays. Il y a lieu de supposer qu'en 1685, Londres était depuis un demi-siècle la capitale la plus peuplée de l'Europe; le nombre de ses habitants, qui s'élève maintenant au moins à dix-neuf cent mille, était d'un peu plus de cinq cent mille[2]. Londres n'avait dans ce temps qu'une seule rivale commerciale qu'elle a laissée bien loin derrière elle, c'était la puissante et riche Amsterdam. Les écrivains anglais citaient avec orgueil cette forêt de mâts et de vergues qui couvrait la rivière, du pont jusqu'à la Tour, et les sommes incroyables perçues à la douane dans «Thames-Street.» Il n'est pas douteux que le commerce de la métropole était alors bien plus considérable qu'à présent, relativement au commerce du pays entier; cependant l'orgueil, d'ailleurs respectable, de nos ancêtres, semble un peu ridicule à notre génération. Le mouvement du port, qui leur paraissait immense, ne dépassait pas, à ce qu'il paraît, soixante-dix mille tonnes; c'était, il est vrai, plus du tiers de tout le mouvement maritime du commerce de l'Angleterre, mais c'est moins du quart du mouvement actuel du seul port de Newcastle, et ce n'est guère plus que le tonnage des bateaux à vapeur de la Tamise. Les droits de douanes, à Londres, montaient à peu près à trois cent trente mille livres sterling en 1685; de nos jours, ils s'élèvent annuellement à dix millions de livres sterling[3].

1. Voyez : « Wood's History of Bath, » 1749; — « Evelyn's Diary, » 27 juin 1654; — « Pepys's Diary, » 12 juin 1668; — « Stukeley's Itinerarium Curiosum; » — « Collinson's Somersetshire; » et « Dr Pearce's History and memoirs of the Bath, » 1713, livre Ier, chap. VIII, obs. 2e, 1684. J'ai consulté plusieurs vieux plans et gravures de Bath, surtout un plan très-curieux qui est entouré des vues des principaux bâtiments; il porte la date de 1717.

2. Selon King, c'était 530,000 habitants.

3. Voyez : Macpherson's History of Commerce; » — « Chalmer's Estimate; » et « Chamberlayne's State of England, » 1684. Le tonnage des bateaux à vapeur appartenant au port de Londres s'élevait, à la fin

Si l'on examine les plans de Londres publiés vers la fin du règne de Charles II, on verra qu'il n'existait alors que le noyau de la capitale actuelle. La ville ne venait pas comme aujourd'hui se confondre par degrés imperceptibles avec la campagne. Il n'y avait pas de ces longues avenues de villas, ombragées de lilas et d'acacias s'étendant, du centre de la civilisation et des richesses, jusqu'aux frontières du Middlesex et jusqu'au cœur des comtés de Surrey et de Kent. A l'est, on n'avait pas même songé à construire cette immense rangée de magasins et ces bassins qui actuellement s'étendent de la Tour à Blackwall. A l'ouest, on voyait à peine quelques-uns de ces édifices princiers, demeures des riches et des nobles; et Chelsea, qui compte maintenant plus de quarante mille habitants, n'était qu'un simple village, dont la population ne dépassait pas mille âmes [1]. Au nord, le bétail paissait, et le chasseur errait avec ses chiens et son fusil dans l'espace occupé aujourd'hui par la commune de Marylebone, ainsi que sur la plus grande partie de l'emplacement couvert actuellement par les bourgs de Finsbury et de Tower-Hamlets. Islington était, pour ainsi dire, un désert, dont les poëtes aimaient à opposer le silence et la tranquillité au bruit et au fracas de Londres [2]. Au sud, la capitale est à présent réunie aux faubourgs par plusieurs ponts qui, pour la magnificence et la solidité, ne le cèdent à aucun des plus nobles ouvrages des Césars. En 1685, un seul pont formé d'arches irrégulières, encombré par d'ignobles masures, et orné, d'après une mode digne des sauvages du Dahomey, d'une vingtaine de têtes de malfaiteurs, entravait la navigation du fleuve.

La Cité proprement dite, était la partie la plus importante de la métropole. A l'époque de la Restauration, elle avait été bâtie en grande partie en bois et en plâtre; le peu de briques qu'on avait employées étaient mal cuites; les rez-de-chaussée où s'exposaient les marchandises à vendre, s'avançaient dans la rue et étaient surplombés par les étages supérieurs. Quelques échantillons de ce genre d'architecture peuvent encore se voir dans les quartiers épargnés par le grand incendie, qui couvrit en quelques jours un espace de près d'un mille carré, des décombres de quatre-vingt-neuf églises et de treize mille maisons. Mais la Cité s'était relevée avec une promptitude qui avait excité l'admiration des pays voisins. Malheureusement on avait conservé les

de 1847, à 60,000 tonnes. Les douanes du port ont donné en moyenne, de 1842 à 1845, bien près de 11 millions de livres sterling.

1. « Lyson's Environs of London. » La moyenne des baptêmes à Chelsea, de 1680 à 1690, a été seulement de quarante-deux par an.

2. « Discourse of Solitude, » par Cowley.

anciens alignements des rues, et comme ils avaient été tracés à une époque où les princesses elles-mêmes voyageaient à cheval, ils laissaient entre les maisons un intervalle trop étroit pour permettre aux voitures de se croiser aisément. Les personnes riches ne pouvaient donc guère habiter la Cité, à une époque où les gens de luxe se montraient quelquefois en voitures à six chevaux. Les nouvelles maisons étaient cependant bien supérieures à celles qui avaient péri dans l'incendie; la brique, et une brique de qualité bien meilleure, avait été généralement employée. Sur l'emplacement des anciennes églises paroissiales s'étaient élevés une multitude de dômes, de tours et de clochers nouveaux qui portaient le cachet du fécond génie de Wren. Partout, excepté sur un seul point, les traces de la grande dévastation avaient été complétement effacées, mais d'innombrables ouvriers, des échafaudages et des masses de pierres à demi taillées, se voyaient encore sur l'emplacement où le plus noble des temples protestants s'élevait lentement sur les ruines de la vieille cathédrale de Saint-Paul[1].

L'aspect et les habitudes de la Cité ont complétement changé depuis cette époque. A présent, le banquier, les négociants et les principaux boutiquiers, s'y rendent, pour leurs affaires, chaque matin des six jours ouvrables de la semaine, mais ils habitent d'autres quartiers de la métropole ou des maisons de campagne environnées de bosquets et de fleurs. Cette révolution dans les habitudes privées a produit une révolution politique qui n'est pas sans importance. La Cité n'a plus, pour les riches négociants, cet attrait naturel qu'on sent pour son chez-soi; elle ne s'associe plus, dans leur esprit, avec les affections et les caresses de la famille; ce n'est plus là qu'est le foyer domestique, la table de famille et le repos des nuits. Dans la rue des Lombards et dans la rue de Threadneedle, les hommes ne font plus que travailler et amasser de l'argent; ils vont ailleurs pour dépenser et pour jouir. Les dimanches ou le soir, après l'heure des affaires, de certaines rues et de certains passages qui, quelques heures auparavant, étaient remplis de figures inquiètes et de passants empressés, deviennent aussi silencieux qu'un cimetière de village. Les chefs du corps commercial ne sont plus bourgeois de la Cité; ils évitent, ils dédaignent, pour ainsi dire, les honneurs et les devoirs municipaux; ils les abandon-

1. On trouve dans la collection de plans et de dessins du Musée Britannique, et dans la bibliothèque de Pepys, les renseignements les plus complets et les plus dignes de foi sur l'état des bâtiments de Londres à cette époque. La mauvaise qualité des briques dans les vieux bâtiments de Londres est spécialement mentionnée dans les voyages du grand-duc Cosmo. Il y a une description des travaux de l'église Saint-Paul dans : «Ward's London Spy» Je suis presque honteux de citer ce dégoûtants fatras, mais j'ai été forcé de descendre plus bas encore, s'il est possible, pour trouver mes renseignements

nent à des hommes qui, tout utiles et respectables qu'ils sont, appartiennent cependant rarement à ces maisons princières du commerce, dont les noms sont honorés dans le monde entier.

Dans le XVII[e] siècle, les négociants, au contraire, résidaient dans la Cité. On a transformé en comptoirs et en magasins les anciennes maisons des riches bourgeois d'autrefois; mais il est encore facile de voir qu'elles ne le cédaient pas en magnificence aux habitations de la noblesse de cette époque. On en trouve quelquefois s'élevant à l'écart, dans des cours obscures, et accessibles seulement par d'étroits passages; mais leurs dimensions sont vastes et leur apparence majestueuse; l'entrée est ornée de piliers et de portiques richement sculptés; l'escalier et le vestibule ne manquent pas de grandeur; les pièces sont souvent parquetées à la mode française. Le palais de sir Robert Clayton, dans « Old Jewry, » avait une superbe salle de banquet, lambrissée en bois de cèdre et ornée de fresques représentant le combat des dieux et des géants[1]. Sir Dudley North avait dépensé quatre mille livres sterling, somme considérable alors, même pour un duc, dans l'acquisition du riche mobilier qui ornait ses salons de réception de Basinghall street[2]. C'est dans ces demeures que, sous les derniers Stuarts, vivaient avec hospitalité et magnificence les chefs des principales maisons de commerce. Les liens les plus forts de l'intérêt et de l'affection les y attachaient. C'était là qu'ils avaient passé leur jeunesse, qu'ils avaient formé leurs amitiés; c'était là qu'ils s'étaient mariés, qu'ils avaient vu grandir leurs enfants; c'était là que reposaient les restes de leurs pères; c'était là qu'ils voulaient reposer un jour. Ce genre de vie avait développé en eux cet ardent patriotisme habituel à ceux qui vivent réunis dans un étroit espace. Londres était pour eux ce qu'Athènes était aux Athéniens, du temps de Périclès; ce que Florence était aux Florentins, au XV[e] siècle. Le citoyen de Londres était fier de la grandeur de sa Cité; il en ambitionnait les honneurs municipaux, il se faisait le défenseur scrupuleux et zélé de ses droits et de ses priviléges.

Vers la fin du règne de Charles II, l'orgueil des citoyens de Londres avait eu à souffrir une cruelle mortification : leur vieille charte leur avait été retirée, et la magistrature municipale avait été renouvelée. Tous les nouveaux fonctionnaires étaient tories, et les Whigs, quoique supérieurs par le nombre et la fortune, se trouvaient exclus de toutes les dignités locales. Néanmoins, la splendeur extérieure de l'adminis-

1. « Evelyn's Diary, » 20 septembre 1672.
2. « Life of sir Dudley North, » par Roger North.

tration municipale avait été plutôt augmentée que diminuée par ce changement. En effet, sous les derniers magistrats puritains, l'ancienne réputation de brillante hospitalité qu'avait eue la Cité s'était en partie perdue; tandis que sous l'administration de leurs successeurs, membres d'un parti plus disposé aux réjouissances, et dont la table réunissait des convives plus distingués, venus souvent d'au delà de « Temple Bar, » Guildhall et les salles des grandes corporations des métiers s'ouvraient pour de somptueux festins. Pendant ces repas, on chantait avec accompagnement de musique des odes composées par le poëte lauréat de la corporation, en l'honneur du roi, du duc d'York et du Lord-maire. On y buvait et on y criait beaucoup. Un écrivain tory, qui avait souvent pris place à ces banquets, remarque que c'est de cette époque de jovialité que date la coutume de pousser des hourras après le toast[1].

La magnificence que déployait le Lord-maire de la capitale était presque royale. Il est vrai qu'il n'avait pas encore le carrosse doré que la foule admire chaque année; mais, dans les grandes occasions, il paraissait à cheval, suivi d'une nombreuse cavalcade qui ne le cédait en magnificence qu'à celle qui escortait le roi, de la Tour à Westminster, le jour du couronnement. Il ne paraissait jamais en public que couvert de sa riche robe et de sa toque de velours noir, portant sa chaîne d'or et ses bijoux, et accompagné de gardes et de coureurs[2]. Cette pompe, qui l'entourait toujours, n'avait rien de ridicule aux yeux des contemporains, car elle n'était que proportionnée à la position qu'il occupait comme représentant la puissance et la dignité de la Cité de Londres, cité qui n'avait pas d'égale dans le royaume, et qui, pendant quarante-cinq ans, exerça sur la politique de l'Angleterre une influence aussi grande que celle que peut exercer aujourd'hui Paris sur la politique de la France. Quant au développement intellectuel, Londres était de beaucoup en avance sur tout le reste du royaume. Avec son soutien et sa confiance, une administration pouvait en un jour obtenir des secours pécuniaires aussi grands que ceux qu'elle aurait pu recueillir dans le reste de l'île dans l'espace de plusieurs mois. Les ressources militaires de la capitale n'étaient pas non plus à dédaigner. Le pouvoir qu'exerçaient en province les Lords-lieutenants

1. « North's Examen. » Cet amusant écrivain nous a conservé un échantillon des transports sublimes que les Pindares de la Cité se permettaient :

Au très-honorable sir John Moor !
Et que la postérité l'adore !

2. Voyez : « Chamberlayne's State of England, » 1684 ; — « Angliæ Metropolis, » 1690 ; et « Seymour's London, » 1734.

était confié à Londres à une commission de citoyens éminents. Douze régiments d'infanterie et deux régiments de cavalerie se trouvaient placés sous les ordres de cette commission. Cette petite armée de commis drapiers et d'ouvriers tailleurs, dont les capitaines étaient des conseillers municipaux et les colonels des aldermen, n'auraient guère pu résister, il est vrai, à des troupes régulières; mais il n'y avait alors que bien peu de troupes régulières dans le pays. C'était donc une alliée précieuse ou une ennemie formidable qu'une ville qui, en moins d'une heure, pouvait mettre sur pied vingt mille hommes pleins de courage, passablement armés et soumis à une espèce de discipline. On se rappelait encore que la milice de Londres avait protégé Hampden et Pym contre la tyrannie; que, dans la grande crise de la guerre civile, elle avait fait lever le siége de Gloucester, et qu'elle avait joué un rôle important dans l'opposition au despotisme militaire qui avait suivi la chute de Richard Cromwell. A vrai dire, on peut affirmer, sans exagération, que sans l'hostilité de la Cité Charles I[er] n'eût jamais été vaincu, et que sans son aide Charles II n'eût jamais été restauré.

Ces considérations expliqueront pourquoi, en dépit de l'attraction qui, depuis plusieurs années, entraînait l'aristocratie vers l'ouest de Londres, quelques hommes d'un rang élevé avaient continué à résider dans le voisinage de la Bourse et de Guildhall. Shaftesbury et Buckingham, engagés alors dans une opposition violente et systématique contre le gouvernement, avaient pensé que nulle part ils ne pouvaient poursuivre leurs intrigues avec autant de facilité et de sécurité que sous la protection des magistrats et de la milice de la Cité. Shaftesbury s'était donc fixé dans « Aldersgate Street, » où il occupait une maison qu'on peut encore reconnaître aujourd'hui à ses piliers et à ses guirlandes, gracieux travail d'Inigo. Buckingham avait fait démolir le palais qu'il possédait près de « Charing-Cross, » palais qui jadis avait été la demeure des archevêques d'York, et, pendant que sur cet emplacement se bâtissaient les rues et les allées qui portent encore son nom, il habitait Dowgate [1].

Cependant c'étaient là de rares exceptions, et presque toutes les familles nobles avaient depuis longtemps émigré au delà des murs de la Cité. Le quartier où s'élevaient la plupart de leurs habitations était situé entre la Cité et les quartiers à la mode de nos jours, et quelques grandes familles habitaient encore leurs hôtels héréditaires entre le «Strand» et la Tamise. Les maisons les plus recherchées étaient alors

1. Voyez : « North's Examen, » 116; — «Wood, Ath. Ox. Shaftesbury; » et « The Duke of B.'s Litany.»

au sud et à l'ouest de « Lincoln's Inn Fields. » sur la place de « Covent Garden » à « Southampton-Square, » qu'on appelle maintenant «Bloomsbury-Square, » et à « Kings-Square, » dans « Soho-Fields, » qui est maintenant « Soho-Square. » La place de Bloomsbury était montrée aux princes étrangers comme une des merveilles de l'Angleterre[1], et celle de Soho, qui venait d'être bâtie, était pour nos ancêtres le sujet d'un orgueil que la postérité ne partagera guère; elle s'appelait « Monmouth-Square, » au temps de la prospérité de Monmouth, et le palais du duc en occupait tout le côté méridional. La façade, quoique peu élevée, était très-ornée, les murs des principaux appartements étaient couverts d'écussons et de gracieuses sculptures de fruits et de fleurs, ou tendus en satin brodé[2]. Il ne reste plus trace d'une si grande magnificence, et depuis longtemps tout vestige d'habitation seigneuriale a disparu de ce quartier jadis aristocratique. Un peu au nord de « Holborn, » sur la lisière des champs et des prairies, s'élevaient deux palais célèbres environnés de jardins. L'un, appelé alors « Southampton-House, » et ensuite « Bedford-House, » a été détruit, il y a près de cinquante ans, pour faire place à une nouvelle cité dont les rues et les églises occupent maintenant une vaste étendue de terre, renommée au XVIIe siècle pour ses pêches et ses bécassines. L'autre, qu'on nommait « Montague-House, » célèbre par ses fresques et son riche mobilier, fut entièrement brûlé, quelques mois après la mort de Charles II; mais il ne tarda pas à être remplacé par un nouveau « Montague-House » plus beau, qui, après avoir, durant de longues années, servi d'asile à des trésors d'arts et de sciences, tels qu'on en vit rarement réunis sous un même toit, vient d'être remplacé par un édifice plus magnifique encore[3]. Plus près de la cour, sur un espace appelé « Saint-James's-Fields, » on avait récemment bâti « Saint-James's-Square » et Jermyn-Street »; l'église Saint-Jacques venait aussi d'être construite pour l'usage des habitants de ce nouveau quartier[4]. « Golden-Square, » qui, dans la génération suivante, fut habité par de grands seigneurs et des ministres d'État, n'était pas encore commencé. Enfin, les seuls bâtiments qu'on vît au nord de « Piccadilly » étaient trois ou quatre habitations isolées et, pour ainsi dire, rurales, dont la plus célèbre était celle qui avait été bâtie à grands frais par Clarendon, et qu'on

1. Voyez le voyage du grand-duc Cosmo.
2. « Chamberlayne's State of England, » 1684; « Pennant's London; » et « Life of Nollekens, » par Smith.
3. « Evelyn's Diary, » 10 octobre 1683 et 19 janvier 1685-6.
4. « 1er Jac. II, c. 22; « Evelyn's Diary, » 7 décembre 1684.

avait surnommée la « maison de Dunkerque. » Le duc d'Albemarle en fit l'acquisition après la chute du fondateur. L'hôtel Clarendon et « Albemarle-Street » en rappellent encore le souvenir.

La partie la plus fréquentée et la plus gaie de « Regent's-Street » n'offrait alors au promeneur qu'une solitude, où il pouvait avoir la chance de tirer son coup de fusil à une bécasse[1]. Vers le nord, se dessinait la route d'Oxford entre deux haies. A trois ou quatre cents mètres, vers le sud, on voyait les murs des jardins de quelques grandes maisons, qu'on considérait comme tout à fait hors ville. A l'ouest était une prairie, renommée par une source qui fut, bien plus tard, l'origine du nom de « Conduit-Street. » A l'est, il y avait un champ où l'habitant de Londres ne passait jamais sans frissonner. Vingt ans auparavant, à l'époque de la grande peste, ce champ avait été choisi, à cause de sa position écartée, pour y ensevelir les morts; on y avait creusé une grande fosse où, toutes les nuits, les charrettes venaient jeter les cadavres par vingtaines. Le peuple pensait que la terre en était restée infectée, et qu'elle ne pouvait être remuée sans danger. On n'osa donc y creuser aucune fondation, jusqu'à ce que deux générations successives se fussent écoulées, et que le lugubre champ eût été depuis longtemps environné de bâtiments[2].

Ce serait se tromper gravement que de supposer que ces places et ces rues eussent le même aspect qu'à présent. La plupart des maisons ont été en grande partie ou totalement rebâties. Si les quartiers les plus à la mode alors pouvaient apparaître à nos yeux tels qu'ils étaient, nous serions dégoûtés par leur sale apparence et empoisonnés par les miasmes de l'atmosphère. Un marché infect et bruyant se tenait dans « Covent-Garden, » tout près de la demeure des grands seigneurs. Les marchandes de fruits criaient, les charretiers se battaient devant les habitations de la comtesse de Berkshire et de l'évêque de Durham, et des tas de trognons de choux et de pommes pourries étaient amoncelés à leurs portes[3].

Le centre de « Lincoln's Inn Fields » était un espace ouvert, où la populace se réunissait tous les soirs, à quelques pas de l'hôtel de Cardigan et de Winchester, pour voir les parades des bateleurs, les

1. Le vieux général Oglethorpe, qui mourut en 1785, assurait qu'il y avait chassé du temps de la reine Anne. Voyez : « Pennant's London, » et le « Gentleman's Magazine » du mois de juillet 1785.

2. Le champ de la Peste est marqué sur les plans de Londres jusqu'à la fin du règle de George Ier.

3. Voyez un plan très-curieux de « Covent-Garden » fait vers l'année 1690 et gravé pour l'Histoire de Westminster, de Smith. Voyez aussi « le Matin, » tableau par Hogarth à une époque où quelques-unes des maisons de la place étaient encore occupées par des gens du haut ton.

danses des ours, et les combats de chiens contre des bœufs. La place était couverte d'ordures; on y dressait des chevaux, et les mendiants y étaient aussi bruyants et aussi importuns que dans la ville du continent la plus mal administrée. Le mot « gueux de Lincoln's Inn » était passé en proverbe. Toute la bande connaissait les armoiries et les livrées des grandes familles charitables du voisinage, et, dès que les voitures à six chevaux de Leurs Seigneuries paraissaient, la foule arrivait clopin-clopant pour les obséder. Ces désordres durèrent, en dépit de plusieurs accidents et de quelques poursuites judiciaires, jusqu'à ce que, sous le règne de George II, sir Joseph Jekyll, maître des Rôles, eût été foulé aux pieds et presque tué au milieu de la place. Alors enfin, on éleva des palissades et l'on planta un agréable jardin[1].

« Saint-James Square » était un réceptacle pour tous les débris, toutes les cendres, tous les chiens et les chats morts du quartier de Westminster. A une certaine époque, un joueur de bâton y faisait cercle ; plus tard, un effronté gaillard s'y établit de sa propre autorité, y construisit une échoppe pour y déposer de vieux chiffons sous les fenêtres des salons dorés où les grands du royaume, les Norfolk, les Ormond, les Kent et les Pembroke, donnaient leurs bals et leurs banquets. Ce ne fut qu'après que ces ennuis eurent duré pendant toute une génération, que les habitants s'adressèrent au Parlement et obtinrent la permission de poser des grilles et de planter quelques arbres[2].

Puisque tel était l'état du quartier habité par la portion la plus élégante de la société, on peut aisément croire que la grande masse de la population endurait des inconvénients qu'on croirait aujourd'hui intolérables. Le pavé était détestable, tous les étrangers s'en plaignaient. Les égouts étaient si mal construits, qu'en temps de pluie les ruisseaux devenaient des torrents. Quelques poëtes facétieux ont chanté la fureur de ces noirs ruisseaux se précipitant le long de « Snow-Hill » et de « Ludgate-Hill, » et apportant à « Fleet-Ditch » le vaste tribut d'ordures, animales et végétales, qu'ils avaient reçu des étaux de bouchers et des boutiques de fruitiers. Les voitures et les

1. Voyez : « London Spy; » — « Tom Brown's Comical View of London and Westminster; » — Turner's Propositions for the employing of the Poor, » 1678; — « Daily Courant and Daily Journal of June 7, » 1733; et « Case of Michael *versus* Allestree in 1676, » 2 levinz, p. 172. Michaël avait été écrasé par deux chevaux qu'Allestree dressait dans Lincoln's Inn Fields; la declaration porte que le défendeur « porta deux chivals ungovernable en un coach, et improvide, incaute, et absque debita « consideratione ineptitudinis loci la eux drive pur eux faire tractable et apt pur un coach, quels « chivals, pur ceo que, per leur ferocite, ne poient estre rule, curre sur le plaintiff et le noie. »

2. Voyez : « Stat. 12 Geor. I, c. 25; » — « Commons' Journals, » 25 fév., 2 mars 1725-6; » — « London Gardener, » 1712; » et « Evening Post, » 23 mars 1731. » Je n'ai pu me procurer ce numéro du « Evening Post, » je le cite donc sur la foi de M. Malcolm, qui le mentionne dans son Histoire de Londres.

charrettes rejetaient ce liquide à droite et à gauche; aussi tout piéton cherchait-il à s'éloigner du passage des voitures. Les gens doux et timides cédaient la muraille; les audacieux et les athlétiques s'en emparaient. Quand deux tapageurs se rencontraient, ils enfonçaient leur chapeau et se coudoyaient jusqu'à ce que le plus faible tombât dans le ruisseau. Si le battu n'était qu'un fanfaron, il s'en allait l'oreille basse en menaçant de prendre sa revanche; mais s'il était de bonne trempe, l'affaire se terminait par un duel derrière « Montague-House[1]. »

Les maisons n'étaient pas numérotées, et on aurait peu gagné à ce qu'elles le fussent, car bien peu de cochers, de porteurs de chaises et de commissionnaires savaient lire. Force était de se servir de signes que tout le monde pût comprendre; les boutiques étaient donc décorées d'enseignes peintes qui donnaient aux rues de Londres un aspect aussi plaisant que grotesque. De « Charing Cross » à « Whitechapel » on voyait une succession de « Têtes-de-Sarrasins, » de « Chênes-Royaux, » « d'Ours-Bleus » et de « Toisons-d'Or, » mais ces enseignes disparurent dès qu'elles ne furent plus nécessaires pour enseigner aux gens du peuple leur chemin.

C'était vraiment chose difficile et dangereuse que de parcourir Londres quand venait la nuit; sans égard pour les passants, on jetait tout par les fenêtres; les chutes, les contusions, les membres cassés, étaient des accidents ordinaires, car, jusqu'à la dernière année du règne de Charles II, la plupart des rues restèrent dans une profonde obscurité, et les filoux et les voleurs y jouaient leur rôle avec impunité. Cependant ceux-ci étaient moins redoutés des citoyens paisibles, qu'une autre classe de vauriens : il était de mode, parmi les jeunes mauvais sujets, de chercher aventure la nuit dans les rues de Londres, d'y casser les vitres, d'y culbuter les chaises à porteurs, d'y battre les passants et d'y insulter les jeunes femmes par de brutales caresses. Plusieurs dynasties de ces tyrans nocturnes avaient régné dans les rues de la capitale depuis la Restauration. Ainsi les « Muns » et les « Tityre-tu » avaient cédé la place aux « Hectors, » les Hectors, à leur tour, venaient d'être remplacés par les « Scourers; » plus tard vinrent « les Nickers, les Hawcubites et les Mohawks, » plus redoutables encore[2]. Les moyens de répression étaient insuffisants. Il y avait bien

1. Voyez « Lettres sur les Anglais, » écrites au commencement du règne de Guillaume III; — « City Shower, » de Swift; et « Gay's Trivia. » Johnson racontait une curieuse conversation qu'il eut avec sa mère sur la convenance qu'il y avait à garder ou à céder le haut du pavé.

2. Voyez « Oldham's Imitation of the 3d satire of Juvenal, » 1682; et « Shadwell's Scourers, »

un arrêté du conseil municipal qui ordonnait que mille surveillants fussent toujours de service dans la Cité à partir du coucher jusqu'au lever du soleil, et que chaque habitant serait de service à son tour; mais cet arrêté n'était pas exécuté; il ne venait qu'un petit nombre de bourgeois à l'appel, et encore ce petit nombre aimait-il mieux rester à boire dans les cabarets que de passer la nuit à parcourir les rues [1].

Nous ne devons pas omettre de mentionner que, dans la dernière année du règne de Charles II, il se fit dans la police de Londres un changement qui contribua autant au bonheur de la masse de la population que la plus célèbre des révolutions. Edward Heming, homme ingénieux et entreprenant, obtint des lettres patentes qui lui conféraient, pour un certain nombre d'années, le droit exclusif d'éclairer la ville de Londres. Il s'engagea pour un prix modéré à placer de dix en dix maisons, à la porte de la rue, une lanterne qui devait être allumée de six heures du soir à minuit, depuis la Saint-Michel jusqu'au jour de Notre-Dame de mars, les soirs où il n'y avait pas de lune. Ceux qui voient aujourd'hui, d'un bout de l'année à l'autre et pendant toute la nuit, la capitale resplendissante d'illuminations qui feraient pâlir celles qui eurent lieu pour célébrer les victoires de la Hogue et de Blenheim, souriront peut-être de pitié en pensant aux lanternes de Heming fumant devant une maison sur dix pendant une faible portion d'une nuit sur trois! Telle n'était pas cependant l'opinion de ses contemporains : son plan fut applaudi avec enthousiasme et attaqué avec furie. Les partisans du progrès le louèrent comme le plus grand bienfaiteur de la ville : Qu'étaient, disaient-ils, ces inventions tant vantées d'Archimède, en comparaison des exploits de cet homme qui a changé les ténèbres en lumière? Mais malgré ces louanges éloquentes la cause des ténèbres avait des défenseurs : il y eut des imbéciles qui s'opposèrent à l'introduction de ce qu'ils appelaient la « nouvelle lumière, » avec autant de force qu'on en a mis, de nos jours, à s'opposer à l'introduction de la vaccine et des chemins de fer, et qu'on en mit probablement aussi, avant les temps historiques,

1690. Les hommes qui ont étudié la littérature populaire de cette génération et de celle qui lui succéda trouveront mille preuves à l'appui de ce que j'avance. Il est probable que quelques-uns des « Tityre-tu » brisèrent, en bons Cavaliers, les vitres du poëte Milton peu de temps après la Restauration. Je suis convaincu qu'il pensait à ces tyrans de Londres lorsqu'il dictait ces nobles vers :

Et dans les villes luxueuses, lorsque les bruits
De désordre, d'outrage et de violence s'élèvent
Au-dessus des plus hautes tours,
Quand la nuit assombrit les rues, alors s'y répandent
Les fils de Bélial, enivrés de vin et d'insolence.

1. « Seymour's London. »

à s'opposer à l'introduction de la charrue et de l'alphabet. Bien longtemps après Heming, il y avait encore des quartiers considérables de la capitale où il n'existait aucune lanterne [1].

On peut aisément s'imaginer ce que devaient être alors les quartiers habités par le rebut de la société : un, surtout, avait acquis une scandaleuse célébrité. Sur les confins de la Cité et du Temple, avait été fondé dans le XIIIe siècle un couvent de moines Carmélites, qu'on reconnaissait à leurs capuchons blancs. L'enceinte de ce couvent jouissait, avant la réformation, du droit d'asile pour tous les criminels, et avait conservé, depuis, le privilége de protéger les débiteurs contre une arrestation. De la cave au grenier, chaque logement était donc occupé par des gens insolvables. Parmi ceux-ci se trouvaient un grand nombre d'escrocs et de coupe-jarrets, qu'avaient suivis dans leur asile des femmes plus viles encore. Tout pouvoir civil était impuissant à maintenir l'ordre dans un quartier peuplé de cette manière, aussi « Whitefriars » (*les moines blancs*) devint-il le refuge de tous ceux qui voulaient échapper au frein de la loi. Quoique le privilége légal de ce repaire ne s'étendît qu'aux cas de dettes, les filous, les faux témoins, les faussaires et les voleurs de grand chemin y trouvaient refuge, car un officier de paix n'était pas en sûreté quand il y entrait. Criait-on « à la rescousse ! » aussitôt, des spadassins armés d'épées et de massues, des viragos en furie et munies de broches et de manches à balai, arrivaient par centaines, et l'intrus était heureux s'il se retrouvait dans « Fleet street » après avoir été houspillé, bousculé et aspergé sous la pompe. Un mandat même du « Chief-Justice » (*premier juge*) ne pouvait s'y exécuter sans le secours d'une compagnie de mousquetaires. Ces restes de la barbarie du moyen âge subsistaient à quelques pas du cabinet où Somers étudiait les lois et l'histoire, non loin de la chapelle où prêchait Tillotson, en vue du café où Dryden, dans sa conversation, jugeait des poëmes et des pièces de théâtre, et tout près des salles de la Société royale qui examinait le système astronomique d'Isaac Newton [2].

Chacune des deux cités qui formaient la capitale avait son centre particulier d'attraction ; dans la métropole du commerce, c'était la Bourse ; dans la métropole de la mode, c'était le Palais ; mais l'influence de l'un dura moins que l'influence de l'autre. La Révolution

1. Voyez un chapitre intitulé « Of the new lights » dans « Angliæ Metropolis, » 1690, sect. 17 ; et « Seymour's London. »

2. Voyez : « Stowe's Survey of London ; » — « Shadwell's squire of Alsatia ; » — « Ward's London Spy ; » et « Stat. » 8 et 9, Guill. III, c. 27. »

amena de grands changements dans les relations de la cour avec les hautes classes de la société. On finit par découvrir que le roi avait personnellement bien peu à donner; que titres et décorations, évêchés et ambassades, commissions de la Trésorerie et recettes de l'Échiquier, et même les places dans le haras et la garde-robe, étaient en réalité donnés bien moins par le roi que par ses conseillers. Tout homme ambitieux et cupide comprit donc qu'il servait bien mieux ses intérêts en devenant tout-puissant dans un bourg du Cornwall, et en se mettant au service du ministère pendant une session importante, qu'en devenant le compagnon et même le favori du prince. Aussi fut-ce dans les antichambres de Walpole et de Pelham, et non dans celles de George Ier et de George II, que se précipita chaque jour la foule des courtisans. Il faut de plus remarquer que la Révolution, qui empêcha nos rois de se servir du patronage gouvernemental pour satisfaire leurs affections personnelles, nous donna aussi plusieurs monarques incapables, par leur éducation et leurs habitudes, d'être des hôtes affables et gracieux. Nés et elevés à l'étranger, ces princes ne se sentirent jamais à l'aise dans notre île ; s'ils parlaient notre langue, c'était avec effort et sans élégance; jamais ils ne comprirent notre caractère national, et rarement ils essayèrent d'adopter nos mœurs. Remplissant leur devoir le plus important, mieux qu'aucun de leurs prédécesseurs, ils gouvernèrent strictement selon les lois, mais ils ne pouvaient prétendre à être les premiers gentilshommes de leur royaume, ni les chefs de la société élégante. S'ils montraient quelquefois un peu de laisser-aller, c'etait dans un petit cercle où un Anglais était rarement admis, et ils n'étaient jamais plus heureux que quand ils pouvaient s'échapper pendant un été pour revoir leur patrie. Ils avaient, il est vrai, leurs jours de grande réception; mais c'étaient des réceptions d'étiquette et qui devinrent bientôt des cérémonies aussi solennelles que des funérailles.

Il n'en était pas de même de la cour de Charles II : Whitehall, quand il l'habitait, était le foyer d'intrigues politiques et de plaisirs mondains; et c'est dans ce palais que se nouaient la moitié des affaires d'amour et de corruption. Quiconque pouvait se rendre agréable au prince, ou s'assurer des bons offices de la favorite, avait lieu d'espérer de l'avancement dans le monde, sans rendre aucun service au gouvernement, sans même être connu de vue par un seul ministre d'État. L'un recevait le commandement d'une frégate, l'autre celui d'une compagnie; un troisième obtenait la grâce d'un riche coupable; un quatrième se faisait concéder à bon marché une location de terrains de la couronne. Si le roi faisait connaître son désir que tel

avocat sans cause fût nommé juge, ou que tel baronnet libertin fût élevé à la pairie, les conseillers les plus graves s'y soumettaient après quelques murmures[1]. L'intérêt attirait par conséquent la foule des solliciteurs aux portes du Palais, et ces portes n'étaient jamais fermées. Le roi tenait maison ouverte tous les jours et tout le jour pour la bonne société de Londres, à l'exception des Whigs exagérés, et si l'on était gentilhomme on pouvait arriver jusqu'à lui sans difficulté. Le lever était exactement ce que comporte le mot : quelques hommes de qualité venaient chaque matin entourer le maître et causer avec lui pendant qu'on peignait sa perruque et qu'on nouait sa cravate, puis ils faisaient avec lui une promenade matinale dans le parc. Tous ceux qui avaient été régulièrement présentés au roi, pouvaient, sans invitation spéciale, aller le voir dîner, souper, danser, jouer aux dés, et l'entendre raconter (ce que du reste il faisait avec beaucoup de grâce) l'histoire de sa fuite de Worcester, ou les misères qu'il avait souffertes lorsqu'il était prisonnier d'État en Écosse, entre les mains de prédicateurs hypocrites et tracassiers. Quand il reconnaissait quelqu'un, il lui adressait souvent un mot bienveillant, et ce système d'affabilité lui fut plus profitable que « la politique royale » (*Kingcraft*) de son père et de son grand-père. Il n'était pas facile au plus austère républicain de l'école de Marvel, de résister à tant de bonne humeur et de courtoisie; et plus d'un vieux Cavalier, dans le cœur duquel fermentait depuis vingt-cinq ans le souvenir de sacrifices et de services restés sans récompense, oubliait en un instant les blessures qu'il avait reçues et les spoliations qu'il avait subies, quand, avec un signe de tête amical, son souverain lui disait : « Dieu vous garde, mon vieil ami! »

Whitehall devint naturellement le centre de toutes les nouvelles; à la première rumeur d'un événement important, passé ou à venir, on y courait à la hâte pour puiser des détails à la source même. Les galeries présentaient le même aspect que les salons de nos clubs actuels dans des temps d'agitation; elles étaient encombrées d'individus demandant si le courrier de Hollande était arrivé, quelles nouvelles avait apportées celui de France, si Jean Sobieski avait battu les Turcs, et si le doge de Gênes était réellement à Paris. C'étaient là des questions qu'on pouvait faire tout haut sans se compromettre; mais il y en avait d'autres qui ne se faisaient que tout bas, et auxquelles on répondait de même : Halifax l'emportait-il sur Rochester? Y aurait-il une convocation du Parlement? Le duc d'York allait-il réellement en Écosse?

1. Voyez, d'après les détails que donne sir Roger North, comment Wright devint juge; et comment, selon Clarendon, sir George Saville devint pair.

Monmouth avait-il été vraiment rappelé de la Haye? On cherchait à lire sur le visage de chaque ministre qui traversait la foule pour aller au cabinet du roi; on tirait toute espèce de présages du ton que Sa Majesté avait pris pour parler au Lord-Président, ou du sourire dont elle avait honoré le Lord du Sceau Privé; et en quelques heures les espérances ou les craintes qu'inspiraient de si futiles indications, se répandaient dans tous les cafés, depuis Saint-James jusqu'à la Tour[1].

Il faut aussi dire quelques mots des cafés; à cette époque ils étaient presque une institution politique, et des plus importantes. Le Parlement n'avait pas été réuni depuis bien des années; le Conseil municipal de la Cité avait cessé d'exprimer l'opinion des citoyens; réunions publiques, harangues, démonstrations, tout ce mécanisme enfin de l'opposition actuelle, n'était pas encore de mode; il n'y avait rien qui ressemblât au journal moderne; les cafés étaient donc les principaux organes par lesquels l'opinion publique de la métropole se faisait connaître.

Le premier de ces établissements avait été formé pendant la République par un négociant qui avait fait le commerce avec la Turquie, et qui, grâce à ses relations avec les Mahométans, avait pris le goût du café. Il s'en établit bientôt un grand nombre, à cause des facilités qu'ils offraient pour donner des rendez-vous dans tous les quartiers de la capitale et passer à peu de frais sa soirée en société. Tout homme de la classe élevée ou de la classe moyenne allait chaque jour à son café s'informer des nouvelles et les discuter. Chacun de ces cafés avait un ou plusieurs orateurs, dont l'éloquence était admirée de la foule, et qui devinrent bientôt ce que sont devenus les journalistes de notre époque, un quatrième pouvoir dans l'État. La cour voyait depuis longtemps avec déplaisir l'accroissement de ce nouveau pouvoir. On avait essayé, sous l'administration de Danby, de fermer les cafés, mais le manque de ces points de réunion se fit tellement sentir, que les hommes de tous les partis jetèrent les hauts cris. Devant une opposition si forte et si générale, le gouvernement n'osa pas maintenir des ordres dont la légalité pouvait, à bon droit, être contestée. Depuis lors, il s'était écoulé dix années pendant lesquelles le nombre et l'influence des cafés s'étaient toujours accrus. Ces cafés étaient une particularité de Londres; les étrangers préten-

1. Les ouvrages où j'ai puisé tout ce qui est relatif à l'état de la cour sont trop nombreux pour être récapitulés; je citerai cependant les dépêches de Barillon, de Citters, de Ronquillo et d'Adda; les voyages du grand-duc Cosmo, le Journal de Pepys, ceux d'Evelyn et de Teonge, et enfin les Mémoires de Grammont et ceux de Reresby.

daient que le Londonien considérait son café comme son chez soi, et que s'ils avaient à trouver quelqu'un, ils ne s'informaient pas s'il logeait dans «Fleet-Street» ou «Chancery-Lane,» mais plutôt s'il fréquentait le Café Grec, ou celui de l'Arc-en-Ciel. Quiconque apportait sa pièce de monnaie au comptoir était admis. Cependant, chaque classe de la société, chaque profession, chaque nuance d'opinion politique ou religieuse, avait son quartier général. Il y avait des cafés près du Parc de Saint-James, où se réunissaient les petits-maîtres, la tête et les épaules couvertes de perruques noires ou blondes, aussi amples que celles que nous voyons aujourd'hui au Chancelier et au Speaker. La mode des perruques venait de Paris, ainsi que tout le reste de l'accoutrement des gentilshommes, leurs habits brodés, leurs gants à franges, et les glands qui ornaient leurs culottes. La conversation se faisait dans ce langage qui, plus tard, banni des cercles à la mode, continua à faire rire au théâtre dans la bouche d'un « Lord Foppington [1]. » L'atmosphère de ces cafés élégants était comme celle d'une boutique de parfumeur; car le tabac, sous toute autre forme que celle d'une poudre fortement aromatisée, y était proscrit; et si quelque campagnard, ignorant les usages du lieu, demandait une pipe, les ricanements de l'assemblée et les réponses brèves des garçons, lui prouvaient qu'il ferait mieux d'aller ailleurs; et il n'avait pas loin à aller, car dans les autres cafés on fumait généralement comme dans des corps de garde. Les étrangers exprimaient souvent leur surprise de voir tant de gens quitter le coin du feu pour venir s'installer au milieu d'une fumée éternelle et infecte. Nulle part on ne fumait autant qu'au café de Will; ce célèbre établissement, situé entre « Covent-Garden » et « Bow-Street, » était consacrée aux belles-lettres. Là, on ne discutait que les règles de la poésie et les unités de temps et de lieu; il y avait un parti pour Perrault et les modernes, un parti pour Boileau et les anciens; dans un groupe, on se demandait si le « Paradis perdu » aurait été mieux en vers rimés; dans un autre, un rimailleur envieux démontrait que « Venise sauvée » aurait dû être sifflée. Nulle part on ne voyait une plus grande variété de personnages; c'étaient des comtes couverts de décorations et portant la jarretière; des ecclésiastiques en rabat et soutanelle, de pétulants étudiants en droit, de timides jeunes gens des universités,

1. La principale singularité de ce langage consistait à prononcer l'O comme l'A dans un grand nombre de mots. Ainsi, *stork* se prononçait *stark*. « Voyez : « Vanbrugh's Relapse. » Lord Sunderland était passé maître « dans cette musique de cour, » comme l'appelle Roger North. Titus Oates affectait le même langage, dans l'espoir de passer pour un élégant. Voyez : « Examen, » 77. 254.

et enfin des traducteurs et faiseurs d'index en vieux habits de ratine.

La grande affaire pour tout ce monde était d'arriver près du fauteuil de John Dryden. En hiver, ce fauteuil était toujours dans le coin le plus chaud de la cheminée; en été, on le plaçait sur le balcon. Saluer Dryden et l'entendre parler de la dernière tragédie de Racine, ou du Traité de Bossu sur la poésie épique, était un privilége, et plus d'un jeune enthousiaste eût perdu la tête si le poëte lui eût offert une prise de tabac. Il y avait d'autres cafés où l'on pouvait consulter les premiers médecins de la capitale. Le docteur John Radcliffe qui, vers 1685, avait une clientèle considérable, venait tous les jours à l'heure de la Bourse, de sa maison, située dans le quartier alors fashionable de « Bow-Street », au café de « Garraway, » et on l'y trouvait toujours à la même table, entouré de chirurgiens et d'apothicaires. Il y avait aussi des cafés affectés aux Puritains, où l'on n'entendait jamais un juron, et où des hommes à cheveux plats discutaient d'un ton nasillard l'élection ou la réprobation éternelle. Les Juifs aussi avaient leurs cafés, où se rencontraient les changeurs de Venise et d'Amsterdam, et les catholiques avaient le leur, où, selon les bons Protestants, ils complotaient, tout en vidant leurs tasses, un nouvel incendie de Londres, et fondaient des balles d'argent pour tuer le roi [1].

Ces habitudes de sociabilité formaient un trait caractéristique de l'habitant de Londres, à cette époque. C'était un tout autre homme que l'Anglais de la campagne; et il n'existait alors aucune de ces relations que nous voyons de nos jours entre ces deux classes. Il n'y avait que les plus grands seigneurs qui partageassent l'année entre la ville et la campagne; peu de propriétaires venaient à Londres trois fois dans leur vie, et il n'était pas encore de mode que les gens aisés de la capitale allassent respirer l'air frais des bois et des champs pendant quelques semaines de la belle saison. Un badaud de Londres excitait autant d'étonnement dans un village, que s'il fût entré dans un kraal de Hottentots. De même aussi, quand un propriétaire du Lincolnshire ou du Shropshire paraissait dans « Fleet-Street, » on le distinguait aussi facilement des résidents habituels, que s'il eût été un Turc ou un Lascar. Sa mise, sa tournure, son accent, son ébahissement devant les bou-

1. Voyez : « Lettres sur les Anglais; » — « Tom Brown's Tour ; » — « Ward's London Spy; » — « The Character of a Coffee House, » 1673; — « Rules and Orders of the Coffee House, » 1674; — « Coffee Houses vindicated, » 1675; — « A Satyr against Coffee; » — North's Examen, » 138; — « Life of Guildford, » 152; — « Life of sir Dudley North, » 149; — et « Life of Dr Radcliffe, » publié par Curll, 1715. La description la plus animée du café de Wills se trouve dans « the City and Country Mouse. » On lit aussi un passage remarquable sur l'influence des orateurs de café dans « Halstead's Succinct Genealogies, » imprimé en 1685.

tiques, ses faux pas dans les ruisseaux, ses chocs continuels avec les portefaix, ses stations sous les gouttières, le désignaient comme un excellent plastron pour les mauvais plaisants, et comme une victime facile pour les escrocs. Des fiers-à-bras le jetaient d'un coup de coude dans le ruisseau ; les cochers de fiacre l'éclaboussaient de la tête aux pieds ; et lorsqu'il était arrêté à regarder en extase la splendide procession du Lord-maire, d'habiles voleurs sondaient en parfaite sécurité la profondeur des poches de son ample surtout. Des filous portant encore les marques du fouet du bourreau liaient conversation avec lui, et lui paraissaient les plus honnêtes et les plus obligeants gentilshommes qu'il eût jamais rencontrés. Il prenait pour des comtesses et des filles d'honneur, des femmes fardées, le rebut des plus mauvais lieux, de « Lewkner-Lane » et « Whetstone-Park. » S'il demandait le chemin de Saint-James, on l'envoyait à « Mile-End » ; s'il entrait dans un magasin, on le reconnaissait tout de suite pour un de ces provinciaux auxquels on pouvait vendre le rebut des marchandises, les vieilles broderies, les bagues de cuivre, les mauvaises montres ; s'il se hasardait dans un café à la mode, il se trouvait aussitôt en butte à l'insolente moquerie de quelque fat, ou aux plaisanteries plus sérieuses des étudiants. Ennuyé, mortifié, il revenait à sa maison de campagne, où la déférence de ses fermiers et la société de ses joyeux compagnons, le consolaient des vexations et des humiliations qu'il venait d'éprouver. Une fois là il se retrouvait un homme important, et ne reconnaissait de supérieur que lorsqu'il allait aux assises, prendre place à côté du juge, ou, lorsqu'à une revue de la milice, il défilait devant le Lord-lieutenant.

Ce qui empêchait surtout la fusion des différents éléments de la société, c'était l'extrême difficulté des voyages. De toutes les inventions, l'alphabet et l'imprimerie exceptés, celles qui ont eu pour résultat de rapprocher les distances, ont certainement le plus contribué à l'amélioration de notre espèce. Tout progrès dans les moyens de locomotion profite à l'humanité moralement et intellectuellement, aussi bien que matériellement. Les voyages rapides ne facilitent pas seulement l'échange des diverses productions de la nature et des arts, mais encore ils tendent à détruire les préjugés de province et de nation, et à relier entre elles toutes les branches de la grande famille humaine. Dans le XVIIe siècle, les habitants de Londres étaient plus éloignés de Reading qu'ils ne le sont maintenant d'Édimbourg, et d'Édimbourg qu'ils ne le sont aujourd'hui de Vienne.

Les sujets de Charles II n'étaient cependant pas sans avoir une idée

de cette force, qui a produit, de nos jours, une révolution sans précédent dans l'histoire de l'humanité, cette force qui fait marcher des flottes contre vent et marée, et qui transporte à travers des royaumes, avec la vitesse de chevaux de course, des bataillons entiers avec leur bagage et leur artillerie. Le marquis de Worcester avait déjà observé le pouvoir expansif des liquides raréfiés par la chaleur; après bien des expériences, il avait réussi à construire un grossier engin à vapeur, qu'il appelait « machine à eau et à feu, » et qu'il déclarait être un admirable et puissant instrument d'impulsion [1]. Mais le marquis passait pour être un peu fou, et de plus il était papiste : aussi ne fit-on pas grande attention à ses découvertes; sa machine « à eau et à feu » fournit peut-être matière à quelques conversations dans la Société Royale, mais elle ne fut appliquée à aucun usage pratique. Il n'y avait pas alors de chemins à « rails, » si ce n'est dans le Northumberland, où il s'en trouvait quelques-uns construits en bois, pour porter la houille des mines jusqu'aux bords du Tyne [2]. Les communications par eau étaient presque nulles. On avait essayé plusieurs fois, sans grand succès, de creuser et d'endiguer les cours d'eau; mais à peine songeait-on à la canalisation. Les Anglais de cette époque, qui ne parlaient qu'avec une admiration mêlée de jalousie de l'immense canal que Louis XIV venait de creuser entre la Méditerranée et l'Océan, ne se doutaient guère que leur pays serait un jour, grâce aux efforts de simples particuliers, traversé par des rivières artificielles si nombreuses, que, si elles étaient mises bout à bout, leur longueur serait quatre fois celle de la Tamise, la Saverne et la Trent réunies.

Voyageurs et marchandises suivaient les grandes routes, qui étaient encore moins bonnes qu'on ne pourrait le croire, vu le degré de civilisation et de richesse où la nation était parvenue. Les meilleures offraient de profondes ornières, des descentes rapides, et c'est à peine si, dans l'obscurité, on pouvait distinguer la route des marais et des bruyères qui la bordaient des deux côtés. Ralph Thoresby, l'antiquaire, raconte qu'il faillit s'égarer sur la grande route du Nord, entre Barnby-Moor et Tuxford, et qu'il se perdit très-réellement entre Doncaster et York [3]. Pepys et sa femme, voyageant dans leur propre voiture, perdirent aussi leur chemin entre Newbury et Reading, et, dans le même voyage, ils s'égarèrent encore près de Salisbury, et furent sur le point d'être obligés de passer la nuit à la belle étoile [4]. Ce n'était que dans

1 « Century of Inventions, » 1663; n° 68.
2. « North's Life of Guildford, » 136.
3. « Thoresby's Diary, » 21 oct. 1680 et 3 août 1712.
4. « Pepys's Diary, » 12 et 16 juin 1668.

la belle saison que toute la largeur des routes pouvait servir aux voitures. Le plus souvent, la boue s'étendait à droite et à gauche, et ne laissait qu'une étroite chaussée de terrain solide entre deux fondrières [1]; il en résultait des querelles et des encombrements, et souvent la route était obstruée par des charretiers qui ne voulaient ni les uns ni les autres céder le pas; souvent aussi les voitures restaient embourbées jusqu'à ce qu'on pût se procurer, à quelque ferme voisine, un attelage de bœufs pour les retirer du fossé. Dans la mauvaise saison, les voyageurs avaient à supporter des ennuis plus graves encore. Thoresby, qui allait souvent de Leeds à la capitale, raconte dans son journal une série d'accidents et de désastres, qui suffiraient à défrayer de nos jours un voyage dans l'Océan glacial ou dans le désert de Sahara. Une fois, il apprend qu'une inondation entre Ware et Londres a forcé les voyageurs à se jeter à la nage, et il cite un regrattier qui se noya en essayant de passer; aussi, à cette nouvelle, il abandonna la grande route et se fit conduire à travers les prairies, où il eut de l'eau jusques au ventre de son cheval [2]. Dans un autre voyage il s'en fallut de peu qu'il ne périt dans une inondation de la Trent. Plus tard, il fut retenu quatre jours à Stamford par le mauvais état des routes, et il ne se hasarda à partir que parce qu'il rencontra quatorze membres de la chambre des Communes, voyageant ensemble avec des guides et une suite nombreuse, et qu'ils voulurent bien l'admettre dans leur compagnie [3]. Dans le Derbyshire, les voyageurs étaient continuellement obligés de mettre pied à terre et de conduire leurs bêtes par la bride, de crainte de se casser le cou [4]. La grande route qui traverse le pays de Galles jusqu'à Holyhead, était dans un tel état en 1685, qu'un vice-roi d'Irlande mit cinq heures pour faire les quatorze milles qui séparent Saint-Asaph de Conway. Entre Conway et Beaumaris il fut forcé de faire une grande partie de la route à pied, et sa femme alla en litière; des hommes les suivaient en portant la voiture. Du reste, les voitures étaient généralement démontées à Conway et de robustes paysans irlandais les portaient, ainsi en morceaux, jusqu'au détroit de Menai [5]. Dans quelques parties des comtés de Kent et de Sussex il n'y avait que les plus forts chevaux qui pussent, dans l'hiver, traverser les marais où ils s'enfonçaient profondément. Les marchés y

1. « Pepys's Diary, » 28 févr. 1660.
2. « Thoresby's Diary, » 17 mai 1695.
3. « Thoresby's Diary, » 27 déc. 1708.
4. « Tour in Derbyshire, » par J. Browne, fils de sir Thomas Browne, 1662; et « Cotton's Angler, » 1676.
5. Voyez la correspondance de Henry, comte de Clarendon, 30 déc. 1685 et 1er janv. 1686.

étaient inaccessibles pendant plusieurs mois de l'année ; et il arrivait souvent que les récoltes pourrissaient dans un endroit, quand à quelques milles de là il y avait presque disette. Dans ces localités les voitures étaient ordinairement traînées par des bœufs [1]. Lorsque le prince George de Danemark visita le magnifique château de Petworth, il mit six heures à faire neuf milles, et une bande de vigoureux paysans durent marcher de chaque côté de son carrosse pour le soutenir ; plusieurs voitures de sa suite furent culbutées et brisées. Nous possédons une lettre d'un de ses gentilshommes, dans laquelle cet infortuné courtisan se plaint de n'avoir pas mis pied à terre pendant quatorze heures, si ce n'est quand sa voiture versa ou fut embourbée [2].

Ce mauvais état des chemins tenait surtout aux vices de la législation. Chaque paroisse était tenue d'entretenir les grandes routes qui la traversaient; les paysans devaient gratuitement six journées de corvée par an, et si cela ne suffisait pas on employait des ouvriers payés au moyen d'une taxe paroissiale. Or, il était évidemment injuste qu'une route qui réunissait deux grandes villes faisant entre elles un commerce considérable et prospère, fût à la charge de la misérable population rurale qui se trouvait disséminée entre l'une et l'autre. Cette injustice était surtout manifeste pour la grande route du Nord qui traversait des districts très-pauvres et peu habités, quoiqu'elle fît communiquer des districts riches et populeux. Il était clair que les pauvres paroisses du comté de Huntingdon ne pouvaient subvenir aux réparations d'une route continuellement détériorée par le roulage entre Londres et le West-Riding du Yorkshire. Cette injustice ayant attiré l'attention du Parlement, peu de temps après la Restauration, on passa le premier de nos nombreux actes de péage (*turnpike*). Cet acte imposait une faible taxe sur les voyageurs et les marchandises, dans le but de subvenir, en partie, aux réparations de cette importante ligne de communication [3]. Cette innovation excita tant de murmures qu'on s'en tint à l'ancien système pour les autres grandes routes aboutissant à la capitale. On parvint à le changer plus tard, mais non sans de grandes difficultés; car un impôt absurde et injuste, auquel on est accoutumé, est souvent supporté plus patiemment que la taxe nouvelle la plus raisonnable; et bien des barrières furent détruites, bien des engagements eurent lieu entre la troupe et le peuple, bien du sang fut versé, avant

1. « Postlethwaite's Dictionary, Roads; » et « History of Hawkhurst, » dans la Bibliothèque Topographique Britannique.
2. « Annals of Queen Anne, » 1703. Appendix, n° 3.
3. « 15 Car. II. c. 1er. »

qu'un bon système de péage fût définitivement établi[1]. Peu à peu, cependant, la raison prit le dessus sur les préjugés, et nous avons fini par avoir près de trente mille milles de routes entretenues au moyen du péage.

Du temps de Charles II, mais sur les meilleures routes seulement, les objets lourds étaient généralement transportés sur des charrettes qui changeaient de chevaux de loin en loin. C'était sur la paille de ces véhicules que s'entassaient les voyageurs qui n'étaient pas assez riches pour aller en voiture ou à cheval, ainsi que ceux que des infirmités ou un lourd bagage empêchaient d'aller à pied. Ce moyen de transport devenait très-dispendieux pour les marchandises pesantes. De Londres à Birmingham, la tonne coûtait sept livres sterling; de Londres à Exeter, elle coûtait douze livres[2], c'est-à-dire près de quinze sous la tonne par mille; c'était un tiers de plus que ne coûta, plus tard, le même transport par les routes à barrières, et quinze fois le prix actuel des chemins de fer. Ces frais de transport équivalaient presque à une prohibition pour de certains articles. Le charbon de terre, par exemple, ne se voyait jamais que dans les districts où étaient les mines ou dans ceux où il pouvait venir par eau; aussi dans le midi de l'Angleterre, ne l'appelait-on que « charbon de mer. »

Sur les routes de traverse, et généralement sur toutes celles qui se trouvaient, au nord, au delà d'York, et, à l'ouest, au delà d'Exeter, les marchandises étaient transportées par des convois de chevaux de bât. Ces forts et patients animaux, dont la race a maintenant disparu, étaient conduits par des hommes qui semblent avoir eu beaucoup d'analogie avec les muletiers espagnols. Un voyageur de modeste condition se trouvait souvent heureux de prendre place sur le bât d'un de ces chevaux, entre les deux paniers, et de faire ainsi route sous la protection de guides expérimentés. La caravane n'allait qu'au pas, il est vrai, et l'hiver le froid était souvent intolérable; mais au moins les frais du voyage étaient modiques[3].

Les riches voyageaient ordinairement dans leurs voitures, avec quatre chevaux au moins. Cotton, le poëte comique, voulut une fois aller de Londres au Peak avec une seule paire de chevaux; mais, arrivé à Saint-Alban's, il vit bien que ce serait trop long, et changea de déter-

1. Les inconvénients de l'ancien système sont parfaitement décrits dans plusieurs pétitions qu'on trouvera dans le : « Commons' Journal » de 1725-6. On peut voir dans le « Gentleman's Magazine » de 1749 quelle opposition furieuse on fit au nouveau système.

2. Postlethwaite's Dictionary, Roads. »

3. Voyez : « Loidis and Elmete ; » et « Marshall's Rural Economy of England. » En 1739, Roderick Random vint d'Écosse à Newcastle sur un cheval de bât.

mination [1]. Comme on ne voit jamais, de nos jours, de voitures à six chevaux, excepté dans les grandes cérémonies, on pourrait être induit en erreur par la fréquente mention que font les anciens écrivains de semblables équipages, et attribuer à la magnificence ce qui n'était, en réalité, qu'une pénible nécessité. Si l'on voyageait avec six chevaux, du temps de Charles II, c'est parce qu'avec un plus petit nombre, on risquait fort de rester embourbé, et il faut ajouter que cela arrivait quelquefois, même quand on en avait six. Vanbrugh, quelques années plus tard, racontait plaisamment à la génération suivante, le voyage d'un gentilhomme de campagne nouvellement élu membre du Parlement, qui se rendait à Londres : les efforts de six chevaux, dont deux venaient de la charrue, n'empêchèrent pas la vénérable voiture de famille d'être enterrée dans une fondrière.

Cependant, depuis quelque temps, on avait beaucoup amélioré les voitures publiques. Pendant les premières années de la Restauration, une diligence faisait en deux jours le voyage de Londres à Oxford : on couchait à Beaconsfield. Enfin, vers le printemps de l'année 1669, il se fit une audacieuse innovation : on annonça qu'une voiture, qu'on appela la « voiture volante, » accomplirait le trajet entre le lever et le coucher du soleil. Cette entreprise hardie fut discutée et sanctionnée par les chefs de l'Université; et elle paraît avoir excité alors le même genre d'intérêt que fait naître de nos jours l'ouverture d'un chemin de fer. Le vice-chancelier de l'Université d'Oxford fit afficher dans tous les lieux publics l'heure et le point de départ. La réussite fut complète : à six heures du matin, la voiture partit de la porte de « All-Souls-College, » et à sept heures du soir, elle déposait sains et saufs dans leur hôtel de Londres, les aventureux voyageurs qui avaient bien voulu s'exposer les premiers [2]. Ceci réveilla l'émulation de l'Université de Cambridge, et bientôt une voiture du même genre transporta en un jour les voyageurs de Cambridge à la capitale. A la fin du règne de Charles II, des diligences partaient de Londres trois fois par semaine pour les principales villes du royaume, mais aucune de ces diligences, ni même aucun roulage accéléré, n'allait plus loin que York du côté du nord, ni au delà d'Exeter, dans la direction du midi. Ces « voitures volantes » faisaient à peu près cinquante milles par jour en été, et tout au plus trente en hiver, quand les nuits étaient longues et les chemins mauvais. De Chester, d'York et d'Exeter, on venait à Londres en quatre jours dans la belle saison, mais à partir de

1. « Cotton's Epistle to John Bradshaw. »
2. Voyez la « Vie d'Anthony à Wood, » par lui-même.

la Noël, on n'arrivait que le sixième jour. Les voyageurs, au nombre de six, étaient tous dans l'intérieur de la voiture, car les accidents étaient si fréquents, qu'il eût été dangereux de se mettre sur l'impériale. Les prix habituels étaient de deux sous et demi par mille en été, et d'un peu plus en hiver[1].

Cette manière de voyager que, de nos jours, on trouverait ridiculement lente, paraissait à nos ancêtres merveilleusement rapide. Dans un ouvrage publié quelques mois avant la mort de Charles II, ces diligences sont vantées comme étant supérieures à tout ce qu'on peut voir dans le monde; leur vitesse surtout est célébrée, et on la compare avec orgueil à la lenteur de la poste sur le continent. Mais à ces louanges se mêlaient aussi des plaintes et des attaques. L'établissement de ces nouvelles diligences avait nui à de nombreux intérêts, et, de plus, il y avait alors, comme toujours, bon nombre de personnes qui, par leur stupidité et leur obstination, étaient naturellement disposées à combattre toute innovation à cause de sa nouveauté. On ne cessait de répéter que ce nouveau mode de voyage serait fatal à la race de nos chevaux et au noble talent de l'équitation; que la Tamise, qui avait été jusqu'alors une pépinière de matelots, cesserait bientôt d'être la principale communication de Londres à Windsor et à Gravesend; que les selliers et les bourreliers seraient ruinés; que les hôtelleries, où les voyageurs à cheval avaient coutume de s'arrêter, seraient abandonnées et ne trouveraient plus à se louer; que les nouvelles voitures étaient trop chaudes en été et trop froides en hiver; que les voyageurs y étaient incommodés par la société d'enfants et de malades, et enfin, que ces voitures arrivaient quelquefois si tard dans les auberges qu'il était impossible d'y trouver à souper, et partaient de si bonne heure, qu'on n'avait pas le temps de déjeuner. C'est sous ces prétextes qu'on proposait gravement de défendre de mettre plus de quatre chevaux aux voitures publiques, d'avoir plus d'un départ par semaine, et de faire plus de trente milles par jour. On espérait par ce règlement ramener tous les voyageurs, les malades et les impotents exceptés, à l'ancien système de locomotion. Plusieurs compagnies de la Cité, quelques villes de province et un grand nombre de magistrats de comtés, présentèrent au roi, en son Conseil, des pétitions où ils formulaient ces idées. Tout cela nous fait sourire; mais il n'est pas impossible que nos descendants ne sourient à leur

1. « Chamberlayne's State of England, » 1684. Voyez aussi la liste des diligences et des wagons imprimée à la fin du livre intitulé : « Angliæ Metropolis, » 1690.

tour en voyant l'opposition que la cupidité et les préjugés savent faire aux améliorations proposées dans le XIX[e] siècle [1].

Malgré les avantages qu'offraient les diligences, on voyait fréquemment des hommes jeunes et forts entreprendre de longs voyages à cheval, lorsqu'ils n'avaient qu'un faible bagage à transporter. Quand on voulait voyager avec promptitude, on courait la poste. Sur les routes principales on trouvait, à des distances convenables, des relais de chevaux frais ainsi que des guides : on donnait trois sous par mille pour chaque cheval, et quatre sous au guide. De cette manière, quand les routes étaient en bon état, on pouvait faire de longues traites avec une célérité qui n'a jamais été surpassée jusqu'au jour où la vapeur a été employée comme moyen de traction. On ne connaissait pas encore les chaises de poste, et quand on voyageait dans sa voiture, on trouvait rarement des relais de chevaux de trait : il n'y en avait que pour le service du roi et des grands officiers de la couronne. C'est ainsi que Charles II allait en un jour de Whitehall à Newmarket, voyage de cinquante-cinq milles à peu près, en pays plat ; et l'on donnait cela comme une grande preuve d'activité. Evelyn fit de même ce voyage en compagnie du Lord-trésorier Clifford ; ils étaient dans une voiture à six chevaux, et arrivèrent le soir à Newmarket, après avoir relayé à Bishop-Stortford et à Chesterford. Mais cette manière de voyager était un grand luxe, même pour les princes et pour les ministres [2].

Quelle que fût la route que l'on parcourût, on courait grand risque d'être arrêté et dévalisé, à moins qu'on ne voyageât en compagnie et bien armé ; car toutes les routes étaient infestées de brigands à cheval, espèce de maraudeurs que notre génération ne connaît que par les livres. Les terrains en friche qui bordaient les grandes routes aux environs de Londres étaient surtout exploités par des pillards de ce genre. Hounslow Heath sur la grande route de l'Ouest, et Finchley Common sur la grande route du Nord, étaient les points les plus mal famés. Les étudiants de Cambridge n'approchaient qu'en tremblant, même en plein jour, de la forêt d'Epping ; et souvent les matelots, qui venaient de recevoir leur paie à Chatham, étaient dévalisés à Gadshill, lieu déjà célébré plus d'un siècle auparavant par le plus grand des poëtes, pour avoir été le théâtre des exploits de Poins et de Falstaff. Il paraît certain que les autorités publiques étaient souvent fort embar-

1. « John Cresset's Reasons for suppressing Stage Coaches, » 1672. Ces raisons furent plus tard imprimées dans un pamphlet intitulé : « The Grand Concern of England explained, » 1673. Les attaques de Cresset contre les diligences provoquèrent des réponses que j'ai consultées aussi.

2. Voyez : « Chamberlayne's State of England, » 1684 ; — « North's Examen, » 105 ; et « Evelyn's Diary, » 9 et 10 oct. 1671.

rassés de savoir quelle conduite elles devaient tenir à l'égard de ces voleurs. Tantôt on annonçait dans la Gazette que plusieurs personnes fortement soupçonnées d'être des voleurs de grand chemin, mais contre lesquelles n'existaient pas de preuves suffisantes, seraient exposées à Newgate en tenue de route, avec leurs chevaux, et l'on invitait toutes les personnes qui avaient été dévalisées à venir passer cette singulière inspection. On promettait publiquement son pardon au voleur qui rapporterait quelques diamants bruts d'une immense valeur, enlevés à main armée au courrier de Harwich. Puis venait une proclamation prévenant les aubergistes que le gouvernement avait l'œil ouvert sur eux, car leur criminelle connivence, disait-on, assurait l'impunité à ces brigands. Ces soupçons n'étaient pas toujours dénués de base, comme le prouvent les derniers aveux de quelques voleurs repentants, qui semblent avoir reçu des aubergistes le même genre de service que « Boniface » rend à « Gibbet » dans la comédie de Farquhar[1].

Ces flibustiers n'avaient de sécurité et de succès dans leur état, qu'autant qu'ils étaient des cavaliers adroits et hardis, et que leurs manières et leur apparence fussent d'accord avec la beauté de leurs montures; ils occupaient donc une position aristocratique parmi les voleurs, fréquentaient les cafés à la mode et les maisons de jeu, et pariaient aux courses avec les gens de qualité[2]. Quelquefois même, ils étaient des hommes de bonne éducation et de bonne famille. Une sorte d'intérêt romanesque s'attachait et s'attache encore peut-être aux noms de ces voleurs. Le peuple se délectait au récit de leurs audacieux exploits, s'intéressait à leurs amours, à leurs évasions miraculeuses, à leurs luttes désespérées, et admirait la générosité qu'ils laissaient quelquefois paraître, ainsi que leur mâle contenance au tribunal et sur l'échafaud. Par exemple, on racontait que William Nevison, le grand voleur du comté d'York, exigeait un tribut trimestriel de tous les marchands de bestiaux du nord; et qu'en retour, non-seulement il les épargnait, mais encore il les protégeait contre les attaques d'autres voleurs; on disait qu'il demandait poliment les bourses, qu'il donnait libéralement aux pauvres ce qu'il avait pris aux riches, qu'il avait été gracié une fois par la clémence royale, mais qu'ayant de nouveau tenté le destin, il avait fini par la potence, à York,

1. « The London Gazette, » du 14 mai 1677, du 4 août et du 5 déc. 1687. Les derniers aveux d'Augustin King, fils d'un ecclésiastique distingué, élevé lui-même à Cambridge, et qui fut pendu au mois de mars 1688 à Colchester, sont on ne peut plus curieux.

2. *Aimwell.* — Dites-moi, Monsieur, ne vous ai-je point rencontré au café de Will?
Gibbet. — Oui, Monsieur, et à celui de White aussi. « Beaux'Stratagem. » (Comédie de Farquhar.)

en 1685[1]. On racontait encore comment Claude Duval, le page français du duc de Richmond, se fit voleur; comment il devint capitaine d'une bande formidable et eut l'insigne honneur d'être nommé le premier dans une proclamation royale contre de grands criminels; comment, à la tête de sa bande, il arrêta la voiture d'une dame et ne lui prit que cent livres, de quatre cents qu'elle portait avec elle, lui permettant de garder les trois cents autres, à la condition de danser une courante avec lui sur la bruyère; comment sa galanterie enjouée séduisait le cœur des belles, tandis que son adresse à manier l'épée et le pistolet le rendait redoutable aux hommes; et comment enfin il fut arrêté, en 1670, après un trop bon dîner. On prétendait que les plus grandes dames avaient été le visiter en prison et avaient demandé à grands cris sa grâce; que le roi l'aurait accordée sans l'intervention du juge Morton, terreur de ces flibustiers, qui menaça de donner sa démission si la loi n'avait pas son cours; et qu'après l'exécution, le cadavre du supplicié avait été placé sur un lit de parade, entouré d'écussons, de cierges, de draperies funèbres et de pleureurs, jusqu'à ce que ce même juge cruel, qui s'était opposé à la clémence royale, fit défendre la pompe de ces obsèques[2]. L'imagination a sans doute une grande part dans ces anecdotes; mais elles n'en méritent pas moins d'être rapportées : car la crédulité avec laquelle nos ancêtres les accueillaient, vraies ou fausses, est un fait authentique et important qu'il est utile de constater.

Tous les dangers qui menaçaient les voyageurs étaient encore accrus par l'obscurité; aussi recherchait-on pour la nuit un abri qu'il n'était pas difficile de trouver. De tout temps, les hôtelleries anglaises ont été renommées, et le plus ancien de nos grands poëtes a célébré les commodités variées qu'elles offraient aux pèlerins du XIVe siècle. L'auberge du « Tabard, » dans Southwark, pouvait recevoir vingt-neuf personnes avec leurs chevaux; la nourriture y était parfaite, et les vins assez bons pour engager les voyageurs à en boire largement. Deux cents ans plus tard, William Harrison fit une des-

1. « Gent's History of York. » Un autre maraudeur de la même espèce nommé Biss fut pendu à Salisbury en 1695. Une complainte qui se trouve dans la Bibliothèque de Pepys le représente se défendant ainsi devant ses juges :

« Qu'en dites-vous maintenant, mon honoré seigneur?
Qu'y avait-il de mal à cela!
Le brave et généreux Biss
Avait horreur des riches avaricieux; voilà tout! »

2. Voyez : « Pope's Memoirs of Duval, » publiés immédiatement après l'exécution; et « Oates' Εικὼν Βασιλική, » Part. I.

cription animée de l'agrément et du bien-être que l'on trouvait dans les hôtelleries, du temps d'Élisabeth. Rien de semblable, disait-il, n'existait sur le continent. La bonne qualité de la literie, des tapis, et par-dessus tout l'abondance et la propreté du linge, étonnaient tout le monde; souvent les tables étaient couvertes de belle argenterie; certaines enseignes avaient même coûté jusqu'à trente ou quarante livres sterling. Au XVII[e] siècle, il y avait abondance d'excellentes auberges de tous rangs. Le voyageur qui s'arrêtait dans un petit village, y trouvait souvent un cabaret comme ceux qu'a décrits Walton, où le carrelage des appartements brillait de propreté, où les murs étaient tapissés de ballades, où les draps sentaient la lavande, et où l'on pouvait, pour une modique somme, se procurer un feu pétillant, un verre de bonne ale et un plat de truites fraîches du ruisseau voisin. Dans les hôtels les mieux achalandés, les lits étaient tendus en soie, la cuisine était recherchée, et le vin de Bordeaux égalait celui qu'on buvait à Londres [1]. L'aubergiste anglais, disait-on, ne ressemblait pas à l'hôtelier des autres pays; sur le continent, celui-ci était le tyran de ses pratiques; en Angleterre, il était leur très-humble serviteur. Un Anglais ne se trouvait jamais mieux que lorsqu'il se « mettait à l'aise dans son auberge. » Même les hommes riches, qui pouvaient chez eux se procurer tous les genres de luxe, avaient souvent l'habitude de passer leurs soirées dans quelque lieu d'amusement public du voisinage; il leur semblait que là seulement ils pouvaient jouir complétement de leurs aises et de leur liberté. Ce goût forma, pendant plusieurs générations, un trait particulier du caractère national. La jovialité et le sans-gêne des auberges fournit longtemps matière à nos romanciers et à nos auteurs dramatiques. Johnson déclare qu'une chaise de taverne est un trône de félicité humaine; et Shenstone se plaint avec douceur que le toit le plus ami n'offre jamais une réception aussi empressée que celle qui accueille un voyageur arrivant dans une auberge.

De certaines commodités de la vie, inconnues à Whitehall et à Hampton-Court, au XVII[e] siècle, se trouvent de nos jours dans les hôtels; cependant, somme toute, il est certain que l'amélioration des auberges n'a pas marché de pair avec celle de nos routes et de nos moyens de transport. Cela n'a rien d'étrange : car il est évident que, toutes choses égales d'ailleurs, les auberges devaient être meil-

1. Voyez le prologue des « Canterbury Tales ; » — « Harrison's Historical Description of the Island of Great Britain; » et les détails que donne Pepys sur sa tournée pendant l'été de 1668. Le grand-duc Cosmo vante aussi beaucoup l'excellence des auberges anglaises.

leures quand les moyens de locomotion étaient pires; plus on voyage vite, moins on tient à trouver des lieux de repos nombreux et agréables. Il y a cent soixante ans, quand on venait à Londres d'un comté éloigné, il fallait d'ordinaire prendre douze ou quinze repas et coucher cinq ou six nuits en route. Si c'était un grand seigneur qui voyageait, il s'attendait à ce que les repas et les logements fussent *comfortables* et même luxueux. A présent, nous volons d'York et de Chester à Londres entre un lever et un coucher de soleil, même en hiver; il est donc rare qu'un voyageur s'arrête, soit pour se reposer, soit pour se rafraîchir; et il en est naturellement résulté que des centaines d'excellentes auberges ont été délaissées. Avant peu, on ne trouvera plus de bons hôtels que dans les lieux où les étrangers peuvent être attirés par leurs affaires ou par leurs plaisirs.

L'ancien système de transport pour la correspondance entre lieux éloignés, peut à bon droit exciter le dédain de notre génération; cependant, tel qu'il était, il eût excité l'admiration des peuples les plus policés de l'antiquité, et l'envie des contemporains de Raleigh et de Cecil. Le système imparfait et grossier de relais, pour le transport des correspondances, établi par Charles Ier, avait disparu durant la guerre civile; sous la République on le rétablit, et après la Restauration le revenu des postes, tous frais payés, fut attribué au duc d'York. Les malles ne partaient que tous les deux jours pour la majeure partie des destinations. Dans le Cornwall, dans les marais du comté de Lincoln, sur les montagnes et près des lacs du Cumberland, on ne recevait le courrier qu'une fois par semaine. Mais, dans les voyages du roi, il y avait communication quotidienne entre Londres et le lieu ou était la cour; il en était de même entre la capitale et les côtes de la Manche. Tunbridge-Wells et Bath, pendant la saison des eaux et lorsqu'il y avait foule de grands seigneurs, jouissaient des mêmes priviléges. La correspondance était transportée dans des sacs, par des cavaliers allant nuit et jour, et qui faisaient en moyenne cinq milles à l'heure [1].

Le revenu de l'établissement des postes ne provenait pas seulement de la taxe des lettres, cette administration avait le droit exclusif de fournir des chevaux de poste et, d'après le soin qu'on mettait à conserver ce monopole, il est permis de supposer qu'il était productif. Cependant, quand un voyageur avait attendu inutilement des chevaux pendant une demi-heure, il pouvait en louer là où bon lui semblait [2].

1. Voyez : « Stat. 12 Car. II, c. 35; » — « Chamberlayne's State of England, » 1684; — « Angliæ Metropolis, » 1690; et « London Gazette » du 22 juin 1685 et du 15 août 1687.

2. « London Gazette, » 14 sept. 1685.

Dans le principe cette administration des postes ne s'occupa pas du transport des lettres dans l'intérieur de la capitale. Mais, sous le règne de Charles II, un citoyen entreprenant de Londres, William Dockwray, établit à grands frais une poste à un sou, qui délivrait les lettres et les paquets six ou huit fois par jour dans le quartier populeux de la Bourse, et quatre fois seulement dans les faubourgs de la capitale. Cette amélioration, comme toutes les précédentes, fut vigoureusement attaquée. Les commissionnaires se plaignirent de l'atteinte portée à leurs intérêts et déchirèrent les affiches qui l'annonçaient au public. C'était précisément le moment où l'agitation causée par la mort de Godfrey et la découverte des papiers de Coleman, était au comble; on ne manqua donc pas de dire que la poste à un sou était une invention papiste. On affirmait que le grand docteur Oates donnait à entendre que les Jésuites étaient au fond de tout cela, et que si l'on examinait les sacs on les trouverait remplis de conspirations [1]. L'utilité de cette entreprise était si évidente, que l'opposition qu'on y fit resta sans succès; mais dès qu'il fut bien prouvé qu'elle était lucrative, le duc d'York se plaignit qu'elle portait atteinte à son monopole, et les cours de justice rendirent une décision en sa faveur [2].

Le revenu de l'administration des postes avait dès l'origine été en augmentant toujours : la première année de la Restauration, un comité de la chambre des Communes l'estima, après mûr examen, à vingt mille livres sterling net par an; à la fin du règne de Charles II, il s'en fallait de peu qu'il ne s'élevât à cinquante mille livres, et l'on trouvait alors cette somme exorbitante. Le revenu brut montait à près de soixante-dix mille livres sterling [3]. La taxe pour une lettre simple était de deux sous pour quatre-vingts milles, et de trois sous pour une plus grande distance; ce prix augmentait en proportion du poids. Aujourd'hui une lettre est transportée pour un sou jusqu'à l'extrémité de l'Irlande ou de l'Écosse, et le monopole des chevaux de poste a cessé depuis longtemps; cependant la recette brute de ce département s'élève à plus de dix-huit cent mille livres sterling par an, et le produit annuel net, à plus de sept cent mille livres. Nous pouvons en conclure que l'administration des postes transporte aujourd'hui soixante-dix fois plus de lettres qu'à l'époque de l'avénement de Charles II.

1. « Smith's Current Intelligence, » 30 mars et 3 avril 1680.
2. « Angliæ metropolis, » 1690.
3. Voyez « Commons' Journals, » 4 sept. 1660 et 1er mars 1688-9; — « Chamberlayne, » 1684; et « Davenant, On the Public Revenue, » Discours IV.

Comme, en 1685, il n'existait et ne pouvait exister rien de semblable à nos journaux quotidiens, ce que les malles transportaient de plus important étaient les nouvelles à la main. On manquait alors, et du capital et de l'industrie nécessaire à la fondation d'un journal; de plus on manquait de liberté, chose aussi nécessaire que le capital ou l'industrie. A cette époque, il est vrai, la presse n'était pas soumise à une censure générale. L'acte de licence passé peu de temps après la Restauration, avait cessé d'être en vigueur dès l'année 1679 : tout le monde était donc libre d'imprimer à ses risques et périls, une histoire, un sermon ou un poëme, sans l'approbation préalable d'un officier public; mais les juges pensaient unanimement que cette liberté ne s'étendait pas aux gazettes, et que la loi commune d'Angleterre défendait à tout sujet de publier des nouvelles politiques sans l'autorisation de la couronne [1]. Tant que le parti whig fut à craindre, le gouvernement crut prudent de fermer quelquefois les yeux sur la violation de cette règle. Ainsi, pendant les violentes discussions que fit naître le bill d'Exclusion, on laissa paraître plusieurs journaux : le « Protestant Intelligence, » le « Current Intelligence, » le « Domestic Intelligence, » le « True News, » le « London Mercury [2]. » Mais aucun de ces journaux ne paraissait plus de deux fois par semaine; ils ne se composaient que d'une seule petite feuille, et ne contenaient pas plus de matières dans l'espace d'un an que le « Times » n'en renferme dans deux numéros. Après la défaite des Whigs, le roi n'eut plus à garder aucune mesure dans l'exercice d'une prérogative que tous les juges déclaraient inattaquable; aussi, à la fin de son règne, il ne se publiait aucun journal sans sa permission, permission exclusivement accordée à la « Gazette de Londres. » Cette gazette ne paraissait que le lundi et le jeudi de chaque semaine; elle contenait en général quelque proclamation royale, deux ou trois adresses des Tories, la liste de quelques nominations, quelques détails sur une rencontre entre les troupes impériales et les janissaires sur les bords du Danube, le signalement de quelque voleur de grand chemin, l'annonce d'un combat de coqs appartenant à de grands seigneurs, ou la promesse d'une récompense pour un chien perdu; le tout remplissait deux pages de moyenne grandeur. Les communications officielles sur les sujets du plus haut intérêt, étaient rédigées dans un style sec et roide. Quelquefois, il est vrai, quand le gouvernement était disposé à satisfaire la curiosité publique relativement à quelque transaction

1. « London Gazette, » 5 et 17 mai 1680.

2. Le Musée Britannique possède une collection très-curieuse, et je crois unique, de ces différents journaux.

importante, on publiait une longue pancarte donnant plus de détails que n'en pouvait contenir la Gazette; mais, ni la Gazette, ni la pancarte supplémentaire, ne contenaient jamais que ce qu'il convenait à la cour de publier. On gardait le silence le plus absolu sur les débats parlementaires les plus importants, sur les procès politiques les plus fameux de notre histoire [1]. Dans la capitale, les cafés tenaient en quelque sorte lieu de journaux. C'était là que les habitants de Londres se réunissaient pour recueillir les nouvelles, comme jadis les Athéniens s'assemblaient sur la place publique. C'était là qu'on pouvait apprendre l'indigne traitement qu'un Whig avait subi la veille à Westminster-Hall, ou les détails que donnaient les lettres d'Écosse sur les persécutions infligées aux Covenantaires; on y racontait les friponneries insignes du conseil de l'Amirauté au sujet de l'approvisionnement de la flotte; on y parlait des graves accusations que le Lord du Sceau-Privé avait portées contre le Lord-trésorier, à propos de la taxe des feux. Mais ceux qui vivaient loin du théâtre des discussions politiques, n'étaient informés d'une manière un peu régulière de ce qui se passait, que par les nouvelles à la main. Écrire cette correspondance devint un état à Londres, comme c'en est un maintenant parmi les indigènes des Grandes-Indes. L'écrivain courait de café en café, faisait collection de nouvelles, se glissait dans la salle d'audience du « Old Bailey, » s'il y avait un procès intéressant, peut-être même parvenait-il quelquefois à entrer dans la galerie de Whitehall, pour voir si le roi et le duc d'York avaient bonne mine. C'est ainsi qu'il réunissait les matériaux de son épître hebdomadaire, destinée à éclairer quelque ville de province et quelques magistrats campagnards. Telle était la source où les habitants laïques et ecclésiastiques des plus grandes cités provinciales puisaient tout ce qu'ils savaient de l'histoire contemporaine. Il est probable qu'à Cambridge il y avait tout autant de personnes curieuses de savoir ce qui se passait dans le monde, que dans toute autre ville d'Angleterre; cependant, durant la plus grande partie du règne de Charles II, les docteurs en droit et les maîtres ès sciences n'avaient d'autres moyens de connaître régulièrement les nouvelles que par la « Gazette de Londres. » Enfin, on réclama les services d'un nouvelliste de la capitale; et ce fut un jour mémorable que celui où la première nouvelle à la main fut étalée dans l'unique café de Cambridge [2]. Ces nouvelles à la main

1. Par exemple, il n'y a pas dans la Gazette un seul mot relatif aux mesures importantes que prit le Parlement en novembre 1675; pas un mot non plus du procès et de l'acquittement des sept évêques.
2. « Life of Dr John North, » par Roger North. Voyez aussi, relativement aux nouvelles à la main, « The Examen, » 133.

étaient impatiemment attendues au château du riche propriétaire, où au bout de moins d'une semaine, plus de vingt familles les avaient déjà feuilletées. Elles fournissaient à tous les petits gentilshommes du voisinage des sujets de conversation pendant qu'ils dégustaient leur « ale; » et les recteurs de paroisses y puisaient des arguments pour leurs sermons contre les Whigs et les Papistes. Il est probable que quelques recherches intelligentes feraient retrouver, dans les archives d'anciennes familles, un grand nombre de ces nouvelles à la main. Il s'en trouve quelques-unes dans nos bibliothèques publiques; et dans le cours de cet ouvrage, j'aurai souvent occasion d'en citer un recueil qui n'est pas la partie la moins précieuse du trésor littéraire accumulé par sir James Mackintosh [1].

Il est inutile d'ajouter qu'il n'y avait aucun journal dans les villes de province. C'est à peine s'il existait une imprimerie ailleurs qu'à Londres et dans les deux villes universitaires. York paraît avoir possédé la seule presse qui fût en Angleterre, au nord de la Trent [2].

Ce n'était pas seulement à l'aide de la «Gazette de Londres» que le gouvernement répandait ses idées politiques dans la nation, car ce journal ne contenait que quelques misérables nouvelles sans commentaires : un autre journal se publiait sous le patronage de la cour, et celui-là contenait des commentaires, s'il ne donnait pas les nouvelles; c'était «l'Observateur» (*The Observator*), dont l'éditeur était un vieux pamphlétaire tory, nommé Roger Lestrange. Il s'en fallait de beaucoup que Lestrange fût dépourvu de facilité et de finesse; son style, quoique souvent grossier et défiguré par un bavardage de bas étage, alors de mode dans les cafés et les foyers de théâtre, ne manquait ni de vigueur, ni de mordant; mais sa nature, à la fois ignoble et féroce, se montrait dans chaque ligne qu'il écrivait. Quand les premiers numéros de « l'Observateur » parurent, son acrimonie avait quelque excuse, car les Whigs étaient alors tout-puissants, et il avait à se défendre contre de nombreux adversaires dont les violences sans bornes

1. Je saisis cette occasion d'exprimer toute ma reconnaissance à la famille de mon bon et honorable ami, sir James Mackintosh, pour m'avoir confié les matériaux qu'il avait réunis à une époque où il méditait un ouvrage du même genre que celui-ci. Je n'ai jamais vu et je ne crois pas qu'il existe nulle part, sous un aussi petit volume, une aussi belle collection d'extraits d'archives publiques et privées. Il faut avoir travaillé à la même mine historique que sir James, et après lui, pour apprécier convenablement l'intelligence avec laquelle il savait en extraire tout ce qui était précieux et rejeter tout ce qui était inutile.

2. « Life of Thomas Gent. » On trouvera dans : « Nichol's Literary Anecdotes of the eighteenth century » une liste complète des imprimeries en 1724. Le nombre s'en était beaucoup accru récemment, et cependant il y avait alors trente-quatre comtés où on ne trouvait pas un seul imprimeur; le comté de Lancaster entre autres.

pouvaient expliquer d'impitoyables représailles. En 1685, l'opposition était écrasée : une âme généreuse eût dédaigné d'insulter un parti qui ne pouvait répondre, d'aggraver le malheur de prisonniers, d'exilés et de familles éplorées; mais contre la haine de Lestrange la tombe n'était pas un abri, la maison désolée n'était pas un sanctuaire. Dans le dernier mois du règne de Charles II, un vieillard du nom de William Jenkyn mourut de privations et de misère dans la prison de Newgate; c'était un pasteur dissident très-renommé, et qu'on avait cruellement persécuté pour le seul crime d'avoir adoré Dieu selon les formes usitées par tous les protestants de l'Europe. Quand la nouvelle de sa triste fin se répandit, l'expression de la sympathie populaire ne put être réprimée; cent cinquante voitures suivirent sa dépouille mortelle jusqu'au tombeau, les courtisans eux-mêmes furent attristés de cette mort, et, jusqu'à l'indifférent monarque, chacun donna quelques signes de regret; Lestrange seul poussa dans son journal un cri de sauvage allégresse, tourna en ridicule la compassion des « Balanceurs, » et déclara que ce vieil imposteur n'avait encouru qu'une punition bien méritée, jurant que, quant à lui, il ferait la guerre à ces saints et à ces martyrs de contrebande, non-seulement jusqu'à la mort, mais encore au delà [1]. Tel était l'esprit du journal qu'on peut considérer comme l'oracle du parti tory et du clergé paroissial à cette époque.

Les imprimés que pouvaient transporter les sacs de la poste formaient alors la plus grande partie de la nourriture intellectuelle des ecclésiastiques et des magistrats de province. La difficulté et la dépense de transporter d'un endroit à l'autre de gros ballots était si grande qu'un ouvrage littéraire un peu étendu mettait plus de temps à aller de « Paternoster-Row » dans le Devonshire ou dans le Lancashire, qu'il n'en met aujourd'hui à parvenir dans l'État américain de Kentucky. J'ai déjà dit combien un presbytère de campagne était mal pourvu des livres mêmes les plus nécessaires à un théologien; les maisons de la bourgeoisie n'étaient pas mieux partagées. Peu de représentants de comtés possédaient des bibliothèques aussi nombreuses que celles qu'on rencontre tous les jours dans l'office d'une bonne maison ou dans l'arrière-boutique d'un petit marchand. Un gentilhomme passait parmi ses voisins pour un érudit s'il avait dans l'embrasure des fenêtres de sa grande salle, avec ses lignes à pêcher et ses fusils de chasse, la « Chronique de Baker, » « Hudibras, » « les Plai-

1. Voyez : « Observator, » 29 et 31 janv.; — « Life of Baxter, » par Calamy; et « Nonconformist Memorial. »

santeries de Tarlton » et « les Sept Champions de la Chrétienté. » Il n'existait nulle part, pas même à Londres, des cabinets de lecture. Mais les étudiants, qui, dans la capitale, ne pouvaient se permettre d'acheter des livres, avaient une autre ressource : les boutiques des grands libraires, près de « Saint-Paul's-Churchyard, » étaient remplies, du matin au soir, par une foule de lecteurs, et souvent il était permis à un habitué d'emporter un volume chez lui. Dans les campagnes, on ne trouvait aucune facilité de ce genre, et l'on était forcé d'acheter tous les livres qu'on voulait lire [1].

Les trésors littéraires d'une châtelaine et de ses filles consistaient en un livre de prières et en un livre de recettes culinaires. Néanmoins, elles ne perdaient pas beaucoup à vivre dans la solitude d'un castel, car, même dans les situations les plus favorables au développement de l'intelligence, les femmes anglaises du plus haut rang de cette génération, étaient sans contredit plus mal élevées qu'elles ne l'ont jamais été depuis la renaissance des lettres. A une époque antérieure, elles étudiaient les chefs-d'œuvre littéraires de l'antiquité ; aujourd'hui, si elles négligent les langues mortes, du moins la langue de Pascal et de Molière, celle du Dante et du Tasse, celle de Goëthe et de Schiller leur sont familières, et il n'est pas d'anglais plus pur ni plus élégant que celui que parlent et écrivent, de nos jours, les femmes bien élevées. Mais, pendant la dernière partie du XVII[e] siècle, la culture de l'esprit chez les femmes paraît avoir été complétement négligée : une jeune fille qui avait les moindres connaissances littéraires passait pour un prodige ; les dames de la plus haute naissance, les plus distinguées par leur esprit et par leurs manières, étaient incapables d'écrire une page de leur langue maternelle sans faire des solécismes et des fautes d'orthographe dont rougirait aujourd'hui une élève des écoles gratuites [2].

Ceci s'explique aisément : un libertinage extravagant, suite ordinaire d'une extravagante austérité, était devenu de mode ; il avait produit bientôt ses effets ordinaires, la dégradation morale et intellectuelle

1. Nous voyons dans le livre du « Pêcheur à la ligne, » de Cotton, qu'il trouvait place pour toute sa bibliothèque dans l'embrasure de sa fenêtre, et cependant Cotton était un homme lettré. Lorsque Franklin visita Londres en 1724, les cabinets de lecture y étaient inconnus. Roger North mentionne dans la vie de son frère John la foule de lecteurs qui assiégeaient les boutiques des libraires du quartier de Little Britain.

2. Je n'en citerai qu'un exemple. La reine Marie ne manquait pas de dispositions naturelles ; son éducation avait été confiée à un évêque. Elle avait du goût pour l'histoire et la poésie, et dans l'opinion des hommes les plus distingués de son temps, c'était une femme supérieure. Cependant on voit dans la bibliothèque de la Haye une superbe Bible anglaise qui lui fut donnée lors de son couronnement à Westminster abbey, et sur la première page on lit, écrit de sa main : « This book was « given the King and I, at our crownation. Marie R. »

des femmes. On rendait de grossiers et insultants hommages à leur beauté physique, mais à l'admiration et aux désirs qu'elles inspiraient, se mêlaient rarement le respect et l'affection, ou tout autre sentiment chevaleresque. Les qualités qui en eussent fait des compagnes, des amies et des confidentes, éloignaient plutôt qu'elles n'attiraient les courtisans débauchés de Whitehall. Une fille d'honneur qui, à la cour de Charles II, s'habillait de manière à faire valoir une poitrine éblouissante, lançait des œillades assassines, dansait voluptueusement, excellait en reparties équivoques, batifolait avec les chambellans et les capitaines des gardes, chantait des vers égrillards avec un sourire malin, et se costumait en page pour jouer quelque mystification, avait bien plus de chances de s'attirer les faveurs royales et de trouver un noble et riche mari, que n'en eussent eu Jane Grey ou Lucy Hutchinson. Avec de telles mœurs, le niveau intellectuel chez les femmes était nécessairement bien bas, et encore valait-il mieux être au-dessous de ce niveau qu'au-dessus. On croyait alors qu'une frivolité et une ignorance extrême leur séyaient mieux que la plus légère teinte de pédantisme. Parmi toutes ces beautés trop célèbres, dont nous admirons encore les portraits à Hampton-Court, il y en avait peu qui lussent habituellement autre chose que des acrostiches, des épigrammes, et des traductions de la Clélie et du Grand Cyrus.

Les connaissances littéraires d'un parfait gentilhomme de cette génération étaient elles-mêmes moins solides et moins profondes qu'elles ne l'avaient été précédemment et qu'elles ne le furent depuis. L'étude du grec surtout était moins suivie sous Charles II qu'elle ne l'avait été avant les guerres civiles, et qu'elle ne le fut après la Révolution. Il ne manquait pas, il est vrai, de savants à qui la littérature grecque depuis Homère jusqu'à Photius fût familière; mais on ne les rencontrait que parmi le clergé résidant dans les universités, et encore y étaient-ils peu nombreux et peu appréciés. A l'Université de Cambridge on ne trouvait pas nécessaire qu'un docteur en théologie fût en état de lire les Évangiles dans l'original[1], et les études n'étaient pas plus fortes à l'Université d'Oxford. Lorsque sous Guillaume III le collége de « Christ Church » se leva comme un seul homme pour défendre l'authenticité des épîtres de Phalaris, ce collége, considéré alors comme le foyer des connaissances philologiques, montra moins d'instruction dans la langue grecque que n'en possèdent aujourd'hui

1. Roger North nous raconte que son frère John, qui était professeur de grec à l'Université de Cambridge, se plaignait amèrement de la négligence qu'apportait généralement le clergé à l'étude de cette langue.

bien des élèves de nos grandes écoles publiques. Quand une langue morte est négligée dans les universités, on peut en conclure qu'elle est fort peu cultivée par les hommes du monde. Jadis la poésie et l'éloquence grecques avaient fait les délices de Raleigh et de Falkland; plus tard, Pitt, Fox, Windham et Grenville en goûtaient tout le charme, mais pendant la dernière partie du xviie siècle, il y avait à peine chez nous un homme d'État éminent qui pût lire avec plaisir une page de Sophocle ou de Platon.

Les bons latinistes étaient moins rares. La langue de Rome n'était pas encore complétement détrônée : dans bien des contrées de l'Europe, elle continuait d'être indispensable aux négociateurs et aux voyageurs; la parler purement était donc un talent beaucoup plus répandu que de nos jours. Aussi, Cambridge et Oxford ne manquaient pas de poëtes en état de déposer aux pieds du trône, dans les occasions solennelles, d'heureuses imitations des vers dans lesquels Virgile et Ovide ont célébré la grandeur d'Auguste.

Quoi qu'il en soit, la langue latine cédait peu à peu la place à une rivale plus moderne. La France possédait à cette époque la supériorité dans tous les genres : sa gloire militaire était à l'apogée; elle avait vaincu de puissantes coalitions, dicté des traités, subjugué des villes et des provinces: le fier Castillan avait dû reconnaître sa prééminence, les princes d'Italie s'étaient jetés à ses pieds; son autorité était suprême en matière de bon goût et de modes, depuis le duel jusqu'au menuet; elle décidait de la coupe de l'habit d'un gentilhomme, de la longueur de sa perruque, de la hauteur de ses talons, de la largeur des galons de son chapeau. En littérature, elle faisait la loi au monde entier, et la renommée de ses écrivains remplissait l'Europe. Quel autre pays pouvait produire un poëte tragique pareil à Racine, un poëte comique comparable à Molière, un poëte badin aussi agréable que La Fontaine, un orateur tel que Bossuet? La gloire littéraire de l'Italie et de l'Espagne n'était plus, celle de l'Allemagne n'était pas encore. Aussi, le génie des hommes éminents qui faisaient l'ornement de Paris brillait-il avec une splendeur qu'augmentait encore le contraste. La France avait de fait, à cette époque, un empire sur le monde que la république romaine elle-même n'atteignit jamais; car lorsque Rome dominait par sa politique, la Grèce était sa maîtresse dans les arts et les lettres. La France, au contraire, exerçait à la fois sur les pays voisins et la supériorité que Rome avait sur la Grèce, et celle que la Grèce avait sur Rome. La langue française devenait donc rapidement la langue universelle, la langue des sociétés élégantes et de la diplomatie. Dans de certaines

cours, les princes et la noblesse parlaient le français plus correctement et plus élégamment que leur propre langue. Notre pays se soumit moins que les autres à cette servilité d'imitation : nous n'avons jamais eu les qualités ou les défauts des imitateurs. Cependant, même chez nous, on rendait hommage, quoique bien gauchement et comme à regret, à la suprématie de nos voisins. Le toscan mélodieux, jadis familier aux chevaliers et aux dames de la cour d'Élisabeth, passa de mode ; citer Horace et Térence vous eût fait passer, en bonne compagnie, pour un emphatique pédant ; mais larder la conversation de bribes françaises, c'était la meilleure preuve qu'on pût donner de ses talents et de son mérite[1]. On adopta de nouvelles règles de critique et de nouveaux modèles de style, et cette ingénuité affectée, qui déparait les vers de Donne et entachait ceux de Cowley, disparut de notre poésie. Notre prose devint moins majestueuse, moins artistement contournée, moins variée dans ses consonnances musicales, qu'elle ne l'était jadis, mais elle acquit plus de clarté et plus de facilité à se plier aux besoins de la controverse et de la narration. Il est impossible de ne pas reconnaître dans ces changements l'influence de l'exemple et des préceptes français. Nos plus grands écrivains affectaient de se servir de mots français, dans leurs compositions les plus élevées, quand ils avaient à leur disposition des mots anglais aussi expressifs et aussi harmonieux[2] ; c'est aussi de France que nous vint la tragédie en vers rimés, cette plante exotique qui, sur notre sol, végéta quelque temps et mourut.

Il est à regretter que nos écrivains n'aient pas imité le respect des convenances qui distinguait si généralement leurs contemporains français ; car la licence des pièces de théâtre, des satires, des chansons et des romans de cette époque est une tache à notre gloire nationale. On peut facilement remonter à la source de ce mal. Les beaux esprits et les Puritains ne furent jamais amis ; il n'y avait entre eux aucune sympathie : ils appréciaient la vie humaine à des points de vue tout à fait opposés ; ce qui était affaire grave pour les uns, n'était que plai-

1. Butler dit, dans une de ses plus violentes satires :

« Car bien que baragouiner le grec et le latin,
« Soit considéré comme rhétorique de pédant vaniteux,
« Baragouiner le français est chose méritoire. »

2. Un des exemples les plus choquants que je me rappelle est dans un poëme sur le couronnement de Charles II, par Dryden, qui certes ne pouvait faire valoir son insuffisance comme excuse pour cet emprunt de mots étrangers :

« Hither in summer evenings you repair,
« To taste the *fraîcheur* of the cooler air. »

santerie pour les autres ; ce qui plaisait à ceux-ci révoltait ceux-là ! Les plus innocentes distractions de l'esprit étaient des crimes aux yeux de certains Puritains rigides, tandis que la grave solennité de « la pieuse fraternité » fournissait aux esprits légers et enjoués de fréquentes occasions de persiflage. Depuis l'époque de la Réformation jusqu'au temps de la guerre civile, presque tous les écrivains dont l'esprit était tourné vers la plaisanterie, avaient saisi les occasions d'attaquer ces saints à cheveux plats, nasillant et pleurnichant sans cesse, qui prenaient toujours dans le livre du prophète Néhémie les noms de baptême de leurs enfants, se scandalisaient à la vue de « Jack in the Green, » et regardaient comme une impiété de manger du *plumpudding* le jour de Noël. Mais bientôt arriva le temps où les rieurs devinrent graves à leur tour. Après avoir servi de but de plaisanterie à deux générations, les fanatiques gauches et rigides prirent les armes, et vainquirent, gouvernèrent, foulèrent aux pieds, avec un sourire refrogné, la foule qui s'était moquée d'eux. Les blessures faites par une folle et malicieuse gaieté furent vengées avec cette sombre et implacable haine particulière aux dévots, qui regardent leur rancune comme une vertu. On ferma les théâtres, on fouetta les acteurs ; la presse fut soumise à une austère censure ; les Muses furent chassées de leurs retraites favorites; Cowley fut renvoyé de Cambridge, et Crashaw d'Oxford. On n'exigea plus des jeunes candidats aux honneurs académiques qu'ils écrivissent des odes dans le genre d'Ovide, ou des pastorales dans le genre de Virgile ; mais, par contre, un synode de Supralapsaires refrognés les interrogeait scrupuleusement sur l'heure et le jour où ils avaient senti naitre en eux « le nouvel homme. » Un tel système ne pouvait manquer de produire des hypocrites. Sous des vêtements sombres et sous des visages qui jouaient l'austérité, couva pendant de longues années une soif violente de licence, un désir effréné de prendre sa revanche. Ce désir fut enfin satisfait. La Restauration émancipa des milliers d'esprits qui gémissaient sous un joug devenu insupportable. L'ancienne lutte recommença, mais avec une animosité nouvelle, et ce ne fut plus un combat folâtre, mais une guerre à mort. Les Têtes-rondes ne devaient pas s'attendre à plus de pitié de la part de ceux qu'ils avaient persécutés, qu'un commandeur d'esclaves n'en peut attendre de nègres révoltés qui portent encore les marques du fouet et du collier.

La guerre entre le bel esprit et le Puritanisme devint bientôt une guerre entre le bel esprit et la morale, et la haine qu'avait inspirée une grotesque caricature de la vertu n'épargna pas la vertu elle-même.

On insulta tout ce qu'avait vénéré l'hypocrisie des Têtes-rondes, et la faveur s'attacha à tout ce qu'ils avaient proscrit. Comme ils avaient été scrupuleux pour des bagatelles, on tourna en dérision tout scrupule; comme ils avaient caché leurs faiblesses sous le masque de la dévotion, on étala les vices les plus scandaleux avec une impudence cynique; comme ils avaient puni avec une barbare sévérité les amours illicites, on tourna en ridicule et la foi de l'épouse et la pureté de la jeune fille. Au béat jargon qui avait été leur « Shibboleth, » on opposa un autre jargon non moins absurde et plus odieux. Les Puritains ne parlaient qu'en empruntant le langage des Saintes Écritures; le nouvel essaim des beaux esprits et des élégants n'ouvraient jamais la bouche sans débiter des propos indécents, dont rougiraient aujourd'hui des portefaix, et sans, par d'impies imprécations, défier leur Créateur de les confondre et de les maudire, de les anéantir et de les damner.

Il n'est donc pas étonnant que les belles-lettres, qui renaissaient en même temps que reparaissait l'ancien ordre civil et ecclésiastique, aient été profondément immorales. La contagion cependant n'atteignit pas quelques auteurs éminents qui appartenaient à une époque antérieure et plus morale. Les vers de Waller respirent les sentiments chevaleresques d'une autre génération. Cowley, distingué comme royaliste et comme homme de lettres, éleva courageusement la voix contre l'immoralité qui déshonorait et les lettres et le royalisme. Un autre poëte, bien plus grand encore, éprouvé tout à la fois par la douleur, le danger, la pauvreté, le dédain et la cécité, tranquille au milieu du tumulte obscène qui bruissait autour de lui, méditait un chant si sublime et si saint, qu'il n'eût pas été déplacé sur les lèvres des Vertus éthérées qu'il vit, de cet œil intérieur que nulle maladie ne peut fermer, jeter, sur les pavés de jaspe, leurs couronnes d'or et d'amarante. Si le génie fécond et vigoureux de Butler n'échappa pas complétement à la contagion générale, du moins n'en fut-il que faiblement atteint. Mais c'étaient là des hommes dont l'esprit s'était formé dans une société qui n'existait plus. Ils cédèrent bientôt la place à une autre génération de beaux esprits, et le trait caractéristique de cette nouvelle école, depuis Dryden jusqu'à Durfey, fut une licence sans délicatesse, vantarde, éhontée et brutale. Ces écrivains eurent, sans aucun doute, une influence nuisible; mais l'excès même de leur dépravation la rendit moins pernicieuse : le poison qu'ils administraient était si fort, qu'on le rejetait avec dégoût. Nul d'entre eux ne connaissait l'art dangereux d'associer les images d'un

plaisir illicite avec tout ce qui ennoblit et attire. Ils ignoraient qu'un certain décorum est nécessaire même à la volupté, qu'une draperie peut être plus séduisante que la nudité, et que l'imagination est souvent plus émue par de fines allusions qui l'obligent à travailler que par de grossières descriptions qui la laissent passive.

L'esprit de la réaction antipuritaine domine, pour ainsi dire, toute la littérature légère du règne de Charles II; mais la quintessence de cet esprit se trouve dans les comédies. Les salles de théâtre fermées par le fanatisme, au jour de sa puissance, se remplirent de nouveau. Aux anciennes attractions qu'elles offraient, on en ajouta de nouvelles et de plus puissantes : on déploya aux yeux du public une mise en scène, des décorations et des costumes qui aujourd'hui paraîtraient misérables et absurdes, mais qui eussent été trouvés admirables par ceux qui, au commencement du XVII[e] siècle, venaient s'asseoir sur les grossières banquettes du « Théâtre de l'Espérance, » ou sous le toit de chaume du « Théâtre de la Rose. » L'art appela à son aide le charme enchanteur de la beauté, et le jeune spectateur put voir, avec une émotion inconnue aux contemporains de Shakspeare et de Jonson, de jolies femmes remplir des rôles pathétiques ou enjoués. Dès leur réouverture, les théâtres devinrent des écoles de vice, et le mal se propagea de lui-même. L'indécence des représentations chassa bientôt le public honnête, tandis que les spectateurs légers et débauchés qui restaient, exigeaient des stimulants de plus en plus forts. Ainsi l'artiste corrompit le spectateur, et le spectateur corrompit à son tour l'artiste, jusqu'à ce qu'enfin la turpitude dramatique devint telle, qu'elle doit paraître incroyable à ceux qui ne savent pas qu'un extrême relâchement est l'effet d'une extrême retenue, et qu'une époque d'hypocrisie est toujours suivie d'une époque de corruption.

Rien ne caractérise mieux ce temps que le soin que prenaient les poëtes de mettre toujours dans la bouche des femmes leurs vers les plus libertins. C'était surtout dans l'épilogue des pièces que la licence se faisait remarquer; ils étaient débités par l'actrice favorite, et rien ne charmait plus un auditoire dépravé que d'entendre réciter des vers grossièrement indécents par une belle jeune fille qu'on supposait encore innocente [1].

Le théâtre anglais empruntait souvent à l'Espagne, à la France et à nos vieux auteurs dramatiques des sujets et des caractères; mais il corrompait tout ce qu'il touchait. Sur notre scène, les maisons

1. Jeremy Collier a attaqué cette odieuse coutume avec sa finesse et sa force habituelles.

des fiers et braves Castillans de Calderon, devinrent des repaires de vice, la «Viola» de Shakspeare ne fut plus qu'une entremetteuse, le Misanthrope de Molière devint un ravisseur, et son Agnès une femme adultère. Il n'était rien de pur et d'héroïque qui ne fût souillé et avili par ces plumes ignobles et impures.

Telle était la situation de notre théâtre; et le théâtre était la carrière la plus lucrative pour un auteur. Le débit des livres était si limité que l'auteur le plus renommé gagnait à peine de quoi vivre par la vente de ses meilleurs ouvrages. Le sort des Fables de Dryden, sa dernière production, en est un exemple : ce volume fut publié quand son auteur était généralement reconnu comme notre premier poëte vivant; il contient douze mille vers d'une versification admirable; les narrations et les descriptions sont pleines de vie ; «Palamon et Arcite,» « Cymon et Iphigénie, » « Théodore et Honoria » font encore de nos jours les délices des critiques comme des écoliers ; il contient aussi la « Fête d'Alexandre, » la plus belle ode de notre langue; cependant Dryden ne reçut que deux cent cinquante livres sterling pour son manuscrit, moins qu'on n'a payé de nos jours deux articles dans une Revue [1]. Et le marché n'était pas mauvais, car le livre se vendit peu et Dryden était mort depuis dix ans quand on fit une seconde édition. En écrivant pour le théâtre, on gagnait beaucoup plus avec bien moins de peine. Une seule pièce rapporta sept cents livres sterling à Southern [2]; «Don Carlos» fit passer Otway de la misère à une aisance momentanée [3]. Une seule représentation du «Squire of Alsatia» produisit cent trente livres sterling à Shadwell [4]. Aussi tout homme vivant de sa plume écrivait-il des pièces de théâtre, qu'il en eût ou non le talent. Dryden, lui-même, digne émule de Juvénal dans la satire, poëte didactique, qui eût pu avec de l'étude et du soin égaler Lucrèce, le plus émouvant et le plus brillant, sinon le plus sublime des poëtes lyriques, mais auquel la nature, prodigue de dons, avait refusé le talent dramatique, gaspilla toute l'énergie de ses plus belles années dans la composition d'ouvrages de ce genre. Il avait trop de jugement pour ne pas s'apercevoir de son inhabileté à peindre des caractères au moyen du dialogue ; aussi fit-il tous ses efforts pour cacher cette insuffisance, soit par des incidents inattendus et plaisants, soit par d'éloquentes déclamations et une versification harmonieuse,

1. L'acte de vente se trouve dans l'édition de Dryden, par sir Walter-Scott.
2. La vie de Southern, par Shiels.
3. « Trial of the Poets, » par Rochester.
4. « Some account of the English Stage. »

quelquefois même par des indécences grossières qui ne convenaient que trop bien au goût d'un parterre licencieux et profane. Malgré cela il n'obtint jamais autant de succès au théâtre que d'autres qui lui étaient bien inférieurs en talent. Il se considérait heureux quand une œuvre dramatique lui rapportait cent guinées, faible rémunération, qui dépassait néanmoins ce qu'il eût pu gagner en employant son temps à tout autre genre de travail littéraire[1].

Les littérateurs de cette époque gagnaient si peu par leurs publications qu'ils étaient obligés de prélever des contributions sur les grands, pour ajouter à leur revenu. Tout lord riche et bienveillant était entouré d'une foule d'auteurs dont les demandes importunes et les flatteries abjectes nous paraîtraient aujourd'hui incroyables. La dédicace d'un livre entraînait de la part du patron le don d'une bourse pleine d'or, et la somme qu'on obtenait ainsi, était souvent plus forte que celle qu'on recevait pour le manuscrit. Aussi imprimait-on souvent des livres dans l'unique vue de les dédier à quelque personnage important. Ce trafic de louanges produisit le résultat qu'on devait en attendre. L'adulation poussée quelquefois jusqu'à l'absurdité, quelquefois jusqu'à l'impiété, n'entachait en rien la réputation d'un poëte; le monde n'exigeait de lui, ni indépendance, ni sincérité, ni dignité. Bref, au moral, le poëte était quelque chose entre un entremetteur et un mendiant.

L'esprit de parti poussé à une violence extrême, était encore un des vices qui dégradaient la littérature, vers la fin du règne de Charles II. La haine que les beaux esprits portaient au puritanisme les avait jetés en masse dans le parti de la cour où ils étaient devenus d'utiles alliés. Dryden, surtout, avait rendu de grands services au gouvernement : son « Absalon et Achitophel, » la plus mordante satire des temps modernes, après avoir fait une grande impression dans la capitale, s'était répandu dans les campagnes avec une rapidité sans exemple, et, tout en blessant les Exclusionistes, avait relevé le courage des Tories. Mais l'admiration que nous inspire naturellement un noble langage et une élégante poésie, ne doit pas nous faire oublier la distinction entre le bien et le mal. C'était l'esprit du mal qui animait Dryden et quelques-uns de ses confrères contre les Whigs, et les juges complaisants de ces mauvais jours ne pouvaient verser le sang assez vite pour satisfaire ces poëtes. On récitait publiquement sur la scène des vers où l'on demandait encore des victimes, où l'on faisait de hideuses plaisanteries sur les suppliciés, où l'on menaçait ceux qui, après avoir soutenu le roi à l'heure du danger, lui

1. Voyez la Vie de Southern, par Shiels.

conseillaient maintenant de traiter avec miséricorde ses ennemis vaincus; et pour que rien ne manquât au crime et à la honte, c'étaient des femmes, qui après avoir mis de côté toute pudeur, mettaient encore de côté toute compassion en récitant ces vers [1].

Il est à remarquer qu'à cette époque, où la littérature légère de notre pays était une plaie et une honte nationale, le génie anglais opérait dans les sciences une révolution, qui sera toujours mise au premier rang des prodiges de l'esprit humain. Bacon avait semé le bon grain sur un sol paresseux et dans un mauvais moment; il ne s'attendait pas à une prompte moisson, et dans son dernier testament il avait solennellement légué sa renommée au siècle suivant. Pendant toute une génération, sa philosophie avait germé lentement, au milieu du tumulte des guerres et des proscriptions, dans l'esprit de quelques hommes d'élite; et tandis que les factions se disputaient le pouvoir, quelques sages, dédaignant cette lutte, s'étaient dévoués à la tâche plus noble d'étendre le domaine de l'homme sur la matière. Dès que la tranquillité fut rétablie, ces maîtres ne manquèrent pas d'auditeurs attentifs, car la discipline par laquelle avait passé la nation, avait heureusement disposé l'esprit public à la réception des doctrines baconiennes. Les troubles publics avaient stimulé l'intelligence des classes élevées, et développé une activité inquiète et une soif insatiable du nouveau, sans aucun précédent dans notre histoire. Ils avaient cependant eu aussi pour résultat de faire regarder avec mépris et défiance, tout plan de réforme politique et religieuse. Pendant vingt ans, l'occupation principale des hommes à projets, avait été de faire des constitutions avec ou sans premiers magistrats, avec des sénats héréditaires ou électifs, annuels ou perpétuels. Rien n'avait été oublié dans ces divers plans: nomenclature, cerémonial, tous les détails de ces gouvernements imaginaires avaient été fixés; on avait les Polémarques, les Phylarques, les Tribus et les Galaxies, le Lord Archon et le Lord Strategus; on savait quelles urnes de scrutin devaient être rouges ou vertes, quelles boules devaient être d'or ou d'argent, quels magistrats porteraient des chapeaux ou des bonnets pointus de velours noir, comment on porterait la masse, quand les hérauts devraient se decouvrir: tout cela et cent autres bagatelles avaient été sérieusement discutés et combinés par des hommes qui étaient loin de manquer de capacité et de savoir [2]. Mais le temps de toutes ces folies était passé, et si quelque

1. S'il est quelque lecteur qui trouve mes expressions trop fortes, je l'engage à lire l'Épilogue du « Duc de Guise, » de Dryden, en se rappelant que c'était une femme qui le récitait.

2. Voyez surtout « l'Oceana, » de Harrington.

républicain fervent continuait à s'en occuper, la crainte de la dérision publique ou de la dénonciation, l'engageait à garder pour lui ses rêveries. Prononcer un mot contre les lois fondamentales de la monarchie n'était ni sûr ni populaire ; mais regarder avec dédain ce que jusqu'alors on avait considéré comme les lois fondamentales de la nature, pouvait indemniser les hommes d'un esprit entreprenant et audacieux. Le torrent qu'on avait endigué d'un côté, se répandit avec violence de l'autre. L'esprit révolutionnaire cessant de s'occuper de politique, se jeta avec une vigueur et une hardiesse sans égales dans le domaine des sciences physiques. L'année 1660, époque de la restauration de notre vieille constitution, vit le triomphe de la nouvelle philosophie. C'est alors que fut fondée la « Société Royale » qui devait si brillamment contribuer à tant de glorieuses et salutaires réformes [1]. En quelques mois, les sciences expérimentales devinrent à la mode : la transfusion du sang, la pondération de l'air, la fixation du mercure occupèrent dans l'esprit public la place qu'y avaient tenue les controverses du tribunal de Rote. Au lieu de rêves de gouvernements parfaits, on rêva d'hommes qui devaient voler de la Tour de Londres à l'abbaye de Westminster, et de bâtiments à double quille qui ne pourraient jamais sombrer, même dans les plus violentes tempêtes. Toutes les classes de la société participèrent à ce sentiment général ; pour la première fois, Cavaliers, Têtes-rondes, Anglicans et Puritains s'entendirent ; et théologiens, jurisconsultes, hommes d'État, nobles et princes, contribuèrent au succès de la philosophie baconienne. Les poëtes chantèrent à l'envi l'approche de l'âge d'or : Cowley, dans des vers pleins d'élévation et pétillants d'esprit, excitait le peuple choisi à prendre possession de la terre promise, où coulaient le miel et le lait, terre que leur libérateur et leur législateur, nouveau Moïse, avait vue comme du sommet du Pisgah, sans qu'il lui eût été permis d'y entrer [2]. Dryden, avec plus de zèle que de science, joignait sa voix aux acclamations générales, et annonçait des choses que ni lui ni personne ne pouvait comprendre. Il prédisait à la Société Royale, que bientôt elle nous conduirait à l'extrême limite du globe, pour nous y faire admirer la lune de plus près [3]. Deux prélats distingués et ambitieux, Ward,

1. Voyez l'Histoire de la Société Royale, par Sprat.

2. Voyez l'ode de Cowley adressée à la Société Royale.

3. « Alors nous irons jusqu'aux confins du monde,
« Et verrons l'Océan se mêler aux cieux ;
« De là nous ferons connaissance avec nos voisins roulants,
« t espionnerons en sûreté le monde lunaire. »

(DRYDEN, *Annus mirabilis*, 164.)

évêque de Salisbury, et Wilkins, évêque de Chester, se faisaient remarquer parmi les meneurs de ce mouvement scientifique, dont l'histoire fut éloquemment écrite par un jeune ecclésiastique qui devait s'élever aux premières dignités de son ordre, Thomas Sprat, plus tard évêque de Rochester. Le Chief-Justice Hale et le Lord Garde des Sceaux Guildford, dérobèrent, eux aussi, quelques heures à leurs occupations judiciaires, pour écrire sur l'hydrostatique ; ce fut même sous la direction immédiate de ce dernier que furent construits les premiers baromètres qui se soient vendus à Londres[1]. La chimie partagea, pour un moment, avec le vin et l'amour, le théâtre et le jeu, les intrigues de cour et les intrigues démagogiques, l'attention du volage Buckingham. La découverte de la gravure à la *mezzotinto* est attribuée à Rupert; et c'est de son nom qu'ont été nommées ces larmes de verre qui depuis si longtemps sont l'amusement des enfants et le casse-tête des savants. Charles II, lui-même, avait un laboratoire à Whitehall, où il était bien plus assidu qu'à la table du Conseil. Pour être un homme à la mode, il fallait pouvoir parler de machines pneumatiques et de télescopes. Quelquefois même, les grandes dames trouvaient convenable d'afficher du goût pour les sciences; elles allaient en carrosse à six chevaux visiter les curiosités de Gresham, et se pâmaient d'aise en voyant que, réellement, l'aimant attirait une aiguille, et qu'un microscope faisait paraître une mouche aussi grosse qu'un moineau[2].

Il n'est pas douteux qu'en ceci, comme dans tous les grands mouvements de l'esprit humain, il n'y eût quelque chose qui prêtât à rire. Il est de règle générale que lorsque des doctrines ou des études, quelles qu'elles soient, deviennent à la mode, elles perdent une portion de la dignité qu'elles possédaient quand elles étaient monopolisées et cultivées pour elles-mêmes par une minorité faible, mais fervente. Sans doute, la sottise de quelques personnes qui, sans une aptitude réelle pour les sciences, professaient une grande passion pour elles, provoquèrent la gaieté méprisante de quelques malicieux satiristes qui appartenaient à la génération précédente et n'étaient pas disposés à désapprendre les leçons de leur jeunesse[3]. Mais il n'en est pas moins vrai que les Anglais du XVII[e] siècle travaillèrent plus qu'on ne le fit en aucun temps et chez aucune nation, à la grande œuvre de l'interprétation de la nature. L'esprit de Francis Bacon, admirable mélange

1. « North's Life of Guildford. »
2. « Pepys's Diary, » 30 mai 1667.
3. Butler fut, je crois, le seul homme de génie qui, entre la Révolution et la Restauration, montra une haine violente à la nouvelle philosophie. Voyez sa satire contre la Société Royale et son « Éléphant dans la Lune. »

d'audace et de prudence, inspirait le monde. On était convaincu que l'univers était rempli de secrets importants pour le bonheur de l'humanité, et que l'homme avait reçu de son Créateur la clef qui, s'il savait s'en servir, devait le conduire à toute connaissance; et l'on était également persuadé qu'on ne pouvait arriver à connaître les lois générales des sciences physiques qu'en observant soigneusement les faits particuliers. Fortement imbus de ces deux grandes vérités, les promoteurs de la nouvelle philosophie s'appliquèrent à leur tâche, et, avant qu'un quart de siècle se fût écoulé, ils avaient fait entrevoir ce qui plus tard devait s'accomplir. Déjà avaient commencé les améliorations agricoles; on cultivait de nouveaux végétaux, on employait de nouveaux instruments aratoires, on essayait de nouveaux engrais. Evelyn, sous la direction spéciale de la Société Royale, avait donné des leçons d'agriculture à ses compatriotes; Temple, dans ses intervalles de loisir, avait fait des expériences d'horticulture et prouvé qu'un grand nombre de fruits délicats, originaires de climats plus favorisés que le nôtre, pouvaient, avec les secours de l'art, croître sur notre sol. La médecine, qui, en France, était encore dans l'enfance et fournissait à Molière un sujet inépuisable de justes railleries, était devenue, en Angleterre, une science progressive et expérimentale, et chaque jour, en dépit d'Hippocrate et de Galien, elle faisait quelque découverte nouvelle. L'attention des esprits spéculatifs s'était déjà tournée vers l'important sujet de la police sanitaire. La grande peste de 1665 avait attiré l'attention sur les mauvaises constructions et l'insalubrité de la capitale; le grand incendie de 1666 fournit l'occasion de faire à ce sujet de grandes améliorations. C'est à l'impulsion donnée par la Société royale, qui fit une étude spéciale de cette question, que nous devons, en grande partie, les changements qui, sans donner une satisfaction complète à tous les besoins publics, créèrent cependant une nouvelle capitale bien différente de l'ancienne, et éloignèrent, probablement pour toujours, de notre pays les ravages d'une nouvelle peste[1]. Vers le même temps, sir William Petty, l'un des fondateurs de cette Société, créait la science de l'arithmétique politique, humble mais nécessaire compagne de la philosophie politique. C'est aussi de cette époque que datent les découvertes chimiques de Boyle et les premières recherches botaniques de Sloane. L'un après l'autre disparaissaient ainsi, devant la lumière, les fantômes qui peuplaient l'Europe dans les siècles de ténèbres. L'alchimie et l'astrologie

1. Voyez l'Histoire de la Société Royale, par Sprat.

tombaient sous le ridicule; bientôt il ne fut plus un seul comté où le magistrat ne sourit de pitié lorsqu'on lui amenait quelque vieille femme accusée d'avoir jeté un sort sur les bestiaux ou d'avoir chevauché dans les airs sur un manche à balai. Mais ce fut surtout dans les sciences où l'induction et les démonstrations mathématiques contribuent le plus à la découverte de la vérité, que se distinguait alors le génie anglais. John Wallis réforma tout l'ancien système de statique; Edmund Halley fit des recherches sur les propriétés de l'atmosphère, le flux et le reflux de la mer, les lois de l'attraction magnétique et la marche des comètes : fatigues, dangers, voyages lointains, rien ne put lui faire déserter la cause de la science. Pendant que, sur le rocher de Sainte-Hélène, il traçait la carte des constellations de l'hémisphère méridional, un Observatoire s'élevait à Greenwich, et John Flamsteed, notre premier astronome royal, commençait cette longue série d'observations astronomiques dont le monde entier ne parle qu'avec admiration et gratitude. Mais leur gloire, quelque éminente qu'elle soit, est rejetée dans l'ombre par le lustre éblouissant d'un nom immortel, Isaac Newton! En Newton se réunissaient, à un degré plus éminent que chez aucun autre homme, deux sortes de pouvoirs intellectuels qui marchent rarement ensemble et qui, néanmoins, sont également nécessaires à l'étude sublime des sciences physiques. Quelques hommes peuvent avoir été aussi bien constitués que lui pour l'étude des sciences mathématiques; d'autres peuvent avoir eu un esprit aussi bien disposé que le sien pour l'étude des sciences purement expérimentales; aucun ne réunit aussi excellemment et aussi harmonieusement les facultés de l'induction et de la démonstration. Peut-être que, du temps des Scottistes et des Thomistes, cette sublime intelligence, comme tant d'autres intelligences inférieures seulement à la sienne, n'eût rien produit; mais heureusement la Providence fit naître Newton en un siècle qui put diriger son esprit dans une bonne voie, et cet esprit, à son tour, réagit au centuple sur son siècle. Dans l'année 1685, sa réputation, quoique brillante, n'était qu'à son aurore, mais déjà son génie atteignait à son apogée; il venait de terminer, sans pourtant l'avoir encore publié, le grand ouvrage qui devait faire une importante révolution dans les différentes branches de la philosophie naturelle, et la Société Royale en faisait l'objet d'un sérieux examen.

Il n'est pas facile d'expliquer comment une nation si en avance sur ses voisines, dans la science, resta tellement en arrière d'elles pour les beaux-arts. C'est cependant ce qui eut lieu. En architecture, il est vrai, art qui est presque une science, dans laquelle le géomètre seul

peut exceller, art dont l'élégance tient directement ou indirectement à l'utilité, et qui puise une partie, au moins, de sa poésie dans la majesté des masses, notre pays pouvait citer avec orgueil un grand homme, Christopher Wren. Le grand incendie qui venait de réduire en cendres la capitale, lui fournissait une occasion unique dans l'histoire moderne de faire valoir tous ses talents. Incapable, comme presque tous ses contemporains, d'imiter, peut-être même d'apprécier, l'austère beauté de l'architecture grecque ou gothique, nul homme né en deçà des Alpes ne réussit aussi bien que lui à imiter la magnificence mondaine des églises d'Italie, et le siècle même de Louis XIV n'a rien laissé de comparable à l'église de Saint-Paul. D'un autre côté, à la fin du règne de Charles II, nous n'avions pas un seul peintre ou un seul sculpteur dont le nom mérite d'être conservé. Quelque chose de mystérieux se cache sous cette pénurie, car les statuaires et les peintres étaient bien loin d'être méprisés et mal payés; leur position sociale égalait au moins celle qu'ils occupent à présent; et leurs bénéfices, comparés à la richesse nationale d'alors et à la rémunération des autres travaux intellectuels, étaient plus considérables que de nos jours. La munificence du patronage anglais pour les artistes les attirait même chez nous de tous les côtés. Lely qui nous a transmis, avec leurs cheveux bouclés, leurs lèvres voluptueuses et leurs yeux languissants, les portraits des fragiles beautés célébrées par Hamilton, était Westphalien; il fut créé chevalier, et mourut en 1680, après avoir vécu longtemps dans l'abondance, laissant une grande fortune, fruit de ses travaux. Sa superbe collection de dessins et de peintures fut après sa mort exposée, avec autorisation royale, dans la grande salle des banquets à Whitehall et vendue à l'enchère pour la somme incroyable de vingt-six mille livres sterling, somme qui, comparée aux fortunes de cette époque, représenterait de nos jours plus de cent mille livres sterling [1]. Après Lely, vint Godfrey Kneller, son compatriote; il fut d'abord créé chevalier et puis baronnet, vécut avec somptuosité, et quoique plus tard il ait éprouvé de grandes pertes par des spéculations malheureuses, il laissa encore une fortune considérable à sa famille. La libéralité anglaise avait aussi attiré de Hollande les deux Vandevelde, qui se fixèrent en Angleterre et peignirent pour le roi et les seigneurs de sa cour quelques-unes des plus belles marines connues. Un autre Hollandais, Simon Varelst, peignit ses magnifiques tournesols et ses superbes tulipes à des prix dont on n'a-

1. Voyez : « Walpole's Anecdotes of Painting; » — « London Gazette, » 31 mai 1683; et « North's Life of Guildford. »

vait aucune idée jusqu'alors. Verrio, un Napolitain, couvrit les plafonds et les escaliers de Gorgones et de Muses, de Nymphes et de Satyres, de Vertus et de Vices, de dieux buvant le nectar et de princes triomphateurs couronnés de lauriers; le revenu qu'il tirait de ses ouvrages lui fournissait le moyen de tenir la table la plus somptueuse d'Angleterre. Pour ses peintures du château de Windsor, il reçut sept mille livres, somme qui eût suffi alors à mettre pour toujours dans l'aisance un gentilhomme de goûts modérés, et bien supérieure à celle que Dryden reçut de ses libraires, pendant une vie littéraire de quarante années [1]. Louis Laguerre, premier élève et successeur de Verrio, nous vint de France. Les deux sculpteurs les plus célèbres de cette époque étaient aussi des étrangers. L'un, le Danois Cibber, nous a laissé les pathétiques emblèmes de la Fureur et de la Mélancolie qui ornent encore Bedlam; l'autre, Gibbons, Hollandais d'origine, a embelli nos palais, nos colléges et nos églises des décorations les plus gracieuses et les plus délicates. Notre monnaie elle-même fut frappée d'après les modèles de graveurs français. Enfin, ce ne fut que sous le règne de George II que notre pays put se vanter d'avoir produit un grand peintre national, et l'Angleterre ne compta un grand sculpteur que sous le règne de George III.

Il est temps de terminer cette description de l'Angleterre sous Charles II. Cependant il est encore un sujet important auquel nous n'avons pas touché; il nous reste à parler de cette grande portion de la nation qui conduisait la charrue, gardait les bestiaux, travaillait aux métiers de Norwich, et taillait la pierre de Portland pour l'église de Saint-Paul. Nous n'aurons que peu de chose à en dire, car la classe la plus nombreuse est précisément celle sur laquelle nous possédons le moins de renseignements. La philanthropie ne considérait pas encore comme un devoir sacré de s'occuper des souffrances des classes laborieuses, et la démagogie n'avait pas découvert qu'il y avait là une mine lucrative à exploiter. Quant à l'historien, il était trop occupé des cours et des camps pour consacrer quelques lignes à la hutte du laboureur ou à la mansarde de l'ouvrier. De notre temps, la presse fournit en un jour plus de discussions et de déclamations sur la condition des classes ouvrières, qu'il n'en fut publié durant les vingt-huit années qui s'écoulèrent entre la Restauration et la Révolution. Ce serait cependant une grande erreur de conclure d'après l'augmentation des plaintes qu'il y a eu accroissement de misère.

1. Walpole mentionne dans ses « Anecdotes of Painting » les sommes payées à Varelst et à Verrio.

Le salaire des classes laborieuses est toujours le criterium de leur situation; et comme les quatre cinquièmes des prolétaires étaient alors employés à l'agriculture, il importe surtout de s'assurer quel était le salaire de l'ouvrier des champs. Nous possédons les moyens d'arriver à des conclusions suffisamment exactes pour le but que nous nous proposons ici.

Sir William Petty, dont la simple affirmation a un grand poids, nous apprend qu'un laboureur qui recevait quatre sous par jour et la nourriture, ou huit sous sans nourriture, ne se trouvait pas malheureux. Quatre schellings par semaine étaient donc, selon ses calculs, le salaire convenable d'un ouvrier des champs[1].

Nous avons d'abondantes preuves que ce calcul ne s'éloigne pas beaucoup de la vérité. Vers le commencement de l'année 1685, les magistrats du comté de Warwick, exerçant un pouvoir qui leur avait été conféré par un acte d'Élisabeth, fixèrent, pendant leur session trimestrielle, le tarif des salaires dans le comté, et déclarèrent passibles d'une peine tout maître qui donnerait ou tout ouvrier qui recevrait un salaire supérieur à celui qu'ils avaient autorisé. Ce salaire était, de mars à septembre, pour les laboureurs ordinaires, précisément le même que celui mentionné par Petty, c'est-à-dire quatre schellings par semaine sans nourriture; de septembre à mars, il descendait à trois schellings et demi par semaine[2].

Mais alors, comme de nos jours, le travail agricole n'était pas rétribué de même dans les différentes parties du royaume; les salaires, dans le comté de Warwick, atteignaient probablement à un taux moyen; dans les comtés plus rapprochés de la frontière d'Écosse, ils tombaient au-dessous de la moyenne; mais aussi il y avait des districts plus favorisés. Dans la même année de 1685, un gentilhomme du Devonshire, nommé Richard Dunning, publia un pamphlet dans lequel il décrivait la condition des classes pauvres de ce comté. Sa compétence ne peut être mise en doute, puisque, quelques mois plus tard, son pamphlet fut réimprimé, et que les magistrats assemblés à Exeter, pour la session trimestrielle, le recommandèrent vivement à l'attention des autorités paroissiales. Selon lui, le salaire des paysans du Devonshire était de cinq schellings par semaine, sans nourriture[3].

La condition des laboureurs, dans les environs de Bury-Saint-Ed-

1. « Petty's Political Arithmetic. »
2. Voyez : « Stat. 5 Elis., c. 4; » et « Archæologia, » vol. xi.
3. « Plain and Easy Method showing how the Office of Overseer of the Poor may be managed, » par Richard Dunning. 1re édition, 1685; 2e édit., 1686.

mund, était encore meilleure. A leur réunion du printemps de l'année 1682, les magistrats du comté de Suffolk fixèrent le tarif des salaires et décidèrent que le laboureur qui ne serait pas nourri recevrait cinq schellings par semaine en hiver et six en été [1].

En 1661, les magistrats de Chelmsford fixèrent le salaire des laboureurs du comté d'Essex à six schellings en hiver et sept en été, sans nourriture. Ce fut, il paraît, le salaire le plus élevé qu'on ait donné dans le royaume pour les travaux d'agriculture, depuis la Restauration jusqu'à la Révolution, et il faut remarquer qu'en l'année 1661, pendant laquelle fut fixé ce dernier chiffre, les denrées les plus nécessaires à la vie étaient à un taux exorbitant : le blé se payait soixante-dix schellings le *quarter*, ce qui, même de nos jours, serait considéré comme un prix de famine [2].

Ces différents faits s'accordent parfaitement avec un autre qui mérite d'être mentionné. Il est évident que, dans un pays où personne n'est obligé de devenir soldat, les rangs de l'armée resteront incomplets si le gouvernement ne donne qu'une paie inférieure au salaire du laboureur. Aujourd'hui le soldat d'un régiment de ligne reçoit sept schellings et sept sous par semaine, l'argent de bière compris. Cette solde, jointe à l'espérance d'une pension, n'attire pas suffisamment la jeunesse anglaise, et il faut suppléer au déficit par de nombreux enrôlements dans les populations pauvres des comtés de Munster et de Connaught. La paie du fantassin, en 1685, était seulement de quatre schellings et huit sous par semaine, et cependant il est certain que le gouvernement put, cette année-là, réunir en peu de temps plusieurs milliers de recrues. Le soldat d'infanterie des armées de la République avait reçu sept schellings par semaine, c'est-à-dire autant que recevait un caporal sous Charles II [3], et cette paye suffit pour attirer dans les rangs de l'armée une catégorie d'hommes généralement supérieurs au commun du peuple. Somme totale, on peut conclure raisonnablement que, sous Charles II, le taux des salaires des ouvriers des champs n'excédait pas quatre schellings par semaine, mais que, dans quelques parties du royaume, on les payait cependant cinq, six, et même, pendant quelques mois de l'année, sept schellings par semaine. De nos jours, le philanthrope se révolte à l'idée d'un district où un laboureur ne gagne que sept schellings par semaine. La

1. « Cullum's History of Hawsted. »
2. « Ruggles' On the Poor. »
3. Voyez dans : « Thurloe's State Papers » le mémorandum des députés hollandais, en date du 2 août 1653.

moyenne des salaires est beaucoup plus élevée, et, dans les comtés prospères, les ouvriers reçoivent douze, quatorze et même seize schellings par semaine.

Le salaire des ouvriers employés dans les manufactures, a de tout temps été plus considérable que celui des ouvriers de la campagne. Dans l'année 1680, un membre de la chambre des Communes remarquait que le prix élevé de la main-d'œuvre, rendait impossible la concurrence de nos tissus avec le produit des métiers de l'Inde. Un artisan anglais, disait-il, au lieu de s'épuiser de travail pour une pièce de cuivre, comme l'ouvrier indien, exige un schelling par jour [1]. Il est encore d'autre preuves qui établissent que ce schelling par jour était le salaire auquel l'artisan manufacturier croyait avoir droit, quoiqu'il fût souvent obligé de travailler pour moins. Le menu peuple, à cette époque, n'avait pas l'habitude de se réunir pour discuter, pérorer et présenter des pétitions au Parlement; aucun journal ne plaidait sa cause; c'était dans des vers grossiers que s'exhalaient son amour ou sa haine, sa joie ou ses douleurs, et ce n'est guère que dans ses ballades que l'on apprendra son histoire. On peut encore lire sur la pancarte originale, un des plus remarquables de ces chants populaires qui se chantaient dans les rues de Norwich et de Leeds, du temps de Charles II. C'est une plainte amère et violente du travail contre le capital. On y décrit le bon vieux temps où l'ouvrier des manufactures de laine vivait aussi bien qu'un fermier; mais ce temps était passé, six sous par jour, c'était tout ce qu'on pouvait espérer de gagner par un pénible travail au métier; et si le pauvre se plaignait de ne pouvoir vivre de cet insuffisant salaire, on lui répondait qu'il était libre de le prendre ou de le laisser; ainsi, pour cette misérable rémunération, le producteur de la richesse était forcé de s'exténuer de travail, de se lever matin et de se coucher tard, tandis que le maître drapier, buvant, mangeant, dormant, ne faisant rien, s'enrichissait de la sueur du pauvre : le poëte termine en disant que, s'il existait une justice au monde, ce serait un schelling par jour que devrait gagner le tisserand [2].

1. L'orâteur en question était M. John Basset, représentant de Barnstaple. Voyez : « Smith's Memoirs of Wool, » chap. LXVIII.

2. Cette ballade se trouve dans le Musée britannique; la date précise n'est pas spécifiée, mais l'*imprimatur* de Roger Lestrange fixe suffisamment l'époque pour le but que je me propose. J'en citerai quelques lignes. Le maître drapier entre en scène en disant les vers suivants :

« Au temps jadis nous donnions
« De quoi faire vivre nos ouvriers comme des fermiers;
« Mais les temps sont changés, nous le leur ferons bien voir.
....
« Nous les ferons travailler rudement pour six sous par jour,

Nous pouvons donc conclure qu'à l'époque qui précéda la Révolution, l'ouvrier des principales manufactures d'Angleterre qui gagnait six schellings par semaine s'estimait suffisamment rétribué.

Nous remarquerons en passant, que l'habitude d'envoyer les enfants au travail à un âge trop tendre, habitude que le gouvernement, protecteur de ceux qui ne peuvent se protéger eux-mêmes, a sagement et humainement interdite, existait au XVIIe siècle à un point qui paraît incroyable, quand on songe combien le système manufacturier était restreint. A Norwich, centre des principales manufactures de drap, un enfant de six ans était considéré comme propre au travail. Plusieurs écrivains de ce temps, parmi lesquels il en est qui se faisaient remarquer par leurs sentiments philanthropiques, mentionnent avec enthousiasme le fait que, dans cette seule ville, des filles et des garçons, à peine sortis de l'enfance, créaient par leur travail un capital qui dépassait leurs besoins de plus de douze mille livres sterling par an [1]. Plus nous étudions avec soin l'histoire des temps passés, plus nous avons raison de différer d'opinion avec ceux qui prétendent que notre époque a été fertile en nouveaux malheurs sociaux. La vérité est que, presque sans exception, ces malheurs sont l'héritage du passé ; ce qui appartient en propre à notre époque, c'est l'intelligence qui les discerne et l'humanité qui y remédie.

Si des tisserands en laine nous passons à d'autres classes d'artisans, nos recherches nous amèneront à peu près aux mêmes conclusions. Pendant plusieurs générations, les commissaires de l'hôpital de Greenwich ont tenu registre des sommes payées aux différents ouvriers qui furent employés aux réparations des bâtiments. Nous savons, d'après ces précieux documents, que dans l'espace de cent vingt années, le salaire des maçons en brique s'éleva de deux schellings six sous à quatre schellings dix sous; celui du tailleur de pierre, de deux schellings six sous à cinq schellings trois sous; celui du charpentier, de

« Quoiqu'ils méritassent un schelling s'ils avaient leur juste salaire ;
« S'ils murmurent et disent que c'est trop peu,
« Nous leur donnerons le choix de ne pas travailler du tout.
« Ainsi nous gagnerons honneur et richesses,
« Grâce à bien des pauvres diables qui travaillent du matin au soir.
« Vive donc la draperie ! c'est un commerce qui va rondement ;
« Nous ne daignons travailler, ni suer, ni nous éreinter.
« Nos ouvriers font la rude besogne, nous vivons à notre aise,
« Nous allons où nous voulons, nous venons quand il nous plaît. »

1. Voyez : « Chamberlayne's State of England ; » — « Petty's Political Arithmetic, » chap. VIII ; — « Dunning's Plain and Easy Method ; » et « Firmin's Proposition for the Employment of the Poor. » Il faut observer que Firmin était un philanthrope éminent.

deux schellings six sous à cinq schellings cinq sous; celui du plombier, de trois schellings à cinq schellings et demi.

Il paraît donc évident que le prix du travail, apprécié en argent, était tout au plus, en 1685, la moitié de ce qu'il est maintenant; et il n'y avait que bien peu d'articles de première nécessité pour l'ouvrier qui ne coûtassent à cette époque plus de la moitié de ce qu'ils coûtent à présent. La bière était sans contredit à meilleur marché que de nos jours; la viande était aussi moins chère, mais assez chère néanmoins pour que des milliers de familles en connussent à peine le goût[1]. Il y a eu peu de changement dans le prix du blé; cinquante schellings le *quarter* a été le prix moyen, pendant les douze dernières années du règne de Charles II. Aussi voyait-on rarement du pain sur la table d'un gros fermier ou d'un boutiquier, et ce pain ne valait pas mieux que celui qu'on distribue aujourd'hui dans les dépôts de mendicité. La grande majorité de la nation vivait presque entièrement de farine de seigle, d'orge ou d'avoine.

Les produits des pays tropicaux, des mines et des machines, étaient sans aucun doute à des prix plus élevés qu'aujourd'hui. Au nombre des denrées que le laboureur de 1685 payait plus cher que ne paie sa postérité en 1848, il faut compter le sucre, le sel, le charbon de terre, la chandelle, le savon, les souliers, les bas, et généralement tous les articles de vêtement et de literie; et nous pouvons ajouter que non-seulement ils étaient plus chers, mais encore que les articles énumérés en dernier lieu étaient moins durables que de nos jours.

Nous devons remarquer que les laboureurs, qui, au moyen de leurs salaires, pouvaient maintenir eux et leurs familles, n'étaient pas, il s'en faut, les plus malheureux. Au-dessous d'eux, il y avait encore une classe nombreuse qui ne pouvait vivre sans les secours de leurs paroisses. Rien ne permet mieux d'apprécier la condition de la classe pauvre, que sa proportion numérique avec le reste de la société. Maintenant, dans les mauvaises années, un dixième de la population anglaise, hommes, femmes et enfants, reçoit les secours de la charité publique, et dans les bonnes années cette proportion n'est plus que du treizième; Grégory King l'évaluait de son temps à plus d'un cinquième, et cette évaluation que nous serions tentés de taxer d'exagération, malgré le respect que nous inspire sa véracité, Davenant la déclare parfaitement judicieuse.

1. King, dans ses « Natural and Political Conclusions, » estimait approximativement le menu peuple anglais à 880,000 familles, dont 440,000 familles, selon lui, mangeaient de la viande deux fois par semaine; le reste n'en mangeait pas du tout, ou tout au plus une fois par semaine.

Du reste, nous ne manquons pas de documents qui nous permettent de former nos propres estimations. La taxe des pauvres était évidemment la plus forte des taxes de cette époque, car on l'estimait, du temps de Charles II, à près de sept mille livres sterling par an, beaucoup plus que ne produisaient alors, ou l'accise, ou les douanes, et quelque chose de moins que la moitié du revenu de la couronne. Elle s'accrut rapidement et atteignit bientôt le chiffre de huit à neuf cent mille livres par an, c'est-à-dire, un sixième de ce qu'elle est de nos jours. La population ne dépassait pas alors le tiers de ce qu'elle est actuellement; et le minimum des salaires équivalait, en argent, à peu près à la moitié des salaires actuels; nous devons donc supposer que les secours de charité accordés aux pauvres, n'étaient guère plus de moitié en sus de ce qu'ils sont aujourd'hui. Il s'ensuit naturellement, que le nombre des individus qui recevaient ces secours était plus considérable que de nos jours. Il est prudent de ne parler qu'avec réserve sur de tels sujets, mais il n'en est pas moins certain que jamais on n'a pu prouver que le paupérisme fût, dans le dernier quart du XVIIe siècle, un fardeau moins lourd et un malheur social moins sérieux qu'il ne l'est de notre temps [1].

Il faut convenir cependant que les progrès de la civilisation ont diminué, sous quelques rapports, les ressources des classes les plus pauvres. Nous avons déjà dit qu'avant la Révolution des milliers d'arpents de terre, qui maintenant forment des enclos cultivés, n'étaient que marais, forêts et bruyères. Une grande partie de ce sol sauvage était terrain communal, et ce qui ne l'était pas avait si peu de valeur, qu'en fait le propriétaire le laissait au public. Nous ne pouvons nous faire une idée du nombre de familles qui, en s'y établissant, trouvaient moyen d'ajouter, pour rien ou à peu de frais, quelque douceur à leur maigre pitance, et se pourvoyaient de bois pour leur hiver. Là où s'étend maintenant un riche verger, le pauvre pouvait élever un troupeau d'oies; dans les marais que remplacent aujourd'hui des champs de

1. Voyez le quatorzième rapport des commissaires de la loi des pauvres, appendix B., n° 2, et appendix C., n° 1, 1848. Des deux estimations que nous avons citées, l'une a été faite par Arthur Moore, l'autre, une année plus tard, par Richard Dunning. On trouvera la première dans les « Essay on Ways and Means, » par Davenant, et celle de Dunning, dans le précieux travail de sir Frederic Eden sur le paupérisme. King et Davenant évaluaient, en 1696, le nombre des pauvres et des mendiants au chiffre incroyable de 1,330,000, et cela sur une population de 5,500,000 âmes. En 1846, le nombre des personnes secourues par la charité publique était seulement de 1,332,089 sur une population de près de 17 millions d'âmes.

J'engage les lecteurs à consulter un pamphlet de De Foë intitulé : « Giving Alms, no Charity, » et les tables de Greenwich qu'on trouvera dans le « Commercial Dictionary, » de M. M'Culloch, à l'article : « Prices. »

blé et de navets, il tendait des piéges aux poules sauvages, et il coupait de l'herbe dans les marécages où des prairies artificielles ont maintenant fait au pays une réputation pour la qualité du beurre et du fromage. Les progrès de l'agriculture et l'augmentation de la population l'ont dépouillé de ces priviléges; mais à ces sujets de regret on peut opposer une longue liste d'avantages. La majeure partie des bienfaits qu'entraînent à leur suite la civilisation et la philosophie profitent à toutes les classes, et, s'ils nous étaient retirés, ils feraient tout aussi bien faute au laboureur qu'au pair d'Angleterre. Il y a cent soixante ans, le paysan mettait un jour entier à se rendre au marché, aujourd'hui sa charrette l'y transporte en moins d'une heure. Dans les villes, les rues qui offrent à l'artisan, pendant toute la nuit, une promenade sûre et commode, et, de plus, brillamment éclairée, devenaient, il y a cent soixante ans, si obscures après le coucher du soleil, qu'il n'eût pu voir à deux pas devant lui; elles étaient si mal pavées, qu'il eût couru le risque de s'y casser le cou, et si mal surveillées, qu'il pouvait presque toujours s'attendre à être attaqué et spolié de ses faibles ressources. Le maçon qui tombe d'un échafaudage, le balayeur des rues qui est renversé par une voiture, sera soigné et guéri avec une habileté qu'un grand seigneur comme Ormond, ou qu'un négociant aussi riche que Clayton, n'auraient pas eue à leur service il y a cent soixante ans. La science a fait disparaître plusieurs maladies affreuses, et la police en a banni quelques autres. Enfin, la durée de la vie humaine dans tout le royaume, et surtout dans les villes, s'est considérablement accrue : dans l'année 1685, où il n'y eut pas une mortalité exceptionnelle, il mourut cependant un habitant sur vingt-trois dans la capitale [1]; à présent, il n'en meurt, année commune, qu'un sur quarante. La différence entre la salubrité de Londres, au XIX[e] siècle, et celle de Londres, au XVII[e], est bien plus grande qu'entre Londres en temps ordinaire et Londres à l'époque du choléra.

Toutes les classes de la société, et surtout les basses classes, ont retiré des avantages bien plus importants encore de l'influence bienfaisante de la civilisation sur le caractère national. On peut dire, il est vrai, que le fond de ce caractère national n'a pas varié depuis bien des générations; mais il faut l'entendre dans le sens où l'on pourrait aussi dire que le caractère de l'individu devenu raisonnable et accompli, est le même que celui de l'écolier étourdi et turbulent. Il est consolant de songer que l'esprit public anglais s'est adouci en mûrissant,

1. « Political Arithmetic, » par Petty. Le nombre des décès fut de 23,222.

et que le cours des siècles nous a rendus, non-seulement plus sages, mais aussi plus bienveillants. Il n'est pour ainsi dire pas une page de l'histoire et de la littérature légère du xviie siècle qui ne prouve que nos ancêtres étaient moins humains que nous. La discipline dans les ateliers, dans les écoles, dans les familles, sans être plus efficace que maintenant, était bien plus rigide. Des maîtres bien nés et bien élevés battaient fort souvent leurs domestiques; les pédagogues ne connaissaient d'autre moyen d'infuser la science qu'en fouettant leurs écoliers; les maris, même dans les classes élevées, ne rougissaient pas de battre leurs femmes. L'acharnement des factions hostiles était tel que nous aurions peine à nous en faire une idée. Les Whigs se plaignaient qu'on eût laissé mourir Stafford sans qu'il eût vu de ses propres yeux brûler ses entrailles; les Tories insultaient Russell quand le char funèbre le conduisait de la Tour à l'échafaud dans «Lincoln's Inn Fields [1]». La populace ne montrait pas plus de miséricorde envers les victimes d'un rang moins élevé, et quand l'une d'elles était attachée au pilori, c'est tout au plus si on pouvait l'en retirer en vie, après avoir subi l'averse de briques et de cailloux qu'on faisait tomber sur elle [2]. Si un criminel était attaché à la charrette pour être fouetté, la foule se pressait à l'entour en suppliant le bourreau de ne pas l'épargner et de faire bien hurler ce gaillard-là [3]. Les jeunes gens faisaient des parties de plaisir pour aller à Bridewell les jours où siégeait la cour de justice, afin d'y voir fouetter les malheureuses prisonnières qui y battaient le chanvre [4]. Une femme, brûlée vive pour avoir fait de la fausse monnaie, un homme qu'on pressait à mort, excitaient moins de pitié que nous n'en avons aujourd'hui pour un cheval écorché ou un bœuf surmené. Des combats, auprès desquels un assaut de boxeurs serait quelque chose d'humain et de raffiné, faisaient les délices d'une grande partie des habitants de la capitale. La multitude s'assemblait pour voir des gladiateurs se tailler en pièces avec des armes meurtrières, et battait des mains quand l'un des combattants perdait un œil ou un doigt. Les prisons, véritables enfers sur la terre, étaient une école de crime et une pépinière de maladies. Quand les criminels, pâles et amaigris, en sortaient pour être conduits à la barre des assises, ils apportaient avec eux une atmosphère d'infection pestilentielle qui, souvent, les vengeait du juge, de l'avocat et du jury. Mais toutes ces misères sociales

1. « Burnet, » I, 560.
2. » Acts of the Witnesses of the Spirit, » par Muggleton.
3. Tom Brown décrit une scène de ce genre dans des vers que je ne me permettrai pas de citer.
4. « London Spy, » par Ward.

n'inspiraient alors que profonde indifférence. Nulle part on ne trouvait cette sensibilité compatissante et inquiète qui, de nos jours, étend sa puissante protection sur l'enfant des manufactures, sur la veuve Indoue et sur le nègre esclave, qui examine les vivres et les barriques d'eau des bâtiments d'émigrants, qui tressaille à chaque coup infligé au soldat ivre, qui ne souffre pas que le galérien soit mal nourri ou excédé de travail, et qui enfin cherche souvent à épargner la vie des meurtriers. Il est vrai que ce sentiment de compassion doit être, comme tous les autres, soumis à la raison, et que faute de ce guide, il a quelquefois produit de ridicules ou déplorables résultats. Mais plus nous étudierons les annales du passé, plus nous nous réjouirons de vivre dans un âge de miséricorde, où la cruauté est en horreur, où les châtiments, même mérités, ne sont infligés qu'à regret et par le seul sentiment du devoir. Toutes les classes ont gagné à ce grand changement moral, mais la classe la plus pauvre, la plus dépendante et la plus abandonnée est sans contredit celle qui y a gagné le plus.

L'effet général des documents que nous venons de soumettre aux lecteurs ne devrait pas, ce semble, être douteux. Cependant, il se trouvera encore bien des personnes qui se feront, de l'Angleterre des Stuarts, une idée plus agréable que de l'Angleterre que nous habitons. Il peut paraître étrange, au premier moment, qu'une société qui marche toujours avec ardeur vers le progrès, se complaise à jeter sur le passé un regard de regret. Mais, malgré leur incompatibilité apparente, ces deux dispositions peuvent facilement se rattacher au même principe : l'une et l'autre, elles prennent leur source dans notre mécontentement du temps présent, car ce mécontentement, tout en nous excitant à surpasser les générations précédentes, nous dispose aussi à nous exagérer leur bonheur. S'il y a déraison et ingratitude, dans un certain sens, à nous montrer toujours mécontents d'une condition qui s'améliore sans cesse, il faut avouer, d'un autre côté, qu'il n'y a amélioration que parce que nous sommes toujours mécontents. Si le présent nous satisfaisait absolument, nous cesserions de faire des efforts, de travailler et d'amasser pour l'avenir; tandis que, mécontents, comme nous le sommes toujours, du présent, il est naturel aussi que nous nous formions une idée trop favorable du passé.

Le fait est que nous sommes soumis à une sorte de mirage, comme celui qui trompe le voyageur dans les déserts de l'Arabie. La caravane ne foule sous ses pieds qu'un sable sec et aride; mais au loin, devant et derrière elle, apparaît l'image trompeuse d'une eau rafraîchissante. Le pèlerin se hâte, et il ne trouve que sable là où, une heure

avant, il voyait un lac; il porte ses regards en arrière, et il croit voir encore un lac sur les lieux où, une heure avant, il piétinait dans le sable. Les nations sont soumises à de pareilles illusions, à chaque halte de cette longue route qui les conduit, de la pauvreté et de la barbarie, vers l'opulence et la civilisation. Mais il suffit de poursuivre ce mirage rétrospectif, pour s'apercevoir bientôt qu'il recule devant nous jusque dans les régions de l'antiquité fabuleuse. Il est de mode aujourd'hui de placer l'âge d'or de l'Angleterre à une époque où les plus grands seigneurs étaient privés de jouissances dont le manque serait à peine toléré de nos jours par nos domestiques; à une époque où fermiers et boutiquiers mangeaient d'un pain dont la vue seule produirait une émeute dans une prison moderne; à une époque où la mortalité était plus grande au milieu de l'air pur de la campagne, qu'elle ne l'est dans les rues les plus malsaines de nos villes, et où la mortalité des rues malsaines dépassait la mortalité actuelle sur les côtes de la Guyane. Nous aussi nous serons à notre tour dépassés, et à notre tour aussi nous serons enviés. Peut-être, dans le xx[e] siècle, le paysan du Dorsetshire se trouvera-t-il misérablement payé au prix de quinze schellings par semaine; peut-être le charpentier de Greenwich recevra-t-il dix schellings par jour; peut-être alors les ouvriers seront-ils aussi peu habitués à dîner sans viande, qu'ils le sont aujourd'hui à manger du pain de seigle; peut-être les réformes sanitaires de la police et de nouvelles découvertes en médecine ajouteront-elles quelques années de plus à la durée moyenne de la vie humaine; peut-être enfin de nombreuses jouissances de luxe, inconnues aujourd'hui, ou réservées à un petit nombre, seront-elles à la portée de tout ouvrier diligent ou économe. Et cependant, il est possible qu'il soit aussi de mode alors d'affirmer que cette augmentation de richesse, et ces progrès de la science, ne profitent qu'au petit nombre au détriment des masses, et de parler du règne de la reine Victoria comme du bon vieux temps de l'Angleterre, où toutes les classes de la société étaient unies entre elles par un lien de sympathie fraternelle, où le riche n'exploitait pas le pauvre, et où le pauvre n'enviait pas la splendeur du riche.

CHAPITRE IV

La mort de Charles II surprit la nation. Ce prince, dont la constitution était naturellement robuste, ne paraissait pas avoir souffert des excès auxquels il s'était livré; toujours soigneux de sa santé, même dans le tourbillon de ses plaisirs, son genre de vie pouvait lui faire espérer une longue existence et une verte vieillesse. Indolent dans tout ce qui exigeait une certaine tension d'esprit, il était actif et persévérant dans les exercices du corps. Dans sa jeunesse, il avait été fameux au jeu de paume [1], et, même au déclin de la vie, c'était encore un marcheur infatigable; son pas naturel était si rapide, que les hommes de son intimité avaient peine à le suivre. Toujours matinal, il était rare qu'il ne passât pas trois ou quatre heures par jour en plein air; et on pouvait le voir, chaque matin, avant que la rosée fût séchée dans le parc de Saint-James, courir et jouer au milieu des arbres avec ses chiens épagneuls, et donner du grain à ses canards, occupation dont lui savait gré le peuple, qui aime toujours à voir ses princes agir sans façon [2].

Mais, vers la fin de 1684, une indisposition que l'on supposa être une légère attaque de goutte, mit un terme à ses promenades. Dès lors il s'enferma la matinée dans son laboratoire, où il s'amusait à faire des expériences sur les propriétés du mercure. Son caractère se ressentit de ce manque d'exercice : il n'avait aucun motif d'inquiétude, son royaume était tranquille, il n'éprouvait aucun besoin pressant d'argent, sa puissance était à son apogée, et le parti qui lui avait été toujours opposé était soumis et anéanti; néanmoins la gaiété, qui ne l'avait jamais abandonné dans la mauvaise fortune, s'évanouit durant cette période de prospérité. Une bagatelle suffisait pour rompre cet équilibre d'esprit, qui avait résisté aux revers, à l'exil, et à la misère. Sa mauvaise humeur se trahissait par des gestes et par des mots qu'on n'eût pas dû attendre d'un homme si distingué par sa politesse et sa bonne humeur. Toutefois on ne supposait pas encore que sa santé fût sérieusement altérée [3].

1. « Pepys's Diary, » 28 déc. 1663 et 2 sept. 1667.

2. « Voyez : « Burnet, » I, 606 ; — « Spectator, » n° 462; — « Lord's Journals, » 28 oct. 1678; et « Cibber's Apology. »

3. Voyez : « Burnet. » I, 605, 606; » — « Welwood, » 138; » et « North's Life of Guildford, » 251.

Whitehall avait rarement présenté un aspect tout à la fois aussi gai et aussi scandaleux, qu'un certain dimanche soir, le 1[er] février 1685 [1]. Quelques personnages graves qui s'y étaient rendus, selon l'usage pour présenter leurs hommages au souverain, et qui s'attendaient qu'en un pareil jour la cour aurait une tenue décente, furent frappés, au contraire, d'étonnement et d'horreur. La grande galerie du palais, admirable monument de la magnificence des Tudors, était encombrée de joueurs et de gens de plaisir. Le roi entouré de trois femmes, dont la beauté faisait l'orgueil de trois nations, comme leurs vices en faisaient la honte, bavardait et folâtrait avec elles. C'était Barbara Palmer, duchesse de Cleveland, qui conservait encore, quoique sur le retour, quelques restes de cette beauté superbe et voluptueuse qui, vingt ans auparavant, gagnait tous les cœurs; c'était la duchesse de Portsmouth, dont les traits enfantins et doux respiraient la vivacité française; enfin, Hortense Mancini, duchesse de Mazarin et nièce du grand cardinal, complétait ce groupe. Cette dernière avait quitté bien jeune l'Italie, sa patrie, pour venir à la cour où son oncle était tout puissant. Ses charmes personnels et le pouvoir du cardinal lui avaient bientôt attiré une foule d'adorateurs illustres, et Charles lui-même, pendant son exil, avait vainement recherché sa main. La nature et la fortune s'étaient plu à la combler de leurs bienfaits : son beau visage était animé des tons chauds du Midi, son intelligence était prompte, ses manières gracieuses, son rang élevé, sa fortune immense; mais des passions ingouvernables avaient changé toutes ces qualités en vices. Ne pouvant tolérer les ennuis d'un mariage mal assorti, elle avait abandonné son mari et son immense fortune, et arpès avoir scandalisé par ses aventures Rome et le Piémont, elle était venue se fixer en Angleterre. Sa maison était le rendez-vous favori des hommes d'esprit et de plaisir, qui, en considération de ses sourires et de ses bons dîners, supportaient ses fréquents accès d'insolence et de mauvaise humeur. Rochester et Godolphin oubliaient souvent dans sa société les ennuis des affaires d'État; Barillon et Saint-Évremond se consolaient dans ses salons d'être exilés de Paris. Le savant Vossius, le spirituel Waller, passaient leur temps à la flatter et à l'amuser; mais son esprit corrompu exigeait des stimulants plus actifs, qu'elle trouvait dans la galanterie, dans le jeu et dans l'usage des liqueurs fortes [2].

1. Je saisis cette occasion de faire observer que toutes les fois que je ne cite qu'une seule date, je suis le vieux style, qui était en usage en Angleterre au XVII[e] siècle; mais je compte toujours l'année à partir du 1[er] janvier.

2. Voyez : « Saint-Évremond, » *passim;* — « Saint-Réal, Mémoires de la duchesse de Mazarin; » — « Rochester's Farewell; » et « Evelyn's Diary, » 6 sept. 1676 et 11 juin 1699.

Pendant que Charles folâtrait ainsi avec ses trois sultanes, le page français de Hortense, jeune et beau garçon, dont la voix mélodieuse faisait les délices de Whitehall, et lui attirait de nombreux présents de riches vêtements, des poneys et des guinées, roucoulait quelques vers amoureux[1]; et, autour d'une grande table, couverte de monceaux d'or, une vingtaine de courtisans jouaient aux cartes[2]. Déjà le roi s'était plaint qu'il ne se sentait pas bien; au souper, il n'eut pas d'appétit, et la nuit il dormit mal; cependant il se leva de bonne heure, le lendemain, selon son habitude.

Ce lendemain était attendu avec anxiété depuis quelques jours, par les deux factions opposées du Conseil. La lutte entre Halifax et Rochester semblait approcher d'une crise décisive; le premier, non content d'avoir expulsé son rival du conseil de la Trésorerie, se faisait fort de démasquer en lui une conduite tellement coupable, et une telle négligence des finances de l'État, que sa démission en serait la conséquence forcée. On se disait tout bas, que probablement le Lord-président coucherait le soir même à la Tour. Le roi avait promis d'étudier cette affaire, et le 2 février avait été fixé pour cela. Déjà même, l'ordre avait été donné à différents employés des finances, d'être prêts avec leurs livres pour cette investigation[3]. Mais un changement de fortune approchait.

Charles était à peine sorti du lit, quand les assistants s'aperçurent que sa prononciation était indistincte et que sa pensée s'égarait. Plusieurs gentilshommes étaient réunis comme d'habitude pour assister à la toilette du roi. Il fit un effort pour leur adresser quelques paroles aimables, mais son apparence livide les surprit et les effraya; bientôt sa figure devint noire, ses yeux tournèrent, il poussa un cri, chancela, et tomba dans les bras de Thomas Lord Bruce, fils aîné du comte d'Ailesbury. Un médecin attaché à son laboratoire de chimie se trouvait par hasard présent, mais il était sans lancette; il put toutefois lui ouvrir une veine avec un canif. Le sang jaillit avec abondance, mais le roi resta sans connaissance.

On le plaça sur son lit où pendant quelque temps la duchesse de Portsmouth lui prodigua tous les soins d'une épouse. L'alarme ayant été donnée, la reine et la duchesse d'York se précipitèrent dans la chambre royale, et la maîtresse dut se retirer dans son appartement.

1. « Voyez : Evelyn's Diary, » 28 janv. 1684-5; et « Lettres de Saint-Évremond à Déry. »
2. « Evelyn's Diary, » 4 févr. 1684-5.
3. Voyez : « Roger North's Life of Sir Dudley North, » 170; — « The true Patriot vindicated, or Justification of his Excellency, the E- of R-; » et « Burnet, » I, 605. Les livres de la Trésorerie prouvent que Burnet était bien informé.

Cet appartement avait été trois fois démoli et trois fois rebâti par son royal amant pour complaire à ses caprices. La garniture même de la cheminée était en argent massif, plusieurs tableaux de prix appartenant de droit à la reine avaient été transportés chez la favorite; les buffets étaient couverts d'une riche argenterie; des chefs-d'œuvre de l'art japonais ornaient les encoignures; et des tentures venues de Paris, représentaient, avec un éclat que ne pouvaient imiter les tapisseries anglaises, des oiseaux au plumage éclatant, des paysages, des chasses, la magnifique terrasse de Saint-Germain, et les statues et les fontaines de Versailles [1]. C'est au milieu de cette splendeur, achetée au prix de sa faute et de sa honte, que la malheureuse femme se laissa aller à l'excès d'une douleur qui, nous devons le dire à sa louange, n'était pas complétement égoïste.

On ferma les portes de Whitehall, qui d'habitude restaient toujours ouvertes; cependant, comme les personnes connues étaient admises, les antichambres et les galeries furent bientôt encombrées, et la chambre royale même fut envahie par des pairs, des conseillers privés et des ministres étrangers. Tous les principaux médecins de Londres furent appelés; et telle était alors l'animosité politique, qu'on trouva extraordinaire que quelques Whigs fussent du nombre [2]. Un seul catholique romain, d'une grande réputation, le docteur Thomas Short, était présent. On a conservé plusieurs de leurs ordonnances, dont une entre autres est signée par quatorze médecins. On fit au roi une saignée copieuse, on lui mit des fers chauds sur la tête, et on lui remplit la bouche d'un sel volatil, dégoûtant extrait de crânes humains. Enfin il reprit ses sens, mais il était évident que le danger était extrême.

La reine se fit quelque temps remarquer par ses soins attentifs, et le duc d'York ne quittait pas le lit de son frère. L'évêque-primat et quatre évêques étaient alors à Londres; ils demeurèrent toute la journée à Whitehall, et veillèrent à tour de rôle, toute la nuit, dans la chambre du malade. La nouvelle de l'état du roi avait rempli la capitale de chagrin et d'effroi, car ses manières affables et son caractère facile, lui avaient gagné l'affection d'une grande partie de la nation, et même ceux qui ne l'aimaient pas, préféraient encore son inconséquente légèreté à la sévère et ardente bigoterie de son frère.

Le mardi matin 3 février, la Gazette de Londres annonça que S. M. allait bien et que les médecins croyaient que tout danger était passé. En signe de réjouissance, on sonna les cloches dans toutes les églises

1. « Evelyn's Diary, » 24 janv. 1681-2 et 4 oct. 1683.
2. « Dugdale's Correspondance. »

et l'on prépara des feux de joie dans les rues; mais dans la soirée on apprit que le roi avait eu une rechute et que les docteurs ne conservaient plus aucun espoir. L'esprit public en fut péniblement affecté; toutefois, il n'y eut aucun indice de troubles. Le duc d'York, qui déjà avait pris sur lui de donner des ordres, s'assura de la tranquillité de la capitale, et prit des mesures pour être proclamé roi sans difficulté aussitôt après la mort de son frère.

Charles souffrait beaucoup et se plaignait de ressentir intérieurement un feu dévorant. Cependant il supportait la douleur avec un courage qu'on n'aurait pas cru compatible avec sa nature délicate et amollie. La vue de ses souffrances affecta la reine au point qu'elle se trouva mal et fut emportée, sans connaissance, dans sa chambre. Les prélats de service, qui dès le commencement avaient exhorté S. M. à se préparer à la mort, crurent de leur devoir d'insister d'une manière plus pressante. William Sancroft, archevêque de Canterbury, prélat honnête et pieux, mais d'un esprit étroit, s'exprima avec une grande liberté : « Il est temps, dit-il, de parler franchement, car vous allez « paraître, Sire, devant un juge qui ne respecte pas les personnes. » Le roi ne répondit pas.

Thomas Ken, évêque de Bath et de Wells, essaya de persuader à son tour. C'était un homme de talent, d'une sensibilité exquise et d'une vertu reconnue. Ses ouvrages théologiques sont oubliés depuis longtemps, mais ses Hymnes du matin et du soir se récitent encore tous les jours dans des milliers de familles. Partisan zélé de la monarchie comme presque tous ses collègues, ce n'était cependant pas un courtisan. Avant d'être évêque, il avait maintenu l'honneur de sa robe en refusant, lorsque la cour était à Winchester, de permettre à Éléonor Gwynn de loger dans la maison qu'il occupait comme chanoine[1]. Le roi eut assez d'intelligence pour respecter ce noble courage; et de tous les prélats, Ken était celui qu'il aimait le plus. Le bon évêque cependant déploya en vain toute son éloquence. Son exhortation solennelle et pathétique émut et frappa tellement les assistants, que quelques-uns d'entre eux le crurent possédé de ce même esprit qui, jadis, par la bouche de Nathan et d'Élie, inspirait le repentir aux princes coupables. Charles seul ne fut point ému. Il ne s'opposa pas, il est vrai, à ce qu'on lût le service des agonisants; aux pressantes questions des prélats, il répondit qu'il se repentait du mal qu'il avait fait, et il se laissa donner l'absolution selon le rite de l'église d'Angleterre. Mais quand on le pressa de déclarer qu'il mourait

1. « Hawkins's Life of Ken. » 1713.

dans la communion de cette église, il fit semblant de ne pas entendre, et rien ne put le déterminer à prendre l'eucharistie des mains des évêques. Ce fut inutilement qu'on mit le pain et le vin sur une table à côté de son lit; tantôt il disait qu'il n'était pas temps encore, tantôt qu'il se sentait trop faible.

Les uns attribuaient cette apathie à son mépris des choses divines; d'autres, à la stupeur qui souvent précède la mort. Mais il y avait dans le palais un petit nombre de personnes qui savaient la vérité : Charles n'avait jamais été un membre sincère de l'église anglicane. Son esprit avait longtemps balancé entre le papisme et le *hobbisme ;* quand il se trouvait en bonne santé et en bonne humeur, il était sceptique, mais dans ses moments sérieux il était catholique romain. Le duc d'York le savait bien, mais le soin de son propre intérêt l'occupait alors tout entier. Il avait ordonné la clôture de tous les ports d'exportation, et placé des détachements de troupes sur différents points de la Cité; il avait aussi fait apposer la signature du monarque mourant au bas d'un acte par lequel quelques impôts qui cessaient avec sa vie, étaient de nouveau affermés pour l'espace de trois ans. Ces soins absorbaient tellement l'esprit de Jacques que malgré son zèle habituellement indiscret et inopportun, et son ardent prosélytisme en faveur de son église, l'idée ne lui vint pas que son frère allait mourir sans les derniers sacrements. Cette négligence paraîtra d'autant plus extraordinaire que la duchesse d'York, à l'instigation de la reine, avait, le jour même où le roi tomba malade, suggéré la convenance *qu'il* y aurait à se procurer les secours de la religion. Charles ne reçut ces secours que grâce à une intervention bien différente de celle d'une épouse ou d'une belle-sœur. La duchesse de Portsmouth, au milieu de la frivolité et des vices de son existence, n'avait perdu ni tout sentiment religieux, ni cette sensibilité qui fait la gloire de son sexe. L'ambassadeur de France, Barillon, étant venu au palais s'informer de la santé du roi, fit à la duchesse une visite, et la trouva plongée dans le chagrin. Elle le prit à part et lui parla à cœur ouvert. « J'ai, lui dit-« elle, quelque chose de très-important à vous dire, qui, si on le « savait, mettrait ma tête en danger : le roi est catholique au fond du « cœur, et il va mourir sans s'être réconcilié avec l'Église; sa chambre « est envahie par le clergé protestant, et je ne peux y entrer sans « scandale ; le duc d'York ne pense qu'à lui; il faut lui parler; dites-« lui qu'il y a là une âme en péril. Il est le maître maintenant, il peut « faire sortir tout ce monde de la chambre du roi. Allez vite! ou il « sera trop tard. »

Barillon courut à la chambre royale, prit le duc à part et lui transmit le message de la favorite. Jacques eut un remords de conscience ; et se réveillant comme d'un sommeil, il s'écria que rien ne pourrait l'empêcher de remplir un devoir sacré qui n'avait été que trop longtemps négligé. Après avoir discuté et rejeté plusieurs plans, le duc fit enfin éloigner la foule, s'approcha du lit de son frère, se baissa et lui dit à voix basse quelques mots que personne ne put entendre, mais que l'on supposa être relatifs à quelque affaire d'État. Charles répondit à haute voix : « Oui, oui ! de tout mon cœur ! » Nul ne soupçonna, excepté Barillon, que le roi exprimait ainsi son désir de rentrer dans le giron de l'église de Rome.

« Amènerai-je un prêtre ? » dit le duc. — « Oh ! oui, mon frère, ré-« pondit le mourant, amenez-le pour l'amour de Dieu, et ne perdez « pas de temps. Mais non ; cela pourrait vous nuire. » — « Quand cela « devrait me coûter la vie, répondit le duc, je vous en amènerai « un. »

Cependant, trouver un prêtre à l'instant même et dans un tel but, n'était pas chose facile ; car, selon une loi en vigueur encore, toute personne qui admettait un prosélyte dans le sein de l'église romaine se rendait coupable d'un crime capital. Le comte de Castel Melhor, noble portugais que des troubles politiques avaient forcé à quitter sa patrie et qui avait reçu l'hospitalité à la cour d'Angleterre, se chargea de procurer un confesseur. Il s'adressa à quelques-uns de ses compatriotes attachés à la maison de la reine, mais aucun chapelain ne savait assez bien l'anglais ou le français pour confesser le roi. Le duc d'York et Barillon allaient en envoyer demander un au ministre de Venise, quand ils apprirent qu'un moine Bénédictin, nommé John Huddleston, était à Whitehall. Ce moine avait, au risque de sa vie, sauvé celle du roi, après la bataille de Worcester ; pour ce fait il jouissait depuis la Restauration de grands priviléges, et fut excepté nominativement dans toutes les proclamations les plus sévères publiées contre les prêtres catholiques, à l'époque où la folie des faux témoins rendait la nation furieuse[1]. Il n'hésita pas à exposer une seconde fois sa vie pour son prince. Mais il restait encore une difficulté : cet honnête moine était si ignorant qu'il ne savait pas ce qu'il devait dire au roi dans une occasion si solennelle. Cependant le comte de Castel Melhor et un ecclésiastique portugais, lui

1. Voyez la Gazette de Londres en date du 21 nov. 1678. Barillon et Burnet disent que le moine Huddleston fut excepté dans *tous* les actes du Parlement contre les prêtres catholiques ; mais c'est une erreur.

firent la leçon; et, la leçon faite, Chiffinch, domestique de confiance, l'introduisit par l'escalier dérobé, qui, si nous en croyons la chronique scandaleuse de cette époque, servit plus d'une fois à l'introduction de personnages d'un caractère tout différent. Alors le duc d'York commanda, au nom du roi, à tous ceux qui étaient présents de quitter la chambre royale; il n'y eut d'exception que pour Louis Duras, comte de Feversham, et John Granville, comte de Bath. Ces deux seigneurs étaient protestants, mais Jacques comptait sur leur discrétion. Feversham, Français d'origine, et neveu du grand Turenne, occupait un rang élevé dans l'armée anglaise, et de plus il était chambellan de la reine; Bath était premier gentilhomme de la chambre du roi.

Tout le monde, même les médecins, obéit aux ordres de Jacques. La porte dérobée s'ouvrit, et le père Huddleston entra : un manteau recouvrait ses vêtements sacerdotaux, et sa tonsure était cachée sous une ample perruque. « Mon frère, dit le duc, ce brave homme vous a jadis sauvé la vie; il vient aujourd'hui sauver votre âme. » Charles répondit d'une voix faible : «Qu'il soit le bienvenu.» Huddleston s'acquitta de son rôle mieux qu'on ne devait l'espérer : il s'agenouilla auprès du lit, confessa le roi, prononça l'absolution et lui administra l'extrême-onction. Ayant demandé au mourant s'il désirait recevoir le viatique, « Sans doute, répondit Charles, si je n'en suis pas indigne. » On apporta la sainte hostie; le roi fit de pénibles efforts pour se lever et s'agenouiller devant elle; mais le prêtre lui dit de rester couché, l'assurant que Dieu accepterait l'humiliation de l'âme, sans demander l'humiliation du corps. Charles éprouva tant de difficultés à avaler l'hostie, qu'on fut obligé d'ouvrir la porte et de demander un verre d'eau. La cérémonie terminée, le moine plaça un crucifix en face du pénitent, lui recommanda de songer aux souffrances du Rédempteur, et sortit. Cette cérémonie avait employé trois quarts d'heure, et pendant ce temps les courtisans qui remplissaient la pièce voisine se communiquaient leurs soupçons par des signes et des chuchotements. Enfin la porte fut ouverte de nouveau, et la foule se précipita dans la chambre mortuaire.

La soirée était avancée. Ce qui venait de se passer paraissait avoir soulagé le roi. On lui amena ses enfants naturels : les ducs de Grafton, de Southampton et de Northumberland, fils de la duchesse de Cleveland; le duc de Saint-Albans, fils d'Éléonore Gwynn; et le duc de Richmond, fils de la duchesse de Portsmouth. Charles les bénit tous, et parla avec une tendresse toute particulière au duc de Richmond.

Mais il manquait un membre à cette réunion de famille; son fils aîné, celui qu'il chérissait le plus, errait exilé sur la terre étrangère : le roi ne prononça pas une seule fois son nom.

Pendant la nuit, Charles recommanda instamment aux soins de son frère la duchesse de Portsmouth et son fils. « Et je vous en prie, ajouta-t-il avec bonté, ne laissez pas mourir de faim cette pauvre Nelly.» La reine chargea Halifax d'excuser son absence; elle était trop émue, disait-elle, pour rester où elle aurait dû être, auprès du lit du malade; elle implorait son pardon pour les offenses qu'elle avait pu involontairement commettre envers lui. « Elle réclame mon pardon, la pauvre femme! murmura le roi; c'est moi qui demande le sien, et de tout mon cœur. »

Lorsque, le lendemain, le jour pénétra dans l'appartement, Charles demanda qu'on ouvrît les rideaux pour voir encore une fois la lumière. Il remarqua que c'était le moment de remonter une pendule placée près de son lit. On se rappela dans la suite ces petits détails, qui prouvent qu'il jouissait de ses facultés quand il s'était déclaré Catholique romain. Il fit ses excuses à ceux qui l'avaient entouré toute la nuit, pour le dérangement qu'il leur avait occasionné. Il avait mis, disait-il, un temps incroyable à mourir; mais il espérait bien qu'on le lui pardonnerait. Ce fut là la dernière lueur de cette exquise urbanité dont le charme avait si souvent suffi pour apaiser le ressentiment d'une nation justement offensée. Peu de temps après, il perdit l'usage de la parole, et, avant dix heures, il avait perdu connaissance. A l'heure du service du matin, la foule se porta aux églises, et lorsqu'on y lut la prière pour le roi, des sanglots et des cris de douleur montrèrent combien le peuple le regrettait. A midi, le vendredi 6 février, il rendit le dernier soupir [1].

A cette époque, les basses classes dans toute l'Europe, et spéciale-

1. Voyez : « Clarke's Life of James the Second, » I, 746, Orig. Mem.; — « Barillon's Despatches, » du 8-18 fév. 1685; » — « Citters's Despatches, » des 3-13 et 6-16 févr.; — « Huddleston's Narrative; » — « Letter of Philip, second Earl of Chesterfield, » 277; — « Sir H. Ellis's original Letters, » first series, III, 333; second series, IV, 74; — « Chaillot MS; » — « Burnet, » I, 606; — « Evelyn's Diary, » 4 févr 1684-5; — « Welwood's Memoirs, » 140; — « North's Life of Guildford, » 252; — « Examen, » 648; — « Hawkin's Life of Ken; » — « Dryden's Threnodia Augustalis; » et « Sir H. Halford's Essay on Deaths of Eminent Persons. » Voyez aussi un fragment de lettre que lord Bruce écrivit longtemps après qu'il fut devenu comte d'Ailesbury et qui est imprimé dans le « European Magazine » du mois d'avril 1795. Ailesbury appelle Burnet un imposteur. Cependant, pour tout lecteur intelligent et impartial, son récit et celui de Burnet ne se contredisent pas J'ai trouvé au Musée britannique et à la bibliothèque de l'Institut Royal une curieuse pancarte contenant le récit de la mort de Charles II; l'auteur était évidemment un catholique zélé, et paraît s'être renseigné à de bonnes sources. J'ai de fortes raisons de soupçonner qu'il avait été directement ou indirectement en rapport avec le duc d'York lui-même. Aucun des noms n'est donné en toutes lettres, mais les initiales

ment en Angleterre, avaient l'habitude de considérer la mort inattendue d'un prince, surtout quand celui-ci était populaire, comme l'œuvre ténébreuse de quelque assassin. C'est ainsi que Jacques Ier avait été accusé d'avoir empoisonné le prince Henri, et que Charles Ier fut, à son tour, soupçonné d'avoir empoisonné Jacques Ier. C'est ainsi qu'à l'époque de la République, lorsque la princesse Élisabeth mourut à Carisbrook, on disait hautement que Cromwell avait été assez vil et assez barbare pour mêler des drogues nuisibles aux aliments d'une jeune princesse dont la vie ne lui portait pas ombrage [1]. Quelques années plus tard, on attribuait la prompte décomposition du corps de Cromwell à quelques poisons mortels mêlés à ses médicaments. La mort de Charles II ne pouvait donc manquer de soulever de semblables rumeurs. Le public, ayant d'ailleurs été inquiété par de fréquents récits de conspirations papistes, était enclin au soupçon, et de malheureuses circonstances pouvaient faire croire à des esprits ainsi disposés, qu'en effet un crime avait été commis. Les quatorze docteurs que nous avons vus appelés en consultation étaient d'avis différents et se contredisaient eux-mêmes. Quelques-uns pensaient que le roi avait eu une attaque d'épilepsie, et qu'il fallait que son assou-

sont intelligibles, excepté en un seul endroit où il est dit que le D. de Y. fut rappelé à son devoir par P. M. A. C. F. J'avoue qu'il m'a été impossible de trouver l'explication de ces cinq lettres.

Il semblerait qu'aucun détail historique ne devrait nous être mieux connu que les circonstances qui accompagnèrent la mort de Charles II. Nous avons plusieurs relations écrites par des hommes qui, pour ainsi dire, ne quittèrent pas la chambre mortuaire; nous en avons d'autres écrites par des personnes qui, sans avoir été témoins oculaires, eurent toute facilité pour avoir des renseignements. Cependant quiconque essaiera d'analyser cette masse de matériaux, ne trouvera pas la tâche facile. Le duc d'York lui-même et sa femme n'étaient pas d'accord à ce sujet lorsqu'ils en parlèrent aux religieuses de Chaillot. La reine dit qu'après que Charles eut reçu les derniers sacrements, les évêques protestants renouvelèrent leurs exhortations. Le Duc dit qu'il n'en fut rien. « Positivement, vous me l'avez dit vous-même, dit la reine. — Il est impossible que je vous l'aie dit, répondit Jacques, car il n'y eut rien de semblable. »

Il est fort regrettable que sir Henry Halford se soit donné aussi peu de peine pour s'assurer de faits dont il s'établit le juge. Il paraît ignorer les récits de Jacques, de Barillon et du moine Huddleston.

Comme c'est la première fois que je cite la correspondance des ministres hollandais à la cour d'Angleterre, je dois dire que la série de leurs dépêches, depuis l'avénement de Jacques II jusqu'à sa fuite, sont une des parties les plus intéressantes de la collection Mackintosh. Je me suis procuré de la Haye les dépêches subséquentes jusqu'à l'établissement du gouvernement, en février 1689. Les archives hollandaises ont été très-peu explorées; elles abondent cependant en matériaux intéressants pour tout Anglais. Elles sont parfaitement classées et confiées aux soins d'hommes dont la politesse, la libéralité d'esprit et le zèle pour la littérature sont au-dessus de tout éloge. Je suis heureux de pouvoir consigner ici d'une manière toute spéciale l'expression de ma reconnaissance à MM. de Jonge et Van Zwanne.

1. Clarendon mentionne cette calomnie avec le mépris qu'elle mérite : « Selon les charitables habitudes de l'époque à l'égard de Cromwell, beaucoup de personnes, dit-il, crurent au poison, quoiqu'il n'y en eût aucune apparence et qu'aucune preuve ne vint plus tard appuyer cette assertion. » Livre XIV.

pissement eût son cours; la majorité déclara que c'était une apoplexie, et on le tortura quelque temps comme un prisonnier indien; enfin, on décida que c'était la fièvre, et on lui administra de fortes doses de quinquina. Un seul des docteurs protesta contre ce traitement, et dit à la reine que ses confrères étaient en train de tuer le roi. On ne pouvait guère attendre que mésintelligence et tergiversations de conseillers aussi nombreux; mais le vulgaire conclut assez naturellement de cette perplexité des chefs de la science que la maladie avait une origine extraordinaire. Il y a tout lieu de supposer qu'un horrible doute traversa l'esprit de Short, qui, quoique expert dans sa profession, était un homme timide et variable, dont le jugement devait être fort troublé, dans ce moment, par la crainte des odieux soupçons auxquels, comme le seul médecin catholique qui eût été appelé, il était plus spécialement exposé. Il n'est donc pas étonnant que d'extravagantes histoires fussent répétées et adoptées par le peuple. La langue du roi, disait-on, avait enflé au point d'être aussi grosse qu'une langue de bœuf; une masse de poudre délétère avait été trouvée dans son cerveau; il y avait des taches bleuâtres sur sa poitrine; on avait mis quelque chose dans sa tabatière; on avait mis quelque chose dans son mets favori d'œufs à l'ambre gris; la duchesse de Portsmouth l'avait empoisonné avec une tasse de chocolat; la reine l'avait empoisonné avec des poires sèches. De telles histoires doivent être rapportées, car elles nous donnent la mesure de l'intelligence et de la moralité de la génération qui s'en repaissait avec avidité. Si, de nos jours, de semblables rumeurs ne s'accréditent plus, même lorsque le cours d'existences, auxquelles sont attachés les plus grands intérêts, est tranché par quelque coup subit, il faut sans doute l'attribuer en partie aux progrès des sciences chimiques et médicales, mais encore plus, on doit le croire, aux progrès que la nation a faits en bon sens, en justice et en humanité [1].

Quand tout fut fini, Jacques quitta le lit de mort de son frère, et se retira dans son cabinet, où il demeura seul pendant un quart d'heure. Les conseillers privés étant tous assemblés dans le palais, le nouveau roi parut et vint prendre sa place à la table du Conseil; il commença

1. Voyez : « Welwood, » 139; — « Burnet, » I, 609, — « Character of Charles the Second, » par Sheffield; — « Life of Guildford, » par North, 252; — « Examen, » 648; — « Revolution Politics; » et « Higgons on Burnet. » Ce que dit North de l'embarras et des tergiversations des médecins est confirmé dans la dépêche de Citters. J'ai été fort embarrassé par les étranges soupçons de Short. Un moment j'ai incliné à adopter les conclusions de North; mais quoique j'attache peu de foi à l'opinion de Welwood et de Burnet, dans cette occasion, je ne puis rejeter le témoignage que donne à regret un homme aussi bien informé que Sheffield.

son règne, comme il était d'usage, par un discours où il exprima son regret de la perte qu'il venait de faire, et promit d'imiter la remarquable douceur qui avait distingué le règne qui venait de finir. Il savait bien, dit-il, qu'on l'avait accusé d'aimer le pouvoir arbitraire, et ce n'était pas la seule fausseté qu'on eût dite sur son compte : il était résolu à maintenir le gouvernement établi dans l'Église et dans l'État; il connaissait le loyal dévouement de l'église anglicane, et il aurait toujours à cœur de la soutenir et de la défendre ; il savait aussi que les lois du royaume, telles qu'elles étaient, lui suffiraient pour être un aussi grand roi qu'il pouvait le désirer; il n'abandonnerait aucun de ses droits, mais il respecterait ceux des autres; il avait déjà risqué sa vie pour la défense de son pays, il la risquerait encore pour soutenir ses justes libertés.

Ce discours n'était pas, comme ceux de notre temps en de semblables occasions, soigneusement préparé par les conseillers de la couronne; c'était l'expression improvisée des sentiments du nouveau roi dans un moment de grande émotion. Les membres du Conseil donnèrent des marques de leur approbation et de leur reconnaissance. Le Lord-président Rochester exprima le désir de rendre publique la gracieuse déclaration de Sa Majesté, et le « Solicitor general » Heneage Finch, se proposa comme secrétaire. C'était un protestant zélé, et, comme tel, il désirait naturellement qu'il restât une preuve permanente des gracieuses promesses qu'il venait d'entendre. « Ces pro-« messes, dit-il, ont fait sur moi une telle impression que je pourrais « les répéter mot pour mot. » Il eut bientôt terminé sa rédaction : Jacques la lut, l'approuva, et en ordonna la publication. Plus tard, le roi prétendit qu'il avait pris cette décision sans y avoir suffisamment songé; que les termes irréfléchis dont il s'était servi à l'égard de l'église anglicane étaient trop forts, et que même Finch en avait augmenté la valeur avec une adresse qui n'avait pas été remarquée dans le moment[1].

Fatigué par de longues veilles et de violentes émotions, le roi se retira pour prendre quelque repos. Les Conseillers-privés, après l'avoir respectueusement accompagné jusqu'à sa chambre à coucher, reprirent leurs siéges, et donnèrent des ordres pour la cérémonie de la proclamation. Les gardes prirent les armes, les hérauts parurent dans leurs magnifiques costumes, et la cérémonie se passa sans obstacle. On mit en perce des tonneaux de vin dans les rues, et les

1. Voyez : « London Gazette, » 9 fév. 1684-5; — « Life of James the Second, » par Clarke, II, 3; — « Barillon, » 9-19 fév.; et « Evelyn's Diary, » 6 fév.

passants étaient invités à boire à la santé du nouveau souverain. Mais quoiqu'il y eût de temps en temps quelques acclamations, le peuple n'était pas en humeur joyeuse. Bien des yeux étaient remplis de larmes, et l'on remarqua qu'il n'y eut si pauvre servante à Londres qui ne trouvât moyen de se procurer quelque chiffon de crêpe noir en l'honneur du roi Charles[1].

Les funérailles soulevèrent bien des critiques; à vrai dire, elles eussent été à peine dignes d'un seigneur opulent. Les Tories se contentèrent de blâmer la parcimonie du nouveau roi; les Whigs attaquèrent son manque d'affection fraternelle, et les fougueux Covenantaires d'Écosse déclarèrent d'un air de triomphe que les anciennes malédictions prononcées contre les mauvais princes, s'étaient accomplies d'une manière signalée : le tyran mort avait été enterré comme un âne[2] ! Quoi qu'il en soit, le début du règne de Jacques fut accueilli par la nation avec bienveillance. Le discours qu'il avait prononcé au Conseil fut publié, et produisit une impression très-favorable. C'était donc là, disait-on, le prince qu'une faction avait envoyé en exil et qu'elle avait voulu priver des droits de sa naissance sous prétexte qu'il était ennemi de l'Église et des lois d'Angleterre! Il avait triomphé, il était sur le trône; et son premier acte était de déclarer qu'il défendrait cette Église, et qu'il respecterait les droits de son peuple. L'idée que tous les partis s'étaient formée de son caractère, donnait surtout du poids à chaque mot qui sortait de sa bouche. Les Whigs le qualifiaient de prince arrogant, implacable, obstiné, et peu soucieux de l'opinion publique; les Tories, tout en exaltant ses qualités royales, s'étaient souvent plaints de son manque d'adresse à se concilier la faveur publique; et la satire elle-même ne l'avait jamais représenté comme un homme capable de simuler, dans l'intérêt de sa popularité, des sentiments qui ne fussent pas les siens, ou de promettre ce qu'il ne voulait pas tenir. Le dimanche qui suivit son avénement, son discours fut commenté dans toutes les chaires du royaume. « Nous avons « maintenant pour notre Église, dit un prédicateur royaliste, la « parole d'un roi, et d'un roi qui n'a jamais manqué à sa parole. » Cette expression heureuse se répandit dans la ville et dans les campagnes, et devint le mot d'ordre du parti tory[3].

Les grandes charges de l'État devenaient vacantes par la mort de

1. Voyez les auteurs cités dans la dernière note. Voyez aussi : « Examen, » 647; — « Burnet, » I, 620; et « Higgons on Burnet. »

2. Voyez : « London Gazette, » 14 févr. 1684-5; — « Evelyn's Diary, même date; » — « Burnet, » I, 610; et « The Hind let loose. »

3. Voyez : « Burnet, » I, 628; et « L'Estrange, Observator, » 11 fév. 1684-5.

Charles II, et il fallait que Jacques désignât ceux qui devaient les remplir. Parmi les membres du dernier Cabinet, il y en avait peu qui dussent s'attendre à rester en faveur. Le secrétaire d'État Sunderland et le premier Lord de la Trésorerie Godolphin avaient soutenu le bill d'Exclusion. Halifax, garde du Sceau Privé, avait, il est vrai, combattu ce bill avec une puissance de logique et d'éloquence sans égale, mais il était ennemi déclaré du papisme et du despotisme; il voyait avec effroi les progrès des armées françaises sur le continent, et l'influence de l'or français dans les conseils de l'Angleterre. Si on l'avait écouté, les lois auraient été strictement observées; on aurait usé de clémence à l'égard des Whigs vaincus; le Parlement aurait été convoqué à temps; à l'intérieur, on aurait essayé de réconcilier les factions ennemies, et les principes de la Triple-Alliance auraient encore dirigé les affaires extérieures. Il était donc naturel que Jacques le détestât. Quant au garde des sceaux Guildford, il n'appartenait, à proprement parler, à aucun des partis qui divisaient la cour. On ne pouvait le ranger parmi les amis de la liberté, et cependant son respect pour la lettre de la loi était tel, qu'il ne pouvait devenir un instrument utile de despotisme; les Whigs exaltés le traitaient de « Balanceur, » et Jacques avait pour lui une aversion mêlée de mépris. Ormond, grand sénéchal du palais et vice-roi d'Irlande, était alors à Dublin. Il avait plus de droits que tout autre à la reconnaissance du nouveau monarque : il s'était bravement battu pour Charles Ier, il avait partagé l'exil de Charles II, et depuis la Restauration, malgré bien des vexations, sa fidélité était restée inébranlable. Quoique disgracié sous l'administration de la Cabale, il ne s'était jamais jeté dans une opposition factieuse, et à l'époque des complots papistes et du bill d'Exclusion, on l'avait toujours vu en tête des soutiens du trône. Parvenu à un âge avancé, il avait été éprouvé par le plus cruel des malheurs; il venait de conduire au tombeau celui qui aurait dû un jour lui fermer les yeux, son fils, le vaillant Ossory. Son âge vénérable, ses éminents services et ses malheurs domestiques faisaient de lui l'objet de l'intérêt général. Les Cavaliers le regardaient comme leur chef, non-seulement par l'âge, mais par le mérite, et les Whigs savaient bien que, quoique défenseur de la monarchie, il n'était partisan ni du despotisme ni du papisme. Toutefois, malgré la considération publique qui l'entourait, il ne devait s'attendre à aucune faveur de son nouveau maître. Jacques, en effet, avant son avénement, avait engagé son frère à faire un changement complet dans l'administration irlandaise; Charles y avait consenti, et il avait été convenu que, dans quelques

mois, Rochester serait nommé Lord-lieutenant de ce royaume[1].

Rochester était le seul membre du cabinet qui fût en grande faveur auprès du nouveau roi. On s'attendait donc à le voir placé immédiatement à la tête des affaires, et on croyait que tous les autres grands officiers de l'État seraient changés. Cette attente ne se réalisa qu'en partie. Rochester fut nommé premier Lord de la Trésorerie et devint ainsi premier ministre. On ne nomma ni Lord-grand-amiral ni Conseil de l'Amirauté. Jacques, qui aimait le détail des affaires maritimes et qui aurait pu faire un bon commis à l'arsenal de Chatham, se décida à être lui-même son ministre de la marine. Il plaça sous ses ordres, comme administrateur des affaires de cet important département, Samuel Pepys, dont la bibliothèque et le journal ont rendu le nom familier à la génération actuelle. Aucun des conseillers du dernier roi ne fut ouvertement disgracié. Sunderland employa tant d'adresse, fit agir tant de sollicitations, et, de plus, se trouvait en possession de tant de secrets, qu'on lui laissa les sceaux. On ne pouvait guère se passer de l'expérience, de la persévérance, de la taciturnité, que l'on trouvait dans l'obséquieux Godolphin, et, comme il n'était plus nécessaire à la Trésorerie, on en fit un chambellan de la reine. Ce furent ces trois personnages que le roi consulta sur toutes les questions importantes. Quant à Halifax, Ormond et Guildford, il ne se détermina pas encore à les renvoyer, il se contenta seulement de les humilier et de les vexer.

Halifax fut prié de céder le sceau privé et d'accepter en échange la présidence du Conseil; il se soumit avec une extrême répugnance, car, quoique le Lord-président eût toujours eu la préséance sur le Lord du Sceau Privé, ce dernier emploi était bien plus important que la Présidence. Rochester, qui n'avait pas oublié la plaisanterie que l'on avait faite quelques mois auparavant, lorsqu'il était sorti de la Trésorerie, eut à son tour le plaisir de faire monter à coups de pieds les degrés à son rival. Le Sceau Privé fut donné à Henry, comte de Clarendon, frère aîné de Rochester.

Jacques ne cacha pas à Barillon l'aversion qu'il portait à Halifax : « Je le connais bien, dit-il, je ne peux pas me fier à lui; il n'aura « jamais part à l'administration des affaires publiques. Quant à la « situation que je lui ai donnée, elle ne servira qu'à montrer son peu « d'influence. » Mais à Halifax il tenait un tout autre langage : « J'ai « oublié tout le passé, lui disait le roi, excepté les services que vous

1. On trouvera dans la correspondance de Clarendon les lettres que s'écrivirent à ce sujet Rochester et Ormond.

« m'avez rendus dans la discussion du bill d'Exclusion. » Cette phrase a souvent été citée pour prouver que Jacques n'était pas aussi vindicatif que ses ennemis voulaient bien le dire ; elle prouve plutôt qu'il ne méritait pas les louanges que ses amis donnaient à sa sincérité [1].

On informa poliment Ormond qu'on n'avait plus besoin de ses services en Irlande, et on l'invita à revenir à Whitehall pour y remplir les fonctions de Lord-sénéchal ; il se soumit respectueusement à cet ordre, mais sans chercher à cacher combien ses sentiments étaient blessés. La veille de son départ, il donna dans l'hôpital de Kilmainham, qui venait d'être terminé, un magnifique banquet aux officiers de la garnison de Dublin. Après le dîner, remplissant une coupe jusqu'au bord, il se leva, et demanda à ses convives s'il en avait laissé tomber une goutte : « Non, Messieurs, dit-il, quoi qu'en puissent dire « les courtisans, je ne suis pas encore tombé en enfance ; la main ne « m'a pas failli, et elle n'est pas plus ferme que mon cœur. A la santé « du roi Jacques ! » Tel fut l'adieu que fit Ormond à l'Irlande. Il laissa l'administration aux mains des Lords-juges, et se rendit à Londres, où il fut reçu avec des marques inusitées de respect public. Un grand nombre de personnages importants allèrent au-devant de lui jusque hors de la ville ; une longue suite d'équipages l'accompagna jusqu'à sa demeure, à « Saint-James-Square, » et la place resta longtemps couverte d'une multitude qui le saluait de ses acclamations [2].

On laissa à Guildford la garde du Grand Sceau, mais on lui fit en même temps un indigne affront en lui adjoignant, pour fortifier l'administration, un légiste plus ferme et plus audacieux que lui. Le choix tomba sur Sir George Jeffreys, qui était premier juge de la cour du « Banc du Roi, » et dont la perversité est restée proverbiale. Les deux grands partis anglais ont attaqué sa réputation avec un égal acharnement : les Whigs le regardaient comme leur ennemi le plus cruel, et les Tories trouvaient bon de rejeter sur lui tout l'odieux des crimes dont ils avaient souillé leur triomphe. Un examen impartial de sa conduite pourra bien prouver que quelques-uns des crimes affreux qui lui ont été attribués sont faux ou exagérés ; mais l'histoire calme et véridique ne pourra cependant diminuer que faiblement la masse d'infamie qui charge la mémoire de ce juge inique.

Jeffreys était un homme d'un esprit prompt et ferme, mais naturel-

1. Le changement de ministère est annoncé dans la Gazette de Londres du 19 fév. 1684-5. Voyez : « Burnet, » I, 621 ; et « Barillon, » 9-19 et 16-26 fev. ; 19 fév.,-1er mars.

2. Voyez : « Life of Ormond, » par Carte ; — « Secret Consults of the Romish party in Ireland, » 1690 ; et « Memoirs of Ireland, » 1716.

lement enclin à l'insolence et aux passions violentes. Dès sa plus tendre jeunesse, il avait plaidé à la cour de « Old Bailey, » où le barreau a toujours joui d'une liberté de langage inconnue à Westminster Hall. Là, pendant plusieurs années, sa principale occupation consistait à interroger contradictoirement les scélérats les plus endurcis d'une grande capitale. Tous les jours aux prises avec des prostituées et des voleurs, ses facultés s'étaient développées de telle sorte qu'il devint bientôt le plus terrible matamore de sa profession. Tout respect de soi-même, toute pitié pour les autres, tout sentiment des convenances, s'effacèrent chez lui ; il acquit une supériorité sans égale dans la rhétorique grossière de la haine et du mépris. Dans les halles et dans les cabarets, personne n'aurait pu égaler son riche vocabulaire d'injures et de malédictions. Sa contenance et sa voix ne furent jamais attrayantes ; mais il porta ces avantages naturels (car il les considérait ainsi) à un tel degré de perfection que personne ne pouvait le voir ou l'entendre sans émotion pendant ses paroxismes de colère. L'impudence et la férocité étaient empreintes sur son front, son œil enflammé fascinait la malheureuse victime qu'il regardait ; cependant son œil et son front étaient encore, dit-on, moins terribles que les lignes impitoyables de sa bouche, et au dire d'un témoin qui l'entendit souvent, les hurlements de sa voix résonnaient comme le tonnerre du jugement dernier. Encore jeune, il passa du barreau sur le siége de juge et il y apporta les mêmes dispositions. Il devint de bonne heure « Common Sergeant » et ensuite « Recorder » de Londres. Comme juge des sessions de la Cité, il montra les mêmes inclinations, qui plus tard, dans un poste plus élevé, lui acquirent une triste immortalité. On pouvait déjà remarquer en lui ce vice, le plus grand auquel la nature humaine soit sujette, qui consiste à se réjouir à la vue de la douleur. Il y avait un sentiment de plaisir diabolique dans la manière dont il prononçait une condamnation contre des accusés. Leurs pleurs et leurs supplications semblaient le chatouiller voluptueusement. Il aimait à les frapper d'épouvante en s'étendant avec complaisance sur le détail des châtiments qu'ils allaient souffrir. Ainsi, quand il lui arrivait de condamner une malheureuse femme à être fouettée par la main du bourreau, il ajoutait : « Je vous recommande, bourreau, d'avoir un soin tout par-« ticulier de cette dame, fouettez-la-moi vigoureusement, mon « homme ! fouettez-la jusqu'à ce que le sang coule. Nous voici à la « Noël, il fait un peu froid pour que madame se déshabille, il faut « lui réchauffer un peu soigneusement les épaules[1]. » Il ne fut pas

1. « Christmas Sessions Paper » de 1678.

moins facétieux quand il condamna le misérable Ludovic Muggleton, ce tailleur toujours ivre qui se croyait prophète. « Impudent coquin ! « hurla Jeffreys, tu auras une douce, douce, toute douce punition. » Une partie de cette douce punition était le pilori, où le malheureux fanatique fut à moitié tué à coup de morceaux de briques [1].

A cette époque, la nature de Jeffreys s'était endurcie, au point d'atteindre cette trempe que les tyrans recherchent dans leurs plus vils instruments. Antérieurement c'était de la corporation de Londres qu'avait dépendu son avancement; aussi se disait-il Tête-ronde, et montrait-il un plaisir tout particulier à expliquer aux malheureux prêtres catholiques qu'il condamnait à être pendus, comme quoi la corde serait coupée avant qu'ils fussent morts, afin de leur permettre de voir, encore vivants, brûler leurs entrailles devant eux. Dès qu'il eut retiré de la Cité tout ce qu'il pouvait en espérer, il s'empressa de vendre à la cour son front d'airain et sa langue de vipère. Chiffinch, qui avait l'habitude de se faire l'infâme intermédiaire de toute espèce de marchés honteux, lui vint en aide. Chiffinch avait, dans sa vie, conduit bien des intrigues amoureuses et politiques; mais certes il ne rendit jamais un pire service à son maître que lorsqu'il introduisit Jeffreys à Whitehall. Jacques, inflexible et vindicatif, fit bon accueil au renégat; mais Charles qu'on n'accusa jamais, malgré tous ses défauts, ni de cruauté ni d'insolence, eut toujours pour Jeffreys et dédain et mépris. « Cet homme, disait le roi, n'a ni science, ni bon sens, ni manières, et il a plus d'impudence que dix filles publiques [2]. » Mais on avait besoin d'un homme qui n'eût aucun respect pour les lois et qui fût insensible à la honte; aussi Jeffreys, à l'âge où un avocat s'estime heureux d'avoir à plaider une affaire importante, fut-il créé premier juge du « Banc-du-Roi. »

Les ennemis de Jeffreys ne pouvaient cependant lui refuser quelques-unes des qualités qui font les grands magistrats. Si ses connaissances en législation n'étaient pas, au-dessus de ce qu'il avait pu apprendre dans une pratique d'ordre inférieur, il possédait du moins une de ces heureuses intelligences qui, à travers un labyrinthe de sophismes et une masse de faits peu importants, vont droit à leur but. A la vérité, il s'en servait rarement, et, même dans les causes civiles, son caractère despotique faussait son jugement. Entrer dans le tribunal

1. « The Acts of the Witnesses of the Spirit, » part. v, chap. v. Dans cet ouvrage, Ludovic se venge à sa manière sur le « *Diable beuglant*, » comme il appelle Jeffreys, par une série d'imprécations qu'Ernulphus lui eût enviées. Le procès eut lieu en janvier 1677.

2. Cette expression se trouve souvent dans plusieurs des pamphlets du temps. Titus Oates la cite sans cesse. Voyez son Εἰκὼν Βασιλική.

où il siégeait, c'était entrer dans l'antre d'une bête fauve que personne ne pouvait apprivoiser, et dont la rage était aussi facilement excitée par des caresses que par des attaques. Souvent il faisait pleuvoir sur les accusés et sur les accusateurs, sur les avocats et sur les avoués, sur les témoins et sur les jurés, de frénétiques injures, mêlées de jurements et de malédictions. Sa voix et son regard inspiraient déjà l'effroi, quand il n'était qu'un jeune avocat essayant de faire son chemin; quand il se trouva à la tête du tribunal le plus formidable du royaume, tout le monde trembla devant lui. Sa violence était déjà effrayante, quand il était sobre; mais, le plus souvent, sa raison était obscurcie et sa passion enflammée par les fumées de l'ivresse. Il passait ordinairement ses soirées à boire; et, à le voir en face de sa bouteille, bien qu'on l'eût trouvé sans doute grossier, abruti, débauché, on aurait pu le prendre pour un facile et jovial compagnon. Il s'entourait volontiers, dans ces occasions, de bouffons choisis parmi les avocats de bas étage qui plaidaient devant lui. Ces hommes, pour le divertir, se bafouaient et s'injuriaient entre eux. Jeffreys se joignait à leurs grivoises conversations; et, quand sa tête s'était échauffée, il les pressait sur son cœur et les embrassait avec une effusion de tendresse avinée. Mais bien que le vin parût d'abord adoucir son caractère, il n'en était pas de même quelques heures après. Souvent, après avoir fait attendre longtemps la cour, et cependant n'ayant encore qu'à moitié cuvé son vin, il venait, les joues enflammées et les yeux flamboyants comme ceux d'un maniaque, occuper son siége de juge. Quand il se trouvait dans cet état, ses compagnons de débauche de la veille faisaient bien de se tenir éloignés, car le souvenir de ses récentes familiarités excitait sa rage, et l'on pouvait tenir pour certain qu'il saisirait toutes les occasions de les accabler d'invectives et de malédictions. Un des traits les plus odieux de son odieux caractère était le plaisir singulier qu'il prenait à rabrouer et à mortifier ceux que ses caresses bachiques avaient pu encourager à se fier à sa bienveillance.

Les services que le gouvernement attendait de lui, Jeffreys les remplit non-seulement sans sourciller, mais avec passion et orgueil. Son premier exploit fut le meurtre juridique d'Algernon Sidney, et la suite répondit au début. Les Tories modérés déploraient la honte que l'inconvenance et la brutalité d'un fonctionnaire élevé déversaient sur l'administration de la justice. Mais de tels excès, qui remplissaient d'horreur les consciences honnêtes, étaient des titres à l'estime de Jacques. Peu de temps après la mort de Charles II, Jeffreys fut donc nommé pair et eut un siége dans le Cabinet. La première de ces fa-

veurs surtout indiquait une approbation complète de la part du roi ; car, depuis que le système judiciaire du royaume avait été renouvelé dans le XIII[e] siècle, aucun « Chief Justice » n'avait été membre de la chambre des Lords [1].

Guildford se trouva ainsi remplacé dans toutes ses fonctions politiques et réduit à son siége de juge en « Équité. » Au Conseil, Jeffreys affectait même de le traiter avec impolitesse ; tout le patronage légal se trouvait dans les mains du « Chief Justice, » et nul n'ignorait au barreau, que le plus sûr moyen de se le rendre favorable était de manquer de respect au Lord Garde des Sceaux.

Jacques était à peine monté sur le trône, qu'une discussion s'éleva entre les deux chefs de la justice. Les droits de douanes n'avaient été concédés à Charles que pour sa vie, et ne pouvaient par conséquent être légalement perçus par le nouveau souverain. Quelques semaines devaient forcément s'écouler avant qu'une nouvelle chambre des Communes pût être élue. Si, pendant cet intervalle, ces recettes étaient suspendues, non-seulement le revenu public en souffrirait, mais encore le cours régulier du commerce serait interrompu ; et tout cela sans profit pour le consommateur, car il n'y aurait eu de bénéfice que pour les heureux spéculateurs dont les cargaisons seraient arrivées pendant le court espace de temps qui devait s'écouler entre la mort du dernier roi et la réunion du Parlement. Le Trésor était assiégé par les négociants dont les magasins étaient remplis de marchandises ayant déjà payé les droits, et qui tremblaient de se voir ruinés par des ventes à bas prix. Tout homme impartial admettra que c'était là un de ces cas dans lesquels le gouvernement est excusable de s'écarter de la voie strictement constitutionnelle. Mais quand on est forcé de sortir de cette voie constitutionnelle, on ne doit pas s'en écarter plus qu'il n'est nécessaire. Guildford eut la conscience de ce devoir et donna des conseils qui lui font honneur. Il proposa de percevoir les droits, mais de les mettre en réserve à l'Échiquier, jusqu'à la réunion du Parlement. De cette manière, le roi, tout en violant la lettre de la loi, eût montré du moins qu'il désirait en respecter l'esprit. Les conseils de Jeffreys furent bien différents : il engagea Jacques à publier un édit déclarant que la volonté et le bon plaisir de Sa Majesté étaient que les droits continuassent

1. Les « State Trials » et la Vie de Lord Guildford, par North, sont les sources où j'ai pris mes renseignements sur Jeffreys. Je dois quelques détails peu importants aux pamphlets contemporains en vers et en prose, tels que les « Bloody Assizes ; » — « The Life and Death of George Lord Jeffreys ; » « The Panegyric on the late Lord Jeffreys, » — « The letter to the Lord-Chancellor ; » et « Jeffreys's Elegy. » Voyez aussi : « Evelyn's Diary, » 5 déc. 1683 et 31 oct. 1685. Il est inutile, je pense, d'engager le lecteur à lire l'excellent ouvrage de Lord Campbell.

d'être payés. Ce conseil convenait tout à fait au caractère du roi, et la sage proposition du Garde des Sceaux fut rejetée comme digne d'un Whig, ou, ce qui était pis encore, d'un « Balanceur. » La proclamation qu'avait conseillée le « Chief Justice » parut donc. Quelques personnes s'attendaient à une explosion de l'indignation publique; il n'en fut rien : l'esprit d'opposition ne s'était pas encore ranimé, et la cour pouvait sans crainte prendre des mesures qui, cinq ans auparavant, eussent produit une révolte. Dans la Cité de Londres, récemment si turbulente, à peine entendit-on un murmure [1].

La proclamation qui déclarait que les droits de douanes continueraient à être perçus, annonçait aussi la réunion prochaine du Parlement. Ce ne fut pas sans quelques appréhensions que Jacques se décida à réunir les États du royaume. Le moment était cependant bien favorable pour une élection générale, et jamais, depuis l'avénement de la maison des Stuarts, le corps électoral n'avait été aussi favorablement disposé à l'égard de la cour. Mais l'esprit du nouveau monarque était sous l'impression d'une crainte qu'on ne peut mentionner, même aujourd'hui, sans rougir de honte et d'indignation : il craignait d'encourir le déplaisir du roi de France, en convoquant le Parlement d'Angleterre.

Peu importait à Louis XIV lequel des deux partis triompherait dans les élections, car tous les Parlements qui avaient siégé depuis la Restauration, quelles qu'eussent été d'ailleurs leurs idées sur la politique intérieure, s'étaient également montrés jaloux de l'influence croissante de la maison de Bourbon. Sur ce sujet, il existait peu de différence entre les Whigs et les hardis gentilshommes campagnards qui formaient la principale force du parti tory. Le roi de France n'avait donc épargné ni corruption ni menace, pour empêcher Charles de convoquer le Parlement, et Jacques, qui avait été de tout temps dans le secret de la politique extérieure de son frère, en devenant roi d'Angleterre, était devenu aussi le salarié et le vassal de Louis XIV.

Rochester, Godolphin et Sunderland, qui se trouvaient alors à la tête des affaires de l'intérieur, n'ignoraient pas que leur ancien maître avait reçu de l'argent de la cour de Versailles. Jacques leur demanda leur opinion sur l'opportunité d'une convocation du Parlement. Ils admirent toute l'importance qu'il y avait à ne pas blesser le roi de France, mais il leur sembla en même temps qu'ils n'avaient pas la liberté du

1. Voyez : « London Gazette, » 12 fév. 1684-5; » et « North's Life of Guildford, » 254.

choix. Toute patiente que parût la nation, sa patience avait des bornes. Ce principe, que le sujet anglais ne pouvait être légalement taxé par le roi sans le consentement des Communes, était profondément enraciné dans l'esprit public ; et bien qu'en des circonstances critiques, les Whigs eux-mêmes fussent prêts à payer pendant quelques semaines un impôt que le Parlement n'avait pas ratifié, il était certain que même les Tories s'y refuseraient, si cette taxation était prolongée au delà du temps que dureraient ces circonstances particulières. Il faudrait donc finir par convoquer le Parlement, et, puisqu'il en était ainsi, le plus tôt serait le mieux. Le temps qu'on perdrait à en référer à la cour de Versailles, serait peut-être la cause d'un mal irréparable : le mécontentement et le soupçon se répandraient dans toutes les classes de la société; Halifax se plaindrait de la violation du principe fondamental de la constitution, et le Garde des Sceaux, légiste pédant, méticuleux et timide comme il l'était, ne manquerait pas de faire de même; ce que le roi aurait pu accorder de bonne grâce, lui serait arraché de force ; ces mêmes ministres, que Sa Majesté tenait à abaisser dans l'estime publique, se trouveraient gagner de la popularité à ses dépens, et de plus le mécontentement de la nation pouvait influer sérieusement sur les élections. Tous ces arguments étaient sans réplique. Le roi notifia donc au pays son intention de réunir le Parlement; mais il lui tardait de se disculper auprès du roi de France, d'avoir agi avec si peu de soumission et de respect. Il fit appeler en secret Barillon, et s'excusa auprès de lui d'avoir osé prendre une mesure si importante sans le consentement préalable de Louis XIV. « Assurez-le bien, « lui dit Jacques, de tout mon attachement et de toute ma gratitude; « je sais que sans sa protection je ne peux rien; je sais les tracas que « s'est attirés mon frère en n'adhérant pas fermement à la politique « de la France ; j'aurai soin d'empêcher les Chambres de s'occuper des « affaires extérieures, et si je leur vois la moindre disposition à brouiller « les cartes, je les enverrai promener. Expliquez cela à mon bon frère. « J'espère qu'il ne prendra pas en mauvaise part ce que j'ai été obligé « de faire sans le consulter; c'est son droit d'être consulté, et c'est « toujours mon intention de le consulter sur tout; mais dans cette cir- « constance, un retard, même d'une semaine, pourrait avoir les plus « sérieuses conséquences. »

Rochester répéta le lendemain matin ces honteuses excuses, que Barillon reçut poliment; alors Rochester enhardi formula une demande d'argent : « Ce sera de l'argent bien employé, dit-il; votre maître ne

« peut en faire un meilleur usage ; dites-lui combien il est important « que le roi d'Angleterre ne soit pas à la merci de son peuple, et qu'il « dépende entièrement de l'amitié de la France[1]. »

Barillon se hâta de communiquer à son maître les désirs du gouvernement anglais; Louis XIV les avait déjà prévenus ; dès qu'il avait connu la mort de Charles, son premier soin avait été de se procurer pour cinq cent mille livres de lettres de change sur l'Angleterre, somme équivalant à peu près à trente-sept mille cinq cents livres sterling. Réunir à Paris, et du jour au lendemain, une telle masse de lettres de change n'était pas chose facile; en quelques heures cependant l'opération fut terminée et le courrier partit pour Londres[2]. Aussitôt que Barillon eut reçu ces valeurs, il courut à Whitehall en annoncer l'heureuse nouvelle. Jacques ne rougit pas de pleurer ou de faire semblant de pleurer de joie et de reconnaissance : « Il n'y a que votre « maître, dit-il à Barillon, pour faire si bien, si noblement les choses; « je ne pourrai jamais en être assez reconnaissant; dites-lui bien que « mon attachement durera autant que ma vie. » Rochester, Godolphin, Sunderland, vinrent l'un après l'autre embrasser l'ambassadeur et l'assurer qu'il venait de donner une nouvelle vie à leur royal maître[3].

Mais bien que Jacques et ses trois conseillers fussent ravis de l'empressement du roi de France, il s'en fallait qu'ils fussent satisfaits du chiffre de ce cadeau. Cependant, de crainte d'offenser par une mendicité importune, ils firent de simples allusions à leurs désirs, déclarant qu'ils n'avaient pas l'intention de marchander avec un bienfaiteur aussi généreux que le roi de France, et qu'ils étaient disposés à se fier entièrement à sa munificence. Pour se le rendre plus favorable ils lui firent en même temps un ample sacrifice de notre honneur national. Personne n'ignorait qu'un des buts principaux de la politique de Versailles était d'adjoindre à la France les provinces Belges. L'Angleterre s'était engagée, par un traité conclu avec l'Espagne, à l'époque où Danby était Lord-trésorier, à résister à tout empiétement de la France sur ces provinces. Les trois ministres informèrent Barillon que leur maître ne considérait plus ce traité comme obligatoire : il avait été fait, dirent-ils, par Charles, et sans doute Charles devait l'observer; mais son frère ne se considérait point lié par cet engagement. Le

1. Les preuves principales de ces transactions se trouvent dans la dépêche de Barillon du 9-19 fév. 1685. On peut les trouver dans l'appendix de l'Histoire de M. Fox. Voyez aussi, dans Dalrymple, la lettre de Preston à Jacques en date du 18-28 avril 1685.

2. Voyez la lettre de Louis XIV à Barillon, 10-20 fév. 1685.

3. Voyez Barillon, 16-26 févr. 1685.

roi très-chrétien pouvait donc, sans craindre aucune opposition du gouvernement anglais annexer le Brabant ou le Hainaut au royaume de France[1].

On résolut aussi d'envoyer un ambassadeur extraordinaire pour assurer le monarque français de la gratitude et de l'attachement du roi d'Angleterre. Cette mission échut à un homme qui jusqu'alors n'avait pas occupé une position bien élevée, mais dont la renommée, étrange mélange de gloire et d'infamie, remplit plus tard le monde civilisé.

Peu de temps après la Restauration, à cette époque d'élégante débauche qu'a célébrée la plume spirituelle de Hamilton, Jacques, jeune et ardent aux plaisirs, avait été séduit par Arabella Churchill, fille d'honneur de sa première femme. Cette jeune personne n'était pas belle, mais Jacques n'était pas difficile, et elle devint sa maîtresse en titre. Arabella avait pour père un pauvre baronnet, Cavalier très-assidu à Whitehall, et qui s'était rendu ridicule par la publication, depuis longtemps oubliée, d'un gros in-folio, aussi lourd que prétentieux, en l'honneur des monarques et de la monarchie. Les besoins de la famille Churchill étaient pressants, son royalisme non moins ardent, et le seul sentiment que paraît lui avoir inspiré la faute d'Arabella fut une joyeuse surprise de voir une jeune fille d'une si médiocre beauté s'élever à une si haute position.

Sa protection fut en effet d'un grand secours à toute sa famille, mais personne n'en profita plus que son frère aîné John, jeune homme de bonne mine, et alors enseigne dans le régiment des gardes à pied. Il s'éleva rapidement à la cour et dans l'armée et se distingua bientôt parmi les libertins à la mode. Sa taille était imposante, sa figure belle, ses manières engageantes, mais assez dignes pour tenir en respect le fat le plus impertinent; toujours il était maître de lui-même dans les circonstances les plus contrariantes et les plus irritantes. Son éducation avait été tellement négligée qu'il écrivait incorrectement les mots les plus simples de sa langue, mais son intelligence prompte et vigoureuse suppléait amplement à son manque d'instruction. Il parlait peu, mais quand il était forcé de parler en public, son éloquence naturelle rendait jaloux les rhéteurs les plus consommés. Il était doué d'un courage froid et imperturbable, et, pendant bien des années d'anxiétés et de périls, jamais il ne perdit un instant, même dans les moments les plus critiques, le complet usage de son admirable jugement.

A l'âge de vingt-trois ans il alla avec son régiment rejoindre l'armée

1. Voyez Barillon, 16-26 févr. 1685.

française alors engagée contre la Hollande, et parmi des milliers de braves soldats, il se distingua par sa froide intrépidité; ses connaissances militaires lui attirèrent le respect des plus vieux officiers; il fut publiquement félicité à la tête de son régiment, et il reçut de Turenne, alors à l'apogée de la gloire militaire, de nombreuses marques d'estime et de confiance.

Malheureusement les splendides qualités de John Churchill étaient souillées par les goûts les plus sordides. Certains penchants qui déplaisent surtout dans la jeunesse se développèrent de bonne heure chez lui : économe jusque dans ses vices, il prélevait d'amples contributions sur les femmes enrichies des dépouilles d'amants plus généreux que lui. Un moment il fut l'objet de la passion violente mais volage de la duchesse de Cleveland, et surpris un jour par le roi, lorsqu'il était avec elle, il fut forcé de sauter par la fenêtre. La duchesse récompensa ce périlleux haut fait de galanterie par un cadeau de cinq mille livres sterling avec lesquels le jeune et prudent héros s'empressa d'acheter une rente de cinq cents livres bien hypothéquée sur une propriété foncière[1]. Déjà à cette époque il avait des cachettes où s'amoncelaient de belles pièces d'or auxquelles il ne toucha jamais, pas même quand, cinquante ans plus tard, il fut devenu duc, prince de l'Empire et le plus riche sujet de l'Europe[2].

La guerre terminée, Churchill fut attaché à la maison du duc d'York, l'accompagna dans les Pays-Bas et à Édimbourg, et fut récompensé de ses services par une pairie écossaise et le commandement du seul régiment de dragons qui existât dans l'armée anglaise[3]; sa femme eut aussi une place importante auprès de la princesse de Danemark, fille cadette de Jacques.

Lord Churchill fut donc envoyé, comme ambassadeur extraordi-

1. Voyez : « Dartmouth's Note on Burnet, » I, 264; et « Chesterfield's Letters, » 18 nov. 1748. Chesterfield est un témoin irrécusable, puisque la rente de 500 livres était hypothéquée sur une propriété de son grand-père Halifax. Espérons que ce que Pope ajoute à cette histoire est sans fondement :

« Et le galant auquel elle fit ce cadeau
« Vécut assez pour lui refuser un petit écu. »

Curll traite ceci d'histoire faite à plaisir.

2. Voyez Pope dans : « Spence's Anecdotes. »

3. Voyez : « Historical Records of the first or Royal Dragoons. » La nomination de Churchill au commandement de ce régiment fut tournée en ridicule et citée comme exemple d'une partialité absurde. Un pamphlet du temps que je ne me souviens pas d'avoir vu imprimé, mais dont une copie manuscrite existe au Musée Britannique, contient les vers suivants :

« Coupons notre viande avec nos cuillers;
« C'est tout aussi naturel
« Que de placer Caurchill
« A la tête des Dragons. »

naire, à Versailles; il était chargé d'exprimer, de la manière la plus vive, la reconnaissance du gouvernement anglais pour les sommes si généreusement fournies. D'abord, on avait eu l'intention de faire de nouvelles et plus fortes demandes, mais, tout bien considéré, on craignit d'importuner, par une avidité si indiscrète, un bienfaiteur dont la libéralité spontanée venait de se déployer d'une manière signalée. Churchill n'eut donc qu'à remercier pour le passé sans parler de l'avenir [1].

Cependant Jacques et ses ministres, tout en protestant qu'ils ne voulaient pas être importuns, s'efforçaient de donner à entendre d'une manière très-intelligible ce qu'ils désiraient et attendaient. Dans l'ambassadeur de France ils trouvaient un intermédiaire zélé, adroit, et peut-être un peu intéressé. Louis XIV fit quelques difficultés, sans doute pour donner plus de valeur à ses largesses; mais au bout de quelques semaines Barillon n'en reçut pas moins de Versailles quinze cent mille livres, somme égale à peu près à cent douze mille livres sterling, avec ordre de les distribuer prudemment. Il était autorisé à livrer au gouvernement anglais trente mille livres sterling pour corrompre les membres de la nouvelle chambre des Communes, mais il devait garder le reste en réserve pour faire face aux circonstances extraordinaires, telles qu'une dissolution ou une insurrection [2].

La turpitude de ces transactions est universellement reconnue, mais souvent on en apprécie mal la nature réelle; car, bien que la politique extérieure des deux derniers Stuarts ne trouve plus un défenseur parmi nous, depuis que le public a pu jeter les yeux sur la correspondauce de Barillon, il est encore un parti qui s'efforce de défendre leur politique intérieure. Or, il est certain qu'entre cette politique extérieure et la politique intérieure, il y avait une connexion nécessaire et indissoluble. Si pendant quelques mois seulement ces princes avaient soutenu à l'étranger l'honneur du pays, il aurait fallu changer tout le système de l'administration intérieure. Il y a donc inconséquence à leur donner des éloges pour avoir refusé de gouverner selon les idées du Parlement, et à les blâmer en même temps de s'être soumis à la dictature de Louis XIV. Ils n'avaient évidemment qu'à choisir entre dépendre de la France, ou dépendre de leurs Parlements.

Il faut dire cependant, à l'honneur de Jacques, qu'il eût été heureux de trouver un milieu entre ces deux extrêmes, mais il n'y en avait pas. Il devint donc l'esclave de la France; pourtant on lui ferait

1. « Barillon, » 16-26 fév. 1685.

2. Voyez : « Barillon, » 6-16 avril 1685; et « Louis à Barillon, » 14-24 avril 1685.

tort en le dépeignant comme un esclave résigné. Il avait assez d'orgueil pour se révolter quelquefois contre sa propre soumission; il eût voulu briser ses chaînes, et ses velléités de révolte étaient adroitement entretenues et excitées par les agents de différentes puissances étrangères.

Son avénement à la couronne avait excité des espérances ou des craintes dans toutes les cours du continent, et le commencement de son administration fut surveillée par les étrangers avec tout autant d'intérêt que par ses propres sujets. Un seul gouvernement souhaitait que les troubles qui pendant trois générations avaient agité l'Angleterre, pussent être éternels; tous les autres, républicains ou monarchiques, protestants ou catholiques romains, désiraient les voir heureusement terminés.

La nature des longues contestations entre les Stuarts et leurs Parlements était sans doute bien imparfaitement appréciée par les hommes d'État des puissances étrangères, mais ils voyaient tous l'effet de ces contestations sur l'équilibre des pouvoirs européens. Dans des circonstances ordinaires, les sympathies des cours de Vienne et de Madrid se seraient, sans contredit, portées sur un prince aux prises avec ses sujets, surtout un prince catholique luttant contre des sujets hérétiques; mais un sentiment plus puissant encore dominait ces sympathies. La crainte, la haine qu'inspiraient la grandeur, l'injustice, l'arrogance du roi de France, étaient au comble. Ses voisins ne savaient lequel était le plus dangereux d'être en guerre ou en paix avec lui : en paix, il ne cessait de les rançonner et de les outrager, et vainement ils avaient essayé contre lui les chances de la guerre. C'était donc avec inquiétude et perplexité qu'ils tournaient les yeux vers l'Angleterre. Agirait-elle selon les principes du traité de Douvres? De sa décision dépendait le sort de toutes les autres puissances. Avec le soutien de l'Angleterre, on pouvait encore résister à Louis XIV, mais on ne pouvait compter sur ce soutien si elle était désunie à l'intérieur. Avant le conflit entre le trône et le Parlement, l'Angleterre avait été une puissance du premier ordre; le jour où la lutte cessa, elle reprit ce même rang, mais tant que la victoire resta indécise, elle se trouva condamnée à l'inaction et au vasselage. Elle avait été grande sous les Plantagenets et les Tudors; elle fut grande encore sous les rois qui régnèrent après la Révolution; mais sous les princes de la maison de Stuart, elle fut comme effacée de la carte de l'Europe. Elle avait perdu de certaines facultés sans en acquérir d'autres; elle n'avait plus cette force qui, dans le XIVe siècle, lui avait permis

d'humilier la France et l'Espagne ; et cette autre espèce de force qui devait, dans le XVIII[e] siècle, lui permettre d'humilier de nouveau ces deux nations, n'existait pas encore. Le gouvernement anglais n'était plus une monarchie tempérée selon les idées du moyen âge, et il n'était pas encore une monarchie tempérée selon les idées modernes ; il avait les vices de chaque système, sans en avoir la force ; les éléments de notre ordre politique, au lieu de s'unir et de se combiner, se contrecarraient et se neutralisaient ; tout était transition, conflit et désordre. Le but principal du souverain était de détruire les priviléges du Parlement ; le Parlement, de son côté, songeait avant tout à affaiblir la prérogative du roi ; celui-ci acceptait volontiers un appui étranger qui le rendait indépendant d'un Parlement récalcitrant ; celui-là refusait au roi les moyens de soutenir l'honneur national à l'étranger, dans la crainte trop bien fondée qu'il n'employât ces moyens à l'établissement du despotisme à l'intérieur. Le résultat de ces jalousies fut que notre pays, malgré ses vastes ressources, ne pesait pas plus dans la balance de la chrétienté que le duché de Savoie ou celui de Lorraine, et moins certainement que les petites provinces de la Hollande.

La France trouvait un grand intérêt à prolonger cet état de choses [1], et toutes les autres puissances avaient un intérêt égal à y mettre fin. Le vœu général de l'Europe était que Jacques gouvernât son peuple en se conformant aux lois et à l'opinion publique. Même de l'Escurial, arrivèrent des lettres exprimant vivement le désir de voir le roi d'Angleterre se maintenir en bons termes avec son Parlement et la nation [2]. Même du Vatican, partirent des avertissements sur le zèle immodéré qu'on montrait en faveur de la foi catholique romaine. Benoît Odescalchi, qui occupait le siége pontifical sous le nom d'Innocent XI, partageait, en

1. Je pourrais copier la moitié de la correspondance de Barillon comme preuve de ce que j'avance ; je citerai seulement un passage dans lequel les idées qui guidaient la politique du gouvernement français à l'égard de l'Angleterre sont exposées avec une clarté et une concision parfaites : « On peut tenir « pour une maxime indubitable, écrit-il, que l'accord du roy d'Angleterre avec son Parlement, en « quelque manière qu'il se fasse, n'est pas conforme aux intérêts de V. M. Je me contente de penser « cela sans m'en ouvrir à personne, et je cache avec soin mes sentiments à cet égard. » Lettre de Barillon à Louis, 28 fév.-10 mars 1687. Le cabinet de Vienne n'ignorait point que ce ne fût là le véritable secret de la politique de Louis XIV à l'égard de l'Angleterre. L'empereur Léopold écrivait à Jacques, le 30 mars-9 avril 1689 : « Galli id unum agebant, ut, perpetuas inter serenitatem ves- « tram et ejusdem populos fovendo simultates, reliquæ Christianæ Europæ tanto securius insul- « tarent. »

2. « Que sea unido con su reyno, y en todo buena intelligencia con el Parlamento. » Dépêche du roi d'Espagne à don Pedro Ronquillo, 16-26 mars 1685. Cette dépêche est dans les Archives de Simancas, qui contiennent une grande quantité de documents relatifs aux affaires d'Angleterre. M. Guizot possède des copies de ce qu'il y a de plus intéressant et a bien voulu me les communiquer. C'est avec plaisir que je saisis cette occasion de reconnaître cette marque d'amitié d'un homme aussi distingué.

sa qualité de souverain temporel, toutes les craintes qu'éprouvaient d'autres monarques en voyant les progrès de la puissance française. Il avait en outre des raisons particulières d'inquiétude. Il s'était trouvé, heureusement pour la religion protestante, qu'au moment où le dernier roi catholique montait sur le trône d'Angleterre, l'église catholique romaine était déchirée par des dissensions et menacée d'un nouveau schisme. Entre le roi de France et Innocent XI, s'était élevée une querelle semblable à celle qui, dans le XIe siècle, divisa les pontifes et les empereurs. Louis, zélé jusqu'à la bigoterie en faveur des doctrines de l'église de Rome, mais entiché de son autorité royale, reprochait au pape d'empiéter sur les droits séculiers de sa couronne, comme le pape de son côté accusait le monarque français d'envahir le pouvoir spirituel du Saint-Siége. Tout superbe qu'était Louis XIV, il avait affaire à un esprit aussi résolu que le sien. Le pape, dans ses relations privées, était le plus doux et le plus traitable des hommes, mais quand il parlait officiellement du haut de la chaire de saint Pierre, il parlait comme Grégoire VII et Sixte-Quint. La querelle devint donc sérieuse; les agents du roi furent excommuniés; les adhérents du pape à leur tour furent bannis; le roi donna des évêchés aux champions de son autorité; le pape leur refusa les bulles d'institution; ils prirent bien possession des siéges et des revenus épiscopaux, mais ils ne pouvaient exercer les fonctions épiscopales, et avant que cette querelle fût terminée, la France comptait trente prélats qui ne pouvaient ni confirmer, ni ordonner [1].

Si tout autre prince régnant à cette époque, eût été comme Louis XIV, engagé dans une semblable querelle avec le Vatican, il eût eu pour soutien tous les gouvernements protestants. Mais la crainte et le ressentiment que l'ambition et l'insolence du roi de France avaient inspirées étaient tels, que quiconque avait le courage de lui résister hardiment était sûr d'obtenir la sympathie de l'Europe entière. Les Luthériens et les Calvinistes mêmes, qui toujours avaient détesté le pape, ne pouvaient s'empêcher de faire des vœux pour qu'il l'emportât sur un tyran qui visait à la monarchie universelle. C'est ainsi que dans le siècle actuel, ceux mêmes qui regardaient Pie VII comme l'antechrist, le voyaient avec plaisir affronter le gigantesque pouvoir de Napoléon.

Le ressentiment du pape envers la France le disposa à juger les affaires d'Angleterre d'une manière bienveillante et libérale. Sans doute,

1. Peu de lecteurs anglais seront désireux d'approfondir l'histoire de cette querelle; ils la trouveront sommairement racontée dans « la Vie de Bossuet, » par le cardinal de Bausset; et dans « le Siècle de Louis XIV, » par Voltaire.

il eût vu avec bonheur le peuple anglais revenir au troupeau dont il était le berger; mais il avait trop de sagesse pour penser qu'une nation si courageuse et si tenace pût être ramenée au giron de l'église romaine par l'exercice violent et inconstitutionnel de l'autorité royale. On pouvait facilement prévoir que si Jacques essayait de favoriser sa religion par des moyens illégaux et impopulaires, il échouerait; que la haine de ces hérétiques insulaires pour la vraie foi deviendrait plus farouche, et qu'il se ferait dans leurs esprits une association indissoluble entre protestantisme et liberté civile, entre papisme et pouvoir arbitraire. Dès lors, le roi deviendrait pour son peuple un objet de haine et de suspicion; l'Angleterre resterait ce qu'elle avait été sous Jacques Ier, sous Charles Ier et sous Charles II, une puissance du troisième ordre, et la France pourrait dominer sans contrôle, des Alpes jusqu'au Rhin. Au contraire, il était probable que si Jacques agissait avec prudence et modération, s'il observait strictement les lois, et s'efforçait de gagner la confiance de son Parlement, il pourrait obtenir pour ses coreligionnaires des mesures d'adoucissement; d'abord l'abolition des statuts de pénalité, que suivrait bientôt l'abolition des statuts imposant les incapacités civiles. Alors, le roi ne faisant plus qu'un avec la nation, pourrait se mettre à la tête de la coalition européenne et opposer une insurmontable barrière aux envahissements du roi de France.

Le pape était confirmé dans son opinion par les Anglais qui résidaient à sa cour. Parmi ceux-ci se distinguait Philip Howard, rejeton d'une des plus grandes familles d'Angleterre; il était petit-fils du comte d'Arundel, ainsi que du duc de Lennox; depuis longtemps membre du Sacré Collége, et généralement désigné sous le nom de cardinal d'Angleterre, il était le principal conseiller du Saint-Siége dans toutes les affaires qui avaient rapport à son pays. Il avait été forcé à l'exil par les clameurs bigotes des protestants, et un membre de sa famille, l'infortuné Stafford, était tombé victime de leur rage; mais ni les griefs de sa famille, ni les siens propres, n'avaient excité son esprit au point d'en faire un conseiller téméraire. Aussi, toutes les dépêches du Vatican recommandaient-elles la patience, la modération et le respect des préjugés du peuple anglais[1].

L'esprit de Jacques se trouvait dans une grande perplexité, et ce serait être injuste à son égard que de supposer que le vasselage convînt à son caractère. Aimant l'autorité et les affaires, il avait une haute opinion

1. Voyez : « Burnet, » I, 661; — Letter from Rome; » et « Dodd's Church History, » part. VIII, livre Ier, art. 1er.

de sa dignité personnelle et n'était même pas complétement dépourvu d'un sentiment qu'on pourrait à la rigueur appeler patriotisme. Son orgueil souffrait en songeant que la nation qu'il gouvernait pesait moins dans la balance du monde que d'autres États moins bien partagés sous le rapport des ressources naturelles, et il écoutait avec empressement les ministres étrangers quand ils le poussaient à soutenir la dignité de son rang, et à se placer à la tête d'une grande confédération pour devenir le protecteur des nations opprimées et dompter l'orgueil d'un pouvoir qui tenait toute l'Europe en respect. De semblables conseils gonflaient son cœur d'une émotion que n'éprouva jamais son insouciant et efféminé frère. Mais cette émotion cédait bientôt à un sentiment plus fort. Une politique étrangère vigoureuse exigeait une politique intérieure conciliante : on ne pouvait en même temps affronter l'autorité de la France et fouler aux pieds les libertés de l'Angleterre. Le pouvoir exécutif ne pouvait entreprendre rien de grand sans le soutien des Communes, et ce soutien ne pouvait s'obtenir qu'en agissant conformément à l'opinion publique. Le roi sentit donc l'impossibilité de posséder à la fois les deux choses qu'il désirait le plus. Son désir d'être craint et respecté au dehors, ne marchait qu'en seconde ligne; ce qu'il voulait d'abord, c'était être maître absolu chez lui. Entre ces deux désirs incompatibles qui se partageaient son cœur, il fut quelque temps indécis, allant de l'un à l'autre, et cette lutte intérieure donna à ses actes publics une étrange apparence d'indécision et de ruse. Ceux qui, sans fil conducteur, cherchaient à parcourir le labyrinthe de sa politique, ne pouvaient comprendre comment le même homme se montrait, à une semaine d'intervalle, si fier et si abject. Louis XIV lui-même était embarrassé par les boutades d'un allié qui, dans l'espace de quelques heures, passait du dévouement au défi, et du défi au dévouement. Mais aujourd'hui que toute la conduite de Jacques nous est connue, sa versatilité s'explique facilement.

Au moment de son avénement, il était douteux que le royaume se soumît sans trouble à son autorité. Les Exclusionistes, naguère si puissants, pouvaient prendre les armes contre lui, et l'argent et les troupes de la France pouvaient lui être d'un grand secours. Il se résigna donc pendant quelques jours au rôle de mendiant et de sycophante. Il fit les plus humbles excuses, pour avoir osé convoquer le Parlement sans le consentement du monarque français, il sollicita des secours financiers, pleura de joie à la vue des lettres de change françaises, et envoya à Versailles une ambassade uniquement pour y porter les assurances de sa gratitude, de son attachement et de sa soumission. Mais

son envoyé à peine parti, ses sentiments s'étaient déjà modifiés. Partout il avait été proclamé sans émeute, sans cris séditieux; d'une extrémité de l'île à l'autre, on le rassurait sur la pacifique obéissance de ses sujets. Alors son orgueil se réveilla; sa position dégradante en face d'un pouvoir étranger lui parut intolérable; il devint fier, pointilleux, arrogant et querelleur; il parlait avec tant de hauteur de la dignité de sa couronne et de l'équilibre européen, que la cour entière crut à une prochaine et complète révolution dans la politique étrangère du royaume. Churchill reçut l'ordre de transmettre le récit détaillé des cérémonies de sa réception à Versailles, afin que tous les honneurs qu'il y avait reçus fussent rendus, mais tout juste rendus, au représentant de la France à Whitehall. La nouvelle de ce changement fut reçue avec joie par les cabinets de Madrid, de Vienne et de la Haye[1]. Le roi de France commença par en rire: « Mon bon allié, dit-il, le « prend bien haut, mais il aime mes pistoles tout autant que son frère « les aima jamais. » Bientôt cependant, le changement de conduite du roi Jacques et les espérances que ce changement fit naître dans les deux branches de la maison d'Autriche, commencèrent à éveiller son attention. Il existe encore une lettre de Louis XIV, dans laquelle ce prince laisse clairement percer le soupçon d'avoir été dupe, et où il donne à entendre que l'argent envoyé par lui à Westminster, pourrait bien être employé contre ses intérêts[2].

Mais déjà l'Angleterre s'était un peu remise de la tristesse et de l'inquiétude qu'avait causées la mort du débonnaire Charles. Les Tories faisaient d'ardentes protestations d'attachement à leur nouveau maître; la peur imposait silence à la haine des Whigs, et cette grande masse qui n'est absolument ni whig ni tory, mais qui penche alternativement vers l'un ou l'autre parti, inclinait encore vers le Torysme. La réaction qui avait suivi la dissolution du Parlement d'Oxford n'avait pas épuisé toute sa force.

Le roi ne tarda pas à mettre à l'épreuve le dévouement de ses sujets protestants. Avant de monter sur le trône, il entendait la messe dans un petit oratoire qui avait été arrangé pour sa femme, mais les portes restaient fermées. Devenu roi, il donna ordre qu'elles fussent tenues ouvertes, afin que tous ceux qui venaient lui faire leur cour pussent voir la cérémonie. Le moment de l'élévation de l'hostie était le signal d'une étrange confusion dans la salle d'attente: les Protestants se

1. Voyez les consultations du conseil d'État espagnol, 2-12 avril, 16-26 avril 1685, dans les Archives de Simancas.

2. Voyez: « Lettres de Louis XIV à Barillon, » 22 mai-1er juin 1685; et « Burnet, I, 623.

retiraient et les Catholiques tombaient à genoux. Bientôt aussi une nouvelle chaire s'éleva dans le palais, et pendant le Carême une série de sermons y furent prêchés par des prédicateurs catholiques, au grand scandale des zélés défenseurs de l'église d'Angleterre[1].

La semaine sainte qui survint fut l'occasion d'une innovation plus sérieuse encore : le roi voulut assister à la messe avec toute la pompe dont s'environnaient ses prédécesseurs quand ils allaient au temple anglican. Il fit part de son intention aux trois membres du cabinet confidentiel et exigea leur présence. Sunderland, qui n'avait de préférence pour aucune religion, y consentit sans difficulté; Godolphin, habitué déjà, comme chambellan de la reine, à lui offrir la main lorsqu'elle se rendait à son oratoire, n'éprouvait aucun scrupule à s'incliner officiellement dans le temple de Rimmon; mais Rochester se trouva fort embarrassé : son influence dans le pays était surtout basée sur l'opinion qu'avaient le clergé et le parti tory de son inaltérable attachement à l'église réformée; sa réputation d'orthodoxie rachetait des défauts qui autrement l'auraient rendu l'homme le plus impopulaire du royaume; car son arrogance était extrême, son caractère violent, et ses manières presque brutales[2]. Il craignit qu'en accédant aux vœux du roi il ne se fît tort dans l'estime de son parti. Après quelques pourparlers, il obtint la permission de passer les vacances de Pâques à la campagne. On enjoignit à tous les autres grands dignitaires de l'ordre civil de se trouver à leur poste pour le dimanche de Pâques. Les cérémonies de l'église de Rome furent donc encore une fois, après un intervalle de cent vingt-sept ans, célébrées à Westminster avec une pompe royale. Les gardes du corps formaient la haie; les chevaliers de la Jarretière portaient le collier de l'ordre; le duc de Somerset, le second parmi les nobles temporels du royaume, portait l'épée royale, et une longue suite de lords accompagnèrent le roi jusqu'à son siége. On remarqua cependant qu'Ormond et Halifax restèrent dans la salle d'attente. Peu d'années auparavant, ils avaient l'un et l'autre courageusement défendu la cause de Jacques contre ceux-là même qui maintenant défilaient devant eux. Ormond n'avait pris aucune part au massacre des Catholiques, et Halifax avait eu le courage de proclamer l'innocence de Stafford. En voyant ces mêmes

1. Voyez : « Clarke's Life of James the Second, » II, 5; — « Barillon, » 19 févr.-1er mars 1685; et « Evelyn's Diary, » 5 mars 1684-5.

2. « A ceux qui lui demandent des services,
« Il répond en jurant : Par la mort-Dieu!
« Et les rabroue comme s'ils venaient voler des cuillers. »

(LAMENTABLE LORY, *Ballade*, 1683.)

complaisants du pouvoir, qui naguère affectaient de frémir à l'idée d'un roi papiste, et qui avaient versé sans pitié le sang innocent d'un pair papiste, se coudoyer aujourd'hui pour se presser autour d'un autel papiste, le noble « Balanceur, » dans sa solitude, était peut-être excusable de se complaire orgueilleusement dans ce surnom impopulaire[1].

Moins d'une semaine après cette cérémonie, Jacques fit lui-même un sacrifice plus pénible de ses préjugés religieux que celui qu'il venait d'exiger de ses sujets protestants : il fut couronné le 23 avril, jour de la fête du saint patron de l'Angleterre. L'abbaye entière de Westminster était splendidement décorée, et la présence de la reine et des pairesses donna à cette solennité un charme qui avait manqué au magnifique couronnement du feu roi. Cependant ceux qui se rappelaient avoir assisté à cette inauguration, déclaraient qu'elle avait été plus brillante. Anciennement il était d'usage que le roi, avant son couronnement, se rendît à cheval, en grande pompe, de la Tour à Westminster, suivi de tous les hérauts d'armes, les juges, les conseillers, les lords et les grands dignitaires du royaume. De toutes ces cavalcades, la dernière et la plus brillante avait été celle qui traversa les rues de la capitale quand l'exaltation causée par la Restauration était encore dans toute sa force : Cornhill, Cheapside, la place de l'église Saint-Paul, Fleet-Street et le Strand étaient ornés d'arcs de triomphe et de nombreux amphithéâtres à gradins, d'où la ville entière put contempler la royauté dans tout son éclat. Jacques fit faire le devis de ce que coûterait une semblable procession, et apprenant qu'il faudrait y mettre à peu près la moitié de la somme qu'il se proposait de dépenser pour couvrir la reine de bijoux, il se décida à être prodigue quand il aurait dû être économe, et se montra avare lorsqu'il aurait été excusable d'être prodigue : plus de cent mille livres sterling furent dépensées pour le costume de la reine, et on supprima la procession. L'absurdité de cette conduite est évidente : si le faste est bon à quelque chose en politique, c'est surtout comme moyen de frapper l'imagination de la multitude ; rien n'est plus absurde que d'exclure le peuple d'une cérémonie qui est destinée surtout à faire impression sur lui. Jacques eût montré à la fois une magnificence et une parcimonie bien plus judicieuses, s'il eût traversé la capitale, de l'est à l'ouest, avec la pompe accoutumée, et qu'il eût commandé pour la reine un costume un peu moins chargé de perles et de diamants. Son

1. « Barillon, » 20-30 avril 1685.

exemple a été longtemps suivi par ses successeurs, et de fortes sommes d'argent qui, sagement employées, eussent procuré à une grande partie de la nation un plaisir infini, ont été gaspillées dans des représentations auxquelles étaient admis seulement trois ou quatre mille privilégiés. On est enfin revenu en partie aux vieux usages. Le jour du couronnement de la reine Victoria, il y eut une procession dans laquelle on put remarquer sans doute bien des imperfections, mais qui du moins captiva l'intérêt et fit le bonheur d'un demi-million de ses sujets, et excita, sans contredit, plus d'enthousiasme que la représentation bien plus dispendieuse qui eut lieu, pour un cercle choisi, dans l'intérieur de l'abbaye de Westminster.

Le roi Jacques avait donné des ordres à Sancroft pour qu'il abrégeât le service religieux. On donna pour raison que les jours étant courts, le temps manquerait; mais en examinant les retranchements qui furent faits, on pourra se convaincre que le but réel était de faire disparaître les portions du service qui devaient le plus révolter les sentiments religieux d'un zélé catholique romain. Le service de la communion ne fut pas lu; on n'offrit pas au roi, comme c'était la coutume, un exemplaire richement relié de la Bible anglaise, en l'exhortant à estimer au-dessus de tous les trésors de ce monde un livre que, dès son enfance, on lui avait appris à considérer comme rempli de fausses doctrines. Néanmoins, ce qu'on fut obligé de conserver du cérémonial usité suffisait bien pour soulever le scrupule d'un homme qui croyait fermement que l'église anglaise était hérétique et que dans son sein il n'y avait point de salut. Le roi fit son oblation à l'autel; il sembla joindre ses prières aux litanies, qui furent chantées par les évêques; il reçut des mains de ces faux prophètes l'onction, symbole de la consécration divine, et s'agenouilla avec toutes les marques possibles de respect, quand ils appelèrent sur lui les bénédictions de cet Esprit Saint dont ils étaient, selon lui, les ennemis les plus implacables. Telles sont les inconséquences de la nature humaine : cet homme qui, par un zèle fanatique pour sa religion, perdit le sceptre de trois royaumes, consentait à commettre un acte d'apostasie, plutôt que de renoncer au frivole plaisir de la symbolique et futile investiture du pouvoir royal [1].

Le sermon fut prêché par Francis Turner, évêque d'Ély. C'était un de ces écrivains qui affectaient encore le style suranné de l'arche-

1. D'après les dépêches d'Adda du 22 janv.-1er févr. 1686 et les expressions employées par le Père D'Orléans (Histoire des Révolutions d'Angleterre, liv. XI), il est clair que les catholiques fervents jugeaient impardonnable la conduite du roi.

vêque Williams et de l'évêque Andrews. Son discours, rempli de pensées prétentieuses qui auraient excité l'admiration soixante-dix ans auparavant, n'inspira que le dédain à une génération accoutumée à l'éloquence plus pure de Sprat, de South et de Tillotson. Il fit du roi Jacques un Salomon; Adonijah devint Monmouth; Joab fut un conspirateur du « Rye-House; » Shimei un Whig diffamateur, et Abiathar un vieux Cavalier honnête, mais égaré. Une phrase du livre des Chroniques fut censée dire que le roi était au-dessus du Parlement; une autre fut citée pour prouver que le roi seul devait avoir le commandement des milices. Vers la fin de son discours, l'orateur fit une allusion des plus timides à la position difficile de l'Église vis-à-vis du souverain; il rappela à ses auditeurs que Constance Chlore, bien qu'il ne fût pas chrétien, avait toujours honoré les chrétiens qui restaient fidèles à leur religion, et qu'il avait traité avec mépris ceux qui cherchaient à gagner sa faveur par l'apostasie. Le service religieux fut suivi d'un banquet d'apparat dans la salle de Westminster, ensuite vint un brillant feu d'artifice; le tout accompagné d'un déluge de poésies banales [1].

L'enthousiasme du parti tory se trouvait alors porté au comble. Depuis l'avénement du nouveau roi il pleuvait des adresses dans lesquelles on exprimait une vénération profonde pour sa personne et sa charge, ainsi qu'une haine acharnée contre le whiggisme abattu. Les magistrats de Middlesex rendirent de publiques actions de grâces à Dieu pour avoir confondu les perfides desseins de ces régicides et de ces Exclusionistes qui, non contents d'avoir mis à mort un bienheureux monarque, cherchaient encore à détruire la monarchie. La cité de Gloucester voua à l'exécration ces misérables, altérés de sang, qui avaient essayé de priver le roi de son légitime héritage. La bourgeoisie de Wigam assura Jacques qu'elle saurait le défendre contre tous les Achitophels conspirateurs et contre tous les Absalons rebelles. Le grand jury du Suffolk exprima le vœu que le Parlement proscrivît les Exclusionistes. Plusieurs corporations prirent l'engagement de ne jamais choisir pour leur représentant quiconque avait voté pour

1. Voyez : « London Gazette; » — « Gazette de France; » — « Clark's Life of James the Second, » II; — « History of the coronation of King James the Second and Queen Mary, » par Francis Sandford; — « Lancaster Herald, » fol. 1687; — « Evelyn's Diary, » 21 mai 1685; — « Despatch of the Dutch Ambassadors, » 10-20 avril 1685; — « Burnet, » I, 628; — « Eachard, » III, 734; et « A Sermon preached before their majesties King James the Second and Queen Mary at their coronation in Westminster Abbey, » 23 avril 1685, par Francis, évêque d'Ely et grand aumônier. J'ai vu aussi un compte-rendu italien publié à Modène, qui n'est remarquable que par l'adresse que met l'auteur à dissimuler que les prières et les psaumes furent chantés en anglais et que les évêques étaient hérétiques.

l'Exclusion. La capitale elle-même ne se montra pas moins obséquieuse : commerçants et avocats rivalisèrent de servilité. Les différentes cours de justice envoyèrent de ferventes professions de soumission et d'attachement. Toutes les grandes sociétés commerciales, la Compagnie des Indes Orientales, la Compagnie Africaine, la Compagnie Turque, celle de Moscovie, celle de la Baie de Hudson, la Société des négociants du Maryland, de la Jamaïque, et celle des négociants pacotilleurs, déclarèrent se conformer de bon cœur à l'édit du roi, qui ordonnait de continuer à payer les droits de douane. Bristol, la seconde ville du royaume, fit écho à la capitale. Mais rien ne surpassa l'enthousiasme royaliste des deux Universités : Oxford déclara qu'elle ne s'écarterait jamais de ces principes religieux, qui lui faisaient une loi d'obéir au roi sans restrictions ni limites; Cambridge condamna, dans des termes sévères, la violence et la perfidie de ces hommes turbulents qui s'étaient malicieusement efforcés de détourner la ligne de succession de son cours traditionnel[1].

Pendant longtemps, chaque numéro de la « Gazette de Londres » fut rempli de semblables adresses; mais le parti tory ne se contenta pas de ce moyen de montrer son zèle. Les convocations électorales avaient paru, et le pays était dans la fièvre d'une élection générale. Jamais élections ne s'étaient faites dans des circonstances si favorables à la cour. Des milliers d'électeurs que la peur occasionnée par le complot papiste, avait jetés dans le camp des Whigs, s'étaient rattachés au torysme par effroi du complot du « Rye-House. » Dans les provinces, le gouvernement était sûr d'une accablante majorité parmi les propriétaires ayant trois cents livres sterling de rente et au-dessus, et il pouvait compter, pour ainsi dire, sur l'unanimité des membres du clergé. Les bourgs, qui naguère étaient les remparts du whiggisme, avaient été dépouillés de leurs chartes par les tribunaux, ou s'en étaient démis volontairement; ils avaient été reconstitués de telle manière, qu'on était sûr d'obtenir des nominations favorables à la couronne; partout où l'on n'avait pu compter sur les habitants des villes, le droit électoral avait été conféré aux propriétaires fonciers du voisinage. Dans quelques-unes des petites corporations de l'ouest, le corps constituant était en grande partie composé de capitaines et de lieutenants dans les gardes; partout les membres des conseils électoraux favorisaient les intérêts de la cour. Le Lord-lieutenant et ses adjoints formaient dans chaque comté un comité actif, vigilant et

1. Voyez la « Gazette de Londres » pendant les mois de février, mars et avril 1685.

puissant, qui avait pour mission d'intimider ou de cajoler les électeurs. Du haut de milliers de chaires on avertissait la nation de ne pas voter pour les candidats whigs, sous peine d'avoir à en répondre devant Celui qui avait établi les pouvoirs existants, et qui mettait la rébellion sur la même ligne que la sorcellerie. Non-seulement le parti dominant se servait dans toute leur étendue de ces avantages, mais il en abusait effrontément, au point que les hommes graves et réfléchis qui avaient défendu la monarchie en péril et qui n'avaient jamais aimé ni les républicains ni les schismatiques, étaient frappés d'effroi, et prédisaient l'approche de mauvais jours[1].

Le Whigs néanmoins, tout en subissant la juste punition de leurs fautes, battus, découragés, désorganisés, ne cédèrent pas sans effort. Ils étaient encore nombreux parmi les artisans et les boutiquiers des villes, parmi les gros fermiers et les paysans. Dans quelques districts, dans ceux de Dorset et de Somerset par exemple, ils formaient la grande majorité de la population; au contraire ils étaient impuissants dans les bourgs où les chartes avaient été remodelées; mais partout où ils avaient la moindre chance de succès, ils se défendirent avec acharnement. Dans le comté de Bedford dont le vertueux et infortuné Russell avait été naguère le représentant, ils l'emportèrent dans les votes à main levée, mais ils furent battus dans le vote inscrit (*Poll*)[2]. Dans le comté d'Essex ils eurent treize cents votes contre dix-huit cents[3]. Dans le comté de Northampton, le menu peuple montra tant de violence dans son opposition au candidat de la cour, qu'on fut obligé, le jour de l'élection, d'établir sur la place du marché un corps de troupes dont les armes étaient chargées à balle[4]. Les actes qui caractérisèrent la lutte électorale dans le comté de Buckingham sont encore plus remarquables. Thomas Wharton, le candidat whig, fils aîné de Philip Lord Wharton, était un homme également distingué par son adresse et par son audace, et destiné à jouer un grand sinon un respectable rôle dans la politique de plusieurs règnes suc-

1. Il serait facile de remplir un volume de tout ce que les historiens whigs et les pamphlétaires ont écrit sur ce sujet. Je citerai seulement le témoignage d'un tory, partisan de l'église réformée : « Partout, dit Evelyn, les élections ont été dirigées avec une indécente partialité; que Dieu leur « donne une meilleure fin qu'il ne nous est possible de l'espérer! » 10 mai 1685. Il ajoute encore : « Le fait est qu'il est beaucoup de nouveaux représentants dont l'élection a été universellment « désapprouvée. »

2. Voyez les nouvelles à la main dans la bibliothèque de l'Institution royale. Citters mentionne aussi la force du parti whig dans le comté de Bedford.

3. « Bramston's Memoirs. »

4. Voyez : « Reflections on a Remonstrance and Protestation of all the good Protestants of this Kingdom, » 1689; et « Dialogue between Two Friends, » 1689.

cessifs. Il avait été un des membres de la chambre des Communes qui portèrent le Bill d'Exclusion à la barre de la chambre des Lords; la cour avait donc intérêt à combattre son élection par toute espèce de moyens. Le Lord Chief-Justice Jeffreys se rendit en personne dans le comté de Buckingham pour soutenir l'antagoniste de Wharton, un Tory des plus prononcés, nommé Hacket. On eut recours pour cela à un stratagème qui, croyait-on, ne pouvait manquer de réussir. On répandit le bruit que le vote aurait lieu à Aylesbury. Wharton, qui n'avait pas de rival en tout ce qui tenait à l'art électoral, fit ses préparatifs en conséquence; mais tout à coup le sheriff annonça que le vote aurait lieu à Newport Pagnell. Wharton et ses amis s'empressèrent de s'y rendre, mais ils trouvèrent que Hacket, qui était dans le secret, avait déjà retenu toutes les auberges et tous les logements. Les électeurs whigs furent donc obligés d'attacher leurs chevaux le long des haies et de passer la nuit à la belle étoile dans les prés qui environnaient la petite ville. Ce fut même avec la plus grande difficulté que, pris ainsi au dépourvu, on put procurer des rafraichissements à une si grande quantité d'hommes et de chevaux, quoique Wharton, qui ne regardait pas à l'argent quand son ambition et son esprit de parti étaient en jeu, dépensât quinze cents livres sterling en un jour, somme immense pour cette époque. Du reste, cette injustice semble avoir ranimé le courage des vaillants *yeomen* du comté de Buckingham, fils des électeurs de John Hampden : non-seulement Wharton fut en tête de la liste, mais il put même céder quelques-uns de ses votes à un membre de l'opinion modérée, et par cette manœuvre exclure le candidat du Chief-Justice[1].

La lutte dura six jours dans le comté de Chester. Les Whigs eurent à peu près dix-sept cents voix et les Tories deux mille. Le bas peuple, passionné pour les Whigs, poussa le cri : A bas les Évêques! insulta le clergé dans les rues, assomma un gentilhomme tory, cassa les vitres et battit les constables. Il fallut réunir la milice pour réprimer l'émeute et protéger les vainqueurs dans leurs réjouissances. Le vote terminé, une salve de cinq coups de canon tirée du château annonça le triomphe du trône et de l'autel aux populations des campagnes environnantes; les cloches sonnèrent à toute volée, et les nouveaux élus furent conduits en grande pompe, au son de la musique, suivis d'un grand nombre de chevaliers et de riches propriétaires, jusqu'à la croix de la cité. Pendant cette procession on chantait : « Joie au

1. « Memoirs of the Life of Thomas Marquess of Wharton, » 1715.

« grand César! (*Joy to great Cæsar!*) » cantate royaliste récemment composée par Durfey et qui, bien qu'aussi médiocre que le reste de ses ouvrages, n'en était pas moins alors aussi populaire que le devint quelques années plus tard le « *Lillibullero* »[1]. La milice se mit en ordre autour de la croix, un feu de joie fut allumé, le Bill d'Exclusion fut livré aux flammes, et l'on but avec acclamation à la santé du roi Jacques. Le jour suivant étant un dimanche, dès le matin la milice borda les rues qui conduisaient à la cathédrale, les deux représentants du comté allèrent en grande pompe, suivis de tous les magistrats de la cité, prendre place dans le chœur, où le doyen prêcha un sermon, probablement sur l'obéissance passive, et un grand festin chez le maire de la ville termina les réjouissances[2].

Dans le Northumberland le triomphe de sir John Fenwick, courtisan dont le nom devait plus tard acquérir une triste célébrité, fut accompagné de circonstances qui firent du bruit à Londres, et que les dépêches des ministres étrangers ne dédaignèrent pas de mentionner. Newcastle s'illumina de feux de joie, les cloches firent entendre de joyeux carillons, et le Bill d'Exclusion, avec un coffret noir semblable à celui qui, selon la fable populaire, avait contenu le certificat de mariage entre Charles II et Lucy Walters, fut publiquement jeté aux flammes avec de bruyantes acclamations[3].

Le résultat général des élections dépassa les espérances les plus exagérées de la cour. Le roi vit avec joie qu'il ne serait pas obligé de dépenser un sou pour acheter les votes; il disait qu'à l'exception d'une quarantaine de membres, la chambre des Communes était juste ce qu'il l'aurait faite lui-même[4]. En outre, il ne tenait qu'à lui, selon les lois du temps, de conserver cette Chambre jusqu'à la fin de son règne.

Assuré désormais du soutien parlementaire, Jacques pouvait se donner le luxe de la vengeance. Il n'était pas naturellement oublieux des injures, et les indignes attaques et insultes qu'il avait eu à subir avant son avénement étaient bien faites pour exciter des ressentiments violents et durables, même chez un prince d'un naturel clément. Une certaine catégorie d'hommes surtout avaient attaqué son honneur et sa vie avec une bassesse et une cruauté inouïes; c'étaient les témoins dans l'affaire du complot papiste. On pouvait lui pardonner de les haïr, car même de nos jours, la simple mention de leurs noms

1. « The Guardian, » nº 67; charmant échantillon de la manière d'Addison. Aucun autre écrivain n'a su comme lui tempérer la bienveillance par une legère nuance de mépris.
2. « The Observator, » 4 avril 1685.
3. Voyez la dépêche des ambassadeurs hollandais, 10-20 avril 1685.
4. « Burnet, » I, 626.

soulève le dégoût et l'horreur chez toutes les sectes et chez tous les partis.

Quelques-uns de ces misérables étaient déjà à l'abri des poursuites de la justice humaine. Bedloe était mort dans la perversité, sans donner signe de honte ou de remords [1]; Dugdale avait succombé dans un accès de folie occasionnée par les terreurs d'une mauvaise conscience, en suppliant à grands cris, disait-on, ceux qui entouraient son lit d'éloigner lord Stafford [2]; Carstairs aussi n'était plus : il finit dans les horreurs du désespoir, disant à ceux qui l'assistaient de le jeter comme un chien dans un fossé, car il était indigne de reposer en terre sainte comme un chrétien [3]; mais Oates et Dangerfield restaient encore au pouvoir du prince implacable qu'ils avaient offensé. Peu de temps avant son avénement, Jacques avait intenté une action civile contre Oates, pour paroles diffamatoires, et le jury l'avait condamné à payer cent mille livres sterling de dommages et intérêts [4]. Par suite de ce jugement, le condamné était en prison pour dettes, sans espoir d'en jamais sortir. Deux autres actes d'accusation pour faux témoignages avaient été admis par le grand jury de Middlesex, quelques semaines seulement avant la mort de Charles II, et le procès commença peu de jours après les élections.

Oates comptait à peine alors un partisan dans les classes moyennes et élevées. Tout Whig intelligent était enfin convaincu que, si les dépositions de cet homme avaient eu le moindre fondement, du moins était-il positif que, sur cette base, il avait élevé un vaste échafaudage de mensonge. Toutefois, un grand nombre de fanatiques de bas étage le regardaient encore comme un bienfaiteur public, et, n'ignorant pas que, s'il était condamné, la sentence serait des plus sévères, ils faisaient des efforts incessants pour le faire évader. Les autorités de la prison du « Banc-du-Roi, » quoiqu'il n'y fût enfermé que pour dettes, le mirent donc aux fers, et, malgré cette précaution, il faillit leur échapper. Le dogue qui gardait sa porte fut empoisonné, et la nuit même qui précéda le procès, une échelle de corde fut trouvée dans sa prison.

Le jour où on l'amena à la barre, la salle de Westminster était encombrée de curieux, parmi lesquels se trouvaient un grand nombre de catholiques romains empressés de contempler la misère et l'humilia-

1. Voyez : « A faithful account of the Sickness, Death and Burial of captain Bedlow, » 1680; et « Narration of Lord Chief-Justice North. »

2. « Smith's Intrigues of the Popish Plot, » 1685.

3. « Burnet, » I, 439. »

4. On trouvera toute la procédure dans la collection des « State Trials. »

tion de leur persécuteur[1]. Quiconque avait fréquenté les cours de justice, depuis quelques années, connaissait son gros cou, ses jambes inégales comme celles d'un blaireau, son front bas comme celui d'un babouin, ses joues rouges, et son menton monstrueusement allongé. Jadis, il avait été l'idole de la nation; on se découvrait sur son passage, la vie et la fortune des plus puissants du royaume avaient été à sa merci; mais les temps étaient changés, et beaucoup de ceux qui naguère l'avaient regardé comme le libérateur de son pays, frémissaient d'horreur à la vue de ces traits hideux où la scélératesse semblait avoir été marquée par la main de Dieu[2].

On prouva jusqu'à l'évidence que, par ses faux témoignages, ce misérable avait fait condamner à mort plusieurs personnes innocentes. Ce fut en vain qu'il appela comme témoins à décharge les hommes les plus éminents des deux Chambres qui jadis l'avaient loué et récompensé. Quelques-uns de ceux qu'il avait fait citer ne parurent pas; aucun ne prononça une parole qui pût lui être favorable, et l'un d'eux, le comte de Huntingdon, lui reprocha avec amertume d'avoir trompé le Parlement et d'avoir fait répandre le sang innocent. Les juges malmenèrent le prisonnier et l'insultèrent avec une intempérance de langage peu convenable chez des magistrats, même quand il s'agit des crimes les plus atroces. Oates ne donna pourtant aucun signe de crainte ou de honte, et reçut avec l'insolence du désespoir l'avalanche d'invectives que lui jetèrent à la face les avocats, les juges et les témoins. Il fut déclaré coupable sur les deux chefs d'accusation. Bien que son offense, au point de vue moral, fût un meurtre de la pire espèce, aux yeux de la loi ce n'était qu'un délit; mais le tribunal voulut que le châtiment fût plus sévère que celui qu'on infligeait aux félons et aux traîtres. Ce n'était pas assez de le faire mourir, il fallait qu'il mourût dans d'horribles tourments. Il fut condamné à être dépouillé de sa robe cléricale; à être attaché au pilori dans la cour du Palais; à être promené autour de Westminster ayant sur la tête une inscription indiquant son infamie; à être attaché de nouveau au pilori devant le « Royal-Exchange; » à être fouetté depuis « Aldgate » jusqu'à « Newgate, » et, après un intervalle de deux jours, à être encore fouetté depuis « Newgate jusqu'à « Tyburn; » enfin, si, contre toute probabilité, il survivait à cet horrible traitement, il devait demeurer prison-

1. « Evelyn's Diary, » 7 mai 1685. »
2. Il existe beaucoup de portraits d'Oates; les descriptions les plus complètes de toute sa personne se trouvent dans « North's Examen, » 225; dans « Dryden's Absalom and Achitophel; » et dans un *in-plano* intitulé : « A Hue and Cry after T. O. »

nier pour le reste de sa vie, et, cinq fois par an, il devait être retiré de son cachot pour être exposé au pilori dans différents quartiers de la capitale[1].

Cette sentence rigoureuse fut rigoureusement exécutée. Le jour où il parut au pilori dans la cour du Palais, Oates fut impitoyablement lapidé, et peu s'en fallut qu'on ne le mît en pièces[2]. Mais, quand il fut conduit dans la Cité, ses partisans se réunirent en grand nombre, se soulevèrent et jetèrent à bas le pilori[3]. Ils ne purent cependant pas délivrer leur protégé. On supposait aussi que le coupable essaierait d'échapper à l'horrible sort qui l'attendait en avalant du poison; tout ce qu'il buvait et mangeait était donc soigneusement examiné. Le lendemain matin il fut amené pour subir sa première flagellation. Une multitude innombrable remplissait déjà toutes les rues, depuis « Aldgate » jusqu'à « Old Bailey. » Le bourreau se servit de son fouet avec une telle sévérité qu'on ne saurait douter qu'il n'eût reçu des instructions spéciales, et le sang ne tarda pas à ruisseler. Pendant quelque temps le criminel montra une étrange intrépidité, mais enfin son courage opiniâtre s'affaiblit; il poussa des cris effroyables et s'évanouit plusieurs fois; le bourreau n'en continua pas moins son office, et, quand on détacha le patient, il parut manifeste qu'il avait supporté tout ce qu'une créature humaine peut supporter sans que mort s'ensuive. On fit des démarches auprès du roi pour qu'il fît remise de la seconde flagellation; sa réponse fut courte et nette : « S'il a encore un souffle « de vie, il ira jusqu'au bout. » On essaya d'obtenir l'intercession de la reine, mais elle refusa avec indignation de dire une parole en faveur d'un tel scélérat. Après un intervalle de quarante-huit heures seulement, Oates fut extrait de son cachot; mais, comme il ne pouvait se tenir debout, on fut obligé de le mener à Tyburn sur un traîneau. Il paraissait insensible; mais les Tories prétendaient qu'il s'était stupéfié en buvant des liqueurs enivrantes. Au dire d'une personne qui les compta, il reçut dix-sept cents coups de fouet. Enfin, le misérable n'en mourut pas, mais il s'en fallut de si peu, que ses stupides admirateurs crurent sa guérison miraculeuse et s'en firent un argument en faveur de son innocence. Les portes de la prison se refermèrent sur lui, et, pendant plusieurs mois, il resta enchaîné dans le trou le plus obscur de Newgate. On racontait qu'il s'y laissa aller à un profond désespoir, restant assis des jours entiers, les bras croisés, son cha-

1. On trouvera la procédure complète dans la collection des « State Trials. »
2. Gazette de France, 29 mai-9 juin 1685.
3. « Despatch of the Dutch Ambassadors, » 19-29 mai 1685.

peau enfoncé sur les yeux, et poussant de profonds gémissements. Ce n'était pas en Angleterre seulement que ces faits excitaient un puissant intérêt : des millions de Catholiques, qui ne savaient rien de nos institutions, ni de l'esprit de nos différents partis, avaient cependant entendu dire qu'une persécution d'une singulière cruauté avait sévi contre les adhérents de la vraie foi ; que plusieurs fidèles avaient souffert le martyre, et que Titus Oates avait été le principal meurtrier. Ce fut donc avec une grande joie qu'on apprit dans les contrées lointaines que la justice divine l'avait atteint. Toute l'Europe fut inondée de gravures qui le représentaient au pilori ou se tordant derrière la charrette du bourreau, et il circula des épigrammes en plusieurs langues où l'on se moquait du titre de docteur, qu'il prétendait avoir reçu de l'Université de Salamanque, et dans lesquelles on disait, entre autres choses, qu'il était tout naturel qu'on fît rougir son dos, puisque son front ne pouvait rougir [1].

Quelque horrible qu'il fût, le supplice de Titus Oates n'égalait pas ses crimes. Une vieille loi anglaise, tombée en désuétude, assimilait aux meurtriers ceux qui, par leurs faux témoignages, avaient été cause d'une injuste condamnation à mort [2] ; et ce n'était que justice, car un témoin de cette espèce est en réalité le pire des meurtriers. Au crime de verser le sang innocent, il ajoute la criminelle violation des engagements les plus solennels que les hommes puissent contracter entre eux, il change en objets de méfiance générale et en instruments d'injustices monstrueuses des institutions faites pour inspirer la confiance et le respect publics. Le mal que produit un meurtre ordinaire ne peut se comparer à celui qui résulte d'un meurtre dont les tribunaux se font les agents. L'extinction de la vie n'est pas ce qu'il y a de plus horrible dans une exécution : la longue agonie morale du patient, la honte et la douleur de tout ce qui le

1. Voyez : « Evelyn's Diary, » 22 mai 1685 ; — « Eachard, » III, 741 ; — « Burnet, » I, 637 ; — « Observator, » 27 mai 1785 ; — « Oates's Εἰκών, » 89 ; et « Tom Brown's Advice to Doctor Oates. » Quelques circonstances intéressantes sont aussi mentionnées dans un *in-plano* imprimé pour A. Brooks, Charing Cross, 1685. J'ai aussi vu des pamphlets français et italiens de cette époque qui contiennent l'historique du procès et de l'exécution. A Milan, on publia une gravure de Titus Oates au pilori avec cette curieuse inscription : « Questo è il naturale ritratto di Tito Otez, ovvero Oatz, Inglese, « posto in Berlina, uno de' principali professori della religione Protestante, acerrimo persecutore de' « cattolici, e gran spergiuro. » J'ai encore vu une gravure hollandaise representant son supplice avec quelques vers latins dont voici un échantillon :

« At Doctor fictus non fictos pertulit ictus,
« A tortore datos haud molli in corpore gratos,
« Disceret ut vere scelera ob commissa rubere. »

On peut aussi reconnaître l'anagramme de son nom, « Testis Ovat, » sur plusieurs gravures étrangères.

2. « Blackstone's Commentaries, » chapitre de l'Homicide.

touche, l'opprobre qui survit à la troisième et à la quatrième génération, tout cela est plus horrible que la mort elle-même. Presque toujours le père d'une nombreuse famille n'aimera-t-il pas mieux perdre tous ses enfants soit par accident, soit par maladie, que d'en voir un seul passer par les mains du bourreau? Le meurtre résultant d'un faux témoignage est donc le pire des meurtres, et Titus Oates en avait commis plus d'un. Malgré tout, le supplice qui lui fut infligé ne peut être justifié. Les juges semblent avoir dépassé les limites de leur pouvoir en condamnant le coupable à être dépouillé de sa robe ecclésiastique et à la prison perpétuelle. Ils avaient, sans contredit, le droit d'infliger la peine du fouet, et même le texte de la loi ne limitait pas le nombre des coups; mais l'esprit de cette loi ne voulait certainement pas qu'un délit fût puni plus sévèrement que le crime le plus atroce. Le plus grand criminel ne pouvait être condamné qu'à être pendu, et les juges de Titus Oates le condamnèrent, du moins ils le croyaient, à mourir sous le fouet. L'imperfection de la loi ne peut être une excuse suffisante; car les lois défectueuses doivent être amendées par la législature, au lieu d'être arbitrairement interpretées par les tribunaux, surtout quand cette interprétation peut avoir pour conséquence d'infliger la torture ou la mort. La scélératesse de Titus Oates n'est point non plus une excuse suffisante; car ce sont presque toujours de grands criminels dont on fait les premières victimes d'injustes rigueurs qui servent ensuite de précédents pour opprimer l'innocence. Il en fut ainsi en cette occasion. Bientôt on trouva tout naturel de punir par d'impitoyables flagellations les délits politiques les moins graves. Pour quelques mots imprudents prononcés contre le gouvernement, on condamnait des hommes à des douleurs si horribles, qu'ils n'hésitaient pas à demander comme une grâce qu'on leur fît plutôt leur procès au criminel et qu'on les envoyât au gibet. Heureusement la Révolution vint promptement mettre un terme aux progrès de ce monstrueux abus par l'article du « Bill des Droits » (*Bill of Rights*), qui prohibe tout supplice cruel et inusité.

La scélératesse de Dangerfield n'avait pas, comme celle de Titus Oates, fait un grand nombre de victimes, car il ne s'était lancé dans la carrière de témoin qu'après que le complot se fut pour ainsi dire évanoui, et que le jury fut devenu incrédule[1]. On lui

1. Selon Roger North, les juges déciderent que Dangerfield ayant été préalablement convaincu de parjure, il ne pouvait être entendu comme témoin dans l'affaire du complot. Mais ceci n'est qu'un des nombreux exemples de l'inexactitude de Roger. Il paraît prouvé par le rapport du procès de Lord Castlemaine, en juin 1680, qu'après une longue discussion des avocats et plusieurs consultations de tous les juges des différentes cours de Westminster, Dangerfield fut admis à prêter serment et à raconter sa fable, à laquelle fort sagement le jury n'ajouta pas foi.

fit son procès, non pour faux témoignage, mais simplement pour libelle. Lors de l'agitation causée par le Bill d'Exclusion, il avait publié une brochure contenant quelques fausses et odieuses imputations à l'égard du feu roi et de son frère. C'est pour cette publication, qu'après cinq ans d'intervalle, il fut arrêté, conduit devant le Conseil Privé, livré à la justice, convaincu, et condamné à être fouetté depuis « Aldgate » jusqu'à « Newgate, » et de « Newgate » jusqu'à « Tyburn. » Tant que dura le procès, ce misérable se conduisit avec une grande audace; mais sitôt qu'il connut son sort, il se livra à toutes les angoisses du désespoir, se regarda comme perdu, et choisit même le texte biblique pour le sermon de ses funérailles. Ses pressentiments ne le trompèrent pas. Il ne fut pas, à la vérité, flagellé aussi sévèrement que l'avait été Oates, mais il n'avait pas non plus la force de corps et d'esprit de celui-ci. Après l'exécution, Dangerfield fut mis dans un fiacre et ramené à sa prison. Comme il tournait le coin de « Hatton Garden, » un tory de « Gray's Inn, » nommé Francis, arrêta la voiture et lui dit avec une ironie brutale : « Eh bien ! l'ami, avez-vous eu quelque chose pour vous réchauffer ce matin? » Le prisonnier, tout saignant encore, poussé à bout par cette insulte, lui répondit par une malédiction; alors Francis le frappa au visage avec sa canne et lui creva l'œil. Dangerfield fut transporté mourant dans la prison. La lâcheté de cet outrage souleva l'indignation des assistants, ils saisirent Francis, et l'on eut quelque peine à empêcher qu'il ne fût mis en pièces. L'aspect du corps de Dangerfield, qui avait été effroyablement lacéré par le fouet, devait faire naturellement supposer que sa mort était en grande partie, sinon complétement, la conséquence de son châtiment; mais le gouvernement et le Chief-Justice trouvèrent plus commode d'en rejeter toute la responsabilité sur Francis, qui, coupable tout au plus d'un homicide involontaire, fut mis en jugement et exécuté comme coupable de meurtre. Le discours qu'il fit avant de mourir est un des morceaux les plus curieux de cette époque. Il conserva jusqu'à la fin l'ardeur féroce qui l'avait conduit à la potence. Aux dernières paroles par lesquelles il recommanda son âme à la miséricorde divine, il mêla d'emphatiques professions de royalisme et des paroles injurieuses pour les Whigs. Le bruit courait que sa femme avait eu un tendre sentiment pour Dangerfield, qui était fort beau et fameux par ses galanteries, et la jalousie, disait-on, avait dirigé le coup fatal. Francis mourant mit une insistance pathétique et ridicule à la fois à disculper sa femme. « Elle était, dit-il, une femme vertueuse; elle était de souche royaliste, et si elle avait eu envie de violer la foi con-

jugale, elle aurait certainement choisi pour amant un tory et un bon Protestant[1].

A peu près à la même époque, un autre accusé qui ne ressemblait guère à Oates et à Dangerfield, fut amené à la barre de la cour du « Banc-du-Roi : » c'était Richard Baxter. Il appartenait à la portion la plus modérée du parti puritain, et aucun chef de parti marquant n'a traversé avec plus d'innocence que lui des années de guerre civile et de dissensions religieuses. C'était encore un jeune homme à l'époque où éclata la guerre civile, et croyant que le droit était du côté des Chambres, il ne se fit aucun scrupule de remplir les fonctions de chapelain d'un des régiments de l'armée parlementaire. Mais son esprit lucide et quelque peu sceptique, joint à un profond sentiment de justice, le préserva de tout excès. Ses efforts tendirent toujours à réprimer la violence fanatique du soldat, et les mesures rigoureuses de la Haute-Cour de Justice n'eurent jamais son approbation. Pendant la République, il avait eu le courage d'exprimer en plusieurs occasions, et même une fois en présence de Cromwell, son amour et son respect pour les anciennes institutions du pays. Tant que dura l'exil de la famille royale, Baxter s'était surtout dévoué aux soins qu'exigeaient ses paroissiens de Kidderminster. Il avait vu avec plaisir la Restauration, et désirait ardemment une réconciliation entre les Presbytériens et les partisans de l'Épiscopat. Avec une tolérance rare de son temps, il avait toujours considéré comme secondaires toutes les questions d'organisation ecclésiastique, comparées aux grands principes du christianisme, et jamais il n'avait fait écho aux clameurs soulevées contre les évêques, même à l'époque où ceux-ci étaient le plus odieux au pouvoir dominant. Toutes les tentatives de réconciliation ayant échoué, Baxter suivit le sort de ses amis proscrits, refusa l'évêché d'Hereford, abandonna sa cure de Kidderminster et se livra presque exclusivement à l'étude. Ses écrits théologiques, bien que trop modérés pour plaire aux fanatiques d'aucun parti, avaient cependant une grande réputation. Les Anglicans zélés l'appelaient Tête-ronde, et les non-conformistes l'accusaient d'érastianisme et d'arminianisme ; mais

1. Il n'existe pas de compte-rendu officiel du procès de Dangerfield, mais j'en ai vu un abrégé dans un *in-plano* du temps. On trouvera aussi dans la collection des « State Trials » un extrait des dépositions contre Francis, ainsi que ses dernières paroles. Voyez encore : « Eachard, » III, 741. Le récit de Burnet contient plus d'erreurs que de lignes. On peut consulter aussi : « North's Examen, » 256 ; l'esquisse de la vie de Dangerfield dans : « The Bloody Assizes ; » — « The Observator, » du 29 juillet 1685 ; et un poëme intitulé : « Dangerfield's Ghost to Jeffreys. » Dans un livre très-rare intitulé : « Succinct Genealogies, » par Robert Halstead, lord Peterborough dit que Dangerfield, avec lequel il avait eu des relations, était « un jeune homme d'un extérieur decent, de manières graves, et dont « la conversation indiquait une intelligence peu commune. »

la candeur de son cœur, la pureté de sa vie, la vigueur de son esprit, l'étendue de ses connaissances, étaient reconnues par les hommes les plus modérés et les plus sages de tous les partis. Ses opinions politiques mêmes étaient modérées, en dépit des oppressions que lui et ses amis avaient eu à souffrir, car il était attaché à ce parti peu nombreux que Whigs et Tories détestaient également. Il ne pouvait, disait-il, anathématiser les « Balanceurs, » quand il se rappelait Celui qui avait béni les pacificateurs [1].

Dans un commentaire sur le Nouveau Testament, il s'était plaint avec quelque amertume des persécutions auxquelles étaient en proie les dissidents. Oser murmurer de ce que des hommes, dont le seul crime était de pas reconnaître la liturgie adoptée, fussent chassés de chez eux, dépouillés de leurs propriétés, jetés en prison, c'était, disait-on alors, attaquer l'État et l'Église. Roger Lestrange, le champion du gouvernement et l'oracle du clergé, poussa d'abord le cri de guerre dans « l'Observateur. » Une instruction fut commencée; Baxter demanda qu'on lui accordât quelque temps pour sa défense, et ce fut le jour même où Titus Oates fut attaché au pilori dans la cour du Palais, que l'illustre chef des Puritains, accablé par l'âge et les infirmités, vint présenter sa requête à Westminster. Jeffreys entra aussitôt en fureur : « Pas une minute pour sauver sa vie, s'écria-t-il; je « me charge des saints comme des pécheurs. Oates est là au pilori; si « Baxter lui faisait pendant, les deux plus grands coquins du royaume « feraient la paire. »

Quand on fit son procès à Guildhall, la cour fut remplie de ses amis et de ses adhérents. A ses côtés était le docteur William Bates, le plus éminent des théologiens non-conformistes; deux avocats whigs de grande réputation, Pollexfen et Wallop, étaient chargés de sa défense. Pollexfen avait à peine commencé son discours au jury que Jeffreys l'interrompit en disant : « Je vous connais, Pollexfen, et je « ne vous oublierai pas; vous êtes le patron de la faction. Baxter est « un vieux coquin, un misérable schismatique, un vil hypocrite; il « déteste la liturgie, il ne voudrait que ses éternelles jérémiades impro- « visées. » Et en même temps Sa Seigneurie leva les yeux au ciel, joignit les mains, et commença à psalmodier d'une voix nasale : « Seigneur! « nous sommes ton peuple, ton peuple spécial, ton peuple chéri; » imitant ainsi à ce qu'il croyait la manière de prier de Baxter. Pollexfen rappela timidement à la cour que feu Sa Majesté avait jugé Baxter

1. Voyez la préface de Baxter au livre de Sir Matthew Hale : « Judgment of the Nature of True Religion, » 1684.

digne d'un évêché. « Pourquoi donc cette vieille ganache ne l'a-t-elle « pas accepté ? » répliqua Jeffreys, et il se mit dans une fureur qui tenait de la folie, traitant l'accusé de chien et jurant que ce ne serait que justice de fouetter un tel scélérat dans les rues de la Cité.

Wallop intervint, mais sans plus de succès que son ancien : « Mon- « sieur Wallop, dit le juge, vous êtes toujours dans ces sales affaires; « des gens de robe devraient être honteux de prêter leur ministère à « de telles canailles de factieux. » Le défenseur tenta de nouveau, mais en vain, de se faire entendre. « Si vous ne savez pas votre « devoir, dit Jeffreys, je vous l'apprendrai. »

Wallop s'assit et Baxter essaya de dire quelques mots; mais Jeffreys couvrit sa voix par un déluge de grossièretés et d'invectives entremêlées de citations « d'Hudibras. » « Mylord, dit le vieillard, les dissi- « dents m'ont souvent blâmé d'avoir parlé avec trop de respect des évê- « ques. — Ah ! ah ! Baxter, défenseur des évêques, s'écria le juge, voilà « une plaisante prétention ! Je sais ce que vous entendez par évêques, « un tas de brigands comme vous, des évêques de Kidderminster, des « Presbytériens pleurnicheurs et factieux ! » Baxter voulut encore parler, mais Jeffreys se mit à hurler : « Richard ! Richard ! penses-tu « que je te laisserai ainsi empoisonner la cour? Richard ! tu n'es qu'un « vieux misérable ! Tu as écrit assez de livres pour charger une char- « rette, et chacun de tes livres est aussi plein de sédition qu'un œuf « est plein de nourriture. S'il plaît à Dieu, j'aurai soin de toi. Je vois « bon nombre de tes frères qui attendent pour connaître le sort qui « est réservé à leur digne maître, et là, à côté de toi, dit-il en fixant « son sauvage regard sur Bates, il y a un des docteurs du parti ; mais « par la grâce du Tout-Puissant, je vous écraserai tous! »

Baxter se tut; mais un des jeunes avocats attachés à la défense fit un dernier effort et entreprit de prouver que les paroles incriminées ne renfermaient pas le sens que la dénonciation leur attribuait; dans ce but il voulut lire en entier le passage. A l'instant une voix de tonnerre le pétrifia, en criant : « Vous ne changerez point la cour en un conci- « liabule de schismatiques, j'espère ! » Les amis de Baxter ayant fait entendre quelques gémissements, le juge les traita de « veaux pleurnicheurs ! »

Il y avait là des témoins à décharge, parmi lesquels on pouvait compter plusieurs ecclésiastiques de l'église anglicane. Mais le Chief-Justice ne voulut rien entendre. « Votre Seigneurie pense-t-elle, dit « Baxter, qu'un jury puisse jamais condamner un homme après une sem- « blable procédure ? — Je vous en réponds, monsieur Baxter, répliqua

« Jeffreys; n'ayez aucune inquiétude là-dessus. » Et Jeffreys avait raison : les sheriffs étaient des instruments du gouvernement, et ils avaient choisi leurs jurés parmi les plus violents fanatiques du parti tory; les jurés conférèrent donc un moment, et revinrent avec un verdict de culpabilité. « Mylord, dit Baxter en quittant la cour, il y avait « autrefois un Chief-Justice qui m'aurait traité bien différemment. » Il faisait allusion à son vertueux et savant ami Sir Matthew Hale. « Il n'y « a pas un honnête homme dans toute l'Angleterre, répondit Jeffreys, « qui ne te regarde comme un coquin [1]. »

Néanmoins la sentence fut assez douce pour l'époque. On ne sait pas au juste ce qui se passa dans la conférence des juges; mais on crut parmi les non-conformistes, et c'est en effet très-probable, que Jeffreys fut dominé par ses trois collègues. Il proposa, dit-on, que Baxter fût fouetté et promené derrière la charrette du bourreau par les rues de Londres; mais la majorité pensa qu'un théologien éminent, auquel vingt-cinq ans auparavant on avait offert un évêché, et qui était dans sa soixante-dixième année, serait suffisamment puni de quelques paroles un peu vives, par l'emprisonnement et l'amende [2].

Le traitement qu'éprouvait Baxter de la part d'un juge, membre du cabinet et favori du roi, ne pouvait laisser aucun doute sur les sentiments du gouvernement à l'égard des non-conformistes. Du reste, ces sentiments s'étaient déjà trahis par des signes plus évidents et plus terribles encore. Le Parlement d'Écosse s'était réuni : Jacques en avait, à dessein, hâté la réunion, tout en ajournant la session des Chambres anglaises, dans l'espoir que l'exemple donné à Édimbourg produirait un bon effet à Westminster; car le Parlement écossais était aussi obséquieux que ces États provinciaux de Bretagne et de Bourgogne auxquels Louis XIV laissait encore le simulacre de leurs anciens privilèges. En Écosse, il n'y avait que les membres de l'église épiscopale qui pussent faire partie du Parlement, ou qui eussent même le droit de vote; or, tout Écossais épiscopal était tory. On n'avait donc pas à craindre une grande opposition aux volontés royales, dans une assemblée ainsi composée, et qui n'avait pas même le droit de voter une loi sans qu'au préalable elle eût été approuvée par un Comité tout dévoué à la cour.

Tout ce que le gouvernement demanda lui fut donc accordé sans

1. Voyez : « The Observator, » du 25 fév. 1685; — l'instruction qui fait partie de la collection des « State Trials; » — le compte-rendu de ce qui se passa à la cour, par Calamy, dans sa Vie de Baxter, chap. XIV; et des extraits très-curieux des manuscrits de Baxter dans sa Vie publiée par Orme en 1830.

2. Voyez les manuscrits de Baxter cités par Orme.

peine. Financièrement, la libéralité des États d'Écosse fut, il est vrai, sans importance, mais ils donnèrent ce que leurs faibles moyens leur permettaient; ils accordèrent à perpétuité à la couronne les droits de douanes dont jouissait le feu roi, et qui, de son temps, avaient été estimés à quarante mille livres sterling par an; ils y joignirent aussi un revenu annuel de deux cent seize mille livres écossaises, équivalant à peu près à dix-huit mille livres sterling. L'ensemble de leurs efforts financiers ne s'éleva donc qu'à soixante mille livres sterling par an; un peu plus que la recette de l'Échiquier anglais pendant une quinzaine de jours[1].

Mais si le Parlement écossais avait peu d'argent à donner, il y suppléa largement par d'obséquieuses protestations et de barbares statuts. Le roi, dans une lettre qui fut lue à l'ouverture de la session, avait demandé, dans un langage véhément, qu'on passât de nouvelles lois pénales contre les Presbytériens réfractaires, regrettant, ajoutait-il, que ses occupations trop nombreuses ne lui permissent pas de les présenter lui-même. Ses ordres furent exécutés. Un statut formulé par les ministres passa sans difficulté, statut qui se distingue par son atrocité, même parmi tous ceux que produisirent ces mauvais jours dans ce malheureux pays. Il déclarait, en des termes brefs mais énergiques, que quiconque prêcherait dans un conventicule, soit dans l'intérieur d'une maison, soit à ciel ouvert, ou assisterait même à ces réunions comme simple auditeur, serait puni de mort, et que ses propriétés seraient confisquées[2].

Un semblable statut, voté à l'instigation du roi par une Assemblée qui lui était toute dévouée, mérite à un haut degré l'attention de l'historien; car ce roi a été souvent représenté, par des écrivains superficiels, comme un prince téméraire, il est vrai, inhabile dans le choix de ses moyens, mais ayant à cœur le plus noble but que puisse atteindre un monarque : l'établissement d'une liberté religieuse complète. Cette appréciation favorable de son caractère n'est basée que sur quelques actes de sa vie, détachés de l'ensemble et superficiellement appréciés.

Alors qu'il n'était que sujet anglais, il avait, durant de longues années, été persécuté, et la persécution avait produit son effet habituel. Tout étroit et tout borné que fût son esprit, il avait gagné à cette rude discipline. Exclu de la Cour, de l'Amirauté, du Conseil, craignant

1. Voyez : « Act. Parl. Car. II, » 29 mars 1661; et « Jac. VII, » 28 avril 1685 et 13 mai 1685.
2. Voyez : « Act. Parl. Jac. VII, » 8 mai 1685; et « Observator, » 20 juin 1685. Lestrange désirait évidemment que l'Angleterre suivît ce précédent.

même d'être exclu du trône par la seule raison de sa foi à la transsubstantiation et à l'autorité du Saint-Siége, il fit de tels progrès dans les doctrines de la tolérance, qu'il laissa loin derrière lui Milton et Locke. « Quoi de plus injuste, disait-il souvent alors, que de punir de simples théories par des châtiments qui devraient être réservés aux actes? Quoi de plus impolitique que de refuser les services de bons soldats, de bons marins, d'avocats, de financiers, de diplomates distingués, uniquement parce qu'ils ont des idées erronées sur le nombre des sacrements ou la « pluriprésence » des saints? » Il avait appris par cœur ces sentences toutes faites que les sectes ne manquent pas de répéter quand elles sont opprimées, mais qu'elles oublient facilement quand elles peuvent prendre leur revanche. Il répétait même si bien sa leçon que tous ceux qui l'entendaient parler sur ce sujet lui croyaient bien plus de bon sens et de facilité d'élocution qu'il n'en avait réellement; il trompait ainsi quelques gens crédules, et peut-être se trompait-il lui-même. Mais ce beau zèle pour la liberté de conscience s'arrêta avec la prépondérance du parti whig, et, quand la fortune changea, quand Jacques ne fut plus sous l'impression de la crainte des persécutions, et qu'il put lui-même se faire persécuteur, ses vrais penchants commencèrent à se montrer. Il portait aux Puritains une haine multiple : religieuse et politique, héréditaire et personnelle. Il les regardait comme les ennemis de Dieu, comme les ennemis de toute autorité légitime dans l'Église et dans l'État, comme les ennemis de ses aïeux, de son père, de sa mère, de son frère; enfin comme ses propres ennemis. Lui, qui s'était si hautement plaint des lois contre les Papistes, il ne pouvait concevoir qu'on eût l'audace de proposer l'abolition des lois contre les Puritains[1]. Lui, qui avait pris pour thème favori de ses attaques l'injustice d'exiger des fonctionnaires civils un serment religieux, il établit en Écosse, quand il en fut vice-roi, le plus rigoureux serment qu'on ait jamais exigé[2]. Lui, qui avait exprimé une juste horreur quand on pendait ou coupait en quartiers les prêtres de sa religion, il trouvait plaisir aux gémissements et aux contorsions des Covenantaires dont on brisait les membres par la torture[3]. C'est dans ces dispositions qu'il monta sur le trône, et qu'il demanda et obtint du Parlement obséquieux d'Écosse, comme gage

1. C'est ainsi qu'il s'exprimait lui-même. Voyez : « Clarke's Life of James the Second, » I, 656; » et « Original Memoirs. »

2. « Act. Parl. Car. II, » 31 août 1681.

3. Voyez : « Burnet, » I, 583; et « Wodrow, » III, v, 2. Malheureusement les actes du Conseil Privé d'Écosse pendant presque tout le temps de l'administration du duc d'York nous manquent.

de dévouement, la loi la plus sanguinaire qui ait jamais été édictée dans notre pays contre des Protestants non-conformistes.

L'esprit de son système d'administration était en parfaite harmonie avec cette loi. L'ardente persécution qui avait sévi alors qu'il était vice-roi d'Écosse, se ranima encore quand il fut monté sur le trône. Les comtés où les Covenantaires étaient les plus nombreux furent livrés à la licence de l'armée, et à cette armée s'était jointe, sous le nom d'Épiscopaux, une milice composée des partisans les plus dissolus et les plus violents de l'église anglicane. Les dragons, que commandait sir James Graham de Claverhouse, se distinguèrent surtout parmi les bandes qui opprimaient et dévastaient ces malheureux districts. On rapporte que ces misérables s'amusaient dans leurs orgies à jouer à ce qu'ils appelaient les tourments de l'enfer, et ne s'appelaient entre eux que par des noms de démons ou de damnés[1]. Le chef de ces diables incarnés, soldat courageux et habile, mais rapace et licencieux, au caractère violent et au cœur endurci, a laissé un nom qui, partout où se trouve un Écossais sur la surface du globe, ne sera jamais prononcé sans exciter un sentiment tout spécial de haine. Ce serait une tâche impossible que d'essayer de récapituler tous les crimes par lesquels cet homme et ses semblables poussèrent à bout les paysans des basses-terres (*Lowlands*) de l'ouest. Quelques exemples suffiront : je les prends tous dans l'histoire de cette même quinzaine où le Parlement écossais, sur les instances de Jacques, édicta contre les dissidents une loi d'une violence inouïe.

John Brown était un pauvre messager du Lanarkshire, que son extrême piété avait fait surnommer le « Messager chrétien. » Longtemps après sa mort, quand l'Écosse jouissait de repos, de prospérité et de liberté religieuse, les anciens de l'endroit, qui avaient connu les mauvais jours, ne parlaient jamais de lui que comme d'un homme versé dans les choses saintes, d'une vie irréprochable et si paisible que les tyrans eux-mêmes ne purent lui faire que le seul reproche de s'être absenté du service public de l'église anglicane. Le 1er mai, étant à travailler dans une tourbière, Brown fut saisi par les dragons de Claverhouse, sommairement interrogé, convaincu de non-conformité et condamné à mort. On raconte qu'il fut difficile, même parmi les soldats, de trouver quelqu'un pour exécuter la sentence, car la femme du pauvre condamné était présente, tenant par la main un petit enfant, et l'on voyait qu'elle ne tarderait pas à donner naissance à un autre.

1. « Wodrow, » III, IX, 6.

Ces hommes endurcis, qui se traitaient entre eux de Belzébuth et d'Apollyon, reculèrent à l'idée de massacrer le malheureux en présence de sa femme. Le prisonnier, inspiré sans doute par l'approche de l'éternité, priait ardemment, à haute voix et comme en extase, quand Claverhouse, furieux, lui fit sauter la cervelle. Des témoins dignes de foi rapportent que la malheureuse veuve s'écria, dans sa douleur : « C'est bien! c'est bien! le jour du règlement de compte « viendra! » et que l'assassin répondit : « Je suis prêt à rendre compte « aux hommes de ce que j'ai fait; et quant à Dieu, je m'en charge! » Cependant, les dernières prières de sa victime firent, dit-on, une impression ineffaçable sur ce cœur de fer et cette conscience souillée [1].

Le 5 mai, dans le Ayrshire, un tribunal militaire, composé de quinze soldats, jugea deux artisans, Peter Gillies et John Bryce. L'acte d'accusation existe encore. On ne leur reprocha aucun fait de rébellion, mais simplement d'être attachés à de certaines doctrines pernicieuses, qui avaient poussé d'autres hommes à la révolte et qu'ils n'avaient pas mises en pratique eux-mêmes faute d'occasion. La procédure fut des plus sommaires : en quelques heures les deux accusés furent convaincus, pendus, et jetés ensemble dans une fosse creusée à côté du gibet [2].

Le 11 mai il se commit plus d'un grand crime : les doctrines de la réprobation avaient conduit quelques Calvinistes rigides à en tirer la conséquence que c'était se révolter contre les décrets de la Providence que de prier pour des personnes qui pouvaient être prédestinées à la perdition. Trois pauvres laboureurs, profondément imbus de cette terrible théologie, furent arrêtés par un officier dans le voisinage de Glasgow. On leur demanda s'ils voulaient prier pour le roi Jacques VII; ils n'y consentirent que conditionnellement : si le roi Jacques VII était au nombre des élus, dirent-ils. On fit venir un peloton de soldats, on banda les yeux aux prisonniers, on les fit mettre à genoux, et, moins d'une heure après leur arrestation, les chiens buvaient leur sang [3].

Pendant que ces faits se passaient dans le Clydesdale, un acte non moins horrible soulevait l'indignation dans l'Eskdale. Un des Cove-

1. « Wodrow, » III, IX, 6. L'éditeur de Burnet (édition d'Oxford) essaie d'excuser cet acte en alléguant que Claverhouse était alors chargé d'intercepter toute communication entre Argyle et Monmouth, et en supposant que John Brown aurait été pris en flagrant délit, portant des dépêches d'un camp rebelle à l'autre. Malheureusement pour cette assertion, John Brown fut tué le 12 mai, époque à laquelle il n'y avait aucune insurrection en Écosse, et pendant que Monmouth et Argyle étaient encore en Hollande.

2. « Wodrow, » III, IX, 6.

3. *Ibid.*

nantaires proscrits étant tombé malade, s'était réfugié chez une veuve respectable et y était mort. Son cadavre fut découvert par le seigneur de Westerhall, petit despote qui, à l'époque du Covenant, professait un zèle outré pour l'église presbytérienne, mais qui, depuis la Restauration, ayant gagné les faveurs du gouvernement par son apostasie, avait voué une haine de renégat au parti qu'il avait abandonné. Il fit démolir la maison de cette pauvre femme, et enleva son mobilier, la laissant errer au milieu des champs avec ses plus jeunes enfants. Son fils aîné, André, encore adolescent, fut traîné devant Claverhouse qui, par hasard, traversait le pays. Celui-ci se trouvait justement en veine de clémence; on disait même que, depuis la mort du Messager chrétien, il y avait de cela dix jours, il n'était plus le même homme. Mais Westerhall tenait à prouver son royalisme, et il obtint, ou plutôt il arracha un consentement à Claverhouse. Les armes furent chargées, et on ordonna au jeune homme de ramener son bonnet sur ses yeux; il s'y refusa, et se tenant debout, une bible à la main et les yeux fixés sur ses assassins : « Je peux vous regarder en « face, dit-il, je n'ai rien fait dont je doive rougir; mais que ferez-vous, « vous, le jour où vous serez jugés selon ce qui est écrit dans ce « livre? » Il tomba mort, et fut enterré sur place[1].

Le même jour, dans le Wigtonshire, deux femmes, Margaret Maclachlan et Margaret Wilson, la première, une veuve âgée, la seconde, une jeune fille de dix-huit ans, moururent pour leur foi. On leur offrit la vie si elles consentaient à abjurer les doctrines des Covenantaires insurgés et à assister publiquement au service divin dans l'église anglicane. Sur leur refus, elles furent condamnées à être noyées. On les conduisit en un lieu que le Solway recouvre de ses flots deux fois par jour, et on les attacha à des poteaux fixés dans le sable, entre le niveau des hautes et des basses eaux. La plus âgée fut attachée au poteau le plus rapproché de la mer, dans l'espoir que son agonie, en terrifiant la plus jeune, la déciderait à se soumettre. Mais le courage de celle-ci était soutenu par un enthousiasme digne des plus glorieux martyrs. Elle vit la mer s'approcher de plus en plus, sans montrer le moindre signe d'alarme, priant et chantant les psaumes jusqu'à ce que la vague étouffât sa voix. Quand elle eut savouré toute l'amertume de la mort, elle fut, par une cruelle pitié, détachée du poteau et rappelée à la vie. Dès qu'elle reprit connaissance, ses amis et ses voisins éplorés la supplièrent de céder. « Chère Margaret, lui

1. Voyez : « Wodrow; Cloud of Witnesses. »

« disaient-ils, dites seulement : Dieu sauve le roi! — Dieu sauve le « roi! si c'est la volonté de Dieu, que le roi soit sauvé! murmura « la jeune fille fidèle à sa rigide théologie. — Elle l'a dit, vraiment, « elle l'a dit, Monsieur! s'écrièrent ses amis en entourant l'officier « qui commandait. — Fera-t-elle abjuration? demanda-t-il. — « Jamais! répondit la jeune fille; j'appartiens au Christ, laissez-moi « mourir! » Et les vagues la recouvrirent pour la dernière fois [1].

Voilà comment l'Écosse fut gouvernée par ce prince que des hommes ignorants ont représenté comme un ami de la liberté religieuse, dont le seul crime, disent-ils, était d'être trop sage et trop bon pour son époque. Ces lois, qui lui permettaient de gouverner ainsi, étaient encore trop douces à son idée : au moment où ses officiers commettaient les crimes que nous venons de rapporter, il réclamait du Parlement écossais une nouvelle loi, auprès de laquelle toutes les autres eussent paru clémentes.

En Angleterre, son autorité quoique grande était néanmoins limitée par de puissantes et anciennes lois, que les Tories eux-mêmes ne lui auraient pas permis d'enfreindre. Il ne pouvait pas y livrer les dissidents aux tribunaux militaires, ou se donner le plaisir de les appliquer à la torture en plein Conseil; il ne pouvait pas y noyer de jeunes filles qui refusaient d'abjurer, ou fusiller de jeunes paysans pour avoir douté qu'il fût au nombre des élus. Et cependant, en Angleterre aussi, il persécuta autant que possible les Puritains, jusqu'à ce que de certains événements, que nous aurons occasion de raconter plus tard, lui donnèrent l'idée de former une coalition de Puritains et de Papistes, pour abaisser et dépouiller l'église anglicane.

Il était cependant une catégorie de dissidents protestants pour laquelle Jacques montra quelque indulgence dès le commencement de son règne : c'était la société des Amis. Sa partialité pour cette secte singulière ne peut guère être attribuée à une sympathie religieuse, car, de toutes celles qui reconnaissent la divine mission du Christ, il n'en est pas qui soient plus dissemblables entre elles que le catholicisme et le quakérisme. Il peut paraître paradoxal de dire que ce fut là précisément ce qui constitua le lien entre les Catholiques et les Quakers, et cepen-

1. « Wodrow, » III, IX, 6. L'épitaphe de Margaret Wilson dans le cimetière de Wigton est imprimée dans l'appendix de : « Cloud of Witnesses; » la voici :

« Mise à mort pour avoir reconnu le Christ
« Comme suprême chef de l'Église et pour le seul crime
« De n'avoir pas reconnu la Prélature et abjuré le Presbytérianisme,
« Attachée dans la mer à un poteau,
« Elle souffrit pour l'amour de Jésus-Christ. »

dant il n'y a pas à en douter, car ces deux sectes s'éloignaient tellement en sens opposés, de tout ce que le grand corps de la nation considérait comme raisonnable, que même des esprits libéraux les regardaient comme placées en dehors du cercle de la tolérance la plus étendue; et c'est précisément parce qu'elles étaient sectes extrêmes, qu'elles eurent un intérêt commun opposé à celui de toutes les sectes intermédiaires. De plus, les Quakers n'avaient jamais offensé ni Jacques ni sa famille, car ce ne fut que vers la fin de la guerre entre le Long-Parlement et Charles Ier, qu'ils commencèrent à exister comme communauté. Ils avaient été cruellement persécutés par quelques-unes des administrations révolutionnaires; à la Restauration, malgré les sévères traitements qu'ils avaient endurés, ils se soumirent humblement à l'autorité royale; car tout en partant de prémisses que les docteurs anglicans regardaient comme hétérodoxes, ils étaient arrivés comme eux à la conclusion qu'il n'était pas d'excès de tyrannie de la part du prince qui pût justifier la résistance armée du sujet. Aucun libelle n'avait jamais été attribué à un Quaker [1]; un Quaker n'avait jamais été impliqué dans une conspiration contre le gouvernement; la secte ne s'était même pas jointe à la clameur générale lors du bill d'Exclusion, et elle avait solennellement réprouvé le complot du «Rye-House» comme œuvre de l'enfer et entreprise diabolique [2]. En fait, les Quakers se mêlèrent peu aux dissensions civiles; ils n'étaient pas comme aujourd'hui réunis dans de grandes villes; presque tous s'occupaient d'agriculture, travail que depuis ils ont graduellement abandonné à cause des vexations que leur attirait leur étrange scrupule à propos de la dîme. Tous ces motifs les éloignaient de la politique; les conversations qui y avaient rapport étaient même bannies du cercle de la famille, car ces conversations nuisaient, dans leur opinion, au spiritualisme et tendaient à troubler la gravité de leur attitude. Dans toutes leurs réunions annuelles, on exhortait toujours les Frères à éviter de parler des affaires de l'État [3]; et on se rappelle encore de nos jours ces graves anciens qui avaient conservé les habitudes d'une autre génération, et qui réprouvaient systématiquement ce qu'ils nommaient un bavardage mondain [4]. Il était donc tout naturel que Jacques fît une grande différence entre cette secte inoffensive et celles qui, turbulentes et farouches, regardaient la résistance à la tyrannie comme

1. Voyez la lettre au roi Charles II, en tête de : « Barclay's Apology. »
2. « Sewel's History of the Quakers, » Book X.
3. « Minutes of Yearly Meeting, » 1689-1690.
4. Voyez : « Clarkson on Quakerism; et « Peculiar Customs, » chap. v.

un devoir de chrétien ; qui, en Allemagne, en France et en Hollande, avaient fait la guerre à leurs princes légitimes, et qui durant quatre générations avaient montré une haine implacable à la maison des Stuarts.

Il était possible, de plus, d'accorder de grands adoucissements aux Catholiques romains et aux Quakers, sans mitiger en rien les souffrances des sectes puritaines. Il y avait une loi, alors en vigueur, qui imposait de sévères peines à toute personne qui refusait de prêter le serment de suprématie quand on le lui demandait ; cette loi n'affectait en rien les Indépendants, les Presbytériens ou les Anabaptistes, car tous ils étaient prêts à prendre Dieu à témoin qu'ils renonçaient à tout lien spirituel avec des princes ou des prélats étrangers. Mais les Catholiques romains ne voulaient pas jurer que le pape n'avait aucune juridiction sur l'Angleterre, et tout serment était interdit aux Quakers ; d'un autre côté, ni Catholique romain, ni Quaker n'était atteint par l'acte « des Cinq Milles, » qui de toutes les lois du royaume était peut-être la plus vexatoire pour tous les Puritains non-conformistes [1].

Les Quakers avaient à la cour un avocat puissant et zélé. Bien qu'ils se mêlassent peu, comme classe, au mouvement du monde, et qu'ils évitassent la politique comme dangereuse à leurs intérêts spirituels, un d'entre eux, de beaucoup supérieur aux autres par sa position et sa fortune, fréquentait la plus haute société et obtenait toujours accès auprès du roi. C'était le célèbre William Penn. Son père avait eu de grands commandements dans la marine, et avait fait partie de la commission de l'Amirauté ; longtemps membre des Communes, et créé chevalier, on lui avait même fait espérer une pairie. Son fils, élevé avec soin pour la profession des armes, sacrifia, jeune encore, sa carrière et éloigna ses amis en s'affiliant à ce que l'on considérait alors comme une bande de fous hérétiques. Cité devant la cour du « Old-Bailey, » pour avoir prêché au mépris de la loi, plusieurs fois il avait été emprisonné à la Tour et à Newgate. Enfin cependant, il s'était réconcilié avec sa famille, et il était même parvenu à obtenir des protections si puissantes, que pendant plusieurs années, lorsque toutes les prisons étaient pleines de ses coreligionnaires, il continua à professer librement ses opinions. Vers la fin du dernier règne, Penn

1. Après avoir écrit ce passage, j'ai trouvé dans le Musée britannique un manuscrit (Harl. MS. 7306) intitulé : « An account of the Seizures, Sequestrations, great Spoil and Havock made upon the Estates of the several Protestant Dissenters called Quakers, upon Prosecution of old statutes made against Papist and Popish Recusants. » Le manuscrit est marqué comme ayant appartenu à Jacques, et paraît avoir été donné par son confident dévoué, le colonel Graham, à lord Oxford. Cette circonstance me semble confirmer ma manière d'expliquer la conduite de Jacques à l'égard des Quakers.

reçut, en paiement d'une vieille créance sur les biens de la couronne, une immense concession de terres dans l'Amérique du Nord. C'est dans cette contrée, peuplée alors seulement de chasseurs indiens, qu'il invita ses amis persécutés à aller s'établir. Quand Jacques monta sur le trône, cette nouvelle colonie était encore dans l'enfance.

Des relations familières existaient depuis longtemps entre Jacques et William Penn ; bientôt le Quaker devint courtisan et presque favori. Chaque jour, il était appelé de la galerie dans le cabinet du roi, où il avait souvent de longues audiences pendant que des pairs du royaume faisaient antichambre. On disait tout bas qu'il avait plus de pouvoir réel de faire le bien et le mal que bon nombre de grands seigneurs investis de hauts emplois. Il ne tarda pas à être environné de flatteurs, et quelquefois, à son lever, sa maison de Kensington était assiégée par plus de deux cents solliciteurs. Néanmoins Penn paya cher cette apparente prospérité : ses propres coreligionnaires le regardaient d'un mauvais œil et ne récompensaient ses services que par des calomnies; on l'accusait hautement d'être papiste et même jésuite; quelques personnes affirmaient qu'il avait été élevé à Saint-Omer; d'autres, qu'il avait été ordonné à Rome. Ces fables malveillantes ne pouvaient s'accréditer que chez la multitude ignorante ; mais malheureusement, à ces calomnies se mêlaient d'autres accusations mieux fondées [1].

Dire toute la vérité sur William Penn est une tâche qui exige quelque courage, car c'est un personnage plutôt fabuleux qu'historique. Des nations rivales, des sectes ennemies se sont accordées pour l'exalter; l'Angleterre cite son nom avec orgueil; une grande république, au delà de l'Atlantique, le considère avec un respect égal à celui des Athéniens pour Thésée, et des Romains pour Quirinus; la respectable Société des Amis l'honore comme un apôtre; et les hommes religieux des autres cultes le regardent généralement comme un brillant modèle des vertus chrétiennes. D'un autre côté, des admirateurs d'un tout autre genre ont célébré ses louanges : les philosophes français du XVIIIe siècle lui ont pardonné ce qu'ils appelaient ses fan-

1. Les visites de Penn à Whitehall et ses levers à Kensington sont décrits avec une grande vivacité, quoiqu'en bien mauvais latin, par Gerard Croese. « Sumebat, écrit-il, rex sæpe secretum, non horarium, vero horarum plurium, in quo de variis rebus cum Penno serio sermonem conferebat, et interim differebat audire præcipuorum nobilium ordinem, qui hoc interim spatio in procætone, in proximo, regem conventum præsto erant. » Croese s'exprime ainsi sur la foule de solliciteurs qui assiégeait la maison de Penn : « Vidi quandoque de hoc genere hominum non minus bis centum. » Son témoignage à l'égard des sentiments que les Quakers témoignaient à Penn est clair et net : « Etiam Quakeri Pennum non amplius, ut ante, ita amabant ac magnifaciebant, quidam aversabantur ac fugiebant. » — « Historia Quakeriana, » lib. II, 1695.

taisies superstitieuses, en considération de son dédain pour les prêtres et de sa bienveillance cosmopolite qui s'étendait impartialement à toutes les races et à toutes les croyances. C'est ainsi que son nom est devenu, dans tout pays civilisé, synonyme de probité et de philanthropie.

Je ne prétends point que cette haute réputation soit complétement imméritée. Penn était sans contredit un homme d'éminentes vertus ayant un sentiment profond des devoirs religieux et un fervent désir d'améliorer la condition de l'humanité. Sur quelques points importants il possédait même des notions plus correctes que ne les avaient communément de son temps les hommes de l'esprit le plus étendu. Comme propriétaire et législateur d'une province presque inhabitée quand il y arriva, et qui lui offrait, par conséquent, un champ libre pour ses expériences morales, il eut le rare bonheur de mettre en pratique ses théories sans avoir à faire d'humiliants compromis, ou à renverser des institutions existantes. Penn sera toujours honoré comme un homme qui, en sa qualité de fondateur de colonie, n'abusa jamais, à l'égard d'un peuple sauvage, de la force que lui donnait une civilisation supérieure, et qui, comme législateur, en un siècle de persécution, osa prendre la liberté religieuse pour pierre angulaire de son édifice social. Mais les écrits et la vie de Penn fournissent d'abondantes preuves qu'il n'était pas un homme d'une haute raison ; il ne savait pas pénétrer le caractère de ses semblables, sa confiance en des personnes moins vertueuses que lui l'entraîna dans de graves et funestes erreurs, et son enthousiasme pour tel grand principe le poussa quelquefois à violer tel autre grand principe qui aurait dû être sacré pour lui. Sa droiture ne fut pas non plus toujours à l'épreuve des tentations qu'offrait la société raffinée et splendide, mais profondément corrompue, à laquelle il se mêlait. La cour s'occupait uniquement d'intrigues d'amour et d'ambition; on y vendait les honneurs, les emplois et les grâces; il était tout naturel qu'un homme qu'on voyait chaque jour au palais, et qu'on savait avoir facilement accès auprès du roi, fût souvent supplié d'user de son influence, dans un but que doit condamner une rigide moralité. L'intégrité de Penn avait su résister au blâme et à la persécution; mais quand elle fut attaquée par un royal sourire, par des cajoleries de femmes, par l'insinuante éloquence et la délicate flatterie de diplomates et de courtisans consommés, elle commença à faiblir. De temps en temps, il tombait de ses lèvres ou de sa plume une phrase, un titre qu'il avait souvent condamnés. Le mal n'eût pas été bien grand s'il ne se fût rendu coupable que de semblables condescendances aux exi-

gences du monde. Malheureusement, on ne peut dissimuler qu'il prit une part active dans quelques transactions que réprouvaient, non-seulement le code rigide de la société à laquelle il appartenait, mais encore le simple bon sens de l'honnête homme. Plus tard, il déclara hautement que ses mains étaient pures de tout gain illicite, que jamais il n'avait reçu d'argent de ceux auxquels il avait rendu des services, quoiqu'il eût pu aisément se faire cent vingt mille livres sterling pendant le temps que dura sa faveur à la cour[1]. Il y a tout lieu de croire cette assertion vraie; mais on séduit en flattant la vanité, tout comme en payant la cupidité, et il est impossible de nier que William Penn ait été entraîné par faiblesse dans des transactions injustifiables, dont d'autres retirèrent les bénéfices.

Le premier usage qu'il fit de son crédit ne peut que lui faire honneur : il dépeignit avec chaleur au nouveau roi les souffrances des Quakers. Celui-ci vit avec plaisir qu'il pourrait user d'indulgence envers ces paisibles sectaires ainsi qu'à l'égard des Catholiques romains, sans pour cela montrer la même faveur aux autres sectes persécutées. On dressa une liste de personnes contre lesquelles on avait commencé des poursuites pour refus de serment ou pour absence du service religieux anglican, mais qui, cependant, pouvaient produire des certificats de royalisme; ces personnes furent libérées, et on défendit, jusqu'à nouvel ordre, d'entamer de semblables poursuites. A peu près quinze cents Quakers et un plus grand nombre de Catholiques romains, recouvrèrent ainsi leur liberté[2].

Le moment de la réunion du Parlement anglais était enfin venu. Les membres de la chambre des Communes, arrivés déjà dans la capitale, étaient si nombreux, qu'on doutait fort que le bâtiment qui leur était destiné pût les contenir tous. Ils consacrèrent le temps qui précéda l'ouverture de la session à discuter entre eux, ainsi qu'avec les agents du gouvernement, les affaires publiques. Il y eut une réunion du parti royaliste à la taverne de « la Fontaine, » dans le Strand, où Roger Lestrange, que le roi venait de créer chevalier et que la cité de Winchester avait élu son représentant, joua un rôle important[3].

1. « Vingt mille livres pour ma poche et cent mille pour ma province. » C'est ainsi qu'il s'exprime dans une lettre à Popple.

2. On peut lire ces ordonnances signées par Sunderland dans : « Sewel's History. » Elles sont datées du 18 avril 1685. Le style en est singulièrement obscur et embrouillé, mais je crois en avoir donné le vrai sens. Je n'ai rencontré nulle part la preuve qu'elles aient fait mettre en liberté des prisonniers qui ne fussent pas Catholiques ou Quakers. — Voyez : « Neal's History of the Puritans, » vol. II, chap. II; et « Gerard Croese, » lib. II. Croese estime à quatorze cent soixante le nombre des Quakers mis en liberté.

3. Voyez : « Barillon, » 27 mai-7 juin 1685; — « Observator, » 27 mai 1685; » et « Sir J. Reresby's Memoirs. »

On s'aperçut bientôt que sur quelques points les idées d'un grand nombre de membres des Communes différaient de celles de la cour. A peu d'exceptions près, les Tories des campagnes voulaient le maintien des actes du « Test » et de l'« Habeas Corpus ; » quelques-uns d'entre eux, parlaient même de ne voter le revenu du roi que pour un temps seulement ; mais ils étaient prêts à faire de sévères lois contre les Whigs, et auraient volontiers frappé d'incapacité politique tous les partisans du Bill d'Exclusion. Le roi, d'un autre côté, désirait obtenir du Parlement le vote de son revenu pour la vie, l'admission des Catholiques aux offices publics, et le rappel de l'acte de l'« Habeas Corpus. » Il tenait surtout à ces trois mesures, et il ne se sentait nullement disposé à accepter comme compensation l'établissement de nouvelles lois pénales contre les Exclusionistes. De telles lois lui répugnaient, au contraire, car une certaine catégorie d'Exclusionistes jouissait auprès de lui d'une grande faveur : Sunderland représentait fort bien cette classe d'hommes, qui s'étaient joints aux Whigs à l'époque du complot, parce que ceux-ci étaient puissants, et qui les avaient abandonnés lorsque la fortune avait changé. Jacques regardait avec raison ces renégats comme les instruments les plus utiles qu'il pût employer ; car ce n'était pas chez les braves Cavaliers qui lui avaient été fidèles dans l'adversité, qu'il pouvait espérer trouver, dans la prospérité, une soumission aveugle et abjecte. Les hommes, au contraire, qui avaient contribué à l'opprimer lorsqu'il était faible, sans avoir l'excuse du zèle religieux, mais simplement par crainte ou par cupidité, devaient naturellement, grâce à ces mêmes sentiments de cupidité et de crainte, être prêts à l'aider, au jour de sa puissance, à opprimer son peuple[1]. Le roi était vindicatif, mais il ne l'était pas uniformément. Jamais il n'accorda un généreux pardon à celui qui avait été loyalement son adversaire par amour du bien public ; mais souvent il épargna et même il favorisa ceux que quelque vil intérêt avait poussés à lui nuire, car leur bassesse, qui les avait fait choisir jadis pour instruments de tyrannie, était chose si précieuse à ses yeux, qu'il ne pouvait se défendre de la regarder avec quelque indulgence, même quand il avait eu à en souffrir.

Les désirs du roi furent communiqués par des intermédiaires officieux aux membres tories des Communes ; la majorité se laissa facilement persuader de renoncer à toute idée de lois pénales contre les

1. Louis XIV écrivait ce qui suit à Barillon au sujet de cette catégorie d'Exclusionistes : « L'intérêt qu'ils auront à effacer cette tache par des services considérables les portera, selon toutes les « apparences, à le servir plus utilement que ne pourraient faire ceux qui ont toujours été le plus « attachés à sa personne. » 15-25 mai 1685.

Exclusionistes, et consentit aussi à voter le revenu viager du roi. Quant à l'acte du « Test » et de l'« Habeas Corpus, » les émissaires de la cour ne purent obtenir des assurances satisfaisantes[1],

Le 19 mai, la session fut ouverte. La chambre des Communes présentait un singulier spectacle. Le grand parti qui, pendant les trois derniers Parlements, avait prédominé, était réduit enfin à une infime minorité, et dépassait à peine le quinzième de l'assemblée entière. Parmi les cinq cent treize représentants, il y en avait seulement cent trente-cinq qui eussent siégé dans une assemblée précédente. Il est évident qu'une réunion d'hommes si inexpérimentés et si novices dans les affaires, doit avoir été, sous beaucoup de rapports, inférieure à la généralité de nos assemblées représentatives[2].

La conduite des affaires, dans la chambre des Communes, fut confiée par le roi à deux pairs du royaume d'Écosse. L'un, Charles Middleton, comte de Middleton, après avoir occupé une place importante à Édimbourg, avait été nommé, peu de temps avant la mort du dernier roi, membre du Conseil Privé d'Angleterre et secrétaire d'État; l'autre, Richard Graham, vicomte Preston, avait occupé longtemps le poste d'envoyé à Versailles.

Le premier acte de l'assemblée fut d'élire son Speaker. Qui choisirait-on? Le cabinet avait longuement débattu cette question. Guildford avait recommandé sir Thomas Meres, qui, comme lui, était du parti des « Balanceurs. » Jeffreys, qui ne laissait jamais échapper l'occasion de contrecarrer le Garde des Sceaux, avait fait valoir les droits de sir John Trevor. Celui-ci, qui n'avait été, dans sa jeunesse, qu'un petit procureur et un grand joueur, mit en action dans sa vie politique les principes et les sentiments de cette double vocation : il était devenu le parasite du Chief-Justice, et pouvait, dans l'occasion, imiter avec succès le style violent de son patron. Comme on devait s'y attendre, le roi donna la préférence au protégé de Jeffreys; il fut proposé par Middleton et élu sans opposition par l'assemblée[3].

Tout allait bien jusque-là. Mais un adversaire d'une habileté peu commune n'attendait qu'une occasion favorable de se produire : c'était Edward Seymour, de Berry Pomeroy Castle, représentant de la cité d'Exeter. Sa naissance le mettait au niveau des plus grandes familles d'Europe. Il était, en ligne directe, l'héritier mâle de ce duc de Somerset qui était devenu le beau-frère de Henri VIII et Protecteur du

1. Voyez : « Barillon, » 4-14 mai 1685; et « Sir John Reresby's Memoirs. »
2. Voyez : « Burnet, » I, 626; et « Evelyn's Diary, » 22 mai 1685.
3. Voyez : « Roger North's Life of Guildford, » 218; et « Bramston's Memoirs. »

royaume d'Angleterre. D'après une des clauses des lettres patentes qui créaient le duché de Somerset, le fils aîné du Protecteur avait dû céder le premier rang à son cadet. Les ducs de Somerset étaient les descendants de ce cadet; du fils aîné descendait la famille établie à Berry Pomeroy. Seymour possédait une grande fortune, et son influence dans l'ouest de l'Angleterre était considérable; mais ce n'est ni à son influence ni à ses richesses qu'il faudrait attribuer son importance. Orateur habile, homme d'affaires d'une grande intelligence, ayant siégé longtemps dans la chambre des Communes, il en connaissait toutes les règles, tous les usages, il en avait analysé pour ainsi dire le caractère. Sous le dernier règne, il avait été élu Speaker dans des circonstances qui rendaient cette nomination spécialement honorable. Depuis plusieurs générations, le fauteuil de la présidence était occupé par des avocats : Seymour fut le premier qui, sans appartenir au barreau, mérita, par son habileté et ses connaissances, qu'on dérogeât à cette habitude. Il avait ensuite occupé des postes politiques importants; il avait même siégé dans le cabinet, mais son caractère altier et inflexible y souleva tant d'opposition, qu'il fut obligé de se retirer. Il était tory et partisan de l'église anglicane; son ardente opposition au « Bill d'Exclusion » lui avait attiré les persécutions des Whigs, quand ils étaient au pouvoir; il pouvait donc se permettre dans l'assemblée des discours qui eussent conduit à la Tour tout membre suspect de républicanisme; en outre, il avait été longtemps à la tête d'un parti parlementaire considérable, que l'on désignait sous le nom d'« Alliance de l'Ouest, » et dans les rangs duquel on comptait beaucoup de gentilshommes des comtés de Devon, de Somerset et de Cornwall[1].

Un homme qui unit à une naissance illustre l'éloquence, une fortune considérable, de grandes connaissances et l'habitude des affaires, est sûr de jouer un grand rôle dans toute chambre des Communes; mais, dans une assemblée où il se trouve beaucoup d'hommes qui n'ont jamais assisté à un débat, et d'où sont exclus les orateurs les plus éminents, les tacticiens parlementaires les plus distingués de l'époque, cet homme doit acquérir une influence formidable. Toutefois il manquait à Edward Seymour l'importance que peut seule donner une haute moralité : débauché, licencieux, corrompu; ayant trop d'orgueil pour s'astreindre aux formes les plus simples de la politesse, il n'en montrait pas assez pour refuser des bénéfices illicites. Malgré

1. Voyez : « North's Life of Guildford, » 228; » et « News from Westminster. »

tout, cependant, c'était un allié si utile et un ennemi si dangereux, que ceux mêmes qui le détestaient le plus lui faisaient souvent la cour[1].

Pour le moment, Edward Seymour avait des griefs contre la cour. Le remaniement électoral des bourgs de l'ouest y avait diminué son influence, et son orgueil était blessé de l'élévation de Trevor au fauteuil de la présidence : il saisit donc la première occasion de se venger.

Le 22 mai, les Communes furent appelées à la barre de la chambre des Lords, et le roi, placé sur son trône, adressa un discours au Parlement réuni. Il déclara qu'il était résolu de maintenir le gouvernement établi dans l'État et dans l'Église; mais il affaiblit l'effet de cette déclaration, par une observation insolite qu'il adressa aux Communes : « Il craignait, dit-il, qu'elles ne voulussent lui voter son revenu que pour un temps, afin de le forcer par là à les convoquer plus souvent; mais il les prévenait qu'il n'était pas homme à se laisser mener ainsi, et que si elles désiraient de fréquentes réunions, elles devaient le bien traiter. » Comme on savait que le gouvernement ne pouvait marcher sans argent, il était évident que cela signifiait que si on ne lui en donnait pas, il en prendrait. Chose extraordinaire, cette harangue fut couverte d'applaudissements par les membres tories des Communes. Il est vrai que de tels applaudissements étaient de mode alors; aujourd'hui il est d'usage d'écouter dans un respectueux et grave silence tout discours de la couronne, qu'il plaise ou qu'il ne plaise pas[2].

Après le discours dans lequel le roi expliquait sommairement les raisons qui l'avaient décidé à convoquer les Parlements, le ministre, Garde du Grand Sceau, entrait d'ordinaire dans quelques détails sur l'état des affaires publiques. Guildford, imitant ses prédécesseurs Clarendon, Bridgeman, Shaftesbury et Nottingham, avait préparé un discours sur ce sujet; mais, à son grand dépit, on ne réclama pas ses services[3].

Aussitôt que les Communes furent revenues dans la salle de leurs séances, on proposa de se former en comité secret pour voter le revenu du roi.

Ce fut alors que Seymour prit la parole. Les portraits qui nous res-

1. Voyez : « Burnet, » I, 382; — « Rawdon Papers; » — « Lord Conway to sir George Rawdon, » 28 déc. 1677.
2. Voyez : « London Gazette, » 25 mai 1685; » et « Evelyn's Diary, » 22 mai 1685.
3. « North's Life of Guildford, » 256.

tent de lui, et qui nous le représentent avec son regard dédaigneux, son sourire voluptueux, et ses épaules inondées des longues boucles de sa perruque, nous donnent une idée de ce que devait être ce chef de l'ardente et dissolue noblesse des campagnes.

Il ne souhaitait pas, disait ce fier Cavalier, de voir le Parlement retirer à la Couronne les moyens de gouverner. Mais y avait-il bien un Parlement? N'y avait-il pas sur ces bancs bon nombre d'hommes qui, au su de tout le monde, n'avaient aucun droit d'y siéger, dont l'élection était entachée de corruption, qui n'avaient été nommés que grâce à l'intimidation exercée sur les électeurs, ou qui représentaient des corporations sans existence légale? N'avait-on pas remanié le corps électoral au mépris des chartes royales et des coutumes immémoriales? Les agents officiels des élections n'avaient-ils pas été partout des agents sans scrupule de la cour? En présence d'une violation systématique des principes mêmes de la représentation nationale, il ignorait s'il pouvait accorder le nom honorable de chambre des Communes à la réunion d'hommes qu'il voyait autour de lui. Et cependant, ajoutait-il, jamais il n'importa plus au bonheur public d'avoir un Parlement irréprochable. La constitution civile et religieuse du royaume courait de grands dangers; il était de notoriété publique, et les preuves en étaient surabondantes, que l'acte du « Test, » rempart de la religion, et l'acte de l'« Habeas-Corpus, » rempart de la liberté, étaient tous les deux voués à la destruction par le gouvernement. « Avant de « faire des lois sur des matières si importantes, ajouta-t-il, assu- « rons-nous que nous sommes réellement des législateurs. Faisons « d'abord une enquête sur la manière dont les élections ont été con- « duites, et veillons à ce que cette enquête soit impartiale; car si la « nation s'aperçoit que justice ne lui est pas faite par des moyens « pacifiques, avant qu'il soit longtemps, peut-être, nous serons les vic- « times de cette justice que nous lui refusons. » Il conclut en proposant qu'avant tout vote de subsides, la Chambre prît en considération les pétitions sur les illégalités électorales, et retirât le droit de voter à tout membre dont l'élection serait attaquée.

On n'entendit pas un applaudissement, et pas un membre n'osa appuyer la motion. Seymour, en effet, avait dit ce que nul autre n'aurait pu dire avec impunité. Sa proposition n'eut pas de suite, et les journaux eux-mêmes n'en parlèrent pas. Cependant elle produisit un grand effet. Barillon écrivait à son maître que, bien qu'on n'eût pas osé applaudir ce remarquable discours, on l'approuvait au fond du cœur; qu'il était le sujet universel des conversations de la capitale, et

que, selon toute apparence, l'impression qu'il produisait sur le public serait durable [1].

Les Communes se formèrent aussitôt en comité et accordèrent au roi, pour tout le temps de sa vie, la totalité des revenus dont avait joui son frère [2].

Les partisans zélés de l'église anglicane, qui composaient la majorité de la chambre des Communes, s'imaginaient que leur empressement à satisfaire les désirs du roi, relativement à son revenu, leur donnait droit à quelque concession de sa part. Ils avaient fait, dirent-ils, beaucoup pour le contenter; ils devaient maintenant faire quelque chose pour contenter la nation. La Chambre résolut en conséquence de se former en comité de religion pour examiner quels étaient les meilleurs moyens de pourvoir à la sécurité de l'église anglicane. Ce comité adopta unanimement deux résolutions : la première exprimait un profond attachement pour l'anglicanisme; la seconde mettait le roi en demeure de faire exécuter les lois pénales contre tous ceux qui ne faisaient pas partie de l'église établie [3].

Au fond de leur cœur, les Whigs désiraient la tolérance pour les dissidents, tout en voulant le maintien des lois pénales à l'égard des Catholiques; mais ils n'étaient plus qu'une faible minorité, et une minorité démoralisée. Ils se tinrent donc le plus possible à l'écart, se donnant à peine le nom de Whigs, et s'abstenant d'exprimer leurs opinions personnelles devant une assemblée hostile, mais ne laissant échapper aucune occasion de soutenir les propositions qui pouvaient troubler l'harmonie qui existait encore entre le Parlement et la cour.

Quand on apprit à Whitehall les résolutions du Comité de religion, la colère du roi fut grande; et on ne peut guère blâmer le ressentiment qu'excita chez lui la conduite des Tories. Si ceux-ci voulaient vraiment l'exécution rigoureuse des lois pénales, il est clair qu'ils auraient dû soutenir le bill d'Exclusion; car c'était une monstruosité que de placer sur le trône un prince catholique et d'exiger qu'il persécutât et mît à mort les ministres de sa foi, hors laquelle, selon ses idées, il n'y avait point de salut. En adoucissant par une indulgente application les lois sanguinaires d'Élisabeth, le roi ne violait aucun principe constitutionnel; il exerçait simplement un pouvoir qui avait toujours appartenu à la couronne; il faisait ce que firent, après lui, une suite de

1. Voyez : « Burnet, » I, 639; — « Evelyn's Diary, » 22 mai 1685; et « Barillon, » 23 mai-2 juin, 25 mai-4 juin 1685. Le silence des « Commons' Journals » paraît avoir embarrassé M. Fox; mais ce silence s'explique naturellement par le fait que la motion de Seymour ne fut pas appuyée.

2. Voyez : « Journals, » 22 mai 1685; et « Stat. Jac. II, » 1, 1.

3. Voyez : « Journals, » 26-27 mai; et « Sir J. Reresby's Memoirs. »

souverains, zélés défenseurs des doctrines de la réformation; ce que firent Guillaume, Anne et les princes de la maison de Brunswick. S'il avait laissé pendre et écarteler des prêtres catholiques pour avoir rempli ce qui était à ses yeux leurs premiers devoirs, alors qu'il pouvait les sauver sans violer aucune loi, il se serait attiré la haine et le mépris de ceux mêmes aux préjugés desquels il eût fait cette honteuse concession; et s'il se fût contenté d'accorder aux membres de son Église une tolérance pratique, et il le pouvait par son droit incontestable de faire grâce, il se serait assuré les louanges unanimes de la postérité.

Les Communes, après mûres réflexions, s'aperçurent qu'elles avaient fait une faute, et se troublèrent en apprenant la colère d'un roi qu'elles regardaient avec un respect superstitieux. On se décida à faire amende honorable. L'assemblée rejeta à l'unanimité les résolutions que le comité avait unanimement adoptées, et l'on en prit une nouvelle, par laquelle les Communes s'en rapportaient avec confiance à la gracieuse promesse que leur avait faite le roi de protéger une religion qui leur était plus chère que la vie [1].

Trois jours après, le roi annonça aux Communes que son frère avait laissé quelques dettes et que les approvisionnements de la marine et de l'artillerie étaient presque épuisés. On se décida sur-le-champ à établir de nouveaux impôts, et Sir Dudley North fut chargé de trouver les voies et moyens. Dudley North était le frère cadet du Lord Garde des Sceaux et l'un des hommes les plus distingués de son époque. Dans sa première jeunesse, il avait été envoyé dans le Levant, où il était resté longtemps, occupé d'affaires commerciales. D'autres, à sa place, auraient laissé rouiller leurs facultés, car à Smyrne et à Constantinople on trouvait peu de livres, et les occasions de causer avec les hommes intelligents étaient rares; mais le jeune négociant était doué d'un de ces esprits vigoureux qui sont indépendants de toute aide extérieure. Dans sa solitude, il avait profondément réfléchi sur les principes du commerce, et peu à peu il s'était formé une théorie semblable, au fond, à celle que cent ans plus tard développa Adam Smith. Après une absence de plusieurs années, Dudley North était revenu en Angleterre avec une grande fortune, et avait établi dans la Cité de Londres une maison de commerce faisant des affaires avec la Turquie. Ses profondes connaissances théoriques et pratiques en matière commerciale, la clarté et la finesse avec lesquelles il expliquait ses vues, le firent bientôt remarquer par les hommes d'Etat. Le gouvernement

1. « Commons' Journals, » 27 mai 1685.

trouva en lui un conseiller éclairé et un esclave sans scrupules; car aux qualités intellectuelles dont il était doué, il joignait des principes relâchés et un cœur endurci. A l'époque où la réaction du parti tory était à son apogée, il avait accepté la place de sheriff, pour aider aux vengeances de la cour, et ses jurés n'avaient jamais manqué de prononcer des verdicts de culpabilité. Il était même arrivé qu'en un jour de boucherie judiciaire, des charrettes chargées des bras et des jambes de Whigs écartelés s'étaient arrêtées devant sa belle maison de Basinghall-Street, où, à l'horreur de sa femme, on avait demandé des ordres. Le titre de chevalier, la robe d'alderman et la place de commissaire des douanes, furent la récompense de ses services. Les électeurs de Banbury l'avaient choisi pour leur représentant, et, bien que nouveau dans l'assemblée, c'était sur lui particulièrement que comptait le Lord-trésorier pour la conduite des affaires financières dans la Chambre basse[1].

Bien que les Communes fussent unanimes dans leur résolution d'accorder de nouveaux subsides à la couronne, elles n'étaient pas d'accord sur les moyens de se les procurer. On avait décidé sur-le-champ qu'une partie de la somme nécessaire serait fournie par un impôt nouveau, établi pour l'espace de huit années sur le vin et le vinaigre; mais cela ne suffisait pas, et l'on mit en avant plusieurs projets absurdes. Les représentants des campagnes voulaient qu'on imposât une forte taxe sur toutes les maisons que l'on bâtirait à Londres : ils espéraient par là arrêter l'accroissement d'une ville que l'aristocratie rurale regardait déjà avec jalousie et aversion. Dudley North proposait un impôt additionnel, pour huit ans, sur le sucre et le tabac. Cette proposition excita une immense clameur dans le pays : les négociants coloniaux, les épiciers, les raffineurs, les marchands de tabac, pétitionnèrent l'assemblée et assiégèrent les bureaux de l'administration. La population de Bristol, qui avait de grands intérêts commerciaux avec la Jamaïque et la Virginie, envoya une députation qui fut entendue à la barre des Communes. Rochester fut un moment ébranlé; mais North, par sa présence d'esprit, par ses connaissances parfaites des affaires commerciales, l'emporta sur toute opposition et dans la chambre des Communes et à l'Échiquier. Les anciens membres de l'Assemblée s'étonnaient de voir un homme qui n'était entré à la Chambre que depuis quinze jours à peine, et dont presque toute la vie s'était passée en pays étrangers, se charger ainsi avec confiance de

1. Voyez : « Roger North's Life of Sir Dudley North; » — « Life of Lord Guildford, » 166; et « M'Culloch's Literature of Political Economy. »

toutes les fonctions du Chancelier de l'Échiquier, et les remplir avec habileté [1]. Son plan financier fut adopté, et la couronne se trouva en possession d'un revenu net de dix-neuf cent mille livres sterling perçues en Angleterre seulement. Ce revenu était plus que suffisant pour les besoins du gouvernement en temps de paix [2].

A la chambre des Lords, il y avait eu plusieurs discussions importantes. Le parti tory y avait toujours été dominant : il comptait tout le banc des évêques, et s'était accru de plusieurs créations nouvelles faites pendant les quatre années qui s'étaient écoulées depuis la dernière dissolution. Parmi les nouveaux nobles les plus marquants se trouvaient le Lord-trésorier Rochester, le Lord Garde des Sceaux Guildford, le Lord Chief-Justice Jeffreys, Lord Godolphin, et Lord Churchill créé baron après son retour de Versailles.

Les pairs prirent d'abord en considération la position de quatre de leurs collègues décrétés d'accusation sous le dernier règne, mais dont le procès n'avait jamais été commencé, et qui, après une longue détention, avaient été admis par la cour du « Banc-du-Roi » à fournir caution; trois d'entre eux étaient catholiques; le quatrième était un protestant fort connu et très-influent, le comte de Danby. Depuis qu'il était tombé du pouvoir, et qu'il avait été accusé de trahison par les Communes, quatre Parlements avaient été dissous, sans qu'il fût acquitté ou condamné. En 1679, les Lords discutèrent, à son sujet, la question de savoir si une mise en accusation était ou n'était pas annulée par une dissolution du Parlement. Ils décidèrent, après un long débat et une recherche scrupuleuse des précédents, que l'accusation était toujours pendante. En 1685, ils révoquèrent cette décision. Quelques pairs du parti whig protestèrent, il est vrai, mais sans résultat, et les Communes adhérèrent silencieusement à la mesure. Danby reprit donc son siége parmi ses pairs, et devint un membre actif et puissant du parti tory [3].

Cette question constitutionnelle, sur laquelle les Lords, dans le court espace de six ans, décidèrent de deux manières diamétralement opposées, dormit pendant plus de cent ans, pour se réveiller enfin à la dissolution qui eut lieu pendant le long procès de Warren Hastings. Il fallut alors décider laquelle des deux solutions, celle de 1679 ou celle de 1685, devait être considérée comme loi du pays. La question

1. Voyez : « Life of Dudley North, » 176; — « Lonsdale's Memoirs; » et « Van Citters, » 12-22 juin 1685.
2. « Commons' Journals, » 1er mars 1689.
3. « Lords' Journals, » 18 et 19 mars 1679, 22 mai 1685.

fut longuement débattue dans les deux Chambres, et les plus grands talents parlementaires et judiciaires de cette époque éminemment fertile en grands talents, prirent part à la discussion. Les jurisconsultes étaient également divisés : Thurlow, Kenyon, Scott et Erskine soutenaient qu'une dissolution du Parlement mettait à néant l'accusation; la doctrine opposée était défendue par Mansfield, Camden, Loughborough et Grant. Mais, parmi les hommes d'État qui basaient leurs arguments, non sur des précédents ou des analogies techniques, mais sur le terrain plus solide des principes constitutionnels, il n'y avait que de faibles différences d'opinion. Pitt et Grenville, comme Burke et Fox, maintinrent que l'accusation était toujours pendante. Les deux Chambres, à une grande majorité, écartèrent la décision de 1685, et déclarèrent que celle de 1679 était conforme à la loi du pays.

De tous les crimes nationaux commis pendant la panique qu'avaient excitée les faux témoignages de Titus Oates, le plus grand sans doute était le meurtre juridique de Stafford. La condamnation de ce malheureux lord était enfin tenue pour injuste par toute personne impartiale, car les principaux témoins dont les dépositions l'avaient conduit à l'échafaud avaient été convaincus de nombreux parjures. Dans de telles circonstances, il était du devoir de la législature de rendre justice à la mémoire d'une victime innocente, et de laver d'une tache imméritée un nom depuis longtemps illustre dans nos annales. Un bill réhabilitant la mémoire de Stafford avait passé à la Chambre-Haute, malgré les murmures de quelques pairs qui ne voulaient pas reconnaître qu'ils avaient répandu le sang innocent. Les Communes firent deux lectures du bill et le renvoyèrent à un comité. Mais le jour même où ce comité devait se réunir, on apprit qu'une insurrection formidable avait éclaté dans l'ouest. Il fallut ajourner les affaires les plus importantes, et la réparation due à la mémoire de Stafford fut différée, on le croyait du moins, pour peu de temps. Mais la mauvaise administration de Jacques opéra, dans l'espace de quelques mois, une complète révolution dans le sentiment public. De longtemps les Catholiques ne se trouvèrent plus en position de demander réparation des injustices qu'ils avaient pu souffrir, et s'estimèrent heureux quand on leur permit de vivre en paix dans l'obscurité et le silence. Enfin, sous le règne de George IV, plus de cent quarante ans après le jour où le sang de Stafford fut versé à Tower Hill, s'accomplit la tardive réparation. Une loi annulant le bill d'*attainder* et restituant à la famille lésée toutes ses anciennes dignités fut pré-

sentée au Parlement par les ministres de la couronne, et votée à l'unanimité, avec l'approbation des hommes publics de tous les partis [1].

Je dois maintenant raconter l'origine et les progrès de la rébellion qui vint ainsi subitement interrompre les délibérations du Parlement.

CHAPITRE V

Vers la fin du règne de Charles II, quelques Whigs gravement compromis dans le complot si fatal à leur parti, et sachant bien que leur perte était jurée, se réfugièrent dans les Pays-Bas.

Hommes de caractère ardent, mais de jugement faible, ils étaient en outre sous l'influence de cette illusion spéciale qui semble la compagne inséparable de l'exilé. C'est presque toujours à travers un faux prisme, en effet, que l'homme politique, banni par une faction ennemie, voit la société qu'il a quittée. Tout est décoloré et décomposé par ses regrets, ses espérances, ses ressentiments; le plus petit mécontentement lui présage une révolution; une émeute se change à ses yeux en rébellion; il ne peut se persuader que son pays ne languit pas après lui, comme lui-même languit après son pays; il s'imagine que ses anciens amis, restés chez eux, en possession de leurs terres et de leurs biens, sont tourmentés par les mêmes sentiments qui lui font de sa vie un fardeau. Plus l'exil se prolonge, plus l'hallucination devient forte. Le temps, qui refroidit l'ardeur des amis qu'il a quittés, ne fait qu'enflammer la sienne. Chaque jour augmente l'impatience qu'il a de revoir sa patrie, et chaque jour sa patrie se souvient un peu moins de lui. Cette illusion devient presque de la folie quand plusieurs exilés, souffrant pour la même cause, sont réunis à l'étranger : ils ne cessent alors de parler de ce qu'ils furent jadis, de ce qu'ils pourront être un jour; ils s'excitent les uns les autres dans la haine de l'ennemi commun, et se nourrissent d'extravagantes espérances de victoire et de vengeance. C'est ainsi qu'ils sont conduits à se jeter dans des entreprises qui paraissent désespérées à tout homme assez calme pour en calculer les chances.

C'était dans ces dispositions que se trouvait la majeure partie des proscrits réunis sur le continent. Leurs correspondants en Angleterre ne savaient, pour la plupart, qu'exciter leurs passions et égarer leur

1. « Stat. 5 Geor. IV, » c. 46.

jugement. Les renseignements qu'ils en recevaient sur l'esprit public venaient surtout de membres méprisés du parti whig, conspirateurs et diffamateurs de profession, traqués par les officiers de justice, forcés de se déguiser, de se cacher dans les quartiers éloignés, et quelquefois même de se blottir pendant des semaines entières dans des greniers ou des caves. Certes les hommes d'État qui avaient fait l'ornement du « parti du pays », et qui plus tard dirigèrent les conseils de la Convention, eussent donné à ces proscrits des avis bien différents de ceux qu'ils recevaient de John Wildman et de Henry Danvers.

Wildman avait servi, quarante ans auparavant, dans l'armée parlementaire; mais il s'y était plus distingué comme agitateur que comme soldat, et n'avait pas tardé à quitter la profession des armes pour se livrer à des occupations plus en rapport avec son caractère. En haine de la monarchie, il avait trempé dans une longue série de conspirations, d'abord contre le Protecteur, ensuite contre les Stuarts. Toutefois, à son fanatisme il joignait un soin prudent de sa propre personne, et s'arrêtait avec une merveilleuse adresse au seuil de la haute trahison. Personne ne savait comme lui exciter les autres à des entreprises désespérées par des discours qui, répétés ensuite au jury, pouvaient paraître innocents, ou tout au plus ambigus. Sa ruse était telle, que, quoique toujours conspirant, toujours connu comme conspirateur et surveillé avec acharnement par un gouvernement vindicatif, il sut éviter le danger; et il expira dans son lit, après avoir vu mourir sur l'échafaud deux générations de complices [1]. Danvers était un homme du même genre, à tête chaude, mais au cœur froid, que son fanatisme poussait au bord du précipice, mais que sa lâcheté y arrêtait toujours. Son influence sur la secte des Anabaptistes était considérable; il avait beaucoup écrit pour la défense de leurs idées, et s'était attiré la sévère censure des membres les plus respectables du parti puritain en essayant d'atténuer les crimes de Mathias et de Jean de Leyde. Il est probable que, s'il n'eût pas été complétement dépourvu de courage, il eût marché sur les traces des misérables qu'il défendait. A cette époque, il était obligé de se cacher, à cause d'un mandat d'arrêt lancé contre lui pour une brochure remplie de grossières calomnies, dont le gouvernement avait découvert qu'il était l'auteur [2].

1. Voyez : « Clarendons' History of the Rebellion, » liv. XIV; — « Burnet's Own Times, » I, 546, 625; — « Wade's and Ireton's Narratives; » — « Lansdowne MS, » 1152; et « West's Information, » dans l'appendix à « Sprat's True Account. »

2. Voyez : « London Gazette, » 4 janv. 1684-5; — MS de Ferguson dans : « Eachard's History, » III, 764; — « Grey's Narrative; » — « Sprat's True Account; » — « Danvers's Treatise on Baptism; » — « Danvers's Innocency and Truth vindicated; » et « Grosby's History of the English Baptists. »

On devine aisément quels renseignements et quels conseils, les hommes que nous venons de décrire, pouvaient donner aux proscrits des Pays-Bas, et on pourra se former une idée générale du caractère de ceux-ci, par ce que nous allons dire de quelques-uns d'entre eux.

Le plus remarquable, John Ayloffe, était un avocat apparenté aux Hyde, et, par eux, allié à Jacques. Une grotesque insulte qu'il fit au gouvernement, dans sa jeunesse, le fit connaître de bonne heure. A l'époque où l'influence du cabinet de Versailles excitait dans le pays un déplaisir général, il était parvenu à placer un sabot, symbole alors en Angleterre du despotisme français, sur le fauteuil du Président de la chambre des Communes. Plus tard, il avait été compromis dans le complot whig, mais il n'y avait aucune preuve qu'il eût trempé dans le projet d'assassiner le roi et son frère. C'était un homme de talent et de courage, mais dont le caractère moral était peu estimé. Les docteurs puritains disaient tout bas, qu'il était un insouciant Gallio ou quelque chose de pis, et que, malgré son zèle apparent pour la liberté civile, les Saints feraient bien de ne pas se fier à lui[1].

Comme Ayloffe, Nathaniel Wade était avocat. Longtemps il avait résidé à Bristol, où il s'était fait une réputation d'ardent républicain. A une certaine époque il avait eu le projet d'émigrer à New-Jersey, où il espérait trouver des institutions plus à son goût que celles d'Angleterre. Son activité dans les manœuvres électorales l'ayant fait remarquer de quelques chefs du parti whig, ils se servirent de lui comme avocat, et finirent par l'admettre dans leurs conseils les plus secrets. Il avait été gravement compromis dans les projets d'insurrection, et il devait même être à la tête du soulèvement de Bristol. Il avait eu aussi connaissance du complot, bien plus odieux, tramé contre la vie de Charles et de Jacques; mais il ne cessa de déclarer que, tout en le connaissant, il le réprouva toujours, et qu'il dissuada même ses complices de le mettre à exécution. Pour un homme destiné par son éducation à une carrière civile, Wade semble avoir été doué, à un haut degré, de cette force physique et de ces facultés qui font un bon soldat. Malheureusement, son courage et ses principes étaient trop faibles pour le soutenir après le combat, et il faiblit dans sa prison quand il eut à choisir entre la mort et l'infamie[2].

1. Voyez : « Sprat's True Account; » — « Burnet, » I, 634; et « Wade's Confessions, Harl. MS, » 6845.

Lord Howard d'Escrick accusa bien Ayloffe d'avoir proposé d'assassiner le duc d'York, mais Lord Howard était un impudent menteur. Cette accusation ne se trouve pas dans sa première déposition; elle y fut ajoutée par forme de supplément et ne mérite aucune croyance.

2. Voyez : « Wade's Confessions, Harl. MS., » 6845; — « Lansdowne MS., » 1152; et « Hollo-

Richard Goodenough était un autre de ces fugitifs. Autrefois, il avait été sous-sheriff de Londres, et c'était surtout sur lui que comptait son parti pour des services d'un genre peu honorable, comme par exemple de choisir, dans les procès politiques, des jurés dégagés de tout scrupule de conscience. Lui aussi, il avait eu connaissance de la partie la plus atroce du complot whig et des horribles détails qu'on avait cachés soigneusement aux membres respectables du parti. Sa culpabilité n'a pas même l'excuse d'un zèle ardent pour le bien public, car on verra plus tard qu'après avoir déshonoré une noble cause par des crimes, il la trahit pour échapper à un juste châtiment [1].

Richard Rumbold était un homme d'une nature bien différente : officier dans le régiment de Cromwell, il avait monté la garde au pied de l'échafaud, en face de la salle du Banquet, le jour de l'exécution de Charles I[er] ; il s'était battu à Dunbar et à Worcester, et toujours avaient brillé en lui les qualités qui distinguèrent l'invincible armée dont il faisait partie, c'est-à-dire un courage raisonné, un ardent enthousiasme politique et religieux, accompagné cependant de cet empire sur soi-même qui caractérise les hommes élevés dans des camps bien disciplinés, où l'on apprend également à obéir et à commander. Quand les troupes républicaines furent licenciées, Rumbold se mit dans le commerce de la drèche, et s'établit près d'Hoddesdon, dans la maison d'où le complot du « Rye-House » tire son nom. On avait agité (car il n'y a aucune preuve qu'on l'eût décidé d'une manière absolue), dans les conférences entre les mécontents les plus audacieux et les moins scrupuleux, de cacher des hommes armés dans le « Rye-House » pour attaquer l'escorte qui accompagnerait Charles et Jacques de Newmarket à Londres. C'est à ces conférences que Rumbold avait pris une part, qui l'eût fait reculer d'horreur si sa belle intelligence n'avait été aveuglée et si son cœur généreux n'avait été corrompu par l'esprit de parti [2].

Dans un ordre supérieur à celui des exilés dont nous venons de parler, on comptait Ford Grey, Lord Grey de Wark. Exclusioniste zélé, il avait participé aux projets d'insurrection et avait été enfermé à la Tour; mais ayant enivré ses gardiens, il était parvenu à s'évader, et s'était réfugié sur le continent; c'était un homme d'un certain mérite et de manières engageantes. Sa vie, cependant, était souillée

way's Narrative » dans l'appendix à « Sprat's True Account. » Wade lui-même reconnaissait que Holloway n'avait dit que la vérité.

1. Voyez : « Sprat's True Account; » et « Appendix, » *passim*.

2. Voyez : « Sprat's True Account » et « Appendix » ; — Procès de Rumbold dans la collection des « State Trials; » — « Burnet's Own Times, » I, 633; — Appendix à « Fox's History, » n° 4.

d'un grand crime de famille. Marié à une fille de la noble maison des Berkeley, il s'était attaché à lady Henrietta Berkeley, sa belle-sœur, par les liens d'une amitié toute fraternelle d'abord.

Mais bientôt un fatal amour se déclara; lady Henrietta, poussée par une passion violente et un fougueux caractère, franchit toutes les bornes de la vertu et du décorum, et un scandaleux enlèvement apprit à tout le royaume la honte de deux familles illustres. Grey et quelques-uns de ceux qui avaient favorisé son amour, furent cités devant les tribunaux sous l'inculpation d'association illégale. La cour du « Banc du Roi » fut alors le théâtre d'une scène sans pareille dans nos annales judiciaires : le séducteur y parut la tête haute, accompagné de sa maîtresse et entouré de quelques lords du parti whig qui ne craignirent pas de lui prêter leur soutien en cette circonstance. En face de lui, on voyait la famille offensée donnant un libre cours aux transports de colère qu'excitait l'audace du coupable. Le vieux comte de Berkeley accabla de reproches et de malédictions la malheureuse Henrietta; la comtesse, après une déposition entrecoupée de sanglots, finit par tomber sans connaissance. Le jury rendit un verdict de culpabilité. Quand la cour leva la séance, Lord Berkeley, appelant ses amis à son secours, voulut s'emparer de force de sa fille, mais les partisans de Lord Grey se réunirent autour d'elle. Des deux côtés on tira l'épée, on se battit dans la salle de Westminster, et ce ne fut pas sans difficulté que les juges et les huissiers séparèrent les combattants. De nos jours, un semblable procès porterait atteinte au caractère d'un homme public; mais à cette époque, le niveau de la moralité des grands était descendu si bas et l'esprit de parti devenu si violent, que Grey n'en garda pas moins une grande influence, quoique les Puritains, qui formaient une fraction puissante du parti whig, le regardassent d'un assez mauvais œil[1].

Il est une particularité du caractère ou plutôt de la destinée de Grey, qui mérite d'être remarquée. Tout le monde admet que partout, excepté sur le champ de bataille, il montra un grand courage. Plus d'une fois, dans des circonstances embarrassantes, quand sa vie et sa liberté étaient en jeu, il enleva l'admiration de gens qui l'aimaient peu et ne l'estimaient guère, par la dignité de son maintien et le complet empire qu'il conserva sur toutes ses facultés. Mais comme soldat, il avait une dégradante réputation de lâcheté, qu'il devait moins peut-être à ses fautes qu'à des circonstances malheureuses.

1. Voyez : « Grey's Narrative, » dans la collection des « State Trials; » — « Sprat's True Account, » et son procès.

Sous ce dernier rapport, il différait beaucoup de son ami le duc de Monmouth, qui, ardent et intrépide sur le champ de bataille, était partout ailleurs efféminé et irrésolu. Le hasard de sa naissance, son courage personnel et quelques grâces frivoles, avaient donné au duc une position tout à fait au-dessus de sa capacité. Après avoir été témoin de la ruine du parti dont il était le chef nominal, il s'était réfugié en Hollande. Le prince et la princesse d'Orange, qui ne le regardaient plus comme un rival, l'accueillirent avec empressement, espérant par là s'assurer quelques droits à la reconnaissance de son père. Ils savaient que toute affection paternelle n'était pas éteinte dans le cœur de Charles II; que, dans son exil, Monmouth recevait secrètement des lettres et des secours d'argent de Whitehall, et que ceux qui crurent se faire bien venir du roi en lui parlant mal de son fils, avaient au contraire déplu. On avait laissé entrevoir au duc que, s'il ne donnait pas de nouveaux sujets de mécontentement, on le rappellerait sous peu dans sa patrie, et qu'on lui rendrait ses honneurs et ses dignités. Ranimé par cette perspective, Monmouth avait fait les délices de la cour de la Haye pendant tout un hiver : il avait brillé dans une suite de bals donnés dans cette magnifique salle d'Orange, dont les murs resplendissent encore du coloris éclatant de Jordaens et d'Honthorst [1]; et il avait appris aux dames hollandaises à danser nos contre-danses anglaises, en retour des leçons qu'il avait reçues d'elles dans l'art de patiner sur les canaux. La princesse d'Orange l'avait accompagné dans ses expéditions sur la glace, et l'effet qu'elle avait produit, se balançant sur une jambe et vêtue de jupons plus courts qu'on n'en voyait en général à une aussi grande et vertueuse dame, avait excité la gaieté et l'étonnement des ministres étrangers. La sombre gravité caractéristique de la cour du Stathouder semblait s'être évanouie devant la fascination du séduisant Anglais, et le taciturne Guillaume lui-même prenait un air de bonne humeur quand paraissait son jeune et brillant hôte [2].

Monmouth, de son côté, évitait avec soin tout ce qui pouvait donner ombrage à ceux dont il attendait protection; il voyait peu les Whigs, et ne voyait pas du tout ces hommes violents qui avaient été compromis dans la portion la plus noire du complot; aussi, ses anciens amis l'accusaient-ils de légèreté et d'ingratitude [3].

1. Dans la collection Pepys, il y a une gravure qui représente un des bals donnés vers cette époque par Guillaume et Marie dans l'Oranje Zaal.

2. Voyez : « Avaux Neg., » 25 janv. 1685; et, dans « Birch's Extracts, » au Musée Britannique, une lettre de Jacques à la princesse d'Orange en date de janvier 1684-5.

3. Voyez : « Grey's Narrative; » et « Wade's Confessions, » dans les « MS de Lansdowne, » nº 1152.

Robert Ferguson, celui-là même que dans sa fameuse satire Dryden a dépeint comme Judas, était, de tous ces exilés, celui qui formulait cette accusation avec le plus d'amertume et de véhémence. Écossais de naissance, il avait longtemps habité l'Angleterre, et à l'époque de la Restauration il desservait même une cure dans le comté de Kent. Élevé parmi les Presbytériens, ceux-ci l'avaient rejeté et il s'était fait Indépendant; puis il était devenu le chef d'un collége fondé par les dissidents à Islington, pour faire concurrence à l'école de Westminster et à celle du « Charter-House. » Souvent on l'avait entendu prêcher à Moorfields devant de grandes congrégations, et il avait publié plusieurs traités de théologie qu'on retrouve encore dans les recoins poudreux de quelques anciennes bibliothèques. Mais bien qu'il eût toujours à la bouche quelque texte de l'Écriture, ceux qui eurent avec lui quelques affaires d'argent, ne tardèrent pas à s'apercevoir que ce n'était qu'un escroc.

Enfin Ferguson abandonna presque entièrement la théologie pour s'occuper de politique, dans l'acception la plus basse du mot. Il appartenait à cette classe de fripons fanatiques qui, dans les temps de troubles, sont toujours prêts à rendre aux partis extrêmes ces services que rejette avec dégoût la probité et que la prudence même réprouve. Violent, fourbe, malfaisant, insensible à la honte, avide de renommée, aimant l'intrigue, le tumulte et le mal, il fut pendant bien des années l'agent de menées souterraines. Vivant au milieu de diffamateurs et de faux témoins, il était le caissier de fonds secrets servant à rétribuer des instruments trop vils pour être reconnus par le parti; en outre, il dirigeait une presse clandestine, qui vomissait tous les jours des pamphlets anonymes dont il se vantait de pouvoir inonder la terrasse de Windsor et de pouvoir déposer des exemplaires jusque sous l'oreiller du roi. Ce genre de vie le réduisit aux expédients, il dut souvent changer de nom, et à une certaine époque il avait quatre logements différents dans divers quartiers de Londres. Il s'associa au complot du « Rye-House, » et il y a tout lieu de croire qu'il fut l'auteur principal de ces projets sanguinaires qui jetèrent une si grande défaveur sur tout le parti whig. Quand la conspiration fut découverte, il dit adieu à ses complices terrifiés, en riant et en les traitant de novices; tandis que lui, disait-il, il était accoutumé à fuir, à se cacher, à se déguiser, et ne cesserait de comploter qu'en cessant de vivre. En effet, il parvint à gagner le continent, mais même là il ne fut pas en sûreté. Les ministres anglais auprès des cours étrangères reçurent ordre de le rechercher, et le gouvernement français alla jusqu'à promettre cinq cents pistoles à quiconque le livrerait. Du reste, il ne lui était pas facile de passer ina-

perçu ; son accent écossais des plus prononcés, sa taille maigre et élevée, ses joues creuses, la vivacité de son œil étincelant, en partie caché sous sa perruque, sa face bourgeonnée, ses épaules arrondies, et quelque chose de particulier dans sa démarche traînante, le faisaient partout reconnaître. Mais quoiqu'il fût en apparence poursuivi avec acharnement, on soupçonnait que cet acharnement était simulé et que les agents de la police avaient des ordres secrets de faire semblant de ne pas le voir. On ne peut guère supposer qu'il ne fût pas réellement un conspirateur obstiné, cependant il y a tout lieu de croire qu'il pourvoyait à son salut personnel en jouant à Whitehall le rôle d'espion du parti whig, et en fournissant au gouvernement tout juste ce qu'il fallait de dénonciations pour maintenir son crédit. Cette hypothèse est une explication toute simple de ce qui paraissait à ses complices une audace et une insouciance peu naturelles. Ne courant lui-même aucun danger, il conseillait toujours les moyens les plus violents et les plus périlleux, tournant en ridicule la pusillanimité de ceux qui, n'ayant pas eu l'infamie de prendre les mêmes précautions que lui, y regardaient à deux fois avant de se décider à jouer au hasard leur vie et ce qu'ils estimaient encore plus que la vie [1].

A peine arrivé en Hollande, il recommença à ourdir de nouvelles trames contre le gouvernement anglais, et ne manqua pas de trouver parmi les hommes exilés comme lui des oreilles dociles à ses perfides conseils. Monmouth, toutefois, se tenait obstinément à l'écart, et l'on ne pouvait rien entreprendre sans le secours de son immense popularité. Mais l'impatience des exilés était telle qu'ils se mirent en quête d'un nouveau chef; ils envoyèrent un émissaire à Edmund Ludlow, qui, fameux jadis parmi les chefs de l'armée parlementaire et les membres de la Haute-Cour de justice, s'abritait, depuis bien des années, de la vengeance des Stuarts, dans une retraite solitaire sur les bords du lac Léman. L'austère et vieux républicain refusa de quitter son ermitage : « Mon rôle est fini, dit-il; si l'Angleterre doit être sau- « vée, elle ne le sera que par des hommes plus jeunes que moi [2]. »

La mort inattendue du roi changea complétement l'aspect des affaires. Cette perspective d'un retour prochain dans la patrie, qu'un souverain insouciant mais bienveillant faisait briller aux yeux des Whigs exilés, disparaissait à l'avénement d'un prince opiniâtre en tout, mais

1. Voyez : « Burnet, » I, 542 ; — « Wood, Ath. Ox., » sous le nom d'Owen; — « Absalom and Achitophel, » part. II ; — « Eachard, » III, 682, 697; — « Sprat's True Account, » *passim ;* — « Nonconformist's Memorial ; » et « North's Examen, » 399.

2. « Wade's Confessions, » (Harleian MS, 6845.)

particulièrement dans ses vengeances. Ferguson entrait dans son élément : dépourvu des talents de l'écrivain et de l'homme d'État, il possédait à un haut degré les mauvaises qualités d'un tentateur. Il se mit donc à l'œuvre avec toute l'activité et toute l'adresse perfide d'un mauvais génie; il courait de proscrit en proscrit, soufflant à chaque oreille et soulevant dans chaque cœur des haines sauvages et des espérances insensées.

Il ne désespérait plus de séduire Monmouth : la position de ce malheureux jeune homme était complétement changée. La nouvelle accablante de la mort de son père et de l'avénement de son oncle au trône d'Angleterre, était venue le surprendre à la Haye, au milieu de bals et de parties de traîneaux, alors qu'il s'attendait chaque jour à être rappelé à Londres. Pendant la nuit qui suivit l'arrivée de ces fâcheuses nouvelles, les personnes qui logeaient près de ses appartements purent entendre ses sanglots et ses cris perçants. Le lendemain, il quitta la Haye, en donnant sa parole au prince et à la princesse d'Orange de ne faire aucune tentative contre le gouvernement d'Angleterre, et après avoir accepté quelque argent pour faire face à ses besoins les plus pressants [1].

L'avenir qui s'ouvrait devant Monmouth n'était pas brillant; il n'avait plus de chances de voir cesser son exil, et sa vie d'exil ne pouvait plus s'écouler au milieu des fêtes et des splendeurs d'une cour. Jusqu'alors, il est vrai, son cousin, le prince d'Orange, ainsi que la princesse, l'avaient traité avec une bienveillance marquée; mais ils ne pouvaient plus le soutenir ouvertement, sans courir le risque d'amener une rupture entre l'Angleterre et la Hollande. Toutefois, Guillaume lui donna un bon et sage conseil. L'Europe entière avait alors les yeux fixés sur la guerre qui se faisait en Hongrie entre l'Empereur et les Turcs; elle excitait un intérêt presque aussi grand que celui que les Croisades avaient soulevé cinq cents ans auparavant, et bon nombre de gentilshommes catholiques et même protestants servaient comme volontaires dans les rangs des Chrétiens. Guillaume engagea Monmouth à se rendre au camp de l'Empereur, et offrit de lui fournir les moyens d'y tenir noblement son rang. C'était certainement un bon parti à prendre, mais le duc ne put s'y résoudre ; il préféra se retirer à Bruxelles avec Henrietta Wentworth, baronne de Wentworth de Nettlestede, jeune fille d'une haute naissance et fort riche, qui se considérait comme sa femme devant Dieu, et qui, par amour, l'avait suivi

1. Voyez : « Avaux Neg., » 20-22 févr. 1685 ; » et « Lettre de Monmouth à Jacques, » datée de Ringwood. « The History of King William the Third, » 2e édit., 1703, vol. I, 160.

dans son exil, sacrifiant ainsi son honneur et l'espoir d'une grande alliance. Sous le charme de cette tendresse de femme, le calme rentra bientôt dans le cœur ulcéré de Monmouth; il sembla avoir trouvé le bonheur dans l'obscurité et le repos, et avoir oublié qu'il avait été l'ornement d'une cour splendide, la tête d'un grand parti, le chef d'une brillante armée, le prétendant à un trône.

Mais on ne le laissa pas longtemps dans ce repos d'esprit. Ferguson fit agir tous les moyens de séduction; lord Grey, qui par manque absolu d'argent, était prêt à se jeter dans toute entreprise, quelque désespérée qu'elle fût, lui vint en aide, et on ne négligea aucun artifice pour arracher Monmouth à sa retraite. Il résista aux premières ouvertures que lui firent ses anciens amis, déclarant qu'une descente en Angleterre était environnée de difficultés insurmontables, et protestant de son dégoût de la vie publique et de son désir d'être laissé aux charmes de son nouveau bonheur. Mais il n'était pas homme à résister longtemps à des obsessions adroites et continuelles. On prétend même que la puissante influence qui lui faisait chérir sa retraite travailla à l'en faire sortir : lady Wentworth voulait qu'il fût roi. Elle mit donc à sa disposition sa fortune, son crédit, ses diamants. Les convictions de Monmouth restèrent les mêmes, mais il n'eut pas la force de résister à de telles sollicitations[1].

Tous les exilés anglais acceptèrent avec joie Monmouth pour leur chef, mais il y avait une autre classe d'émigrés qui n'était pas disposés à reconnaître son autorité. Une administration pire qu'on n'en vit jamais dans la portion méridionale de notre île, avait chassé d'Écosse sur le continent bon nombre de fugitifs dont le zèle politique et religieux s'était enflammé en proportion de l'oppression qu'ils avaient eu à subir. Ces hommes-là avaient peu de goût pour un chef anglais; dans l'exil et dans la misère ils avaient conservé les scrupules de l'orgueil national, et ils n'auraient pas consenti à ce que leur pays descendît, par leur fait, au rang de province. Ils avaient donc un capitaine à eux, Archibald, neuvième comte d'Argyle, chef de la grande tribu des Campbell, et connu parmi les populations des montagnes d'Écosse sous le nom orgueilleux de Mac Callum More. Son père, le marquis

1. Voyez : « Welwood's Memoirs, » app. xv; et « Burnet, » I, 630. Grey raconta ces événements d'une manière un peu différente, mais c'était pour sauver sa vie. Don Pedro de Ronquillo, ambassadeur d'Espagne à la cour d'Angleterre, dans une lettre qu'il écrivait à peu près à cette époque au gouverneur des Pays-Bas, parle de Monmouth avec mépris comme vivant des libéralités de sa maîtresse, et donne très-injustement à entendre que la passion du duc n'était basée que sur l'intérêt : « Hallandose hoy tan fallo de medios que ha menester trasformarse en amor con miledi en vista della « necessidad de poder subsistir. » Lettre de Ronquillo à Grana, 30 mars-9 avril 1685.

d'Argyle, en qualité de chef des Covenantaires écossais, contribua grandement à la ruine de Charles Ier, et, aux yeux des royalistes, il n'avait pas suffisamment expié cette offense en accordant à Charles II le vain titre de roi et une prison d'État à Holyrood. Après le retour de la famille royale, le marquis fut mis à mort; son marquisat s'éteignit, mais on permit à son fils d'hériter de son titre de comte, et il se trouvait ainsi un des nobles les plus considérables d'Écosse. La conduite du comte, pendant les vingt années qui suivirent la Restauration, fut, à son propre dire, criminellement modérée; il s'était bien opposé, en quelques circonstances, à l'administration qui opprimait son pays, mais cette opposition avait toujours été faible et prudente. Ses condescendances en matière religieuse avaient scandalisé les rigides presbytériens, et quand les Covenantaires, poussés à bout par les persécutions, se soulevèrent, bien loin de montrer des dispositions à la résistance, il mit en campagne pour le soutien du gouvernement un nombre considérable de ses vassaux.

Telle avait été la conduite politique d'Argyle jusqu'au moment où le duc d'York, armé de toute l'autorité royale, arriva à Édimbourg. Ce despotique vice-roi s'aperçut bientôt qu'il ne pouvait pas compter sur l'appui absolu du comte; et comme le chef le plus puissant du royaume écossais ne pouvait être gagné, on résolut de se défaire de lui, sous des prétextes si frivoles, que l'esprit de chicane et l'esprit de parti mêmes s'en révoltèrent. On lui fit son procès pour crime de trahison. Il fut convaincu et condamné à mort. Les partisans des Stuarts ont affirmé, depuis, qu'on n'avait jamais eu l'intention d'exécuter la sentence, qu'on avait simplement voulu effrayer le comte et le forcer ainsi à abandonner sa puissante juridiction dans les Highlands. On ne peut décider aujourd'hui si Jacques eut, comme l'en accusèrent ses ennemis, la volonté de commettre un meurtre, ou simplement, comme l'affirmèrent ses amis, l'intention de commettre une extorsion à l'aide d'une menace de mort. « Je ne connais pas les lois écossaises, » dit à ce sujet Halifax au roi Charles, « mais je sais bien qu'ici on ne pendrait pas un chien pour les raisons qui ont fait condamner lord Argyle [1]. »

A l'aide d'un déguisement, Argyle put gagner l'Angleterre, et de là la province de Frise en Hollande, où jadis son père avait acheté une petite propriété, comme refuge pour sa famille en cas de guerre civile.

1. Voyez son procès dans la collection des « State Trials; » — « Burnet, » I, 521; — « A true and plain Account of the Discoveries made in Scotland, » 1684; — « The Scotch Mist cleared; » — « Sir George Mackensie's Vindication; » — « Lord Fountainhall's Chronological Notes. »

On disait parmi les Écossais que cette acquisition avait été faite à cause de la prédiction d'un prophète celtique, auquel il avait été révélé qu'un jour viendrait où Mac Callum More serait chassé de l'ancien château de ses pères, à Inverary [1]. Mais il est probable que les enseignements de son époque eurent plus d'effet sur le politique marquis que la révélation du prophète. Le comte Archibald se tint pendant quelque temps si tranquille dans la Frise, qu'on ignora généralement le lieu de sa retraite. Toutefois, il entretenait une correspondance avec ses amis, prenait part à la conspiration des Whigs, et concertait avec les chefs un plan d'invasion en Écosse [2]. Ce plan, qu'il avait abandonné lors de la découverte du complot du « Rye-House », devint, après la mort du feu roi, le sujet de toutes ses pensées.

Pendant son séjour sur le continent, Argyle avait plus profondément réfléchi sur les questions religieuses qu'il ne l'avait fait précédemment, et, sous un certain rapport, ses réflexions avaient produit un fâcheux effet sur son esprit. Ses préférences pour les formes synodales de gouvernement ecclésiastique allaient maintenant jusqu'à la bigoterie. Quand il se rappelait à quel point il s'était conformé au culte de l'église anglicane, le remords et la honte l'accablaient, et il ne montrait que trop de disposition à racheter, par son exagération et son intolérance, ses défections passées. D'un autre côté, cependant, l'occasion s'offrit bientôt de prouver au monde que la crainte et l'amour du Tout-Puissant lui avaient donné la force nécessaire pour soutenir les combats les plus terribles auxquels peut être soumise la nature humaine.

Ses compagnons d'infortune trouvèrent en lui un auxiliaire important. Quoique proscrit et fugitif, il était encore, sous certains rapports, le sujet le plus puissant des trois royaumes. Ses richesses, il est vrai, même avant sa condamnation, étaient inférieures, non-seulement à celles des grands seigneurs anglais, mais encore à celles de quelques gentilshommes des comtés de Kent et de Norfolk; mais son autorité patriarcale, autorité qu'aucune fortune ne pouvait donner et qu'aucune condamnation ne pouvait lui ôter, le rendait vraiment formidable comme chef d'insurrection. Il n'y avait pas un lord dans nos comtés méridionaux qui pût être sûr, en se déclarant contre le gouvernement, d'être suivi même de ses gardes-chasse et de ses piqueurs: un comte de Bedford ou un comte de Devonshire n'eût osé prendre l'engagement de mettre en campagne dix hommes. Mac Callum More,

1. Voyez la déposition de Robert Smith dans l'Appendix à « Sprat's True Account. »
2. « True and plain Account of the Discoveries made in Scotland. »

pauvre et dépouillé de son comté, pouvait à tout moment faire éclater une guerre civile sérieuse : il n'avait qu'à se montrer sur la côte de Lorn, et une armée se formerait en peu de jours autour de lui. Secondé par des circonstances favorables, il pouvait entraîner à sa suite jusqu'à cinq mille combattants dévoués, accoutumés aux exercices guerriers, capables de se mesurer en plaine avec des troupes régulières, et peut-être supérieurs à toute troupe régulière pour la défense des défilés sauvages de leurs montagnes environnées de brouillards et coupées par des ravins. Quelques années plus tard, à Killiecrankie, on vit ce dont était capable une semblable force bien dirigée contre des régiments aguerris et commandés par d'habiles généraux.

Mais quelque grands que fussent les titres d'Argyle à la confiance des exilés écossais, il en était cependant parmi eux qui ne l'aimaient pas, et qui, tout en se servant de son nom et de son influence, se refusaient à lui confier un pouvoir réel. Sir Patrick Hume, de Polwarth, dans le Berwickshire, chef de cette faction, était un gentilhomme des basses-terres qui avait été compromis dans le complot whig, et qui n'avait échappé qu'à grand'peine aux vengeances de la cour. On a jeté de grands doutes sur sa loyauté, mais sans raisons suffisantes; cependant, il faut admettre qu'il fit autant de tort à la cause par son obstination qu'il eût pu lui en faire par la trahison. Hume était un homme vaniteux, susceptible, entêté, inerte devant l'ennemi, n'ayant d'activité que contre ses alliés, incapable à la fois de commander et d'obéir. Il avait pour ami intime un autre exilé écossais, très-connu, qui possédait à un moindre degré les mêmes défauts; c'était Sir John Cochrane, fils cadet du comte de Dundonald.

Andrew Fletcher, de Saltoun, jouissait d'une renommée plus pure; c'était un homme distingué par son savoir et son éloquence, remarquable par son courage, son désintéressement, son patriotisme, mais ayant malheureusement un caractère difficile et intraitable. La mauvaise administration d'une suite de princes avait inspiré à Fletcher comme à ses contemporains illustres, Milton, Harrington, Marvel et Sidney, une aversion profonde pour la monarchie héréditaire. Toutefois, ce n'était pas un démocrate. Chef d'une ancienne famille normande, il s'enorgueillissait de son origine; grand orateur et grand écrivain, il était fier de sa supériorité intellectuelle. En sa double qualité de gentilhomme et de savant, il n'avait que dédain pour le bas peuple, auquel il était si peu disposé à accorder des droits politiques, qu'il allait même jusqu'à le trouver indigne de liberté individuelle. Il est assez singulier, en effet, que Fletcher, le républicain le plus

implacable, le plus honnête et le plus audacieux de son temps, ait été l'auteur d'un plan pour réduire en esclavage une grande portion des classes laborieuses de l'Écosse. Il rappelait ces sénateurs romains qui, tout en haïssant jusqu'au nom de la royauté, défendaient avec un inflexible orgueil les priviléges de leur ordre contre les envahissements de la plèbe et gouvernaient leurs esclaves à coups de fouet.

Les chefs de l'émigration anglaise et écossaise se réunirent à Amsterdam : Argyle s'y rendit de la Frise, et Monmouth du Brabant. Mais on s'aperçut bientôt que tous ces réfugiés n'avaient d'autre sentiment commun que la haine qu'ils portaient à Jacques, et leur impatience de voir cesser leur bannissement. Les Écossais étaient jaloux des Anglais, les Anglais jaloux des Écossais. Les hautes prétentions de Monmouth étaient blessantes pour Argyle qui, fier de son ancienne noblesse et de la légitimité de son extraction royale, ne se sentait nullement disposé à rendre hommage au rejeton d'ignobles et vagabondes amours. Mais la division qui s'éleva entre Argyle et une portion de ses partisans, était la plus sérieuse de toutes celles qui déchiraient ce petit cercle de proscrits. Le jugement de quelques-uns d'entre eux avait été tellement faussé par l'habitude d'une longue opposition à la tyrannie, et leur caractère tellement aigri, que toute contrainte, même la plus juste et la plus nécessaire, leur semblait intolérable. Ils savaient qu'ils ne pouvaient rien sans Argyle, ils auraient dû savoir aussi, qu'à moins de désirer leur ruine complète ils devaient placer une entière confiance en leur chef, ou abandonner toute idée d'entreprise militaire. L'expérience a prouvé que toute opération militaire, grande ou petite, doit être sous la direction absolue d'une seule pensée, et que chaque agent inférieur, quelle que soit sa position, doit obéir bravement, passivement, et comme volontairement, aux ordres mêmes qu'il désapprouve et dont les raisons secrètes lui restent inconnues. Les discussions publiques, les assemblées représentatives et tous les autres freins qu'on emploie dans les affaires civiles pour prévenir les abus d'autorité, sont déplacés dans un camp. Et c'est avec raison que Machiavel attribue les désastres des républiques de Venise et de Florence à la jalousie qui les poussa à intervenir dans les actes de leurs généraux [1]. La coutume hollandaise d'envoyer aux armées des représentants sans le consentement desquels on ne pouvait frapper un grand coup, était presque aussi dangereuse. Sans doute, il n'est jamais bien certain que le capitaine

1. « Discorsi sopra la prima Deca di Tito Livio, » lib. II, cap. 33.

auquel, dans l'heure du danger, on a confié un pouvoir dictatorial, s'en dessaisira paisiblement après le triomphe; et c'est là une des nombreuses considérations qui devraient faire hésiter longtemps avant de se décider à défendre par les armes les libertés publiques. Une fois déterminé à courir les chances de la guerre, il faut laisser au chef l'exercice absolu de cette autorité, sans laquelle une guerre ne peut être bien conduite. Il est possible que cette autorité fasse éclore un Cromwell ou un Napoléon, mais, d'un autre côté, il est presque certain que, sans cette autorité, toute entreprise finira comme celle d'Argyle.

Quelques-uns de ces Écossais émigrés, enflammés d'enthousiasme républicain, et complétement dépourvus des qualités nécessaires à la conduite de grandes affaires, employaient tout ce qu'ils avaient d'industrie et d'intelligence, non à rechercher les moyens de faire réussir l'attaque qu'ils méditaient contre un ennemi formidable, mais à restreindre le pouvoir de leur chef et à se garantir contre son ambition. La naïve folie avec laquelle ils s'obstinèrent à organiser une armée, comme s'il se fût agi d'une république, serait à peine croyable, si l'un d'entre eux n'avait pris soin d'en raconter franchement et complaisamment tous les détails [1].

Enfin on s'entendit : il fut décidé qu'une attaque serait faite, sans plus tarder, sur la côte occidentale de l'Écosse, et qu'elle serait immédiatement suivie d'une descente en Angleterre.

Argyle devait avoir le commandement en Écosse, mais il était placé sous le contrôle d'un comité qui s'était réservé les départements les plus essentiels de l'administration militaire. Ce comité devait déterminer le point de débarquement de l'expédition, nommer les officiers, surveiller la levée des troupes, distribuer les vivres et les munitions. Il ne restait plus au général que la direction des mouvements de l'armée en campagne, et encore lui fit-on promettre que, sauf les cas de surprise, il ne ferait rien sans l'assentiment d'un conseil de guerre.

A Monmouth échut naturellement le commandement en Angleterre. Son esprit malléable s'était, comme toujours, laissé influencer par la société qui l'entourait, et les espérances ambitieuses qu'on avait pu croire éteintes s'étaient rallumées dans son cœur. Se rappelant l'attachement que lui avait toujours montré le bas peuple, il s'attendait à le voir se lever en masse pour venir à sa rencontre; et le dévouement

1. « Sir Patrick Hume's Narrative, » *passim*.

que l'armée lui avait toujours montré, lui faisait croire que de nombreux régiments se joindraient à lui. Il recevait de Londres messages sur messages qui tous lui donnaient de l'espoir : on lui disait que l'injustice et la violence qui avaient présidé aux élections, avaient poussé la nation à bout ; que la prudence des Whigs avait seule pu, avec de grandes difficultés, empêcher une explosion sanglante le jour du couronnement, et que les grands seigneurs, qui jadis avaient appuyé le bill d'Exclusion, étaient impatients de se rallier à lui. Wildman, qui ne parlait qu'en paraboles, même en conspirant, lui fit dire qu'il y avait juste deux cents ans que le comte de Richmond avait débarqué en Angleterre avec une poignée d'amis, et que quelques jours plus tard, dans les plaines de Bosworth, ce même Richmond posait sur sa tête le diadème du roi Richard. Danvers prétendait être en mesure de soulever la Cité de Londres. Enfin, on persuada au duc que dès qu'il aurait déployé son étendard, le Bedfordshire, le Buckinghamshire, le Hampshire et le Cheshire prendraient les armes en sa faveur [1] ; en conséquence, il se jeta ardemment dans une entreprise qu'il avait réprouvée quelques semaines auparavant. Ses compatriotes ne lui imposèrent pas des restrictions aussi complétement absurdes que celles qu'avait dû subir Argyle : on n'exigea de lui que la promesse de ne prendre le titre de roi qu'après avoir fait reconnaître ses droits par un Parlement libre.

Il fut décidé que deux Anglais, Ayloffe et Rumbold, accompagneraient Argyle en Écosse, et que l'Écossais Fletcher suivrait Monmouth en Angleterre. Fletcher avait eu dès l'origine mauvaise opinion de cette entreprise, mais son courage chevaleresque ne lui permettait pas de reculer devant un danger que ses amis semblaient rechercher. Un jour que lord Grey répétait avec approbation ce que Wildman avait dit au sujet de Richmond et de Richard III, l'intelligent et prudent Écossais avait sagement remarqué qu'il y avait une grande différence entre le xve et le xviie siècle, que Richmond était sûr du soutien de barons qui pouvaient, chacun, mettre en campagne une armée de vassaux, et que, de plus, Richard n'avait pas un seul régiment de troupes régulières.

Les exilés parvinrent à réunir, soit par leurs propres ressources, soit par les contributions volontaires de leurs partisans en Hollande, la somme nécessaire à cette double expédition. On s'attendait à recevoir six mille livres sterling de Londres, il ne vint qu'une somme insignifiante, et, en place d'argent, on eut des excuses de la part de

1. Voyez : « Grey's Narrative; » et « Wade's Confessions, » Harleian MS, 6845.

Wildman; excuses qui auraient dû ouvrir les yeux de tous ceux qui n'étaient pas volontairement aveuglés. Le duc combla ce déficit en mettant en gage ses bijoux et ceux de lady Wentworth. On acheta des armes, des munitions, des vivres, et l'on affréta plusieurs bâtiments du port d'Amsterdam [1].

Il est à remarquer que John Locke, l'homme le plus illustre et le plus grossièrement calomnié parmi ces exilés anglais, se tint à l'écart de ces téméraires projets. Comme philosophe, il haïssait la tyrannie et les persécutions, mais son esprit élevé et la douceur de son caractère le préservèrent des violences de l'homme de parti. Par ses relations confidentielles avec Shaftesbury, il avait encouru la disgrâce de la cour; mais sa prudence avait été telle, qu'il eût été inutile de l'amener devant les tribunaux, quelque corrompus et injustes qu'ils fussent à cette époque. Sous un rapport néanmoins, il était vulnérable : il était membre du collége de «Christ-Church,» à l'Université d'Oxford. On résolut de chasser de ce célèbre collége le plus grand génie qu'il ait jamais produit. Ce n'était pas chose facile : à Oxford, Locke s'était toujours abstenu d'exprimer aucune opinion sur la politique du jour. On l'avait environné d'espions, et des docteurs en théologie, des maîtres ès arts, n'avaient pas rougi d'accepter la plus vile des missions, celle de surprendre sur les lèvres d'un collègue des paroles qui devaient le perdre. En vain avait-on amené la conversation sur des sujets irritants, sur le bill d'Exclusion et sur le caractère du comte de Shaftesbury, Locke n'avait ni éclaté, ni dissimulé, mais il s'était tenu dans un silence si obstiné et si calme, que ces agents du pouvoir avaient été obligés de convenir à regret qu'il n'existait pas d'homme aussi complétement maître de sa langue et de ses passions. Quand on vit que la trahison ne pouvait rien, on eut recours à l'arbitraire, et, après avoir vainement essayé d'attirer Locke dans quelque embûche, le gouvernement résolut de le punir comme s'il y était tombé. L'ordre de l'exclure de l'Université fut expédié de Whitehall, et le doyen, en tête du conseil canonique, s'empressa d'y obtempérer.

Locke voyageait sur le continent pour sa santé, quand il apprit qu'il venait d'être subitement et arbitrairement privé d'abri et de pain. L'injustice de ce procédé l'eût autorisé à avoir recours à des moyens violents de réparation, mais il n'était pas homme à se laisser aveugler par un ressentiment personnel. N'espérant rien de bon de ce que l'on projetait à Amsterdam, il se retira tranquillement à Utrecht, où il écrivit sa

1. « Grey's Narrative. »

fameuse Lettre sur la Tolérance, pendant que ses compagnons d'infortune travaillaient à leur propre ruine[1].

Le gouvernement anglais ne tarda pas à apprendre qu'il se tramait quelque chose parmi les proscrits. Il ne paraît pas cependant qu'on crût d'abord à une invasion en Angleterre : on craignait seulement qu'Argyle n'apparût bientôt en armes au milieu de son clan. En conséquence, le gouvernement publia une proclamation dans laquelle il ordonnait que l'Écosse fût mise en état de défense, et que la milice se tînt prête à marcher. Tous les clans hostiles au nom de Campbell furent bientôt en mouvement. John Murray, marquis d'Athol, nommé Lord-lieutenant du comté d'Argyle, s'établit, à la tête d'un corps considérable de partisans, dans le château même d'Inverary; on arrêta quelques personnes suspectes, d'autres furent obligées de fournir des otages; des bâtiments de guerre furent envoyés pour croiser aux environs de l'île de Bute, et une partie de l'armée d'Irlande fut dirigée sur la côte de l'Ulster[2].

Pendant qu'on faisait ainsi des préparatifs de résistance en Écosse, Jacques appelait dans son cabinet Arnold Van Citters, qui depuis longtemps résidait en Angleterre comme ambassadeur des Provinces-Unies, ainsi qu'Éverard Van Dykvelt, qui, à l'occasion de la mort du roi Charles, était venu pour complimenter le nouveau roi de la part des États-Généraux. Jacques leur dit qu'il savait, de source certaine, que ses sujets émigrés en Hollande complotaient contre son trône, que quelques-uns d'entre eux étaient des coupe-jarrets que la providence spéciale de Dieu avait seule empêchés de commettre un horrible meurtre, et que, parmi ces misérables, il fallait compter le propriétaire du lieu désigné pour cette boucherie. « Argyle, ajouta le roi, est « l'homme du monde qui peut me faire le plus de mal, et la Hollande « est le point de l'Europe d'où il peut le mieux diriger ses coups. » Citters et Dykvelt lui promirent que ce qu'ils venaient d'entendre serait immédiatement communiqué à leur gouvernement, et exprimèrent leur conviction que nul effort ne serait épargné pour le satisfaire[3].

1. Voyez : « Le Clerc's Life of Locke; » — « Lord King's Life of Locke; » et « Lord Grenville's Oxford and Locke. » Locke ne doit pas être confondu avec l'anabaptiste *Look*, dont le nom est écrit *Locke* dans « Grey's Confessions, » et dont il est fait mention dans le MS. de Lansdowne (1152) et dans la narration de Buccleuch ajoutée à la dissertation de M. Rose. Je n'aurais pas cru nécessaire de faire cette remarque, si la similitude des deux noms ne me paraissait pas être la cause de l'erreur dans laquelle est tombé un homme profondément versé dans l'histoire de cette époque, le Speaker Onslow. Voyez sa note sur Burnet, I, 629.

2. Voyez : « Wodrow, » liv. III, chap. IX; — « London Gazette, » mai 1685; et « Barillon, » 11-21 mai.

3. Voyez les Registres des procès-verbaux des États-Généraux, 5-15 mai 1685.

Cette conviction était fondée : le prince d'Orange et les États-Généraux désiraient vivement alors qu'on n'abusât pas de l'hospitalité de la Hollande de manière à donner de justes sujets de plainte au gouvernement anglais. Jacques venait de tenir tout récemment un langage qui avait fait naître l'espérance de le voir secouer l'ascendant de la France ; une étroite alliance entre l'Angleterre, les Pays-Bas et la maison d'Autriche, paraissait probable; de plus, les intérêts personnels du Stathouder étaient pour lors d'accord avec ceux de son beau-père : on était donc à la Haye très-désireux d'éviter tout ce qui pourrait offenser.

Les circonstances demandaient une action prompte et vigoureuse, que la nature même des institutions bataves rendait pour ainsi dire impossible. L'Union d'Utrecht, improvisée, au milieu des troubles d'une révolution, pour les besoins du moment, n'avait jamais été soumise aux révisions et aux perfectionnements que comportent les temps de calme. Chacun des sept États qui formaient cette union conservait en grande partie ses droits de souveraineté, et les défendait avec une jalousie pointilleuse contre le pouvoir central. De même que les autorités fédérales n'avaient aucun moyen d'exiger prompte obéissance des autorités provinciales, de même ces autorités provinciales étaient sans force à l'égard des autorités municipales. La Hollande seule contenait dix-huit cités, chacune desquelles formait, sous de certains rapports, un État indépendant, jaloux de toute intervention extérieure. Quand les magistrats d'une ville recevaient de la Haye un ordre qui leur déplaisait, ou ils n'en tenaient aucun compte, ou ils l'exécutaient tardivement et négligemment. L'influence du prince d'Orange était toute-puissante, il est vrai, dans quelques conseils de ville, mais malheureusement la riche et populeuse cité d'Amsterdam avait été le point choisi pour la réunion des exilés et l'équipement de leur flotte, et ses magistrats se trouvaient à la tête de la faction hostile au gouvernement fédéral et à la maison de Nassau. L'administration maritime des Provinces-Unies était dirigée par cinq différents conseils d'Amirauté : un de ces conseils siégeait à Amsterdam, et comme il était nommé en partie par les autorités de la ville, il était animé de leur esprit d'opposition.

Tous les efforts du gouvernement fédéral pour donner satisfaction à Jacques échouèrent, grâce au mauvais vouloir des fonctionnaires d'Amsterdam et aux bévues du colonel Bevil Skelton, qui venait d'arriver à la Haye comme envoyé d'Angleterre. On l'avait jugé plus particulièrement propre à ce poste, parce qu'il était né à la Haye pendant

les troubles civils d'Angleterre [1]. Le fait, c'est qu'il n'était propre ni à cette mission diplomatique ni à aucune autre. Skelton, d'après le portrait que nous ont laissé de lui des juges compétents, était le plus superficiel, le plus léger, le plus bavard, le plus présomptueux et le plus violent des hommes [2]. Il ne s'inquiéta guère des projets des réfugiés que lorsque trois vaisseaux nolisés pour l'expédition en Écosse, ayant à bord armes, munitions, vivres et passagers, furent sortis sains et saufs du Zuyder-Zée. Alors, au lieu de s'adresser, comme il aurait dû le faire, aux États-Généraux qui siégeaient à sa porte, il dépêcha un courrier aux magistrats d'Amsterdam, demandant que les vaisseaux suspects fussent détenus. Ces magistrats lui répondirent que l'embouchure du Zuyder-Zée se trouvait en dehors de leur juridiction et le renvoyèrent au gouvernement fédéral. C'était évidemment une défaite; car si l'on avait réellement eu, à l'hôtel de ville d'Amsterdam, la volonté d'empêcher le départ d'Argyle, rien n'eût été plus facile. Skelton s'adressa donc aux États-Généraux, qui se montrèrent très-empressés de satisfaire à sa demande, et, vu l'urgence, ils se départirent du cours ordinaire de semblables affaires : le jour même, on expédia à l'Amirauté d'Amsterdam un ordre exactement conforme à la réclamation de l'ambassadeur anglais. Mais, par suite de renseignements inexacts, cet ordre ne désignait pas correctement la position des vaisseaux; on les disait sur les côtes de Texel, tandis qu'ils étaient sur celles de Vlie. L'Amirauté profita de cette méprise pour ne rien faire, et avant que l'erreur pût être rectifiée, les trois bâtiments avaient mis à la voile [3].

Les dernières heures qu'Argyle passa sur la côte de Hollande furent des heures d'anxiété. Il y avait près de lui un vaisseau de guerre hollandais, dont une seule bordée pouvait en un instant anéantir son expédition; autour de sa flottille circulait un canot monté par des hommes qui paraissaient être des espions, et qui examinaient tout à l'aide de longues-vues : mais, en somme, on ne prit aucune mesure officielle pour le retenir, et, dans la soirée du 2 mai, il gagna la pleine mer par un vent favorable.

Le voyage fut heureux. Le 6, Argyle était en vue des Orcades; mais il mit malheureusement à l'ancre devant Kirkwall et laissa

1. Cette particularité est mentionnée dans ses lettres de créance en date du 16 mars 1684-5.

2. Lettre de Bonrepaux à Seignelay du 4-14 fév. 1686.

3. Voyez : « Avaux Neg., » 30 avril-10 mai, 1er-11 mai, 5-15 mai 1685; — « Sir Patrick Hume's Narrative; » — « Lettre de l'Amirauté d'Amsterdam aux États-Généraux, » du 20 juin 1685; et « Memorial of Skelton, » remis aux États-Généraux le 10 mai 1685.

débarquer deux des siens, que l'évêque fit arrêter. Cette arrestation donna lieu à un débat long et animé parmi les réfugiés; car, si leur conduite fut faible et irrésolue dans tout le cours de l'expédition, on ne saurait leur reprocher d'avoir manqué d'ardeur et d'opiniâtreté dans leurs discussions. Quelques-uns voulaient qu'on attaquât Kirkwall; d'autres opinaient pour qu'on partît tout de suite pour l'Argyleshire; enfin le comte ayant fait saisir quelques gentilshommes résidant sur la côte de l'île, proposa à l'évêque un échange de prisonniers. L'évêque ne fit aucune réponse, et, après trois jours de délai, la flotte remit à la voile.

Ce retard était plein de dangers. On sut bientôt, à Édimbourg, que l'escadre rebelle avait touché aux Orcades; des troupes furent à l'instant expédiées, et quand Argyle arriva dans son comté, il trouva tout préparé pour le repousser. Il débarqua Charles, son second fils, à Dunstaffnage, pour appeler aux armes le clan des Campbell. Celui-ci revint avec de tristes nouvelles : les pêcheurs et les pasteurs étaient prêts, il est vrai, à suivre Mac Callum More; mais, quant aux Chefs du clan, les uns étaient en fuite, les autres étaient prisonniers; de ceux qui étaient restés chez eux, plusieurs s'étaient ralliés au gouvernement; d'autres, effrayés d'un soulèvement, avaient même refusé de voir le fils de leur Chef. De Dunstaffnage la petite armée se mit en marche vers Campbell-Town, à l'extrémité méridionale de la presqu'île de Kintyre. Ce fut là que le comte publia une proclamation qui avait été rédigée en Hollande, sous la direction du comité, par James Stewart, avocat écossais, dont la plume devait, quelques mois plus tard, être employée d'une manière bien différente. Ce manifeste énumérait avec force, et dans un langage quelquefois grossier, plusieurs griefs plus ou moins réels. On donnait à entendre que le feu roi était mort empoisonné; on déclarait que l'expédition avait pour objet principal non-seulement la destruction du papisme, mais encore l'abolition de l'Épiscopat, qu'on nommait la racine amère et le rejeton du papisme; enfin, on exhortait tous les bons Écossais à combattre vaillamment pour la défense de leur pays et de leur Dieu.

Quelque zélé que fût Argyle pour ce qu'il considérait comme la vraie religion, il ne se fit aucun scrupule de se soumettre à une pratique moitié papiste, moitié païenne : une mystérieuse croix de bois d'if, à laquelle on mit le feu et qu'on plongea ensuite dans le sang d'une chèvre, fut colportée dans le clan pour appeler aux armes tous les Campbell, depuis l'âge de seize ans jusqu'à soixante. L'isthme de Tarbet fut choisi comme point de rendez-vous. Le rassemblement,

quoique peu considérable, comparé à ce qu'il aurait été si l'esprit de corps du clan n'eût pas été altéré, était cependant formidable : il s'élevait à huit cents hommes. Argyle divisa ses montagnards en trois corps et s'occupa du choix des officiers.

Les disputes qui s'étaient élevées en Hollande et qui n'avaient pas cessé pendant tout le temps du voyage, devinrent encore plus violentes à Tarbet. Le comité voulut même gêner l'exercice du pouvoir seigneurial du comte sur ses Campbell, en l'empêchant de fixer, de sa propre autorité, le rang militaire des membres du clan. Et pendant que ces intrigants disputeurs cherchaient ainsi à affaiblir le pouvoir d'Argyle sur ses montagnards, ils entretenaient, d'un autre côté, une correspondance avec les Écossais de la plaine, recevaient et envoyaient des lettres qu'ils ne communiquaient point à leur chef nominal. Hume et ses amis, qui s'étaient réservé la surintendance des approvisionnements, administrèrent cet important département avec un laisser-aller qui ressemblait beaucoup à l'improbité, laissant les armes se détériorer, gaspillant les vivres, et se livrant à l'orgie, quand ils auraient dû donner à leurs inférieurs l'exemple de la sobriété.

La grande affaire consistait à décider si les montagnes ou la plaine seraient le théâtre de la guerre. Pour Argyle, le point important était d'établir son autorité sur ses propres domaines, d'en chasser les clans envahisseurs du Perthshire, et de reconquérir l'ancien château de ses pères, à Inverary. Cela fait, il devait compter sur quatre ou cinq mille hommes, armés de claymores; et avec cette troupe, il pouvait se défendre, dans ce pays sauvage, contre toutes les forces de l'Écosse; de plus, il s'assurait une excellente base d'opération pour prendre l'offensive : c'était là sans contredit le meilleur parti qu'il pût adopter. Rumbold, militaire élevé à bonne école, et qui, comme Anglais, devait être un arbitre impartial entre les factions écossaises, fit tout ce qu'il put pour faire prévaloir les idées du comte; mais Hume et Cochrane se montrèrent intraitables. On peut assurer que la jalousie qu'ils portaient à Argyle était plus forte que le désir de voir réussir l'expédition. Ils comprenaient bien que celui-ci, une fois au milieu de ses montagnes et de ses lacs, et à la tête d'une armée uniquement composée d'hommes de son clan, braverait facilement leur opposition et exercerait toute l'autorité d'un général. Ils disaient entre les dents que les Écossais de la plaine étaient les seuls qui eussent à cœur la bonne cause, et que les Campbell ne prenaient les armes ni pour la liberté, ni pour l'Église de Dieu; mais simplement pour Mac Callum More. Cochrane déclara qu'il pénétrerait dans le Ayrshire, dût-il y aller seul,

une fourche à la main. Argyle, après une longue résistance, consentit, bien malgré lui, à diviser sa petite armée : il resta dans les montagnes avec Rumbold, tandis que Cochrane et Hume se mirent à la tête des troupes qui allaient envahir les comtés de la plaine.

C'était dans le Ayrshire que voulait débarquer Cochrane, mais les côtes de ce comté étaient gardées par des frégates anglaises, et les aventuriers durent remonter l'embouchure du Clyde jusqu'à Greenock. Ce n'était alors qu'un petit village de pêcheurs composé d'une seule rangée de cabanes à toits de chaume; aujourd'hui, c'est un port florissant dont le produit des douanes s'élève à plus de cinq fois le revenu total que les Stuarts retiraient du royaume d'Écosse. Il y avait à Greenock un corps de milice; mais Cochrane, manquant de vivres, n'en voulait pas moins débarquer; Hume s'y opposait. Cochrane tint bon et donna ordre à un officier, nommé Elphinstone, de se rendre à terre dans un canot avec vingt hommes. Mais l'esprit de révolte qui divisait les chefs s'était propagé dans tous les rangs. Elphinstone répondit qu'il n'était obligé d'obéir qu'à des ordres raisonnables, et que celui qu'il recevait ne l'était pas; bref, il refusa de débarquer. Le brave major Fullarton, estimé de tous les partis, et tout dévoué à Argyle, s'offrit de débarquer avec douze hommes seulement. Il y parvint malgré la mousqueterie de la côte, et après un léger engagement la milice se retira. Cochrane put entrer à Greenock et s'approvisionner de farine, mais il ne trouva chez le peuple aucune disposition à l'insurrection.

Le fait est que l'esprit public, en Écosse, différait beaucoup de ce que l'avaient supposé les exilés qui s'étaient laissé égarer par les illusions en tous temps communes aux proscrits. Le gouvernement, il est vrai, était détestable et détesté, mais les mécontents divisés en partis tout aussi hostiles les uns aux autres qu'au gouvernement lui-même, ne montraient aucun empressement à se joindre aux rebelles. Les uns pensaient que cette insurrection ne présentait aucune chance de succès; une longue et cruelle oppression avait abattu le courage des autres. Il existait bien une classe d'enthousiastes peu habitués à calculer les chances et que l'oppression avait exaspérés; mais ces hommes ne faisaient guère de différence entre Argyle et Jacques. Leur rage était montée à un tel degré, que ce qui paraissait à tout le monde un zèle exagéré, leur semblait à eux une tiédeur laodicéenne. A les entendre, la vie passée du comte était souillée par la plus vile des apostasies. Ces mêmes montagnards qu'il appelait à lui pour détruire l'Épiscopat, ne les avait-il pas réunis, quelques années auparavant, pour la défense

de ce même Épiscopat? Des esclaves ignorants et insouciants de toute religion, prêts à se battre au gré de Mac Callum More, pour les synodes, l'Épiscopat ou le papisme, étaient-ils bien de convenables alliés pour le peuple de Dieu? Quelque inconvenant et intolérant que fût le ton du manifeste, il n'était aux yeux de ces fanatiques qu'un document lâche et mondain. Une constitution religieuse telle que la voulait Argyle, telle qu'un libérateur plus heureux que lui la donna plus tard, ne leur paraissait pas mériter tant d'efforts. Ce qu'ils voulaient, ce n'était pas seulement la liberté de conscience pour eux-mêmes, mais un empire absolu sur la conscience d'autrui; l'organisation, la doctrine, le culte presbytériens, ne leur suffisaient pas, il leur fallait le Covenant dans toute sa rigueur. Pour les contenter, il eût fallu sacrifier au triomphe d'un système théologique, tous les avantages de l'ordre civil. Quiconque hésitait à violer les lois de la charité chrétienne pour l'établissement de simples formes religieuses, quiconque prêchait la tolérance ou la moindre latitude de conscience, faisait, selon leur expression, une coupable halte entre Jéhovah et Baal; quiconque condamnait des actes tels que l'assassinat du cardinal Beatoun et de l'archevêque Sharp, commettait un crime semblable à celui qui avait fait rejeter Saül du trône d'Israël. Toutes les lois qui, parmi les hommes civilisés et chrétiens, adoucissent les horreurs de la guerre n'étaient, disaient-ils, qu'abomination aux yeux du Seigneur; il ne fallait ni recevoir ni demander quartier. Un Malais furieux, un chien enragé poursuivi par la foule, tels étaient les modèles que devaient imiter des chrétiens se battant pour leur légitime défense. L'esprit de ces fanatiques restait fermé à tous les raisonnements qui peuvent influer sur la conduite d'hommes d'État et de généraux; par cela seul qu'on raisonnait, on prouvait suffisamment qu'on n'était pas un des fidèles. Sans la bénédiction divine, quel secours pourrait-on attendre d'artificieux politiques, de vieux capitaines, de caisses d'armes de Hollande, et de régiments composés des Celtes non régénérés des montagnes de Lorn? Si au contraire le temps du Seigneur était venu, ne pouvait-il pas, comme jadis, confondre la sagesse par la folie et sauver le monde aussi bien par la main de quelques-uns que par la force du nombre? Les baïonnettes de Claverhouse et les sabres d'Athol, pourraient alors être brisés par des armes aussi faibles que la fronde de David ou la cruche de Gédéon[1].

1. J'engage les personnes qui pencheraient à croire que j'ai exagéré l'absurdité et la férocité de ces hommes, à lire les deux livres intitulés : « Hind let Loose » et « Faithful Contendings displayed ; » elles verront que j'ai plutôt adouci qu'exagéré le tableau.

Cochrane n'ayant pu soulever les populations du sud de la Clyde, rejoignit Argyle dans l'île de Bute. Le comte proposa de nouveau de faire une tentative sur le château d'Inverary, mais il rencontra dans le comité une opiniâtre opposition. Les marins soutenaient Hume et Cochrane; les montagnards étaient tout dévoués à leur Chef; on pouvait craindre que ces deux partis n'en vinssent aux mains, et le conseil, pour éviter un tel désastre, se décida à faire quelques concessions. On prit pour quartier général le château d'Ealan Ghierig, situé à l'embouchure de Loch Riddan, et on y débarqua les munitions et les vivres. La flottille fut amarrée sous les murs, dans un lieu où l'on pensait que les rochers et les bas-fonds empêcheraient toute frégate de passer. On éleva des ouvrages extérieurs et on établit une batterie composée de quelques canons de faible calibre enlevés des vaisseaux. Malheureusement le commandement du fort fut confié à Elphinstone, qui s'était déjà montré plus disposé à argumenter contre ses chefs qu'à combattre l'ennemi.

Pendant quelques heures, on déploya une certaine vigueur. Rumbold s'empara du château d'Ardkinglass. Le comte, de son côté, après quelques escarmouches heureuses avec les troupes d'Athol, allait se diriger sur Inverary, quand des nouvelles alarmantes venues de ses vaisseaux et l'annonce de dissensions qui avaient éclaté dans le comité, le forcèrent à revenir sur ses pas. On lui mandait que les frégates royales s'étaient plus approchées du château d'Ealan Ghierig qu'on ne l'avait cru possible, et que les Chefs des basses-terres refusaient positivement de s'engager davantage dans les montagnes. Revenu en toute hâte, Argyle proposa d'attaquer les frégates; sa petite escadre, il est vrai, n'était guère en état d'engager un pareil combat, mais elle pouvait être soutenue par une flottille de trente grands bateaux de pêche montés par des montagnards aguerris. Le comité s'opposa encore à ce plan, et rendit son exécution impossible en excitant une révolte parmi les matelots.

La confusion et le découragement se mirent partout. Les vivres, gaspillés par le comité, manquaient aux troupes; les montagnards désertaient par centaines. Le comte, abattu par le malheur, dut céder à l'exigence de ceux qui voulaient obstinément qu'il marchât vers les Basses-terres.

En conséquence, la petite armée se hâta de descendre au rivage de Loch Long, traversa dans la nuit ce bras de mer et débarqua dans le comté de Dunbarton. Là on apprit, le lendemain matin, que les frégates avaient forcé un passage, que tous les bâtiments du comte avaient

été pris, et qu'enfin Elphinstone avait fui de Ealan Ghierig sans coup férir, laissant le château et les approvisionnements aux mains de l'ennemi.

Il ne restait plus qu'à tenter une irruption dans la plaine, et cela au milieu des circonstances les plus défavorables. Argyle se décida à pousser hardiment jusqu'à Glasgow; mais aussitôt que sa résolution fut connue, ces mêmes hommes qui jusqu'alors l'avaient engagé à cette expédition, s'effrayèrent, argumentèrent, firent des remontrances, et quand ils virent enfin qu'Argyle n'en voulait tenir aucun compte, ils conçurent le projet de s'emparer des bateaux et de se sauver en laissant leur général et les hommes de son clan vaincre ou mourir sans secours. Mais ce projet échoua, et les lâches qui l'avaient formé furent contraints de partager avec de plus braves qu'eux les périls de cette dernière aventure.

Pendant leur marche à travers le pays qui sépare Loch Long de Loch Lomond, les insurgés furent continuellement inquiétés par des bandes de milice; il s'ensuivit quelques escarmouches dans lesquelles le comte eut le dessus. Mais cette milice repoussée, en se repliant devant lui, répandit la nouvelle de son approche, et à peine eut-il passé la rivière de Leven, qu'il se trouva en face d'un corps considérable de troupes régulières et irrégulières venues à sa rencontre.

Le comte voulait livrer bataille, Ayloffe était du même avis, mais Hume déclara que ce serait folie d'attaquer. Il voyait un régiment d'Habits-rouges, et peut-être y en avait-il d'autres; c'était se dévouer à la mort que se mesurer avec une force si imposante. « Il fallait, « disait-il, attendre la nuit et en profiter pour s'esquiver. »

Il s'établit une vive altercation que la médiation de Rumbold parvint difficilement à calmer. On était à la fin de la journée, et les deux armées campèrent à peu de distance l'une de l'autre. Argyle proposa une attaque de nuit, proposition qui fut encore rejetée.

Puisqu'il était décidé qu'on ne se battrait pas, il ne restait plus qu'à prendre le parti que Hume avait proposé. On pouvait espérer qu'en décampant pendant la nuit et en faisant une marche forcée à travers les bruyères et les marécages, on pourrait gagner quelque avance sur l'ennemi et atteindre Glasgow sans encombre. On partit donc en laissant brûler les feux de bivouac; mais les désastres se succédaient : les guides perdirent leur chemin dans les bruyères et conduisirent l'armée sur des terrains marécageux. Au milieu de l'obscurité et sur ce sol inégal et dangereux, l'ordre militaire ne put être maintenu parmi des soldats découragés et indisciplinés. A chaque instant une

nouvelle panique s'emparait des troupes disséminées. Tout ce qu'on entendait, tout ce qu'on voyait, faisait croire à la poursuite de l'ennemi; les officiers eux-mêmes contribuaient à répandre l'alarme qu'il était de leur devoir de calmer. L'armée n'était plus qu'une foule confuse qui diminuait d'heure en heure; car, à la faveur de la nuit, un grand nombre d'insurgés s'étaient enfuis. Rumbold, avec quelques-uns de ces braves que nul danger n'effraie, s'était perdu et n'avait pu rejoindre le corps principal. Enfin, à la pointe du jour il ne se trouvait que cinq cents fugitifs, découragés et harassés, à Kilpatrick.

Il ne fallait plus songer à continuer la guerre, et il était évident que les chefs de l'expédition ne s'en tireraient pas facilement la vie sauve. Ils s'enfuirent dans différentes directions. Hume gagna le continent; Cochrane fut arrêté et envoyé à Londres; Argyle comptait trouver un asile sous le toit d'un de ses vieux serviteurs, qui habitait près de Kilpatrick, mais son espoir fut déçu, et il dut traverser le Clyde. Déguisé en paysan, il se fit passer pour le guide du major Fullarton, dont la courageuse fidélité bravait tous les dangers. Ils voyagèrent ainsi à travers le Renfrewshire jusqu'à Inchinnan, endroit où se trouve le confluent du Black Cart et du White Cart, deux ruisseaux qui maintenant arrosent des villes florissantes et font mouvoir les roues de nombreuses usines, mais qui alors roulaient leurs tranquilles eaux à travers les bruyères et les pâturages avant de se jeter dans le Clyde. Le seul gué qui pût donner passage aux deux fugitifs était gardé par un détachement de milice. Aux questions qui lui furent faites, Fullarton répondit de manière à attirer sur lui tous les soupçons, afin qu'on ne reconnût pas son compagnon; mais les questionneurs, soupçonnant que le guide n'était point le rustre qu'il semblait être, voulurent l'arrêter. Argyle s'arracha de leurs mains, et d'un bond se jeta à l'eau. Aussitôt on se mit à sa poursuite. Pendant un instant, il tint tête à cinq assaillants; mais il ne portait d'autres armes que des pistolets de poche qui étant mouillés, ne lui furent d'aucune utilité. Un coup de sabre l'étendit à terre, et on se rendit maître de sa personne.

Il déclara qu'il était le comte d'Argyle; peut-être espérait-il que ce grand nom lui attirerait le respect et la pitié de ceux qui l'avaient arrêté; et, en effet, ils furent fortement émus, car c'étaient de simples Écossais, d'une humble condition, qui probablement, quoiqu'ils fussent armés pour la défense de la couronne, penchaient secrètement pour le culte de l'église calviniste, et avaient été accoutumés à révérer leur captif comme le chef d'une illustre famille et le champion de la reli-

gion protestante. Mais, malgré leur émotion et les pleurs que versèrent quelques-uns d'entre eux, ils n'étaient pas disposés à abandonner une récompense considérable et à encourir la vengeance d'un gouvernement impitoyable. Ils conduisirent donc leur prisonnier à Renfrew. L'homme qui prit le plus de part à cette arrestation se nommait Riddell; aussi, pendant plus d'un siècle, toute la race des Riddell fut en horreur à la grande tribu des Campbell; et nos contemporains se rappellent même le temps où un Riddell était obligé de prendre un faux nom, s'il voulait aller à quelque foire dans le comté d'Argyle.

C'est de ce moment que date la période la plus brillante de la carrière d'Argyle. Son entreprise ne lui avait attiré jusqu'alors que reproches et dérision. Sa grande erreur fut de n'avoir pas résolument refusé un titre de général que n'accompagnait aucun pouvoir. S'il était resté tranquille dans sa retraite de la Frise, il est probable qu'il eût été rappelé avec honneur dans sa patrie au bout de quelques années, et qu'il se serait fait remarquer parmi les soutiens et les ornements de la monarchie constitutionnelle. S'il avait conduit son expédition selon ses idées et qu'il n'eût mené avec lui que des hommes préparés à exécuter aveuglément tous ses ordres, il est possible qu'il eût fait quelque chose de grand. Car ce qui lui manqua comme capitaine, ce ne fut ni le courage, ni l'activité, ni l'intelligence, mais seulement l'autorité. Il aurait dû comprendre que sans autorité, rien n'était possible. On a vu triompher des armées sous des chefs de talents médiocres, mais quelle armée, commandée par un club, échappa jamais au déshonneur et à la déroute?

L'infortune d'Argyle lui procura au moins un avantage; elle lui permit de montrer, dans une épreuve solennelle, quel homme il était. Du jour où il quitta la Frise jusqu'au moment où ses compagnons l'abandonnèrent à Kilpatrick, il n'avait jamais agi librement : il avait dû subir la responsabilité d'une longue série de mesures que sa raison réprouvait. Maintenant, enfin, il était seul : sa captivité lui rendait la plus noble des libertés, celle de régler lui-même ses paroles et ses actes et de ne faire que ce qui lui paraissait juste et convenable. Tout d'abord il fut comme inspiré par une nouvelle sagesse et un nouveau courage; son intelligence sembla s'être fortifiée et pour ainsi dire concentrée, son caractère moral s'éleva et s'adoucit tout à la fois. L'insolence du vainqueur n'épargna rien de ce qui pouvait éprouver la patience d'un homme fier de son ancienne noblesse et de son influence patriarcale. On le traîna en triomphe dans Édimbourg; il traversa tête nue et à pied cette majestueuse rue, assombrie par de

gigantesques et noirs édifices, qui conduit d'Holyrood-House au château; devant lui marchait le bourreau, tenant à la main l'horrible instrument avec lequel le cadavre du condamné devait être coupé en quartiers. Le parti victorieux se souvenait encore que trente-cinq ans auparavant, le père d'Argyle avait été le chef de la faction qui avait fait mourir Montrose. Même avant cet événement, la famille des Graham et celle des Campbell n'étaient pas amies; depuis, il avait régné entre elles une inimitié mortelle. On eut soin de faire passer le prisonnier par la même porte et par les mêmes rues qu'avait traversées Montrose en allant au supplice, et le commandement des troupes de service fut donné à Claverhouse, le membre le plus impitoyable et le plus farouche de la famille des Graham. Arrivé au château, on prévint le comte qu'il n'avait que quelques jours à vivre, et on lui mit les fers aux pieds. Le gouvernement avait décidé qu'il ne serait pas jugé pour son dernier crime, mais qu'on le mettrait à mort en vertu de la sentence prononcée contre lui quelques années auparavant, sentence si monstrueusement injuste que les jurisconsultes les plus endurcis et les plus serviles de cette époque n'en pouvaient parler sans honte.

Ni cette ignominieuse procession ni l'approche de la mort n'avaient troublé la noble et majestueuse patience d'Argyle; mais son courage devait être mis à une épreuve plus rude encore. On lui remit, de la part du Conseil Privé, une série de questions écrites; il y répondit autant qu'il pouvait le faire sans danger pour ses amis; et, comme il refusait d'en dire davantage, on le prévint que si ses réponses n'étaient pas plus explicites, il serait mis à la torture. Jacques, regrettant sans doute d'être privé du plaisir de voir mettre les brodequins à Argyle, avait envoyé à Édimbourg des ordres positifs pour que rien ne fût épargné de ce qui pourrait arracher au traître des aveux et des délations contre ses complices. Mais ces menaces furent vaines : Mac Callum More en face de la torture, en face de la mort, songea bien moins à lui qu'à ses amis et à ses pauvres vassaux. « Je « me suis occupé aujourd'hui, écrivait-il de sa prison, de faire quel- « ques conditions en leur faveur, et j'avais un peu d'espoir ! Mais ce « soir même est arrivé l'ordre de me faire mourir lundi ou mardi. Je « dois être appliqué à la torture, si je ne réponds pas à toutes les ques- « tions. Enfin, j'espère que Dieu me soutiendra. »

La torture ne fut point infligée; peut-être la magnanimité de la victime avait-elle inspiré à ses ennemis une compassion inusitée. Argyle a fait lui-même la remarque qu'on avait été bien dur à son égard au commencement, mais qu'on finit par le traiter avec respect et même

avec douceur. « Dieu, disait-il, avait touché leurs cœurs. » Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il ne trahit point ses amis pour se soustraire aux cruels traitements de ses ennemis. Le matin même du jour de son exécution, il écrivait : « Je n'ai nommé personne de manière à lui « faire tort, et je remercie Dieu de son merveilleux soutien. »

Il composa lui-même son épitaphe, petit poëme plein de mouvement et de pensée, d'un style simple et énergique et d'une versification qui ne manque pas de charmes. Ses ennemis, y dit-il, ont souvent décrété sa mort, mais ses amis ont été encore plus cruels pour lui. Une lettre qu'il adressa à une de ses amies, en Hollande, renferme un commentaire de cette pensée. Cette dame lui avait avancé une somme considérable pour son expédition, et il crut devoir lui donner une explication détaillée des causes qui l'avaient fait échouer. Sans accuser ses compagnons de perfidie, il y peint leur folie, leur ignorance et leur factieuse obstination en des termes que leurs propres témoignages se chargèrent bientôt de justifier. Plus tard, il craignit de s'être servi d'un langage trop sévère et peu digne d'un chrétien prêt à mourir, et, dans un papier séparé, il pria son amie de tenir secret tout ce qu'il avait dit de ses compagnons. « Seulement, ajou- « tait-il avec douceur, je dois avouer qu'ils étaient ingouvernables. »

La prière et des conversations affectueuses avec des membres de sa famille remplirent les quelques heures qui lui restaient à vivre. Il ne donna aucune marque de repentir au sujet de sa dernière entreprise; mais il parla avec un amer regret de ses anciennes concessions au gouvernement dans les affaires spirituelles. Il était, disait-il, justement puni; et celui qui avait été si longtemps coupable de faiblesse et de dissimulation ne méritait pas d'être un instrument de salut pour l'État et pour l'Église. Cependant sa cause était celle de Dieu, répétait-il souvent, et elle finirait par triompher. « Je n'ai pas la prétention, di- « sait-il encore, d'être prophète, mais j'ai la conviction que la déli- « vrance viendra soudainement. » Doit-on s'étonner, après cela, que quelques Presbytériens zélés aient conservé dans leur cœur le souvenir de ces paroles, et les aient attribuées plus tard à une inspiration divine.

Sa foi et son espérance en Dieu, comme son courage et sa sérénité, le rendirent tellement maître de ses sentiments, que, le jour même de son exécution, il dîna avec appétit, causa avec gaieté, s'étendit sur son lit, comme il en avait l'habitude après son repas, et s'assoupit, afin, dit-il, que son esprit et son corps fussent dans toute leur vigueur quand il faudrait monter à l'échafaud. Pendant qu'il reposait, un des

Lords du Conseil Privé, qui sans doute avait été élevé dans la croyance presbytérienne, et que l'intérêt avait poussé dans les rangs de ceux qui persécutaient l'église dont il avait été membre, vint au château avec un message de ses collègues et demanda à être admis auprès du comte. Comme on lui répondit qu'il dormait, le Conseiller Privé crut à un subterfuge et fit des instances pour entrer. On entr'ouvrit alors doucement la porte de la cellule où Argyle, les fers aux pieds, dormait d'un sommeil tranquille comme celui de l'enfance. Le renégat entendit alors le cri de sa conscience, le cœur lui manqua, et, fuyant en toute hâte du château, il se réfugia chez une de ses parentes, qui demeurait dans le voisinage. Arrivé là, il se jeta sur un lit et se laissa aller aux transports de ses remords et de sa honte. Son aspect et ses gémissements alarmèrent cette femme, qui le crut malade et lui offrit du vin de Xérès. « Non, non, répondit le malheureux, cela ne me ferait aucun bien. » Et comme elle insistait pour savoir la cause de son trouble, « Je sors, dit-il, de la prison d'Argyle, et je l'ai vu, lui qu'une heure à peine sépare de l'éternité, dormir du plus doux sommeil; tandis que moi.....! »

Argyle se leva bientôt pour se préparer à ce qu'il avait encore à souffrir. On le conduisit d'abord, par la grand'rue, à la chambre du Conseil, où il devait rester jusqu'au moment fixé pour son exécution. Il demanda alors une plume et de l'encre, et écrivit à sa femme : « Chère amie, Dieu ne change jamais; il a toujours été bon et miséricordieux pour moi, sa bonté m'a suivi partout. Pardonne-moi tous « mes torts, et cherche la consolation en Celui qui seul peut vraiment « consoler. Que le Seigneur soit avec toi, ma très-chère, qu'il te bénisse et te console. Adieu. »

Le moment était venu de quitter la salle du Conseil. Les ecclésiastiques qui assistaient Argyle n'étaient pas de sa communion : il les écouta néanmoins avec politesse, les exhortant à garantir leurs ouailles de la contagion de ces doctrines que condamnent également toutes les églises protestantes. Il monta sur l'échafaud, où l'attendait l'ancienne et grossière guillotine d'Écosse, qu'on nommait alors « la jeune fille » (*Maiden*), et adressa au peuple un discours où se montra, dans la phraséologie particulière à sa secte, un sentiment de sincère piété. « Il pardonnait, disait-il, à ses ennemis, comme il espérait lui-même être pardonné. » Il ne lui échappa qu'une seule expression un peu amère. Un des ecclésiastiques épiscopaux qui l'assistaient s'étant approché du bord de l'échafaud et ayant crié à haute voix : « Mylord meurt en bon Protestant! » « Oui, dit le comte s'avançant

aussi; non-seulement je meurs en bon Protestant, mais je meurs le cœur plein de haine pour le Papisme, pour l'Épiscopat et toute espèce de superstition ! » Il embrassa alors ses amis, leur remit quelques gages de souvenir pour sa femme et pour ses enfants, s'agenouilla, mit sa tête sur le billot, pria pendant quelques instants, et donna le signal à l'exécuteur. Sa tête fut attachée au faîte de la prison du Tolbooth, à l'endroit même où jadis la tête de Montrose était tombée en poussière [1].

La tête de Rumbold était déjà appendue au West-Port d'Édimbourg. Sans être exempt de reproches, Rumbold s'était toujours montré brave et sincère. Au milieu de compagnons lâches et turbulents, il s'était comporté, durant toute la campagne, en digne élève du grand Protecteur. Dans le conseil, il avait énergiquement soutenu l'autorité d'Argyle; sur le champ de bataille, il s'était distingué par une froide intrépidité. Attaqué, après la dispersion de l'armée, par un détachement de milice, il se défendit en désespéré, et il serait certainement parvenu à s'échapper, si on n'eût pas coupé les jarrets à son cheval. On le rapporta à Édimbourg mortellement blessé. Le gouvernement eût désiré que son exécution se fît en Angleterre; mais, comme il était mourant, il fallait bien le pendre en Écosse ou ne pas le pendre du tout, et les vainqueurs n'étaient pas gens à se priver de cette jouissance. On ne devait pas, à la vérité, s'attendre à beaucoup d'indulgence envers un homme regardé comme le chef du complot du « Rye House, » et auquel appartenait la maison qui avait donné son nom à la conspiration; mais la cruauté avec laquelle fut traité le moribond paraît incroyable dans notre siècle plus humain. Un des juges du Conseil Privé lui ayant dit qu'il était un misérable maudit, « Je suis en paix avec Dieu, avait répondu avec calme Rumbold; comment pourrais-je être maudit? »

On le jugea à la hâte, et il fut condamné à être pendu et coupé en quartiers dans le plus bref délai, près de la croix de la Cité, dans « High Street. » Quoique incapable de se tenir debout sans l'aide de deux hommes, il conserva sa force d'âme jusqu'à la fin, et même sous le gibet il éleva sa faible voix avec tant de véhémence contre le

1. Les auteurs auxquels j'ai emprunté les détails de l'expédition d'Argyle sont sir Patrick Hume, témoin oculaire de tout ce qu'il rapporte, et Wodrow, qui eut connaissance des documents les plus importants, et entre autres des papiers du comte. Chaque fois que Hume et Argyle sont en contradiction, je ne fais aucun doute qu'il faille suivre la version du dernier.

On peut aussi consulter : « Burnet, » I, 631, et « Life of Bresson, » publiée par le docteur Mac Crie. Quant à l'histoire de la rébellion écossaise dans la « Vie de Jacques II, » par Clarke, ce n'est qu'un ridicule roman composé par un Jacobite qui ne se donna pas même la peine de jeter les yeux sur la carte du pays où se fit la guerre.

Papisme et la tyrannie, que les officiers firent battre les tambours, de crainte qu'il ne fût entendu. Il n'était point opposé, dit-il, à une monarchie limitée; mais il ne pouvait croire que la Providence eût créé quelques hommes tout bottés et éperonnés pour monter sur des millions de leurs frères venus au monde tout sellés et bridés. « Je veux, « s'écria-t-il, bénir et glorifier le saint nom de Dieu de ce que je suis « ici, non pour avoir commis un crime, mais pour avoir défendu sa « cause dans les mauvais jours; et si chaque cheveu de ma tête était « un homme, je les risquerais tous pour cette cause. »

Devant les juges et pendant son exécution, il flétrit l'assassinat avec toute l'horreur d'un bon chrétien et d'un brave soldat. Il protesta, sur la foi d'un mourant, n'avoir jamais eu la pensée de commettre un tel crime; mais il avoua franchement que, dans différentes conversations avec ses complices, il avait désigné sa maison comme un lieu favorable où le roi et le duc d'York pourraient être attaqués, et qu'on en parla souvent sans rien décider. Cet aveu semble, au premier abord, incompatible avec l'horreur qu'il professait pour l'assassinat; mais Rumbold paraît avoir admis une distinction qui servit à égarer beaucoup de ses contemporains. Rien n'eût pu le décider à verser du poison à ces deux princes ou à les poignarder dans leur sommeil; mais attaquer à l'improviste les gardes du corps qui escortaient la voiture royale, échanger des coups de sabre et de pistolet, courir la chance de tuer ou d'être tué, n'était à ses yeux qu'une opération militaire toute légale. Ces embuscades et ces surprises étaient des incidents ordinaires à la guerre; tout vieux soldat, qu'il fût Cavalier ou Tête-ronde, avait fait partie de semblables entreprises; et si dans l'engagement, le roi était frappé, il était frappé loyalement et non assassiné. Après la Révolution, Jacques lui-même et ses plus braves et dévoués serviteurs employèrent le même raisonnement pour justifier un horrible attentat sur la vie de Guillaume III. Une bande de Jacobites reçut la mission d'attaquer le prince d'Orange « dans ses quartiers d'hiver; » mais le sens caché sous cet ordre était d'assassiner ce prince, quand il se rendrait, dans sa voiture, de Richmond à Kensington. Il peut paraître étrange que de pareils sophismes, vils restes du casuisme jésuitique, aient pu jamais séduire des hommes d'une héroïque bravoure, Whigs et Tories, et les pousser à un crime que les lois divines et humaines ont justement frappé d'infamie. Mais quel sophisme est trop grossier pour ne pas trouver faveur auprès d'hommes qu'égare l'esprit de parti [1]?

1. Voyez: « Wodrow, » III, IX, 10; — « Western Martyrology; » — « Burnet, » I, 633; et « Fox's

Argyle, qui ne survécut que quelques heures à Rumbold, rendit un dernier témoignage aux qualités du vaillant Anglais : « Le pauvre Rumbold, dit-il, m'a été d'un grand secours; c'était un brave soldat, et il « est mort en chrétien [1]. »

Comme Argyle et Rumbold, Ayloffe montra un grand mépris de la mort, mais sa fin ne fut pas comme la leur un sujet d'édification pour les âmes pieuses. Quoique entraîné par ses sympathies politiques vers les Puritains, il n'avait pour eux aucune sympathie religieuse, et ceux-ci le regardaient presque comme un athée. Ayloffe appartenait à cette catégorie de Whigs qui cherchaient plutôt leurs modèles parmi les grands hommes de la Grèce et de Rome que parmi les prophètes et les juges d'Israël. Arrêté et conduit à Glasgow, il essaya de se tuer à l'aide d'un canif avec lequel il se fit plusieurs blessures dont aucune ne se trouva mortelle, et qui lui laissèrent assez de force pour supporter le voyage de Londres. Amené devant le Conseil Privé, il fut interrogé par le roi lui-même; mais il avait trop d'élévation dans l'âme pour acheter son pardon par une dénonciation contre ses complices. Le bruit courut parmi les Whigs que le roi lui ayant dit, « Vous feriez « mieux de me répondre avec franchise, monsieur Ayloffe ; vous savez « qu'il est en mon pouvoir de vous faire grâce, » le prisonnier, rompant un silence obstiné, lui aurait répondu : « Oui, cela peut être en votre « pouvoir, mais cela n'est pas dans votre nature. » Il fut exécuté à la porte du Temple, en vertu d'un ancien jugement prononcé contre lui, et mourut avec un courage stoïque [2].

L'impitoyable vengeance des vainqueurs s'assouvissait en même temps sur la population du comté d'Argyle. Athol y pendait, sans jugement, les Campbell, et il ne s'arrêta qu'à regret devant un ordre du Conseil Privé, qui lui interdit de nouvelles exécutions. La campagne, dans un rayon de plus de trente milles autour d'Inverary, fut ravagée : on mit le feu aux maisons; on brisa les meules des moulins; on arracha les arbres fruitiers, on en brûla même les racines; on détruisit les filets et les bateaux de pêche, seul moyen d'existence d'un grand

History, » Appendix IV. Cette explication est la seule que je puisse trouver pour mettre d'accord la dénégation et l'aveu de Rumbold. Cette distinction que je suppose qu'il dut établir, fut faite, du reste, par un des conspirateurs du « Rye House, » le capitaine Walcot, lui aussi vieux soldat de la République. Dans son procès, West, témoin de la couronne, dit en s'adressant à Walcot : « Capitaine, vous êtes un de ceux qui convinrent d'attaquer l'escorte. — Pour quelle raison alors ne voulait-il pas tuer le roi? interrompit le Chief-Justice Pemberton. — Parce qu'il disait, répondit West, que ce serait une lâcheté de tuer un homme désarmé, et qu'il ne le ferait pas. »

1. « Wodrow, » III, IX, 9.

2. Voyez : « Wade's Narrative, Harleian, MS., » 6845 ; — « Burnet, » I, 634 ; — « Citters's Despatch, » en date du 30 oct.-9 nov. 1685; et « Luttrell's Diary, » même date.

nombre d'habitants de la côte. Plus de trois cents rebelles ou mécontents furent déportés aux colonies, plusieurs d'entre eux après avoir été mutilés; en un seul jour, le bourreau d'Édimbourg coupa les oreilles à trente-cinq prisonniers; plusieurs femmes furent déportées au delà de l'Atlantique, après avoir été marquées d'un fer rouge sur les joues. Enfin, on espérait obtenir un acte du Parlement qui proscrivît jusqu'au nom des Campbell, comme le nom des Mac-Gregor avait été proscrit quatre-vingts ans auparavant[1].

Cette expédition d'Argyle ne produisit qu'une faible sensation dans le midi de l'île. La nouvelle de son débarquement parvint à Londres un peu avant la réunion du Parlement. Le roi en fit mention dans le discours du trône, et les Chambres lui donnèrent alors l'assurance de le soutenir contre tous ses ennemis. On ne leur en demandait pas davantage. Elles n'avaient aucune autorité en Écosse; et l'on ne doit pas s'étonner si une guerre dont le théâtre était si éloigné, et dont l'issue pouvait facilement être prévue dès l'origine, n'excita qu'un médiocre intérêt à Londres.

Mais, une semaine avant la dispersion de l'armée d'Argyle, l'Angleterre apprenait avec émotion qu'un ennemi plus formidable débarquait sur ses côtes. Les réfugiés avaient décidé que Monmouth ne quitterait la Hollande que six jours après le départ de l'expédition écossaise. On pensait que les troupes stationnées dans le sud seraient envoyées dans le nord aussitôt que la guerre aurait éclaté en Écosse, et qu'ainsi, grâce à un délai de quelques jours, Monmouth ne trouverait pas de forces prêtes à s'opposer à lui; mais quand enfin il voulut partir, un vent contraire soufflait avec violence.

Pendant que sa petite flotte était encore retenue dans le Texel, les autorités hollandaises poursuivaient leurs querelles intestines. D'un côté se trouvaient les États-Généraux et le prince d'Orange; de l'autre, les magistrats et l'Amirauté d'Amsterdam.

Skelton avait remis aux États-Généraux la liste des réfugiés dont la résidence dans les Provinces-Unies causait du déplaisir à son maître. Les États-Généraux, empressés de complaire à toute demande raisonnable de Jacques, envoyèrent copie de cette liste aux autorités provinciales; les autorités provinciales en envoyèrent copie aux autorités municipales. Dans toutes les villes, les magistrats reçurent ordre de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher les Whigs exilés de rien entreprendre contre le gouvernement anglais. Ces ordres

1. « Wodrow, » III, IX, 4, et III, IX, 10. Wodrow donne, d'après les actes du Conseil, les noms de tous les prisonniers qui furent déportés, mutilés et marqués.

furent, en général, exécutés : Rotterdam, en particulier, où l'influence de Guillaume était toute-puissante, montra tant de zèle que Jacques crut devoir en témoigner sa reconnaissance. Mais le quartier général des émigrés était à Amsterdam, et le corps municipal de cette ville fermait les yeux, se bouchait les oreilles et ne voulait se mêler de rien. Le grand bailli de la ville, qui entretenait des relations journalières avec Ferguson, écrivait à la Haye qu'il ne savait, en vérité, où trouver un seul de ces réfugiés, et le gouvernement fédéral fut obligé de se contenter de cette excuse. La vérité, pourtant, est que les exilés anglais étaient aussi connus et aussi faciles à distinguer dans les rues d'Amsterdam, que s'ils eussent été des Chinois [1].

Quelques jours après, Skelton reçut l'ordre de réclamer, vu les circonstances alarmantes où se trouvait son maître, le renvoi des trois régiments écossais qui étaient au service des Provinces-Unies. Il s'adressa directement au prince d'Orange, qui se chargea de l'affaire tout en prédisant que la ville d'Amsterdam ferait quelques difficultés. Il ne se trompait pas; les députés d'Amsterdam refusèrent leur consentement, et réussirent ainsi à occasionner un délai. Mais comme il ne s'agissait pas d'une de ces questions dans lesquelles l'opposition d'une seule ville pût, d'après la constitution de la République, annuler le vœu de la majorité, l'influence de Guillaume prévalut et les trois régiments furent promptement embarqués [2].

Skelton faisait en même temps des efforts, mais des efforts violents et maladroits, pour empêcher le départ de la flottille anglaise. Il adressa de vives remontrances à l'Amirauté d'Amsterdam, lui rappelant que sa négligence avait déjà permis à une bande de rebelles d'envahir la Grande-Bretagne et qu'il ne pourrait admettre aucune excuse pour une nouvelle faute du même genre. Il demanda donc

1. La lettre de Skelton aux États-Généraux est du 7-17 mai 1686. On la trouvera, ainsi que celle du Schout ou Grand Bailli d'Amsterdam, dans un petit volume publié quelques mois plus tard sous le titre d'« Histoire des Événements tragiques d'Angleterre. » Les documents contenus dans cet ouvrage sont, autant que j'ai pu en juger, extraits en entier des Archives hollandaises, à l'exception de quelques corrections faites au français peu grammatical de Skelton. Voyez aussi : « Grey's Narrative. »

Nous voyons aussi dans le MS de Lansdowne. 1152, que Goodenough, dans son interrogatoire après la bataille de Sedgemoor, disait que « le Schout d'Amsterdam était un chaud partisan de l'expédition. »

Il ne vaut vraiment pas la peine de réfuter les écrivains qui représentent le prince d'Orange comme complice de Monmouth. Les faits sur lesquels ils s'appuient sont tous relatifs au refus des autorités d'Admsterdam de prendre aucune mesure effective pour empêcher l'expédition. Ces faits sont au contraire une preuve que Guillaume ne la favorisait pas. Il n'y a que des gens profondément ignorants de la politique et des institutions de la Hollande qui puissent songer à rendre le Stathouder responsable de la conduite des chefs du parti Loevestein.

2. Voyez : « Avaux Neg., » 7-17, 8-18, 14-24 juin 1685, et la lettre du prince d'Orange à Lord Rochester en date du 9 juin 1685.

positivement qu'on mît l'embargo sur un grand bâtiment nommé l'« Helderenbergh. » On prétendit que ce vaisseau était en partance pour les îles Canaries, tandis qu'au contraire il était frété par Monmouth, chargé de vivres et de munitions, et avait déjà vingt-six canons à bord. Néanmoins l'Amirauté soutint que la liberté du commerce et de la navigation ne devait point être entravée sous de futiles prétextes, et que l'« Helderenbergh » ne serait arrêté que sur un ordre des États-Généraux. Skelton, qui semble avoir toujours commencé par où il aurait dû finir, s'adressa aux États-Généraux, et les ordres nécessaires furent enfin expédiés. Mais l'Amirauté déclara alors n'avoir pas de forces navales suffisantes pour saisir un aussi gros vaisseau que l'« Helderenbergh, » et elle laissa partir Monmouth sans encombre [1].

Le voyage fut long et pénible; des vaisseaux de guerre anglais croisaient dans la Manche, mais Monmouth échappa à la fureur des flots et à la poursuite de ses ennemis. Arrivé en face des falaises du comté de Dorset, on crut devoir envoyer à terre un des réfugiés nommé Thomas Dare; cet homme, malgré son esprit commun et ses manières grossières, jouissait d'une grande influence à Taunton. Il avait ordre de se rendre dans cette ville en traversant le pays et d'annoncer à ses amis la prochaine arrivée de Monmouth sur le sol anglais [2].

L'« Helderenbergh, » accompagné de deux bâtiments plus petits, arriva le 11 juin au matin devant le port de Lyme. Cette ville était une réunion de ruelles étroites et escarpées, sur une côte sauvage hérissée de rochers et toujours battue par une mer furieuse. Elle n'était guère remarquable que par une jetée qu'on y avait construite en pierres brutes et sans ciment, au temps des Plantagenets. Cette vieille construction, qu'on appelait le « Cob » (*Mouette*), formait le seul havre qui, sur une étendue de côtes de plusieurs milles, pût offrir un refuge aux pêcheurs, quand il y avait une tempête dans la Manche.

La vue de trois vaisseaux d'apparence étrangère et sans pavillon étonna la population de Lyme; l'inquiétude s'accrut quand on ne vit pas revenir les employés de la douane, qui selon la coutume étaient allés à bord. Les habitants, montés sur les falaises, suivaient avec inquiétude tous les mouvements des vaisseaux, sans trouver une explication à ce mystère. Enfin l'on vit sept canots se détacher du plus

1. Voyez les lettres de Citters en date du 9-19 et du 12-22 juin. La correspondance de Skelton avec les États-Généraux et l'Amirauté d'Amsterdam se trouve dans les archives de la Haye. On trouvera aussi quelques documents dans le livre intitulé : « Événements tragiques d'Angleterre. » Voyez aussi « Burnet, » I, 640.

2. Voyez : « Wade's Confession, » dans les : « Hardwicke Papers, Harleian MS, » 6845.

grand des navires, et ramer vers le rivage. Quatre-vingts hommes bien armés et bien équipés débarquèrent. Parmi eux se trouvaient Monmouth, Grey, Fletcher, Ferguson, Wade, et enfin Anthony Buyse, officier qui avait été longtemps au service de l'Électeur de Brandebourg [1].

Monmouth fit faire silence, s'agenouilla sur le rivage, remercia Dieu d'avoir préservé des périls de la mer les défenseurs de la liberté et de la religion, et implora la bénédiction divine sur ce qu'il leur restait encore à accomplir sur terre; puis, tirant son épée, il conduisit ses hommes vers la ville.

Aussitôt qu'on connut sous quel chef et dans quel but se faisait cette entreprise, l'enthousiasme de la population fut sans bornes : on ne voyait que gens criant çà et là : Monmouth ! Monmouth ! La religion Protestante ! Un drapeau bleu, bannière des révoltés, fut arboré sur la place du marché; les munitions furent déposées dans l'hôtel de ville, et on fit lire dans les carrefours un manifeste qui expliquait le but de l'expédition [2].

Ce manifeste, chef-d'œuvre de Ferguson, n'avait point le ton grave et sérieux qu'on aurait dû attendre d'hommes qui tirent l'épée pour un grand intérêt public. C'était un ignoble libelle et dans le fond et dans la forme [3]. Il contenait sans doute de justes accusations contre le gouvernement, mais elles étaient formulées dans le style prolixe et boursouflé d'un mauvais pamphlet, et se trouvaient mêlées à des calomnies dont tout l'odieux retombait sur leur auteur. Il y était dit positivement que le duc d'York avait mis le feu à Londres, qu'il avait étranglé Godfrey, assassiné Essex, et empoisonné le feu roi. En raison de « ces crimes monstrueux et infâmes, mais surtout pour ce dernier fait exécrable, l'horrible et barbare parricide, » (tel était l'heureux et abondant vocabulaire de Ferguson), Jacques était déclaré « ennemi public, tyran sanguinaire, assassin et usurpateur. » Avec lui on ne ferait aucun traité, et on ne remettrait l'épée dans le fourreau que lorsqu'il aurait reçu la juste punition réservée aux traîtres. Un gouvernement s'appuyant sur des principes libéraux serait établi; toutes les sectes protestantes seraient tolérées, et les chartes annulées seraient rendues; le Parlement se réunirait chaque année, et ne pourrait plus être prorogé ou dissous selon le caprice royal; il n'y aurait d'autre

1. Voyez la déposition de Buyse contre Monmouth et Fletcher dans la collection de « State Trials. »

2. Voyez : « Journals of the House of Commons, » 13 juin 1685; — « Harleian MS, » 6845; et « Lansdowne MS., » 1152.

3. Voyez : « Burnet, » I, 641; et « Goodenough's Confession, » dans « Lansdowne MS, » 1152. Les copies du manifeste tel qu'il fut d'abord imprimé sont très-rares; mais il y en a une au Musée Britannique.

armée que la milice, dont les sheriffs auraient le commandement, et ces sheriffs eux-mêmes seraient nommés par les électeurs. Enfin, Monmouth déclarait qu'étant en état de prouver la légitimité de sa naissance, il était roi légitime d'Angleterre ; mais que ne voulant pas, pour le moment, faire valoir ses droits, il laissait à un Parlement libre le soin d'en décider, se contentant d'être le capitaine général des Protestants anglais armés contre la tyrannie et le Papisme.

Quelque déshonorant que fût ce manifeste pour ceux qui le publièrent, il ne manquait cependant pas d'une certaine adresse, capable d'exciter les passions vulgaires, et son effet fut grand dans l'ouest de l'Angleterre, où les classes élevées et le clergé appartenaient, il est vrai, à peu d'exceptions près, au parti tory, mais où les bourgeois, les boutiquiers et les paysans étaient généralement animés par le vieil esprit des Têtes-rondes. Parmi ces derniers étaient beaucoup de dissidents que des vexations continuelles avaient disposés à toute entreprise désespérée. Quant à la grande masse de la population, elle abhorrait le papisme et adorait Monmouth. Ce n'était point un étranger pour eux : le souvenir de sa marche triomphale à travers les comtés de Devon et de Somerset, dans l'été de 1680, était encore présent à leur mémoire. Il avait été, à cette époque, somptueusement reçu par Thomas Thynne, à Longleat-Hall, alors et encore aujourd'hui, une des plus belles maisons de campagne de l'Angleterre; de Longleat-Hall à Exeter la route, bordée de spectateurs enthousiastes, avait été jonchée de feuilles et de fleurs; et partout la foule, dans son empressement à voir et à toucher son idole, brisait les palissades des parcs et assiégeait les châteaux où s'arrêtait Monmouth. A son entrée à Chard, cinq mille cavaliers lui faisaient escorte; à Exeter, tout le Devonshire s'était porté à sa rencontre, et l'on remarquait surtout dans le cortége une compagnie de neuf cents jeunes gens, en uniforme blanc, qui ouvraient la marche lors de son entrée dans cette ville [1].

Le changement de fortune qui lui avait aliéné l'affection des classes élevées de la société, n'avait eu aucun effet sur le peuple. Pour le peuple, Monmouth était toujours le bon duc, le duc protestant, l'héritier légitime, qu'une misérable conspiration voulait écarter du trône. Les paysans accouraient en foule se ranger sous son étendard, et on ne trouvait pas assez de secrétaires pour enregistrer les noms des recrues. Monmouth n'était pas depuis plus de vingt-quatre heures sur le sol anglais, que déjà il se trouvait à la tête de quinze cents hommes. De son

1. « Historical Account of the Life and Magnanimous Actions of the most illustrious Protestant Prince James Duke of Monmouth, » 1683.

côté, Dare était revenu de Taunton suivi de quarante cavaliers d'apparence peu martiale, il est vrai, mais il apportait de bonnes nouvelles de l'état des esprits dans le comté de Somerset. Tout se présentait donc sous une apparence favorable[1].

Cependant, on réunissait des troupes à Bridport pour s'opposer aux insurgés. Le 13 juin, le régiment Rouge de la milice du Dorsetshire était arrivé dans cette ville, et on y attendait le lendemain la milice du Somersetshire ou régiment Jaune, que commandait Sir William Portman, tory très-influent[2]. Le duc se décida à frapper immédiatement un grand coup : un détachement de ses troupes allait marcher sur Bridport, quand un malheureux événement vint jeter la confusion dans le camp.

Fletcher de Saltoun commandait en second la cavalerie, sous les ordres de Grey. Il était mal monté, car on ne voyait dans le camp que bien peu de chevaux qui ne vinssent de la charrue, et lorsqu'il reçut l'ordre de marcher sur Bridport, il crut que les circonstances l'autorisaient à prendre, sans permission, un beau cheval appartenant à Dare. Celui-ci s'offensa de cette liberté et accabla Fletcher de grossières injures; Fletcher garda son sang-froid mieux que ses amis n'auraient pu l'espérer, et Dare, enhardi par la patience qu'on opposait à son insolence, alla jusqu'à menacer de sa cravache le fier et noble Écossais; Fletcher sentit bouillir son sang, il tira son pistolet et tua Dare. Une vengeance si subite et si violente eût été trouvée toute naturelle en Écosse, où l'action de la loi avait toujours été faible, où tout homme qui ne se faisait pas justice lui-même courait risque de n'en obtenir aucune, et où par conséquent la vie humaine n'avait pas plus de prix que dans les États les moins bien gouvernés de l'Italie. Mais, en Angleterre, il n'était pas d'usage de se servir d'armes meurtrières et de répandre le sang à propos d'un mot ou d'un geste grossier, à moins que ce ne fût dans un duel entre gentilshommes et à armes égales. Il n'y eut qu'un cri de vengeance contre l'étranger qui avait assassiné un Anglais, et Monmouth dut céder à ces clameurs. Fletcher qui, après le premier mouvement de colère, se sentait accablé de regrets et de remords, se réfugia à bord de l'« Helderenbergh, » gagna le continent, et alla combattre en Hongrie l'ennemi commun de la chrétienté[3].

1. Voyez : « Wade's Confession, » dans les « Hardwicke Papers; » — « Axe Papers; » et « Harleian MS., » 6845.

2. « Harleian MS., » 6845.

3. Voyez la déposition de Buyse dans la collection des « State Trials, » — « Burnet, » I, 642; et « Ferguson's MS., » cité par Eachard.

Dans la position où se trouvaient les insurgés, la perte d'un homme intelligent et énergique et qui, de plus, possédait quelques connaissances militaires, n'était pas facile à réparer. Le lendemain matin, 14 juin, Grey accompagné de Wade se mit en marche de bonne heure, avec cinq cents hommes à peu près, pour attaquer Bridport. Cette attaque fut une mêlée confuse et indécise, telle qu'on devait l'attendre de bandes de laboureurs opposés les uns aux autres, sous le commandement de gentilshommes campagnards et d'avocats. D'abord, les insurgés repoussèrent la milice; mais, celle-ci reprenant bientôt le dessus, les hommes de Monmouth se retirèrent en déroute. Grey et sa cavalerie ne s'arrêtèrent que lorsqu'ils se retrouvèrent en sûreté à Lyme; Wade, au contraire, rallia l'infanterie et la ramena en bon ordre [2].

L'indignation contre Grey fut générale, et l'on pressa Monmouth de prendre à son égard des mesures sévères; mais il n'écouta pas cet avis. Quelques écrivains ont attribué son indulgence à sa bonté naturelle, qui allait souvent jusqu'à la faiblesse; d'autres ont supposé qu'il lui répugnait de se montrer rigide à l'égard du seul pair d'Angleterre qui fît partie de son armée. Ce qui paraît le plus probable, c'est que le duc, sans être un général du premier ordre, était cependant plus au courant des affaires militaires que ne l'était la foule de discoureurs et d'avocats qui l'assiégeaient de conseils, et que par conséquent il tint compte des difficultés que n'appréciaient pas des hommes complétement étrangers à l'art de la guerre. Pour être juste envers Grey, qui a trouvé peu de défenseurs, il faut remarquer que la tâche qui lui fut assignée, pendant tout le cours de la campagne, était telle, que le plus brave, le plus intelligent et le plus habile capitaine, eût pu difficilement s'en tirer avec honneur; il commandait la cavalerie, or, il est reconnu qu'il faut plus de temps pour former un cavalier que pour former un fantassin; que pour dresser un cheval il faut encore plus de temps que pour dresser un cavalier, et que s'il est possible de tirer parti d'une infanterie novice, brave et enthousiaste, on ne peut rien faire d'une cavalerie inexpérimentée, composée de fermiers et de boutiquiers montés sur des chevaux de charrette. C'était là cependant la cavalerie que commandait Lord Grey. Ce dont on doit le plus s'étonner, ce n'est pas de voir de semblables cavaliers reculer devant le feu de l'ennemi, ou ne pas oser faire usage de leurs armes, mais bien de le svoir rester en selle.

1. Voyez : « London Gazette, » 18 juin 1685; et « Wade's Confession, » dans les « Hardwicke Papers. »

Les recrues arrivaient par centaines, et on s'occupait activement à les armer et à les exercer. Mais d'un autre côté, la nouvelle de l'insurrection s'était répandue au loin. Le soir même du jour où le duc avait débarqué, Gregory Alford, maire de Lyme, tory zélé et grand persécuteur des non-conformistes, envoyait ses domestiques répandre l'alarme dans le Somersetshire et le Dorsetshire, et en même temps il montait lui-même à cheval pour se rendre dans l'ouest. Au milieu de la nuit il s'arrêta à Honiton, et de là expédia à la hâte quelques lignes pour transmettre à Londres la fâcheuse nouvelle; puis il continua sa course jusqu'à Exeter, où il trouva Chistopher Monk, duc d'Albemarle. Celui-ci était le fils et l'héritier de George Monk, le restaurateur de la monarchie, et dans ce moment même il passait en revue, en sa qualité de Lord-lieutenant, les milices du comté du Devonshire. Quatre mille hommes se trouvaient ainsi sous ses ordres; il crut qu'à la tête de cette force, il lui serait facile d'écraser les rebelles, et il se mit en marche pour Lyme.

Mais lorsque, dans la soirée du lundi 15 juin, il arriva à Axminster, il y trouva les insurgés qui étaient venus à sa rencontre. Ils s'étaient formés en bataille avec quatre pièces de canon pointées sur les troupes du roi, et des tirailleurs étaient postés le long des haies épaisses qui bordaient les routes étroites et encaissées. Toutefois, ces préparatifs militaires effrayaient moins Albemarle que l'esprit dont paraissaient animés ses propres soldats : la popularité de Monmouth était telle, parmi le bas peuple de ce comté, qu'il y avait tout à parier que si une fois la milice pouvait apercevoir ses traits si bien connus, elle passerait à l'ennemi avec armes et bagages.

Albemarle jugea donc prudent de faire retraite malgré la supériorité numérique de ses forces; mais cette retraite devint bientôt une déroute; le pays était jonché d'armes et d'uniformes que jetaient les fugitifs, et si Monmouth eût mis un peu d'ardeur dans la poursuite, il entrait probablement à Exeter sans coup férir. Mais il se contenta de l'avantage qu'il avait remporté, et crut préférable d'exercer ses soldats avant de les employer à quelque entreprise hasardeuse. Il se dirigea donc vers Taunton, où il arriva le 18 juin, juste une semaine après son débarquement [1].

Les nouvelles de l'ouest jetèrent la cour et le Parlement dans une grande agitation. Le samedi 13 juin, à cinq heures du matin, le roi

1. Voyez : « Wade's Confession; » — « Ferguson MS.; » — « Axe Papers; » — « Harleian MS., » 6845; et « Oldmixon, » 701, 702. Oldmixon, alors enfant, habitait près des lieux où se passèrent ces événements.

avait reçu la lettre que le maire de Lyme lui avait expédiée de Honiton. Aussitôt il convoqua le Conseil Privé. On donna des ordres pour renforcer les compagnies d'infanterie et de cavalerie, et on décréta la levée de nouveaux régiments; on transmit à la chambre des Pairs la lettre d'Alford, et on en communiqua la substance par un message à la chambre des Communes. Celle-ci fit comparaître les courriers arrivés de l'ouest, et rédigea sur-le-champ un bill d'« *Attainder* » contre Monmouth, pour crime de haute trahison. Les deux Chambres votèrent des adresses dans lesquelles on déclarait au roi que ses Pairs et ses Communes étaient déterminés à le soutenir contre tous ses ennemis, au risque de leur vie et de leur fortune. A la séance du lendemain on ordonna que le Manifeste de Monmouth serait brûlé par la main du bourreau; le bill de la veille passa à la dernière lecture et reçut le soir même la sanction royale; enfin, une somme de cinq mille livres sterling fut promise comme récompense à quiconque arrêterait le duc[1].

Le fait de la prise d'armes de Monmouth contre le gouvernement était si notoire, que deux ou trois pairs seulement firent un simulacre d'opposition au bill d' «*Attainder,*» et que les historiens whigs eux-mêmes l'ont rarement attaqué. Cependant, quand nous considérons combien il est urgent de maintenir la séparation entre le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire; combien il est important que la rumeur publique, quelque générale et quelque fondée qu'elle paraisse, ne soit jamais acceptée comme preuve légale de culpabilité; combien il est nécessaire de maintenir la règle qu'un homme ne peut jamais être condamné à mort sans pouvoir se défendre, et à quel point la première brèche faite aux grands principes de la justice s'élargit facilement, nous sommes disposés à penser que la ligne de conduite adoptée par le Parlement n'était pas exempte de blâme. Ni l'une ni l'autre des deux Chambres n'était en possession d'aucune preuve qu'un juge, même aussi corrompu que Jeffreys, eût pu faire avantageusement valoir pour obtenir d'un jury un verdict de culpabilité contre Monmouth. Les courriers interrogés par la chambre des Communes ne déposèrent pas sous serment, et pouvaient, par conséquent, n'avoir raconté que de pures fictions, sans encourir aucune des pénalités attachées au parjure. Nous ne voyons pas que les Lords, qui auraient pu déférer le serment, aient examiné aucun témoin ou se soient appuyés sur d'autres témoignages que la lettre du maire de Lyme, document qui, aux yeux de la loi, n'avait aucune valeur. Les grands dangers,

1 Voyez : « London Gazette, » 18 juin 1685; — « Lords' Journals; » — « Commons' Journals, » 13 et 15 juin; et « Dutch Despatch, » du 16-26 juin.

nous le savons, justifient les grands remèdes; mais la mise hors la loi était un remède qui ne pouvait opérer que lorsque tout danger serait passé, et qui deviendrait superflu au moment où l'on pourrait l'appliquer. On ne pouvait exécuter Monmouth tant qu'il était à la tête de son armée; et Monmouth vaincu, quel risque courait-on à lui faire régulièrement son procès? On remarqua plus tard une circonstance curieuse : c'est que parmi les Tories ardents de la chambre des Communes, qui portèrent à la barre de la chambre des Lords le bill d'« *Attainder,* » se trouvait sir John Fenwick, représentant du Northumberland[1], celui-là même qui, quelques années plus tard, eut occasion d'étudier de nouveau la question, et arriva alors à la conclusion que tout acte d' « *attainder* » est absolument injustifiable.

Le Parlement donna encore d'autres preuves de dévouement au roi dans ce moment de péril : les Communes l'autorisèrent à lever une somme extraordinaire de quatre cent mille livres sterling pour ses besoins personnels, et, afin de lui en rendre plus facile la perception, elles s'occupèrent de l'établissement de nouveaux impôts. Le projet de taxer les maisons récemment bâties dans la capitale fut repris et vigoureusement soutenu par les gentilshommes campagnards, qui proposèrent, en outre, un bill défendant de bâtir dans toute la circonscription de Londres. Toutefois, ces projets n'eurent pas de suite : les faubourgs appartenaient en grande partie à des hommes puissants, qui espéraient voir un jour leurs terrains transformés en rues et en places, et qui firent tous leurs efforts pour faire rejeter la proposition. On trouva aussi que la rédaction des articles de la loi demanderait beaucoup de temps, et les besoins du roi étaient si pressants, qu'il crut devoir lui-même hâter un peu la décision des Chambres. On abandonna donc entièrement l'idée de taxer les bâtisses, et un nouvel impôt fut établi, pour l'espace de cinq années, sur la soie, la toile et les esprits[2].

Les Tories de la chambre des Communes présentèrent aussi ce qu'ils appelaient un bill pour la conservation de la personne et du gouvernement du roi. Ils proposaient de déclarer coupable du crime de haute trahison toute personne qui soutiendrait la légitimité de Monmouth, ou qui prononcerait des paroles tendant à exciter à la haine ou au mépris du souverain ou de son gouvernement, ainsi que tout membre du Parlement qui proposerait de changer l'ordre de suc-

1. Oldmixon se trompe en disant que Fenwick proposa le bill; les procès-verbaux disent que ce fut Lord Ancram.

2. Voyez : « Commons' Journals, » des 17, 18 et 19 juin 1685; et « Reresby's Memoirs. »

cession à la couronne. Quelques-unes de ces propositions eurent pour effet général d'exciter l'alarme et de soulever le mépris dans la nation. Les Whigs, quoique faibles et peu nombreux, reprirent courage et se trouvèrent bientôt renforcés par un nombre considérable de Cavaliers sages et modérés. Un honnête homme, disait-on, peut aisément se tromper sur la signification des mots; un malhonnête homme peut facilement en dénaturer le sens; une métaphore peut être entendue dans un sens littéral, une plaisanterie peut être prise au sérieux; une particule, une différence dans le temps ou le mode d'un verbe, l'emphase de la voix même, pourraient, à la rigueur, constituer toute la différence entre un innocent et un coupable. Le Rédempteur lui-même, dont la vie était si pure que la malveillance ne put y trouver un acte répréhensible, ne fut-il pas accusé pour ses paroles? De faux témoins, en supprimant une syllabe qui eût prouvé que ses paroles devaient être prises au figuré, n'avaient-ils pas fourni au Sanhédrin un prétexte de commettre le plus épouvantable des assassinats juridiques? Après un pareil exemple, qui pouvait affirmer que si de simples conversations étaient ainsi assimilées à un acte positif de trahison, le plus fidèle sujet serait en sûreté? Ces arguments produisirent un tel effet que dans le comité on amenda le bill de manière à en adoucir grandement la sévérité; mais aucun débat ne s'engagea sur la clause qui déclarait coupable de haute trahison tout membre du Parlement qui proposerait d'exclure du trône un prince du sang royal; en conséquence, cette clause fut maintenue. Elle n'avait, il est vrai, aucune importance; elle prouvait seulement l'inexpérience et l'ignorance des royalistes exaltés qui composaient la Chambre. S'ils avaient connu les plus simples éléments de législation, ils auraient su que la loi à laquelle ils attachaient tant de valeur était superflue tant que le Parlement voulait maintenir l'ordre de succession, et qu'elle serait rappelée aussitôt qu'un Parlement nouveau serait disposé à faire une loi d'Exclusion [1].

Le Bill ainsi amendé passa à la chambre des Communes et fut porté à la chambre des Lords, mais il ne devint jamais loi du royaume. Le roi, qui avait obtenu du Parlement toute l'assistance pécuniaire qu'il pouvait en attendre, pensa que, tant que durerait la rébellion, sa fidèle noblesse lui serait plus utile dans les comtés qu'à

1. Voyez : « Commons' Journals, » 19 et 20 juin 1685; — « Lord Lonsdale's Memoirs, » 8, 9; et « Burnet, » I, 639. On trouvera le bill amendé par le comité dans l'ouvrage historique de M. Fox, appendix III. Si Burnet est correct, les crimes qui, dans le bill amendé, sont punis par des incapacités civiles, dans le bill primitif entraînaient la peine de mort.

Westminster. Il hâta donc la clôture des délibérations, et, le 2 juillet, la session fut close. Le même jour, il donna son royal assentiment à la loi qui faisait revivre la censure de la presse, qui n'existait plus depuis 1679. Quelques mots à la fin d'une loi destinée à prolonger la durée de différents statuts suffirent pour atteindre ce but. Les royalistes ne crurent pas avoir remporté un grand triomphe, les Whigs ne firent pas entendre une plainte. A la chambre des Lords, comme à la chambre des Communes, il n'y eut pas de vote par division, et il ne paraît même pas, autant qu'il nous est possible maintenant de nous en assurer, que cette question, qui aujourd'hui mettrait en convulsion tout le système social, ait soulevé alors le moindre débat. Il est vrai que le changement apporté par la nouvelle loi était léger et presque imperceptible; car, depuis la découverte du complot du « Rye House,» la liberté de la presse n'existait que de nom. A peine un seul pamphlet hostile à la cour avait-il paru, si ce n'est clandestinement; et, malgré la loi, on pourrait encore en publier de la même manière [1].

Les Chambres se séparèrent ensuite : elles ne furent pas prorogées, elles furent simplement ajournées, afin que lorsqu'elles se réuniraient de nouveau, elles pussent reprendre les affaires juste au point où elles les avaient laissées [2].

Pendant que le Parlement s'évertuait à promulguer des lois rigoureuses contre Monmouth et ses partisans, celui-ci recevait à Taunton un accueil bien propre à nourrir ses espérances de succès. Taunton, comme plusieurs autres villes du sud de l'Angleterre, avait, à cette époque, plus d'importance que de nos jours. Ce n'est pas qu'il y ait eu décadence; au contraire, à peu d'exceptions près, ces villes sont plus considérables et plus riches, mieux bâties et plus peuplées qu'au XVII[e] siècle; mais, malgré ce progrès positif, elles ont relativement rétrogradé. Car les grandes cités commerciales et manufacturières du nord, qui, du temps des Stuarts, commençaient à peine à devenir des centres d'industrie, les ont considérablement dépassées en richesse et en population. Quand Monmouth fit son entrée à Taunton, c'était une ville des plus florissantes; ses marchés étaient abondamment pourvus, et ses manufactures de tissus de laine étaient célèbres. Sa population se vantait d'habiter un pays où coulaient le lait et le miel. Et ce n'était pas là l'opinion des habitants de Taunton seulement : car tout étranger qui montait sur l'élégante tour de Sainte-Marie-Madeleine ne pouvait manquer d'admirer la plus fertile et la

1. Voyez : « Jac. II, » c. 17 ; et « Lords' Journals, » 2 juillet 1685.
2. « Lords' and Commons' Journals, » du 2 juillet 1685.

plus délicieuse vallée de l'Angleterre, un pays couvert de vergers et de gras pâturages, tout parsemé de châteaux, de maisons de campagne et de clochers de village. La population urbaine inclinait depuis longtemps vers le Whiggisme et le Presbytérianisme; pendant toute la durée de la guerre civile, Taunton avait constamment adhéré au Parlement. Assiégée deux fois par Goring, deux fois elle avait été défendue par l'héroïque valeur de Robert Blake, le même qui plus tard devint un amiral célèbre sous la République. Des rues entières avaient été détruites par les mortiers et les grenades des Cavaliers; les vivres y manquèrent au point que le courageux gouverneur annonça son intention de nourrir la garnison avec la chair des chevaux. Mais ni le feu ni la famine ne purent réduire l'ardeur de la population[1].

La Restauration ne changea rien aux sentiments des hommes de Taunton : ils continuèrent à célébrer chaque année l'anniversaire du jour heureux où l'armée royale avait été obligée de lever le siége; et leur opiniâtre attachement à la vieille cause avait excité tant de crainte et de ressentiment à Whitehall, que par ordre du roi les fossés de la ville furent comblés et les remparts entièrement détruits[2]. L'exemple et les préceptes de Joseph Alleine, l'un des membres les plus célèbres du clergé dissident, y avaient maintenu à son apogée l'esprit du puritanisme. Alleine était l'auteur d'un pamphlet intitulé : «Cri d'alarme pour les non-convertis» (*An Alarm to the Unconverted*), qui est encore populaire en Angleterre et en Amérique. De la prison où il était retenu par les Cavaliers victorieux, il adressa à ses frères bien-aimés de Taunton plusieurs épîtres où respire la plus héroïque piété. Il succomba bientôt sous le poids de l'étude, du travail et de la persécution; mais sa mémoire fut longtemps chérie et révérée par tous ceux qu'il avait instruits et exhortés[3].

Les fils de ces hommes qui, quarante ans auparavant, avaient défendu les remparts de Taunton, reçurent Monmouth avec des transports de joie et de dévouement. Chaque porte, chaque fenêtre était ornée de guirlandes de fleurs; personne ne se montrait dans les rues sans avoir à son chapeau un brin de verdure, symbole de la cause populaire, et les filles des meilleures familles de la ville brodaient des étendards pour les insurgés. Une de ces bannières, magnifiquement ornée avec les emblèmes de la dignité royale, fut offerte à Monmouth par une députation de jeunes filles. Il reçut ce présent avec la

1. « Toulmin's History of Taunton, » édition de Savage.
2. Voyez : « Sprats True Account; » et « Toulmin's History of Taunton. »
3. Voyez : « Life and Death of Joseph Alleine, 1672; » et « Nonconformist's Memorial. »

séduisante courtoisie qui le distinguait; et, comme la jeune fille qui marchait en tête du cortége lui présentait aussi une petite Bible d'un grand prix, il prit respectueusement le livre, en disant : « Je suis venu pour défendre les vérités contenues dans ce livre, et pour les sceller, s'il le faut, de mon sang[1]. »

Mais, tout en jouissant des applaudissements de la multitude, Monmouth ne pouvait s'empêcher de remarquer avec crainte et regret que les classes élevées étaient, presque sans exception, opposées à son entreprise, et qu'on ne se soulevait que dans les comtés où il paraissait en personne. Lorsqu'il était à Amsterdam, ses agents, qui prétendaient tenir leurs renseignements de Wildman, lui affirmaient que toute l'aristocratie whig était impatiente de prendre les armes. Depuis plus d'une semaine cependant, son étendard bleu flottait à Lyme. Une foule de journaliers, de petits fermiers, de boutiquiers et d'apprentis affluaient dans son camp; mais pas un pair, pas un baronnet, pas un chevalier, pas un membre de la chambre des Communes ne s'était joint aux révoltés. A peine comptait-on parmi eux des propriétaires assez importants pour avoir jamais siégé comme juges de paix. Ferguson, qui, depuis la mort de Charles II, était le mauvais ange de Monmouth, tenait une explication toute prête. Le duc, disait-il, s'est mis dans une fausse position en refusant le titre royal; s'il se fût déclaré roi d'Angleterre, sa cause aurait tous les dehors de la légalité; tandis que dans la position actuelle, on ne pouvait concilier son manifeste avec les principes de la constitution. Il était clair que l'un des deux, Monmouth ou son oncle, était roi légitime d'Angleterre; or le duc n'avait pas osé se déclarer souverain légitime, quoiqu'il niât que son oncle le fût. Ceux donc qui se battaient pour Jacques, se battaient pour la seule personne qui osât réclamer le trône : ils remplissaient par conséquent leur devoir selon les lois du royaume; ceux qui se battaient pour Monmouth, se battaient pour un gouvernement inconnu, qui devait être établi par on ne sait quelle Convention qui n'existait pas encore. Il n'était vraiment pas étonnant, ajoutait-il, que des hommes d'un rang élevé et d'une fortune considérable, se tinssent à l'écart d'une entreprise qui menaçait de destruction tout le système dont la conservation importait tant à leurs intérêts. En réclamant, au contraire, sa légitimité et en revendiquant ses droits à la couronne, Monmouth détruirait cette objection; la question alors ne serait plus posée entre une ancienne et une nou-

1. Voyez : « Harleian MS, » 7006; — « Oldmixon, » 702; et « Eachard, » III, 763.

velle constitution : elle se réduirait à une simple question de droit héréditaire entre deux princes.

C'est en faisant valoir ces arguments que Ferguson avait vivement engagé le duc à se proclamer roi aussitôt après le débarquement. Grey était du même avis, et Monmouth n'eût pas demandé mieux que de suivre leurs conseils ; mais Wade, ainsi que d'autres républicains, s'y étant fortement opposés, le duc, avec sa flexibilité ordinaire, avait cédé. A Taunton, cette question fut de nouveau soulevée. Monmouth prit en particulier chacun des opposants, leur dit qu'il ne voyait pas d'autre moyen de s'assurer le concours d'une partie de l'aristocratie, et parvint à leur arracher un consentement. Dans la matinée du 20 juin, il fut proclamé roi sur la place du marché de Taunton. Son nouveau titre fut acclamé avec ravissement par tous ses partisans, et, comme il aurait pu résulter quelque confusion si on l'eût appelé le roi Jacques II, on lui donna généralement le titre bizarre de « roi Monmouth. » C'est sous ce nom que bien des gens se rappellent encore de l'avoir entendu désigner dans les comtés de l'ouest[1].

Il ne s'était pas écoulé vingt-quatre heures depuis que Monmouth avait pris le titre de roi, que déjà il publiait plusieurs proclamations revêtues de son sceau. L'une mettait à prix la tête de son rival, une autre déclarait illégal le Parlement siégeant à Westminster, et enjoignait à ses membres de se dissoudre, la troisième défendait au peuple de payer les impôts à l'usurpateur, la quatrième enfin déclarait Albemarle traître à la patrie[2].

Albemarle envoya ces proclamations à Londres, comme des échantillons de folie et d'arrogance ; elles n'y produisirent d'autre effet qu'un étonnement mêlé de mépris. Monmouth lui-même n'eut pas lieu de penser qu'il eût amélioré sa position en prenant le titre de roi. Il y avait huit jours à peine, qu'il s'était solennellement engagé à ne prendre la couronne que lorsqu'un Parlement libre aurait reconnu ses droits ; en rompant cet engagement, il s'exposait à l'imputation de légèreté, sinon de perfidie, et la classe que par là il avait espéré s'attacher se tenait toujours à l'écart. Les raisons qui devaient empêcher les lords et les hommes influents du parti whig de le reconnaître comme roi étaient au moins aussi fortes que celles qui les avaient empêchés de le recon-

1. Voyez : « Wade's Confession ; » — « Goodenough's Confession ; » — « Harleian MS, » 1452 ; et « Oldmixon, » 702. La dénégation de Ferguson n'est pas digne de foi. Une copie de la Proclamation se trouve dans « Harleian MS, » 7006.

2. On trouvera au Musée Britannique (Harleian MS) les copies des trois dernières proclamations. Je n'ai jamais vu la première, mais Wade en fait mention.

naître comme capitaine-général. Ils détestaient, il est vrai, la personne, la religion, la politique du roi Jacques; mais le roi n'était plus jeune, et sa fille aînée était justement aimée. Fermement attachée à la religion réformée, elle était l'épouse du chef héréditaire des Protestants du continent, d'un prince élevé dans une république, et qu'on devait supposer animé de sentiments propres à faire un bon roi constitutionnel. Serait-il sage de s'exposer aux horreurs de la guerre civile pour la simple chance d'effectuer immédiatement ce que la nature, sans effusion de sang, sans violation des lois du pays, ferait probablement elle-même avant longtemps? Et en supposant qu'on eût des motifs pour renverser Jacques, en avait-on pour élever Monmouth? Exclure du trône un prince, en raison de son incapacité, s'accordait assez bien avec les principes des Whigs; mais aucun principe n'autorisait l'exclusion des héritiers légitimes, non-seulement regardés comme innocents, mais considérés par la nation comme éminemment dignes de la confiance publique. Les hommes intelligents ne pouvaient admettre la légitimité de Monmouth, ni penser qu'il y crût lui-même. C'était donc un usurpateur, et un usurpateur de la pire espèce : un imposteur. S'il parvenait à se donner quelque apparence de droits, ce ne pouvait être qu'à la condition de devenir faussaire et parjure. Il répugnait à tout homme raisonnable et honnête de voir récompenser par une couronne la même fraude qui eût conduit au pilori celui qui s'en serait rendu coupable pour acquérir une propriété. La vieille noblesse du royaume s'indignait à l'idée de voir le bâtard de Lucy Walters commander aux descendants légitimes des Fitzalan et des De Vere. En outre, quiconque savait lire dans l'avenir devait prévoir que, si Monmouth parvenait à renverser le gouvernement existant, il en résulterait une guerre entre lui et la maison d'Orange, guerre qui pouvait durer plus longtemps et produire plus de malheurs que celle des Roses, guerre qui mettrait probablement la désunion parmi les Protestants de l'Europe, armerait l'Angleterre et la Hollande l'une contre l'autre, et ferait peut-être de ces deux pays une proie facile pour la France. Les hommes importants du parti whig paraissent avoir été d'avis que l'entreprise de Monmouth devait, de toute manière, être désastreuse pour l'Angleterre, et que, tout bien considéré, les malheurs qui suivraient sa défaite seraient moindres que ceux qui suivraient sa victoire.

L'inaction de l'aristocratie whig ne fut pas le seul mécompte qui attendait les insurgés. La capitale, par ses richesses et son influence, avait jadis fait pencher la balance dans plus d'une lutte civile; elle le

pouvait encore, et comme ses habitants avaient donné de fréquentes preuves de haine pour le papisme et d'affection pour le duc protestant, Monmouth avait été assez crédule pour s'imaginer qu'il y aurait un soulèvement à Londres dès qu'on y apprendrait son débarquement. Mais bien qu'on lui écrivît tous les jours que plusieurs milliers de citoyens s'étaient enrôlés pour la bonne cause, personne ne bougeait. Le fait est que les agitateurs qui avaient poussé Monmouth à son expédition, qui avaient promis de se soulever au premier signal et qui croyaient peut-être, en l'absence du danger, qu'ils auraient le courage de tenir leurs promesses, reculèrent lorsque arriva le moment critique. La frayeur de Wildman fut telle, qu'il en perdit complétement la tête. Quant au lâche Danvers, il excusa son inaction en disant d'abord qu'il ne prendrait les armes que lorsque Monmouth serait proclamé roi ; et après la proclamation, changeant de prétexte, il déclara que tout bon républicain était délié de ses engagements envers un chef qui avait si honteusement manqué à sa parole. Ainsi, de tout temps, les démagogues se sont chargés de nous montrer les côtés les plus vils de la nature humaine [1].

Le lendemain du jour où Monmouth avait été proclamé, il se dirigea sur Bridgewater. On remarqua qu'il montrait peu d'entrain et de gaieté, et que les acclamations de la multitude qui le suivait partout ne parvenaient pas à dissiper la tristesse peinte sur son visage. Ceux qui l'avaient vu cinq ans auparavant, lors de son voyage dans le comté de Somerset, virent avec peine les traces profondes que les inquiétudes et les malheurs avaient imprimées sur ces traits doux et gracieux qui avaient gagné tant de cœurs [2].

Ferguson était dans une tout autre disposition. A la scélératesse de cet homme se mêlait une excentrique vanité qui ressemblait à la folie. L'idée d'avoir soulevé une révolte, d'avoir disposé d'une couronne, lui tournait la tête ; on le voyait partout, brandissant son épée nue et criant à la foule assemblée pour voir sortir l'armée de Taunton : « Regardez-moi ! vous avez entendu parler de moi ; je suis Ferguson, « le fameux Ferguson, pour la tête duquel on a promis tant d'argent ! » Et c'était à cet homme sans principes et à moitié fou que l'infortuné Monmouth soumettait sa conscience et son intelligence [3].

Bridgewater était du petit nombre de villes qui avaient conservé quelques magistrats whigs. Le maire et les adjoints vinrent en grand

1. Voyez : « Grey's Narrative ; » — « Ferguson's MS ; » et « Eachard, » III, 754.
2. « Persecution exposed, » par John Whiting.
3. « Harleian MS, » 6846.

costume à la rencontre du duc et le précédèrent processionnellement jusqu'à la place publique où ils le proclamèrent roi ; ses troupes trouvèrent d'excellents quartiers, et les habitants de la ville et des environs leur fournirent gratis, ou presque pour rien, tout ce dont elles avaient besoin. Monmouth s'établit au château, qui avait été jadis une résidence royale. Son armée campait autour de ce château; elle était composée alors de six mille hommes, et elle aurait pu être facilement portée au double, si les armes n'eussent pas manqué. On n'avait apporté du continent qu'un petit nombre de mousquets et de piques, et beaucoup d'insurgés n'avaient d'autres armes que celles qu'ils s'étaient faites de leurs outils de laboureurs ou de mineurs. Une faux attachée à un long bâton, était sans contredit le plus formidable de ces grossiers instruments de combat. Aussi s'empressa-t-on de donner ordre à tous les sous-constables des environs de Taunton et de Bridgewater, de rechercher toutes les faux qu'ils pourraient trouver et de les apporter au camp. Même en employant ce moyen on ne put s'en procurer une assez grande quantité, et l'on fut obligé de refuser de nombreuses recrues[1].

L'infanterie fut divisée en six régiments, dans lesquels on comptait beaucoup d'hommes qui avaient servi dans la milice et qui portaient encore leurs uniformes rouges ou jaunes. La cavalerie pouvait s'élever à mille hommes, montés, presque tous, sur de gros poulains de cette espèce qu'on élevait alors dans les marais du Somersetshire, pour les vendre à Londres comme chevaux de trait. Ces animaux, loin d'être propres au service de la cavalerie, savaient à peine obéir à la bride et devenaient rétifs dès qu'ils entendaient le bruit du tambour ou du canon. Monmouth avait en outre une petite compagnie de gardes du corps, composée de quarante jeunes gens montés et équipés à leurs frais. Les habitants de Bridgewater, enrichis par la longue prospérité de leur commerce côtier, lui fournirent aussi quelques secours d'argent[2].

De son côté, le gouvernement se hâtait de rassembler ses forces. A l'ouest, Albemarle continuait de surveiller l'armée des rebelles avec un corps considérable de la milice du comté de Devon; à l'est, celle du Wiltshire s'était réunie à la voix de Thomas Herbert, comte de Pembroke; au nord-est, Henry Somerset, duc de Beaufort, avait pris les armes. La puissance de ce seigneur rappelait un peu celle des grands

1. Voyez : « Grey's Narrative; » — « Paschall's Narrative, » dans l'appendix de « Heywood's Vindication. »

2. « Oldmixon, » 702.

barons du xve siècle. Il était Président du pays de Galles et Lord-lieutenant de quatre comtés d'Angleterre; ses tournées officielles sur le vaste territoire où il représentait la majesté du trône, ne le cédaient guère en magnificence à un voyage royal. L'état de sa maison, à Badminton, était réglé à l'ancienne mode; il faisait valoir lui-même les terres considérables qui avoisinaient son parc, et les laboureurs qui les cultivaient faisaient pour ainsi dire partie de sa famille; neuf tables dressées tous les jours recevaient deux cents personnes; son majordome avait sous ses ordres une foule de gentilshommes et de pages, et son écuyer commandait à une véritable troupe de cavalerie. Sa table, son cellier, son chenil et ses écuries étaient connus dans toute l'Angleterre. Les gentilshommes des environs se montraient tout à la fois fiers de la magnificence de leur illustre voisin et charmés de l'affabilité de ses manières. Beaufort était un ardent Cavalier de la vieille école; aussi, dans ce moment de crise, employa-t-il toute son influence et toute son autorité à la défense de la couronne. Il occupait Bristol avec la milice du comté de Gloucester, qui semble avoir été mieux disciplinée qu'aucune autre troupe du même genre [1].

Dans les comtés plus éloignés, les défenseurs du trône se tenaient sur le qui-vive. Dans le Sussex, la milice commençait à se mettre en marche vers l'ouest, sous le commandement de Richard, lord Lumley, qui, déserteur tout récent du catholicisme, n'en restait pas moins le serviteur fidèle d'un roi catholique; James Bertie, comte d'Abingdon, réunissait les milices du comté d'Oxford, et John Fell, évêque d'Oxford et doyen du collége de « Christ Church, » appelait aux armes les étudiants de l'Université, qui tous s'empressèrent de se faire inscrire. Le collége de « Christ Church » fournit à lui seul près de cent piquiers et mousquetaires, ayant pour colonel le fils aîné du Lord-lieutenant, et pour officiers les jeunes nobles ainsi que les gentilshommes étudiants [2].

Mais le roi comptait surtout sur ses troupes régulières : Churchill était parti pour l'ouest avec les « Bleus, » et Feversham allait le suivre avec toutes les troupes qu'on pourrait retirer des environs de Londres. Un courrier expédié pour la Hollande avec une lettre pour Skelton, lui ordonnait de demander le renvoi immédiat des trois régiments anglais au service du Stathouder. Le parti hostile au prince d'Orange,

1. Voyez : « North's Life of Guildford, » 132. Voyez aussi, dans les Gazettes de Londres du mois de juillet 1684, le compte-rendu du voyage de Beaufort dans le pays de Galles et dans les comtés voisins, ainsi que sa lettre à Clarendon en date du 19 juin 1683.

2. Voyez la lettre de l'évêque Fell à Clarendon du 20 juin, et celles d'Abingdon à Clarendon en date des 20, 25 et 26 juin 1685, ainsi que les manuscrits de Lansdowne, 846.

ayant à la tête les députés d'Amsterdam, essaya encore d'apporter quelque retard, mais l'énergie de Guillaume, qui avait presque autant d'intérêts en jeu que Jacques lui-même, et qui voyait avec une inquiétude sérieuse les progrès de Monmouth, surmonta cette opposition, et au bout de quelques jours les troupes partirent [1]. Les trois régiments écossais étaient déjà arrivés en Angleterre; ils avaient débarqué en bon état à Gravesend, et Jacques les avait passés en revue à Blackheath. A plusieurs reprises il dit à l'ambassadeur hollandais, que de sa vie il n'avait vu une troupe plus belle et mieux disciplinée, et qu'il était on ne peut plus reconnaissant au prince d'Orange et aux États-Généraux, pour un renfort aussi effectif et aussi opportun. Toutefois, sa satisfaction ne fut pas sans mélange : malgré leur bonne tenue et la régularité de leurs manœuvres, ces soldats étaient imbus des idées politiques et religieuses de la Hollande; l'un d'entre eux fut exécuté, un autre fut passé aux verges pour avoir bu à la santé de Monmouth. On ne jugea donc pas à propos de les placer à un poste dangereux, et on les tint dans les environs de Londres jusqu'à la fin de la campagne : mais leur présence permit au roi de faire partir pour l'ouest quelques régiments d'infanterie qui, sans cela, auraient dû rester dans la capitale [2].

Tout en se préparant à attaquer ainsi les rebelles en rase campagne, le gouvernement ne négligea pas les mesures d'un autre genre. A Londres, on arrêta deux cents personnes sur le seul soupçon qu'elles pourraient se mettre à la tête d'un mouvement whig, et parmi ces prisonniers il se trouvait quelques riches négociants. Tout homme dont les sentiments étaient suspects à la cour, dut se tenir caché; une inquiétude générale pesait sur la capitale; les affaires étaient languissantes, et les théâtres tellement déserts qu'une pièce nouvelle de Dryden, pour laquelle on avait fait des frais inusités de décors et de mise en scène, fut retirée parce que les recettes n'auraient pas couvert les dépenses [3]. Les magistrats et le clergé redoublèrent d'activité, et les dissidents furent strictement surveillés. Dans le Cheshire et dans le Shropshire régnait une violente persécution; les arrestations furent très-nombreuses dans le comté de Northampton, et la geôle d'Oxford était encombrée de prisonniers. Pas un ministre puritain, quelque modéré qu'il fût dans ses opinions et dans sa conduite, ne

1. « Avaux, » 5-15 et 6-16 juillet 1685.

2. Voyez : « Citters, » 30 juin-10 juillet, 3-13 juillet, 21-31 juillet 1685; — « Avaux Neg., » 5-15 juillet; et « London Gazette, » 6 juillet.

3. Voyez : « Barillon, » 6-16 juillet 1685, et la préface de Scott à « Albion et Albanius. »

pouvait être certain qu'on ne l'arracherait pas à sa famille pour le jeter dans un cachot [1].

Cependant Monmouth avançait toujours, harcelé dans sa marche par Churchill, qui semble avoir fait tout ce qu'un brave et intelligent officier pouvait faire avec une poignée d'hommes. L'armée rebelle, fatiguée par les attaques de l'ennemi, et retardée dans sa marche par de fortes pluies, s'arrêta à Glastonbury, dans la soirée du 22 juin. Les maisons de cette petite ville ne pouvant fournir d'abri à une troupe si nombreuse, quelques-uns des soldats s'établirent dans les églises et d'autres allumèrent leurs feux au milieu des vénérables ruines de l'abbaye, jadis la plus riche de nos maisons religieuses. De Glastonbury, le duc se rendit à Wells et de là à Shepton Mallet [2].

Jusque-là Monmouth avait parcouru le pays dans le seul but, à ce qu'il semble, de réunir des troupes; mais enfin il lui fallut combiner quelque plan d'opération militaire. Sa première idée fut de s'emparer de Bristol. Cette ville importante renfermait un grand nombre de Whigs; le complot du « Rye House » y avait eu des ramifications, et la garnison ne se composait que de quelques gardes rurales du comté de Gloucester. Si, avant l'arrivée des troupes régulières, ils parvenaient à vaincre Beaufort et sa suite de paysans armés, les rebelles se trouveraient en possession de grandes ressources pécuniaires; le bruit des succès de Monmouth se répandrait, et ses amis, dans le reste de l'Angleterre, oseraient enfin se déclarer ouvertement pour lui. Les fortifications de Bristol étaient faibles au nord de l'Avon, du côté du Gloucestershire; elles étaient beaucoup plus fortes au sud, du côté du Somersetshire. On résolut donc d'attaquer du côté de Gloucester. Mais pour cela, il fallait faire un détour et traverser l'Avon à Keynsham, dont le pont, en partie démoli par la milice, était impraticable. Un détachement fut envoyé en avant pour le réparer; le reste de l'armée suivit plus lentement, et prit quelque repos à Pensford, dans la soirée du 24 juin. Là, on n'était qu'à cinq milles de Bristol, par la route du Somersetshire; mais, comme il fallait tourner Keynsham pour attaquer Bristol du côté nord, il restait encore à faire une longue journée de marche [3].

A Bristol, la nuit s'écoula dans l'attente et le tumulte. Les partisans de Monmouth savaient qu'il était presque en vue de la ville, et s'ima-

1. Voyez la lettre d'Abingdon à Clarendon du 29 juin 1685, ainsi que : « Life of Philip Henry, » par Bates.

2. Voyez : « London Gazette, » 22 et 25 juin 1685; — « Wade's Confession; » — « Oldmixon, » 703; et « Harleian MS, » 6845.

3. « Wade's Confession. »

ginaient qu'il y ferait son entrée à la pointe du jour. Une heure environ après le coucher du soleil, un bâtiment marchand amarré au quai prit feu : un accident de ce genre, dans un port encombré de bâtiments, ne pouvait manquer d'exciter de vives alarmes ; tous les vaisseaux se mirent en mouvement, les rues se remplirent de monde, et des cris séditieux se firent entendre au milieu des ténèbres et de la confusion. Plus tard, Whigs et Tories s'accordèrent à dire que le feu avait été mis par les partisans de Monmouth, dans l'espoir qu'il ferait une pointe désespérée vers le sud et entrerait en ville de ce côté, pendant que la milice serait occupée à arrêter les progrès de l'incendie. Si tel fut en effet le projet des incendiaires, il échoua complétement : Beaufort, au lieu d'envoyer ses hommes sur les quais, les garda toute la nuit sous les armes autour de la belle église de Sainte-Marie-Redcliff, au sud de l'Avon. Il aurait vu brûler Bristol, il y aurait mis le feu lui-même, disait-il, plutôt que d'y voir entrer les rebelles. Avec l'aide d'un petit corps de cavalerie, qui était arrivé de Chippenham depuis quelques heures, il fut en état d'empêcher une insurrection. Probablement il n'en eût pas été ainsi, si Beaufort avait eu en même temps à repousser une attaque extérieure ; mais l'attaque n'eut pas lieu. Quoique Monmouth vît distinctement de Pensford l'incendie qui causait tant d'émotion dans Bristol, il ne crut pas devoir changer son plan. Il resta tranquille jusqu'à la pointe du jour et se dirigea alors sur Keynsham, où il trouva le pont réparé. Là il fit reposer son armée, pendant la soirée, croyant toujours pouvoir se mettre en route pour Bristol, dès que la nuit serait venue [1].

Mais il était trop tard : les troupes royales approchaient. Le colonel Oglethorpe, à la tête d'une centaine de gardes du corps, se précipita dans Keynsham, mit en déroute deux corps de cavalerie rebelle, qui essayèrent de s'opposer à lui, et se retira sans perte, après leur avoir fait beaucoup de mal. Tout bien considéré, Monmouth se décida à renoncer à l'attaque de Bristol [2].

Que fallait-il faire alors? Plusieurs projets furent proposés et discutés. On suggéra que Monmouth pouvait se diriger sur Gloucester, y traverser la Saverne en rompant le pont après lui, et qu'en appuyant sa droite sur ce fleuve, il lui serait possible de traverser le comté de Worcester et de se rendre de là dans le Shropshire et le Cheshire. Pendant un voyage qu'il avait fait jadis dans ces comtés, il avait été reçu

1. Voyez : « Wade's Confession ; » — « Oldmixon, » 703 ; — « Harleian MS, » 6845 ; et « Réquisitoire de Jeffreys devant le grand jury de Bristol, » en date du 21 sept. 1686.
2. Voyez : « London Gazette, » du 29 juin 1685 ; et « Wade's Confession. »

avec autant d'enthousiasme que dans les comtés de Somerset et de Devon; sa présence y ranimerait l'ardeur de ses anciens amis, et son armée pourrait se trouver doublée au bout de quelques jours.

Cependant, après un examen approfondi, ce projet, tout séduisant qu'il était, fut reconnu impraticable. Les rebelles, mal chaussés pour les marches qu'ils venaient de faire, étaient exténués de fatigue, à cause des pluies torrentielles qui avaient détrempé les chemins. Harrassés et arrêtés à chaque instant, comme ils ne manqueraient pas de l'être, par la cavalerie royale, il ne leur restait aucun espoir de gagner Gloucester avant d'être atteints par le gros de l'armée ennemie et forcés de livrer bataille dans des conditions désavantageuses.

On proposa alors de se jeter dans le Wiltshire, et des personnes qui prétendaient connaître parfaitement l'esprit du pays affirmèrent que Monmouth y serait rejoint par des détachements assez considérables pour lui permettre d'offrir le combat[1].

Ce fut le conseil qu'il suivit. Prenant la route du Wiltshire, il somma Bath de se rendre; mais cette ville avait une forte garnison dévouée au roi, et de plus Feversham approchait. Les rebelles ne firent aucune tentative contre ses remparts; au contraire, ils forcèrent leur marche vers Philip's Norton, où ils s'arrêtèrent dans la soirée du 26 juin.

Feversham les suivit de près, et, le 27 de grand matin, les rebelles apprirent l'alarmante nouvelle de son approche. Ils se mirent aussitôt sous les armes et se placèrent en file derrière les haies qui bordaient le chemin conduisant à la ville.

L'avant-garde de l'armée royale parut bientôt; elle se composait de cinq cents hommes, commandés par le duc de Grafton, jeune seigneur d'un caractère brusque et d'un esprit aventureux, qui tenait sans doute à prouver qu'il n'était pour rien dans les projets séditieux de son demi-frère. Grafton se trouva bientôt dans un chemin creux, bordé de haies d'où partait une fusillade bien nourrie. Il alla, malgré tout, de l'avant jusqu'à l'entrée de Philip's Norton; là, il rencontra une barricade et fut accueilli de front par une décharge meurtrière. Ses hommes alors perdirent courage et se retirèrent en désordre. Avant qu'ils fussent hors du chemin, plus de cent des leurs avaient été tués ou blessés. La retraite fut même interceptée par quelques cavaliers ennemis; mais Grafton s'ouvrit vaillamment un chemin au milieu d'eux, et s'en tira sain et sauf[2].

1. « Wade's Confession. »

2. Voyez : « London Gazette » du 2 juillet 1685; — « Barillon, » 6-16 juillet; et « Wade's Confession. »

Ainsi repoussée, l'avant-garde des troupes royales se replia sur le corps principal, et les deux armées se trouvant alors face à face, on échangea quelques coups de fusil qui n'eurent que peu d'effet. Aucun des deux partis ne désirait en venir aux mains. Feversham, voulant éviter la bataille jusqu'à ce que son artillerie fût arrivée, se replia sur Bradford; Monmouth, de son côté, quitta la position dès que la nuit fut venue, et arriva au point du jour à Frome, où il espérait trouver un renfort.

Cette ville lui était aussi dévouée que Taunton et Bridgewater, mais elle ne pouvait rien pour lui. Quelques jours auparavant, à la suite d'un soulèvement, le Manifeste de Monmouth y avait été affiché sur la place du marché; mais la nouvelle de ce mouvement étant arrivée au comte de Pembroke, qui se trouvait dans le voisinage avec la milice du Wiltshire, il marcha aussitôt sur Frome, et, après avoir mis en déroute un rassemblement de paysans armés de faux et de fourches, il était entré dans la ville, dont il avait désarmé tous les habitants. Il ne leur restait donc plus aucune arme, et Monmouth ne pouvait leur en fournir [1].

L'armée rebelle se trouvait en mauvaise position : la marche de la nuit précédente avait été des plus fatigantes; la pluie tombait par torrents; les routes étaient de vraies fondrières, et on n'entendait plus parler des secours du Wiltshire. De plus, un messager venait d'apporter la nouvelle que les troupes d'Argyle avaient été dispersées en Écosse, et un autre messager annonçait que Feversham, avec son artillerie, allait bientôt paraître. Monmouth avait trop l'habitude de la guerre pour ignorer que ses compagnons, malgré leur courage et leur zèle, n'étaient pas en état de tenir tête à des troupes régulières. Il s'était flatté jusque-là que quelques-uns des régiments qu'il avait autrefois commandés se joindraient à lui; cet espoir ne lui était plus permis. Son courage faiblit. A peine trouvait-il assez de force pour donner des ordres. Dans son angoisse, il se plaignit amèrement des perfides conseillers qui l'avaient arraché à son heureuse retraite du Brabant, et se répandit surtout en imprécations contre Wildman [2]. Ce fut alors que dans cet esprit faible et troublé surgit une pensée ignoble : il abandonnerait à la merci du gouvernement les milliers d'hommes qui, à sa voix et pour l'amour de lui, avaient quitté leurs champs et leurs familles; il s'esquiverait avec ses principaux officiers; il gagnerait quelque port de mer avant qu'on pût soupçonner sa fuite, et une fois sur le

1. Voyez : « London Gazette » du 20 juin 1685; et « Citters, » 30 juin-10 juillet.
2. Voyez : « Harleian MS, » 6845; et « Wade's Confession. »

continent, il oublierait, dans les bras de lady Wentworth, son ambition et sa honte. Ce projet fut sérieusement discuté avec ses conseillers intimes et approuvé par quelques-uns d'entre eux, qui tremblaient pour leur vie; mais Grey, qui, au dire même de ses détracteurs, se montrait toujours intrépide quand il n'entendait pas le cliquetis des épées et le bruit du canon, s'opposa énergiquement à ce lâche projet. Il supplia le duc de s'exposer à tous les dangers plutôt que de payer d'ingratitude et de trahison le dévouement des paysans de l'ouest [1].

Le projet de fuite fut abandonné; mais il devenait difficile de former un plan de campagne. Se porter sur Londres eût été folie; car la route traversait la plaine de Salisbury, et en pays découvert les troupes régulières, et surtout la cavalerie, auraient eu trop d'avantage sur des hommes sans discipline. A ce moment critique, on apprit que les habitants des marais qui entourent Axbridge s'étaient soulevés pour la défense de la religion protestante, et, qu'armés de fléaux, de bâtons et de fourches, ils s'étaient réunis par milliers à Bridgewater. Monmouth résolut de s'y rendre pour s'adjoindre ces nouveaux alliés [2].

Les rebelles se mirent donc en marche pour Wells, où ils arrivèrent en assez mauvaises dispositions. Hostiles presque tous à l'Épiscopat, ils montrèrent leur antipathie d'une manière qui leur fit peu d'honneur : non-seulement ils enlevèrent pour faire des balles les plombs de la toiture de la magnifique cathédrale, chose qu'à la rigueur excusaient les nécessités de la guerre, mais encore, sans nécessité aucune, ils mutilèrent les sculptures de cet édifice; et il fallut que Grey se plaçât l'épée nue à la main devant l'autel, pour empêcher qu'une bande de ces misérables ne s'en servît comme d'une table pour célébrer leurs orgies [3].

Le mardi 2 juillet, Monmouth entra de nouveau à Bridgewater, avec bien moins de ressources que lorsqu'il en était parti, dix jours auparavant. Les renforts qu'il y trouva étaient tout à fait insignifiants, et l'armée royale approchait. Un instant il eut l'idée de fortifier la ville, et des centaines de laboureurs furent appelés pour creuser des fossés et élever des remparts; mais bientôt il revint à l'idée d'entrer dans le Cheshire, plan qu'il avait rejeté comme impraticable quand il occupait Keynsham, et qui certes ne l'était pas davantage, maintenant qu'il se trouvait à Bridgewater [4].

1. Voyez : « Wade's Confession; » et « Eachard, » III, 766.
2. « Wade's Confession. »
3. Voyez : « London Gazette, » du 6 juillet 1685; — « Citters, » 3-13 juillet; et « Oldmixon, » 703.
4. « Wade's Confession. »

Pendant qu'il flottait ainsi entre deux projets désespérés, il vit paraître l'armée royale. Elle se composait de deux mille cinq cents hommes à peu près de troupes régulières et d'environ quinze cents soldats de la milice du Wiltshire. Partie de Somerton de bonne heure, dans la matinée du dimanche 5 juillet, elle vint camper le même jour dans la plaine de Sedgemoor, à trois milles de Bridgewater.

Le docteur Peter Mew, évêque de Winchester, accompagnait l'armée du roi. Ce prélat avait, dans sa jeunesse, combattu pour Charles Ier contre le Parlement; ni l'âge ni son caractère sacré n'avaient éteint son ardeur martiale, et il pensait sans doute que la présence dans le camp du roi d'un père de l'église protestante, pourrait rassurer quelques hommes honnêtes qui balançaient entre leur horreur du Papisme et leur horreur de la rébellion.

Le clocher de l'église paroissiale de Bridgewater passe pour être le plus élevé des clochers du Somersetshire, et commande une vue étendue sur tout le pays voisin. Monmouth, accompagné de quelques-uns de ses officiers, monta au sommet de la tour carrée d'où s'élève la flèche, et reconnut la position des ennemis à l'aide d'une lunette. A ses pieds se trouvait une vaste étendue de plaine, aujourd'hui couverte de vergers et de riches moissons, mais qui alors n'était en grande partie qu'un triste marécage, comme l'indique son nom « Sedgemoor » (*marais à joncs*). Quand les pluies avaient été abondantes et que le Parret et ses affluents débordaient, tout ce pays était sous l'eau. Il faisait anciennement partie de ce grand marais, fameux dans nos vieilles chroniques pour avoir arrêté la marche de deux races successives d'envahisseurs : ce marais avait protégé les Celtes contre les agressions des rois de Wessex, et abrité le roi Alfred de la poursuite des Danois. Dans ces temps reculés, cette région ne pouvait être traversée qu'en bateau; c'était un vaste étang, semé d'îlots dont le sol mouvant et perfide était couvert de fourrés épais, peuplés de bêtes fauves et de cochons sauvages. Même à l'époque des Tudors, le voyageur qui voulait aller d'Ilchester à Bridgewater devait faire un détour de plusieurs milles pour éviter les eaux. Mais au moment où Monmouth examinait Sedgemoor, l'art avait en partie dompté la nature, et le sol était entrecoupé d'un grand nombre de larges et profonds fossés, qu'on appelle dans le pays « Rhines. » Au milieu du marécage, s'élevaient, groupés autour de leurs églises, quelques villages dont les noms semblaient indiquer qu'ils avaient été jadis environnés d'eau. Un de ces villages, nommé Weston-Zoyland, se trouvait occupé par la cavalerie royale, et Feversham y établit son quartier général. Quel-

ques-uns de nos contemporains ont connu la fille de la servante qui ce jour-là le servit à table ; et l'on conserve encore soigneusement, dans une maison du voisinage, un grand plat de faïence dont il fit usage. Il est bon de faire observer que la population du comté de Somerset n'est pas, comme celle des comtés manufacturiers, composée d'ouvriers étrangers à la contrée, et qu'il n'est pas rare d'y rencontrer des fermiers qui cultivent la même terre que cultivaient leurs pères du temps des Plantagenets. Les traditions populaires de ce comté sont donc d'une grande valeur pour l'historien [1].

Plus loin encore, on voyait le village de Middlezoy ; c'était là et dans les environs qu'était campée la milice, sous les ordres de Pembroke.

Au milieu de la plaine, non loin du village de Chedzoy, plusieurs bataillons d'infanterie régulière avaient établi leur camp. A cette vue, le visage de Monmouth s'assombrit ; malgré lui, il se rappela que peu d'années auparavant, à la tête d'une colonne composée de quelques-uns de ces hommes, il avait dispersé devant lui les farouches enthousiastes qui défendaient le pont de Bothwell. Il pouvait distinguer dans les rangs ennemis cette troupe d'élite qu'on appelait alors, du nom de son colonel, le « régiment de Dumbarton, » et qui, depuis, sous le nom de « premier régiment de ligne, » a noblement maintenu dans le monde entier son ancienne réputation. « Je connais ces hommes, s'écria Monmouth ; ils se battront. Si seulement je les avais, tout irait bien [2]. »

Toutefois l'aspect de l'armée ennemie n'était pas complétement décourageant : les trois divisions qui la composaient se trouvaient très-éloignées les unes des autres, et tout, dans leurs mouvements, trahissait la négligence et le manque de discipline. On savait que les soldats s'enivraient avec le cidre de Zoyland ; en outre l'incapacité de Feversham, qui commandait en chef, était notoire. Même à cette heure de crise, il ne songeait qu'à manger et à dormir. Son lieutenant Churchill, il est vrai, était un soldat capable de mener à bonne fin une tâche plus ardue que celle de disperser une foule de paysans mal armés et mal disciplinés ; mais son génie, qui plus tard devait l'emporter sur les efforts de six maréchaux de France, n'était pas à sa place : Feversham ne lui confiait rien et ne l'encourageait pas à dire son avis. Churchill, con-

1. Voyez : « Matt. West. Flor. Hist., » A. D. 788 ; — la chronique manuscrite citée par M. Sharon Turner dans son « History of the Anglo-Saxons, » liv. IV, chap. XIX ; — Drayton's Polyolbion, » III ; — « Leland's Itinerary ; » et « Oldmixon, » 703. Oldmixon était alors à Bridgewater, et probablement il vit le duc sur la tour de l'église. Le plat dont j'ai parlé appartient à M. Stradling, qui a pris un soin digne d'éloges à conserver les reliques et les traditions de l'insurrection de l'ouest.

2. « Oldmixon, » 703.

vaincu de la supériorité de ses talents et de ses connaissances, impatient du contrôle d'un chef qu'il méprisait, et tremblant pour le sort de l'armée, conserva néanmoins sa retenue habituelle, et dissimula si bien ses sentiments, que Feversham, dans un rapport qu'il adressa au roi, crut devoir faire l'éloge de la soumission empressée de son lieutenant[1].

Monmouth sachant le désordre qui régnait parmi les troupes royales, jugea, après avoir observé les dispositions de l'armée ennemie, qu'il pouvait essayer avec succès une attaque nocturne. Il résolut donc d'en courir la chance, et fit à l'instant ses préparatifs.

C'était un dimanche; et les rebelles, qui, pour la plupart, avaient été élevés dans les idées puritaines, passèrent une grande partie du jour dans des exercices religieux. Le Castle-Field (*Champ-du-Château*), dans lequel ils étaient campés, offrait un spectacle tel que l'Angleterre n'en avait jamais vu depuis la dissolution de l'armée de Cromwell. Des prédicateurs dissidents, qui avaient pris les armes contre le Papisme, et dont quelques-uns s'étaient probablement battus dans la grande guerre civile, priaient et prêchaient en habits rouges, en bottes à l'écuyère et l'épée au côté. Ferguson était un de ces harangueurs. Il avait pris pour texte les terribles imprécations par lesquelles les Israélites qui habitaient au delà du Jourdain repoussèrent les accusations que portaient contre eux, dans leur aveuglement, leurs frères restés sur l'autre rive : « Le Fort, le Dieu, l'Éternel le sait lui-même, et « Israël le connaîtra; si c'est par un esprit de révolte, et si c'est pour « commettre un forfait contre l'Éternel. En ce cas, ne nous sauve pas « aujourd'hui, ô Éternel[2] ! »

L'attaque qui devait avoir lieu à la faveur de la nuit ne fut un secret pour personne à Bridgewater. La ville se remplit de femmes venues par centaines des environs pour y voir une fois encore des époux, des fils, des frères, des amants. En ce jour il y eut de tristes adieux, et des adieux éternels[3]. Le bruit de l'attaque projetée était parvenu jusqu'aux oreilles d'une jeune fille dévouée aux intérêts du roi. Quoique d'un caractère timide, elle résolut d'aller avertir Feversham. Elle sortit furtivement de Bridgewater et parvint jusqu'au camp royal. Mais ce n'était pas là un lieu où l'innocence pût être en sûreté. Les officiers mêmes, méprisant également les bandes ennemies et leur propre général, avaient fait de copieuses libations, et se trouvaient disposés à

1. « Lettre de Churchill à Clarendon, » en date du 4 juillet 1685.
2. Voyez : « Oldmixon, » 703; » et « Observator, » 1er août 1685.
3. Voyez : « Paschall's Narrative, » dans l'appendix de « Heywood. »

tous les excès de la cruauté et de la licence. L'un d'eux s'empara de la malheureuse jeune fille, et, sans vouloir écouter son message, l'outragea brutalement. Elle s'enfuit la rage et la honte dans le cœur, abandonnant à son destin cette criminelle armée[1].

Le moment approchait où on allait tenter les chances du combat. La nuit se présentait favorable à une entreprise de ce genre. La lune, il est vrai, était dans son plein, et les lueurs boréales éclairaient le ciel; mais un brouillard de marais enveloppait Sedgemoor, où l'on ne pouvait rien distinguer à la distance de cinquante pas[2].

L'horloge sonnait onze heures quand le duc, suivi de ses gardes du corps, sortit du château. Il n'était pas dans la disposition d'esprit qui convient à celui qui va frapper un grand coup; les enfants mêmes qui se pressaient pour le voir passer observèrent et se rappelèrent longtemps son regard triste et de mauvais augure. Son armée dut faire un détour de près de six milles pour gagner le camp royal de Sedgemoor, et la route qu'elle suivit s'appelle encore aujourd'hui « War Lane » (*chemin de la guerre*). Monmouth commandait lui-même l'infanterie; la cavalerie fut mise sous les ordres de Grey, malgré les remontrances de ceux qui se rappelaient le désastre de Bridport. On donna l'ordre d'observer le silence le plus complet, de ne pas battre le tambour et de ne tirer sous aucun prétexte. Le mot d'ordre des insurgés, pour se reconnaître entre eux dans l'obscurité, était « Soho. » Il avait, sans doute, été choisi par allusion à « Soho Fields, » où était situé le palais de Monmouth, à Londres[3].

Vers une heure du matin, le lundi 6 juillet, les rebelles occupaient le milieu de la plaine; entre eux et l'ennemi se trouvaient trois larges

1. « Kennet, » édit. de 1719, III, 432. J'ai tout lieu de croire à la réalité de cette lamentable histoire. L'évêque Kennet affirme qu'elle lui fut racontée en 1718 par un brave officier des gardes à cheval qui avait combattu à Sedgemoor et qui avait vu partir la jeune fille au désespoir.

2. Voyez, dans « Kennet, » édit. de 1719, III, 432, les détails donnés par un officier des gardes à cheval, ainsi que le journal manuscrit de la Rébellion de l'Ouest, tenu par M. Edward Dummer. Voyez encore : « Hind and Panther, » par Dryden, 2e partie; on y trouve ces vers remarquables :

« Such were the pleasing triumphs of the sky
« For James's late nocturnal victory,
« The pledge of his almighty patron's love,
« The fireworks which his angels made above.
« I saw myself the lambent easy light
« Gild the brown horror and dispel the night.
« The messenger with speed the tidings bore,
« News which three labouring nations did restore;
« But Heaven's own Nuntius was arrived before. »

3. Plusieurs écrivains, Pennant entre autres, ont avancé que le district de Londres appelé « Soho » tirait son nom du mot d'ordre de l'armée de Monmouth à Sedgemoor. Il est fait mention cependant de Soho Fields dans des livres imprimés avant l'insurrection de l'Ouest; dans « Chamberlayne's State of England, » par exemple, qui fut publié en 1684.

fossés (*rhines*) remplis d'eau et de boue. Monmouth savait qu'il fallait en traverser deux : le « Black Ditch » et le « Langmoor Rhine. » Mais, chose étrange, aucun des éclaireurs qu'il avait envoyés n'avait mentionné l'existence du troisième fossé, dit le « Bussex Rhine, » qui protégeait particulièrement le camp royal.

Les fourgons qui contenaient les munitions furent laissés à l'entrée du marais. Infanterie et cavalerie, en une longue et étroite colonne, passèrent le « Black Ditch » sur une chaussée. Il y en avait une autre sur le « Langmoor Rhine ; » mais les guides ayant perdu leur route à cause du brouillard, il y eut quelque délai et quelque tumulte avant de trouver le passage ; enfin on traversa le fossé. Mais, dans la confusion, un coup de pistolet était parti. Quelques vedettes des gardes à cheval l'entendirent et aperçurent, à travers la brume, une multitude qui s'avançait ; ils déchargèrent leurs carabines et coururent de tous côtés donner l'alarme. L'un galopa jusqu'à Weston-Zoyland, où était la cavalerie ; un autre, jusqu'au camp de l'infanterie, criant à haute voix que l'ennemi approchait. Alors les tambours du régiment de Dumbarton battirent le rappel, et bientôt tout le monde fut sous les armes. Il n'y avait pas de temps à perdre, car Monmouth se préparait à engager l'action. Il dit à Grey de se mettre en tête avec la cavalerie, et il le suivit avec l'infanterie. Grey poussa en avant jusqu'à ce que sa marche fut arrêtée par le « Bussex Rhine, » de l'autre côté duquel l'infanterie royale se formait à la hâte en ligne de bataille.

« Pour qui êtes-vous? » cria un officier des gardes à pied. — « Pour le roi! » répondit une voix sortie des rangs de la cavalerie rebelle. — « Pour quel roi? » répliqua l'officier. — « Pour le roi Monmouth! » s'écrièrent une foule de voix, en y mêlant le cri de guerre « Dieu est avec nous! » paroles qui, quarante ans auparavant, avaient été inscrites sur les drapeaux des régiments parlementaires. Aussitôt les troupes royales firent une décharge de mousqueterie qui mit en fuite la cavalerie des insurgés. On a généralement attribué cette déroute à la pusillanimité de Grey ; cependant il n'est pas prouvé que Churchill s'en fût mieux tiré avec des hommes qui n'avaient jamais combattu à cheval, et dont les chevaux n'étaient habitués ni au feu, ni même à la bride.

Quelques minutes après la fuite de sa cavalerie, Monmouth et son infanterie arrivèrent au pas de course, guidés dans l'obscurité par le feu du régiment de Dumbarton.

Monmouth fut anéanti en voyant qu'un large et profond fossé le séparait du camp qu'il avait espéré surprendre. Les insurgés s'arrêtèrent sur

le bord de ce « rhine » et firent feu. Une portion de l'infanterie royale riposta de l'autre côté, et pendant trois quarts d'heure on entendit le bruit incessant de la mousqueterie. Les paysans du Somersetshire se battirent comme de vieux soldats, si ce n'est, dit-on, qu'ils visaient trop haut.

Les autres divisions de l'armée royale étaient aussi en mouvement. Les gardes du corps et les « Bleus, » arrivés au galop de Weston-Zoyland, dispersèrent en un instant une portion de la cavalerie de Grey, qui était parvenue à se reformer; sa fuite mit la panique dans l'arrière-garde, chargée de protéger les munitions. Les fourgons partirent au galop et ne s'arrêtèrent qu'à plusieurs milles du champ de bataille. Jusque-là, Monmouth s'était conduit en bon et brave soldat; on l'avait vu à pied, la pique en main, encourager son infanterie du geste et de la voix; mais il avait trop l'habitude des combats pour ne pas voir que tout était fini. Son armée avait perdu l'avantage qu'elle devait à la surprise et à l'obscurité; elle était sans cavalerie et sans munitions. Les forces royales, au contraire, se trouvaient réunies et en bon ordre. Feversham, réveillé par la fusillade, était sorti de son lit, avait mis sa cravate, et, après s'être admiré dans sa glace, il était venu s'informer de ce que faisaient ses hommes. Mais, en attendant, Churchill avait fait une chose bien plus importante : il avait changé rapidement l'ordre de bataille de l'infanterie royale. Le soleil allait paraître, et le dénoûment d'un combat en rase campagne et en plein jour ne pouvait être douteux. Monmouth, cependant, aurait dû comprendre que ce n'était pas à lui de fuir, tandis que des milliers d'hommes, que leur attachement à sa personne vouait à la destruction, combattaient encore bravement pour sa cause. Mais de vaines espérances et un amour excessif de la vie l'emportèrent. Voyant que s'il attendait plus longtemps, la cavalerie royale lui couperait la retraite, il monta à cheval et s'enfuit à toute bride.

Cependant son infanterie, quoique abandonnée de son chef, fit une brillante résistance. Attaqués à droite par les gardes du corps, à gauche par le régiment Bleu, les paysans du Somersetshire firent face à la cavalerie royale avec leurs faux et la crosse de leurs fusils. Oglethorpe fit pour les enfoncer une vigoureuse tentative qui fut bravement repoussée; Sarsfield, brave officier irlandais, dont le nom acquit plus tard une triste célébrité, les chargea d'un autre côté; mais ses hommes durent aussi faire retraite, et lui-même, jeté à terre, y resta un moment comme mort. La lutte de ces hardis paysans ne pouvait cependant se prolonger : ils n'avaient plus ni poudre ni balles. On les enten-

dit s'écrier : « Des munitions! pour l'amour de Dieu, des munitions ! » Mais il n'y en avait pas. Alors, arriva l'artillerie royale; elle avait été placée à un demi-mille de là, sur la grand'route de Weston-Zoyland à Bridgewater. L'organisation d'une armée anglaise était, à cette époque, si défectueuse que l'on eût éprouvé de grandes difficultés à traîner de gros canons sur le champ de bataille, si l'évêque de Winchester n'eût offert pour cela le secours de ses chevaux de voiture et de ses harnais. Cette intervention d'un prélat chrétien dans une affaire où le sang devait couler a été condamnée, avec une étrange inconséquence, par quelques écrivains du parti whig, qui ne voyaient rien de criminel dans la conduite des ministres puritains qui combattaient contre le gouvernement. Même après l'arrivée des canons, on manqua d'artilleurs, et un sergent du régiment de Dumbarton fut obligé de se charger du service de plusieurs pièces [1]. Mais, quelque mal servie que fût l'artillerie, elle mit bientôt fin à l'engagement. Les piques des bataillons rebelles commencèrent à s'ébranler; les rangs se rompirent, une nouvelle charge de cavalerie renversa tout devant elle, et l'infanterie royale se précipita à travers le fossé. Même dans cette extrémité, les mineurs du Mendip conservèrent encore leurs armes et vendirent chèrement leur vie. Malgré leurs efforts, au bout de quelques instants la déroute était complète. Trois cents soldats de l'armée royale avaient été tués ou blessés, et plus de mille insurgés restèrent sur le champ de bataille [2].

1. Il existe dans le « Registre historique du 1er régiment royal d'infanterie », un ordre de Jacques pour le paiement de quarante livres sterling au sergent Weems du régiment de Dumbarton, en raison de « ses bons services à la bataille de Sedgemoor en manœuvrant les gros canons contre les rebelles. »

2. Voyez le récit de la bataille de Sedgemoor, par Jacques II, dans les : « State Papers, » de lord Hardwicke; — « Wade's Confession; » — « Ferguson MS; » — « Eachard, » III, 768; — « Kennet, » édition de 1719, III, 432, où se trouve une relation d'un officier des gardes à cheval; — « London Gazette, » 9 juillet 1685; — « Oldmixon, » 703; — « Paschall's Narrative; » — « Burnet, » I, 643; — « Evelyn's Diary, » 8 juillet; — « Citters, » 7-17 juillet; — « Barillon, » 7-17 juillet; — « Reresby Memoirs; » — « The Duke of Buckingham's Battle of Sedgemoor, a farce; » et « MS Journal of the Western Rebellion, kept by Mr Edward Dummer, then serving in the train of artillery employed by his Majesty for the suppression of the same. » Ce dernier manuscrit est dans la Bibliothèque Pepys; il est fort intéressant, non à cause du texte, mais à cause des quatre ou cinq plans qui représentent la bataille de Sedgemoor à différents moments.

« Le récit d'une bataille, a dit le plus fameux de nos généraux vivants, ressemble beaucoup au « récit qu'on pourrait faire d'un bal. Plusieurs personnes peuvent se rappeler tous les petits événe- « ments qui ont amené le gain ou la perte d'une bataille, mais une seule personne ne peut se rappeler « l'ordre dans lequel ils se sont succédé et le moment où ils ont eu lieu, ce qui fait toute la diffé- « rence pour leur importance et pour leur valeur..... Pour prouver le peu de foi qu'on doit ajouter à « ce que l'on suppose le meilleur compte-rendu d'une bataille, je déclare qu'il y a bien des erreurs « dans différentes circonstances que rapporte le général ***. Il est tout à fait impossible de dési- « gner exactement le moment et l'ordre de chaque événement important. » (Wellington's Papers, 8-17 août 1815.)

C'est à la bataille de Waterloo que le duc de Wellington fait ici allusion, bataille livrée en plein

Ainsi finit le dernier engagement, méritant le nom de bataille, qui ait eu lieu sur le sol anglais. L'impression qu'il fit sur l'esprit des paysans du voisinage fut profonde et durable; même de nos jours elle est souvent renouvelée : car il n'est pas rare de voir la charrue ou la bêche mettre à découvert des crânes, des ossements humains, et des outils d'agriculture convertis en d'étranges instruments de guerre, souvenirs terribles de ce jour de massacre. De vieux paysans racontaient encore tout récemment que dans leur enfance ils allaient sur la bruyère jouer à la bataille, entre les partisans du roi Jacques et les partisans du roi Monmouth, et que ceux-ci adoptaient toujours pour cri de guerre : Soho! Soho[1]!

Ce qui paraît le plus extraordinaire dans cette bataille de Sedgemoor, c'est que l'événement en ait été un moment douteux, et que les rebelles aient résisté aussi longtemps. Si aujourd'hui cinq ou six mille charbonniers et laboureurs parvenaient à résister pendant une heure seulement à une armée régulière, fût-elle moins nombreuse de moitié, on crierait avec raison au miracle. Notre étonnement sera moindre cependant si nous nous rappelons que du temps de Jacques II, la discipline de l'armée était très-relâchée, et que d'un autre côté les paysans étaient habitués à une espèce de service militaire dans la milice. La différence par conséquent entre un régiment de gardes à pied et une bande de paysans qui venaient de s'enrôler, quoique grande certainement, ne saurait être comparée à ce qu'elle serait aujourd'hui. Ce n'était pas à la tête d'un simple attroupement que Mon-

jour, quelques semaines auparavant, sous son œil vigilant et exercé. Quelle doit être alors la difficulté quand on a à compulser douze ou treize récits différents d'une bataille livrée, il y a plus de cent soixante ans, au milieu d'un brouillard si épais que personne ne voyait à cinquante pas devant soi. La difficulté est encore accrue en ce que les témoins qui pouvaient être les mieux informés avaient des raisons pour se taire. La première source que j'ai mentionnée en tête de cette note, est un récit évidemment favorable à Feversham. Wade n'a écrit que sous l'inspiration de son effroi du bourreau. Ferguson, qui ne se pique jamais d'une grande véracité, ment, dans cette occasion, comme Bobadil ou Parolles. Quant à Oldmixon, c'était un enfant lorsqu'il se trouvait à Bridgewater au moment de la bataille; il passa dans cette ville la plus grande partie de sa vie, tellement soumis à l'influence des passions locales, que même sa connaissance du pays lui devint inutile. Son désir d'exalter la valeur des paysans du comté de Somerset, valeur que leurs ennemis mêmes reconnaissaient et qui n'avait besoin du secours ni de l'exagération, ni de la fiction, fut cause qu'il ne composa qu'un absurde roman. On doit attacher bien plus d'importance à l'éloge qu'en fit Barillon, Français accoutumé à ne guère estimer les troupes irrégulières : « Son infanterie fit fort bien. On eut de la peine à les rompre, « et les soldats combattoient avec les crosses de mousquets et les scies qu'ils avoient au bout de « grands bastons au lieu de picques. »

On ne gagnerait rien à visiter aujourd'hui le champ de bataille de Sedgemoor, car l'ensemble du pays est complétement changé, et le vieux « Bussex Rhine, » sur les bords duquel eut lieu l'engagement principal, a depuis longtemps disparu.

J'ai eu souvent recours au récit de la bataille que nous a donné M. Robert dans le XXIIe chapitre de la Vie de Monmouth; ses détails sont confirmés par les plans de Dummer.

1. J'ai appris ce détail de personnes qui habitent près de Sedgemoor.

mouth venait attaquer de vieux soldats, car ses compagnons avaient quelque idée du métier des armes; et, par contre, l'armée de Feversham, si nous la comparons à notre armée actuelle, ne mériterait guère que le nom d'attroupement.

Il était quatre heures et le soleil se levait, quand l'armée rebelle rentra en déroute dans les rues de Bridgewater. Les cris des blessés, les visages livides de ceux qui tombaient pour ne plus se relever, tout ce tumulte sanglant et la certitude que les troupes royales suivaient de près, répandirent l'horreur et l'effroi dans la ville. Les partisans de l'insurrection, s'attendant à être saccagés et massacrés, implorèrent la protection de leurs concitoyens qui professaient la religion catholique ou qui s'étaient fait connaître par leur torysme; et les historiens whigs les plus exagérés s'accordent à reconnaître que cette protection leur fut généreusement accordée [1].

Pendant toute cette journée, les vainqueurs poursuivirent les fugitifs, et longtemps après, dans les villages voisins, on se rappelait encore le vacarme destructeur de cette trombe de cavalerie qui passa avec un tonnerre d'imprécations. Avant la nuit cinq cents prisonniers étaient entassés dans l'église paroissiale de Weston-Zoyland; parmi eux il se trouvait quatre-vingts blessés dont cinq rendirent le dernier soupir dans l'édifice sacré. On mit en réquisition les paysans pour enterrer les morts, et quelques-uns d'entre eux, connus par leur dévouement au parti vaincu, furent désignés pour remplir l'horrible office de bourreau et couper en quartiers les prisonniers. Les sous-constables des paroisses voisines étaient, de leur côté, occupés à se procurer des chaînes et à préparer les gibets. Enfin, les cloches de Weston-Zoyland et de Chedzoy carillonnaient joyeusement, et les soldats chantaient et buvaient dans la plaine parmi les cadavres, car les fermiers du voisinage s'étaient empressés, dès que le résultat de la bataille avait été connu, d'envoyer aux vainqueurs, pour se les rendre favorables, des barriques de leur meilleur cidre [2].

Feversham passait pour un homme d'un caractère assez doux; mais il était étranger, ignorait les lois du pays, et attachait peu d'importance à se concilier la sympathie des Anglais. Accoutumé à la licence des armées françaises, et élevé à l'école de son illustre parent, le vainqueur du Palatinat, il avait plutôt appris à dévaster qu'à conquérir. Un grand nombre de prisonniers furent désignés pour une exécution immédiate; parmi ceux-ci se trouvait un jeune homme renommé

1. « Oldmixon, » 704.
2. Voyez : « Locke's Western Rebellion; » et « Stradling's Chilton Priory. »

comme excellent coureur; on lui fit espérer d'avoir la vie sauve s'il gagnait de vitesse un poulain du pays. Les bornes bien connues qui marquent l'espace de trois quarts de mille que parcourut l'homme en tenant tête au cheval, se voient encore sur la bruyère. Feversham, après s'être donné cette récréation, n'eut pas honte d'envoyer ce malheureux au gibet. Le lendemain, on voyait la longue route conduisant de Bridgewater à Weston-Zoyland, bordée de potences à chacune desquelles était suspendu un insurgé; quatre cadavres de suppliciés restèrent attachés au gibet jusqu'à décomposition complète[1].

Pendant ce temps-là Monmouth, accompagné de Grey, de Buyse et d'un petit nombre de compagnons, s'éloignait de ce théâtre de carnage. Après s'être arrêté un instant à Chedzoy, pour changer de cheval et cacher son cordon bleu et l'ordre de Saint-George, il reprit sa course vers le canal de Bristol, et d'une éminence, au nord de la plaine, il put voir l'éclair et la fumée de la dernière décharge des partisans qu'il abandonnait. Avant six heures du matin, il était à vingt milles de Sedgemoor; on lui conseillait de passer l'eau et de se réfugier dans le pays de Galles. C'était certainement ce qu'il avait de mieux à faire : il y serait arrivé longtemps avant la nouvelle de sa défaite, et dans un pays si sauvage et si éloigné du siége du gouvernement, il aurait pu rester longtemps caché. Il préféra néanmoins se diriger vers le Hampshire, dans l'espoir de trouver un refuge dans quelque cabane de braconnier, parmi les chênes du « New Forest, » jusqu'à ce qu'il trouvât les moyens de passer sur le continent. Il se détourna vers le sud-est, toujours accompagné de Grey et de Buyse. Les trois fugitifs avaient à traverser un pays où le résultat de la bataille était déjà connu, et où tout voyageur d'apparence suspecte ne pouvait manquer d'être soumis à un sévère examen. Ils marchèrent donc tout le jour, en évitant les villes et les villages; chose qui n'était pas alors aussi difficile qu'on pourrait le supposer aujourd'hui, car il n'y avait pas longtemps encore que les daims sauvages erraient en liberté dans une suite de forêts, depuis les bords de l'Avon, dans le Wiltshire, jusqu'à la côte méridionale du Hampshire[2]. A Cranbourne-Chase, les chevaux refusant le service, il fallut les abandonner, et Monmouth et ses compagnons, après avoir caché soigneusement les brides et les selles, se déguisèrent en paysans et s'enfoncèrent dans la forêt, où ils passèrent la nuit à la belle étoile. De tous côtés, ils étaient environnés de dangers : Lord Lumley, qui occupait Ringwood avec un corps considé-

1. Voyez : « Locke's Western Rebellion; » — Stradling's Chilton Priory; » et « Oldmixon, » 704.
2. Voyez : « Aubrey's Natural History of Wiltshire, » 1691.

rable des milices du Sussex, avait envoyé des détachements dans toutes les directions. Sir William Portman, commandant la milice du Somerset, avait aussi formé une ligne de postes, depuis la mer jusqu'au nord du comté de Dorset. Dès cinq heures du matin, le 7, Grey avait été surpris par deux éclaireurs de la troupe de Lumley, et il s'était soumis à son sort avec le calme d'un homme qui à l'incertitude préfère la réalité du malheur. « Depuis le débarquement, dit-il, je n'ai pas « eu un repas ni une nuit tranquille. » Il devenait évident que Monmouth n'était pas loin. On redoubla donc d'activité dans les recherches; Lumley fit visiter toutes les chaumières disséminées sur les bruyères qui séparent le Hampshire du comté de Dorset, et finit par découvrir le paysan qui avait changé de vêtements avec Monmouth. Portman ne tarda pas à arriver avec un corps considérable de troupes pour seconder les recherches. Un endroit bien disposé pour servir de cachette à des fugitifs attira bientôt l'attention : c'était un vaste terrain environné d'une clôture et coupé par de nombreuses haies; il s'y trouvait des champs où l'orge, les fèves et les avoines, permettaient à un homme de se cacher facilement; d'autres étaient couverts de ronces et de grandes fougères. Une pauvre femme disait avoir vu deux hommes rôder autour du fourré. L'espoir de la récompense promise animait le zèle des soldats, qui convinrent entre eux que tous ceux qui feraient bien leur devoir dans cette occasion, auraient part aux cinq mille livres. Une garde fut établie autour de la clôture extérieure; on parcourut l'intérieur en tous sens, et des limiers furent lâchés dans les buissons. Cependant la nuit vint avant qu'on eût obtenu aucun résultat, mais on veilla soigneusement jusqu'au lendemain. A plusieurs reprises, les fugitifs essayèrent de se glisser à travers la clôture, mais partout ils trouvaient des sentinelles vigilantes; il leur arriva même une fois d'être aperçus et l'on tira sur eux. Force fut donc de se séparer et de se cacher chacun de son côté.

Au lever du soleil les recherches recommencèrent, et Buyse fut découvert; il avoua que depuis quelques heures seulement il avait quitté le duc. On fit une nouvelle battue avec plus de soin, et l'on trouva enfin un homme hâve et décharné caché dans un fossé; les soldats se précipitèrent sur leur proie, quelques-uns voulaient faire feu, mais Portman empêcha toute violence. Le prisonnier était vêtu en berger, sa barbe blanchie avant l'âge n'avait pas été rasée depuis plusieurs jours, il était tout tremblant et ne pouvait parler. Même ceux qui l'avaient souvent vu hésitèrent à reconnaître en lui le brillant et gracieux Monmouth. Portman le fouilla et trouva dans ses poches, outre

quelques pois qu'il avait cueillis sans doute dans les angoisses de la faim, une montre, une bourse pleine d'or, un petit traité de fortifications, un album contenant des chansons, des prières, des recettes et des formules magiques, et enfin la croix de Saint-George, dont Charles II avait jadis décoré son fils favori. On expédia immédiatement un messager pour porter à Whitehall la nouvelle de cette heureuse capture, et on envoya en même temps, comme preuve, la croix de Saint-George. Quant au prisonnier, il fut amené sous bonne escorte à Ringwood [1].

Tout espoir était perdu pour Monmouth : il ne lui restait plus qu'à se préparer à mourir avec le courage qui convenait à un homme qui s'était cru digne de porter la couronne de Guillaume le Conquérant, de Richard Cœur-de-Lion et des vainqueurs de Crécy et d'Azincourt. Le captif pouvait aussi se rappeler d'autres exemples plus analogues encore à sa position. Dans l'espace d'un siècle, deux personnes de sa famille, un roi et une reine faible et délicate s'étaient trouvés dans la même position que lui. Tous les deux avaient montré, dans les fers et sur l'échafaud, un héroïsme dont ils avaient paru incapables au temps de leurs prospérités, et ils avaient presque racheté de grands crimes et de grandes erreurs par l'humilité chrétienne et la dignité royale avec lesquelles ils supportèrent toutes les épreuves que des ennemis victorieux pouvaient leur infliger. Monmouth n'avait jamais été accusé de lâcheté ; mais eût-il même manqué de courage physique, on devait croire que l'orgueil et le désespoir lui en tiendraient lieu. Les yeux du monde entier étaient fixés sur lui ; l'histoire devait raconter sa conduite à cette heure suprême ; ne devait-il pas aux braves paysans de l'ouest de prouver qu'ils n'avaient pas versé leur sang pour un chef indigne de leur dévouement ? Et cette femme qui lui avait tout sacrifié et dont sa mort allait faire couler les larmes, ne lui devait-il pas aussi de se conduire de manière à ce qu'elle n'eût pas du moins à rougir ? Ce n'était pas à lui de se plaindre et de supplier ; et d'ailleurs sa raison ne devait-elle pas lui dire que toute plainte et toute supplication seraient vaines ? Ce qu'il avait fait ne pouvait se pardonner, et de plus il était au pouvoir d'un homme qui ne pardonnait jamais.

Mais Monmouth n'avait ni ce courage qui prend sa source dans la réflexion et le respect de soi-même, ni une de ces âmes naturellement

1 Voyez : « Account of the manner of taking the late Duke of Monmouth, published by his Majesty's command ; » — « Gazette de France » du 18-28 juillet 1685 ; — « Eachard, » III, 770 ; — « Burnet, » I, 644, avec l'annotation de Dartmouth ; et « Citters, » 10-20 juillet 1685.

résolues auxquelles l'adversité et le péril ne peuvent arracher un signe de faiblesse. Son courage s'exaltait ou s'affaissait selon son état physique : sur le champ de bataille il était soutenu par la chaleur de l'action, par l'espoir de la victoire, et par l'inexplicable influence de la sympathie ; mais tous ces stimulants n'existaient plus. L'enfant gâté des cours et l'idole des populaces, accoutumé à voir naître l'enthousiasme partout où il paraissait, était maintenant environné de rigides geôliers, dont les regards lui disaient sa destinée. Encore quelques heures d'une triste prison, et il lui faudrait mourir d'une mort violente et ignominieuse. Le cœur lui manqua : la vie lui parut belle, même achetée au prix d'une bassesse ; et sa raison toujours faible, mais alors égarée par la terreur, ne lui disait pas que sa bassesse pouvait le dégrader mais qu'elle ne pouvait le sauver.

A peine arrivé à Ringwood, il écrivit au roi ; sa lettre était celle d'un homme que l'effroi rend insensible à la honte. Il y exprimait son repentir dans les termes les plus emphatiques ; il affirmait au roi que lorsqu'il avait promis à ses cousins à la Haye de ne soulever aucun trouble en Angleterre, son intention était de tenir sa parole, mais que malheureusement, plus tard, d'abominables conseillers avaient tendu des embûches à sa fidélité en excitant sa colère par des calomnies, en troublant sa raison par des sophismes ; mais ces hommes il les abhorrait maintenant, il s'abhorrait lui-même. Il demandait dans les termes les plus humbles d'être admis en la présence du roi, ayant, ajoutait-il, à lui révéler un secret qu'il ne pouvait confier au papier, un secret qu'il lui dirait en un seul mot, et qui mettrait le trône d'Angleterre à l'abri de tous dangers. Le lendemain, il écrivit encore à la reine douairière et au Lord-trésorier, pour les supplier d'intercéder en sa faveur[1].

A Londres, la surprise fut générale quand on sut à quel point Monmouth s'était abaissé ; mais personne ne fut plus étonné que Barillon, qui, pendant un long séjour en Angleterre, à deux époques de sanglantes proscriptions, avait pu voir de nombreuses victimes, et dans le parti de l'opposition et dans celui de la cour, qui toutes s'étaient résignées à leur sort sans recourir lâchement à la plainte et à la prière[2].

Monmouth et Grey restèrent deux jours à Ringwood, d'où on les

1. La lettre au roi fut imprimée par ordre de l'autorité ; on trouvera celle à la reine douairière dans les « Original Letters » de Sir H. Ellis ; celle à Rochester se trouve dans la correspondance de Clarendon.

2. « On trouve, dit Barillon, fort à redire icy qu'il ayt fait une chose si peu ordinaire aux Anglois. » Lettre du 13-23 juillet 1685.

conduisit ensuite à Londres sous une forte escorte de troupes régulières et de milices. Dans la voiture où se trouvait le duc, était placé un officier qui avait ordre de tuer son prisonnier à la moindre tentative d'enlèvement. A chaque ville que traversait le cortége, on trouvait les milices des environs réunies sous le commandement des propriétaires les plus influents. Cette marche dura trois jours et se termina à Vauxhall où un régiment, commandé par George Legge, Lord Dartmouth, attendait les prisonniers. On les mit à bord d'une barque de l'État, et ils descendirent la Tamise pour se rendre à Whitehall. Lumley et Portman avaient veillé nuit et jour, à tour de rôle, sur leurs prisonniers jusqu'à leur arrivée dans l'intérieur du palais[1].

Pendant tout ce voyage, la tenue de Monmouth et de Grey surprit tout le monde; le premier était anéanti; Grey, au contraire, paraissait non-seulement calme, mais enjoué; il causa gaiement de chasse, de chevaux, de chiens, et fit même quelques allusions facétieuses à sa terrible situation.

On ne saurait blâmer le roi d'avoir résolu la mort de Monmouth : tout homme qui se met à la tête d'une rébellion contre un gouvernement établi joue sa tête, et la rébellion de Monmouth était le moindre de ses crimes. Il avait déclaré à son oncle une guerre à mort; dans son manifeste de Lyme, il l'avait voué à l'exécration publique comme incendiaire et comme assassin; il l'avait accusé d'avoir fait étrangler un homme innocent, d'avoir fait couper la gorge à un autre; enfin d'avoir empoisonné son propre frère. Épargner un ennemi qui s'était porté à de telles extrémités, c'eût été un acte rare et peut-être blâmable de générosité; mais le voir et ne pas l'épargner, c'était offenser la décence et l'humanité[2]. Cet outrage, le roi voulut le commettre : Monmouth, les bras attachés derrière le dos par une corde de soie, fut admis en la présence de l'oncle implacable qu'il avait offensé.

Il se jeta à terre et se traîna jusqu'aux pieds du roi, versa d'abondantes larmes, essaya d'embrasser de ses mains captives les genoux de son oncle, et demanda la vie, rien que la vie, la vie à tout prix. Il avoua qu'il s'était rendu coupable d'un grand crime, mais il essaya de rejeter le blâme sur d'autres, et surtout sur Argyle, Argyle qui se serait plutôt laissé mettre les brodequins que de sauver sa vie par une

1. Voyez : « Account of the Manner of taking the Duke of Monmouth; » — « Gazette » du 16 juillet 1685; et « Citters, » 14-24 juillet même année.

2. Barillon fut évidemment choqué de cette action : « Il se vient, dit-il, de passer icy une « chose bien extraordinaire et fort opposée à l'usage ordinaire des autres nations. » Lettre du 13-23 juillet 1685.

semblable bassesse. Au nom de sa parenté, au nom de la mémoire du feu roi qui avait été le meilleur des frères, le malheureux duc supplia Jacques de montrer quelque pitié. Celui-ci répondit gravement que ce repentir était bien tardif; qu'il regrettait beaucoup les malheurs que le prisonnier s'était attirés, mais que la position n'était pas une de celles où la clémence pouvait s'exercer; un manifeste rempli d'atroces calomnies avait été publié; le titre royal avait été usurpé : pour de semblables offenses, il n'y avait pas de pardon possible en ce monde. Le duc terrifié jura qu'il n'avait jamais songé à usurper la couronne, mais qu'il y avait été entraîné par d'autres. Quant au manifeste, il ne l'avait pas écrit, il ne l'avait pas même lu, il l'avait signé sans y regarder; c'était l'œuvre de cet infernal Ferguson. « Espérez-vous me faire « croire, lui répondit Jacques avec un mépris trop bien mérité, que « vous ayez mis votre nom à un semblable document sans en con« naître le contenu? » Enfin, il ne restait plus qu'un échelon d'infamie à descendre, et le prisonnier n'hésita pas : Monmouth s'était posé comme le champion de la religion réformée; les intérêts de cette religion avaient été le prétexte de ses conspirations contre son père et la cause de la guerre civile qu'il avait soulevée, il n'eut pas honte cependant de donner à entendre qu'il était prêt à se réconcilier avec l'église de Rome. Le roi s'empressa de lui offrir tous les secours religieux, mais ne parla ni de pardon ni de sursis. « Il n'y a donc plus d'espoir? » demanda Monmouth, et Jacques se détourna sans répondre. Le duc alors fit un effort pour reprendre courage, et, se relevant, s'éloigna avec une fermeté qu'on ne lui avait pas vue depuis sa défaite[1].

Grey fut ensuite introduit. Il se conduisit avec une convenance et un courage qui émurent l'impitoyable et vindicatif monarque lui-même. Il admit franchement sa culpabilité, ne fit aucune excuse, ne demanda aucune grâce. Les deux prisonniers furent envoyés à la Tour, par la Tamise. Il n'y eut aucun tumulte; mais plusieurs milliers d'individus, l'inquiétude et le chagrin peints sur le visage, essayèrent d'apercevoir les captifs. A peine sorti du cabinet du roi, Monmouth perdit de nouveau courage : il ne fit que se plaindre en allant à la Tour, accusa ses compagnons et implora bassement l'intercession de Dartmouth : « Je sais, Mylord, lui dit-il, que vous étiez sincèrement atta« ché à mon père; pour l'amour de lui, pour l'amour de Dieu, voyez « s'il n'est aucune chance de pardon. » Dartmouth répondit que le roi

1. Voyez : « Burnet, » I, 644; — « Evelyn's Diary, » 15 juillet; — « Sir J. Branston's Memoirs; » — « Lettre de Jacques au Prince d'Orange, » 14 juillet 1685; — « Barillon, » 16-26 juillet; et « Buccleuch MS. »

avait raison, qu'on ne pouvait pardonner à un sujet qui s'était arrogé le titre royal [1].

A son arrivée à la Tour, on avertit Monmouth que sa femme, munie d'une autorisation royale, désirait le voir. Elle était accompagnée du comte de Clarendon, Lord du Sceau Privé. Le duc la reçut très-froidement et n'adressa, pour ainsi dire, la parole qu'à Clarendon, implorant avec instance son intercession. Mais Clarendon ne lui donna aucun espoir; et le même soir, deux prélats, Turner, évêque d'Ely, et Ken, évêque de Bath et Wells, se présentèrent avec un message solennel de la part du roi. On était au lundi soir, et Monmouth devait être mis à mort le mardi matin. Il fut fort agité, devint très-pâle et resta quelque temps sans pouvoir parler. Il perdit une grande partie du temps qui lui restait en vains efforts pour obtenir sinon sa grâce, du moins un sursis. Il écrivit encore, mais inutilement, plusieurs lettres abjectes au roi et à quelques-uns des hommes influents de la cour. Le roi lui envoya également quelques prêtres catholiques; mais ceux-ci s'aperçurent bientôt que Monmouth, tout prêt qu'il était à racheter sa vie par l'abandon de la religion dont il s'était fait le défenseur, aimait mieux, s'il devait mourir, mourir sans leur absolution [2].

Turner et Ken, les évêques protestants, ne furent guère plus satisfaits de ses dispositions. La doctrine de non-résistance était à leurs yeux, ainsi qu'à ceux d'un grand nombre de leurs coreligionnaires, la marque distinctive des doctrines de l'église anglicane. Les deux évêques insistèrent auprès de Monmouth pour qu'il reconnût qu'en tirant l'épée contre son roi, il s'était rendu coupable d'un grand péché; mais ils lui trouvèrent sur ce point des idées tout à fait hétérodoxes. Ce n'était pas là, du reste, sa seule hérésie : il soutenait que sa liaison avec Lady Wentworth était innocente aux yeux de Dieu; que marié encore enfant, il n'avait jamais aimé sa femme, et que n'ayant pas trouvé le bonheur chez lui, il l'avait recherché dans une suite d'intrigues amoureuses que réprouvent la religion et la morale. Lady Henrietta l'avait arraché à cette vie de débauche; il lui était toujours resté fidèle. Ils étaient convenus d'adresser tous les deux de ferventes prières au ciel pour obtenir la direction divine; ces prières n'ayant fait que fortifier leur attachement réciproque, ils ne pouvaient plus douter de la légitimité de leur union aux yeux de Dieu. Les évêques furent si scandalisés de cette manière d'envisager le mariage,

1. Lettre de Jacques au Prince d'Orange en date du 14 juillet 1685; — Dépêche hollandaise de la même date; — « Luttrell's Diary; » et Note de Dartmouth dans « Burnet, » I, 646.

2. Voyez : « Buccleuch MS; » — « Clarke's Life of James the Second, » II, 38; — « Original Memoirs; » — « Citters, » 14-24 juillet 1685; et la « Gazette de France » du 1er-11 août 1685.

qu'ils refusèrent d'administrer le sacrement de la communion au prisonnier. Ils ne purent obtenir de Monmouth que la promesse de profiter de la dernière nuit qui lui restait pour prier Dieu de l'éclairer, s'il était vrai qu'il se trompât.

Mercredi matin, à sa demande spéciale, le docteur Thomas Tennison fut admis à la Tour; c'était un homme connu pour ses opinions modérées, et qui s'était attiré l'estime publique comme vicaire de l'importante paroisse de Saint-Martin. Monmouth s'attendait à trouver chez lui plus d'indulgence que chez Ken et Turner. Tennison, cependant, quelle que fût, en théorie, son opinion sur la non-résistance, n'en condamnait pas moins, comme folle et coupable, la récente rébellion; et la manière dont Monmouth envisageait le mariage était, aux yeux du vicaire, une périlleuse illusion. Le prisonnier fut inébranlable; il avait, disait-il, imploré l'assistance divine, et, ses idées n'étant point changées, il ne doutait pas qu'elles ne fussent correctes. Tennison le combattit avec plus de douceur que les évêques; mais, comme eux, il ne crut pas devoir administrer l'eucharistie à un homme dont le repentir paraissait si incomplet [1].

L'heure approchait, tout espoir était perdu, et les lâches terreurs de Monmouth avaient fait place à l'apathie du désespoir. On lui amena ses enfants pour qu'il leur fît ses adieux; sa femme vint ensuite; il lui parla avec bonté, mais sans émotion; elle, au contraire, quoique douée d'une grande force d'esprit, et n'ayant guère de motifs d'aimer son mari, montra tant de chagrin qu'elle arracha des larmes à tous les assistants; Monmouth seul n'en fut pas ému [2].

Dix heures sonnaient, et la voiture du lieutenant de la Tour était prête. Monmouth pria ses conseillers spirituels de l'accompagner jusqu'à l'échafaud; ils y consentirent, mais en le prévenant que, comme d'après leurs idées il allait mourir dans des sentiments qui mettaient son âme en péril, il serait de leur devoir de l'exhorter jusqu'à la fin. En passant devant les soldats de garde, le duc salua d'un sourire et monta à l'échafaud d'un pas assuré. Tower Hill et même les toits des maisons étaient couverts d'une multitude innombrable de spectateurs qui, dans un morne silence, interrompu seulement par le bruit des soupirs et des sanglots, attendaient les dernières paroles qu'allait prononcer l'idole du peuple. « Je ne dirai que quelques mots, dit « Monmouth; je ne suis pas venu ici pour parler, mais pour mourir.

1. Voyez : « Buccleuch MS; » — « Clarke's Life of James the Second, » 37, 38; — « Original Memoirs; » — « Burnet, » I, 645; et le récit de Tennison dans « Kennet, » III, 432, édit. de 1719.
2. « Buccleuch MS. »

« Je meurs Protestant de l'église d'Angleterre. » Ici les évêques l'interrompirent en disant qu'il n'était pas membre de l'église anglicane s'il ne reconnaissait que toute résistance au roi était coupable. Il se mit alors à parler de Henrietta. Elle était, disait-il, une femme vertueuse et honorable, il l'aimerait jusqu'à son dernier soupir, et il ne pouvait mourir sans déclarer ses sentiments. Les prélats qui l'assistaient l'arrêtèrent encore en le priant de ne pas employer de semblables expressions, et une sorte de discussion s'ensuivit. On a accusé les évêques d'avoir été durs envers le condamné; il semble cependant qu'ils ne firent que remplir ce qu'ils considéraient comme un devoir sacré. Monmouth connaissait leurs principes, et s'il ne voulait pas en être importuné, il ne devait pas les prier de l'accompagner à l'échafaud. Leurs argumentations sur la non-résistance restèrent sans effet; mais quand ils lui rappelèrent la ruine où il avait précipité des amis braves et dévoués, le sang qui avait été versé, les com ptes terribles qu'avaient dû rendre au Tout-Puissant tant d'âmes prises à l'improviste, il parut ému et dit d'une voix affaiblie : « Oui, j'en conviens, et j'en suis bien « fâché. » Les évêques prièrent longtemps et avec ferveur, et le condamné se joignit à leurs prières jusqu'au moment où ils invoquèrent la bénédiction céleste sur le roi; alors Monmouth resta silencieux. « Ne voulez-vous point prier avec nous pour le roi? » dit un des assistants; le duc réfléchit un instant, et, après un combat intérieur, il répondit: « Amen! » En vain les prélats le supplièrent d'adresser quelques mots aux soldats et au peuple sur le devoir d'obéissance au gouvernement : « Je ne veux pas faire de discours! dit-il. — Dites seulement quelques mots, Mylord. » Se détournant sans répondre, il appela son domestique et lui remettant un petit étui à cure-dents, dernier souvenir d'un fatal amour : « Donnez-le, dit-il, à la personne que vous savez. » Il s'approcha alors de John Ketch, le bourreau, misérable qui déjà avait exécuté tant de grandes et nobles victimes, et dont le nom, pendant plus d'un siècle et demi, a constamment été donné, par le peuple, à tous ceux qui lui ont succédé dans ces odieuses fonctions[1]. « Voici six guinées pour vous; tâchez de ne pas me massacrer comme « mylord Russell; j'ai ouï dire que vous l'avez frappé à trois ou quatre « reprises : mon domestique vous donnera encore de l'or si vous faites

1. Le nom de Ketch est souvent associé à celui de Jeffreys dans les pamphlets de cette époque : « Pendant que Jeffreys siége au tribunal, Ketch siége sur le gibet, » dit un poëte. Dans l'année qui suivit l'exécution de Monmouth, Ketch fut destitué pour avoir insulté un des sheriffs. Un boucher nommé Rose lui succéda. Mais Rose ayant été pendu quatre mois après à Tyburn, Ketch fut réinstallé. Voyez : « Luttrell's Diary, » 20 janvier et 28 mai 1686, ainsi qu'une note curieuse du docteur Grey sur « Hudibras, » part. III, chant II, 1534e vers.

« bien votre besogne. » Ensuite il se déshabilla, passa la main sur le tranchant de la hache, exprima la crainte qu'elle ne fût pas assez affilée, et posa sa tête sur le billot. Tout le temps que durèrent ces préparatifs, les ministres de la religion ne cessaient de répéter avec onction : « Que Dieu accepte votre repentir; que Dieu accepte votre imparfait « repentir ! »

Le bourreau se prépara à faire son office. Mais il était troublé de ce que le duc lui avait dit, et son premier coup ne fit qu'une légère blessure. Monmouth se débattit, se souleva de dessus le billot, et jeta un regard de reproche sur l'exécuteur. Sa tête s'affaissa de nouveau ; un second coup fut frappé, suivi de plusieurs autres; la tête cependant n'était pas entièrement détachée, et le corps continuait à s'agiter. Un hurlement de rage et d'horreur s'éleva de la foule. Ketch rejeta sa hache avec une imprécation : « Je ne puis le faire, dit-il, le cœur me « manque.—Reprends ta hache, lui cria le sheriff.—Jetez-nous Ketch « par-dessus la balustrade, hurlait la foule. » Enfin Ketch reprit sa hache, et deux nouveaux coups firent disparaître tout signe de vie. Cependant ce ne fut qu'à l'aide d'un couteau qu'on put séparer la tête des épaules. La rage de la foule atteignit un tel degré de fureur, que le bourreau courait risque d'être mis en pièces, et qu'on dut le faire accompagner par une forte escorte[1].

Alors la foule se précipita, et bien des mouchoirs furent trempés dans le sang du duc, car, aux yeux d'une grande partie de la population, il était mort martyr de la foi protestante. La tête et le corps furent placés dans un cercueil couvert de velours noir, et déposés secrètement sous la table de communion, dans la chapelle de Saint-Pierre, à la Tour. Quatre ans s'étaient à peine écoulés, que les dalles de ce sanctuaire étaient de nouveau soulevées, et les restes de Jeffreys déposés tout auprès de ceux de Monmouth. A vrai dire, il n'est pas dans le monde de lieu plus lugubre que ce caveau. Là, la mort n'éveille pas, comme à l'abbaye de Westminster et à Saint-Paul, le souvenir du génie et de la vertu, de l'estime publique et d'une gloire impérissable; elle ne rappelle pas, comme dans nos plus humbles cimetières, tout ce qui fait le charme des vertus domestiques et sociales; mais elle nous apparaît escortée de ce que la destinée et la nature humaine ont de plus hideux : le barbare triomphe d'implacables ennemis, l'inconstance, l'ingratitude et la lâcheté des amis, enfin les

1. Voyez le récit de l'exécution de Monmouth, signé par les évêques qui l'assistèrent. « Buccleuch MS; » — « Burnet, » I, 646; — « Citters, » 17-27 juillet 1685; — « Luttrell's Diary; » — « Evelyn's Diary, » 15 juillet; et « Barillon, » 19-29 juillet 1685.

douleurs d'une grandeur déchue et d'une renommée flétrie. C'est là que, pendant une suite de siècles, ont été déposés, par la main grossière d'un geôlier, et sans qu'un ami les accompagnât, les restes sanglants d'hommes qui avaient commandé des armées, dirigé des partis politiques, brillé dans les Parlements et fait l'ornement des cours. C'est là qu'on porta, devant la fenêtre où Jane Grey priait Dieu, le corps mutilé de Guilford Dudley; c'est là que repose, à côté du frère qu'il assassina, Edward Seymour, duc de Somerset, et Protecteur du Royaume; c'est là que gît la poussière du corps décapité de John Fischer, évêque de Rochester et cardinal de Saint-Vitalis, prélat qui méritait de vivre dans un meilleur temps et de mourir pour une meilleure cause; c'est là que repose John Dudley, duc de Northumberland, Lord grand-amiral, et Thomas Cromwell, comte d'Essex, Lord grand-trésorier; là encore est un autre Essex, sur lequel la nature et la fortune épuisèrent en vain tous leurs dons, et que le courage, le génie, la faveur royale, les applaudissements populaires conduisirent à une mort prématurée et ignominieuse; non loin de là sont les restes de deux chefs de la grande famille des Howard, Thomas, quatrième duc de Norfolk, et Philip, onzième comte d'Arundel. Çà et là, au milieu des tombes amoncelées de ces hommes d'État turbulents et ambitieux, se trouvent des victimes plus intéressantes : Marguerite de Salisbury, la dernière qui porta le grand nom des Plantagenets, et les deux charmantes reines que fit périr la rage jalouse de Henri VIII. C'est à toutes ces cendres que se mêlèrent les cendres de Monmouth[1].

Quelques mois après, le paisible village de Toddington, dans le Bedfordshire, était témoin de funérailles plus tristes encore. C'était près de ce village qu'était l'ancien et superbe manoir, résidence des Wentworth; le chœur de l'église paroissiale servait depuis longtemps de sépulture aux membres de cette famille, et dans le printemps qui suivit la mort de Monmouth, on y transporta le cercueil de la jeune baronne Wentworth de Nettlestede. Sa famille lui éleva un somptueux mausolée. Mais il y a quelques années encore il restait d'elle un souvenir plus simple et plus touchant : on pouvait distinguer, sur un des arbres du parc, son nom gravé par la main de celui qu'elle n'avait que trop aimé.

Lady Wentworth ne fut pas la seule à chérir la mémoire de Monmouth avec une sorte d'idolâtrie. L'affection populaire dura jusqu'à ce que la génération qui avait connu le duc eût disparu. Ceux qui

1. Je ne puis m'empêcher d'exprimer ici mon dégoût pour la barbare stupidité qui a métamorphosé cette petite église, si remplie d'intérêt, en une espèce de chapelle méthodiste de ville manufacturière.

s'étaient battus pour lui à Sedgemoor conservèrent comme de précieuses reliques des rubans, des boucles et d'autres légers articles de toilette qu'il avait portés de son vivant; et des vieillards, qui lui avaient survécu longtemps, voulurent qu'on enterrât avec eux ces souvenirs de leur ancien chef. On peut voir encore, dans une maison qui domine le champ de bataille de Sedgemoor, un bouton de filigrane d'or, qui devait être ainsi enterré. L'amour du peuple pour son infortuné favori fut poussé si loin, que, malgré l'évidence d'une mort entourée des preuves les plus irrécusables, bien des gens se berçaient de l'espoir que Monmouth existait toujours, et qu'il reparaîtrait un jour en armes. On prétendait qu'une personne qui lui ressemblait s'était sacrifiée pour sauver le héros du protestantisme. Longtemps encore, à chaque crise importante, le vulgaire persista à annoncer tout bas que le temps approchait où le roi Monmouth allait se montrer. En 1686, un imposteur, qui se faisait passer pour le duc et avait levé des contributions dans plusieurs villages du Wiltshire, fut arrêté et fouetté de Newgate à Tyburn. En 1698, alors que, déjà depuis plusieurs années, l'Angleterre jouissait de la liberté constitutionnelle sous une nouvelle dynastie, le fils d'un aubergiste se fit passer, parmi les habitants du comté de Sussex, pour leur cher Monmouth, et réussit à faire un grand nombre de dupes, qui n'étaient pas toutes de la plus basse classe. On fit pour lui une souscription qui s'éleva à cinq cents livres sterling; les fermiers lui donnèrent un cheval; les fermières lui envoyèrent des poulets et des canards, et même, dit-on, ne se montrèrent pas avares de faveurs d'une nature plus tendre, car en fait de galanterie le faux Monmouth n'était pas indigne de représenter l'original. Quand cet imposteur fut mis en prison, ses amis l'y maintinrent dans l'abondance, et pendant son procès, qui eut lieu aux assises de Horsham, plusieurs d'entre eux se présentèrent à la barre pour lui prêter l'appui de leur présence. Cette illusion dura si longtemps que George III occupait le trône depuis plusieurs années quand Voltaire crut devoir réfuter gravement l'hypothèse qui faisait du Masque de Fer le duc de Monmouth[1].

1. Voyez : « Observator, » 1er août 1685; — « Gazette de France, » 2 novembre 1686; — « Lettre de Humphrey Wanley, » datée du 23 août 1698, dans la collection d'Aubrey; et « Dict. Phil. de Voltaire. » Il y a dans la collection Pepys plusieurs ballades écrites après la mort de Monmouth qui le représentent comme vivant et qui prédisent son retour; j'en citerai deux fragments :

« Bien que ce soit une histoire lamentable
Que celle de la fin de mon entreprise,
Je reviendrai dans ma gloire
Si je vis jusqu'en quatre-vingt-neuf;

Un fait non moins remarquable se passe de nos jours parmi les habitants de quelques districts de l'ouest de l'Angleterre. Lorsqu'à la chambre des Lords on propose une loi qui semble blesser leurs intérêts, ils se croient le droit de réclamer l'assistance des ducs de Buccleuch, descendants du malheureux chef pour lequel leurs ancêtres versèrent leur sang.

L'histoire de Monmouth suffirait seule pour réfuter la réputation d'inconstance qu'on se plaît à faire au bas peuple. Sans doute, le bas peuple montre quelquefois de l'inconstance, car il fait partie de l'espèce humaine; mais on peut affirmer sans crainte qu'il n'est pas inconstant, si on le compare aux classes élevées, à l'aristocratie et aux princes. Il serait facile de citer les noms de démagogues dont la popularité est restée toujours la même, pendant que des souverains et des Parlements retiraient successivement leur confiance à une suite d'hommes d'État. Swift avait survécu à ses facultés depuis longues années, que le peuple irlandais continuait encore à allumer des feux de joie le jour anniversaire de sa naissance, commémorant ainsi les services qu'il croyait que Swift avaient rendus à son pays quand il jouissait de la plénitude de son intelligence. Pendant que sept administrations successives étaient élevées au pouvoir et en étaient précipitées par les intrigues de cour et la versatilité des classes élevées de la société, l'impudent Wilkes conservait l'affection d'une populace qu'il exploitait et tournait en ridicule. Les mêmes hommes politiques qui essayèrent, en 1807, de gagner la faveur de George III en prenant la défense de Caroline de Brunswick, ne se firent aucun scrupule de la persécuter, en 1820, pour se faire bien venir de George IV, tandis qu'en 1820 comme en 1807, la classe ouvrière resta fanatiquement attachée à cette princesse. Il en fut ainsi de Monmouth. En 1680, il avait été également l'idole des classes élevées et des populations agricoles de l'ouest; quand il y vint, en 1685, ces mêmes classes élevées l'avaient déjà pris en aversion; mais le bas peuple l'aimait toujours d'un amour qui survécut à sa mort, à ses malheurs et à ses fautes, d'un amour que

Car j'aurai une plus forte armée
Et d'abondantes munitions. »

Et puis encore :

« Alors Monmouth dans toute sa gloire
Apparaîtra à ses amis anglais,
Et mettra fin à toutes les histoires
Qui se colportent aujourd'hui de tous côtés. »

« On verra que je n'étais pas tombé si bas
Que d'être pris cueillant des pois
Ou caché dans une meule de foin.
Ah! l'étrange histoire que voilà! »

ne put éteindre sa fuite de Sedgemoor, sa lettre de Ringwood, ses larmes et ses abjectes supplications à Whitehall. Ce que l'on peut avec justice reprocher au peuple, ce n'est pas son inconstance, c'est de choisir, presque toujours, si mal l'objet de son affection, que sa constance devient un vice plutôt qu'une vertu.

Pendant que l'exécution de Monmouth occupait l'attention des habitants de Londres, les comtés récemment soulevés contre le gouvernement étaient livrés à une soldatesque féroce. Feversham, appelé à la cour, où l'attendaient des honneurs et des récompenses peu mérités, avait été créé chevalier de la Jarretière et capitaine du premier régiment des gardes du corps, position des plus lucratives. La cour et la ville, toutefois, se moquèrent de ses exploits, et l'esprit de Buckingham lança son dernier éclair aux dépens du général qui gagnait si bien les batailles sans sortir du lit [1]. En quittant Bridgewater, Feversham laissa le commandement au colonel Percy Kirke, aventurier militaire, dont les vices s'étaient développés à la pire de toutes les écoles, à Tanger. Il avait commandé pendant plusieurs années la garnison de cette ville, et, par conséquent, avait eu à combattre des tribus barbares, qui ne reconnaissaient pas les lois de la guerre auxquelles obéissent les nations chrétiennes et civilisées. Dans l'intérieur de sa forteresse, Kirke était un prince despote; sa tyrannie ne connaissant d'autre frein que la crainte d'avoir peut-être un jour à rendre compte de sa conduite à un gouvernement éloigné et insouciant, il se permettait impunément les excès les plus audacieux de rapacité, de licence et de cruauté. Il menait la vie la plus dissolue, et se procurait par des exactions les moyens de satisfaire ses goûts. A Tanger, aucune marchandise ne pouvait être mise en vente avant qu'il eût déclaré n'en pas vouloir; aucun jugement ne pouvait être rendu avant qu'il eût reçu un pot-de-vin. Une fois, par pure plaisanterie, il s'amusa à faire défoncer toutes les barriques qui se trouvaient dans la cave d'un marchand de vin; une autre fois, il chassa tous les juifs de Tanger, et en livra deux à l'inquisition espagnole qui s'empressa de les brûler vifs. Sous cette domination de fer, aucune plainte n'osait se faire jour, car la terreur était plus forte que la haine. Deux individus, qui avaient voulu lui résister, furent trouvés assassinés, et l'opinion générale accusa Kirke d'avoir commandé ce meurtre. Les verges étaient administrées sans pitié aux soldats dont il était mécontent; mais, en revanche, il n'exigeait pas une grande dis-

1. Voyez : « London Gazette, » 3 août 1685; et « The Battle of Sedgemoor, » farce.

cipline dans le service : il leur permettait de parcourir, en état d'ivresse, les rues de la ville, et de voler, battre et insulter les bourgeois et le peuple.

Revenu en Angleterre, lorsque Tanger fut enfin abandonné, Kirke était resté à la tête de ses soldats, qu'on désignait tantôt sous le nom de Premier Régiment de Tanger, et tantôt sous celui de Régiment de la reine Catherine. Comme ils avaient été levés pour faire la guerre à une nation infidèle, ils portaient sur leur étendard l'emblème chrétien de l'Agneau-Pascal. Par allusion à cet emblème, et dans un sens amèrement ironique, ces soldats, les plus rudes et les plus féroces de l'armée anglaise, étaient appelés : « les Agneaux de Kirke. » Ce régiment, qui est maintenant le 2e régiment de ligne, conserve encore cet ancien emblème, aujourd'hui illustré par la gloire acquise en Égypte, en Espagne, et jusque dans le cœur de l'Asie [1].

Tel était le chef et tels étaient les soldats qu'on lâcha sur les populations du comté de Somerset. Kirke se rendit de Bridgewater à Taunton, suivi de deux charrettes chargées d'insurgés blessés, dont les plaies n'avaient pas été pansées, et d'une longue file de prisonniers marchant enchaînés deux à deux. Aussitôt qu'il arriva à Taunton, il en fit pendre plusieurs, sans aucune forme de procès, et sans même leur permettre de dire un dernier adieu à leurs parents. Ce fut l'enseigne de l'auberge du «Cerf-Blanc» qui servit de potence ; et l'on prétend que ces exécutions eurent lieu en vue des fenêtres où les officiers du Régiment de Tanger étaient à boire : à chaque santé qu'ils portaient, on pendait un rebelle, et lorsque ses jambes s'agitaient dans les horreurs de la dernière agonie, le colonel faisait battre le tambour, pour que la musique, disait-il, ne manquât pas à la danse. La tradition rapporte même qu'on refusa à un de ces captifs la consolation d'une mort prompte. Deux fois il fut suspendu à l'enseigne, et deux fois détaché ; deux fois on lui demanda s'il se repentait de sa trahison, et deux fois il répondit qu'il était prêt, le cas échéant, à recommencer : après quoi on le pendit pour la troisième et dernière fois. Il y eut tant de cadavres coupés en quartiers, que l'exécuteur marchait dans le sang jusqu'à la cheville. Un pauvre paysan, dont Kirke suspectait la fidélité, fut forcé de racheter sa vie en se chargeant de tremper les restes de ses amis dans de la poix ; le malheureux qui avait consenti à remplir ce hideux office, revint ensuite à sa charrue. Mais il portait la marque de Caïn ; on ne le désignait dans son village que

1. Voyez : « Pepys's Diary, » journal tenu par Pepys à Tanger ; et « Historical Records of the Second or Queen's Royal Regiment of foot. »

par l'horrible surnom de Tom « Boilman » (*bouilleur d'hommes*), et longtemps encore après sa mort, les villageois racontaient que, bien qu'il eût, par son action honteuse et coupable, échappé à la vengeance des « Agneaux, » il n'avait pu échapper à la vengeance d'un pouvoir plus redoutable; car, s'étant réfugié sous un chêne pendant un orage, il y avait été foudroyé [1].

Il est difficile d'apprécier aujourd'hui le nombre de rebelles qui furent ainsi massacrés. Les registres de la paroisse de Taunton en mentionnent neuf, mais ces registres ne contiennent que les noms de ceux qui reçurent une sépulture chrétienne. Ceux qui furent pendus dans les chaînes et dont les têtes et les membres furent envoyés dans tous les villages voisins, doivent avoir été bien plus nombreux. A Londres, on pensait alors, que dans la première semaine qui suivit la bataille, Kirke avait dû mettre à mort une centaine de prisonniers [2].

La cruauté, néanmoins, n'était pas la seule passion de cet homme : il aimait aussi l'argent, et n'était pas novice dans l'art d'en extorquer. Pour quarante à cinquante livres sterling on achetait de lui un sauf-conduit; et bien que légalement cette pièce n'eût aucune valeur, elle permettait à son possesseur de traverser sans entraves les postes des « Agneaux, » de gagner un port de mer et de se réfugier en pays étranger. Les bâtiments en partance pour la Nouvelle-Angleterre furent encombrés par un si grand nombre de fuyards de Sedgemoor qu'on craignait de manquer d'eau et de provisions [3].

Le brutal et féroce Kirke était aussi à sa manière un homme de plaisir, et il est très-probable qu'il employa son pouvoir à la satisfaction de ses appétits licencieux. On l'accusait d'avoir triomphé de la résistance d'une femme jeune et belle, en lui promettant d'épargner la vie d'un prisonnier qui lui était cher, et de lui avoir ensuite montré suspendu à une potence le cadavre de celui pour lequel elle venait de sacrifier son honneur. Toutefois, un historien impartial doit rejeter cette accusation, car elle ne s'appuie sur aucune preuve. Pomfret est le premier qui en fasse mention dans un de ses poëmes, et tous les écrivains contemporains dignes de foi qui nous ont laissé une peinture détaillée des crimes de Kirke, ont omis de citer ce fait atroce, ou ne le mentionnent que comme un bruit sans fondement; enfin il y a tant de

1. Voyez : « Bloody Assizes; » — « Burnet, » I, 647; — « Luttrell's Diary, » 15 juillet 1685, — « Locke's western Rebellion; » et « Toulmin's History of Taunton, » édit. de Savage.
2. Voyez : « Luttrell's Diary, » 15 juillet 1685; et « Toulmin's History of Taunton. »
3. Voyez : « Oldmixon, » 703; et « Life and Errors of John Dunton, » chap. VII.

variantes dans le récit de ceux qui en parlent qu'il perd toute apparence d'authenticité. Chez les uns la scène se passe à Taunton, chez les autres à Exeter; l'héroïne est tantôt une jeune fille, tantôt une femme mariée; l'un raconte qu'elle sacrifia son honneur pour sauver son père, un autre, son frère, un autre, son mari; en outre, ce crime est un de ceux que, longtemps avant Kirke, on a attribués à d'autres oppresseurs, et qui a toujours été un thème favori pour les romanciers et les dramatistes. Deux hommes d'État du xve siècle, Rhynsault, favori de Charles le Téméraire, et Olivier le Daim, favori de Louis XI, ont été accusés du même fait; Cintio l'a pris pour sujet d'un roman; Whetstone a tiré du roman de Cintio l'idée de sa grossière pièce de « Promos et Cassandra, » et Shakspeare a emprunté à Whetstone le nœud de sa tragi-comédie de « Measure for Measure. » Kirke, qui ne fut pas le premier auquel la rumeur populaire attribua cet excès de perversité, ne fut pas non plus le dernier qui en ait été accusé. Pendant la réaction qui suivit en France la tyrannie des Jacobins, une semblable accusation fut portée contre Joseph Lebon, un des agents les plus odieux du Comité de Salut Public, accusation qu'après mûr examen, ses ennemis mêmes déclarèrent non fondée[1].

Le gouvernement ne fut pas satisfait de Kirke; ce n'est pas qu'on lui reprochât sa barbarie à l'égard des prisonniers pauvres, mais, au contraire, la douceur intéressée qu'il montrait envers des délinquants riches[2]. Bientôt son commandement lui fut retiré : on se préparait à un massacre à la fois moins illégal et plus cruel. La vengeance, cependant, patienta quelques semaines: on ne voulut pas que la tournée des juges dans les districts de l'ouest commençât avant que les autres tournées fussent terminées. En attendant, les prisons des comtés de Somerset et de Dorset se remplissaient de milliers de captifs. Le principal ami et le protecteur de ces malheureux, dans cette terrible conjoncture, fut l'évêque Ken, un homme qu'ils avaient insulté sans provocation, et qui appartenait à un ordre qu'ils avaient toujours détesté. Ce bon prélat, bien qu'abhorrant les opinions poli-

1. Le silence d'Oldmixon et des auteurs du « Martyrologe de l'Ouest » me paraît décider la question. Il est bon de remarquer aussi que l'histoire de Rhynsault est racontée par Steele dans le « Spectator, » nº 491. Si un crime en tout point semblable à celui de Rhynsault eût été commis en Angleterre par un officier de Jacques II, c'est-à-dire à une époque dont les contemporains de Steele pouvaient avoir souvenir, il est peu probable que celui-ci, qui était disposé à faire, à tort et à travers, parade de son whiggisme, n'y eût pas fait allusion. Pour ce qui est relatif à Joseph Lebon, on peut voir le Moniteur du 4 messidor an III.

2. Voyez les Lettres de Sunderland à Kirke en date des 14 et 28 juillet. « Sa Majesté, lui dit-il, « m'ordonne de vous signifier son mécontentement à l'égard de ces mesures, et vous commande de « veiller à ce qu'aucun de ceux qui ont trempé dans la rébellion ne parvienne à s'échapper. »

tiques et religieuses des rebelles, usa de toute son influence pour adoucir les geôliers; il diminua l'état de sa maison pour être à même d'ajouter quelque chose à la grossière et insuffisante nourriture de ceux-là mêmes qui avaient dégradé à plaisir sa chère cathédrale. Sa conduite en cette occasion fut d'accord avec toute sa vie. Son esprit, il est vrai, était loin d'être complétement dégagé de préjugés et de préventions superstitieuses; mais son caractère moral; apprécié avec impartialité, est à la hauteur des plus beaux caractères que nous offre l'histoire ecclésiastique, et semble approcher, autant que le permet la faiblesse humaine, de l'idéale perfection des vertus chrétiennes [1].

Son œuvre de miséricorde dut cesser bientôt : on s'apprêtait à vider les prisons d'une manière sommaire et définitive. Jeffreys, accompagné de quatre autres juges, se mit en route, au commencement de septembre, pour cette tournée dont le souvenir vivra autant que notre nation et que notre histoire. Les officiers commandant les troupes dans tous les districts à travers lesquels il devait passer, reçurent l'ordre de lui fournir toute l'assistance militaire qu'il pourrait réclamer. Certes, son caractère féroce n'avait pas besoin de stimulant, cependant on crut devoir y recourir. La santé et l'audace du Lord Garde des Sceaux Guildford s'étaient affaiblies; il avait été profondément humilié par la froideur du roi et par l'insolence du Chief-Justice; en faisant un retour sur sa vie passée, il ne pouvait y trouver que peu de consolation, car si elle n'était pas souillée de crimes atroces, elle n'avait été qu'une suite d'actions entachées d'égoïsme, de servilité et de lâcheté. Son abaissement était tel que la dernière fois qu'il parut à Westminster-Hall, il prit un bouquet pour se cacher le visage, n'osant, comme il l'avoua plus tard, affronter les regards du barreau et de l'auditoire. La perspective de sa fin prochaine sembla lui donner un courage inaccoutumé; il se détermina à soulager sa conscience, demanda une audience au roi, lui représenta vivement les dangers inséparables de la violence et de l'arbitraire, et flétrit les cruautés que commettaient les soldats dans le comté de Somerset. Bientôt il quitta Londres, et mourut quelques jours après le départ des juges pour l'ouest. Dès qu'il eut

1. Ce serait avec bonheur que j'ajouterais foi au récit populaire qui représente l'évêque Ken reprochant aux chefs de l'armée royale, après la bataille de Sedgemoor, l'illégalité des exécutions militaires. Je ne doute point que s'il eût été sur les lieux il n'eût employé toute son influence dans le sens de la légalité et de l'indulgence; mais il n'y a aucune preuve digne de foi qu'il se trouvât alors dans l'ouest. Il est certain au contraire, d'après les procès-verbaux de la chambre des Lords, que le jeudi qui précéda la bataille, il était à Westminster, et il n'est pas moins certain que le lundi qui la suivit il se rendit à la Tour de Londres auprès de Monmouth.

fermé les yeux, on fit savoir à Jeffreys qu'il pouvait compter sur les Sceaux, comme récompense des services qu'on attendait de sa fidélité et de son énergie [1].

C'est à Winchester que le Chief-Justice ouvrit les assises; le Hampshire n'avait pas été le théâtre de la guerre, mais beaucoup de rebelles y avaient cherché refuge, comme l'avait fait Monmouth. Deux d'entre eux, John Hickes, ministre dissident, et Richard Nelthorpe, avocat mis hors la loi pour la part qu'il avait prise au complot du « Rye-House », s'étaient réfugiés dans la maison d'Alice, veuve de John Lisle. Ce John Lisle avait siégé dans le Long Parlement et dans la Haute-Cour de justice; il avait été aussi commissaire du Grand Sceau, pendant la République, et Cromwell l'avait élevé à la pairie. Depuis la chute de Richard Cromwell, aucune des administrations qui avaient gouverné l'Angleterre n'avait reconnu les titres donnés par le Protecteur; cependant, dans les relations de société, les royalistes eux-mêmes ne faisaient aucune difficulté de les accorder: la veuve de John Lisle était donc généralement appelée Lady Alice. Alliée à plusieurs familles respectables et même à quelques familles nobles, elle s'était en outre attiré dans le comté l'estime même du parti tory; car ce parti n'ignorait pas qu'elle avait profondément regretté la part prise par son mari à quelques actes violents, qu'elle avait amèrement déploré la mort de Charles Ier, et qu'elle avait secouru et protégé plus d'un Cavalier malheureux. Cette bonté toute féminine qui poussa Lady Alice à se faire la protectrice des royalistes lorsqu'ils étaient persécutés, lui défendait de refuser un morceau de pain et un abri aux autres infortunés qui imploraient sa protection. Elle reçut donc les deux fugitifs dans sa maison, leur donna à boire et à manger et leur offrit un gîte pour la nuit. Dès le lendemain, des soldats entourèrent son habitation, on fouilla partout; John Hickes fut trouvé caché dans la brasserie, et Richard Nelthorpe dans la cheminée. Si Lady Alice savait que ses hôtes avaient trempé dans l'insurrection, elle s'était rendue, sans contredit, coupable d'un crime capital aux yeux de la loi. Car les lois sur la haute trahison étaient alors, comme elles le sont encore aujourd'hui, en ce qui concerne la complicité, dans un état honteux pour la jurisprudence anglaise. Dans les cas de crimes non politiques, on fait une distinction basée sur la justice et la raison entre le principal coupable et le non révélateur. En donnant asile à l'homme qu'on sait être un assassin, on devient passible, il est vrai, d'une peine, mais non de celle réservée à

1. Voyez : « North's Life of Guildford, » 260, 262, 273; — « Mackintosh's View of the Reign of James the Second, » page 16, note; et « Lettre de Jeffreys à Sunderland, » du 3 septembre 1685.

l'assassinat, tandis qu'en cachant un homme qu'on sait être un rebelle, on commet, selon tous nos jurisconsultes, un crime de haute trahison. Il est inutile de faire remarquer l'absurdité et la cruauté d'une loi qui définit du même nom et punit du même supplice deux offenses que la morale place aux extrémités opposées de l'échelle du crime. Ce sentiment, qui fait que le sujet le plus loyal se révolte à l'idée de livrer à une mort honteuse un sujet rebelle, qui, vaincu, poursuivi, mourant, lui demande un morceau de pain et un verre d'eau, peut être une faiblesse, mais c'est une faiblesse qui touche de près à une vertu, et qu'on ne pourrait songer à bannir du cœur humain sans en arracher en même temps les sentiments les plus nobles et les plus bienveillants de notre nature. Un gouvernement habile et sage peut se refuser à sanctionner cette faiblesse, mais il fermera les yeux, ou ne la punira que légèrement : jamais il ne l'assimilera au crime. Décider si Flora Macdonald eut raison de donner asile à l'héritier proscrit des Stuarts; si de nos jours un de nos braves officiers a bien fait de coopérer à l'évasion de Lavalette; ce sont là des questions sur lesquelles les légistes peuvent différer d'opinion; mais assimiler leur action aux crimes de Guy Faux et de Fieschi, c'est un outrage à l'humanité et au sens commun. Telle est cependant notre législation. Il est évident qu'elle n'est tolérable qu'à la condition d'être mitigée dans son application; et il est juste de dire que pendant une longue suite de générations, il ne s'est pas trouvé chez nous de gouvernement, à l'exception d'un seul, qui ait traité avec rigueur les personnes coupables seulement d'avoir donné refuge à des insurgés vaincus et fugitifs. Aux femmes surtout, on a toujours accordé, par une sorte de privilége tacite, le droit d'exercer, au milieu des troubles et des persécutions, cette tendre compassion qui est un de leurs principaux attraits. Depuis le commencement de la grande guerre civile, beaucoup de rebelles, dont quelques-uns étaient bien plus importants que Hickes et Nelthorpe, ont été protégés contre la sévérité des gouvernements vainqueurs par l'adresse et la générosité des femmes. Mais aucun souverain anglais, excepté le farouche et implacable Jacques, n'a songé, en se trouvant frustré de ses victimes, à punir d'une mort cruelle et honteuse une femme coupable d'une faute si légère et si sympathique.

Quelque odieuse que fût la loi, il fallut encore la torturer pour perdre Lady Alice. Celle-ci ne pouvait, selon la doctrine établie par les autorités les plus compétentes, être mise en jugement avant que les fugitifs qu'elle avait cachés eussent été condamnés [1] ; et cependant on la con-

1. Voyez le préambule de l'acte de réhabilitation.

duisit à la barre du tribunal avant le jugement de Hickes et de Nelthorpe. Obtenir, dans de telles circonstances, un verdict favorable à la couronne, n'était pas chose facile. Les témoins tergiversaient; le jury, composé des habitants les plus notables du comté, se refusait à envoyer au bûcher une femme pour une action qu'il trouvait plus digne de louange que de blâme. Jeffreys en fut transporté de rage. C'était le premier cas de haute trahison qui se présentait à cette tournée judiciaire, et il était probable que sa proie allait lui échapper. Il maugréa, jura, fit des imprécations dans un langage qu'un homme bien élevé ne se serait pas permis à des courses de chevaux ou à des combats de coqs. L'un des témoins, nommé Dunne, impressionné par les horribles menaces et les malédictions du Chief-Justice, ému peut-être aussi de pitié pour Lady Alice, perdit entièrement la tête et ne put articuler une parole. « Oh! comme la vérité sort difficilement de la bou« che menteuse d'un infâme presbytérien! » s'écria Jeffreys. Après quelques minutes de silence le témoin murmura quelques mots inintelligibles. « Vit-on jamais sur la terre une pareille canaille! vocifera « le juge en jurant. Dis-moi, crois-tu qu'il y ait un Dieu? crois-tu qu'il « y ait un enfer? Ma foi! je n'ai jamais vu ton pareil parmi tous les « témoins que j'ai interrogés! » Le pauvre homme, frappé d'épouvante, restait toujours muet. « J'espère, messieurs les jurés, reprit « Jeffreys, que vous prenez note de la conduite de ce drôle. Comment « voulez-vous qu'on ne déteste pas ces misérables-là, ainsi que leur « religion? Un Turc est un saint à côté de ça; un païen serait hon« teux de lui ressembler. Oh! bienheureux Jésus, dans quelle généra« tion de vipères vivons-nous! » — « Je ne sais pas ce que j'ai à dire, « Mylord, » balbutia Dunne, terrifié. Jeffreys recommença alors une nouvelle série d'imprécations. « Vit-on jamais un aussi impudent scé« lérat! s'écria-t-il. Approchez une lumière de sa face d'airain pour « que nous puissions la voir; et vous, messieurs les avocats de la cou« ronne, veillez à ce que l'on dresse un acte d'accusation contre ce « misérable parjure. » Après l'audition des témoins, qui continua de cette manière, Lady Alice fut appelée à se défendre. Elle commença par déclarer, ce qui était peut-être vrai, que, bien qu'elle n'ignorât pas que Hickes fût poursuivi quand elle lui avait donné asile, elle ne soupçonnait pas qu'il eût pris part à la rébellion. C'était un ecclésiastique, un homme de paix, et il ne lui était pas venu à l'esprit qu'il eût pu prendre les armes contre le gouvernement; elle avait simplement supposé qu'il cherchait à se cacher pour se dérober à un mandat d'arrêt lancé contre lui pour prédication illégale. « Et je vous dis, moi,

« repartit Jeffreys, qu'il n'y a pas un seul de ces Presbytériens pleur-« nicheurs, menteurs et cafards, qui n'ait, d'une façon ou d'une autre, « trempé dans cette rébellion. Le presbytérianisme comprend toutes « les scélératesses; lui seul a pu faire de Dunne le fieffé coquin qu'il « est. Enfin, montrez-moi un Presbytérien, et je vous ferai voir un « impudent menteur! » Il fit son résumé dans le même style, et, pendant plus d'une heure, il pérora contre les Whigs et les Dissidents, rappelant au jury que le mari de l'accusée avait participé à la mort de Charles Ier, assertion sans preuves, et qui, eût-elle été vraie, était complétement étrangère à la question. Le jury se retira et resta longtemps à délibérer. Le juge ne pouvait contenir son impatience. Il ne concevait pas, disait-il, que dans une affaire aussi simple les jurés eussent besoin de se consulter. Il leur fit dire que s'ils ne revenaient pas sur-le-champ il allait ajourner la séance au lendemain et les faire enfermer pour toute la nuit. Ainsi harcelés, les jurés, rentrèrent dans le prétoire, mais pour déclarer qu'ils doutaient encore que l'accusation eût été suffisamment prouvée. Jeffreys alors leur fit de véhémentes remontrances, et, après s'être retirés de nouveau, ils revinrent et rendirent à regret un verdict de culpabilité.

Le lendemain matin la sentence fut prononcée, et Jeffreys donna des ordres pour que le soir même Alice Lisle fut brûlée vive. Cet excès de barbarie révolta les partisans mêmes les plus dévoués de la couronne. Le clergé de la cathédrale de Winchester fit des représentations au Chief-Justice, qui, malgré sa brutalité, ne fut pas assez fou pour engager une querelle sur un tel sujet avec un corps si respecté par le parti tory. Il consentit donc à remettre l'exécution à cinq jours. Ces cinq jours furent employés par les amis de la malheureuse Alice à solliciter la clémence du roi. Des femmes du plus haut rang intercédèrent pour elle. Feversham, dont l'influence à la cour s'était accrue depuis sa récente victoire, et qui, disait-on, s'était fait payer sa pitié, parla en sa faveur. Clarendon, le beau-frère du roi, plaida aussi sa cause. Mais ce fut en vain. Tout ce qu'on obtint, ce fut qu'elle serait décapitée au lieu d'être brûlée. L'échafaud fut dressé sur la place du marché, à Winchester, et Alice y subit son sort avec un calme courage [1].

Elle fut la seule victime dans ce comté; mais, le lendemain de son exécution, Jeffreys arrivait à Dorchester, ville principale du district où Monmouth avait débarqué, et là commença le massacre judiciaire.

Par ordre du Chief-Justice, la cour avait été tendue de rouge. Cette

1. Voyez le procès d'Alice Lisle, dans la collection des « State Trials, » ainsi que le « Stat. I, Gul. et Mar.; » — « Burnet, » I, 649; et « Caveat against the Whigs. »

innovation parut de mauvais augure à la multitude; d'autant plus qu'on avait remarqué qu'un sourire féroce se dessina sur les lèvres de Jeffreys lorsque l'ecclésiastique qui prêchait le sermon d'ouverture des assises appuya sur les droits de la clémence. On prévoyait donc une session sanglante [1].

Il y avait plus de trois cents prisonniers à juger; c'était une rude tâche; mais Jeffreys trouva moyen de la rendre facile. Il donna à entendre que le seul moyen d'obtenir grâce ou sursis était de s'avouer coupable. Vingt-neuf prisonniers, qui voulurent se défendre, furent condamnés et pendus sans délai, et le reste s'avoua coupable par centaines. La peine de mort fut prononcée contre deux cent quatre-vingt-douze accusés. Dans le Dorsetshire seul, soixante-quatorze personnes furent pendues.

De Dorchester, Jeffreys se rendit à Exeter. La guerre civile avait à peine effleuré la frontière du comté de Devon, là il y eut donc comparativement moins d'exécutions capitales. Mais le comté de Somerset, siége principal de la rébellion, avait été réservé pour la dernière et la plus épouvantable des vengeances. En peu de jours deux cent trente-trois prisonniers y furent pendus, écartelés, coupés en quartiers. A tous les carrefours des routes, sur toutes les places de marché, dans les villages qui avaient fourni des hommes à Monmouth, on voyait des cadavres enchaînés se balancer au vent; des têtes et des quartiers de victimes, fixés sur de longs poteaux, infectaient l'air et frappaient d'horreur les voyageurs. Dans quelques paroisses, les paysans ne pouvaient s'assembler dans les églises sans voir la tête défigurée d'un des leurs grimaçant sur le portail. Quant à Jeffreys, il était dans son élément; sa farouche gaieté augmentait avec le nombre des victimes. Il riait, plaisantait, jurait de manière à faire croire qu'il était ivre du matin au soir. Mais ce n'était pas chose facile que de distinguer chez lui l'ivresse causée par les mauvaises passions, de celle produite par l'eau-de-vie. Un des prisonniers tentait d'invalider la déposition de deux témoins à charge, parce que l'un était un papiste et l'autre une prostituée: « Comment, misérable rebelle, s'écria le « juge, tu critiques les témoins du roi! Je te vois déjà, misérable, je « te vois avec la corde au cou. » Un autre ayant fait témoigner qu'il était bon protestant : « Bon protestant, dit Jeffreys, tu veux dire pres- « bytérien; je t'en fais le pari, je sens un presbytérien à quarante « milles à la ronde. » Un troisième était si misérable, qu'il émut de

1. « Bloody Assizes. »

pitié les tories même les plus exaltés : « Mylord, dirent-ils, cette « pauvre créature vit de la charité publique. » — « Soyez sans inquié- « tude, dit Jeffreys, je délivrerai la paroisse de ce fardeau. » Il ne se contentait pas d'assouvir sa rage sur les prisonniers. Tout noble ou tout gentilhomme, quelque estimé qu'il fût et quelque royaliste qu'il pût être, s'il osait lui faire remarquer une circonstance atténuante, était sûr de s'attirer ce que Jeffreys, dans le grossier langage qu'il avait appris dans les cabarets de Whitechapel, appelait « une léchée du côté rude de sa langue. » Il fit suspendre un cadavre à la porte du parc d'un pair tory, Lord Stawell, parce que celui-ci n'avait pas dissimulé l'horreur que lui inspirait le massacre qu'on faisait de ses pauvres voisins[1]. Ces scènes d'horreur donnèrent naissance à bien des fables lugubres, que les fermiers du Somersetshire répétèrent longtemps en buvant leur cidre au coin de leur feu. Il y a quarante ans à peine, on montrait encore dans quelques districts des endroits maudits où les paysans ne passaient pas volontiers après le soleil couché[2].

Jeffreys se vantait d'avoir fait pendre plus de traîtres que tous ses prédécesseurs unis ensemble, depuis la conquête de l'Angleterre. Il est certain que le nombre des personnes qu'il fit exécuter en un mois et dans un seul comté, dépasse de beaucoup le nombre d'exécutions politiques qui ont eu lieu dans notre île depuis la Révolution. Les insurrections de 1715 et de 1745 durèrent plus longtemps, eurent plus de ramifications et furent plus formidables que celle qui finit à Sedgemoor. On n'a jamais, que je sache, accusé la maison de Hanovre d'avoir montré trop de clémence après ces deux insurrections; cependant, en mettant ensemble les victimes de 1715 et celles de 1745, on n'arrivera qu'à un chiffre bien faible, comparé à celui qui déshonore les « sanglantes assises. » Jeffreys fit pendre trois cent vingt rebelles dans cette seule tournée[3].

Une boucherie semblable eût excité le dégoût, même en supposant les victimes indignes de pitié; mais il n'en était pas ainsi : pour la plupart, c'étaient des hommes d'une vie sans tache et pratiquant strictement leur religion; ils ne se considéraient pas eux-mêmes, et un grand nombre de leurs concitoyens ne les considéraient pas non plus comme des coupables, mais comme des martyrs qui scellaient de

1. « Locke's Western Rebellion. »
2. Je puis certifier ce fait d'après mes souvenirs d'enfance.
3. Lord Lonsdale dit sept cents; Burnet, six cents; quant à moi, j'ai suivi la liste que les juges envoyèrent à la Trésorerie et qu'on peut vérifier dans le « Letter Book » de 1685. Voyez aussi : « Bloody Assizes; » — « Locke's Western Rebellion; » — « The Panegyric of Lord Jeffreys; » — « Burnet, » I, 648; — « Eachard, » III, 775; et « Oldmixon, » 705.

leur sang les vérités de la religion protestante. Peu d'entre eux se repentaient de ce qu'ils avaient fait; beaucoup, animés par le vieil esprit puritain, mouraient non-seulement avec courage, mais encore avec enthousiasme. C'était en vain que les ministres de l'église anglicane essayaient de leur démontrer la culpabilité de leur révolte et la nécessité de l'absolution ecclésiastique. Les prétentions du roi à une autorité sans limite dans les choses temporelles, et les prétentions du clergé au pouvoir spirituel de lier et de délier, provoquaient également le dédain de ces intrépides sectaires. Quelques-uns composaient des hymnes dans leur prison, et les récitaient jusque sur le fatal tombereau. Le Christ, chantaient-ils tout en se déshabillant pour mourir, viendra bientôt au secours de Sion, et déclarera la guerre à Babylone; il lèvera son étendard, sonnera de sa trompette, et rendra au décuple à ses ennemis le mal infligé à ses fidèles serviteurs. On retenait les dernières paroles de ces hommes, on gardait comme un trésor leurs lettres d'adieu, et c'est ainsi qu'à l'aide d'un peu d'exagération et d'imagination, s'est formé un volumineux supplément au martyrologe [1].

Quelques-unes de ces victimes méritent une mention particulière : Abraham Holmes, ancien officier dans l'armée parlementaire, fanatique qui ne reconnaissait d'autre roi que le roi Jésus, fut pris à Sedgemoor. Un de ses bras avait été horriblement mutilé et fracassé dans le combat, et aucun chirurgien ne se trouvant là, il s'était amputé lui-même. On le transporta à Londres, et Jacques l'interrogea en plein conseil; mais il ne voulut faire aucune excuse : « Je suis « vieux, dit-il; ce qui me reste de vie ne vaut pas un mensonge ou « une bassesse; j'ai toujours été républicain, et je le suis encore. » On le renvoya dans le comté de Somerset pour y être pendu. Le peuple remarqua avec stupeur que les chevaux qui devaient mener le condamné à la potence, devenus tout à coup rétifs, reculaient au lieu d'avancer; Holmes lui-même, ne doutant pas que l'ange du Seigneur, comme dans les anciens temps, ne fût sur la route, le glaive en main, invisible aux yeux humains et visible seulement aux êtres inférieurs, s'écria tout à coup : « Arrêtez! laissez-moi marcher. Il y a là-dessous « plus que vous ne pensez : rappelez-vous que l'âne vit celui que le « prophète lui-même ne pouvait voir. » Il marcha d'un pas ferme jusqu'au gibet, harangua le peuple sans amertume, et pria Dieu avec ferveur de hâter la chute de l'Antechrist et la délivrance de l'Angleterre;

1. Quelques-unes des prières, des exhortations et des hymnes composées par ces prisonniers se trouvent dans le « Bloody Assizes. »

enfin, montant à l'échelle avec difficulté : « Je suis bien maladroit, « dit-il ; mais, vous voyez, je n'ai qu'un bras [1]. »

Christopher Battiscombe ne mourut pas avec moins de courage. C'était un jeune avocat d'une bonne et riche famille, et qui, à Dorchester, petite ville renommée pour l'élégance et les bonnes manières de ses habitants, était regardé par tous comme le modèle du parfait gentilhomme. On fit de grands efforts pour sauver ce jeune homme ; dans l'ouest de l'Angleterre, on prétendait même que la sœur du Grand Sheriff, une jeune fille noble à laquelle il était fiancé, s'étant jetée aux pieds de Jeffreys pour demander grâce, celui-ci l'avait repoussée par une plaisanterie si hideuse, que ce serait outrager la décence et l'humanité que de la répéter. Christopher Battiscombe fut mis à mort à Lyme et subit son sort avec courage et piété [2].

La mort de deux frères, William et Benjamin Hewling, excita un intérêt plus vif encore. C'étaient deux jeunes gens beaux, remplis de talents et bien apparentés ; leur grand-père maternel, nommé Kiffin, était un des plus riches négociants de Londres, et on le regardait généralement comme le chef de la secte des Anabaptistes. Jeffreys traita William Hewling avec une brutalité révoltante : « Vous avez, lui « dit-il, un grand-père qui mérite tout aussi bien que vous d'être « pendu. » Cet intéressant jeune homme, âgé à peine de dix-neuf ans, mourut avec tant de résignation et de courage, qu'un des officiers qui assistaient à l'exécution et qui s'était toujours fait remarquer par sa rudesse et sa sévérité, en fut étrangement ému : « Je ne pense pas, « dit-il, que le Chief-Justice lui-même pût résister à un tel specta- « cle. » On avait l'espoir que l'autre frère, Benjamin, serait gracié : c'était sans doute assez pour une famille d'avoir fourni une si jeune victime ; Jeffreys lui-même penchait ou prétendait pencher vers la clémence. Le fait est qu'un de ses parents dont il attendait un riche héritage, et qu'il ne pouvait par conséquent traiter comme il traitait en général les solliciteurs, intercéda avec force en faveur de cette malheureuse famille. On obtint un sursis, et la sœur du prisonnier se rendit à Whitehall avec une pétition. A la cour, on faisait des vœux pour son succès ; et Churchill, qui malgré tous ses défauts ne se montra jamais cruel, obtint pour elle une audience du roi : « Je souhaite

1. Voyez : « Bloody Assizes ; » — « Locke's Western Rebellion ; » — « Lord Lonsdale's Memoirs ; » et le « Récit de la bataille de Sedgemoor » dans les papiers de Hardwicke.

Le récit de Clarke, dans la « Vie de Jacques II, » II, 43, n'est pas tiré des manuscrits du roi et se réfute de soi-même.

2. Voyez : « Bloody Assizes ; » — « Locke's Western Rebellion ; » — « Humble Petition of Widows and Fatherless Children in the West of England ; » et « Panegyric of Lord Jeffreys. »

« de tout mon cœur, dit-il à la jeune fille pendant qu'ils attendaient « ensemble dans une antichambre, je souhaite que vous réussissiez « dans vos sollicitations. Mais n'ayez pas trop d'espoir, ajouta-t-il en « mettant la main sur le marbre d'une cheminée : ceci n'est pas plus « dur que le Roi. » Il disait vrai; Jacques fut inexorable. Benjamin Hewling mourut avec un courage admirable, au milieu des lamentations du peuple, auxquelles participèrent les soldats qui gardaient l'échafaud [1].

Les rebelles voués à la mort étaient moins à plaindre, cependant, que quelques-uns des survivants. Quand Jeffreys était dans l'impossibilité d'accuser des prisonniers de haute trahison, il les faisait poursuivre pour de simples délits et les condamnait à des flagellations aussi terribles que celle qu'avait supportée Titus Oates. Une femme, pour quelques paroles en l'air, telles qu'avaient dû en dire la moitié des femmes des districts où l'insurrection s'était propagée, fut condamnée à être fouettée dans toutes les villes à marché du comté de Dorset. Elle subit une partie de ce châtiment avant le départ de Jeffreys pour Londres; mais après qu'il eut quitté l'ouest de l'Angleterre, les geôliers, de connivence avec les magistrats, eurent l'humanité de prendre sur eux la responsabilité de mettre un terme à une semblable torture. Une condamnation plus atroce encore fut prononcée contre un jeune garçon nommé Tutchin, pour quelques paroles séditieuses. Comme d'habitude, il fut interrompu dans sa défense par les grossières apostrophes de Jeffreys : « Vous êtes un rebelle, lui dit-il; toute « votre famille est rebelle depuis Adam; on me dit aussi que vous « êtes poëte. Eh bien, nous ferons des vers à deux ! » Cet enfant fut condamné à sept ans de prison et à être fouetté chaque année dans toutes les villes à marché du comté de Dorset. Les femmes qui se trouvaient dans la galerie versèrent des larmes, et le greffier lui-même, ému de cette condamnation, dit au juge : « Mylord, le prisonnier est « bien jeune, et il y a bien des villes à marché dans notre comté; c'est « comme si vous le condamniez à être fouetté tous les quinze jours « pendant sept ans ! » — « Il est jeune, c'est vrai, dit Jeffreys, mais « c'est un vieux coquin ! Mesdames, vous ne connaissez pas le scélérat « aussi bien que moi; la punition n'est pas de moitié assez forte pour « lui; je n'en rabattrais rien, quand toute l'Angleterre m'en prie-

1. J'ai suivi les mémoires de Kiffin et le récit de M. Hewling Luson, que l'on trouvera dans la seconde édition de la « Correspondance de Hughes, » vol. II, appendix. Ce récit, dans « Locke's Western Rebellion, » et dans le « Panégyrique de Jeffreys, » est rempli d'erreurs. Une grande partie des détails donnés dans le « Bloody Assizes » sont écrits par Kiffin et se rapportent mot pour mot à ses mémoires.

« rait! » Tutchin, dans son désespoir, demanda, et peut-être avec sincérité, la faveur d'être pendu. Heureusement pour lui, il fut atteint de la petite vérole, et on désespéra de le sauver. Comme il devenait peu probable que la sentence pût jamais être exécutée, Jeffreys consentit à faire grâce, moyennant un pot-de-vin qui réduisit le prisonnier à la misère. Le jeune Tutchin, naturellement irascible, fut poussé à bout par les persécutions qu'il avait souffertes. Il vécut assez pour se faire remarquer parmi les ennemis les plus acharnés et les plus violents des Stuarts et du parti tory [1].

Le nombre des prisonniers que Jeffreys fit déporter s'éleva à huit cent quarante et un. Ces hommes plus malheureux que ceux qui avaient souffert la mort, furent réunis en diverses bandes et concédés à quelques favoris de la cour, sous condition de les transporter, comme esclaves, au delà des mers, dans une des Antilles, et avec défense expresse de leur donner la liberté avant dix ans. Ces dernières clauses avaient pour but d'aggraver la position des malheureux exilés. Dans la Nouvelle-Angleterre et sur le territoire de New-Jersey, ils eussent trouvé une population sympathique et un climat sain, on résolut donc de les envoyer dans un pays où le puritanisme n'avait pas de partisans et où le laboureur né dans une zone tempérée avait peu de chances de conserver la santé. Le besoin d'esclaves était si grand, que les nouveaux venus, malgré la longueur de la traversée et les chances de maladie, devaient avoir sur le marché une grande valeur. Jeffreys estimait qu'en moyenne chacun d'eux vaudrait, tous frais payés, de dix à quinze livres sterling. Aussi la concurrence fut-elle grande pour obtenir ces concessions. Les Tories de l'ouest de l'Angleterre crurent que leur zèle pour la cause royale et les dommages qu'ils avaient soufferts dans l'insurrection, leur donnaient droit à participer dans les bénéfices que leur enlevait l'avidité des sycophantes de la cour. Mais les courtisans l'emportèrent.

Les souffrances des déportés étaient au moins égales à celles des nègres que l'on exporte aujourd'hui du Congo au Brésil. Il paraît, d'après les documents les plus authentiques, qu'avant la fin du voyage plus d'un tiers d'entre eux devint la pâture des requins. Cette cargaison humaine, entassée à fond de cale dans de petits bâtiments, avait si peu d'espace que les blessés dont les plaies étaient encore saignantes ne pouvaient se coucher sans se mettre les uns sur les autres. La promenade sur le pont leur était interdite, et l'écoutille

1. Voyez le récit que Tutchin lui-même a fait de son affaire dans le « Bloody Assizes. »

était gardée par des sentinelles armées d'espingoles et de sabres d'abordage. Dans cette prison sous-marine, tout était ténèbres, infection, désespoir, maladie et mort. Sur quatre-vingt-dix-neuf qui furent embarqués sur un bâtiment, vingt-deux moururent avant d'arriver à la Jamaïque, quoique la traversée eût été des plus rapides. Les survivants n'étaient plus que des squelettes quand on les débarqua sur la terre d'exil et d'esclavage. Depuis quelques semaines, on ne leur donnait que du mauvais biscuit et de l'eau fétide, et en si petite quantité que chacun d'eux aurait pu aisément consommer la ration de cinq. Aussi les négociants auxquels ils étaient consignés furent-ils obligés de les engraisser avant de les vendre[1].

Cependant, une nuée d'avides dénonciateurs se disputaient pièce à pièce les dépouilles des rebelles exécutés, et de ceux plus malheureux encore que dévorait au loin un soleil tropical. La loi anglaise veut que tout sujet convaincu de haute trahison, perde par cela même le droit de propriété, et cette loi fut exécutée après les « sanglantes assises» avec une rigueur à la fois cruelle et grotesque. Les agents du trésor faisaient comparaître les veuves éplorées et les orphelins abandonnés des malheureux paysans, dont les cadavres se balançaient encore aux carrefours des routes, pour qu'ils eussent à rendre compte de ce qu'étaient devenus tel panier, telle oie, telle tranche de lard, tel baril de cidre, tel sac de fèves, telle botte de foin[2]. Mais pendant que les employés subalternes du gouvernement dévoraient ainsi la substance de pauvres familles de paysans, Jeffreys, de son côté, s'enrichissait des dépouilles arrachées aux Whigs d'une classe plus élevée, en faisant commerce de pardons. Ce fut avec un gentilhomme nommé Edmund Prideaux qu'il fit la transaction la plus lucrative de ce genre. Il est certain que Prideaux n'avait pas pris les armes contre le gouvernement, et il est probable que son seul crime fut la grande fortune dont il avait hérité de son père, avocat célèbre, qui remplit d'éminentes fonctions sous le Protecteur. On n'épargna rien pour trouver des bases à un acte d'accusation; plusieurs prisonniers reçurent la promesse de leur pardon s'ils consentaient à témoigner contre lui. L'infortuné Prideaux, retenu longtemps en prison, et vaincu par la crainte du gibet, finit par acheter sa liberté au prix de quinze mille livres

1. Le récit le plus complet des souffrances de ces déportés se trouve dans un manuscrit très-curieux d'un certain John Coad, honnête et pieux charpentier qui, ayant pris les armes pour Monmouth, fut dangereusement blessé à Philip's Norton et déporté à la Jamaïque par Jeffreys. M. Phippard, auquel appartient le manuscrit original, a eu la complaisance de me le prêter.

2. On peut voir dans les registres de la Trésorerie pour l'automne de 1685 plusieurs lettres ordonnant de faire des recherches relativement à des bagatelles de ce genre.

sterling. Jeffreys employa cette somme énorme à acheter une propriété à laquelle le peuple donna le nom d'Haceldama, en souvenir du champ maudit qui fut acheté au prix du sang innocent[1].

Dans ce système d'extorsions, il était habilement soutenu par une foule de parasites qui étaient ses compagnons de débauche, et dont la mission était de faire de durs marchés avec des condamnés effrayés par la mort, et des parents tremblant pour la vie de leurs enfants. En général Jeffreys abandonnait une portion des dépouilles à ses agents; ainsi on raconte que, dans une de ses orgies, il jeta par-dessus la table, à un de ses compagnons de débauche, le pardon d'un riche condamné. Il n'était pas prudent d'essayer d'une autre intercession que celle de ses créatures, car il voulait garder pour lui seul le profitable monopole de la clémence. Il y a même tout lieu de croire que quelques personnes furent envoyées au gibet uniquement pour avoir eu recours à la miséricorde royale par d'autres intermédiaires[2].

Quelques gens de cour cependant parvinrent à se faire une part dans ce trafic, et les dames d'honneur de la reine se distinguèrent surtout par leur dureté et leur rapacité. La reine elle-même doit partager la honte dont ses femmes se couvrirent; car ce n'est qu'à cause de leur position qu'elles furent à même de s'enrichir par cet odieux commerce, et il n'est pas douteux qu'un mot ou un regard de blâme de la part de leur maîtresse les auraient retenues. Le fait, c'est qu'elle les encouragea au contraire par son exemple, si ce n'est par son approbation. La reine paraît avoir fait partie de cette nombreuse classe de personnes qui supportent mieux l'adversité que la prospérité. Tant que son mari, encore sujet et sujet exilé, fut exclu de tout emploi public et menacé d'être privé des droits de sa naissance, elle se concilia par la douceur et l'humilité de ses manières l'affection de ceux-là mêmes qui détestaient le plus sa religion. Mais quand vint la prospérité, sa bonté disparut. La douce et affable duchesse fit place à la reine brusque et hautaine[3]. Les malheurs qu'elle eut à subir plus tard ont jeté sur elle quelque intérêt, mais cet intérêt serait bien accru si l'on avait la preuve qu'à l'époque de sa prospérité elle eût arraché ou même essayé d'arracher une seule victime à la plus horrible pro-

1. Voyez : « Commons' Journals » des 9 oct., 10 nov. et 26 déc. 1690; — « Oldmixon, » 706; et « Panegyric on Jeffreys. »

2. Voyez : « Life and Death of Lord Jeffreys; — « Panegyric on Jeffreys; » et « Kiffin's Memoirs. »

3. Voyez : « Burnet, » I, 368; et « Evelyn's Diary, » 4 fév. 1684-5 et 13 juillet 1686. Dans une des satires du temps, on trouve ces deux vers :

> « Tant qu'elle fut Duchesse elle fut aimable, douce et polie;
> « Quand elle fut Reine ce fut un diable furieux et déchaîné. »

scription que l'Angleterre ait jamais vue. Malheureusement la seule sollicitation qu'elle parait avoir faite, relativement aux rebelles, est une demande pour obtenir la concession de cent déportés[1]. Les bénéfices qu'elle retira de cette cargaison humaine, en faisant une large part à la mortalité que durent occasionner la faim et les fièvres pendant la traversée, s'élevèrent au moins à mille guinées. Il n'est pas étonnant alors que son entourage ait imité une cruauté si peu féminine et une cupidité si peu princière. Roger Hoare, négociant de Bridgewater, qui avait contribué à fournir quelque argent à la caisse de l'armée rebelle, fut obligé de racheter son crime en donnant mille livres sterling aux dames de la reine. Mais la proie sur laquelle elles s'abattirent avec le plus de rapacité fut précisément une de celles qu'auraient dû épargner même les natures les plus rudes. Quelques-unes des jeunes filles de Taunton qui avaient offert un étendard à Monmouth, lors de son passage, avaient déjà cruellement expié leur faute : l'une d'elles, jetée dans une prison où régnait une maladie contagieuse, y tomba malade et mourut. Une autre étant venue implorer au tribunal la clémence de Jeffreys : « Geôlier, prenez-la, » vociféra le juge avec un de ces regards qui avaient fait trembler des cœurs plus aguerris que celui de la pauvre enfant. La malheureuse fondit en larmes, ramena son capuchon sur sa figure et suivit le geôlier. Succombant à l'effroi, au bout de quelques heures elle n'était plus qu'un cadavre. Toutefois la plupart de ces jeunes filles vivaient encore, beaucoup d'entre elles ne comptaient pas dix ans, et toutes avaient agi d'après l'ordre de leur maîtresse d'école et sans savoir qu'elles se rendaient coupables d'un délit. Les filles d'honneur de la reine demandèrent et obtinrent du roi la permission d'extorquer aux parents de ces pauvres enfants de fortes sommes pour leur rançon. On expédia aussitôt à Taunton l'ordre de les arrêter toutes et de les mettre en prison. On pria Sir Francis Warre, de Hestercombe, le représentant tory de Bridgewater, d'exiger la rançon et de déclarer en termes formels que les filles d'honneur de la reine n'accorderaient aucun délai, et feraient exécuter sans pitié la mise hors la loi, à moins qu'une somme raisonnable ne leur fût payée; de plus il était chargé d'expliquer que, par somme raisonnable, on entendait sept mille livres sterling. Warre refusa de se mêler d'une transaction si scandaleuse. Les filles d'honneur s'adressèrent alors à William Penn, et William Penn accepta la mission. C'eût été là pourtant, ce semble, une occasion où il eût pu

1. Voyez : « Lettre de Sunderland à Jeffreys, » 14 sept. 1685.

montrer avec avantage quelques-uns de ces scrupules opiniâtres qui lui défendaient, entre autres choses, de saluer en ôtant son chapeau. Mais sans doute il imposa silence aux cris de sa conscience, en se disant que l'argent qu'il allait extorquer n'était pas pour lui ; que, s'il ne consentait pas à se faire l'intermédiaire de ces dames, elles en prendraient un moins humain, tandis que s'il cédait, au contraire, il augmentait son influence à la cour, influence qui lui avait déjà permis de rendre de grands services à ses frères persécutés. Malgré tout, les filles d'honneur furent forcées de se contenter de moins d'un tiers de ce qu'elles avaient demandé [1].

De tous nos souverains, Jacques II est celui qui a donné les plus grandes preuves de cruauté. Sa cruauté cependant n'était pas plus odieuse que sa clémence, ou peut-être faudrait-il dire que l'une ajoutait à l'infamie de l'autre. L'inexorable sévérité qui infligea la mort à de simples paysans, à de jeunes garçons et à de faibles femmes nous cause encore plus d'indignation quand nous voyons à quelles sollicitations et pour quels motifs il céda quelquefois.

La règle qui doit guider un prince dans le choix des rebelles à punir après une révolte est évidente : les meneurs, les gens d'une position élevée par leur naissance, leur fortune et leur éducation, dont l'influence et les artifices ont entraîné la multitude; voilà les coupables qu'il faut frapper. Mais une fois le conflit du champ de bataille terminé, cette multitude abusée ne saurait être traitée avec trop d'indulgence. Cette règle si conforme aux principes de la justice et de l'humanité, non-seulement elle ne fut pas suivie, mais encore elle fut intervertie. Pendant qu'on exécutait par centaines ceux qu'on aurait dû épargner, on pardonnait au petit nombre qu'on aurait pu avec justice livrer à toute la rigueur des lois. Cette indulgence excentrique a étonné quelques historiens, et a été ridiculement louée par d'autres; elle n'est cependant ni louable ni étonnante. En l'analysant, on découvrira toujours qu'elle prenait sa source dans un sentiment ou sordide, ou malfaisant : la soif de l'or ou la soif du sang.

A l'égard de Lord Grey, il n'y avait certes aucune circonstance atténuante. Son incontestable capacité, le rang élevé que sa naissance lui avait conféré dans l'État, le commandement supérieur qu'il exerça dans l'armée rebelle, le désignaient à la juste sévérité du gouvernement, plutôt qu'Alice Lisle, William Hewling, ou ces malheureux

1. Voyez : « Locke's Western Rebellion ; » — « Toulmin's History of Taunton, » édit. de Savage; — Lettre du duc de Somerset à Sir F. Warre ; — Lettre de Sunderland à Penn, en date du 13 fév. 1685-6, tirée du « State Paper Office, » dans la collection Mackintosh.

paysans dont les cadavres restaient exposés sur les routes du comté de Somerset. Mais les propriétés de Lord Grey étaient considérables, et elles étaient substituées; il n'avait par conséquent qu'un intérêt viager dans ces propriétés, et la confiscation ne pouvant atteindre que ce qu'il possédait à sa mort, ses terres passaient naturellement à son héritier. S'il était gracié, au contraire, il pouvait payer une forte rançon. Aussi lui permit-on d'acheter sa grâce en souscrivant au Lord-trésorier un billet de quarante mille livres sterling, et en distribuant aux hommes influents de la cour d'autres sommes plus faibles[1].

Sir John Cochrane avait joué dans l'insurrection d'Écosse le même rôle que Grey dans l'ouest de l'Angleterre, et il semblait impossible qu'un prince vindicatif au delà de toute expression pût jamais lui pardonner. Mais Cochrane était le fils cadet d'une famille riche; on ne pouvait en tirer d'argent qu'autant qu'on l'épargnerait. Son père, Lord Dundonald, offrit un présent de cinq mille livres sterling aux chapelains de la maison du roi, et Cochrane fut épargné[2].

Samuel Storey aussi reçut sa grâce; c'était cependant un séditieux bien connu, qui avait été commissaire dans l'armée rebelle, et qui avait soulevé la population ignorante du Somersetshire par des harangues véhémentes, où Jacques était traité d'incendiaire et d'empoisonneur; mais Storey pouvait être utile à Jeffreys en l'aidant à extorquer les quinze mille livres à Prideaux.

De tous les rebelles, Wade, Goodenough et Ferguson avaient le moins de droit à l'indulgence du gouvernement. Ces trois chefs de l'insurrection s'étaient enfuis ensemble du champ de bataille de Sedgemoor, et avaient pu gagner la côte. Mais une frégate croisait précisément en vue du point où ils espéraient s'embarquer, et il avait fallu se séparer. Wade et Goodenough ne tardèrent pas à être découverts et conduits à Londres. Gravement compromis dans le complot du « Rye House, » chefs reconnus de l'insurrection de l'Ouest, on leur laissa néanmoins la vie, parce qu'ils pouvaient, par leurs renseignements, fournir à Jacques les moyens de piller et de mettre à mort quelques personnes qu'il haïssait, et que jusqu'alors il n'avait pu convaincre d'aucun crime[3].

La manière dont Ferguson échappa à son sort est encore un mystère. Il était, sans contredit, le plus criminel de tous les révoltés.

1. Voyez : « Burnet, » I, 646, ainsi que la note du Speaker Onslow; — Lettre de Clarendon à Rochester en date du 8 mai 1686.

2. « Burnet, » I, 634.

3. Voyez : « Lansdowne MS, » 1152; — « Harleian MS, » 6845; et « Gazette de Londres » du 20 juillet 1685.

Auteur principal du complot qui avait eu pour but l'assassinat de Jacques et de son frère, c'est lui qui avait écrit ce manifeste qui, par son insolence et son audacieuse fausseté, est resté sans rival parmi les libelles de ce temps de trouble; enfin, c'était à son instigation que Monmouth avait d'abord fait son invasion, et qu'ensuite il avait usurpé la couronne. On pouvait donc naturellement supposer que d'actives recherches seraient faites pour arrêter « l'architraître, » comme on le nommait. Un homme aussi remarquable que Ferguson, et par sa tournure et par son accent, ne pouvait guère échapper à ces recherches. En effet, le bruit courut dans les cafés de Londres qu'il avait été arrêté, et des personnes à même d'être bien informées y ajoutèrent foi. Mais tout à coup on apprit qu'il était arrivé sain et sauf sur le continent. On le soupçonna alors d'avoir été en communication constante avec le gouvernement contre lequel il complotait, et d'avoir toujours tenu la cour au courant des entreprises hasardeuses auxquelles il poussait ses amis, pour que sa propre tête fût à l'abri. On ajoutait que, en considération de ces services, des ordres avaient été donnés pour le laisser échapper[1].

Jeffreys, après avoir rempli sa tâche, réclama sa récompense; il revint à Windsor ne laissant derrière lui, dans l'Ouest, que deuil, terreur et carnage. La haine qu'il inspirait aux populations du comté de Somerset est sans exemple dans notre histoire. Le temps et les changements politiques ne purent l'affaiblir, elle se transmit de génération en génération, et se montra violente encore envers ses descendants innocents. Longtemps après la mort de Jeffreys, alors que son nom et son titre étaient éteints, la comtesse de Pomfret, sa petite-fille, voyageant dans les comtés de l'Ouest, fut insultée par la populace, et dut renoncer, par prudence, à continuer son voyage parmi les descendants de ceux qui avaient été les témoins des « sanglantes assises »[2]?

1. Plusieurs écrivains ont affirmé, sans la moindre preuve, que Jacques avait gracié Ferguson; quelques-uns même ont poussé l'absurdité jusqu'à citer le texte de ce pardon imaginaire qui, fût-il réel, montrerait simplement que Ferguson était un espion de la cour, et ne prouverait nullement la clémence et la magnanimité du prince qui fit décapiter Alice Lisle et brûler Élizabeth Gaunt. Non-seulement Ferguson ne fut pas gracié par un acte spécial, mais encore il fut excepté de l'amnistie générale publiée dans le printemps suivant (Gazette de Londres du 15 mars 1685-6). Si, comme le public le soupçonna et comme cela paraît probable, Ferguson devint l'objet de la clémence royale, c'était une clémence dont Jacques rougissait avec raison et qu'il tint secrète autant que possible. L'« Observator » du 1er août 1685 fait mention des bruits qui coururent alors à Londres à ce sujet.

Sir John Reresby, qui aurait dû être bien informé, affirme positivement que Ferguson fut arrêté trois jours après la bataille de Sedgemoor. Mais Sir John, qui se trompe certainement sur la date, peut aussi se tromper sur le reste. Il est positif, d'après la « Gazette de Londres » et la « Confession » de Goodenough (MS de Lansdowne, 1152), que quinze jours après la bataille de Sedgemoor, Ferguson n'était pas arrêté et qu'on le croyait encore caché en Angleterre.

2. Voyez la biographie de Jeffreys dans : « Granger's Biographical History. »

A la cour, cependant, Jeffreys eut une cordiale réception; c'était un juge comme il en fallait à son maître, et Jacques l'avait suivi avec intérêt et délices dans sa tournée. Souvent, dans son salon et à sa propre table, le roi, par de plaisantes allusions au massacre de ses sujets révoltés, souleva l'horreur des ministres étrangers; il rédigea aussi lui-même ce qu'il appelait facétieusement la campagne de son Lord Chief-Justice dans l'Ouest. Ce fut lui qui écrivit à la cour de la Haye que quelques centaines de rebelles avaient été condamnés, que les uns déjà étaient pendus, que bien d'autres le seraient encore, et que le reste serait déporté aux colonies. En vain l'évêque Ken implora sa clémence en faveur d'une population égarée, et décrivit avec une éloquence pathétique l'état déplorable de son diocèse. Il représenta qu'il était impossible de passer sur une grande route sans que la vue fût offusquée de quelque horrible spectacle, et que l'air qu'on respirait dans le comté de Somerset était imprégné de mort. Le roi lut sa requête, et, selon l'expression de Churchill, resta froid et insensible comme la cheminée de marbre de Whitehall. A son arrivée à Windsor Jeffreys fut mis en possession du Grand Sceau d'Angleterre. En annonçant sa nomination, la Gazette de Londres déclara positivement que cet honneur était la récompense des grands et fidèles services qu'il avait rendus à la couronne [1].

Plus tard, quand les hommes de tous les partis ne parlèrent plus qu'avec horreur de ces « sanglantes assises », le mauvais roi et le mauvais juge essayèrent de se disculper en se rejetant réciproquement le blâme. Détenu à la Tour de Londres, Jeffreys protestait que dans ses cruautés les plus exécrables, il n'avait jamais dépassé les ordres de son maître, et que souvent même il les avait adoucis. A Saint-Germain, Jacques aurait volontiers fait croire que personnellement il penchait vers la clémence, et que la violence de son ministre lui avait attiré un blâme immérité. Mais ni l'un ni l'autre de ces deux hommes au cœur dur ne doit se faire absoudre ainsi aux dépens de son complice. L'excuse de Jacques est fausse d'après ses propres écrits, et celle de Jeffreys, fût-elle vraie, serait sans aucune valeur.

Les massacres de l'Ouest étaient finis; ceux de Londres allaient commencer. Le gouvernement désirait surtout trouver des victimes parmi les grands négociants whigs de la Cité. Ils avaient, sous le règne précédent, formé la portion la plus redoutable de l'opposition; ils étaient riches, et leurs richesses, à l'inverse de celles de la

1. Voyez : « Burnet, » 648; — Lettres de Jacques au prince d'Orange, des 10 et 24 sept. 1685; — « Lord Lonsdale's Memoirs; » et « London Gazette » du 1er oct. 1685.

noblesse et des gentilshommes campagnards, n'étaient pas protégées contre la confiscation, par des substitutions. Avec Lord Grey et ceux qui comme lui avaient des propriétés substituées, le roi ne pouvait satisfaire à la fois sa rapacité et sa cruauté, mais un riche négociant pouvait à la fois être pendu et pillé. Toutefois ces grands négociants, quelque hostiles qu'ils fussent au papisme et au pouvoir arbitraire, avaient été trop scrupuleux ou trop timides, pour s'exposer à rien faire qui pût justifier une accusation de haute trahison. Henry Cornish était un des plus considérables d'entre eux; élu conseiller municipal (*alderman*) de la Cité sous l'empire de l'ancienne Charte, il remplissait les fonctions de sheriff à l'époque où la question du bill d'Exclusion occupait tous les esprits. En politique il était whig, et ses opinions religieuses penchaient vers le Presbytérianisme, mais sa conduite avait toujours été prudente et modérée. Aucun témoignage digne de foi ne peut justifier, à son égard, même un soupçon de trahison. Bien plus, comme sheriff, il s'était montré fort peu disposé à employer comme son substitut un homme aussi violent et aussi immoral que Goodenough. Lors de la découverte du complot du « Rye-House », on avait espéré, à Whitehall, que Cornish se trouverait compromis, mais cet espoir avait été déçu. Un des conspirateurs, il est vrai, John Rumsey, était tout prêt à l'accuser sous serment, mais un seul témoin ne suffisait pas, et l'on ne put en trouver un second. Plus de deux ans s'étaient écoulés depuis lors, et Cornish se croyait sauvé. Mais le regard du tyran planait sur lui : Goodenough craignant la mort, et conservant peut-être aussi de la rancune contre l'ancien supérieur qui avait refusé de l'employer, consentit à fournir ce second témoignage qui jusque-là avait manqué. Cornish fut arrêté pendant qu'il s'occupait de ses affaires à la bourse; on le jeta en prison, et, après l'avoir tenu au secret pendant quelques jours, on l'amena à la barre de la Cour du « Old Bailey », sans lui avoir laissé le temps de préparer sa défense. L'accusation ne reposait que sur les témoignages de Rumsey et de Goodenough, qui l'un et l'autre, poussés à la fois par la crainte et l'espérance, avaient intérêt à incriminer Cornish; il fut en outre prouvé que Goodenough agissait sous l'impression d'une haine personnelle; de plus, la déposition de Rumsey ne s'accordait pas avec celle qu'il avait faite à l'occasion du procès de Lord Russell. Ce fut en vain qu'on fit valoir ces arguments. Au tribunal siégeaient trois juges qui avaient accompagné Jeffreys dans sa tournée de l'Ouest, et l'on avait remarqué que depuis leur retour, après le carnage de Taunton, ils n'avaient cessé d'être dans un état de féroce surexcitation, car il est malheureusement trop vrai

que, même chez les hommes qui ne sont pas nés cruels, le goût du sang s'acquiert par l'habitude. Les juges et les avocats accablèrent à l'envi le malheureux whig. Le jury, choisi par un sheriff tory, prononça sans hésiter un verdict de culpabilité; et malgré les murmures d'indignation du public, Cornish fut exécuté dix jours après son arrestation. Pour augmenter l'humiliation de sa mort, on avait élevé le gibet au point d'intersection de King-Street et de Cheapside, en vue de la maison où il avait longtemps vécu, entouré de l'estime générale, en vue de la Bourse où son credit avait toujours été puissant, en vue de Guildhall où il s'était distingué comme magistrat populaire. Cornish mourut avec courage, en prononçant des paroles empreintes d'une fervente piété; mais son regard et ses gestes indiquaient un ressentiment si profond de la barbarie et de l'injustice dont il périssait victime, que ses ennemis en profitèrent pour répandre sur lui le venin de la calomnie : « Cornish était ivre ou fou, dirent-ils, quand il mourut. » Mais William Penn, placé non loin du gibet, et dont les préventions étaient toutes en faveur du gouvernement, avoua plus tard qu'il ne vit dans la contenance de Cornish que l'indignation naturelle d'un innocent juridiquement assassiné. La tête de l'ancien sheriff fut placée au-dessus de la porte de Guildhall[1].

Tout horrible que fût ce procès, ce n'est pas celui qui excita le plus l'indignation publique, dans cette session d'automne au « Old Bailey. » Parmi les personnes compromises dans le complot du « Rye House » se trouvait un nommé James Burton. De son propre aveu, il se trouvait présent lorsque les conspirateurs discutèrent le projet d'assassiner le roi et son frère. Le complot découvert, on avait offert une récompense pour son arrestation, mais grâce à une ancienne matrone de la secte des Anabaptistes, nommée Élizabeth Gaunt, il avait échappé à la mort. Cette femme alliait une grande charité aux manières et à la phraséologie particulière à ses coreligionnaires, et sa vie se passait à secourir les malheureux de toutes les religions et surtout à visiter les prisonniers. Ses opinions politiques et religieuses autant que ses dispositions charitables, la poussèrent à aider Burton de tout son pouvoir : elle lui procura un bateau qui le conduisit jusqu'à Gravesend où il s'embarqua sur un navire partant pour Amsterdam, et en outre, au moment du départ, elle lui mit dans la main une somme considérable eu égard à ses faibles moyens. Burton, après avoir vécu quelque temps en exil, revint en Angleterre avec Monmouth, assista à

1. Voyez son procès dans la collection des « State Trials, » ainsi que « Sir J. Howles's Remarks on Mr Cornish's Trial; » — « Burnet, » I, 651; — « Bloody Assizes; » et « Stat. I Gul. et Mar. »

la bataille de Sedgemoor, puis se réfugia à Londres, chez un barbier de Whitechapel nommé John Fernley. Fernley était très-pauvre et poursuivi par ses créanciers; il savait bien qu'une récompense de cent livres sterling était offerte par le gouvernement à celui qui livrerait Burton; mais il était trop honnête pour trahir celui qui dans un péril extrême venait s'abriter sous son toit. Malheureusement, le bruit se répandit que la colère du roi se montrait encore plus grande contre ceux qui cachaient les rebelles, que contre les rebelles eux-mêmes. Jacques avait publiquement déclaré que de tous les crimes de haute trahison, il n'en existait aucun qui fût plus impardonnable que de soustraire un traître à la vengeance royale. Burton, qui n'ignorait pas cette circonstance, vint se livrer lui-même au gouvernement, en dénonçant John Fernley et Élizabeth Gaunt. Aussitôt on fit à ces derniers leur procès, et le misérable qui leur devait la vie eut l'infâme audace de déposer contre eux. Ils furent condamnés: Fernley, à la potence; Élizabeth Gaunt, au bûcher. Malgré les horreurs qu'on avait déjà vues, on ne pouvait croire que ces jugements pussent être exécutés. Mais Jacques se montra sans pitié: Fernley fut pendu; Élizabeth Gaunt fut brûlée vive à Tyburn, le jour même où Cornish était exécuté à Cheapside. Elle laissa un écrit redigé, il est vrai, dans un style fort peu élégant, mais que des milliers de lecteurs lurent avec horreur et sympathie. « Ma faute, disait-elle, est une de celles qu'un Prince devrait « pardonner. Je n'ai fait que secourir une pauvre famille, et voilà qu'il « me faut mourir! » Elle se plaignait de l'insolence des juges, de la ferocité des geôliers, et de la tyrannie de celui qui, « le plus élevé entre tous, » la sacrifiait à son bon plaisir avec tant d'autres victimes. Quant à ce qui la concernait personnellement, elle leur pardonnait; mais comme ennemis implacables de la bonne cause qui devait un jour renaître et prospérer, elle les livrait au jugement du Roi des rois. Elle fit preuve jusqu'à la fin d'un courage qui rappela aux spectateurs la plus belle des morts, qu'ait décrites Fox. William Penn, pour qui ces exécutions, qu'évitent ordinairement les hommes compatissants, avaient, à ce qu'il paraît, un singulier attrait, s'éloigna à la hâte de Cheapside, où il venait de voir pendre Cornish, pour aller à Tyburn voir brûler Élizabeth Gaunt. C'est lui qui raconta ensuite, comment elle arracha des larmes aux assistants quand on la vit disposer elle-même la paille de manière à abréger ses souffrances. On ne manqua pas de remarquer, qu'au moment où se commettait le plus atroce des assassinats juridiques, même de cette époque, il s'éleva une furieuse tempête, telle qu'on n'en avait jamais vu depuis le

grand ouragan déchaîné autour du lit de mort d'Olivier Cromwell. En récapitulant avec une sombre satisfaction les maisons qui avaient été renversées et les bâtiments qui avaient fait naufrage, les Puritains opprimés, tiraient quelque consolation de cette terrible manifestation du Ciel contre l'iniquité qui désolait la terre. Depuis ce jour effroyable aucune femme n'a été exécutée en Angleterre, pour crime politique [1].

Mais Goodenough n'avait pas encore assez fait pour mériter son pardon : le gouvernement avait à cœur de perdre un homme obscur nommé Bateman, chirurgien dans la Cité. Bateman avait donné les soins de sa profession à Shaftesbury, et s'était fait connaître dans le temps comme Exclusioniste zélé. Il est même possible qu'il ait eu connaissance du complot whig ; mais certainement il n'en fut pas un des chefs, car dans la grande masse de dépositions publiées par le gouvernement, son nom ne paraît qu'une seule fois, et même alors sans connexion aucune avec le crime de haute trahison. D'après l'acte d'accusation, et le peu de détails qui nous restent de son procès, il paraît évident qu'on ne le soupçonnait d'aucune participation dans le dessein formé d'assassiner les deux princes. Le public ne pouvait comprendre la cruelle obstination qu'on mettait à poursuivre un homme obscur, et coupable seulement d'une si légère offense, lorsque des criminels, bien plus compromis et dans une position bien plus élevée, obtenaient leur grâce en témoignant contre lui. Mais bientôt ce mystère fut honteusement éclairci : quand Titus Oates, après sa flagellation, fut ramené sans connaissance, et pour ainsi dire mourant, à Newgate, Bateman l'avait saigné et avait pansé ses blessures. C'était là une offense impardonnable. Bateman fut donc arrêté et mis en jugement. Tous les témoins à charge étaient des hommes d'une réputation infâme, des hommes qui rachetaient leur vie par leurs dépositions. Aucun d'eux n'avait encore obtenu son pardon, et le peuple disait communément qu'ils étaient comme des cormorans privés, pêchant leur proie la corde au cou. Le prisonnier, stupéfié par une longue maladie, ne put articuler un mot ni entendre ce qui se passait. Son fils et sa fille, debout à ses côtés, essayèrent de lire quelques notes qu'il avait écrites, et de discuter les dépositions des témoins ; mais cela ne servit de rien : Bateman fut condamné, pendu, puis coupé en quartiers [2].

1. Voyez le procès de Fernley et d'Élizabeth Gaunt dans la collection des « State Trials; » ainsi que « Burnet, » I, 649; — « Bloody Assizes; » — « Sir J. Bramston's Memoirs; » et « Luttrell's Diary, » à la date du 23 oct. 1685.

2. Voyez son procès dans la collection des « State Papers; » ainsi que : « Sir John Hawles's Re-

Jamais la position des Puritains, même en remontant jusqu'à l7 tyrannie de Laud, ne fut plus déplorable qu'à cette époque; jamais lea espions ne s'employèrent plus activement pour surprendre leurs réunions religieuses; jamais magistrats, grands jurés, recteurs et marguilliers, ne déployèrent plus de zèle. Bon nombre de dissidents furent cités devant les cours ecclésiastiques; d'autres étaient obligés d'acheter le silence des agents du gouvernement en leur donnant des barriques de vin ou des gants bourrés de guinées. Les sectaires ne pouvaient se réunir pour prier sans s'entourer de précautions comme s'ils eussent été de faux monnayeurs ou des recéleurs. Il fallait souvent changer de lieu de réunion : quelquefois l'office était célébré à la pointe du jour, quelquefois au milieu de la nuit. La maison où se réunissait le petit troupeau de fidèles était environnée de sentinelles pour donner l'alarme quand un étranger suspect approchait; le ministre, caché sous un déguisement, était introduit par le jardin ou par une porte dérobée, et quelques-unes de ces maisons avaient des trappes par lesquelle il pouvait passer en cas de danger. Quand, par hasard, des dissidents occupaient des maisons contiguës, ils perçaient les murs pour se réserver des passages secrets. Ils s'interdisaient le chant des psaumes, et usaient de toute espèce de moyens pour empêcher que la voix du prédicateur, qui s'oubliait quelquefois dans des moments d'exaltation, ne fût entendue du dehors. Malgré toutes ces précautions, il était souvent impossible de tromper la vigilance des dénonciateurs. Dans les faubourgs de Londres, surtout, la surveillance était des plus actives. Plusieurs personnes riches furent accusées de tenir des conventicules : on fit de sévères perquisitions dans les maisons, et l'on effectua des saisies qui s'élevèrent à plusieurs milliers de livres sterling. Les plus zélés et les plus hardis de ces sectaires, ainsi privés de l'abri d'un toit, se réunirent en plein air, résolus à repousser la force par la force. Un juge de paix du comté de Middlesex, ayant appris qu'une de ces réunions religieuses devait avoir lieu dans une espèce de carrière à deux lieues de Londres, prit avec lui un détachement considérable de constables, surprit l'assemblée, et s'empara du prédicateur. Mais la congrégation, qui comptait près de deux cents hommes, délivra bientôt son pasteur, et mit en fuite le magistrat et les constables [1]. Il était rare cependant que les choses se passassent ainsi, car jamais l'esprit puritain ne fut plus complétement maté qu'à cette époque. Les

marks. » Il vaut aussi la peine de comparer la déposition de Thomas Lee, dans cette occasion, avec ses aveux faits antérieurement et publiés par ordre du gouvernement.

1. « Citters, » 13-23 oct. 1665.

pamphlétaires du parti tory se vantaient que pas un de ces fanatiques n'osait remuer la langue ou la plume pour défendre sa religion. Aucun ministre dissident, quelque modérée que fût sa conduite, quelque éminent qu'il fût par ses connaissances, n'osait s'aventurer dans les rues, par crainte d'être attaqué; et ces outrages, loin d'être réprimés, étaient encouragés par ceux-là mêmes qui auraient dû maintenir l'ordre public. Plusieurs théologiens fameux, parmi lesquels on comptait Richard Baxter, étaient en prison. D'autres, comme John Howe, après avoir résisté à l'oppression pendant plus d'un quart de siècle, perdirent courage et quittèrent le pays. Beaucoup de ceux qui étaient habitués à fréquenter les réunions puritaines finirent par aller prier dans les églises paroissiales. On reconnaissait aisément, disait-on, les schismatiques que la peur avait poussés à cette marque de soumission, par la difficulté qu'ils éprouvaient à trouver les prières dans leurs livres, et à leur manière gauche de s'incliner quand le nom de Jésus était prononcé [1].

Pendant bien des années, les Non-Conformistes se rappelèrent l'automne de 1685 comme une époque de malheur et d'effroi. Cependant, dès lors on aurait pu discerner les premiers indices d'un grand changement de fortune : dix-huit mois ne s'étaient pas écoulés, que l'église intolérante et le roi bigot se disputaient tous les deux l'appui de ce parti qu'ils avaient l'un et l'autre si cruellement persécuté.

1. L'Histoire des Puritains, par Neale, le Mémoire de Calamy sur les ministres expulsés, et le Mémorial des Non-Conformistes, contiennent d'abondantes preuves de la rigueur de cette persécution. On peut aussi voir la lettre d'adieu de Howe à son troupeau dans la Vie de ce grand homme écrite par Rogers. Howe s'y plaint de ne pouvoir se montrer dans les rues de Londres, et de perdre sa santé par le manque d'air et d'exercice. Mais c'est Lestrange, un de leurs plus cruels ennemis, qui nous a laissé de leurs souffrances la peinture la plus vive dans « l'Observator » des mois de septembre et d'octobre 1685.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE

DU TOME PREMIER

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

FIN DE LA TABLE.

IMPRIMERIE J. CLAYE ET COMP. RUE SAINT-BENOIT.

